



MEMENTO FISCAL

2021

ADMINISTRATION GÉNÉRALE
EXPERTISE ET SUPPORT STRATÉGIQUES

32/2021

Mémento fiscal, n° 32, 2021

© Service Public Fédéral Finances

Site web: <http://finances.belgium.be>

<http://finances.belgium.be>

Adresse : Boulevard du Roi Albert II 33, 1030 Bruxelles

Tous droits réservés.

La reproduction de cette publication, en tout ou en partie,

à des fins éducatives et non commerciales est autorisée avec mention de la source.

ISSN 0773-8504

D/2021/1418/34

PREFACE

En publiant le Mémento fiscal, l'Administration générale Expertise et Support stratégiques du Service public fédéral Finances, vise à fournir un **aperçu** régulièrement mis à jour de la fiscalité belge.

La matière traitée étant particulièrement complexe, il ne peut évidemment être fait état ici de toutes les règles particulières : seuls les éléments essentiels ou les cas les plus fréquents y sont décrits.

La première partie du Mémento fiscal a trait aux impôts directs : l'impôt des personnes physiques, l'impôt des sociétés et l'impôt des personnes morales. L'impôt des non-résidents n'est pas traité dans ce Mémento : il s'agit là d'un domaine très spécifique dont on ne peut avoir une vue correcte qu'en traitant des conventions internationales applicables à chaque situation bilatérale. Nouveau dans cette édition, le tableau récapitulatif des Conventions préventives de la double imposition belges en vigueur.

Les chapitres suivants traitent des précomptes et versements anticipés. Les régimes spéciaux d'impôt des sociétés (régime de décisions anticipées, sociétés d'investissement, etc.) sont également abordés dans cette première partie.

La seconde partie de ce Mémento a trait aux impôts indirects : la TVA, les droits d'accise, les droits de succession et certains autres droits, taxes, prélèvements et cotisations.

Le présent Mémento décrit uniquement les impôts dont la responsabilité incombe ou a incombé au Service public fédéral Finances. La responsabilité d'un certain nombre de ces impôts incombe à présent aux Régions. Par conséquent, les informations relatives aux impôts dernièrement nommés ne sont fournies qu'à titre purement indicatif.

Le Mémento fiscal ne traite généralement pas de la procédure (déclaration, contrôle et contentieux). Sauf mention contraire, la législation décrite est celle qui est applicable :

- pour les impôts directs, à l'exception des précomptes (1^{ère} partie, chapitres 1 à 4) : **aux revenus de 2020 (exercice d'imposition 2021)** ;
- pour les impôts indirects (2^{ème} partie) et pour les précomptes (1^{ère} partie, chapitres 5 à 7) : **au 1^{er} janvier 2021**.

Les collaborateurs du service Réglementation et du service d'étude de l'Administration générale Expertise et Support stratégiques remercient leurs collègues des Administrations fiscales fédérales et régionales pour le travail préparatoire, les remarques et les travaux de traduction réalisés dans le cadre de la rédaction de ce Mémento. Un mot de remerciement est également adressé à Gaby Dascotte pour la mise en page.

Bien que les auteurs aient veillé tout particulièrement à la fiabilité des informations fournies dans le texte, ce Mémento fiscal ne peut être considéré comme une circulaire administrative. Il a été rédigé dans le seul but de fournir une documentation générale et globale. Il ne peut donner lieu à aucune action en revendication. Il n'est pas dans les attributions de l'Administration générale Expertise et Support stratégiques de répondre aux demandes de renseignements qui auraient pour objet l'application de la législation fiscale à des cas individuels. Les circulaires auxquelles il est fait référence dans ce Mémento peuvent être consultées sur la base de données fiscales et juridiques Fisconetplus à la page d'accueil du site internet du Service public fédéral Finances.

Le Mémento fiscal est aussi disponible en néerlandais, et sera également disponible en anglais et en allemand. Il peut également être consulté sur le site du SPF Finances à l'adresse suivante : http://finances.belgium.be/fr/statistiques_et_analyses/analyses/memento_fiscal/, et téléchargé en format pdf.

Août 2021

Tom Jansen

Conseiller général chargé de la direction de l'Administration générale Expertise et Support stratégiques

TABLE DES MATIERES

PREFACE.....	3
LISTE DES ABREVIATIONS.....	9
ERE	
I PARTIE LES IMPOTS DIRECTS.....	13
CHAPITRE 1 L'IMPOT DES PERSONNES PHYSIQUES (IPP)	19
1.1. QUI EST IMPOSABLE, ET OÙ ?.....	24
1.2. LA DÉTERMINATION DES REVENUS NETS	24
1.3. LES DÉPENSES DONNANT DROIT À UN AVANTAGE FISCAL	46
1.4. CALCUL DE L'IMPÔT	68
CHAPITRE 2 L'IMPOT DES SOCIETES (I.SOC)	89
2.1. PÉRIODE IMPOSABLE	89
2.2. ASSUJETTISSEMENT À L'IMPÔT DES SOCIÉTÉS.....	89
2.3. LA BASE IMPOSABLE	90
2.4. CALCUL DE L'IMPÔT	113
ANNEXE AU CHAPITRE 2 LES REGIMES SPECIAUX D'IMPOT DES SOCIETES.....	119
CHAPITRE 3 DISPOSITIONS COMMUNES A L'IMPOT DES PERSONNES PHYSIQUES ET A L'IMPOT DES SOCIETES	125
3.1. RÉGIME FISCAL DES AMORTISSEMENTS	125
3.2. CATÉGORIES DE FRAIS BÉNÉFICIAIRE D'UNE DÉDUCTION MAJORÉE	126
3.3. INCITANTS AUX INVESTISSEMENTS : LA DÉDUCTION POUR INVESTISSEMENT.....	127
3.4. INCITANTS À L'EMPLOI.....	130
3.5. INCIDENCE FISCALE DES AIDES RÉGIONALES	131
3.6. RÉGIME FISCAL DES PLUS-VALUES	132
3.7. AUTRES	135
CHAPITRE 4 L'IMPOT DES PERSONNES MORALES (IPM).....	137
4.1. QUI EST IMPOSABLE ?	137
4.2. BASE IMPOSABLE ET PERCEPTION DE L'IMPÔT	137
CHAPITRE 5 LE PRECOMPTE IMMOBILIER (PR.I)	139
5.1. LE PRÉCOMPTE IMMOBILIER EN RÉGION FLAMANDE ()	140
5.2. LE PRÉCOMPTE IMMOBILIER EN RÉGION WALLONNE.....	144
5.3. LE PRÉCOMPTE IMMOBILIER EN RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE ()	148
CHAPITRE 6 LE PRECOMPTE MOBILIER (PR.M)	151
6.1. LES DIVIDENDES.....	151
6.2. LES INTÉRÊTS	154
6.3. AUTRES REVENUS MOBILIERS.....	156
CHAPITRE 7 LE PRECOMPTE PROFESSIONNEL (PR.P) ET LES VERSEMENTS ANTICIPÉS (VA).....	157
7.1. CALCUL DU PRÉCOMPTE PROFESSIONNEL ()	157
7.2. DISPENSES DE VERSEMENT.....	165
7.3. VERSEMENTS ANTICIPÉS (VA)	170
CHAPITRE 8 CONVENTIONS PREVENTIVES DE LA DOUBLE IMPOSITION BELGES EN VIGUEUR.....	173

EME	
II PARTIE LES IMPOTS INDIRECTS	179
CHAPITRE 1 LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA).....	187
1.1. DÉFINITION	187
1.2. LES ASSUJETTIS À LA TVA	188
1.3. LES OPÉRATIONS IMPOSABLES	189
1.4. LES EXEMPTIONS	194
1.5. BASE D'IMPOSITION	197
1.6. LES TAUX DE TVA.....	197
1.7. LA DÉDUCTION DE LA TVA (OU DÉDUCTION DE LA TAXE EN AMONT).....	201
1.8. L'INTRODUCTION DES DÉCLARATIONS TVA ET LE PAIEMENT DE LA TAXE	202
1.9. LES RÉGIMES PARTICULIERS.....	203
CHAPITRE 2 LES DROITS D'ENREGISTREMENT, D'HYPOTHEQUE ET DE GREFFE ET L'IMPOT D'ENREGISTREMENT	207
2.1. LES DROITS D'ENREGISTREMENT ET L'IMPÔT D'ENREGISTREMENT	207
2.2. LE DROIT D'HYPOTHÈQUE.....	219
2.3. LES DROITS DE GREFFE	219
CHAPITRE 3 LES DROITS DE SUCCESSION ET L'IMPOT DE SUCCESSION	221
3.1. LES DROITS DE SUCCESSION ET L'IMPÔT DE SUCCESSION.....	221
3.2. TAXE ANNUELLE COMPENSATOIRE DES DROITS DE SUCCESSION.....	232
CHAPITRE 4 LES DROITS ET TAXES DIVERS	233
4.1. LE DROIT D'ÉCRITURE	233
4.2. TAXE SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE.....	234
4.3. TAXE ANNUELLE SUR LES OPÉRATIONS D'ASSURANCE.....	236
4.4. TAXE ANNUELLE SUR LES PARTICIPATIONS BÉNÉFICIAIRES	238
4.5. TAXE SUR L'ÉPARGNE À LONG TERME	238
4.6. TAXE D'AFFICHAGE	239
4.7. TAXE ANNUELLE SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT.....	239
4.8. TAXE ANNUELLE SUR LES COMPTES-TITRES.....	240
4.9. TAXE ANNUELLE SUR LES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF	241
4.10. TAXE ANNUELLE SUR LES ENTREPRISES D'ASSURANCE.....	241
CHAPITRE 5 PROCEDURES DOUANIERES A L'IMPORTATION, A L'EXPORTATION ET EN CAS DE TRANSIT	243
5.1. DROITS À L'IMPORTATION	243
5.2. RÉGIMES DOUANIERS ET OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE AGRÉÉ (AEO)	244
CHAPITRE 6 LES DROITS D'ACCISE	255
6.1. DÉFINITION	255
6.2. CLASSIFICATION DES ACCISES	255
6.3. BASE DE TAXATION	256
6.4. RÉGIME GÉNÉRAL D'ACCISE.....	256
6.5. RÉGIME D'ACCISE DES BOISSONS NON ALCOOLISÉES ET DU CAFÉ	258
6.6. CONTRÔLE	260
6.7. TAUX	260
ANNEXE AU CHAPITRE 6	273
CHAPITRE 7 LA COTISATION D'EMBALLAGE.....	275
7.1. GÉNÉRALITÉS	275
7.2. MONTANTS DE LA TAXE	275

CHAPITRE 8 LES TAXES ASSIMILEES AUX IMPOTS SUR LES REVENUS	277
8.1. LA TAXE DE CIRCULATION (TC).....	277
8.2. LA TAXE DE MISE EN CIRCULATION (TMC)	297
8.3. LE PRÉLÈVEMENT KILOMÉTRIQUE	309
8.4. LA TAXE SUR LES JEUX ET PARIS (JP).....	312
8.5. LA TAXE SUR LES APPAREILS AUTOMATIQUES DE DIVERTISSEMENT (AAD)	316
8.6. LA TAXE SUR LA PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ ET SUR LA PRIME BÉNÉFICIAIRE POUR LES TRAVAILLEURS	316

LISTE DES ABREVIATIONS

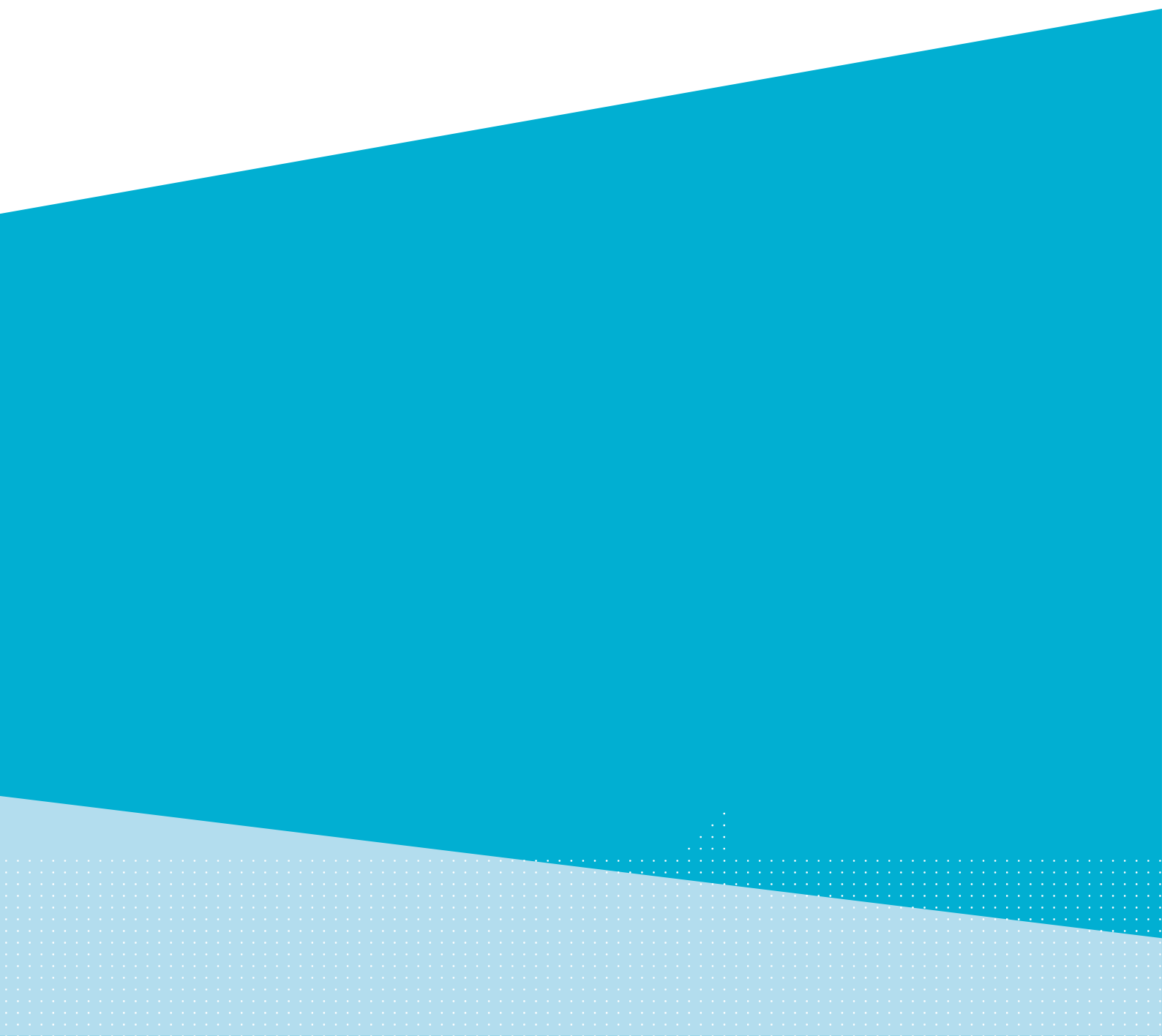
AAD	Appareils automatiques de divertissement
AELE	Association européenne de libre-échange
AEO	Authorised economic operator
AEOC	Authorised economic operator – Customs
AEOS	Authorised economic operator - Security
AGFisc	Administration générale de la Fiscalité
ALE	Agence locale pour l'emploi
AMI	Assurance Maladie-Invalidité
APETRA	Agence de Pétrole - Petroleumagentschap
AR	Arrêté royal
AR/CIR92	Arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992
AR C.D.T.D.	Arrêté royal portant exécution du Code des droits et taxes divers
ASBL	Association sans but lucratif
ATA (carnet ATA)	Admission temporaire – Temporary Admission
ATN	Avantage de toute nature
BCE	Banque centrale européenne
CCC	Contribution complémentaire de crise
CCT	Convention collective de travail
C.D.T.D.	Code des droits et taxes divers
CE	Communauté européenne
CEE	Communauté économique européenne
C. enreg.	Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe
CIR92	Code des impôts sur les revenus 1992
CJCE	Cour de Justice des Communautés européennes
CNC	Conseil national de la Coopération
Code NC	Code de la nomenclature combinée
CPAS	Centre public d'aide sociale
CPDI	Convention préventive de la double imposition
CREG	Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz
CSA	Code des sociétés et des associations
CSP	Customs Security Programme
C. Succ.	Code des droits de succession
CTA	Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus
CTI	Centre de Traitement de l'Information
C-TPAT	Customs Trade partnership against terrorism
CV	Chevaux fiscaux
DAE	Document d'Accompagnement Export
DIV	Direction Immatriculation des Véhicules
DNA	Dépenses non admises

DPI	Déduction pour investissement
EEE	Espace économique européen
EEV	Enhanced Environmentally friendly Vehicle
EIDR	Entry into the Declarant's Records
EORI	Economic Operator's Registration and Identification
EUV	Eurovignette
FIIS	Fonds d'investissement immobilier spécialisé
FRS - FNRS	Fonds de la Recherche Scientifique - FNRS
FWO-Vlaanderen	Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek-Vlaanderen
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
GE	Grandes entreprises
GPL	Gaz de pétrole liquéfié
HTVA	Hors taxe sur la valeur ajoutée
INR	Impôt des non-résidents
IPM	Impôt des personnes morales
IPP	Impôt des personnes physiques
I.Soc	Impôt des sociétés
JP	Jeux et paris
LPCI	Loi sur les pensions complémentaires des travailleurs indépendants
LSF	Loi spéciale de Financement
MB	Moniteur belge
MMA	Masse maximale autorisée
NBN	Bureau de Normalisation
NCTS	New Computerised Transit System
NEDC	New European Driving Cycle
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement économiques
OEA	Opérateur économique agréé
OFP	Organisme de Financement de Pensions
OLO	Obligation linéaire - lineaire obligatie
ONE	Office de la Naissance et de l'Enfance
ONEM	Office national de l'emploi
ONSS	Office national de sécurité sociale
OPC	Organisme de placement collectif
PIB	Produit intérieur brut
PLCS	Pension libre complémentaire pour les travailleurs salariés
PLDA	Paperless Douanes et Accises
PME	Petites et Moyennes Entreprises
Pr.I	Précompte immobilier
PRICAF	Société d'investissement à capital fixe en actions non cotées
Pr.M	Précompte mobilier
Pr.P	Précompte professionnel
PTAC	Poids total autorisé en charge

QFIE	Quotité forfaitaire d'impôt étranger
RC	Revenu cadastral
RCC	Régime de chômage avec complément d'entreprise
R-D	Recherche et Développement
RDT	Revenus définitivement taxés
RIG	Revenu imposable globalement
RID	Revenu imposable distinctement
RME	Revenus mobiliers exonérés
SA	Société anonyme
SDA	Service des décisions anticipées
SEC	Système européen des comptes nationaux et régionaux
SIC	Société d'investissement en créances
SICAF	Société d'investissement à capital fixe
SICAFI	Société d'investissement à capital fixe en biens immobiliers
SICAV	Société d'investissement à capital variable
SIR	Société immobilière réglementée
SNCB	Société nationale des chemins de fer belges
SPF	Service public fédéral
SPP	Service public de programmation
SRWT	Société régionale wallonne du Transport
STIB	Société des transports intercommunaux de Bruxelles
TC	Taxe de circulation
TCC	Taxe de circulation complémentaire
TIR (carnet TIR)	Transports internationaux routiers
TMC	Taxe de mise en circulation
TOB	Taxe sur les opérations de bourse
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UEBL	Union économique belgo-luxembourgeoise
VA	Versements anticipés
VCF	Vlaamse Codex Fiscaliteit
WLTP	Worldwide Harmonised Light Vehicle Test Procedure

DEUXIÈME PARTIE

LES IMPÔTS DIRECTS



Impôt des personnes physiques (IPP)			
Cadre légal	Code des impôts sur les revenus 1992, articles 3-178 Loi du 10.08.2001 (MB 20.09.2001) portant réforme de l'impôt des personnes physiques Loi du 08.05.2014 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 à la suite de l'introduction de la taxe additionnelle régionale sur l'impôt des personnes physiques (MB 28.05.2014)		
Qui détermine	Taux d'imposition	Base d'imposition	Exonérations / Réductions
	Autorité fédérale et autorité régionale (fixation des centimes additionnels régionaux)	Autorité fédérale	Autorité fédérale et autorité régionale (pour les matières relevant de leurs compétences matérielles)
Bénéficiaire(s)	Autorité fédérale Autorité régionale Autorité locale (*) Sécurité sociale Autres (**) Titrisation depuis 2005-2006 (pour le précompte professionnel, les enrôlements, les amendes et divers) <i>(*) Les additionnels communaux sont calculés selon des taux spécifiques à chaque commune.</i> <i>(**) Depuis 2009, une partie du précompte professionnel est affectée au financement alternatif de la sécurité sociale.</i>		
Instance perceptrice	Service public fédéral Finances		
Recettes fiscales	Recettes fiscales 2019 en millions d'euros		Recettes fiscales en % du PIB
	Recettes fiscales en % des recettes fiscales totales (*)		
	Précompte mobilier	3.745,9	
	Précompte professionnel	47.483,9	
	Versements anticipés	1.587,0	
	Rôles IPP	-551,4	
	Cotisation spéciale sécurité sociale	1.262,0	
	Autres	33,5	
TOTAL IPP	53.560,9	11,2%	37,4%
<i>(*) Impôts totaux (selon le concept SEC2010) payés aux pouvoirs publics belges. Calculs sur base des données de l'Institut des Comptes Nationaux, Banque nationale de Belgique.</i>			

Impôt des sociétés (I.Soc)			
Cadre légal	Code des impôts sur les revenus 1992, articles 179-219bis. Loi-programme du 24.12.2002 (MB 31.12.2002) portant réforme de l'impôt des sociétés. Loi du 25.12.2017 portant réforme de l'impôt des sociétés (MB 29.12.2017) Loi du 30.07.2018, dite loi de réparation de la réforme I.Soc (MB 10.08.2018)		
Qui détermine	Taux d'imposition	Base d'imposition	Exonérations
	Autorité fédérale	Autorité fédérale	Autorité fédérale
Bénéficiaire(s)	Autorité fédérale Sécurité sociale Autres (*) <i>(*) Montant attribué à la CREG (Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz) depuis 2009.</i>		
Instance perceptrice	Service public fédéral Finances		
Recettes fiscales	Recettes fiscales 2019 en millions d'euros	Recettes fiscales en % du PIB	Recettes fiscales en % des recettes fiscales totales
	Précompte mobilier	309,6	
	Versements anticipés	14.620,6	
	Rôles I.Soc Impôt des non-résidents	2.571,1	
	I.Soc (à l'enrôlement)	190,6	
	Autres	-7,4	
	TOTAL I.SOC	17.684,5	3,7%
<i>Calculs sur base des données de l'Institut des Comptes Nationaux, Banque nationale de Belgique.</i>			

Précompte immobilier (Pr.I)			
Cadre légal	Code des impôts sur les revenus 1992, articles 7 à 16, 251-260 ^{ter} et 471-504 pour les dispositions relatives au précompte immobilier en Région wallonne et en Région de Bruxelles-Capitale. Le "Vlaamse Codex Fiscaliteit" contient les dispositions relatives au précompte immobilier en Région flamande. Pour les taux : - Décret 22.10.2003 (MB 19.11.2003), 27.04.2006 (MB 15.05.2006) et 10.12.2009 (MB 23.12.2009) pour la Région wallonne ; - Décret 19.12.2003 (MB 31.12.2003) pour la Région flamande ; - Ordonnance 08.12.2005 (MB 02.01.2006) pour la Région de Bruxelles-Capitale.		
Qui détermine	Taux d'imposition	Base d'imposition	Exonérations
	Autorité régionale	Autorité régionale	Autorité régionale
Bénéficiaire(s)	Autorités régionales et locales Remarques : l'impôt communal est un multiple des recettes perçues par les autorités régionales. Les provinces, les communes ainsi que l'Agglomération bruxelloise reçoivent des additionnels au précompte immobilier.		
Instance perceptrice	Le précompte immobilier n'est pas perçu de la même façon dans les différentes Régions. Depuis 1999, le précompte immobilier est perçu par la Région flamande elle-même. Depuis 2018, le précompte immobilier est perçu par la Région de Bruxelles-Capitale elle-même (administration de Bruxelles Fiscalité). A partir de 2021, le précompte immobilier est perçu par la Région wallonne elle-même.		
Recettes fiscales	Recettes fiscales 2019 en millions d'euros	Recettes fiscales en % du PIB	Recettes fiscales en % des recettes fiscales totales
	5.711,9	1,2%	4,0%
<i>Calculs sur base des données de l'Institut des Comptes Nationaux, Banque nationale de Belgique.</i>			

Précompte mobilier (Pr.M)			
Cadre légal	Code des impôts sur les revenus 1992, articles 17-22 et 261-269		
Qui détermine	Taux d'imposition	Base d'imposition	Exonérations
	Autorité fédérale	Autorité fédérale	Autorité fédérale
Bénéficiaire(s)	Autorité fédérale et sécurité sociale Titrisation depuis 2006		
Instance perceptrice	Service public fédéral Finances		
Recettes fiscales	Recettes fiscales 2019 en millions d'euros	Recettes fiscales en % du PIB	Recettes fiscales en % des recettes fiscales totales
	4.055,5	0,9%	2,8%
<i>Calculs sur base des données de l'Institut des Comptes Nationaux, Banque nationale de Belgique.</i>			

Précompte professionnel (Pr.P) et versements anticipés (VA)				
Cadre légal	<p><i>Précompte professionnel</i> : arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, Annexe III (barèmes et règles applicables au calcul du précompte professionnel) ; Code des impôts sur les revenus 1992, articles 270-275 et 296.</p> <p><i>Versements anticipés</i> : Code des impôts sur les revenus 1992, articles 157-168, 175-177 et 218 ; arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, articles 64-71.</p>			
Qui détermine	Taux d'imposition		Base d'imposition	
	Autorité fédérale		Autorité fédérale	
Bénéficiaire(s)	Voir le tableau "Impôt des personnes physiques" pour de plus amples détails			
Instance perceptrice	Service public fédéral Finances			
Recettes fiscales	Recettes fiscales 2019 en millions d'euros		Recettes fiscales en % du PIB	
	Recettes fiscales en % des recettes fiscales totales			
	Précompte professionnel	47.483,9	10,0%	33,1%
Versements anticipés (effectués par des particuliers ou des sociétés)	16.207,6	3,4%	11,3%	
<i>Calculs sur base des données de l'Institut des Comptes Nationaux, Banque nationale de Belgique.</i>				

CHAPITRE 1

L'IMPOT DES PERSONNES PHYSIQUES (IPP)

Quoi de neuf ?

- *On a gelé l'indexation de la plupart des avantages fiscaux fédéraux pour les dépenses de 2020 à 2023. Les montants maximums des réductions d'impôts restent identiques à ceux repris pour l'année de revenus 2019. Seuls les montants maximums pour l'épargne-pension ont été indexés en 2020 ;*
- *Durant une partie de l'année 2020, les employeurs ont la possibilité d'octroyer des chèques-consommation exonérés d'impôts afin de soutenir les secteurs les plus touchés par la crise du coronavirus (horeca, culture, sport, les commerces de petite importance) ;*
- *Pour les dons effectués en 2020, il est octroyé une réduction d'impôt majorée (60% au lieu de 45%) ; certains dons en nature peuvent bénéficier de l'avantage fiscal lié aux dons en argent ;*
- *Durant une grande partie de l'année 2020, le précompte professionnel sur les allocations de chômage temporaire a été réduit de 26,75% à 15% en raison de la crise du coronavirus ;*
- *Jusqu'en 2019, il était possible de bénéficier d'une réduction d'impôt de 45% avec un maximum de 11,20 euros /jour pour la garde d'un enfant de moins de 12 ans. A partir de l'année 2020, la limite d'âge est portée à 14 ans et le maximum est indexé à 13 euros /jour ;*
- *La Région flamande a supprimé l'avantage fiscal pour les emprunts hypothécaires destinés à une habitation familiale conclus à partir de 2020.*

Principes de base de l'IPP après la sixième réforme de l'Etat

Les réformes liées à la LSF sont applicables le 1^{er} juillet 2014. Dès lors, les nouvelles compétences fiscales des Régions en matière d'IPP sont en vigueur depuis l'exercice d'imposition 2015.

Dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat, une série de réductions d'impôt ont été transférées aux Régions qui en ont la compétence exclusive. Il s'agit des incitants fiscaux liés à l'acquisition de l'habitation propre, aux titres-services et chèques ALE, à la rénovation d'habitations dans des zones d'action positive, à la rénovation d'habitations à loyer modéré, aux travaux de sécurisation contre le vol ou l'incendie, à la rénovation et à l'entretien de monuments classés, aux dépenses pour économies d'énergie (excepté les intérêts de prêts verts, les anciens reports des dépenses faites en vue d'économiser l'énergie et le régime transitoire des maisons à faible consommation d'énergie).

Le Code des impôts sur les revenus 1992 a été mis en conformité avec les dispositions fiscales de la "nouvelle LSF" (1). Entre autres, l'imputation du précompte immobilier a été supprimée, et la déduction des intérêts du revenu immobilier a été limitée aux intérêts de dettes pour les autres biens immobiliers.

Dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat, les Régions acquièrent une plus grande autonomie fiscale et peuvent désormais prélever l'IPP régional sous la forme d'une **taxe additionnelle régionale sur l'impôt des personnes physiques**. Le volet IPP de la sixième réforme de l'Etat est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2014 et est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2015. Les Régions peuvent donc fixer leurs propres règles pour la taxe additionnelle régionale depuis le 1^{er} juillet 2014.

¹ Par nouvelle LSF, on entend la Loi spéciale de Financement du 16 janvier 1989 telle que modifiée par la Loi spéciale du 6 janvier 2014 'portant réforme du financement des Communautés et Régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences'.

La loi spéciale du 6 janvier 2014 "portant réforme du financement des Communautés et Régions, élargissement de l'autonomie fiscale des Régions et financement des nouvelles compétences" a apporté des modifications à la Loi spéciale de Financement du 16 janvier 1989. Cependant, pour l'application concrète de la sixième réforme de l'Etat au niveau de l'IPP, il faut se référer à la loi du 8 mai 2014 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 à la suite de l'introduction de la taxe additionnelle régionale sur l'impôt des personnes physiques (2).

Etant donné l'ampleur des modifications apportées, le Mémento fiscal se fixe pour objectif d'en rappeler les plus importantes et essentielles.

Compétence exclusive de l'autorité fédérale

L'autorité fédérale reste exclusivement compétente pour :

- la détermination de la base imposable. Le fédéral conserve donc la compétence exclusive pour les déductions appliquées aux revenus bruts (déduction des frais professionnels, déduction pour investissement, etc.). Les Régions ne peuvent accorder aucun avantage qui prenne la forme d'une déduction de la base imposable ;
- l'impôt afférent aux intérêts, dividendes, redevances, lots afférents aux titres d'emprunt, plus-values sur valeurs et titres-mobiliers ;
- le précompte mobilier ;
- le précompte professionnel ;
- le service de l'impôt.

Le modèle des centimes additionnels élargis

Depuis l'exercice d'imposition 2015, l'IPP se compose de deux grands blocs, à savoir l'IPP fédéral et l'IPP régional.

La base d'établissement des centimes additionnels régionaux est la partie de l'IPP qui correspond à **l'impôt Etat réduit**.

L'impôt Etat réduit correspond à l'impôt Etat diminué d'un montant égal à l'impôt Etat multiplié par le facteur d'autonomie. Pour les exercices d'imposition 2015 à 2017, le facteur d'autonomie provisoire était fixé à 25,990%. Depuis l'exercice d'imposition 2018, le facteur d'autonomie définitif est appliqué. Il est fixé à 24,957%.

Le taux des centimes additionnels régionaux s'élevait à 35,117 % pour les exercices d'imposition 2015 à 2017 ($25,990/(100-25,990)$). Depuis l'exercice d'imposition 2018, le taux des centimes additionnels régionaux s'élève à 33,25 % ($24,957/(100-24,957)$) pour la Région flamande et la Région wallonne. Pour la Région de Bruxelles-Capitale, les centimes additionnels régionaux sont, depuis l'exercice d'imposition 2018, calculés sur base de la formule $[24,957/(100-24,957)*(99,5-(100-24,957))]$, ce qui aboutit au résultat de 32,591 %. La somme de l'impôt Etat réduit et des centimes additionnels régionaux est de cette manière égale à 99,5 % de l'impôt Etat.

Les taux des centimes additionnels peuvent être différenciés par tranche d'impôt. Toutefois, les additionnels ne peuvent être différenciés par tranche d'impôt pour les revenus imposables distinctement : ils doivent être uniformes (quelle que soit la tranche d'impôt) et uniques (quel que soit le taux fédéral appliqué aux RID).

² Loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 à la suite de l'introduction de la taxe additionnelle régionale sur l'impôt des personnes physiques visée au titre III/1 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, modifiant les règles en matière d'impôt des non-résidents et modifiant la loi du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution.

Les Régions peuvent accorder des diminutions aux centimes additionnels régionaux et y appliquer des réductions ou des augmentations d'impôt. Elles peuvent également accorder des crédits d'impôt. Les diminutions doivent être forfaitaires et être accordées à tout qui est redevable de l'impôt des personnes physiques dans ladite région. Les réductions d'impôt, les augmentations d'impôt et les crédits d'impôt doivent être liés aux compétences matérielles des régions. Les réductions d'impôt et les crédits d'impôt peuvent être proportionnels ou forfaitaires, les augmentations uniquement proportionnelles.

Principe de progressivité

Les Régions doivent respecter le principe de progressivité dans l'exercice de leurs compétences. Si les centimes additionnels sont différenciés par tranche d'impôt, le taux de ces centimes additionnels peut toutefois déroger à la progressivité de l'impôt, moyennant deux conditions :

- le taux du centime additionnel appliqué sur une tranche d'impôt ne peut pas être inférieur à 90% du taux du centime additionnel le plus élevé parmi les tranches d'impôt inférieures ;
- la dérogation au principe de progressivité ne peut pas procurer un avantage fiscal supérieur à 1.090 euros sur base annuelle.

Mécanisme d'overflow (ou de transfert)

Le solde des diminutions et des réductions d'impôt régionales qui ne peut pas être imputé sur les centimes additionnels régionaux majorés des augmentations d'impôt régionales peut être imputé sur le solde de l'IPP fédéral (après imputation des réductions d'impôt fédérales). L'imputation a lieu sur l'IPP fédéral afférent aux revenus imposés globalement et distinctement.

Le mécanisme d'overflow s'applique également en sens inverse : les réductions d'impôt fédérales qui ne peuvent pas être imputées sur la base d'imputation fédérale peuvent être imputées sur le solde éventuel de **l'IPP régional** relatif aux RIG (pas d'imputation dans ce cas sur l'IPP régional relatif aux RID).

Règle de standstill

Les dispositions existant au 30 juin 2014 en matière de réductions et de crédits d'impôt qui, à partir de l'exercice d'imposition 2015, sont octroyés comme réductions d'impôt régionales ou crédits d'impôts régionaux, restent d'application jusqu'à ce que les Régions aient établi leurs propres règles.

Les dispositions essentielles de l'impôt des personnes physiques sont présentées dans ce chapitre en **quatre étapes**.

- La première étape traite des **contribuables concernés** : il s'agit de préciser brièvement qui est soumis à l'impôt des personnes physiques et où. La localisation du contribuable est importante car c'est elle qui détermine la Région compétente pour la taxe additionnelle régionale à l'IPP, ainsi que la commune d'imposition pour le taux des centimes additionnels communaux applicables.
- La deuxième étape concerne la **détermination des revenus nets de charges et pertes**. Elle passe en revue les différentes catégories de revenus, mentionne les éléments bruts imposables, les charges déductibles ainsi que les éléments de revenu immunisés. La détermination du revenu imposable reste une compétence exclusivement fédérale, de même que la détermination de ce qui est imposable globalement ou distinctement.

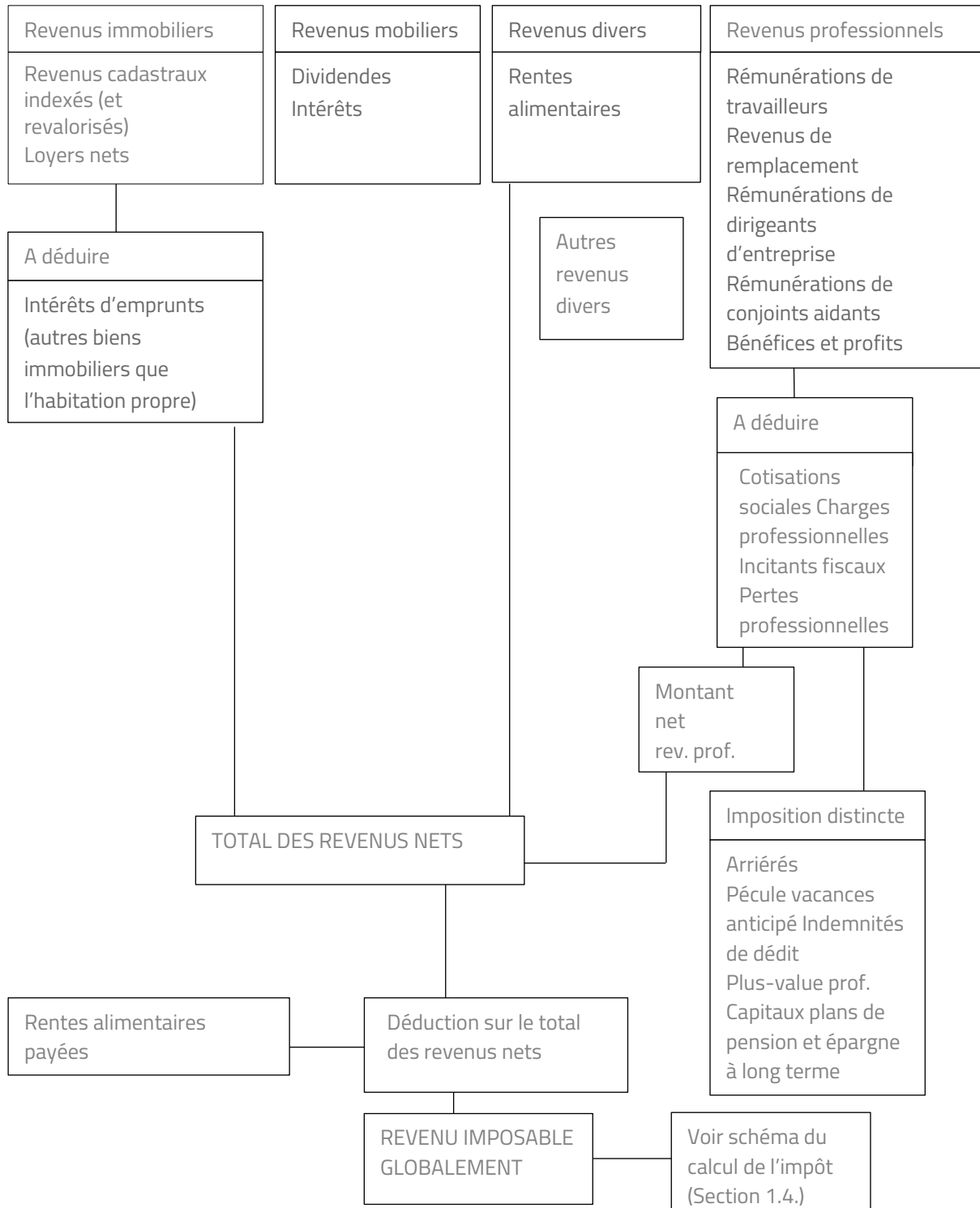
Cette deuxième étape se termine par la répartition des revenus nets de charges et pertes entre les conjoints.

- La troisième étape aborde les **dépenses qui donnent droit à un avantage fiscal** : certaines d'entre elles ont été transférées aux Régions qui en ont recueilli la compétence exclusive dans le cadre de l'élargissement de leur autonomie fiscale. On décrira les conditions d'obtention des avantages, leurs éventuelles limites et les modalités d'octroi de l'avantage.
- La quatrième étape traite du **calcul de l'impôt**. Celui-ci a été profondément modifié suite à l'élargissement de l'autonomie fiscale des Régions dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat. Par nouveau calcul de l'impôt, on entend l'application du *modèle des centimes additionnels élargis* avec application de la taxe additionnelle régionale sur l'IPP.

Seront ainsi notamment abordés l'application du barème progressif (le taux d'imposition croît, par tranches successives, en fonction du revenu imposable), la prise en compte des quotités exonérées, la scission entre les deux grands blocs de l'IPP fédéral et de l'IPP régional.

Schématiquement, le calcul du revenu imposable se présente comme suit :

Schéma général de l'IPP
Détermination des revenus imposables



1.1. QUI EST IMPOSABLE, ET OÙ ?

L'impôt des personnes physiques est dû par les habitants du royaume c'est-à-dire par les personnes qui ont établi leur domicile en Belgique ou, lorsqu'elles n'y ont pas de domicile, le siège de leur fortune ⁽³⁾.

Sauf preuve contraire, sont considérées comme telles toutes les personnes physiques inscrites au Registre national.

Le contribuable est soumis à la taxe additionnelle régionale de la Région où il a établi son domicile fiscal au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition (1^{er} janvier 2021 pour les revenus de 2020). En cas de changement du domicile fiscal d'une Région à une autre en cours d'année, c'est la situation au 1^{er} janvier de l'exercice qui prévaut. Il n'y a donc qu'un seul domicile fiscal possible par exercice.

Le "domicile" est un état de fait caractérisé par la demeure ou l'habitation effective ; par "siège de la fortune" on désigne l'endroit d'où sont administrés les biens composant cette fortune. L'éloignement temporaire n'implique pas un changement de domicile.

La commune où le contribuable est domicilié au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition est la "commune d'imposition", sur base de laquelle est déterminé le taux des additionnels communaux.

Pour les couples, la taxation séparée des revenus est la règle générale mais l'imposition reste toutefois commune, ce qui permet aux couples de bénéficier du quotient conjugal et des autres possibilités de transferts de revenus ou d'exonération entre conjoints.

Les cohabitants légaux sont assimilés aux conjoints. Dans la suite de ce texte, le terme "conjoint" inclut donc le cohabitant légal.

Pour les conjoints, c'est donc l'imposition commune qui est la règle. Ceci se traduit par une déclaration unique. Il y a toutefois impositions séparées et donc déclarations distinctes :

- l'année du mariage ou l'année de la déclaration de cohabitation légale ;
- à partir de l'année qui suit celle au cours de laquelle une séparation de fait est intervenue entre deux personnes mariées ou deux cohabitants légaux et pour autant que cette séparation ait été effective durant toute la période imposable ;
- l'année du divorce ou de la cessation de la cohabitation légale.

Pour l'année du décès, il est possible de choisir entre l'imposition commune et l'imposition séparée. Ce choix est effectué par le conjoint survivant ou par les héritiers en cas de décès des deux conjoints. Le choix s'opère lors de la déclaration des revenus. Le choix de l'imposition commune doit être expressément formulé : à défaut, c'est l'imposition séparée qui s'applique.

1.2. LA DÉTERMINATION DES REVENUS NETS

Les revenus imposables consistent en revenus immobiliers, mobiliers, divers et professionnels.

Pour chacune de ces catégories, il existe des règles spécifiques de détermination du revenu net de charges et pertes : elles sont détaillées ci-après.

³ Avec la nouvelle Loi spéciale de Financement, la notion de siège de la fortune est devenue un critère subsidiaire qui n'est invoqué qu'en second lieu.

1.2.1. REVENUS IMMOBILIERS

A. Les règles générales

Le montant imposable des revenus immobiliers est déterminé séparément pour chaque conjoint et les revenus tirés des biens détenus en commun sont répartis 50/50 entre les conjoints. La répartition 50/50 est également d'application pour les revenus de biens immobiliers propres en cas de mariage sous le régime légal.

Les revenus imposables sont déterminés, selon le cas, sur base du revenu cadastral ou du loyer. Le montant net s'obtient ensuite en déduisant les intérêts d'emprunt (autres biens immobiliers que l'habitation propre).

LE MONTANT IMPOSABLE

Le concept de base est celui de revenu cadastral : celui-ci est censé représenter le revenu annuel net de l'immeuble, au prix de l'année de référence de la dernière péréquation cadastrale. Cette année de référence est 1975, mais les revenus cadastraux sont indexés depuis 1990. Pour l'année 2020, le coefficient d'indexation est 1,8492.

Le montant imposable diffère selon l'usage qui est fait de l'immeuble. Le Tableau 1.1 détaille les différentes situations possibles, pour les **immeubles bâtis**.

Tableau 1.1
Revenus immobiliers : détermination du montant imposable

	Quel usage est-il fait de l'immeuble ?	Revenu imposable
a.	L'immeuble constitue l'habitation propre du contribuable	Le revenu cadastral de l'habitation propre n'est plus imposable, depuis le 1 ^{er} janvier 2005
b.	L'immeuble n'est pas la maison d'habitation du contribuable, mais il n'est pas donné en location (p.ex. une seconde résidence)	Le revenu cadastral indexé et majoré de 40%
c.	L'immeuble est affecté par le propriétaire à l'exercice de son activité professionnelle	Pas de revenu immobilier imposable : il est censé être compris dans les revenus de l'activité professionnelle
d.	L'immeuble est donné en location à une personne physique qui ne l'affecte pas à l'exercice de son activité professionnelle	Le revenu cadastral indexé et majoré de 40%
e.	L'immeuble est donné en location <ul style="list-style-type: none"> - à une personne physique qui l'affecte à l'exercice de son activité professionnelle - à une société - à toute autre personne morale, sauf le cas (f) 	Le loyer, net de 40% de charges forfaitaires, MAIS <ul style="list-style-type: none"> - les charges ne peuvent pas excéder les deux tiers d'un montant égal à 4,60 fois le revenu cadastral - le loyer net ne peut pas être inférieur au revenu cadastral indexé et majoré de 40%.
f.	L'immeuble est donné en location à une personne morale, autre qu'une société, qui le sous-loue à une ou plusieurs personnes physiques qui l'affecte(nt) exclusivement à des fins d'habitations	Le revenu cadastral indexé et majoré de 40%

Pour les terrains :

- les cas (a) et (f) sont évidemment sans objet ;
- dans les cas (b) et (d), la majoration de 40% du revenu cadastral n'est pas d'application ;
- dans le cas (e), le revenu imposable est déterminé en déduisant du loyer brut 10% de charges forfaitaires ;
- pour les fermages, le montant imposable est limité au revenu cadastral indexé, s'ils sont donnés en location conformément à la législation sur le bail à ferme.

(ANCIENNE) RÉDUCTION ORDINAIRE D'INTÉRÊTS RÉGIONALE

Il s'agit de la transposition régionale de l'ancienne déduction ordinaire d'intérêts. Les intérêts donnent droit à une réduction d'impôt pour le montant correspondant au "revenu net de biens immobilier". La réduction d'impôt est octroyée au taux de 40%⁽⁴⁾.

La Région flamande octroie encore cette réduction pour les intérêts d'emprunts contractés au plus tard en 2015, mais elle l'a supprimée pour les contrats conclus à partir de 2016, dans le cadre de l'intégration des différents régimes de réductions d'impôt pour l'habitation propre en un seul régime, le bonus-logement intégré. Cette réduction régionale est donc supprimée dans les trois Régions.

SUPPRESSION DE L'IMPUTATION DU PRÉCOMPTE IMMOBILIER – CONVERSION EN RÉDUCTION RÉGIONALE POUR "IMPUTATION PR.I"

L'imputation du précompte immobilier a été supprimée⁽⁵⁾ et convertie en réduction d'impôt régionale calculée en fonction des intérêts payés pour l'habitation propre, après application de la réduction d'impôt régionale pour intérêts ordinaires. La réduction d'impôt s'élève à 12,5% des intérêts et redevances pris en considération et est valable en principe pour les emprunts conclus avant le 01.01.2005, mais avec une règle transitoire pour les emprunts conclus après cette date alors qu'un autre emprunt conclu avant le 01.01.2005 courait encore et qu'il n'a pas été opté pour le bonus-logement pour le nouvel emprunt.

Notion d'habitation propre au sens LSF

La notion d'habitation propre est définie dans la nouvelle LSF (et non plus dans le Code des impôts).

Par habitation propre, on entend l'habitation occupée personnellement [en 2020] en tant que propriétaire, possesseur, emphytéote, superficiaire ou usufruitier, ou qui n'a pas été occupée personnellement pour un des motifs suivants : raisons professionnelles, raisons sociales, entraves légales ou contractuelles, état d'avancement des travaux de construction ou de rénovation.

L'habitation propre ne comprend pas la partie de l'habitation qui, pendant la période imposable, est affectée à l'exercice de l'activité professionnelle du contribuable ou d'un des membres de son ménage. De même, si le contribuable n'occupe personnellement qu'une partie de l'habitation, seule cette partie est à considérer comme l'habitation propre.

A partir de l'exercice d'imposition 2015, si le contribuable occupe personnellement plus d'une habitation, il ne peut plus choisir l'habitation à considérer comme l'habitation propre ; il s'agit d'office de l'habitation où son domicile fiscal est établi.

⁴ Elle n'est octroyée que pour les intérêts d'emprunts ou de dettes contractés avant le 1^{er} janvier 2015, sauf en ce qui concerne la Région flamande où la mesure était toujours valable pour les emprunts conclus en 2015.

⁵ Avant la nouvelle LSF, seul le précompte immobilier se rapportant au revenu cadastral imposable de la maison d'habitation était encore imputable, lorsque ce précompte était réellement dû. Le montant imputable ne pouvait dépasser 12,5% de la partie du revenu cadastral repris dans la base imposable.

Passage d'une appréciation mensuelle à une appréciation journalière de l'habitation propre (et des autres revenus immobiliers).

Dans l'ancienne appréciation mensuelle, en cas de modification de la situation de propriété, la situation arrêtée au 16 du mois était déterminante. Depuis l'exercice d'imposition 2015, la reconnaissance comme habitation propre s'apprécie de jour en jour. Cela a son importance en termes d'exonération du revenu cadastral.

Dès lors, pendant une même période imposable, un avantage fiscal régional peut se transformer en avantage fiscal fédéral si une habitation perd son statut d'habitation propre en cours de période imposable.

B. Quelques règles particulières

Les revenus immobiliers comprennent également les sommes obtenues du fait de la constitution ou de la cession de droits d'emphytéose, de superficie ou de droits immobiliers similaires. Les sommes payées pour l'acquisition de tels droits sont déductibles, sauf s'ils concernent l'habitation propre (réduction d'impôt régionale dans ce cas).

À partir de l'exercice d'imposition 2020, la cession à titre onéreux d'un droit d'emphytéose ou de superficie ou de droits immobiliers similaires portant sur un terrain sur lequel une construction est érigée, sur un bien immobilier bâti ou sur une construction est exonérée dans certains cas.

Quand une personne physique loue un immeuble à une société dans laquelle elle exerce un mandat de dirigeant d'entreprise, le loyer et les avantages locatifs reçus peuvent être **requalifiés en revenus professionnels** : ils sont considérés non plus comme des revenus immobiliers mais comme des revenus de dirigeants d'entreprise pour la partie éventuelle de ces revenus qui excèdent 7,666667 ou 67 fois le revenu cadastral ⁽⁶⁾.

Lorsqu'un immeuble donné en location est affecté **partiellement** par son locataire à l'exercice d'une **activité professionnelle**, la base imposable est déterminée à partir du loyer pour l'entièreté de l'immeuble, sauf si un bail enregistré fixe les parties professionnelle et privée : dans ce cas, chaque partie subit son régime propre.

Lorsqu'un immeuble est donné en **location meublée** et que le contrat ne prévoit pas de loyers séparés pour l'immobilier et le mobilier, 60% du loyer brut sont censés représenter un revenu immobilier imposé selon les modalités mentionnées au Tableau 1.1, les 40% restants constituant un revenu mobilier ⁽⁷⁾.

Lorsqu'un immeuble non meublé est resté **entièrement inoccupé ou improductif** de revenus pendant 90 jours au moins, le revenu cadastral imposable est réduit à concurrence d'une fraction correspondant à la période de l'année pour laquelle il n'y a pas eu inoccupation ou improductivité.

1.2.2. REVENUS MOBILIERS

Le lecteur trouvera ici la situation relative aux revenus 2020. Il pourra se référer au chapitre "Précompte mobilier" pour les revenus attribués à partir du 1^{er} janvier 2021.

Le régime fiscal particulier des droits d'auteur est décrit au point D ci-dessous.

Le montant des revenus mobiliers imposables est déterminé séparément pour chaque conjoint. Les éventuels revenus communs sont répartis en fonction du droit patrimonial.

⁶ Soit 5/3 du revenu cadastral 'revalorisé', c'est-à-dire multiplié par 4,60.

⁷ Il s'agit d'un revenu mobilier à déclaration obligatoire, voir 1.2.2.B.

Dans le cadre de la nouvelle LSF, l'impôt sur les revenus mobiliers n'est pas réduit du facteur d'autonomie de 24,957% et il ne fait pas partie de la base de calcul des centimes additionnels régionaux. La "corbeille des revenus mobiliers" comprend les dividendes, les intérêts, les revenus de la location, de l'affermage et de la concession de biens meubles, les revenus de lots afférents aux titres d'emprunt, les plus-values sur valeurs et titres mobiliers imposés comme revenus divers.

Sont par contre soumis aux centimes additionnels régionaux : les revenus compris dans des rentes viagères et temporaires, les revenus de droits d'auteur et la plupart des revenus divers à caractère mobilier (revenus de la sous-location ou cession de bail d'immeuble, revenus de la concession du droit d'apposer des panneaux publicitaires sur un bien immeuble, revenus de la location du droit de chasse, de pêche et de tenderie).

A. Revenus mobiliers dont la déclaration n'est pas obligatoire

En règle générale, les dividendes, revenus de bons de caisse, dépôts d'argent, obligations et autres titres à revenus fixes subissent la retenue du précompte mobilier lors de leur encaissement.

De tels revenus ne doivent pas obligatoirement être déclarés.

En cas de faibles revenus, ces revenus mobiliers peuvent toutefois être déclarés afin de pouvoir bénéficier de l'imputation du précompte mobilier et, le cas échéant, du remboursement de l'excédent de précompte mobilier retenu à la source.

En outre, pour bénéficier de l'exonération de la première tranche de dividendes ordinaires (voir *infra*), il est nécessaire de mentionner les revenus en cause dans la déclaration. Le précompte mobilier qui a été retenu sur ces revenus est alors imputé sur l'impôt dû.

B. Revenus mobiliers dont la déclaration est obligatoire

Certains revenus mobiliers doivent toujours être déclarés. Il s'agit :

- des revenus d'origine étrangère perçus directement à l'étranger ;
- des intérêts des dépôts d'épargne ordinaire excédant la première tranche exonérée (voir *infra*) ;
- des intérêts alloués ou attribués par une société agréée comme entreprise sociale conformément à l'article 8:5 CSA et excédant la première tranche exonérée (voir *infra*) ;
- des intérêts de certains prêts consentis à des PME débutantes avec l'intervention d'une plateforme de crowdfunding agréée, et excédant la limite exonérée (voir *infra*) ;
- des revenus de droits d'auteur et de droits voisins ;
- d'autres revenus n'ayant pas subi le précompte mobilier, tels les revenus compris dans des rentes viagères ou temporaires, les produits de la location, de l'affermage, de l'usage ou de la concession de tous biens mobiliers, les revenus de créances hypothécaires sur des immeubles situés en Belgique.

C. Revenus mobiliers non imposables

Les cas les plus courants sont les suivants :

- la première tranche de 990 euros (**par conjoint**) de revenus des dépôts d'épargne ordinaire ⁽⁸⁾. L'exemption vise également la première tranche des intérêts de dépôts d'épargne reçus par les établissements de crédit établis dans un autre Etat membre de l'EEE, à condition que ces dépôts remplissent des conditions analogues à celles posées pour les dépôts ouverts en Belgique ;
- la première tranche de 200 euros (**par conjoint**) des intérêts alloués ou attribués par des sociétés agréées comme entreprises sociales conformément à l'article 8:5 CSA ou des sociétés établies dans un autre Etat membre de l'EEE avec une législation analogue ⁽⁹⁾ ;
- les intérêts afférents à la première tranche de 15.860 euros (**par conjoint**) de certains prêts consentis à des PME débutantes et avec l'intervention d'une plateforme de crowdfunding agréée ;
- les revenus de certains contrats d'assurance-vie lorsque le contrat prévoit le paiement au décès d'un capital équivalent à 130% au moins des primes versées ou que le contrat est conclu pour une durée supérieure à huit ans et que les capitaux sont effectivement payés plus de huit ans après la conclusion du contrat ;
- la première tranche de 812 euros de dividendes ordinaires, à l'exception des dividendes attribués par des constructions juridiques ou perçus par l'intermédiaire de constructions juridiques, des dividendes d'organismes de placement collectif, des dividendes perçus par l'intermédiaire de fonds communs de placement.

Constituent également des revenus non imposables, les revenus des actions privilégiées de la SNCB et des fonds publics émis (avant 1962) en exemption d'impôts réels et personnels ou de tous impôts.

D. Les droits d'auteur

Il s'agit des revenus qui résultent de la cession ou de la concession de droits d'auteur et de droits voisins, ainsi que des licences légales ou obligatoires, visés au livre XI du Code de droit économique ou par des dispositions analogues de droit étranger (ci-après "droits d'auteur").

Les droits d'auteur sont soumis au précompte mobilier, qu'ils présentent ou non un caractère professionnel.

Lorsque les droits d'auteur revêtent un caractère professionnel, ils sont néanmoins imposés définitivement au titre de revenus mobiliers pour la première tranche de 62.090 euros. La partie des droits d'auteur bruts qui excède 62.090 euros est en principe imposable comme revenus professionnels.

Si la déduction des frais réels n'est pas revendiquée, le montant imposable s'obtient après déduction d'un montant de charges forfaitaires calculé comme suit :

- 50% sur la première tranche de 16.560 euros ;
- 25% sur la tranche comprise entre 16.560 et 33.110 euros ;
- 0% au-delà.

Tous les revenus de droits d'auteur doivent être renseignés dans la formule de déclaration à l'impôt des personnes physiques, même s'ils ont été soumis à retenue de précompte mobilier.

⁸ L'exonération d'impôt de la première tranche des dépôts d'épargne réglementés a été réduite de moitié à partir de l'exercice d'imposition 2019.

⁹ L'exonération d'impôt de la première tranche des dividendes de sociétés coopératives agréées est supprimée à partir de l'exercice d'imposition 2019. Le régime en vertu duquel la première tranche des intérêts ou dividendes alloués ou attribués par une société à finalité sociale est exonérée, est limité aux intérêts à partir de l'exercice d'imposition 2019.

E. Modalités d'imposition

Les revenus mobiliers sont imposables pour leur montant brut, c'est-à-dire avant retenue du précompte mobilier et avant déduction des frais d'encaissement et de garde.

Les revenus mobiliers peuvent bénéficier de la **taxation distincte** aux taux suivants :

Tableau 1.2
Taux d'imposition des principaux revenus de capitaux et biens mobiliers (revenus 2020)

DIVIDENDES	
Dividendes issus d'une réduction de capital trouvant son origine dans l'apport de dividendes précomptés à 10% ⁽¹⁰⁾	17% / 10% / 5%
Dividendes prélevés sur la réserve de liquidation	20% / 17% / 5%
Dividendes de certaines actions de sociétés PME (régime VVPR-bis)	20% ou 15%
Dividendes de SICAFI ou de SIR qui investissent en "unités de soins et de logement adapté à des soins de santé"	15%
Autres dividendes	30%
INTERETS	
Revenus de dépôts d'épargne ordinaire	15%
Intérêts de bons d'Etat 24.11.2011 – 02.12.2011	15%
Autres intérêts	30%
REDEVANCES, RENTES VIAGERES ET TEMPORAIRES	30%
DROITS D'AUTEUR	15%/30%

La **globalisation totale** est toutefois appliquée lorsqu'elle est plus favorable au contribuable ; dans ce cas seulement, les frais d'encaissement et de garde sont déduits.

L'impôt est majoré des additionnels communaux, sauf en ce qui concerne l'impôt afférent aux intérêts et dividendes, que les revenus mobiliers (ou les revenus divers à caractère mobilier) soient imposés globalement ou distinctement.

1.2.3. REVENUS DIVERS

Cette troisième catégorie de revenus imposables rassemble des revenus dont la **caractéristique commune** est d'être **recueillis en dehors de l'exercice d'une activité professionnelle**.

Parmi les différents types de revenus mentionnés ci-après, seules les rentes alimentaires "courantes" (donc à l'exception des arriérés) sont imposables globalement. Les autres revenus divers sont imposables distinctement ⁽¹¹⁾.

Le montant des revenus divers imposables est déterminé séparément pour chaque conjoint. Les éventuels revenus communs sont répartis en fonction du droit patrimonial.

¹⁰ Voir chapitre Précompte mobilier.

¹¹ Les taux d'imposition en vigueur pour l'exercice d'imposition 2019 sont mentionnés au Tableau 1.16, page 77.

RENTES ALIMENTAIRES

Les rentes alimentaires perçues au cours de la période imposable sont imposables globalement, à concurrence de 80% du montant encaissé ⁽¹²⁾. Les arriérés de rentes alimentaires sont également imposables à concurrence de 80% du montant encaissé. Ils peuvent toutefois bénéficier de la taxation distincte s'ils sont payés suite à un jugement avec effet rétroactif.

BÉNÉFICES ET PROFITS OCCASIONNELS

Il s'agit de bénéfices et profits obtenus en dehors de toute activité professionnelle. Ils ne comprennent toutefois pas :

- les bénéfices ou profits recueillis dans le cadre de la gestion normale d'un patrimoine privé ;
- les gains aux jeux et loteries.

Les bénéfices et profits occasionnels sont imposables à concurrence du montant perçu, net des charges réelles.

PRIX ET SUBSIDES

Sont également imposables au titre de "revenus divers" les prix, subsides, rentes ou pensions alloués à des savants, écrivains ou artistes par les pouvoirs publics ou par des organismes publics sans but lucratif, belges ou étrangers ⁽¹³⁾.

Ces revenus divers sont imposables, pour le montant réellement perçu, majoré du précompte professionnel retenu.

Les rentes et pensions ne bénéficient d'aucun abattement. Les prix et subsides ⁽¹⁴⁾ ne sont taxables que dans la mesure où ils excèdent 4.140 euros.

INDEMNITÉS DE CHERCHEURS

Sont également considérées comme des revenus divers, les indemnités personnelles provenant de l'exploitation d'une découverte payées ou attribuées à des chercheurs par une université, une haute école, le "Federaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek – Fonds fédéral de la Recherche scientifique", le FRS-FNRS ou le "Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek - Vlaanderen".

Ces indemnités sont imposables pour leur montant net, déterminé en déduisant 10% de frais du montant brut. Un précompte professionnel est dû sur ces indemnités.

PLUS-VALUES SUR IMMEUBLES BÂTIS

Ces plus-values ne sont imposables comme revenus divers que si les conditions suivantes sont réunies :

- l'immeuble est situé en Belgique ;
- il ne s'agit pas de l'habitation propre du contribuable ;
- il y a aliénation à titre onéreux (c'est-à-dire principalement vente) soit dans les cinq ans de la date d'acquisition à titre onéreux, soit dans les trois ans de l'acte de donation et dans les cinq ans de la date d'acquisition à titre onéreux par le donateur.

Le montant imposable est calculé à partir du prix de cession, dont on déduit :

- le prix d'acquisition majoré de 25% ou les frais d'acquisition réellement exposés s'ils sont supérieurs à 25% ;

¹² Les rentes alimentaires perçues en vertu d'une disposition légale étrangère sont traitées de la même façon que celles perçues en vertu d'une disposition de droit belge, à condition que ces dispositions soient analogues.

¹³ Sauf quand ces associations sont agréées par AR délibéré en Conseil des Ministres.

¹⁴ Pour les subsides dont l'attribution est échelonnée sur plusieurs années, le contribuable ne peut bénéficier de l'abattement que pour les deux premières années.

- une revalorisation du montant total du prix et frais d'acquisition de 5% par année entière de détention ;
- les frais de travaux que le propriétaire a fait effectuer entre la date d'acquisition et la date d'aliénation.

PLUS-VALUES SUR TERRAINS

Ces plus-values ne sont imposables comme revenus divers que si les conditions suivantes sont réunies :

- le terrain est situé en Belgique ;
- il y a aliénation à titre onéreux soit dans les huit ans de la date d'acquisition à titre onéreux, soit dans les trois ans de l'acte de donation et dans les huit ans de la date d'acquisition à titre onéreux par le donateur.

Le montant imposable est calculé sur base du prix de cession, dont on déduit :

- le prix et les frais d'acquisition ;
- une revalorisation de ce montant, de 5% par année entière écoulée entre la date d'acquisition et la date d'aliénation.

PLUS-VALUES RÉALISÉES À L'OCCASION DE LA CESSION D'UN BÂTIMENT CONSTRUIT SUR UN TERRAIN ACQUIS À TITRE ONÉREUX

Ces plus-values ne sont imposables que si les conditions suivantes sont réunies :

- il s'agit d'un immeuble situé en Belgique ;
- sa construction a débuté dans les cinq ans de la date d'acquisition du terrain à titre onéreux par le contribuable ou le donateur ,
- l'aliénation à titre onéreux a lieu dans les cinq ans de la date de la première occupation ou location de l'ensemble.

Le montant imposable est calculé à partir du prix de cession, dont on déduit :

- le prix et les frais d'acquisition ;
- une revalorisation de ce montant, de 5% par année entière écoulée entre l'acquisition et l'aliénation ;
- les frais de travaux que le propriétaire a fait effectuer entre la date de la première occupation ou location et celle de l'aliénation.

PLUS-VALUES SUR CESSION DE PARTICIPATIONS IMPORTANTES

Celles-ci ne sont imposables comme revenus divers que si elles sont réalisées à l'occasion de la cession à titre onéreux d'une participation importante (plus de 25% de participation dans une société résidente) à des sociétés et des personnes morales établies hors de l'Espace économique européen.

Le montant imposable est la différence entre le prix de cession et le prix d'acquisition, éventuellement revalorisé ⁽¹⁵⁾.

Les revenus mentionnés ci-après forment la catégorie des revenus divers à caractère mobilier. Il s'agit des lots afférents à des titres d'emprunt, des revenus de la sous-location et de la cession de bail d'immeuble, des revenus provenant de la concession du droit d'apposer des supports publicitaires et des produits de la location du droit de chasse, de pêche et de tenderie.

¹⁵ La revalorisation ne concerne que les acquisitions antérieures à 1949.

LOTS AFFÉRENTS À DES TITRES D'EMPRUNT

Ce type de revenu divers est très peu fréquent, la pratique des emprunts à lots étant tombée en désuétude. Ils sont imposables à concurrence du montant net perçu, majoré du Pr.M réel ou fictif.

REVENUS DE LA SOUS-LOCATION ET CESSION DE BAIL D'IMMEUBLE

Les revenus provenant de la sous-location ou de la cession de baux d'immeuble sont imposables à concurrence du revenu brut de la sous-location, diminué des charges réelles et du loyer payé.

CONCESSION DU DROIT D'APPOSER DES SUPPORTS PUBLICITAIRES

Le montant imposable est le montant perçu, net des charges réelles ou de 5% de charges forfaitaires.

PRODUITS DE LA LOCATION DU DROIT DE CHASSE, DE PÊCHE OU DE TENDERIE

Le montant imposable de ces revenus est le montant perçu.

1.2.4. REVENUS PROFESSIONNELS

On distingue sept catégories de revenus professionnels :

1. les rémunérations des travailleurs ;
2. les rémunérations des dirigeants d'entreprise ;
3. les rémunérations des conjoints aidants (sans statut social propre)⁽¹⁶⁾ ;
4. les bénéfices des exploitations agricoles, industrielles et commerciales ;
5. les profits des professions libérales ;
6. les bénéfices et profits d'activité professionnelle antérieure ;
7. les revenus de remplacement : pensions, régime de chômage avec complément d'entreprise (anciennes prépensions), allocations de chômage, indemnités d'assurance maladie-invalidité, etc.

Le contribuable qui déclare des bénéfices ou des profits peut attribuer des rémunérations au conjoint aidant. Cette attribution de rémunérations (conjoints aidants "nouveau régime", article 33 CIR92) coexiste avec le système de la quote-part conjoint aidant (conjoints aidants "ancien régime", article 86 CIR92) mais les deux systèmes ne sont pas cumulables. Les rémunérations obtenues par le conjoint aidant constituent des revenus de l'activité indépendante⁽¹⁷⁾.

Le montant net des revenus professionnels se détermine en six étapes, détaillées ci-après :

- la déduction des cotisations de sécurité sociale ;
- la déduction des charges professionnelles réelles ou forfaitaires ;
- les exonérations à caractère économique : il s'agit notamment de mesures fiscales en faveur de l'investissement et/ou de l'emploi ;
- l'imputation des pertes ;
- l'octroi de la quote-part "conjoint aidant" et du quotient conjugal ;
- la compensation des pertes entre conjoints.

¹⁶ Sont visés les conjoints aidants qui ont une activité professionnelle qui ne leur ouvre pas de droits propres à des prestations dans un régime obligatoire de pension, d'allocations familiales et d'assurance maladie-invalidité, au moins égales à celles du statut social des travailleurs indépendants.

¹⁷ Il s'agit donc d'un revenu professionnel propre sur le plan fiscal.

A. Revenus imposables, revenus exonérés : quelques précisions

Il n'est pas possible d'exposer ici l'ensemble des règles qui déterminent si un revenu est ou non imposable : nous nous limiterons aux règles générales et aux cas les plus fréquents, avec une attention toute particulière aux revenus salariaux et aux revenus de remplacement.

Les **revenus salariaux** comprennent les traitements, salaires et autres rétributions analogues obtenues en raison ou à l'occasion de l'exercice de l'activité professionnelle. Ils ne comprennent pas les remboursements de dépenses propres à l'employeur.

Une exonération temporaire d'IPP est accordée pour les **primes d'innovation**. Cette exonération a été prolongée jusqu'au 1^{er} janvier 2021. Une série de conditions doivent être remplies pour en bénéficier, dont le fait que ces primes doivent être accordées pour une nouveauté qui apporte une réelle plus-value aux activités normales de l'employeur qui accorde la prime. Par ailleurs, le nombre de travailleurs bénéficiant de ces primes ne peut être supérieur à 10% du nombre de travailleurs occupés dans l'entreprise par année civile (et maximum trois travailleurs pour les entreprises de moins de trente travailleurs)

Le **déplacement du domicile au lieu de travail** est une dépense qui incombe au travailleur : les frais exposés à ce titre sont d'ailleurs déductibles au titre de charges professionnelles (voir ci-après, paragraphe C). Lorsque ces dépenses sont remboursées par l'employeur, le remboursement constitue en principe un revenu imposable. Il peut cependant être partiellement exonéré, les différents cas possibles étant détaillés dans le schéma ci-dessous.

Tableau 1.3
**Comment déterminer le montant exonéré des remboursements par l'employeur
du trajet domicile - lieu de travail ?**

Déduction des charges professionnelles forfaitaires	Déduction des charges professionnelles réelles
<u>Déplacements au moyen d'un cycle ou d'un speed pedelec</u> : indemnité exonérée à concurrence de maximum 0,24 euro/km.	Déplacements au moyen d'un cycle ou d'un speed pedelec : - indemnité exonérée à concurrence de maximum 0,24 euro/km ; - frais de cycle ou de speed pedelec déductibles limités à 0,24 euro/km.
<u>En cas d'utilisation des transports publics</u> , le montant total de l'indemnité ou du remboursement par l'employeur est exonéré.	L'indemnité accordée par l'employeur est taxable. Les frais exposés sont déductibles ; à défaut de preuves ceux-ci sont évalués à 0,15 euro par kilomètre pour la distance domicile-lieu de travail, sans que celle-ci puisse excéder 100 km (voyage simple).
<u>Transport collectif, organisé par l'employeur, un groupe d'employeurs ou co-voiturage</u> : l'indemnité octroyée par l'employeur est exonérée jusqu'à un montant correspondant, prorata temporis, à l'équivalent d'un abonnement mensuel de première classe pour la distance domicile-lieu de travail.	
<u>Autres modes de transport</u> : l'indemnité est exonérée à concurrence de 410 euros.	Frais de voiture déductibles comme charges réelles limités à 0,15 euro/km. Indemnité accordée par l'employeur taxable, à l'exception de l'indemnité allouée pour les déplacements réellement effectués du domicile au lieu de travail au moyen d'un cycle ou d'un speed pedelec.

Il est à noter qu'en cas de versement d'une **allocation de mobilité** (cash for cars), celle-ci ne peut en principe pas être cumulée avec une indemnité pour des déplacements domicile – lieu de travail. Toutes les indemnités de déplacement que l'employeur octroie en plus sont à considérer comme de la rémunération. La Cour constitutionnelle a cependant, dans son arrêt 2020/011 du 23 janvier 2020, annulé l'allocation de mobilité. Les effets de la loi du 30 mars 2018 sont néanmoins maintenus jusqu'à ce que de nouvelles dispositions légales entrent en vigueur, et au plus tard le 31 décembre 2020.

Les revenus salariaux comprennent les **indemnités de dédit, les arriérés et le pécule de vacances anticipé**. Toutefois, ces revenus sont imposables distinctement.

Dans le cadre de l'instauration du statut unique entre ouvriers et employés et des nouvelles règles de calcul des préavis instaurées à partir de 2014, un régime spécifique d'exonération est prévu pour les **indemnités compensatoires de licenciement**. Celles-ci sont versées par l'ONEM pour compenser le préjudice subi par un ouvrier licencié (occupé avant le 1^{er} janvier 2014) dû au fait qu'une partie de son préavis est toujours calculée selon les anciennes règles ⁽¹⁸⁾, moins avantageuses.

Les travailleurs ayant bénéficié d'une indemnité en compensation du licenciement n'ont plus droit à l'allocation de licenciement à charge de l'ONEM visée ci-dessous.

L'allocation de licenciement à laquelle des ouvriers licenciés (en service avant le 1^{er} janvier 2014) peuvent avoir droit à charge de l'ONEM est exonérée d'impôt et de cotisations sociales. L'exonération s'applique aux allocations obtenues à partir du 1^{er} janvier 2012, "pour autant que le congé soit notifié par l'employeur au plus tôt le 1^{er} janvier 2012".

Allocation de licenciement et indemnité compensatoire de licenciement

L'allocation de licenciement est octroyée sous certaines conditions à un travailleur licencié après le 31.12.2011. Elle peut être cumulée avec l'allocation de chômage.

L'indemnité compensatoire de licenciement est une indemnité que l'ONEM paie sous certaines conditions aux travailleurs qui ont un contrat de travail datant d'avant 2014, qui sont licenciés après 2013 et qui ont une ancienneté suffisamment longue auprès de l'employeur.

Cette indemnité compense la perte subie par ces travailleurs étant donné que les nouvelles règles de préavis plus avantageuses ne leur sont pas encore totalement applicables à partir de 2014. L'ONEM compense la différence entre le montant payé par l'employeur et le montant auquel le travailleur a droit en vertu des nouvelles règles de préavis, sous la forme de cette indemnité compensatoire de licenciement.

Les rémunérations des prestations exercées dans le cadre des **agences locales pour l'emploi** sont exonérées à concurrence de 4,10 euros par heure de prestation ⁽¹⁹⁾.

Les revenus salariaux comprennent les **avantages de toute nature** obtenus en raison ou à l'occasion de l'activité professionnelle : ce principe s'étend d'ailleurs à toutes les catégories de revenus professionnels.

L'intervention de l'employeur dans les **chèques-repas** ⁽²⁰⁾, à concurrence de 6,91 euros par chèque, dans les **chèques sport et culture**, à concurrence de 100 euros par an, constitue un avantage social exonéré, sous certaines conditions, dans le chef du bénéficiaire.

¹⁸ Les nouvelles règles, applicables à partir du 1^{er} janvier 2014, prévoient un délai de préavis plus long pour les ouvriers licenciés. Mais les nouveaux délais de préavis sont uniquement entièrement d'application si le contrat de travail commence après le 31 décembre 2013.

¹⁹ Les revenus du travailleur de proximité (Région flamande), employé sous contrat de travail ALE, sont également exonérés à concurrence de 4,10 euros par heure prestée.

²⁰ Le régime est limité aux titres-repas électroniques à partir du 8 janvier 2018.

Les **éco-chèques** délivrés au nom du travailleur ou du dirigeant d'entreprise constituent également un avantage social exonéré dans le chef du bénéficiaire, sous certaines conditions, notamment :

- Les éco-chèques ne peuvent pas être accordés en remplacement de la rémunération, de primes, d'avantages de toute nature ou de toute autre allocation quelconque.
- Les éco-chèques doivent être nominatifs et octroyés dans le cadre d'une convention collective de travail sectorielle ou conclue au niveau de l'entreprise. A défaut de convention collective, une convention individuelle écrite est requise.
- Le montant total des éco-chèques octroyés par l'employeur ou l'entreprise ne peut pas dépasser, par travailleur ou dirigeant d'entreprise, 250 euros par an.

Le système des **avantages non récurrents liés aux résultats ou "bonus salarial"** est exonéré d'impôt. Ce bonus est un complément de rémunération ⁽²¹⁾, octroyé à tous les travailleurs ou à un groupe de travailleurs de l'entreprise, dont l'obtention est liée aux résultats de l'entreprise et plus précisément à des objectifs préalablement définis, financiers ou non mais objectivement vérifiables. Les modalités doivent être consignées dans une convention collective du travail ou, pour les entreprises où il n'existe pas de délégation syndicale, faire l'objet d'une procédure d'adhésion. Celle-ci est limitée aux travailleurs concernés par le bonus et doit être soumise à la convention paritaire sectorielle. L'exonération fiscale est octroyée à concurrence de maximum 2.968 euros par travailleur.

Sur le plan social, il y a exonération des cotisations sociales ordinaires, mais une cotisation de solidarité de 13,07% à charge du travailleur est due sur les avantages effectivement octroyés, et cela jusqu'au plafond social annuel (3.413 euros brut). Les cotisations patronales se limitent à une cotisation spéciale de sécurité sociale de 33%.

La partie du bonus qui excède le plafond est assimilée à du salaire, et donc soumise aux cotisations sociales ordinaires et à l'impôt.

Il existe également un régime particulier pour les **sportifs et volontaires** (arbitres, formateurs, entraîneurs et accompagnateurs). Pour ceux qui sont âgés d'au moins 26 ans, les revenus qu'ils obtiennent de cette activité sont imposés distinctement au taux de 33% pour une première tranche brute de 20.360 euros, à condition qu'ils perçoivent des revenus supérieurs d'une autre activité professionnelle. Ce régime ne s'applique pas aux rémunérations des dirigeants d'entreprise. Les rémunérations attribuées aux sportifs âgés de 16 à moins de 26 ans au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, sont quant à elles imposables distinctement à 16,5% pour une première tranche brute de 20.360 euros.

Les indemnités octroyées à des **artistes** et considérées sur le plan social comme des indemnités forfaitaires de défraiement dans le cadre d'activités artistiques de "petite échelle", sont exonérées à concurrence de 2.615,96 euros par année civile. Cette exonération fiscale s'aligne sur le régime d'exonération de cotisations de sécurité sociale et elle est valable que ces indemnités soient qualifiées de revenus professionnels ou de revenus divers.

Dans le cadre du plan Horeca mis en œuvre en 2015, le **flexi-salaire et le flexi-pécule de vacances** sont exonérés sur le plan fiscal et sur le plan social, à l'exception d'une cotisation spéciale de 25% à charge de l'employeur. L'exonération d'impôt pour le flexi-salaire ne s'applique cependant pas à l'avantage découlant de la mise à disposition d'une voiture de société à un travailleur "flexi-job" pour son utilisation privée.

²¹ Il peut s'agir aussi bien de rémunérations de travailleurs que de rémunérations de dirigeants d'entreprise.

Dans le secteur Horeca, certaines **heures supplémentaires** sont exonérées d'impôts et de cotisations sociales, sous certaines conditions. Il doit notamment s'agir d'heures supplémentaires rémunérées sans sursalaire et qui ne sont pas récupérées par le travailleur. Par contre, il n'y a pas dans ce cas de cotisation spéciale patronale de 25%, contrairement aux flexi-jobs. La limite maximale d'heures supplémentaires est fixée à 300 heures/an si l'employeur n'utilise pas un système de caisse enregistreuse, et 360 heures/an dans le cas contraire. Cette exonération vise en pratique les heures supplémentaires à partir du 1^{er} décembre 2015 et elle ne s'applique pas aux heures supplémentaires entrant en ligne de compte pour la réduction d'impôt pour heures supplémentaires dans le secteur Horeca et pour la dispense de versement du précompte professionnel.

Le régime fiscal en matière d'économie collaborative ⁽²²⁾ a été modifié pour les revenus produits ou recueillis à partir du 1^{er} janvier 2018. Les **revenus provenant de l'économie collaborative, du travail associatif et des services occasionnels entre citoyens** sont désormais exonérés ⁽²³⁾, moyennant le respect de certaines limites.

Le revenu total provenant des trois mécanismes ne peut pas dépasser 6.340 euros sur base annuelle. Pour les revenus provenant spécifiquement du travail associatif et des services occasionnels entre citoyens, un plafond mensuel est également applicable, soit 1/12 de la limite annuelle (528,33 euros) ⁽²⁴⁾. Il est tenu compte du montant brut. Si les limites sont dépassées, les revenus sont, sauf preuve contraire, considérés comme des revenus professionnels. Si cette preuve contraire est apportée, ils sont imposés au titre de revenus divers.

La loi instaurant une telle exonération pour les catégories ci-dessus a fait l'objet d'une annulation par la Cour constitutionnelle en date du 23 avril 2020. Les effets de cette loi sont cependant maintenus jusqu'au 31 décembre 2020.

Le régime fiscal des stock-options

Un plan de stock-options consiste d'une manière générale à octroyer, sur une base volontaire, des options aux collaborateurs d'une entreprise, afin de leur permettre d'acquérir des actions de cette entreprise à un prix fixé à l'avance, appelé le "prix d'exercice", dans un délai donné. Le régime fiscal des stock-options concerne toutes les sociétés et ne se limite pas aux entreprises cotées en bourse.

L'attribution d'options sur actions est considérée comme un avantage de toute nature (ATN) imposable. Cet avantage de toute nature est **repris dans les revenus imposables lors de l'attribution des options** et non pas lorsqu'elles sont effectivement exercées.

L'évaluation de l'avantage de toute nature est **forfaitaire** ⁽²⁵⁾. Celui-ci est fixé forfaitairement à 18% de la valeur qu'ont, au moment de l'offre, les actions sur lesquelles porte l'option. Ce pourcentage est majoré de 1% de cette valeur par année ou partie d'année au-delà de la cinquième année. Ainsi, si le plan de stock-options prévoit que les options peuvent être exercées 7 ans après leur attribution, l'avantage de toute nature sera évalué forfaitairement à 20% de la valeur des actions au moment de l'offre d'options.

Ces pourcentages sont réduits de moitié lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- le prix d'exercice de l'option est déterminé de manière certaine au moment de l'offre ;
- l'option ne peut être exercée, ni dans les trois ans de l'offre, ni plus de 10 ans après celle-ci ;
- pas de possibilité de cession de l'option entre vifs ;

²² Bénéfices ou profits qui résultent de 'services' rendus par un particulier au profit d'un autre particulier par le biais d'une plateforme électronique agréée ou organisée par une autorité publique.

²³ Auparavant, les revenus de l'économie collaborative faisaient l'objet d'une imposition distincte au taux de 20%.

²⁴ Cette limite mensuelle peut être majorée par AR, pour certaines catégories de travail associatif.

²⁵ Lorsqu'il s'agit d'options cotées ou négociées en bourse, l'avantage imposable est généralement déterminé d'après le dernier cours de clôture de l'option qui précède le jour de l'offre.

- pas de couverture du risque de réduction de la valeur de l'action ;
- les options doivent porter sur des actions de l'entreprise au profit de laquelle l'activité professionnelle est exercée ou sur des actions d'une société mère de celle-ci.

L'avantage ainsi évalué est repris dans les revenus imposables globalement. La taxation qui en résulte est définitive : il n'y a donc pas de taxation sur les éventuelles plus-values réalisées ou constatées lors de l'exercice de l'option.

La loi du 24 décembre 2002 permet d'allonger la période d'exercice de 3 ans au maximum sans charge fiscale supplémentaire.

Les options doivent pour bénéficier de cette possibilité, répondre aux conditions suivantes :

- elles doivent être attribuées, c'est-à-dire ne pas avoir été refusées par le bénéficiaire endéans les 60 jours de l'offre ;
- elles doivent avoir été offertes entre le 2 novembre 1998 et le 31 décembre 2002 inclus ;
- les options n'ont pas encore été exercées et la période d'exercice est toujours en cours ;
- le bénéficiaire doit marquer son accord et celui-ci doit être notifié à l'administration fiscale par la société qui offre les options.

La loi de relance économique du 27 mars 2009 permet de nouveau l'allongement de la période d'exercice sans charge fiscale supplémentaire, pour les plans d'options conclus entre le 1^{er} janvier 2003 et le 31 août 2008. Les conditions sont identiques à celles énumérées ci-dessus, excepté qu'elles doivent avoir été offertes entre le 2 novembre 2002 et le 31 août 2008 inclus. L'allongement est porté à 5 ans pour ces plans d'options, dans la limite d'une valeur fiscale maximale de 100.000 euros. Par "valeur fiscale", on entend la valeur de l'avantage en nature déterminé comme indiqué ci-dessus.

Le régime fiscal des voitures de société

Ci-dessous le calcul de l'avantage de toute nature relatif à la mise à disposition d'une voiture de société (y compris pour les déplacements domicile-lieu de travail).

L'avantage de toute nature est calculé en appliquant un pourcentage de CO₂ à 6/7 de la valeur catalogue de la voiture, soit :

$$\text{ATN} = \text{valeur catalogue} * \% (\text{coefficient CO}_2) * 6/7$$

Le coefficient CO₂ de base est de 5,5% pour une émission de référence - CO₂ de 88 g/km pour les véhicules diesel et pour une émission de référence - CO₂ de 107 g/km pour les véhicules alimentés à l'essence, au LPG ou au gaz naturel (coefficients applicables aux ATN attribués à partir du 1^{er} janvier 2018).

Lorsque l'émission de CO₂ dépasse l'émission de référence, le pourcentage de base est augmenté de 0,1% par gramme de CO₂, avec un maximum de 18%.

Lorsque l'émission de CO₂ est inférieure à l'émission de référence, le pourcentage de base est réduit de 0,1% par gramme de CO₂, avec un minimum de 4%. Si la voiture de société est exclusivement propulsée par un moteur électrique, le pourcentage de CO₂ appliqué est le minimum en vigueur, à savoir 4%.

L'avantage ne peut jamais être inférieur à 1.360 euros.

VALEUR CATALOGUE

Une définition unique de la valeur catalogue est appliquée à toutes les voitures de société, qu'il s'agisse de véhicules acquis à l'état neuf, de véhicules d'occasion ou de leasing.

La **valeur catalogue** est le prix catalogue du véhicule à l'état neuf lors d'une vente à un particulier, options et taxe sur la valeur ajoutée *réellement payée* ⁽²⁶⁾ comprises, sans tenir compte des réductions, diminutions, rabais ou ristournes.

PRISE EN COMPTE DE L'ANCIENNETÉ

La valeur catalogue fixée est diminuée en fonction de l'âge du véhicule, à raison de 6% par année d'ancienneté sans que la diminution dépasse 30%. On tient ainsi compte de la période écoulée à partir de la date de la première immatriculation du véhicule.

Période écoulée depuis la première immatriculation du véhicule (*)	Pourcentage de la valeur catalogue pour le calcul de l'avantage en nature
0-12 mois	100%
13-24 mois	94%
25-36 mois	88%
37-48 mois	82%
49-60 mois	76%
Plus de 60 mois	70%

(*) Un mois commencé compte pour un mois entier. Exemple : la date de la première inscription à la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules tombe le 21 mars 2012. Le pourcentage de la valeur catalogue à prendre en considération s'élève à 100% du 1^{er} mars 2012 au 28 février 2013 et à 94% à partir du 1^{er} mars 2013.

L'allocation de mobilité

La Cour constitutionnelle a, dans son arrêt 2020/011 du 23 janvier 2020, annulé l'allocation de mobilité. Les effets de la loi du 30 mars 2018 annulée sont cependant maintenus jusqu'à ce que de nouvelles dispositions légales entrent en vigueur, et au plus tard le 31 décembre 2020.

Un employeur peut offrir à ses travailleurs la possibilité de restituer leur voiture de société en échange d'une "allocation de mobilité" annuelle au statut fiscal et parafiscal attractif.

Le nouveau régime est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2018.

Les dirigeants d'entreprise ne sont pas visés. L'initiative d'instaurer une allocation de mobilité appartient à l'employeur.

Principales conditions pour l'introduction d'une allocation de mobilité

- l'employeur doit avoir mis à disposition une ou plusieurs voiture(s) de société durant une période ininterrompue d'au moins 36 mois précédant immédiatement l'instauration d'une allocation de mobilité. Une exception est faite pour les employeurs débutants.
- les voitures de société qui ont été octroyées en échange d'une diminution de la rémunération brute ('salary sacrifice') ou de tout ou partie d'une prime ou d'un autre avantage, ne peuvent pas être échangées contre l'allocation de mobilité.
- le travailleur doit déjà disposer d'une voiture de société depuis une certaine période. Le travailleur qui dispose de plusieurs véhicules de société ne peut recevoir l'allocation qu'en échange d'une seule voiture de société et seulement s'il satisfait à toutes les 'conditions de disposition' pour toutes les voitures de société.

²⁶ Il n'est donc pas tenu compte de la TVA (fictive) qui aurait été due sur ce prix catalogue si les réductions, diminutions, rabais et ristournes consentis n'avaient pas été appliqués dans le cadre du calcul de la TVA.

Le travailleur qui reçoit l'avantage de l'allocation de mobilité ne peut plus bénéficier des exonérations fiscales suivantes liées aux interventions de l'employeur dans les frais de déplacement domicile-lieu du travail, à savoir l'exonération pour intervention dans les frais de transport en commun, l'exonération pour intervention dans les frais de transport collectif de membres du personnel organisé par l'employeur ou un groupe d'employeurs, l'exonération relative à l'utilisation d'un cycle pour les déplacements domicile-lieu de travail.

Cependant, le travailleur conserve le droit à l'exonération pour intervention de l'employeur dans les frais de déplacement domicile – lieu de travail autre que le transport en commun ou le transport collectif.

Montant de l'allocation de mobilité

Le montant est calculé sur base de la valeur catalogue de la voiture restituée (voir ci-dessus, cadre Régime fiscal des voitures de société, pour la notion de valeur catalogue).

L'allocation de mobilité autorisée est égale – par année - à 20% des 6/7 de la valeur catalogue.

Le pourcentage de 20% est porté à 24% si l'employeur prenait auparavant en charge, totalement ou partiellement, les frais de carburant pour l'utilisation personnelle de la voiture de société restituée.

La valeur catalogue sera indexée chaque année, sur base de l'indice de mobilité lissé.

Traitement fiscal de l'allocation de mobilité

L'allocation de mobilité constitue un avantage imposable. Cependant, la partie annuellement imposable est limitée à 4 % de la base de calcul de l'allocation (six septièmes de la valeur catalogue de la voiture de société restituée). Le solde n'est pas imposable.

L'avantage imposable demeure inchangé pour toute la durée de l'allocation de mobilité, mais il est indexé de la même manière que l'allocation de mobilité elle-même.

La partie annuellement imposable ne peut jamais être inférieure à 1.340 euros (revenus 2018)

A noter que la cotisation sociale de solidarité dont l'employeur est redevable sur l'allocation de mobilité est intégralement déductible fiscalement au titre de charge professionnelle.

L'allocation de mobilité est déductible à concurrence de 75 % dans le chef de l'employeur assujetti à l'impôt des personnes physiques. Pour l'employeur assujetti à l'impôt des sociétés, l'allocation de mobilité doit être considérée comme une dépense non admise à concurrence de 17 % de l'avantage imposable dans le chef du travailleur. Ce pourcentage est porté à 40 % si l'employeur a pris en charge, totalement ou partiellement, les frais de carburant liés à l'utilisation personnelle du véhicule restitué.

Quant au **budget mobilité**, celui-ci n'est pas abordé dans la présente édition du Mémento fiscal. Il est entré en vigueur au 1^{er} mars 2019. Dans le budget mobilité, le travailleur peut encore opter pour une voiture de société (respectueuse de l'environnement) qui peut être complétée par d'autres possibilités de transport. Pour de plus amples informations, voir le site lebudgetmobilite.be.

Si en règle générale les **revenus de remplacement** sont imposables, certains **transferts sociaux** sont exonérés. Il s'agit :

- du revenu d'intégration ;
- des allocations familiales légales ;
- des allocations de naissance et des primes d'adoption légales ;
- des allocations qui sont octroyées aux handicapés à charge du Trésor et en exécution de la législation y relative ;

- des pensions de guerre ;
- des rentes octroyées en raison d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle à des personnes qui n'ont pas subi de pertes de revenus professionnels. La rente est automatiquement exonérée si le degré d'invalidité n'excède pas 20% ou si elle est payée en complément d'une pension de retraite. Si le degré d'invalidité est supérieur à 20%, l'exonération est en principe limitée à ce pourcentage.

Les **droits d'auteur** sont considérés comme des revenus professionnels s'ils résultent d'une activité professionnelle et pour la tranche au-delà de 62.090 euros. En deçà de ce seuil, ils sont assimilés à des revenus mobiliers.

Comme indiqué ci-dessus, le montant imposable est déterminé après l'application d'un forfait de charges.

B. Déduction des cotisations de sécurité sociale

Les **rémunérations des travailleurs, des dirigeants d'entreprise et des conjoints aidants** sont imposables pour leur montant brut diminué des cotisations personnelles de sécurité sociale.

Le montant imposable des **bénéfices et profits** est déterminé de façon similaire.

Les **revenus de remplacement** peuvent dans certains cas être soumis à des cotisations de sécurité sociale : celles-ci sont alors déduites pour déterminer le montant brut imposable.

La cotisation spéciale pour la sécurité sociale qui est retenue sur les salaires des travailleurs et assimilés dont le revenu net imposable du ménage est supérieur à 18.592,01 euros par an, est sans influence sur le calcul des cotisations sociales et du précompte professionnel. Contrairement aux autres cotisations sociales, elle n'est pas déductible.

Par contre, la retenue de solidarité sur les pensions dont le montant mensuel brut est supérieur à 2.358,32 euros (pension isolé) / 2.726,52 euros (pension ménage) est assimilée aux cotisations sociales et donc fiscalement déductible.

C. Déduction des charges

CHARGES RÉELLES

La déductibilité des charges professionnelles est un principe général qui s'applique à **toutes les catégories de revenus**, y compris les revenus de remplacement.

Les dépenses ou charges professionnelles déductibles sont celles que le contribuable a faites ou supportées pendant la période imposable **en vue d'acquies ou de conserver les revenus imposables** et dont il justifie la réalité et le montant.

Pour les frais de déplacement du domicile au lieu de travail, une distinction doit être faite selon que les déplacements sont ou non effectués en voiture individuelle.

- Lorsqu'ils sont effectués en voiture individuelle, la déduction de ces frais est limitée à 0,15 euro par kilomètre.
- Lorsque ces déplacements sont effectués autrement qu'en voiture individuelle, les frais professionnels sont, à défaut de preuve, fixés forfaitairement à 0,15 euro par kilomètre parcouru sans que la distance prise en compte du domicile au lieu de travail puisse excéder 100 kilomètres (voyage simple). Le contribuable qui prouve des charges réelles plus élevées peut les déduire mais il n'est pas permis de combiner le forfait de 0,15 euro par kilomètre pour les 100 premiers kilomètres et les charges réelles pour le surplus. Pour le cycle ou speed pedelec, le forfait est de 0,24 euro par kilomètre.

Outre les frais de déplacement du domicile au lieu de travail, les charges réelles peuvent comprendre, notamment :

- les dépenses afférentes aux immeubles ou parties d'immeubles affectés à l'exercice de l'activité professionnelle : les locaux commerciaux, le cabinet d'un notaire, avocat, médecin, le bureau d'un courtier d'assurance etc. ;
- les primes d'assurances, commissions, courtages, frais publicitaires, dépenses de formation, etc. ;
- les cotisations d'assurance complémentaire contre l'incapacité de travail résultant d'une maladie ou d'une invalidité ;
- les frais de personnel ;
- les rémunérations attribuées au conjoint aidant (sans statut social propre) ;
- les amortissements des biens affectés à l'exercice de l'activité professionnelle ⁽²⁷⁾ ;
- les impôts et taxes qui ne frappent pas directement les revenus imposables : la taxe de circulation, les taxes locales et les impôts indirects, accroissements et intérêts de retard éventuels compris ;
- les intérêts de capitaux empruntés à des tiers et engagés dans l'entreprise ;
- les sommes qu'un contribuable recueillant des bénéfices ou profits (c'est-à-dire un commerçant ou un titulaire de profession libérale) a effectivement payées en faveur d'un milieu d'accueil collectif de la petite enfance ⁽²⁸⁾.

Ne sont pas déductibles :

- les dépenses ayant un caractère personnel ;
- les amendes et pénalités ;
- les dépenses qui dépassent de manière déraisonnable les besoins professionnels ;
- les frais vestimentaires, à l'exclusion de ceux concernant les vêtements professionnels spécifiques ;
- 31% des frais de restaurant ;
- 50% des frais de représentation et des cadeaux d'affaires ;
- pour les frais de déplacement autres que ceux du domicile vers le lieu de travail, une quote-part dépendante du taux de CO₂ du véhicule. Pour les frais de carburants, 25% ne sont pas déductibles. Les frais de mobilphonie et de financement demeurent déductibles entièrement ⁽²⁹⁾ ;
- l'IPP ainsi que les précomptes et versements anticipés (VA) imputables dus à l'Etat et aux communes ;
- les intérêts de dettes contractées auprès de tiers par des dirigeants d'entreprise en vue de la souscription d'actions ou parts représentatives du capital social d'une société dont ils perçoivent des rémunérations au cours de la période imposable.

²⁷ Le régime fiscal des amortissements est décrit plus amplement au chapitre 3 : Dispositions communes à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt des sociétés.

²⁸ Il s'agit en fait des dépenses supportées pour les 'crèches d'entreprises'. Cette disposition s'applique également aux sociétés et est décrite plus amplement au chapitre 3.

²⁹ Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme ISoc, la déductibilité des frais de voiture à l'IPP sera harmonisée à partir de l'exercice d'imposition 2021 avec le régime applicable à l'impôt des sociétés (application de la formule CO₂) pour les déplacements professionnels qui ne sont pas des déplacements domicile-lieu de travail. Une clause de sauvegarde est introduite dans ce cadre pour les véhicules achetés avant le 1^{er} janvier 2018. Ils peuvent ainsi appliquer la nouvelle formule CO₂ si celle-ci s'avère plus favorable. Dans le cas contraire, ils conservent la déductibilité à 75%.

CHARGES FORFAITAIRES

Pour certaines catégories de revenus professionnels, la loi prévoit des **charges forfaitaires** qui se substituent aux charges réelles, à moins que celles-ci ne leur soient supérieures.

La base de calcul des charges professionnelles forfaitaires est le montant brut imposable diminué des cotisations sociales et cotisations assimilées ⁽³⁰⁾.

Pour les **dirigeants d'entreprise**, des charges forfaitaires sont octroyées à concurrence de 3% de la base de calcul, avec un maximum de 2.580 euros.

Pour les **rémunérations de conjoints aidants**, des charges forfaitaires sont octroyées à concurrence de 5%, avec un maximum de 4.290 euros.

Les charges forfaitaires dont peuvent bénéficier les **indépendants qui recueillent des profits** sont également plafonnées à 4.290 euros ⁽³¹⁾. Quant aux charges forfaitaires des **travailleurs et des indépendants qui recueillent des bénéfices**, elles sont plafonnées à 4.880 euros. Elles se calculent suivant le barème ci-après.

Tableau 1.4

Charges professionnelles forfaitaires des travailleurs et des indépendants qui recueillent des bénéfices

Base de calcul en euros	Charges professionnelles
0 - et plus	30%

Un complément de charges professionnelles forfaitaires peut être octroyé aux **travailleurs** lorsque la distance entre le domicile et le lieu de travail excède 75 km.

Tableau 1.5

Charges professionnelles forfaitaires des indépendants qui recueillent des profits

Base de calcul en euros		Charges professionnelles	
		sur limite inférieure	au-delà
0	6.210,00	0	28,7%
6.210,01	12.330,00	1.782,27	10%
12.330,01	20.530,00	2.393,27	5%
20.530,01	et plus	2.803,27	3%

Tableau 1.6

Complément de charges professionnelles forfaitaires

Distance domicile-lieu de travail		Forfait complémentaire
75 km -	100 km	75
101 km -	125 km	125
126 km	et plus	175

³⁰ C'est-à-dire la partie déductible des cotisations à des sociétés mutualistes reconnues.

³¹ Pour les indépendants qui recueillent des profits, le maximum est atteint à partir d'une base de calcul de 70.087,67 euros. Pour les travailleurs salariés et les indépendants qui recueillent des bénéfices, le maximum est atteint à partir d'une base de calcul de 16.266,67 euros.

IMPUTATION DES CHARGES

Lorsque les revenus professionnels imposables comprennent des revenus imposables distinctement (RID) ⁽³²⁾, les charges professionnelles s'imputent :

- proportionnellement sur les revenus imposables globalement et distinctement, lorsqu'il s'agit de charges forfaitaires ,
- par priorité sur les revenus imposables globalement, lorsqu'il s'agit de charges réelles.

D. Immunisations à caractère économique

Des **bénéfices** nets de charges sont ensuite déduits les immunisations accordées en application des mesures fiscales pour la promotion des investissements et de l'emploi.

Il s'agit :

- de l'exonération pour personnel supplémentaire affecté à un emploi de chef de service des "exportations" ou "Gestion intégrale de la qualité" ;
- de l'exonération pour personnel supplémentaire des PME ;
- de la déduction pour investissement (DPI) ;
- du bonus de tutorat ;
- du passif social en vertu du statut unique.

Les contribuables déclarant des **profits** ne peuvent bénéficier que de la déduction pour investissement, de l'exonération pour personnel supplémentaire des PME et de l'exonération dans le cadre du bonus de tutorat.

Ces mesures sont communes à l'IPP et à l'I.Soc et sont décrites plus amplement au chapitre 3.

Les contribuables qui déclarent des bénéfices ou des profits peuvent également bénéficier d'un crédit d'impôt s'ils accroissent les "fonds propres" investis dans leur entreprise ⁽³³⁾.

E. Imputation des pertes

PERTES DE LA PÉRIODE IMPOSABLE

Les pertes subies dans une activité professionnelle sont imputées sur les résultats positifs provenant d'une autre activité professionnelle que ce même contribuable a exercée au cours de la même période imposable. Cette imputation se fait d'abord sur les revenus imposables globalement ; pour le solde, elle se fait proportionnellement aux différents revenus taxables distinctement.

PERTES DE PÉRIODES IMPOSABLES ANTÉRIEURES

Les pertes subies par le même contribuable au cours de périodes imposables antérieures sont récupérables sur les résultats positifs des périodes imposables suivantes, sans limitation de temps.

³² Cas des arriérés, des indemnités de dédit et de certaines plus-values.

³³ Le mécanisme de ce crédit d'impôt est expliqué plus amplement à la section 1.4.9.3.

F. Attribution de la quote-part "conjoint aidant" et du quotient conjugal

QUOTE-PART DU CONJOINT AIDANT

Le contribuable qui est effectivement assisté par son conjoint dans l'exercice d'une activité indépendante (commerçant, ou personne exerçant une profession libérale) peut lui attribuer une quote-part de son revenu net.

Cette attribution ne peut avoir lieu que si le conjoint appelé à bénéficier de la quote-part n'a pas bénéficié personnellement de revenus professionnels supérieurs à 14.200 euros (nets de charges et pertes) provenant d'une activité distincte.

La quote-part ainsi attribuée **constitue** pour celui qui la reçoit **un revenu professionnel** d'activité indépendante sur lequel peuvent éventuellement s'**imputer les pertes récupérables** qui n'ont pu être déduites sur ses autres revenus propres.

QUOTIENT CONJUGAL

Le quotient conjugal peut être octroyé lorsque le revenu professionnel de l'un des conjoints n'excède pas 30% du total des revenus professionnels des deux conjoints.

Le montant alors attribué est fixé à 30% du total des revenus professionnels nets, **diminué des revenus propres du conjoint qui reçoit la quote-part**. Il ne peut excéder 10.940 euros.

Le conjoint qui reçoit le quotient conjugal peut imputer, sur le montant ainsi perçu, **les pertes récupérables** qui n'ont pu être déduites sur ses autres revenus propres.

QUALIFICATION DU REVENU TRANSFÉRÉ

La qualification d'origine subsiste et, dans le chef du conjoint qui attribue, l'attribution d'une quote-part conjoint aidant ou l'imputation d'un quotient conjugal se fait de manière proportionnelle sur les différentes catégories de revenu. Ainsi, dans le cas d'un ménage où un seul des conjoints bénéficie de revenus professionnels, les revenus transférés par application du quotient conjugal sont des salaires si le conjoint concerné bénéficie de revenus salariaux tandis qu'ils sont des pensions si le conjoint concerné bénéficie de pensions.

G. Compensation des pertes entre conjoints

Lorsque le revenu de l'un des conjoints est négatif, cette perte peut être imputée sur les revenus de l'autre, après prise en compte de toutes les déductions auxquelles celui-ci a droit.

Le montant des pertes transférables ne peut excéder les revenus du conjoint chez qui se fait l'imputation.

1.3. LES DÉPENSES DONNANT DROIT À UN AVANTAGE FISCAL

Tableau 1.7

	Réductions d'impôt restées fédérales	Réductions d'impôt transférées aux Régions		
		Région flamande	Région wallonne	Région Bruxelles- Capitale
Epargne à long terme				
Epargne-pension	x			
Cotisations personnelles d'assurance-groupe et de fonds de pension	x			
Achats d'actions de l'employeur	x			
Primes d'assurance-vie individuelle non liées à un bien immobilier	x			
Immobilier				
Dépenses relatives à un autre bien immobilier que l'habitation propre : Réduction d'impôt fédérale épargne à long terme (primes d'assurance-vie individuelle + amortissements en capital)	x			
Dépenses pour l'acquisition ou la conservation de <u>l'habitation propre</u> : - bonus-logement (avec variantes régionales) - réduction d'impôt régionale épargne à long terme (emprunts et contrats qui ne satisfont pas aux conditions requis pour bénéficier du bonus-logement) (*)		Bonus-logement intégré (****)	Chèque- Habitat	Ancien bonus- logement (emprunts contractés en 2015 ou 2016)
		x	x	x
Rénovation d'habitations données en location à loyer modéré (**)		x	x	Régime transitoire
Monuments et sites classés		un nouveau régime est applicable	x	
Zones d'action positive des grandes villes (***)			x	

Réduction d'impôt régionale pour intérêts complémentaires, réduction d'impôt régionale pour épargne-logement (****), réduction d'impôt régionale pour intérêts relatifs à la conversion de l'ancienne imputation du précompte immobilier		X	X	
Environnement				
Isolation du toit, habitations de cinq ans au moins			X	
Réductions d'impôt maisons passives, basse énergie, zéro énergie	X			
Intérêts de prêts verts	X			
Véhicules électriques	X			
Autres dépenses				
Libéralités	X			
Frais de garde d'enfants	X			
Rémunérations des employés de maison	X			
Actions de fonds de développement agréés	X			
Chèques ALE et titres-services (Région wallonne et bruxelloise) Chèques-travail de proximité et titres-services (Région flamande)		X	X	X

(*) Réduction régionale épargne à long terme en Région flamande : emprunts hypothécaires contractés avant 2016, et assurances-vie y afférentes.

(**) Rénovation d'habitations données en location à loyer modéré en Région bruxelloise : pour les dépenses payées avant le 1^{er} janvier 2016, les réductions continuent à être accordées pour la partie restante de la période de 9 ans.

(***) Zones d'action positive des grandes villes : à défaut de renouvellement de l'AR fixant les zones d'action positive des grandes villes, la réduction d'impôt ne peut en pratique plus être appliquée.

(****) Réduction régionale pour épargne-logement : pour les emprunts conclus à partir de 2015, uniquement valable en Région wallonne et en Région bruxelloise. En Région bruxelloise, épargne logement et épargne long terme sont encore possibles pour les emprunts contractés en 2015 ou 2016.

(*****) Bonus-logement intégré (Région flamande) : suppression progressive du régime à partir du 1^{er} janvier 2020 et remplacement par une réduction des droits d'enregistrement.

Certaines dépenses donnent droit à un **avantage fiscal** ⁽³⁴⁾. Comme cela a été mentionné au début de ce chapitre, l'octroi de certains avantages fiscaux est devenu une compétence régionale exclusive. La répartition est donnée par le Tableau 1.7.

Nous décrivons donc séparément les dépenses pour lesquelles l'avantage fiscal est octroyé au niveau fédéral et celles pour lesquelles il est octroyé au niveau régional.

³⁴ Pour rappel, certains avantages fiscaux, auparavant classés en dépenses déductibles, ont été transformés en réductions d'impôt. Il s'agit des libéralités, des frais de garde d'enfants, des dépenses pour un employé de maison et des dépenses pour la restauration et l'entretien de monuments et sites classés. Deux taux uniques de réduction avaient également été fixés : 45% (libéralités et frais de garde d'enfants) et 30% (employés de maison et monuments classés). Les rentes alimentaires, le bonus-logement et la déduction complémentaire d'intérêts avaient été maintenus en dépenses déductibles. Depuis l'exercice d'imposition 2015, seules les rentes alimentaires sont encore déductibles des revenus nets. Le bonus-logement a été transféré aux Régions et transformé en réduction d'impôt. Quant à la déduction complémentaire d'intérêts, elle a été transformée en réduction d'impôt.

Nous débuterons par un exposé spécifique concernant le régime fiscal des emprunts hypothécaires. Nous y mentionnons explicitement ce qui constitue une compétence fédérale, et ce qui est transféré aux Régions, en distinguant l'habitation propre des autres biens immobiliers.

Sont ensuite envisagées les réductions d'impôt qui restent octroyées au niveau fédéral après la mise en œuvre de la Loi spéciale de financement (ci-après, la LSF). Ces réductions d'impôt restées fédérales sont subdivisées en trois catégories : épargne à long terme, environnement et autres dépenses bénéficiant d'avantages fiscaux au niveau fédéral.

Viennent alors les avantages fiscaux transférés aux Régions dans le cadre de l'élargissement de leurs compétences avec la sixième réforme de l'Etat. Pour celles-ci, trois catégories ont été créées : immobilier, environnement et autres dépenses bénéficiant d'avantages fiscaux au niveau régional.

Sont enfin décrites les dispositions régionales existant hors transfert de l'Etat fédéral aux Régions : prêt "win-win" et conventions de rénovation en Région flamande, prêt "Coup de Pouce" en Région wallonne.

Nous décrivons ici les conditions d'octroi des avantages et les limites dans lesquelles ils sont octroyés.

1.3.1. INVESTISSEMENT IMMOBILIER

Les dépenses relatives à l'investissement immobilier comprennent les remboursements en capital d'emprunts hypothécaires, les paiements d'intérêts et les primes d'assurance-vie individuelle.

Pour les emprunts hypothécaires, différents régimes se sont succédé et la matière peut donc paraître particulièrement complexe. La régionalisation des avantages fiscaux relatifs à l'habitation propre a intensifié cette complexité en entraînant une multitude de régimes fiscaux différents. Une règle de base afin de connaître le régime applicable, est de déterminer à quel moment l'emprunt a été conclu.

Nous renvoyons aux éditions antérieures du Mémento fiscal ⁽³⁵⁾ pour l'historique des régimes fiscaux applicables, en fonction de la date de conclusion de l'emprunt (est uniquement envisagé le cas d'un seul emprunt conclu pour l'habitation). La distinction fondamentale porte sur le fait de savoir si, **à la date du paiement** des intérêts, sommes affectées à l'amortissement ou à la reconstitution de l'emprunt hypothécaire et cotisations d'assurance-vie, il s'agit de ***l'habitation propre du contribuable ou non*** ⁽³⁶⁾.

BONUS-LOGEMENT REGIONAL, BONUS-LOGEMENT INTEGRE (Région flamande) ET CHEQUE-HABITAT (Région wallonne)

(dépenses pour l'habitation propre au moment du paiement des intérêts, sommes affectées à l'amortissement ou à la reconstitution de l'emprunt hypothécaire et cotisations d'assurance-vie)

Le bonus-logement régional couvre les intérêts d'emprunt, les remboursements en capital ou la prime d'assurance-vie reconstituant l'emprunt ainsi que la prime d'assurance du solde restant dû (même si cette dernière n'est plus obligatoire), et ce jusqu'à une corbeille maximum.

³⁵ Les éditions antérieures du Mémento fiscal sont disponibles sur le site du SPF Finances, au lien suivant : https://finances.belgium.be/fr/statistiques_et_analyses/analyses/memento_fiscal

³⁶ Pour plus d'informations concernant ces différents régimes fiscaux, voir la circulaire AGFisc 6/2015 (Ci.RH.331/633.998) du 03.02.2015. Pour les conséquences fiscales d'un transfert d'hypothèque, voir la circulaire AGFisc 1/2015 (Ci.RH.331/635.143) du 12.01.2015. La notion d'habitation propre selon la nouvelle LSF et le passage d'une appréciation mensuelle à une appréciation journalière de cette habitation propre sont abordés dans la partie consacrée aux revenus immobiliers.

Suite à la volonté des Régions d'exercer leur nouvelle compétence issue de la "nouvelle LSF" en matière de fiscalité immobilière, de nombreux changements ont été opérés ces dernières années : d'abord en Région flamande avec le bonus-logement intégré et en Région wallonne avec le régime du Chèque-Habitat. Ensuite, plus récemment, en Région de Bruxelles-Capitale, avec la suppression du bonus-logement. Le bonus-logement a également été abrogé en Région flamande.

Vu les importantes variantes, les dépenses qui concernent l'habitation propre sont détaillées ci-dessous par Région.

En Région de Bruxelles-Capitale

En Région de Bruxelles-Capitale, le régime du bonus-logement est supprimé. Le contribuable bénéficie par contre, depuis le 1^{er} janvier 2017, d'un abattement majoré dans le cadre du droit de vente.

En Région wallonne

En Région wallonne, pour les emprunts contractés jusqu'au 31 décembre 2015, les avantages fiscaux existants restent applicables. Les plafonds en vigueur dans le cadre de ces avantages fiscaux ne sont cependant plus indexés, mais maintenus à leur niveau du 1^{er} janvier 2015.

- Le montant de base est de 2.290 euros ⁽³⁷⁾. Il reste acquis quelle que soit l'évolution du patrimoine immobilier du contribuable après le 31 décembre de l'année de conclusion du contrat d'emprunt.

Une première majoration est appliquée pendant les dix premières années du contrat d'emprunt. Elle s'élève à 760 euros.

- Le montant de base est également majoré lorsque le contribuable a au moins trois enfants à charge au 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la conclusion du contrat d'emprunt. Cette majoration s'élève à 80 euros.

Ces majorations ne sont plus appliquées à partir de la période imposable pendant laquelle le contribuable devient propriétaire, possesseur, emphytéote, superficière ou usufruitier d'une deuxième habitation. La perte des majorations est définitive.

La réduction d'impôt est octroyée au taux de 40% en Région wallonne.

Remplacement du bonus-logement par le régime du "Chèque-Habitat"

Les emprunts hypothécaires contractés à partir du 1^{er} janvier 2016 en vue d'acquérir l'habitation propre et unique donnent droit à l'octroi de la réduction d'impôt "Chèque-Habitat" ⁽³⁸⁾.

Conditions d'octroi du Chèque-Habitat

Il doit s'agir de l'acquisition de la propriété de l'habitation propre et unique, et l'habitation doit être située dans l'EEE. La condition d'habitation unique que le contribuable occupe lui-même doit être remplie au 31 décembre de l'année de l'emprunt ⁽³⁹⁾.

En ce qui concerne les remboursements d'emprunts hypothécaires :

- l'emprunt hypothécaire doit avoir une durée minimale de 10 ans ;
- il doit être contracté auprès d'un établissement ayant son siège dans l'EEE.

³⁷ Il convient de noter que les montants du bonus-logement fédéral (mesures transitoires) ont été gelés au niveau des montants de l'exercice d'imposition 2014, soit 2.260 euros, 750 euros et 80 euros. L'indexation est à nouveau appliquée aux montants du bonus-logement fédéral à partir de l'exercice d'imposition 2019.

³⁸ La Circulaire C/2017/49 contient des précisions sur le Chèque-Habitat. Voir aussi http://lampspw.wallonie.be/dgo4/site_logement/index.php/aides/aide?aide=chequehabitat.

³⁹ Il ne doit pas être tenu compte des autres habitations dont le contribuable est, par héritage ou donation, copropriétaire, nu-propriétaire ou usufruitier.

En ce qui concerne les contrats d'assurance-vie individuelle :

- si des avantages sont prévus en cas de vie, le contrat doit être d'une durée minimale de 10 ans ;
- le contrat doit être contracté auprès d'un établissement ayant son siège dans l'EEE.

Principes généraux du 'Chèque-Habitat'

Le montant de base de la réduction d'impôt dépend du niveau du revenu net imposable du contribuable.

Lorsque le revenu net imposable ne dépasse pas 22.380 euros, le montant de base du "Chèque - Habitat" est égal à 1.520 euros.

Si le revenu net imposable est compris entre 22.380 et 86.322 euros, la différence entre le revenu et 22.380 euros est multipliée par 1,275%. Le montant de base de la réduction d'impôt est alors égal à 1.520 euros, diminué du résultat de cette multiplication.

Si le revenu net imposable dépasse 86.322 euros, le montant de base de la réduction d'impôt est ramené à 0.

Le montant de base de la réduction d'impôt est majoré de **125 euros par enfant à charge** au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition. Un enfant handicapé est compté pour deux. La majoration pour enfants à charge n'est cependant pas accordée lorsque le revenu net imposable du contribuable est supérieur à 86.322 euros.

Le montant de la réduction d'impôt est réduit de moitié à partir de la onzième période imposable.

La partie de la réduction d'impôt qui ne peut être imputée est convertie en un crédit d'impôt régional remboursable.

La réduction d'impôt est accordée dès l'exercice d'imposition se rattachant à la période imposable durant laquelle l'emprunt a été conclu, et pendant vingt exercices d'imposition.

En Région flamande

On distingue les contrats pour lesquels l'acte authentique a été passé au plus tard le 31 décembre 2014, les contrats pour lesquels l'acte authentique est passé en 2015, les emprunts hypothécaires conclus du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2019, et les emprunts conclus à partir du 1^{er} janvier 2020.

Actes authentiques d'emprunt passés au plus tard le 31 décembre 2014

Les plafonds du bonus-logement ne sont plus indexés depuis l'exercice d'imposition 2016.

- Le montant de base est de 2.280 euros, par contribuable et par période imposable.
- La majoration pour les dix premières périodes imposables est de 760 euros.
- Une seconde majoration de 80 euros s'applique lorsque le contribuable a au moins trois enfants à charge au 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la conclusion du contrat d'emprunt.
- La réduction d'impôt reste calculée au taux marginal (avec un minimum de 30%).

Actes authentiques d'emprunt passés en 2015

Si les dépenses se rapportent à un acte d'emprunt hypothécaire passé à partir du 1^{er} janvier 2015 :

- Le montant de base, par contribuable et par période imposable, est réduit à 1.520 euros ;

- Ce montant est toujours majoré de 760 euros (durant les dix premières périodes imposables). Il est également toujours majoré de 80 euros lorsque le contribuable a au moins trois enfants à charge au 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la conclusion du contrat d'emprunt.

Ces plafonds ne sont pas indexés et la réduction d'impôt est calculée à un taux d'imposition de 40 %.

Ce système est également applicable si une reprise est effectuée à partir du 1^{er} janvier 2015 dans le cadre d'une ouverture de crédit existante.

Si un emprunt est conclu en remplacement d'un emprunt existant, c'est la date de l'emprunt initial qui est prise en considération.

Si cette date se situe avant le 1^{er} janvier 2015, l'ancien système reste donc d'application. Ce refinancement peut être effectué auprès de n'importe quelle institution établie au sein de l'EEE.

Bonus-logement intégré – emprunts hypothécaires (et assurances-vie y afférentes) contractés du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2019

Les trois régimes de réductions d'impôt concernant l'habitation propre - bonus-logement régional, réduction d'impôt pour épargne à long terme, réduction d'impôt pour intérêts ordinaires - ont été intégrés en un seul régime : le bonus-logement intégré ⁽⁴⁰⁾.

A signaler cependant que le régime du bonus-logement intégré est progressivement supprimé à partir du 1^{er} janvier 2020. Ainsi, les nouveaux emprunts contractés à partir du 1^{er} janvier 2020 n'entrent plus en considération pour le woonbonus. C'est la date de l'acte authentique d'emprunt qui est déterminante dans ce contexte.

En compensation de cette suppression, des droits d'enregistrement réduits sont instaurés. Cela est expliqué plus en détails dans le chapitre relatif aux droits de successions, au point 2.1.1.A.

Pour toutes les habitations propres, qu'il s'agisse ou non de l'habitation unique du contribuable, c'est le régime fiscal du bonus-logement intégré qui est applicable.

Toutefois, si l'habitation propre est également l'habitation unique du contribuable, le montant maximal des dépenses donnant droit à la réduction d'impôt est majoré. Le plafond de 1.520 euros est alors majoré de 760 euros si l'habitation est l'habitation unique du contribuable au 31 décembre de l'année de l'emprunt. Ce montant est également majoré de 80 euros si le contribuable a au moins trois enfants à charge au 1^{er} janvier de l'année qui suit la période imposable au cours de laquelle l'emprunt a été contracté.

Le régime du bonus-logement antérieur à ces modifications continue à s'appliquer en Région flamande pour les emprunts conclus avant 2016 ⁽⁴¹⁾.

Le contribuable qui sollicite l'application du bonus-logement intégré pour un emprunt contracté du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2019 ne peut pas le cumuler avec les anciens avantages fiscaux pour un emprunt d'avant 2016 encore en cours.

En ce qui concerne les remboursements d'emprunts hypothécaires, dans le cadre du bonus-logement intégré :

- l'emprunt doit être contracté du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2019 et être garanti par une hypothèque (un mandat hypothécaire est insuffisant) ;
- l'emprunt hypothécaire doit avoir une durée minimale de 10 ans et il doit être contracté auprès d'un établissement ayant son siège dans l'EEE ;
- l'emprunt hypothécaire doit avoir spécifiquement pour but d'acquérir ou de conserver une habitation située dans un Etat membre de l'Espace économique européen.

⁴⁰ Voir <https://www.vlaanderen.be/nl/bouwen-wonen-en-energie/lenen/geintegreerde-woonbonus>.

⁴¹ Voir <https://www.vlaanderen.be/nl/bouwen-wonen-en-energie/lenen/belastingvermindering-voor-de-enige-en-eigen-woning-woonbonus>.

En ce qui concerne les contrats d'assurance-vie individuelle :

- le contrat doit être souscrit par le contribuable avant l'âge de 65 ans ;
- si des avantages sont prévus en cas de vie, le contrat doit être d'une durée minimale de 10 ans ;
- les avantages doivent être stipulés au profit du contribuable lui-même en cas de vie et au profit de la personne qui acquiert la pleine propriété ou l'usufruit en cas de décès ;
- le contrat doit être contracté auprès d'un établissement ayant son siège dans l'EEE.

L'assurance-vie, dans le cadre du bonus-logement intégré, ne doit pas servir exclusivement à la reconstitution ou à la garantie de l'emprunt hypothécaire. Les contributions donnent alors droit au bonus-logement intégré, au prorata de la part de l'emprunt hypothécaire dans le montant total de l'emprunt.

PRINCIPALES CONDITIONS REDUCTION D'IMPOT POUR EPARGNE A LONGTERME

En ce qui concerne les remboursements d'emprunts hypothécaires :

- l'emprunt doit avoir été contracté auprès d'une institution ayant son siège dans l'EEE ;
- l'emprunt doit être d'une durée minimale de 10 ans.

En ce qui concerne les contrats d'assurance-vie individuelle :

- le contrat doit être souscrit par le contribuable avant l'âge de 65 ans ;
- si des avantages sont prévus en cas de vie, le contrat doit être d'une durée minimale de 10 ans ;
- les avantages doivent être stipulés au profit du contribuable lui-même en cas de vie et au profit du conjoint ou de parents jusqu'au deuxième degré en cas de décès.

Lorsque le contrat d'assurance-vie sert à la reconstitution ou à la garantie d'un emprunt hypothécaire, les avantages en cas de décès doivent être stipulés au profit des personnes qui acquièrent la pleine propriété ou l'usufruit de l'habitation, et ce à concurrence du capital assuré qui sert à la reconstitution ou à la garantie de l'emprunt ;

- le contrat doit être contracté auprès d'un établissement ayant son siège dans l'EEE.

Le montant des amortissements en capital et des primes d'assurance-vie donnant droit à la réduction d'impôt est **limité, par conjoint** :

- à 15% de la première tranche de 1.990 euros (limite fédérale) / 1.900 euros (limite en Région flamande) / 1.910 euros (limite en Région wallonne) / 2.040 euros (limite en Région de Bruxelles-Capitale) ⁽⁴²⁾ des revenus professionnels et à 6% au-delà, à l'exclusion des revenus imposables distinctement ;
- avec un maximum de 2.390 euros (limite fédérale) / 2.280 euros (Région flamande) / 2.290 euros (Région wallonne) / 2.450 euros (Région de Bruxelles-Capitale).

Cette limite s'applique au total des primes d'assurance-vie et remboursements de capital hypothécaire, déduction faite des primes et remboursements qui bénéficient de la réduction d'impôt régionale pour habitation unique plafonnée au montant de base.

⁴² Les limites fédérales ont été gelées au niveau de l'exercice d'imposition 2014, et cela pour les exercices d'imposition 2015 à 2018. A partir de l'exercice d'imposition 2019, les limites fédérales sont à nouveau indexées. En Région flamande, les montants ont été définitivement gelés au niveau de l'exercice d'imposition 2015. En Région wallonne, ils ont été définitivement gelés au niveau de l'exercice d'imposition 2016.

En cas de concours entre réduction d'impôt fédérale et réduction d'impôt régionale, le montant maximum s'applique à l'ensemble des deux réductions mais la priorité est donnée aux dépenses qui entrent en considération pour la réduction d'impôt régionale.

En Région flamande, la réduction pour épargne à long terme a été supprimée pour les emprunts conclus à partir de 2016.

PRINCIPALES CONDITIONS REDUCTION MAJOREE POUR EPARGNE-LOGEMENT

Les primes d'assurance-vie peuvent cependant donner droit à la **réduction d'impôt majorée pour épargne-logement**, qui est octroyée au taux marginal, si les conditions suivantes sont réunies :

- l'assurance-vie est affectée exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un emprunt hypothécaire ;
- l'emprunt a été contracté pour acquérir, construire ou transformer l'habitation qui était l'habitation unique du contribuable au moment de la conclusion du contrat d'emprunt.

La réduction majorée pour épargne-logement ne concerne que des emprunts antérieurs au 1^{er} janvier 2005.

La réduction d'impôt pour épargne-logement n'est applicable que sur une première tranche calculée sur un montant de base, précisé au Tableau 1.8 majoré de 5, 10, 20 ou 30% selon que le contribuable avait 1, 2, 3 ou plus de 3 enfants à charge au 1^{er} janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle le contrat d'assurance-vie a été conclu.

Tableau 1.8
Montant de base de l'emprunt donnant droit à la réduction d'impôt pour épargne-logement

Année de conclusion du contrat d'assurance-vie	Montant de base de l'emprunt donnant droit à la réduction pour épargne-logement
1993 à 1998	54.536,58
1999	55.057,15
2000	55.652,10
2001	57.570,00
2002	58.990,00
2003	59.960,00
2004	60.910,00

1.3.2. RÉDUCTIONS D'IMPÔT RESTÉES FÉDÉRALES

Les réductions d'impôt fédérales sont en principe imputées sur l'impôt Etat réduit, majoré de l'impôt afférent à la "corbeille des revenus mobiliers". Elles sont imputées uniquement sur l'impôt afférent aux revenus imposés globalement.

1.3.2.1 Epargne à long terme

A. L'épargne-pension

Le contribuable peut souscrire une épargne-pension au moyen d'une des formules suivantes. Dans chaque cas, les versements doivent être effectués dans un Etat membre de l'Espace économique européen et à titre définitif.

L'épargnant ouvre **un compte-épargne individuel** auprès de son institution financière. Il peut gérer lui-même le compte ou il en confie la gestion à l'institution financière par une procuration écrite.

L'épargnant ouvre **un compte-épargne collectif** auprès d'une institution financière, mais les montants versés sont placés et gérés collectivement par l'institution financière, conformément aux normes légales, par l'intermédiaire d'un fonds d'épargne-pension créé spécialement à cet effet.

L'épargnant souscrit **une assurance-épargne** auprès d'une entreprise d'assurance afin de constituer une pension, une rente ou un capital, à verser en cas de vie ou en cas de décès.

Le montant pris en considération pour la réduction d'impôt est limité à 990 euros par période imposable et par contribuable. Le montant maximum de 990 euros peut être porté à 1.270 euros par période imposable et par contribuable, dans le cadre de l'épargne-pension "majorée". Le pourcentage de réduction d'impôt est alors inférieur (voir *infra*).

Les conditions suivantes doivent être respectées.

Le compte-épargne ou l'assurance-épargne doivent avoir été souscrits par un habitant d'un Etat membre de l'Espace économique européen âgé de 18 ans au moins et de moins de 65 ans, pour une durée minimale de 10 ans.

Les avantages doivent être stipulés, lors de la souscription du contrat :

- en cas de vie, au profit du contribuable lui-même ;
- en cas de décès, au profit du conjoint ou de parents jusqu'au deuxième degré du contribuable (⁴³).

Si, au cours d'une même période imposable, l'épargnant a effectué des versements pour plusieurs comptes-épargne ou assurances-épargne, la réduction d'impôt est seulement accordée pour les versements concernant un seul compte (compte-épargne ou assurance-épargne). L'épargnant ne peut ouvrir qu'un seul compte ou assurance-épargne durant une même période imposable.

La réduction d'impôt est égale à 30% des dépenses réellement payées, dans le système d'épargne-pension "ordinaire". Le taux est de 25% pour l'épargne-pension "majorée", soit au plafond de 1.270 euros. Cette réduction d'impôt pour épargne-pension ne peut être cumulée avec celle relative à l'achat d'actions ou parts de la société employeur.

L'octroi d'un avantage fiscal lors du paiement des primes a pour corollaire l'imposition des sommes obtenues à l'échéance du contrat. Le capital liquidé à l'échéance d'un plan d'épargne-pension est soumis à une taxation anticipée. Cette taxe anticipée ou "taxe sur l'épargne à long terme" est une taxe du Code des droits et taxes divers (impôt indirect), qui se substitue à l'IPP.

Dans la mesure où l'épargne a été soumise à la taxe sur l'épargne à long terme, elle est donc exonérée de l'IPP (⁴⁴). Cette taxe anticipée a été elle-même partiellement "anticipée" en 2012 par la perception d'une taxe unique de 6,5% sur l'épargne-pension sur les réserves constituées par les primes versées avant le 1^{er} janvier 1993. Les changements relatifs à la taxe anticipée sur l'épargne à long terme, à savoir la diminution du taux général de 10% à 8% et le prélèvement anticipé de 1% de cette taxe pendant les années 2015 à 2019, sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

⁴³ Depuis 2005, lorsque le contrat d'assurance-épargne sert à la reconstitution ou à la garantie d'un emprunt hypothécaire, les avantages doivent être stipulés, en cas de décès, au profit des personnes qui acquièrent la pleine propriété ou l'usufruit de cette habitation, et ce jusqu'à concurrence du montant garanti ou reconstitué au profit du créancier.

⁴⁴ Cf. 2^{ème} partie, chapitre 4.

La combinaison d'un avantage fiscal "à l'entrée" (lors du paiement des primes ou cotisations) avec une taxation "à la sortie" (lors du paiement du capital ou de la rente), valable en matière d'épargne-pension, est également valable pour l'assurance-vie individuelle.

B. Assurance-groupe et fonds de pension

L'assurance-groupe est un contrat conclu entre un employeur ou un groupe d'employeurs et une compagnie d'assurance au bénéfice d'une partie ou de l'ensemble du personnel, en vue de procurer aux bénéficiaires des avantages extra-légaux en complément de pension. L'assurance-groupe est régie par un règlement comprenant les dispositions d'affiliation, les droits et obligations des affiliés, les droits et obligations de l'employeur.

Le financement s'opère au moyen de deux types de cotisations :

- les cotisations patronales, versées par l'employeur ;
- les cotisations personnelles, retenues par l'employeur sur la rémunération du travailleur.

Les **cotisations patronales** versées dans le cadre d'une assurance-groupe sont déductibles dans le chef de l'employeur, dans la mesure où les prestations auxquelles elles donnent droit, jointes aux pensions légales et extra-légales, ne dépassent pas 80% de la dernière rémunération brute annuelle normale.

Les **cotisations personnelles** sont prises en considération pour l'octroi d'une réduction d'impôt si les conditions suivantes sont réunies :

- il doit s'agir de cotisations personnelles d'assurance complémentaire contre la vieillesse et le décès prématuré ;
- l'assurance doit être souscrite en vue de la constitution d'une rente ou d'un capital en cas de vie ou de décès ;
- les cotisations doivent être retenues par l'employeur sur les rémunérations ;
- les cotisations doivent être versées à titre définitif à une entreprise d'assurance, à une institution de prévoyance ou à une institution de retraite professionnelle établie dans un Etat membre de l'Espace économique européen ;
- la limite de 80% de la dernière rémunération brute annuelle normale doit être respectée.

Cette réduction d'impôt est égale à 30% des dépenses réellement payées. Il y a également imposition des sommes obtenues à l'échéance du contrat ⁽⁴⁵⁾.

Ces formes d'épargne à long terme (deuxième ou troisième piliers) font également l'objet de certaines impositions dans le chef de la compagnie d'assurance ou du fonds de pension mais ce point n'est pas traité, vu qu'il ne concerne pas directement l'assuré.

C. Les achats d'actions ou parts de l'employeur

Les achats d'actions ou parts de capital d'une société établie dans l'EEE dans laquelle le contribuable est occupé en tant que travailleur ou dont la société-employeur du contribuable est une filiale ou sous-filiale, donnent droit à une réduction d'impôt égale à 30% des dépenses réellement payées si les conditions suivantes sont réunies :

- le contribuable doit être un salarié ou un appointé de la société, d'une filiale ou d'une sous-filiale ;
- les actions doivent être souscrites à l'occasion de la constitution de capital ou d'une augmentation de capital de cette société ;

⁴⁵ Voir ci-après : 'Capitaux et rentes provenant d'un contrat d'assurance-groupe'.

- à la déclaration doivent être jointes les pièces justifiant que le contribuable a acquis les actions et qu'il les a conservées jusqu'à la fin de la période imposable.

Le montant donnant droit à une réduction d'impôt est limité à 780 euros par conjoint réunissant ces conditions et il est incompatible ⁽⁴⁶⁾ avec la réduction pour épargne-pension.

Les actions ou parts doivent, sauf en cas de décès, rester au moins cinq ans en la possession du contribuable. En cas de cession endéans les cinq ans, une reprise de la réduction d'impôt obtenue intervient sous la forme d'une majoration d'impôt fédérale, à concurrence d'autant de soixantièmes de la réduction d'impôt initiale qu'il ne reste de mois entiers à courir jusqu'à l'expiration du délai de cinq ans (à savoir 60 mois).

D. Assurance-vie individuelle

Les contrats d'assurance-vie individuelle non affectés à la reconstitution d'un emprunt hypothécaire donnent également droit à une réduction d'impôt fédérale pour épargne à long terme.

1.3.2.2. Environnement

A. Maisons à faible consommation d'énergie-régime transitoire

Les réductions d'impôt pour habitations basse énergie, passives et zéro énergie sont supprimées depuis l'exercice d'imposition 2013.

Un régime transitoire a cependant été prévu : les certificats habitation "basse énergie", "passive" ou "zéro énergie" pour lesquels une demande a été introduite au plus tard le 31 décembre 2011 et qui ont été délivrés au plus tard le 29 février 2012 sont considérés comme certificats émis au 31 décembre 2011.

Pour rappel, la réduction d'impôt pour maisons à faible consommation d'énergie est octroyée pendant dix périodes imposables successives. En cas d'imposition commune, la réduction d'impôt est répartie proportionnellement en fonction du revenu imposable de chaque conjoint par rapport à la somme des revenus imposables globalement des deux.

B. Prêts verts

Les intérêts des "prêts verts" donnent également droit à une réduction d'impôt.

Il s'agit des prêts conclus entre le 1^{er} janvier 2009 et le 31 décembre 2011 en vue de financer des dépenses alors éligibles à la réduction d'impôt pour investissements économiseurs d'énergie.

La réduction d'impôt s'élève à 30% des intérêts réellement payés après déduction de l'intervention de l'Etat sous forme de bonification d'intérêt.

La réduction d'impôt n'est pas applicable aux intérêts pris en considération à titre de frais professionnels réels ou pour lesquels l'application d'un autre avantage fiscal lié à l'emprunt, d'une réduction d'impôt régionale ou d'un crédit d'impôt régional a été demandée.

⁴⁶ L'incompatibilité s'apprécie par conjoint.

C. Véhicules électriques

Une réduction d'impôt est octroyée pour les dépenses effectuées en vue d'acquérir un véhicule à 2, 3 ou 4 roues, exclusivement propulsé par un moteur électrique et apte au transport d'au moins deux personnes. L'acquisition doit porter sur un véhicule à l'état neuf. La réduction d'impôt s'élève à 15% du prix d'achat avec un maximum de :

- 5.220 euros pour un quadricycle ;
- 3.180 euros pour une motocyclette ou un tricycle.

Lorsqu'une imposition commune est établie, la réduction d'impôt est répartie proportionnellement en fonction du revenu imposable de chaque conjoint dans l'ensemble des revenus imposables globalement des deux conjoints.

Depuis l'exercice d'imposition 2014 (année de revenus 2013), il n'y a plus de réduction d'impôt pour l'acquisition d'une voiture électrique à usage privé, à usage mixte ou d'un minibus.

1.3.2.3. Autres dépenses bénéficiant d'incitants fiscaux fédéraux

A. Frais de garde d'enfants

Il est accordé une **réduction d'impôt au taux de 45%** pour les frais de garde d'enfants, aux conditions suivantes :

- le contribuable ou son conjoint doit avoir bénéficié de revenus professionnels : salaires, bénéfices, profits, ou encore de revenus de remplacement (pensions, allocations de chômage, etc.) ;
- l'enfant doit être à charge du contribuable⁽⁴⁷⁾ et avoir moins de 14 ans. Cette limite d'âge est portée à 21 ans pour les enfants ayant un handicap lourd⁽⁴⁸⁾ ;
- les frais de garde doivent être payés soit à des institutions ou des milieux reconnus par les pouvoirs publics locaux, régionaux ou communautaires, soit à des écoles maternelles ou primaires établies dans l'Espace économique européen ou des associations qui leur sont liées. Dans le premier cas, il s'agit des milieux d'accueil de la petite enfance : sont donc notamment concernées les institutions ou familles d'accueil qui sont autorisées, agréées, subsidiées ou contrôlées par l'ONE (Office de la Naissance et de l'Enfance), Kind en Gezin, le pouvoir local, régional ou communautaire, ou des institutions publiques étrangères établies dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen.
- Le deuxième cas couvre non seulement les écoles mais aussi les associations ayant un lien avec ces écoles ou leur pouvoir organisateur.

La liste des institutions reconnues est donc plus large que les "garderies" et couvre également d'autres milieux d'accueil (plaines de jeux organisées par les communes, camps de vacances organisés par les mouvements de jeunesse, internats). Les frais de garde payés à des institutions situées dans un pays de l'Espace économique européen entrent également en compte pour la réduction d'impôt.

Depuis l'exercice d'imposition 2021, les frais de garde peuvent également être payés soit à des organisations établies dans l'Espace économique européen qui organisent une garde à domicile pour des enfants malades par des gardiens professionnels, ou à des gardiens indépendants qui gardent un enfant malade dans le cadre de leur activité professionnelle qu'ils exercent au sein de l'Espace économique européen.

⁴⁷ En cas de co-parenté, chacun des co-parents peut déduire les dépenses personnellement supportées.

⁴⁸ Les limites d'âge normale et majorée doivent être appréciées au moment de la garde elle-même, et non au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

- le montant des frais doit être prouvé par des pièces justificatives tenues à la disposition de l'administration.

Le montant pouvant donner droit à une réduction d'impôt est le prix journalier réellement payé, limité à 13 euros ⁽⁴⁹⁾ par jour de garde et par enfant.

En cas d'imposition commune, la réduction d'impôt est répartie entre les conjoints en fonction de leur revenu imposable globalement.

Réduction d'impôt supplémentaire

Depuis l'année de revenus 2017, les parents isolés à bas revenu ont droit à une réduction supplémentaire relative à leurs dépenses pour frais de garde d'enfants. Le taux est majoré de 30 points, la réduction d'impôt est donc portée à 75%.

Une règle de palier s'applique (diminution progressive de la réduction d'impôt supplémentaire) lorsque le revenu imposable du contribuable est compris entre 15.860 euros et 20.090 euros.

La réduction d'impôt supplémentaire dont le contribuable ne peut effectivement bénéficier est convertie en crédit d'impôt imputable et remboursable. Pour bénéficier de la réduction d'impôt supplémentaire, le contribuable ne peut avoir sollicité la majoration de quotité exemptée pour enfant à charge de moins de trois ans.

B. Les rentes alimentaires

Dans le cadre de la nouvelle LSF, seules les rentes alimentaires restent **déductibles de l'ensemble des revenus nets**, aux conditions suivantes :

- le bénéficiaire ne fait pas partie du ménage du contribuable ;
- la rente alimentaire doit être due en exécution du Code civil ou judiciaire, ou de la loi instaurant la cohabitation légale ⁽⁵⁰⁾ ;
- la rente doit être payée régulièrement ou, si elle a été payée après la période imposable à laquelle elle se rapporte, l'avoir été en exécution d'une décision judiciaire avec effet rétroactif.

La déduction est limitée à 80% des sommes versées.

Les rentes alimentaires payées suite à une obligation d'un des conjoints sont déductibles de ses revenus. Lorsqu'elles résultent d'une obligation commune aux deux conjoints, elles sont déductibles proportionnellement aux revenus de chacun d'entre eux.

C. Les libéralités

Il est accordé une **réduction d'impôt au taux de 45%** pour les libéralités faites aux institutions reconnues ⁽⁵¹⁾ pour autant qu'elles atteignent au moins 40 euros par institution bénéficiaire.

Les libéralités versées par l'intermédiaire d'une plateforme de paiement en ligne à une association agréée entrent également en considération pour la réduction d'impôt.

⁴⁹ A partir de l'exercice d'imposition 2021, le montant de base de la réduction d'impôt est fixé à l'article 145³⁵, alinéa 6, CIR 92, et est indexé chaque année.

⁵⁰ Les rentes alimentaires payées en vertu d'une disposition légale étrangère sont traitées de la même façon que les rentes payées en vertu d'une disposition de droit belge, à condition que ces dispositions soient analogues.

⁵¹ Des institutions similaires d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen entrent également en ligne de compte.

Le montant global des libéralités pour lequel la réduction d'impôt est accordée ne peut excéder ni 10% de l'ensemble des revenus nets du conjoint, ni 397.850 euros par conjoint.

En cas d'imposition commune, la réduction d'impôt est répartie proportionnellement entre conjoints en fonction de leur revenu imposable globalement.

D. Rémunérations d'employés de maison

Il est accordé une **réduction d'impôt au taux de 30%** pour les rémunérations payées ou attribuées pendant la période imposable à un employé de maison.

Cette réduction d'impôt n'est octroyée que pour un seul employé de maison, aux conditions suivantes :

- le contribuable doit être inscrit comme employeur à l'ONSS ;
- au moment de son engagement l'employé doit être, soit bénéficiaire du revenu d'intégration, soit chômeur complet indemnisé depuis six mois au moins ;
- les rémunérations doivent être soumises à la sécurité sociale et excéder 4.000 euros.

Le montant pour lequel la réduction d'impôt est accordée, est égal à 50% des rémunérations accordées, avec un maximum de 7.960 euros.

La réduction d'impôt est répartie en fonction du revenu imposable globalement de chaque conjoint dans l'ensemble des revenus imposables globalement des deux conjoints.

E. Actions de fonds de développement en micro-financement

Cette réduction d'impôt concerne les souscriptions d'actions nominatives émises par des fonds de développement agréés actifs dans le domaine du micro-crédit.

Les sommes versées doivent s'élever au minimum à 400 euros. Les actions doivent, sauf en cas de décès, rester en la possession du souscripteur au moins 60 mois sans interruption. En cas de cession, le nouveau souscripteur n'a pas droit à la réduction d'impôt et l'ancien souscripteur a une majoration d'impôt équivalant à autant de soixantièmes de la réduction d'impôt initiale qu'il ne reste de mois entiers à courir. Dans le cadre de la LSF, cette majoration d'impôt reste fédérale.

La réduction d'impôt est égale à 5% des sommes versées avec un maximum de 330 euros pour les revenus de 2020.

F. Actions ou parts d'entreprises débutantes

Il s'agit d'une réduction d'impôt spécifique pour les personnes physiques qui, sous certaines conditions, souscrivent soit directement, soit par le biais d'une plateforme de crowdfunding à de nouvelles actions ou parts émises par une PME qui débute, ou à des droits dans un fonds starters agréé ou une Pricaf privée starter qui investit à son tour (et donc indirectement) les fonds ainsi récoltés dans de nouvelles actions ou parts émises par des PME débutantes. Cette réduction d'impôt est également accordée aux personnes physiques qui souscrivent par le biais d'une plateforme de crowdfunding à de nouveaux instruments de placement émis par un véhicule de financement, pour autant que ce véhicule investisse directement les sommes obtenues dans de nouvelles actions ou parts de PME débutantes.

Ces PME débutantes doivent également répondre à une série de conditions légales (ne pas être cotées en bourse, ne pas être des sociétés immobilières ou de financement, ne pas encore avoir distribué de dividendes, etc.).

Ne peuvent cependant bénéficier de la réduction d'impôt les dirigeants d'entreprise pour les actions ou parts de la société dans laquelle ils exercent directement ou indirectement leur activité de dirigeant d'entreprise.

La mesure concerne les nouvelles actions ou parts émises lors de la constitution de la société débutante ou lors d'une augmentation de capital entièrement libérée opérée au cours des quatre années qui suivent la constitution de la société.

Les investissements ne sont pris en considération pour la réduction d'impôt qu'à concurrence d'un montant de 100.000 euros par personne et par période imposable (⁵²).

La réduction d'impôt est égale à 30 % du montant investi (45% du montant investi dans le cas d'une microsociété) et elle est applicable aux dépenses pour l'acquisition d'actions ou de parts de sociétés débutantes émises à partir du 1^{er} juillet 2015. Le taux majoré de 45% s'applique en cas d'investissement direct dans une microsociété, mais aussi en cas d'investissement indirect, pour autant que cet investissement soit effectué par le biais d'un véhicule de financement (⁵³).

Le choix d'investir directement (en achetant des actions ou parts de l'entreprise débutante) ou indirectement (en achetant des parts d'un fonds starters agréé) a une influence sur l'exercice imposable au cours duquel la réduction est octroyée.

Reprise de réduction d'impôt

Les investisseurs sont également soumis à une condition de détention de quatre périodes imposables ultérieures. En cas de non-respect de cette condition de détention, la réduction d'impôt est recalculée au prorata de la détention effective (calcul en 48e, donc par mois), et l'impôt de la période imposable au cours de laquelle la condition de détention n'est plus remplie est majoré d'autant. Le régime de reprise s'applique également lorsque l'investissement a été effectué par le biais d'un fonds starter ou d'une Pricaf privée, en cas de cession des actions ou parts, dans les 48 mois suivant leur acquisition, par ce véhicule de financement.

G. Actions ou parts d'entreprises en croissance

Une réduction d'impôt est accordée pour l'acquisition de nouvelles actions ou parts d'entreprises en croissance (tax shelter scale-up) est octroyée depuis l'exercice d'imposition 2019.

La réduction d'impôt est égale à 25% du montant investi, après déduction de la rémunération du véhicule de financement-intermédiaire et d'éventuels autres coûts y afférents. Cette réduction d'impôt ne peut être ni remboursée, ni reportée sur une période imposable suivante. Un plafond global de 100.000 euros par personne et par période imposable s'applique aux réductions d'impôt entreprises en croissance et entreprises débutantes.

L'acquisition de nouvelles actions ou parts de sociétés en croissance peut se faire éventuellement via une plateforme de crowdfunding. Une autre manière d'investir est l'acquisition, via une plateforme de crowdfunding, de nouveaux instruments de placement émis par un véhicule de financement qui investit alors à son tour dans les actions ou parts de ces sociétés. Il doit s'agir de nouvelles actions ou parts souscrites à l'occasion d'une augmentation de capital.

⁵² Cette limite vaut globalement pour les deux types de réduction d'impôt suivants : entreprises débutantes et entreprises en croissance.

⁵³ L'investissement indirect via un fonds starter ou une Pricaf privée starter ne donne pas droit au taux majoré de 45%.

Reprise de réduction d'impôt

En cas de non-respect de certaines conditions dans un délai de 12 mois ou de 48 mois, une majoration d'impôt sera effectuée.

La reprise est calculée en fonction du nombre de mois entiers manquants à partir de la date à laquelle la condition n'est pas respectée jusqu'à la fin du délai de 12 mois ou de 48 mois.

H. Frais dans le cadre d'une procédure d'adoption

Depuis l'exercice d'imposition 2019, une réduction d'impôt est accordée pour les dépenses effectuées par le contribuable dans le cadre d'une procédure d'adoption dans laquelle un service d'adoption agréé intervient. La liste des dépenses éligibles diffère selon qu'il s'agit d'une adoption nationale ou d'une adoption internationale.

La réduction d'impôt est accordée durant la période imposable au cours de laquelle la procédure d'adoption est terminée, pour les dépenses faites au cours de cette période imposable et des cinq périodes imposables précédentes.

La réduction d'impôt est égale à 20% des dépenses prises en compte et elle ne peut dépasser 6.370 euros par procédure d'adoption. Lorsque la procédure d'adoption est introduite par deux contribuables, le montant maximum est limité à la moitié dans le chef de chaque contribuable.

En cas d'imposition commune, la réduction d'impôt est répartie proportionnellement entre conjoints en fonction de leur revenu imposable globalement.

I. Primes pour une assurance protection juridique

Pour rendre l'assurance protection juridique plus accessible, une réduction d'impôt a été introduite, depuis l'exercice d'imposition 2020⁽⁵⁴⁾, pour les primes que le contribuable a réellement payées au cours de la période imposable pour un contrat d'assurance protection juridique souscrit à titre individuel qui satisfait à certaines conditions⁽⁵⁵⁾. Le contribuable doit avoir souscrit le contrat d'assurance à titre individuel auprès d'une entreprise d'assurance établie au sein de l'Espace économique européen.

Les primes ne sont pris en considération qu'à concurrence d'un montant de 310 euros par période imposable, et la réduction d'impôt est égale à 40 % de ce montant.

La réduction d'impôt est accordée au contribuable (personne physique) qui a réellement payé pendant la période imposable les primes éligibles pour un contrat d'assurance protection juridique qu'il a souscrit à titre individuel. En cas d'imposition commune, la réduction d'impôt est accordée au conjoint ou au cohabitant légal qui est le preneur d'assurance.

Lorsque les deux conjoints ou cohabitants légaux ont souscrit ensemble un contrat d'assurance protection juridique, les primes payées n'entrent pas en considération pour la réduction d'impôt. En effet, une assurance souscrite par plusieurs contribuables n'est pas souscrite à titre individuel.

La réduction d'impôt est accordée sur base d'une attestation annuelle délivrée par l'assureur.

⁵⁴ La réduction d'impôt est accordée à partir de l'exercice d'imposition 2020 aux primes qui sont payées à partir de 01.09.2019. Les primes payées avant le 01.09.2019 n'entrent pas en considération pour la réduction d'impôt

⁵⁵ Il doit s'agir d'un contrat d'assurance protection juridique au sens de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances. Le contrat d'assurance protection juridique doit satisfaire à toutes les conditions prévues au chapitre 2 de la loi du 22 avril 2019 visant à rendre plus accessible l'assurance protection juridique.

1.3.3. RÉDUCTIONS D'IMPÔT RÉGIONALES

Les réductions d'impôt régionales sont imputées sur les centimes additionnels régionaux éventuellement majorés des augmentations d'impôt régionales et diminués des diminutions d'impôt régionales. Elles sont liées aux compétences matérielles des Régions.

1.3.3.1. Immobilier

A. La réduction d'impôt pour l'habitation unique (bonus-logement régional)

La déduction pour habitation unique a été transformée en réduction d'impôt et ce sont désormais les Régions qui sont compétentes, lorsqu'il s'agit de l'habitation propre au moment du paiement (i.e. des primes d'assurance-vie, des intérêts et des amortissements en capital de l'emprunt hypothécaire).

Le régime du bonus-logement régional et les conditions de son octroi sont décrits ci-dessus au point 1.3.1. Les variantes régionales d'application pour l'exercice d'imposition 2019 y sont également exposées.

B. Les dépenses d'entretien et de restauration de monuments classés – Région flamande et Région wallonne uniquement

Pour rappel, cette réduction d'impôt a été abrogée en Région de Bruxelles-Capitale.

Les dépenses d'entretien et de restauration de monuments classés bénéficient d'un avantage fiscal sous la forme d'une réduction d'impôt.

La réduction d'impôt est accordée au taux de 30% pour les dépenses exposées par le propriétaire en vue de l'entretien et la restauration de monuments ou sites classés ouverts au public et non donnés en location.

Le montant pour lequel la réduction d'impôt est octroyée est égal à 50% des dépenses non couvertes par des subsides, avec un maximum de 41.390 euros (montant applicable en Région wallonne).

La Région flamande a fondamentalement revu la réduction d'impôt pour monuments classés, et cela à partir de l'exercice d'imposition 2019. La réduction d'impôt est désormais égale à 40%, il n'y a plus lieu de réduire de moitié les dépenses effectuées pendant la période imposable et les modalités d'octroi ont été modifiées.

En cas d'imposition commune, la réduction d'impôt est répartie entre les conjoints en fonction de leur revenu imposable globalement.

C. Les dépenses de sécurisation contre le vol et l'incendie

Cette réduction d'impôt a été supprimée en Région flamande et en Région wallonne depuis l'exercice d'imposition 2016. Elle l'est également en Région de Bruxelles-Capitale depuis l'exercice d'imposition 2017.

D. Les dépenses de rénovation d'habitations données en location à loyer modéré - Région wallonne uniquement

Pour rappel, cette réduction d'impôt a été abrogée en Région de Bruxelles-Capitale⁽⁵⁶⁾. Elle est supprimée en Région flamande pour les dépenses payées à partir du 1^{er} janvier 2019. La réduction d'impôt continue cependant à être accordée pour les dépenses effectivement payées le 31 décembre 2018 au plus tard.

Les dépenses concernées sont celles qui ont été effectivement payées pendant la période imposable en vue de la rénovation d'une habitation dont le contribuable est propriétaire – bailleur. L'immeuble doit être donné en location pour neuf ans via une agence immobilière sociale.

La réduction d'impôt est accordée aux conditions suivantes :

- l'habitation doit être occupée depuis 15 ans au moins ;
- le coût total des travaux s'élève à minimum 12.420 euros, TVA comprise.

La réduction d'impôt est accordée pendant neuf périodes imposables à concurrence de 5% des dépenses réellement faites pour chacune de ces périodes imposables, avec un maximum de 1.240 euros pour les revenus de 2020.

La réduction d'impôt n'est pas applicable :

- aux dépenses qui sont prises en considération à titre de frais professionnels ;
- aux dépenses qui bénéficient de la déduction pour investissement.

La réduction d'impôt n'est pas cumulable avec les réductions d'impôt suivantes : monuments et sites classés (Région flamande et Région wallonne uniquement), isolation du toit (Région wallonne uniquement).

Lorsqu'une imposition commune est établie, la réduction d'impôt est répartie proportionnellement en fonction de la quotité de chaque conjoint dans l'ensemble des revenus imposables globalement des deux conjoints.

1.3.3.2. Environnement

LES DÉPENSES D'ISOLATION DU TOIT – RÉGION WALLONNE

Cette réduction d'impôt est uniquement applicable désormais en Région wallonne.

Elle a été supprimée en Région de Bruxelles-Capitale depuis l'exercice d'imposition 2017. Elle a ensuite été supprimée en Région flamande, avec toutefois une mesure transitoire d'application pour l'exercice d'imposition 2018 (cf. édition précédente du Mémento fiscal).

Le critère pour déterminer la Région compétente est le domicile fiscal du contribuable au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, l'habitation où les travaux sont effectués pouvant être située dans une autre Région.

La réduction d'impôt pour l'isolation du toit est fixée à 30% des dépenses réellement payées pendant la période imposable⁽⁵⁷⁾. L'habitation doit, au 31 décembre de l'année au cours de laquelle ont débuté les travaux, avoir été occupée depuis au moins cinq ans. La réduction d'impôt est plafonnée à 3.310 euros par période imposable et par habitation.

⁵⁶ En ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, pour les dépenses payées avant le 1^{er} janvier 2016, la réduction d'impôt continue cependant à être accordée pour la partie restante de la période de 9 ans.

⁵⁷ Les dépenses payées par une autre personne que le contribuable lui-même (qui postule l'avantage fiscal) sont également admises. Ceci est également valable pour les autres réductions d'impôt mentionnées dans la circulaire. Cf. Circulaire Ci.RH.331/635.466 du 29 janvier 2016.

Les dépenses qui sont prises en considération au titre de frais professionnels ou pour l'octroi de la déduction pour investissement ne sont pas éligibles. La réduction d'impôt n'est pas cumulable avec les réductions d'impôt suivantes : habitations louées à loyer modéré, monuments et sites classés.

Les dépenses sont réparties entre conjoints en fonction du revenu imposable globalement de chaque conjoint dans l'ensemble de leurs revenus imposables globalement.

1.3.3.3. *Autres dépenses bénéficiant d'incitants fiscaux régionaux*

CHÈQUES ALE, CHÈQUES-TRAVAIL DE PROXIMITÉ ET TITRES-SERVICES

Les sommes payées aux **agences locales pour l'emploi (ALE)** à l'occasion de l'achat et de l'utilisation des chèques ALE donnent droit à une réduction d'impôt au taux de 30% en Région wallonne / 15% en Région de Bruxelles-Capitale.

La Région flamande a remplacé le régime du chèque ALE par le régime du travail de proximité. Les avantages fiscaux sont identiques. Les chèques-travail de proximité (Région flamande) donnent également droit à une réduction d'impôt au taux de 20% depuis de l'exercice d'imposition 2021 (contre 30% auparavant).

Les conditions suivantes doivent être réunies :

- la dépense (chèque ALE/travail de proximité) est faite en dehors de toute activité professionnelle ;
- elle est faite au profit des agences locales pour l'emploi pour des prestations effectuées par des travailleurs sous contrat de travail ALE ;
- le contribuable doit joindre à sa déclaration l'attestation prévue dans la réglementation en matière d'ALE et fournie par l'émetteur des chèques ALE/chèques-travail de proximité.

Les sommes payées pour des **prestations avec titres-services**, autres que des titres-services sociaux, donnent également droit à une réduction d'impôt au taux de 20% en Région flamande, 10% en Région wallonne et 15% en Région de Bruxelles-Capitale. Les titres-services sont acquis par des personnes physiques qui désirent faire appel, en de- hors de toute activité professionnelle, à des services de proximité (aide à domicile de nature ménagère et certaines activités en dehors du lieu de résidence de l'utilisateur, comme le transport accompagné de personnes âgées ou à mobilité réduite ou de menues courses journalières). Ils sont émis par des sociétés désignées par l'Office National de l'Emploi. Le particulier qui a acquis les titres-services passe ensuite un contrat avec une société agréée pour les services de proximité concernés et paie les prestations effectuées au moyen des titres-services.

Ces dépenses donnent droit à une réduction d'impôt à concurrence de la valeur nominale des chèques ALE / chèques-travail de proximité (Région flamande) ou des titres-services émis au nom du contribuable et achetés par celui-ci auprès de l'émetteur en 2020, déduction faite, le cas échéant, des chèques restitués à l'émetteur au cours de cette même année.

La dépense éligible est plafonnée, par contribuable, à 1.520 euros (Région flamande et Région bruxelloise) ou 1.350 euros (Région wallonne) par an pour les dépenses réalisées en 2020. Ce plafond est valable pour les dépenses dans le cadre des chèques ALE et des titres-services (Région wallonne et Région bruxelloise) / dans le cadre des chèques-travail de proximité et des titres-services (Région flamande).

La partie de la réduction d'impôt pour titres-services, qui ne peut être imputée sur les centimes additionnels régionaux et les augmentations d'impôt régionales ou sur le solde de l'IPP fédéral, est convertie en un crédit d'impôt régional remboursable ⁽⁵⁸⁾. En Flandre, cette possibilité ne vaut que pour les contribuables dont les revenus imposables – à l'exception des revenus imposés distinctement – n'excèdent pas 47.360 euros. La Région bruxelloise a supprimé ce plafond de revenus, tout comme la Région wallonne à partir de l'exercice d'imposition 2020.

En cas d'imposition commune, la réduction d'impôt pour chèques ALE / chèques-travail de proximité et titres-services est répartie en fonction du revenu imposable de chaque conjoint dans l'ensemble des revenus imposables globalement des deux conjoints.

La réduction d'impôt pour titres-services en Région wallonne

La Région wallonne a limité l'avantage fiscal lié aux titres-services en modifiant le calcul du montant des dépenses pouvant entrer en ligne de compte pour cette réduction d'impôt. En résumé, la réduction d'impôt pour titres-services est seulement encore octroyée, par contribuable, pour les 150 premiers titres-services acquis ⁽⁵⁹⁾ pour une dépense de 0,90 euro par titre-service.

1.3.4. DISPOSITIONS RÉGIONALES HORS CELLES RÉSULTANT DE TRANSFERTS D'AVANTAGES FISCAUX DE L'ETAT FÉDÉRAL AUX RÉGIONS

A. Crédit d'impôt "win-win" (Région flamande)

Cet avantage fiscal concerne des prêts octroyés par des personnes physiques à des petites sociétés.

L'emprunteur doit être une "micro, petite ou moyenne entreprise" au sens des critères européens ⁽⁶⁰⁾. Il doit donc s'agir d'une entreprise :

- occupant moins de 250 travailleurs ;
- qui ne dépasse pas l'une des limites suivantes : un chiffre d'affaires annuel de 50 millions d'euros ou un total du bilan de 43 millions d'euros ;
- et qui satisfait au critère d'indépendance.

Cette entreprise est soit dirigée par un indépendant, soit par une personne morale. Le régime du prêt win-win peut également s'appliquer aux prêts à des sociétés coopératives.

L'emprunteur doit avoir un siège d'exploitation en Région flamande et être inscrit à la Banque-carrefour des entreprises ou à un organisme de sécurité sociale des indépendants dans le cas où une inscription à la Banque-carrefour des entreprises n'est pas obligatoire.

Les fonds reçus par l'emprunteur doivent être affectés à l'activité professionnelle de l'entreprise.

L'emprunteur peut emprunter 300.000 euros au maximum via un ou plusieurs prêt(s) "win-win" avec un maximum de 75.000 par emprunteur.

⁵⁸ La conversion en crédit d'impôt ne s'applique toutefois pas aux contribuables qui ont recueilli des revenus professionnels exonérés par convention et qui n'interviennent pas pour le calcul de l'impôt afférent à leurs autres revenus. La conversion en crédit d'impôt est supprimée en Région wallonne à partir de l'exercice d'imposition 2020.

⁵⁹ Par titres-services acquis, on entend la différence entre le nombre de titres-services achetés au cours de la période imposable et le nombre de titres remboursés au cours de cette même période.

⁶⁰ Recommandation 2003/361/CE de la Commission européenne du 06.05.2003, ainsi que ses éventuelles adaptations.

Le **prêteur** doit être une personne physique, localisée en Région flamande au sens de la nouvelle LSF. Le prêteur doit y avoir établi son domicile fiscal au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition à l'IPP.

Le prêt "win-win" doit être conclu en dehors du cadre des activités professionnelles ou commerciales du prêteur. Le prêteur ne peut pas :

- être le salarié de l'emprunteur ;
- si l'emprunteur est un indépendant, le prêteur ne peut être son conjoint ou son cohabitant légal ;
- si l'emprunteur est une personne morale, le prêteur ne peut pas être gérant, administrateur ou actionnaire de cet emprunteur-personne morale et les mêmes exclusions s'appliquent au conjoint ou au cohabitant légal du prêteur.

Ces conditions s'apprécient au moment du prêt. Le prêteur ne peut être lui-même emprunteur d'un autre prêt "win-win".

Le **prêt** doit être subordonné tant aux dettes existantes qu'aux dettes futures de l'emprunteur, il doit avoir une durée de huit ans et un prêteur ne peut prêter plus de 75.000 euros à un ou plusieurs emprunteurs. Le prêt peut être remboursé en une fois après huit ans ou selon un schéma d'amortissement établi par les parties. L'emprunteur peut amortir le prêt "win-win" anticipativement au moyen d'un remboursement unique du solde dû en principal et intérêts. Le taux d'intérêt doit être compris entre 50 et 100% du taux d'intérêt légal en vigueur au moment de la conclusion de l'emprunt (2% pour l'année 2018).

L'avantage fiscal est octroyé sous forme de **crédit d'impôt** ⁽⁶¹⁾. Il comprend un crédit d'impôt annuel, basé sur le montant des prêts, et éventuellement un crédit unique en cas de défaut de remboursement par l'emprunteur. Le crédit d'impôt annuel est égal à 2,5% de la moyenne arithmétique des montants prêtés sur la période. Il est donc limité à 875 euros. Ce maximum s'applique par conjoint. Le crédit d'impôt unique s'applique en cas d'un défaut de remboursement causé par une faillite ou liquidation de l'emprunteur. Il est égal à 30% du montant en principal définitivement perdu en 2017 et plafonné à 50.000 euros.

Suite à la crise du COVID-19, le pourcentage du crédit d'impôt unique peut être porté à maximum 40%. La majoration du crédit d'impôt unique vaut uniquement pour les prêts "win-win" conclus entre le 15 mars 2020 et le 31 décembre 2021.

Depuis le 11 février 2021, la " Vriendenaandeel " (Action d'Ami) est opérationnelle : tout comme le prêt "win-win", vous pouvez, en tant que particulier, investir jusqu'à un maximum de 75.000 euros dans une PME flamande en échange d'un avantage fiscal. Vu que ceci n'entrera en vigueur qu'à partir de l'exercice d'imposition 2022, cela sera expliqué plus en détail dans une prochaine édition.

B. Réduction d'impôt pour conventions de rénovation (Région flamande)

Une réduction d'impôt est accordée en faveur du prêteur personne physique qui conclut une *convention de rénovation* avec un emprunteur personne physique.

Le prêteur doit être une personne physique. Pendant la convention de rénovation, le prêteur ne peut lui-même être emprunteur dans le cadre d'une autre convention de rénovation.

L'emprunteur doit lui aussi être une personne physique. Pendant la convention de rénovation, il ne peut lui-même être prêteur ou emprunteur dans le cadre d'une autre convention de rénovation.

⁶¹ Le décret flamand du 19 décembre 2014 a formellement transformé la réduction d'impôt en crédit d'impôt.

Au moment de la conclusion de la convention de rénovation, **le bien immobilier** ne peut être repris depuis plus de quatre ans :

- dans le registre des immeubles inoccupés ;
- dans l'inventaire des sites d'activité économique abandonnés et/ou négligés ;
- sur les listes des habitations inadaptées et/ou inhabitables et des bâtiments et/ou habitations laissés à l'abandon.

Le bien immobilier doit être destiné à servir de résidence principale à l'un des emprunteurs au moins après la rénovation, et cela pendant au moins huit années consécutives.

La convention de rénovation peut avoir une durée maximale de 30 ans et les intérêts demandés ne peuvent pas dépasser un plafond déterminé.

La **réduction d'impôt** s'élève à 2,5% du montant mis à disposition par le prêteur dans le cadre de la convention de rénovation.

La base de calcul est plafonnée à 25.000 euros par contribuable. Pour la base de calcul, il est tenu compte de la moyenne des montants mis à disposition au 1^{er} janvier et au 31 décembre de la période imposable.

La réduction est accordée pour la première fois pour la période imposable au cours de laquelle au moins un des emprunteurs affecte le bien immobilier à la résidence principale et tant que cette condition est respectée.

La réduction d'impôt pour conventions de rénovation est supprimée pour les conventions de rénovation conclues après le 31 décembre 2018.

C. Crédit d'impôt Prêt "Coup de Pouce" (Région wallonne)

Ce crédit d'impôt est octroyé aux particuliers qui prêtent de l'argent à une PME débutante, qu'il s'agisse d'une société ou d'une entreprise unipersonnelle, dans le cadre du Prêt "Coup de Pouce".

L'emprunteur doit être une PME, en ce compris les indépendants personnes physiques. Il est dans ce contexte fait référence à la recommandation de la Commission européenne du 6 mai 2003.

L'emprunteur doit avoir un siège d'exploitation en Région wallonne et il doit s'agir d'une entreprise débutante inscrite depuis moins de 5 ans à la Banque-Carrefour des entreprises. Cette condition de moins de 5 ans a été supprimée récemment (Décret wallon du 17 juillet 2018). Désormais, les PME inscrites depuis 5 ans ou plus à la BCE ou auprès d'un organisme de sécurité sociale des indépendants sont également admises.

Le prêteur doit être une personne physique qui conclut le prêt en dehors du cadre de ses activités entrepreneuriales ou professionnelles. Le prêteur doit être un habitant de la Région wallonne, ayant son domicile fiscal en Région wallonne au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

D'autres conditions sont également citées, parmi lesquelles le fait que le prêteur ne peut pas être lui-même emprunteur d'un autre Prêt "Coup de Pouce".

Le **prêt** doit avoir le caractère d'un prêt subordonné. Il doit avoir une durée fixe de quatre, six ou huit ans. Par prêteur, le montant maximal qui peut être prêté dans le cadre d'un ou de plusieurs prêts s'élève à 50.000 euros. Et le montant total en principal, prêté à un emprunteur dans le cadre d'un ou de plusieurs prêts, s'élève à 100.000 euros au maximum par emprunteur.

Le **crédit d'impôt** est calculé sur base des montants prêtés, déduction faite des remboursements anticipés autorisés. L'assiette de calcul du crédit d'impôt est formée par la moyenne arithmétique de tous les montants prêtés, en principal, au 1^{er} janvier et au 31 décembre de la période imposable. Le crédit d'impôt est de 4% pour les quatre premières périodes imposables à partir de celle de la conclusion du prêt, et de 2,5% pour les éventuelles périodes imposables suivantes.

1.4. CALCUL DE L'IMPÔT

1.4.0. SCHÉMA GÉNÉRAL - IPP FÉDÉRAL ET IPP RÉGIONAL ⁽⁶²⁾

Impôt sur les revenus imposés distinctement	Impôt de base suivant le barème fédéral sur le RIG	
	- impôt afférent à la quotité du revenu exemptée d'impôt	
	= impôt à répartir	
	- réduction pour pensions et revenus de remplacement	
	- réduction pour revenus d'origine étrangère	
	= montant en principal	
addition de l'impôt sur les revenus imposés distinctement et du principal sur les revenus imposés globalement		
impôt afférent aux intérêts, dividendes, redevances, lots afférents aux titres d'emprunts et aux plus-values sur titres et valeurs mobilières imposés comme revenus divers	impôt afférent aux autres revenus	
	= impôt Etat	
	- (impôt Etat * facteur d'autonomie)	
	= impôt Etat réduit	additionnels régionaux sur l'impôt Etat réduit
- autres réductions d'impôt fédérales		+ augmentations d'impôt régionales ⁽⁶³⁾
		- diminutions d'impôt forfaitaires régionales ⁽⁶⁴⁾
		- réductions d'impôt régionales ⁽⁶⁵⁾
solde ; si = 0 éventuellement déduire la partie non imputée de réductions d'impôt fédérales qui peut être imputée sur le solde positif de la région		solde ; si = 0 éventuellement déduire la partie non imputée de diminutions et réductions d'impôt régionales qui peut être imputée sur le solde positif fédéral
	= IPP fédéral (peut être négatif)	= IPP régional (peut être négatif)
= impôt total (ne peut pas être négatif)		
+ augmentations fédérales		
- éléments fédéraux imputables non remboursables		
- crédits d'impôt fédéraux et régionaux remboursables		
- éléments fédéraux imputables et remboursables		
+ centimes additionnels communaux sur "l'impôt total"		
= impôt à payer ou à rembourser		

Depuis l'exercice d'imposition 2005, le calcul de l'impôt s'effectue intégralement par conjoint.

Les concepts d'"impôt Etat", "impôt Etat réduit", "IPP fédéral", "IPP régional", etc., tels que repris dans le schéma ci-dessus, ont la signification qui leur est donnée par la nouvelle LSF.

⁶² Ce schéma est celui repris en annexe 1 de la circulaire AGFisc 29/2014 (Ci.RH.331/633.424) du 07.07.2014 commentant l'introduction de la taxe additionnelle régionale sur l'impôt des personnes physiques.

⁶³ Les augmentations d'impôt régionales sont proportionnelles et liées aux compétences matérielles des Régions.

⁶⁴ Les diminutions d'impôt régionales sont forfaitaires et peuvent être différenciées tant qu'elles satisfont au principe de progressivité.

⁶⁵ Proportionnelles ou forfaitaires, les réductions d'impôt régionales sont liées aux compétences matérielles des Régions.

1.4.1. BARÈME

L'impôt de base est déterminé en appliquant le barème progressif au RIG. Le barème applicable aux revenus de 2020 est le suivant :

Tableau 1.9
Le barème progressif

Revenu imposable	Taux marginal
0 - 13.440,00	25 %
13.440,01 - 23.720,00	40 %
23.720,01 - 41.060,00	45 %
41.060,01 et plus	50 %

Pour obtenir le montant en principal, il faut ensuite appliquer à l'impôt de base les réductions d'impôt la quotité du revenu exemptée d'impôt, les réductions d'impôt pour pensions et revenus de remplacement et les réductions d'impôt pour revenus d'origine étrangère.

1.4.2. TRANCHE EXONÉRÉE D'IMPÔT ET CHARGES DE FAMILLE

Pour le calcul de l'impôt, un montant de base est exonéré d'impôt pour chaque contribuable. Ce montant est augmenté lorsque le contribuable est handicapé.

Le montant de base de la quotité du revenu exemptée d'impôt peut être augmentée de suppléments pour charges de famille et certaines situations familiales particulières.

Lorsque la quotité exemptée d'un des conjoints excède le revenu imposable globalement de ce conjoint, la partie restante de la quotité exemptée est transférée, si possible, à l'autre conjoint pour être déduite de ses revenus.

Cette exonération s'applique à la base. L'impôt sur la quotité du revenu exemptée d'impôt est calculée sur base du barème suivant :

Tableau 1.10
Barème applicable aux quotités exemptées

Revenu imposable	Taux marginal
0 - 9.450,00	25 %
9.450,01 - 13.440,00	30 %
13.440,01 - 22.400,00	40 %
22.400,01 - 41.060,00	45 %
41.060,01 et plus	50 %

A. Revenu exonéré du contribuable

L'exonération de base est de 8.990 euros, tant pour un isolé que pour un conjoint.

L'exonération de base est majorée de 1.630 euros lorsque le contribuable (isolé ou marié) est handicapé.

B. Exonérations pour enfants ou autres personnes à charge

Peuvent être considérés comme étant à charge les enfants, les ascendants et collatéraux jusqu'au deuxième degré inclusivement mais aussi les personnes qui ont assuré la charge exclusive ou principale du contribuable pendant l'enfance de celui-ci.

Une personne est considérée comme étant à charge si deux conditions sont réunies :

- il fait partie du ménage au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition ⁽⁶⁶⁾, (soit au 1^{er} janvier 2021) ;
- il n'a pas bénéficié personnellement, pendant la période imposable, de ressources nettes excédant 3.380 euros ⁽⁶⁷⁾.

En outre, un enfant ne peut être à charge s'il a perçu des rémunérations qui constituent, dans le chef de ses parents, des charges professionnelles.

PLAFOND DE RESSOURCES NETTES

Pour déterminer le montant net des ressources, il faut prendre en considération tous les revenus, quelle que soit leur dénomination, qu'ils soient imposables ou non, réguliers ou occasionnels.

Ne sont toutefois pas pris en considération :

- les allocations familiales et allocations de naissance, les primes d'adoption légales et primes à l'épargne prénuptiale, les bourses d'études ;
- les allocations octroyées par l'Etat aux handicapés ;
- les rémunérations perçues par les travailleurs handicapés en raison de leur emploi dans une entreprise agréée de travail adapté ;
- les arriérés de rentes alimentaires ou rentes alimentaires complémentaires ;
- les rentes alimentaires régulièrement attribuées en exécution d'une obligation du Code civil ou du Code judiciaire, les pensions de survie accordées aux orphelins dans le secteur public et les rentes d'orphelin, qui sont attribuées aux enfants, à concurrence de 3.380 euros par an ;
- les pensions perçues par les ascendants et collatéraux jusqu'au deuxième degré âgés de 65 ans ou plus, à concurrence de 27.230 euros par an ;
- les rémunérations perçues par les étudiants jobistes, les rémunérations perçues par des apprentis en formation en alternance, ainsi que les bénéfices, profits et rémunérations de dirigeant produits ou recueillis par des étudiants-indépendants, à concurrence de 2.820 euros par an.

Pour déterminer le montant net des ressources, le montant brut doit être diminué des frais que le bénéficiaire des revenus justifie avoir faits ou supportés pour les acquérir ou conserver. A défaut d'éléments probants, les frais déductibles sont fixés à 20% du montant brut des dites ressources, avec un minimum de 470 euros lorsqu'il s'agit de rémunérations de travailleurs salariés ou de profits de professions libérales.

Enfin, il faut signaler que lorsque tous les revenus imposables d'un enfant sont cumulés avec ceux de ses parents parce que ceux-ci en ont la jouissance légale, l'enfant continue à être considéré comme étant à charge, quelle que soit l'importance de ces revenus.

⁶⁶ Un enfant décédé pendant la période imposable est considéré comme faisant encore partie du ménage au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition s'il était à charge au cours de la période imposable antérieure ou s'il est né et décédé au cours de la période imposable. Un enfant disparu pendant la période imposable reste considéré comme à charge.

⁶⁷ Ce plafond est porté à 4.880 euros pour les enfants à charge d'isolés et à 6.200 euros pour les enfants reconnus comme handicapés qui sont à charge d'isolés.

Tableau 1.11a
Les exonérations pour enfants à charge

Rang de l'enfant	Exonération globale	Exonération pour cet enfant
1	1.630	1.630
2	4.210	2.580
3	9.430	5.220
4	15.250	5.820

Au-delà du quatrième enfant, l'exonération est de 5.820 euros par enfant.

Il est en outre octroyé une exonération complémentaire de 610 euros par enfant à charge de moins de 3 ans pour lequel la réduction d'impôt pour garde d'enfant n'a pas été demandée.

Un enfant handicapé est compté pour deux (il reçoit l'exonération de son rang et du rang suivant).

L'enfant légalement considéré comme mort-né est également considéré comme étant à charge pour l'année où l'événement est survenu. L'exonération complémentaire pour enfants à charge de moins de trois ans est automatiquement octroyée dans le cas d'un enfant mort-né.

En cas de **co-parenté**, les suppléments à la quotité exonérée pour enfants à charge peuvent être réparties entre les parents. Il faut pour cela qu'il y ait "répartition égalitaire de l'hébergement" au sens de la loi du 18 juillet 2006. La décision d'hébergement égalitaire partagé doit être consignée dans une convention enregistrée ou homologuée par un juge, ou procéder d'une décision judiciaire. Il suffit aux co-parents de mentionner cette décision dans la déclaration et de tenir à la disposition de l'administration une copie de la décision de garde partagée.

Les suppléments à la quotité exemptée pour enfants à charge sont alors répartis entre les co-parents. L'exonération octroyée pour le (les) enfant(s) concerné(s) est déterminée sans tenir compte des autres enfants du ménage et est divisée en deux, une moitié étant ajoutée aux éventuelles autres exonérations dont le contribuable peut bénéficier. L'exonération complémentaire pour les enfants à charge de moins de trois ans peut être obtenue par le co-parent qui ne demande pas la réduction pour garde d'enfants.

En cas de coparenté fiscale, la majoration était précédemment limitée à l'un des parents si l'enfant à charge avait atteint l'âge de la majorité. Le critère de la minorité est désormais remplacé par celui de l'entretien commun (référence au Code civil). Le régime fiscal de la co-parenté peut désormais s'appliquer aux enfants mineurs émancipés et aux enfants majeurs pour autant qu'au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, la formation de l'enfant ne soit pas achevée.

Tableau 1.11b
Exonérations pour personnes à charge

Ascendants et collatéraux jusqu'au deuxième degré inclusivement qui ont plus de 65 ans	3.270
Autres personnes à charge	1.630

Une personne handicapée compte pour deux.

Lorsqu'une imposition commune est établie, les suppléments à la quotité du revenu exemptée d'impôt sont ajoutées à la quotité exemptée du conjoint avec le plus haut revenu, à moins que cela soit plus favorable d'ajouter ces suppléments à la quotité exemptée de l'autre conjoint. L'évaluation du calcul le plus avantageux se fait au niveau du "principal total", c'est-à-dire la somme de l'impôt relatif aux RID et l'impôt relatif aux RIG, après application de la réduction d'impôt pour quotité du revenu exemptée d'impôt, la réduction d'impôt pour pensions et revenus de remplacement et la réduction d'impôt pour revenus d'origine étrangère.

L'impôt sur la quotité du revenu exemptée d'impôt relative aux suppléments pour enfant à charge (en ce compris le supplément pour enfants de moins de 3 ans) qui ne peut être imputé faute de revenu suffisant, est converti en un **crédit d'impôt imputable et remboursable** (avec un maximum de 470 euros par enfant à charge).

C. Situations familiales particulières

Les autres exonérations sont les suivantes :

- contribuables isolés avec un ou plusieurs enfant(s) à charge 1.630
- conjoint dont les ressources n'excèdent pas 3.380 euros :
pour l'année du mariage ou de la déclaration de cohabitation légale
et pour autant que l'imposition soit établie par contribuable 1.630

En cas de co-parenté, chaque parent imposé isolément a droit à la totalité de la quotité exonérée pour contribuables isolés avec enfant à charge.

Un supplément majoré de quotité exemptée est accordé aux parents isolés à bas revenu ⁽⁶⁸⁾ dont le revenu imposable est inférieur à 20.090 euros. Leurs revenus professionnels nets (hors allocations de chômage, pensions et revenus imposables distinctement) doivent atteindre au moins 3.380 euros.

Cette majoration s'élève à 1.060 euros et est accordée intégralement si le revenu imposable ne dépasse pas 15.860 euros. Elle est ensuite réduite progressivement dans le cadre d'une règle de palier pour un revenu imposable compris entre 15.860 euros et 20.090 euros, selon la formule suivante : $20.090 - \text{revenu imposable} / 20.090 - 15.860$.

La partie de l'impôt sur la quotité du revenu exonérée d'impôt qui ne peut être imputé sur l'impôt de base et relatif à la majoration pour parent isolé avec un bas revenu est convertie en **crédit d'impôt imputable et remboursable**. C'est également le cas de la partie non imputée de l'avantage majoré pour frais de garde d'enfant qui ne peut être imputé sur l'impôt état réduit ou le solde des centimes additionnels régionaux à l'impôt des personnes physiques.

1.4.3. RÉDUCTIONS D'IMPÔTS POUR REVENUS DE REMPLACEMENT

Les pensions, allocation dans le cadre du régime de chômage avec complément d'entreprise (anciennes 'prépensions'), indemnités d'assurance maladie-invalidité, allocations de chômage et autres indemnités octroyées en compensation d'une perte totale ou partielle de revenus de l'activité professionnelle bénéficient d'une réduction d'impôt.

Depuis l'exercice d'imposition 2015, la réduction d'impôt pour revenus de remplacement est remontée dans le calcul de l'impôt, après l'octroi des quotités exemptées mais avant l'octroi des autres réductions d'impôt fédérales et régionales.

⁶⁸ Sont visés les parents isolés avec au minimum un enfant à charge, ou à qui une partie de l'avantage fiscal est transférée du fait d'un hébergement réparti de manière égalitaire du / des enfant(s) à charge.

Depuis l'exercice d'imposition 2020, le calcul de la réduction d'impôt pour pensions et autres revenus de remplacement a profondément été modifiée afin de pallier à ce que l'on a appelé 'le piège à la pension' et 'piège à l'activité'. En plus de la réduction ordinaire, une réduction complémentaire est désormais octroyée pour les pensions et autres revenus de remplacement. Cette réduction complémentaire remplace l'ancienne réduction additionnelle pour pensions et revenus de remplacement. Pour les indemnités légales d'assurance-maladie ou invalidité, le montant de la réduction additionnelle a été intégré au montant de la réduction ordinaire.

La réduction d'impôt est calculée ⁽⁶⁹⁾ et octroyée par conjoint.

Le calcul de la réduction normale et de la réduction complémentaire s'effectue en partant d'un montant de base (qui est normalement indexé annuellement) (A). Ce montant est ensuite limité selon les manières suivantes :

- la limitation que nous appellerons "horizontale", c'est-à-dire en fonction de la composition des revenus, et plus précisément du rapport entre les revenus qui donnent droit à la réduction et le total des revenus nets (B) ;
- la limitation que nous appellerons "verticale", à savoir en fonction de la hauteur du revenu imposable globalement (C) ;
- la limitation à l'impôt proportionnel, c'est-à-dire en fonction de l'impôt se rapportant proportionnellement aux revenus concernés (D).

Pour les allocations de chômage, une réduction complémentaire peut ensuite octroyée sous certaines conditions pour ramener l'impôt sur ces revenus à zéro ou continuer à le réduire (E).

A. Les montants de base

Pour l'exercice d'imposition 2021, les montants de base des réductions d'impôt sont les suivants :

Tableau 1.12
Les montants de base des réductions d'impôt pour revenus de remplacement

Catégorie de revenus	Réduction ordinaire	Réduction complémentaire
Allocations de chômage	1.828,41 euros	
Indemnités légales AMI	2.453,45 euros	
Pensions et autres revenus de remplacement ⁽⁷⁰⁾	1.828,41 euros	376,18 euros

B. La limitation "horizontale"

PRINCIPES

Tant la réduction ordinaire que la réduction complémentaire est limitée en la multipliant par une fraction qui correspond au rapport entre les revenus en raison desquels la réduction est accordée et le total des revenus nets. Ainsi, un isolé qui a perçu une allocation de chômage de 2.500 euros et des revenus salariaux nets de charges de 10.000 euros, ne reçoit pour réduction qu'un cinquième du montant de base.

La limitation est appliquée par conjoint sur base d'un ratio défini comme suit :

$$\frac{\text{montant net des revenus qui donnent droit à la réduction (après application du quotient conjugal)}}{\text{total des revenus nets après application du quotient conjugal}}$$

⁶⁹ A l'exception de la réduction complémentaire pour allocations de chômage.

⁷⁰ Y compris les allocations dans le régime du chômage avec complément d'entreprise (l'ancienne prépension)

EXCEPTIONS

Pour la limitation horizontale de la réduction pour pensions et autres revenus de remplacement, les revenus d'activité sont exclus de l'ensemble des revenus nets (au numérateur de la fraction) lorsque :

- l'on cumule des revenus d'une activité salariée avec une pension de survie ou une allocation de transition ;
- l'on a atteint l'âge légal de la retraite et que l'on cumule les revenus d'une activité salariée avec une pension de retraite légale dont le montant n'excède pas 16.170 euros.

Lorsqu'un contribuable qui a atteint l'âge légal de la retraite cumule des revenus d'une activité salariée avec une pension de retraite légale dont le montant excède 16.170 euros mais n'atteint pas 23.710 euros, une partie des revenus de l'activité sont exclus de l'ensemble des revenus nets (au numérateur de la fraction). La partie des revenus de l'activité salarié qui est exclu de l'ensemble des revenus nets est dans ce cas déterminé par rapport à d'un côté la différence entre 23.710 euros et la pension légale, et de l'autre côté, la différence entre 23.710 euros et 16.170 euros, c'est-à-dire 7.540.

C. La limitation verticale

Il s'agit donc ici d'une limitation en fonction du montant du RIG du contribuable. Il existe trois règles pour la limitation :

- la règle particulière pour la réduction pour allocations de chômage, autres que les allocations aux 'chômeurs âgés'⁽⁷¹⁾ ;
- la règle particulière pour la réduction complémentaire pour pensions et autres revenus de remplacement
- la règle générale et les limites plus restrictives qui s'appliquent aux allocations de chômage "ordinaires".

LA RÈGLE GÉNÉRALE

La réduction d'impôt, telle que subsistant après la limitation horizontale, est maintenue intégralement jusqu'à 23.710 euros de RIG mais elle diminue ensuite progressivement de sorte qu'il ne subsiste qu'un tiers de son montant quand le RIG atteint 47.420 euros.

La réduction ainsi limitée (R') s'obtient donc comme suit, à partir de la réduction d'impôt subsistant après application de la réduction horizontale (R) :

Tableau 1.13
La limitation verticale des réductions d'impôt : règle générale

Tranches du RIG	Limitation de la réduction
Inférieur à 23.710 euros	$R' = R$
Compris entre 23.710 euros et 47.420 euros	$R' : [R * 1/3] + [R * 2/3 * (47.420 - RIG) / 23.710]$
Supérieur à 47.420 euros	$R' = R * 1/3$

⁷¹ Allocations de chômage attribuées aux chômeurs qui sont âgés de 58 ans ou plus au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, i.c. 2021 et qui contiennent un supplément d'ancienneté.

LA RÈGLE PARTICULIÈRE POUR LA RÉDUCTION POUR ALLOCATIONS DE CHÔMAGE

La réduction d'impôt pour allocations de chômage (à l'exception des allocations pour chômeurs âgés), telle que subsistant après la limitation horizontale, est maintenue intégralement jusqu'à 23.710 euros de RIG mais elle diminue ensuite progressivement pour ne plus être accordée lorsque le RIG du contribuable atteint 29.600 euros.

La réduction ainsi limitée (R') s'obtient donc comme suit, à partir de la réduction d'impôt subsistant après application de la réduction horizontale (R) :

Tableau 1.14

La limitation verticale des réductions d'impôt : règle spécifique pour la réduction pour allocations de chômage

Tranches du RIG	Limitation de la réduction
Inférieur à 23.710 euros	$R' = R$
Compris entre 23.710 et 29.600 euros	$R' : R * (29.600 - RIG) / 5.890$
Supérieur à 29.600 euros	$R' = 0$

REGLE PARTICULIERE POUR LA REDUCTION D'IMPOT COMPLEMENTAIRE POUR PENSIONS ET AUTRES REVENUS DE REMPLACEMENT

La réduction d'impôt complémentaire, telle que subsistant après la limitation horizontale est maintenue intégralement octroyée jusqu'à 16.170 euros de RIG, mais elle diminue ensuite progressivement pour ne plus être accordée lorsque le RIG du contribuable atteint 23.710 euros ou plus.

La réduction complémentaire ainsi limitée (V') s'obtient donc comme suit, à partir de la réduction d'impôt subsistant après application de la réduction horizontale (V) :

Tableau 1.15

Limitation verticale de la réduction d'impôt : règle particulière pour la réduction complémentaire pour les pensions et autres revenus de remplacement

Tranches du RIG	Limitation de la réduction
Inférieur à 16.170 euros	$V' = V$
Compris entre 16.170 et 23.710 euros	$V' : V * (23.710 - RIG) / 7.540$
Supérieur à 23.710 euros	$V' = 0$

D. La limitation à l'impôt proportionnel

La réduction subsistant après ces limitations ne peut en aucun cas excéder la quotité de l'impôt qui se rapporte proportionnellement aux revenus en raison desquels elle est accordée. Cette limite jouera, par exemple, si l'impôt dû par le contribuable est inférieur au montant de base de la réduction.

E. Les cas où l'impôt est ramené à zéro ou est encore réduit (réduction supplémentaire)

Une réduction d'impôt supplémentaire est octroyée afin de ramener à zéro l'impôt subsistant lorsque l'ensemble des revenus nets est exclusivement composé de :

- allocations de chômage et que le montant n'excède pas 20.221,96 euros ;
- allocations de chômage d'une part et pensions, d'indemnités légales d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité ou d'autres revenus de remplacement et que le montant total n'excède pas 16.170 euros.

Lorsque l'ensemble des revenus nets est exclusivement composé d'allocations de chômage, la réduction supplémentaire en cas de dépassement est égale à la différence positive entre :

- le montant subsistant d'impôts sur les revenus après application de la réduction ordinaire, et
- la différence entre ces allocations de chômage et 20.221,96 euros.

Lorsque l'ensemble des revenus nets se compose exclusivement d'allocations de chômage d'une part et de pensions, d'indemnités légales d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité ou d'autres revenus de remplacement d'autre part, la réduction supplémentaire est égale la différence positive entre :

- le montant de l'impôt qui subsiste après application des réductions ordinaires (a) et
- 90 % de la différence entre le montant des revenus de remplacement et, le cas échéant, des pensions (b) et 16.170 euros (c).

La formule est dès lors la suivante : $a - [(b-c) \cdot 90\%]$

Le montant de l'impôt Etat qui est encore dû après application de la réduction d'impôt supplémentaire est donc ramené à un maximum de 90% de la différence entre le revenu net et le revenu de référence.

En cas d'imposition commune, l'ensemble des revenus nets des deux conjoints est pris en considération pour l'application de la réduction supplémentaire.

1.4.4. RÉDUCTIONS D'IMPÔTS POUR REVENUS D'ORIGINE ÉTRANGÈRE

Les revenus d'origine étrangère sont en principe imposés dans le pays "de la source", à savoir celui où l'activité est exercée et où réside le débiteur de revenus. Pour éviter la double imposition, les conventions internationales prévoient **l'exonération de ces revenus dans le pays de résidence**. La Belgique applique cependant la **réserve de progressivité** : les revenus d'origine étrangère sont pris en considération pour calculer le taux de l'impôt.

A ce stade du calcul, une réduction est octroyée à concurrence de la proportion de l'impôt afférent aux revenus imposables globalement qui ont leur origine dans un pays avec lequel la Belgique a conclu une convention bilatérale.

Lorsque des revenus d'origine étrangère proviennent d'un pays avec lequel la Belgique n'a pas conclu de convention bilatérale, l'impôt se rapportant proportionnellement à ces revenus est réduit de moitié.

Ces réductions se calculent par conjoint.

Depuis l'exercice d'imposition 2015, la réduction pour revenus d'origine étrangère est remontée dans le calcul de l'impôt, après la réduction d'impôt pour pensions et revenus de remplacement mais avant l'octroi des autres réductions d'impôt fédérales et régionales.

Il existe également une nouvelle exonération de droit interne, sous forme de réduction d'impôt, pour les rémunérations payées ou attribuées par des tribunaux internationaux.

1.4.5. IMPOSITIONS DISTINCTES

Le législateur a prévu un régime d'imposition distincte pour trois catégories de revenus :

- les revenus mobiliers ;
- la plupart des revenus divers ;
- certains revenus professionnels non périodiques : notamment plus-values, arriérés, indemnités de dédit, capitaux liquidés à l'échéance d'un contrat d'assurance-groupe, d'assurance-vie ou d'un plan de pension, primes régionales de remise au travail.

Ces revenus échappent donc à la globalisation et sont taxés à un taux particulier mentionné ci-après. La globalisation totale (inclusion de ces revenus dans le RIG et application du barème progressif) est toutefois appliquée si elle est plus avantageuse pour le contribuable.

Le choix se fait pour l'ensemble des revenus imposables distinctement.

Pour déterminer si la globalisation est plus avantageuse pour le contribuable, depuis la nouvelle LSF, c'est la somme de l'"impôt Etat" et de l'impôt afférent à la "corbeille des revenus mobiliers" qui est prise en compte.

L'impôt sur les revenus imposables distinctement se calcule comme suit.

REVENUS MOBILIERS

Le taux d'imposition de ces revenus est de 5% à 30%, selon le cas : les modalités sont précisées au Tableau 1.2, en page 28.

REVENUS DIVERS

Le montant imposable des revenus divers a été précisé ci-dessus ⁽⁷²⁾. Les taux auxquels ces revenus sont imposables sont les suivants :

Tableau 1.16
Taux d'imposition distincte des revenus divers (revenus 2020)

Type de revenu	Taux d'imposition
Bénéfices et profits occasionnels	33%
Indemnités "chercheurs"	33%
Prix et subsides	16,5%
Lots afférents à des titres d'emprunt	30%
Revenus de la sous-location et de la cession de bail d'immeuble	30%
Revenus provenant de la concession du droit d'apposer des supports publicitaires	30%
Produits de la location du droit de chasse, de pêche et de tenderie	30%
Plus-values sur immeubles bâtis	16,5%
Plus-values sur immeubles non bâtis	33% si la plus-value est réalisée dans les 5 ans de l'acquisition, 16,5% dans les autres cas
Plus-values sur cession de participations importantes	16,5%

REVENUS PROFESSIONNELS

Dans beaucoup de cas, les revenus professionnels qui peuvent bénéficier de l'imposition distincte sont imposés sur base d'un taux moyen.

Le taux moyen est déterminé sur base de l'impôt dû après application des réductions d'impôt pour quotités exemptées, des réductions d'impôt pour revenus de remplacement, des réductions d'impôt fédérales, mais sans tenir compte de la réduction d'impôt pour revenus d'origine étrangère.

⁷² Voir section 1.2.3. Revenus divers.

Tableau 1.17
Imposition distincte des revenus professionnels

Type de revenus	Taux d'imposition
Arriérés de salaire et de revenu de remplacement	Taux moyen de l'année antérieure (***)
Indemnités de dédit	Taux moyen de l'année antérieure
Indemnités de reclassement	Taux moyen de l'année antérieure
Pécule de vacances anticipé	Taux moyen de l'année
Arriérés de rente alimentaire	Taux moyen de l'année
Arriérés d'honoraires	Taux moyen de l'année
Plus-value d'origine professionnelle	16,5%
Primes régionales de remise au travail inférieures à 190 euros brut par mois	10,38%
Rémunérations des jeunes sportifs, première tranche brute de 19.670 euros	16,5%
Sportifs volontaires en activité complémentaire, première tranche brute de 19.670 euros	33%
Primes d'installation des médecins généralistes (*)	16,5%
Rémunérations des travailleurs occasionnels de l'Horeca (**)	33%

(*) Il s'agit de la prime de 20.000 euros octroyée lorsque des médecins généralistes s'installent dans une zone dite 'prioritaire' nécessitant la présence de médecins généralistes supplémentaires.

(**) Moyennant certaines conditions (rémunérations pour prestations fournies durant au maximum 50 jours par an, etc.).

(***) Taux moyen de l'année antérieure : il s'agit de la dernière année antérieure pendant laquelle le contribuable a eu douze mois de revenus professionnels imposables, même si ces revenus consistent en tout ou en partie de revenus de remplacement.

CAPITAUX ET RENTES PROVENANT D'UN CONTRAT D'ASSURANCE-GROUPE

En cas de **paiement d'un capital**, une taxation distincte est établie sur le capital payé lors de la liquidation d'une assurance-groupe. Les modalités d'imposition diffèrent selon que le capital est liquidé à "l'échéance normale" ou antérieurement à celle-ci.

Par "échéance normale" (73), on entend :

- la mise à la retraite du bénéficiaire (74) ;
- à partir de 60 ans ;
- le décès de l'assuré.

⁷³ La notion d'échéance normale dans le cadre de la liquidation du capital d'une assurance-groupe a été modifiée par la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires.

⁷⁴ La mise à la retraite comprend les cas de retraite anticipée, mais non les cas de régime de chômage avec complément d'entreprise (ou ancienne prépension).

Tableau 1.18
Taxation lors de la liquidation du capital d'une assurance-groupe

Liquidation des capitaux ou valeurs de rachat à l'échéance normale et aux dates assimilées à l'échéance normale		
	Cotisations versées jusqu'au 31 décembre 1992	Cotisations versées à partir du 1 ^{er} janvier 1993
cotisations patronales	taxation distincte (taux valables pour capitaux versés à partir du 1 ^{er} juillet 2013)	paiement à 60 ans : 20% (*)
		paiement à 61 ans : 18%
		paiement 62 à 64 ans : 16,5%
		paiement à 65 ans : 10%(**) sinon : 16,5%
cotisations personnelles	taxation distincte à 16,5%	taxation distincte à 10%
Liquidation des capitaux ou valeurs de rachat avant les dates prévues par la loi		
cotisations patronales	taxation au taux marginal	
cotisations personnelles	taxation au taux marginal	taxation à 33%

(*) Le relèvement du taux d'imposition à 18% ou 20% s'inscrit dans le prolongement du relèvement de l'âge minimum de la retraite à 62 ans et s'applique donc uniquement lorsque les capitaux et valeurs de rachat sont payés ou attribués avant cet âge minimum.

(**) Taxation à 10% si le bénéficiaire est effectivement resté actif au moins jusqu'à l'âge légal de la retraite. En cas de liquidation suite au décès après l'âge légal de la retraite, le taux de 10% reste acquis lorsque le défunt est resté effectivement actif jusqu'à cet âge. Pour cette condition, la période de trois ans qui précède l'âge légal de la retraite est prise en considération. Certaines périodes sont assimilées à des périodes d'activité ; il en va ainsi des chômeurs en RCC ayant adhéré au régime RCC à partir du 1^{er} janvier 2015 et qui sont en principe soumis à l'obligation de 'disponibilité adaptée' sur le marché de l'emploi.

Dans tous les cas, la liquidation du capital donne lieu à perception d'une cotisation spéciale de 3,55% au profit de l'INAMI.

CAPITAUX ET VALEURS DE RACHAT IMPOSABLES À CONCURRENCE DE LA RENTE DE CONVERSION

Une imposition a lieu à l'échéance du contrat pour :

- les capitaux des contrats d'assurance du solde restant dû ;
- les capitaux et valeurs de rachat de contrats d'assurance-vie individuelles, à concurrence du montant ayant servi à la reconstitution ou à la garantie d'un emprunt hypothécaire.

La taxation de ces capitaux et valeurs de rachat prend la forme d'une **rente fictive**, à condition qu'ils soient liquidés au décès de l'assuré, à l'expiration normale du contrat ou au cours d'une des cinq années précédant la date d'expiration normale du contrat. Dans les autres cas, c'est le capital lui-même qui est taxé au taux marginal. La rente fictive est une rente de conversion calculée en fonction de l'âge du bénéficiaire au moment du paiement du capital ou de la valeur de rachat. Elle est comprise dans le revenu imposable globalement.

Les capitaux résultant du régime de pension complémentaire des travailleurs indépendants (LPCI) liquidés, en cas de vie, au plus tôt à l'âge légal de la retraite du bénéficiaire qui est resté effectivement actif au moins jusqu'à cet âge ou, en cas de décès après l'âge légal de la retraite, lorsque le défunt est resté effectivement actif jusqu'à cet âge, sont toujours imposés sous forme de rente fictive.

Tableau 1.19
Coefficients de conversion pour le calcul des rentes fictives

Age de l'ayant droit au moment de la liquidation du capital	Taux de conversion	Période d'imposition (*)
40 ans et moins	1	13 ans
de 41 à 45 ans	1,5	
de 46 à 50 ans	2	
de 51 à 55 ans	2,5	
de 56 à 58 ans	3	
de 59 à 60 ans	3,5	
de 61 à 62 ans	4	
de 63 à 64 ans	4,5	
65 ans et plus	5	10 ans

(*) L'obligation de déclaration s'éteint uniquement lorsque l'ayant droit décède avant l'expiration de cette période.

1.4.6. IMPÔT ETAT, IMPÔT ETAT RÉDUIT ET ADDITIONNELS RÉGIONAUX

Le solde subsistant après prise en compte des quotités exemptées et imputation des réductions d'impôt pour revenus de remplacement et de la réduction d'impôt pour revenus d'origine étrangère, est dénommé "principal".

L'étape suivante est le calcul de l'"impôt Etat". Il s'obtient en additionnant ce "principal" et l'impôt dû sur les revenus imposés distinctement, et en déduisant ensuite de ce total l'impôt relatif à la "corbeille des revenus mobiliers".

L'impôt Etat est ensuite réparti entre le fédéral et les Régions sur base du facteur d'autonomie (24,957%). La part attribuée au fédéral (75,043%) est dénommée "impôt Etat réduit".

L'impôt Etat réduit forme la base de calcul des additionnels régionaux. Ceux-ci sont exprimés en pourcentage de l'impôt Etat réduit. Le taux des additionnels régionaux pour l'exercice d'imposition 2019 est donc de :

$$24,957 / (1 - 0,24957) = 24,957 / 75,043 = 33,257$$

Ce taux peut être modulé par les Régions, qui peuvent alors introduire des centimes additionnels différenciés par tranche d'impôt, pour autant que le principe de progressivité expliqué dans l'encadré "Principes de base de l'IPP après la sixième réforme de l'Etat" soit respecté.

Le taux de 33,257 s'applique en Région wallonne et en Région flamande. La Région de Bruxelles-Capitale a décidé, pour l'année 2017, de modifier la formule du calcul des centimes additionnels régionaux. En Région de Bruxelles-Capitale, le taux est de 32,591 selon la formule suivante :

$$[100 / (100 - \text{facteur d'autonomie})] * [99,5 - (100 - \text{facteur d'autonomie})] = 32,591\%$$

1.4.7. MODALITÉS D'IMPUTATION DES RÉDUCTIONS D'IMPÔT

L'ordre d'imputation des réductions d'impôt est le suivant. Cet ordre d'imputation est valable aussi bien pour les réductions d'impôt fédérales que régionales, et au sein de chaque groupe, l'imputation s'opère en principe dans l'ordre dans lequel ces réductions sont reprises dans le Code des impôts sur les revenus.

Sont imputées :

- en premier lieu, les réductions d'impôt non convertibles en crédit d'impôt et ne pouvant donner lieu à une imposition ultérieure.

Il s'agit notamment des réductions d'impôts (fédérales ou régionales selon le cas) pour cotisations personnelles d'assurance-groupe, intérêts complémentaires, amortissements en capital, habitations à faible consommation d'énergie, intérêts de prêts verts, véhicules électriques, libéralités, employés de maison, frais de garde d'enfants, heures supplémentaires, ainsi que pour chèques ALE/chèques-travail de proximité, rénovation d'habitations à loyer modéré (sauf Région bruxelloise), (dépenses de sécurisation contre le vol et l'incendie – abrogée dans les trois Régions), monuments classés (sauf Région bruxelloise), isolation des toits (sauf Région bruxelloise ; mesure transitoire en Région flamande), intérêts ordinaires, conventions de rénovation (Région flamande).

- ensuite, les réductions d'impôt non convertibles en crédit d'impôt mais pouvant donner lieu à une imposition ultérieure.

Il s'agit des réductions d'impôt pour actions ou parts de l'employeur, pour actions des fonds de développement et pour entreprises débutantes, étant donné une possible reprise de réduction ultérieure.

Il s'agit également de la réduction d'impôt pour épargne-pension et des primes d'assurance-vie (impact futur via la taxation des capitaux).

- enfin, les réductions d'impôt convertibles en crédit d'impôt.

Il s'agit de la réduction d'impôt pour titres-services convertible dans certains cas en crédit d'impôt ⁽⁷⁵⁾.

1.4.7.1. Réductions d'impôt fédérales

Sur la somme de l'impôt Etat réduit (75,043% de l'impôt Etat) et de l'impôt sur la "corbeille des revenus mobiliers" sont imputées les réductions d'impôt fédérales (autres que pour charges de famille, revenus de remplacement et revenus d'origine étrangère). L'imputation se fait uniquement sur l'impôt afférent aux revenus imposés globalement.

Nous renvoyons ici au point 1.3.2. qui donne le détail des réductions d'impôt fédérales.

RÉDUCTION D'IMPÔT POUR HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Il est accordé une réduction d'impôt aux travailleurs salariés des secteurs marchand, non marchand, des entreprises publiques autonomes et de la société anonyme de droit public HR Rail, qui ont presté des heures supplémentaires et qui ont droit, à ce titre, à un sursalaire.

La réduction est calculée à partir des montants qui ont servi de base au calcul du sursalaire octroyé pour les heures supplémentaires. Il s'agit du salaire brut, avant déduction des cotisations personnelles de sécurité sociale, auquel peuvent s'ajouter d'autres éléments.

La réduction n'est accordée que pour une tranche de 130 heures. Si le nombre d'heures supplémentaires (NHS) excède 130, la base est limitée à 130/NHS.

Le maximum de 130 heures de travail supplémentaire déterminé ci-dessus est augmenté à 180 heures pour les exercices d'imposition 2020 et 2021, en vertu de l'article 6 de la loi du 23 mars 2019 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les dispositions fiscales relatives au deal pour l'emploi ⁽⁷⁶⁾.

⁷⁵ Il s'agissait aussi précédemment du bonus-logement régional pouvant, sous certaines conditions, être converti en crédit d'impôt, et de certains reports de réductions d'impôts pour économies d'énergie.

⁷⁶ Cette mesure n'ayant pas été prolongée, le maximum de 130 heures de travail supplémentaires s'appliquera à nouveau à compter de l'exercice d'imposition 2022.

La réduction d'impôt s'élève désormais à :

- 57,75% pour une heure prestée à laquelle s'applique un sursalaire légal de 50 ou 100% ;
- 66,81% pour une heure prestée à laquelle s'applique un sursalaire légal de 20%.

Le maximum de 130 heures de travail supplémentaire a été porté à 180 heures pour :

- les travailleurs employés par les employeurs du secteur Horeca ;
- les travailleurs employés par les employeurs qui exécutent des travaux immobiliers, à condition que ces derniers utilisent un système électronique d'enregistrement de présence.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan Horeca, pour les travailleurs occupés par un employeur qui relève de la commission paritaire de l'industrie hôtelière, le maximum d'heures supplémentaires est porté à 360 heures.

Dans le secteur Horeca, il doit s'agir d'heures supplémentaires donnant droit à un sursalaire, récupérées ou non par le travailleur, qui sont prestées par des travailleurs occupés par un employeur qui relève de la commission paritaire de l'industrie hôtelière ou de la commission paritaire du travail intérimaire. Contrairement à ce qui est prévu dans le cas des heures supplémentaires exonérées dans le secteur de l'Horeca, le nombre maximum d'heures supplémentaires ne diffère pas, que l'employeur utilise ou non une caisse enregistreuse dans chaque lieu d'exploitation ⁽⁷⁷⁾.

La réduction d'impôt ne peut excéder l'impôt Etat afférent aux salaires nets imposables globalement selon le barème progressif. A partir de l'exercice d'imposition 2018, la réduction d'impôt n'est plus accordée que si le revenu obtenu pour le travail supplémentaire est effectivement imposé en Belgique.

1.4.7.2. Réductions d'impôt régionales

Nous renvoyons ici au point 1.3.3. qui donne l'inventaire des réductions d'impôt régionales.

1.4.8. IPP FÉDÉRAL, IPP RÉGIONAL, OVERFLOW ET CALCUL DE L'IMPÔT TOTAL

Le montant subsistant après imputation des réductions d'impôt fédérales est l'**IPP fédéral**. Celui-ci peut être négatif.

Les centimes additionnels régionaux sont augmentés des augmentations d'impôt régionales, ensuite sont imputées les réductions et diminutions d'impôt régionales.

Le montant subsistant forme l'**IPP régional**. Celui-ci peut également être négatif.

Si un impôt est négatif dans une voie de calcul (qu'il s'agisse de la voie de calcul fédérale ou régionale), un transfert (aussi appelé mécanisme d'overflow) est prévu vers l'autre voie de calcul.

Exemple : le bonus-logement régional peut être imputé sur l'IPP fédéral grâce au mécanisme d'overflow, à défaut de base imposable suffisante de centimes additionnels régionaux.

⁷⁷ On peut également utilement se référer au FAQ publiés par le SPF Finances sur le sujet Horeca - Flexijobs et heures supplémentaires, 27.01.2017.

1.4.9. DE L'IMPÔT TOTAL AU SOLDE FINAL (IMPÔT À PAYER OU À REMBOURSER)

L'impôt total est augmenté des augmentations d'impôt fédérales (majoration pour absence ou insuffisance de VA, augmentation pour les reprises de réductions d'impôt pour achat d'actions de l'employeur et pour actions des fonds de développement).

Il est ensuite diminué :

- des éléments fédéraux imputables non remboursables (QFIE ⁽⁷⁸⁾, bonification pour VA) ;
- des crédits d'impôts fédéraux et régionaux remboursables ;
- enfin, des éléments fédéraux imputables et remboursables (VA, précompte mobilier et précompte professionnel).

Le solde est majoré des centimes additionnels communaux.

L'excédent éventuel du crédit d'impôt relatif aux enfants à charge, l'excédent éventuel des versements anticipés, du précompte professionnel, des précomptes mobiliers, réels ou fictifs, des crédits d'impôt pour indépendants, pour faibles revenus d'activité professionnelle et pour bas revenus (bonus à l'emploi) et des crédits d'impôt régionaux, est imputé, s'il y a lieu, sur les taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques. Le surplus est restitué, pour autant qu'il atteigne 2,50 euros.

1.4.9.1. Base de calcul des additionnels communaux

Les additionnels communaux sont calculés sur l'impôt total, donc après imputation des réductions d'impôt fédérales et régionales, en ce compris la réduction régionale flamande liée aux conventions de rénovation.

Le taux des additionnels communaux est spécifique à chaque commune. L'impôt afférent aux intérêts et dividendes, pour autant qu'ils n'aient pas de caractère professionnel, est exclu de l'application des centimes additionnels communaux.

1.4.9.2. Majoration et bonification VA

Les contribuables qui déclarent des revenus d'activité indépendante sont tenus d'effectuer des versements anticipés et une majoration d'impôt est appliquée en cas d'absence ou d'insuffisance de tels versements. La quote-part reçue par le conjoint est considérée comme un revenu d'activité indépendante. Il en est de même des rémunérations attribuées au conjoint aidant.

D'autre part, tout contribuable peut effectuer des versements anticipés pour s'acquitter de l'impôt non couvert par des précomptes : ces versements donnent droit à une bonification d'impôt.

Pour éviter que le conjoint aidant ne soit lui-même tenu d'effectuer des versements anticipés ⁽⁷⁹⁾, une règle spéciale est introduite pour assurer le transfert des versements anticipés effectués par le contribuable qui effectue l'attribution de la quote-part conjoint aidant. Les versements anticipés effectués par celui-ci sont donc utilisés :

- d'abord, pour apurer sa majoration ;
- ensuite, pour le solde, pour apurer la majoration due par le conjoint bénéficiant de la quote-part conjoint aidant ;
- enfin, pour le solde éventuel, pour calculer les bonifications d'impôt.

⁷⁸ L'imputation de la QFIE est limitée à la quotité de l'impôt Etat afférente aux revenus professionnels.

⁷⁹ Le conjoint aidant au sens de l'article 33 CIR92 doit cependant effectuer ses propres versements anticipés.

La majoration et les bonifications sont calculées sur base d'un **taux de référence**.

Pour l'année 2020, ce taux est de 1% ⁽⁸⁰⁾. Le taux de base est porté pour les sociétés à au moins 3% à partir de l'exercice d'imposition 2019 (lié à une période imposable qui débute au plus tôt le 1^{er} janvier 2018), voir le chapitre Impôt des sociétés.

Les versements anticipés ont dû être effectués :

- pour le premier trimestre (VA1), au plus tard le 10 avril 2020,
- pour le deuxième trimestre (VA2), au plus tard le 10 juillet 2020,
- pour le troisième trimestre (VA3), au plus tard le 10 octobre 2020,
- pour le quatrième trimestre (VA4), au plus tard le 20 décembre 2020.

Les personnes physiques qui s'établissent pour la première fois dans une profession indépendante principale, sont exonérées de la majoration d'impôt due sur le bénéfice réalisé lors des trois premières années de leur activité indépendante ⁽⁸¹⁾.

Les versements anticipés qu'effectuerait le contribuable ainsi dispensé donnent droit aux bonifications d'impôt pour autant que les autres conditions d'octroi de ces bonifications soient remplies.

Dans le chef d'une société considérée comme petite société sur la base de l'article 1:24, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés et des associations, aucune majoration n'est due sur l'impôt, qui se rapporte aux trois premiers exercices comptables à partir de sa constitution.

Les modalités de calcul des majorations et bonifications sont les suivantes :

Tableau 1.20
Majoration et bonification VA

Majoration	Bonification
<i>Base</i>	
- l'impôt total calculé sur les revenus d'activité indépendante considérés isolément (calcul fictif) ou l'impôt total se rapportant proportionnellement à ces revenus, si ce dernier est inférieur - porté à 106% et diminué des précomptes, de la QFIE et des crédits d'impôt qui se rattachent à ces revenus ⁽⁸²⁾	l'impôt total, porté à 106%, majoré des augmentations d'impôt fédérales et diminué des montants imputables à titre de précomptes, de QFIE ou de crédit d'impôt fédéral ou régional ainsi que du montant des versements anticipés nécessaires pour éviter la majoration
<i>Taux de majoration</i>	
2,25 fois le taux de référence, soit 2,25% A partir de l'exercice d'imposition 2019 (lié à une période imposable qui débute au plus tôt le 1 ^{er} janvier 2018), le taux de référence pour le calcul de la majoration d'impôt en cas d'absence ou d'insuffisance de VA à l'impôt des sociétés ne peut être inférieur à 3%. Par conséquent, le pourcentage de majoration s'élève à minimum 6,75% (soit 2,25 * 3)	

⁸⁰ Un taux d'intérêt de base minimum de 1% s'applique depuis l'exercice d'imposition 2018.

⁸¹ L'exonération ne s'applique pas uniquement aux bénéficiaires mais également aux profits et aux rémunérations de dirigeants d'entreprises et de conjoints aidants.

⁸² Les bénéficiaires et profits d'une précédente activité professionnelle, les revenus de remplacement relatifs à une activité qui génère des bénéficiaires, profits, etc. et les revenus imposés distinctement ne tombent pas dans le champ d'application de la majoration VA. Les précomptes sur les revenus de remplacement ne sont pas non plus portés en déduction.

Valorisation des versements ⁽⁸³⁾	
VA1 : 3% (3,0 fois le taux de réf.)	VA1 : 1,50% (1,5 fois le taux de réf.)
VA2 : 2,50% (2,5 fois le taux de réf.)	VA2 : 1,25% (1,25 fois le taux de réf.)
VA3 : 2% (2,0 fois le taux de réf.)	VA3 : 1% (1 fois le taux de réf.)
VA4 : 1,50% (1,5 fois le taux de réf.)	VA4 : 0,75% (0,75 fois le taux de réf.)
Les versements anticipés excédentaires donnent droit à des bonifications	Pas de bonification pour les versements anticipés excédentaires.
Aménagements	
- la majoration est réduite de 10% la majoration est réduite à zéro si elle n'atteint pas 80 euros ou 0,5% de sa base de calcul ⁽⁸⁴⁾ - exonération éventuelle pour indépendants débutants	Aucun

1.4.9.3. Précomptes imputables et crédits d'impôt

Dans la nouvelle LSF, il est explicitement prévu que les Régions puissent octroyer des crédits d'impôt. Tout comme les réductions d'impôt, les crédits d'impôt doivent être explicitement liés aux compétences matérielles des Régions.

Les crédits d'impôt n'ont pas d'influence sur la taxe communale additionnelle.

A. Le crédit d'impôt pour accroissement des fonds propres

Les contribuables qui déclarent des bénéfices ou des profits peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt s'ils accroissent les fonds propres de leur entreprise. Comme il s'agit d'une entreprise individuelle, on ne peut transposer ici la notion de "capital" qui était utilisée à l'impôt des sociétés lorsque ce crédit d'impôt y était appliqué. Les "fonds propres" se mesurent par la différence entre la valeur fiscale des immobilisations engagées dans l'entreprise et le montant des dettes affectées à l'exercice de l'activité professionnelle.

Le crédit d'impôt est égal à 10% de la différence entre

- la valeur de ces "fonds propres" à la fin de la période imposable,
- et la valeur maximale qu'ils ont atteinte à la fin des trois périodes imposables antérieures. Il est limité à 3.750 euros par conjoint.

Depuis l'exercice d'imposition 2015, le crédit d'impôt pour indépendants est remboursable et il est dès lors imputable intégralement sur l'"impôt total" (somme de l'IPP fédéral et de l'IPP régional), majoré des augmentations fédérales.

L'octroi du crédit d'impôt est subordonné à la condition que le contribuable joigne à sa déclaration une attestation certifiant qu'il est en règle de paiement de ses cotisations sociales de travailleur indépendant.

B. Le crédit d'impôt sur les bas revenus de l'activité professionnelle

Le crédit d'impôt est calculé sur base du montant net des revenus d'activités professionnelles, c'est-à-dire le montant net de charges professionnelles, réelles ou forfaitaires, des revenus professionnels autres que les revenus de remplacement et les revenus taxés distinctement.

Ne sont pas pris en compte non plus les revenus d'une activité d'indépendant exercée à titre accessoire. Les revenus salariaux sont également exclus à l'exception de ceux des fonctionnaires statutaires.

⁸³ En ce qui concerne les bénéfices, profits et les rémunérations visées à l'article 30, 2° et 3°.

⁸⁴ Cette disposition n'est plus applicable à l'impôt des sociétés. La majoration est désormais toujours appliquée pour les sociétés.

En fait, les revenus salariaux qui sont exclus du crédit d'impôt bénéficient d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale et du crédit d'impôt pour travailleurs à bas salaire.

Les rémunérations octroyées au conjoint aidant sans statut social propre constituent des revenus de l'activité indépendante et sont donc comprises dans la base du crédit d'impôt.

La base s'évalue avant application du quotient conjugal et de la quote-part conjoint aidant.

Auparavant, aucun contribuable taxé en tout ou partie de manière forfaitaire ne pouvait bénéficier du crédit d'impôt. Depuis l'exercice d'imposition 2017, les contribuables dont les bénéfices ou profits sont déterminés selon des bases forfaitaires de taxation établies en concertation avec les groupements professionnels ne sont plus exclus du crédit d'impôt pour faibles revenus d'activité. Ceci vaut également pour le conjoint aidant rémunéré. Restent exclus de l'application du crédit d'impôt pour bas revenus d'activité les contribuables dont les bénéfices ou profits sont déterminés en application des minima imposables fixés en cas d'absence de déclaration ou de remise tardive de cette déclaration.

Sont également exclues les rémunérations de dirigeants d'entreprise occupés dans le cadre d'un contrat de travail, les rémunérations de dirigeants d'entreprise recueillies comme indépendants en activité complémentaire et les rémunérations de dirigeants d'entreprise perçues comme "étudiants-indépendants".

La base se calcule **par conjoint** et le crédit d'impôt est octroyé par conjoint.

Le crédit d'impôt se calcule comme suit en fonction du revenu R et des limites inférieures (L1) et supérieures (L2) des tranches du barème.

Tableau 1.21
Barème du crédit d'impôt

Classes de revenu (R)		Montant du crédit d'impôt (euros)
L1	L2	
0	5.210	0
5.210	6.960	$700 \times (R-L1)/(L2-L1)$
6.960	17.400	700
17.400	22.610	$700 \times (L2-R)/(L2-L1)$
22.610	et plus	0

Le crédit d'impôt est limité à concurrence de la part des revenus d'activités dans le total des revenus professionnels nets.

Dans le tableau ci-dessus, le montant de 700 euros doit être remplacé par les montants de 320 euros ou 780 euros, respectivement pour les conjoints aidants et pour les fonctionnaires statutaires.

C. Crédit d'impôt pour les travailleurs à bas salaire

Ce crédit d'impôt (bonus fiscal) vise les travailleurs à bas salaire (et les dirigeants d'entreprise salariés) qui ont droit au bonus social à l'emploi.

Le crédit d'impôt est égal à 28,03% ⁽⁸⁵⁾ de la réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale réellement accordée sur les rémunérations obtenues pendant la période imposable.

Le crédit d'impôt ne peut excéder 830 euros par période imposable.

⁸⁵ 33,14% à partir du 1^{er} janvier 2019.

D. Crédit d'impôt régional pour titres-services

La partie de la réduction d'impôt pour titres-services qui ne peut être imputée sur les centimes additionnels régionaux et les augmentations d'impôt régionales ou sur le solde de l'IPP fédéral, est convertie en un crédit d'impôt régional remboursable. La Région bruxelloise a supprimé le plafond de revenus des conditions à respecter pour pouvoir bénéficier de la conversion en crédit d'impôt.

E. Crédit d'impôt régional flamand win-win

Les dispositions relatives au prêt win-win (prêt gagnant-gagnant) sont reprises au point 1.3.4.

F. Crédit d'impôt régional wallon prêt "coup de pouce"

Les dispositions relatives au Prêt "Coup de Pouce" sont reprises au point 1.3.4.

1.4.9.4. Accroissements d'impôt

PRINCIPES

En cas de déclaration tardive, inexistante, incomplète ou inexacte, des accroissements d'impôt peuvent être appliqués :

- soit sur l'intégralité de l'impôt dû avant imputation des précomptes, versements anticipés, majoration et bonification d'impôts ;
- soit sur une partie de cet impôt lorsque l'infraction ne caractérise qu'une partie de la base imposable.

A. Taux des accroissements

Le taux des accroissements est gradué de 10 à 200% selon la gravité et le caractère répétitif de l'infraction.

Tableau 1.22
Taux des accroissements

Nature de l'infraction	% applicable
A. Déclaration incomplète, inexacte ou absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable	NEANT
B. Déclaration incomplète, inexacte ou absence de déclaration sans intention d'éluder l'impôt : 1 ^{ère} infraction (hors cas visés au point A) 2 ^{ème} infraction 3 ^{ème} infraction 4 ^{ème} infraction et suivantes	10 % 20 % 30 % (voir C)
C. Déclaration incomplète, inexacte ou absence de déclaration avec intention d'éluder l'impôt : 1 ^{ère} infraction 2 ^{ème} infraction 3 ^{ème} infraction	50 % 100 % 200 %
D. Déclaration incomplète, inexacte ou absence de déclaration accompagnée, soit d'une inexactitude, d'une omission par faux ou d'un usage de faux au cours de la vérification de la situation fiscale, soit d'une corruption ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire.	200 %

B. Limite

Le total des impôts et des accroissements d'impôt sur les revenus non déclarés ne peut excéder le montant des revenus non déclarés. L'accroissement ne s'applique que si les revenus non-déclarés atteignent 2.500 euros (montant de base).

CHAPITRE 2

L'IMPOT DES SOCIETES (I.SOC)

Quoi de neuf ?

- **Mise en œuvre de la réforme I.Soc⁽⁸⁶⁾ :**

Diminution des taux d'imposition en deux phases (exercices d'imposition 2019 et 2021), diminution de la CCC à 2%, incitants supplémentaires, mesures compensatoires de la réforme, dont l'instauration d'une corbeille et base imposable minimale.

Modification de l'ordre des opérations fiscales pour déterminer la base imposable I.Soc.

- **Introduction d'un système de carry back des pertes pour l'agriculture.**
- **Tax shelter audiovisuel et œuvres scéniques : les taux d'exonération sont adaptés à la baisse des taux de l'impôt des sociétés.**
- **Introduction de nouvelles règles de déductibilité des frais de voiture à partir de l'exercice d'imposition 2021.**

2.1. PÉRIODE IMPOSABLE

A l'impôt des personnes physiques, la période imposable correspond toujours à l'année civile.

Tel n'est pas le cas à l'impôt des sociétés : la période imposable est **l'exercice comptable** et la liaison entre période imposable et exercice d'imposition se fait sur base de la date de clôture du bilan. Ainsi, la législation de l'exercice d'imposition 2021 s'applique **aux revenus des exercices comptables clôturés entre le 31 décembre 2020 et le 30 décembre 2021**.

La deuxième phase de la réforme I.Soc envisagée dans la présente édition du Mémento fiscal est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2021, pour une période imposable qui débute au plus tôt le 1^{er} janvier 2020.

2.2. ASSUJETTISSEMENT À L'IMPÔT DES SOCIÉTÉS

Sont soumis à l'I.Soc les sociétés, associations, établissements ou organismes quelconques qui :

- possèdent la personnalité juridique ;
- ont en Belgique leur siège social, leur principal établissement ou leur siège de direction ou d'administration ;
- et se livrent à une exploitation ou à des opérations à caractère lucratif.

⁸⁶ Loi du 25 décembre 2017 portant réforme de l'impôt des sociétés (MB 29.12.2017) et loi du 30 juillet 2018 (MB 10.08.2018), dite loi de réparation de la réforme I.Soc, qui apporte des modifications à plusieurs mesures de la loi-réforme initiale. Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26 juillet 2017 reste sans effet pour l'application des mesures de la loi-réforme.

La loi précise toutefois que ne sont pas considérées comme des opérations à caractère lucratif :

- les opérations isolées ou exceptionnelles ;
- les opérations qui consistent dans le placement des fonds récoltés par l'ASBL dans l'exercice de sa mission statutaire ;
- les opérations qui constituent une activité ne comportant qu'accessoirement des opérations industrielles, commerciales ou agricoles ou ne mettant pas en œuvre des méthodes industrielles ou commerciales.

Les articles 180 et 181, CIR92 mentionnent toutefois certaines exceptions à l'assujettissement à l'I.Soc.

Les associations sans but lucratif ne sont en principe pas soumises à l'impôt des sociétés, pour autant que leur activité soit en conformité avec leur forme juridique : le statut d'ASBL ne lie pas automatiquement l'administration fiscale et celle-ci **peut assujettir une ASBL à l'impôt des sociétés si l'association poursuit effectivement un but lucratif**.

Ces mêmes critères sont désormais utilisés pour déterminer si une intercommunale est assujettie à l'I.Soc ou à l'IPM.

Les intercommunales sont en principe assujetties à l'impôt des sociétés.

Une exception à l'assujettissement automatique des intercommunales à l'impôt des sociétés est prévue pour les intercommunales exploitant à titre principal un hôpital ou exploitant une institution assistant des victimes de la guerre, des handicapés, des personnes âgées, etc.

Un régime transitoire a été prévu pour le passage des intercommunales de l'impôt des personnes morales vers l'impôt des sociétés : les réserves constituées au cours de la période durant laquelle l'intercommunale était soumise à l'impôt des personnes morales ne sont immunisées que sous réserve du respect de la condition d'intangibilité.

Constituent aussi une exception à l'assujettissement à l'impôt des sociétés les sociétés agréées comme entreprise agricole visées à l'article 8:2 du Code des sociétés et des associations, lorsqu'elles ont la forme d'une société en nom collectif ou en commandite et qu'elles n'ont pas volontairement opté pour l'assujettissement à l'impôt des sociétés ainsi que les groupements forestiers qui remplissent les conditions visées à l'article 3 de la loi du 6 mai 1999 visant à promouvoir la création de sociétés de groupements forestiers.

2.3. LA BASE IMPOSABLE

La description de la base imposable qui est faite dans cette section concerne le **régime normal** d'imposition des bénéficiaires des entreprises. Il existe des régimes particuliers, notamment pour les sociétés d'investissement, décrits en annexe à ce chapitre.

2.3.0. RÉSULTAT COMPTABLE ET RÉSULTAT FISCAL

Le "bénéfice fiscal" est une notion très différente du "bénéfice comptable" : celui-ci constitue certes le point de départ du processus de calcul du revenu imposable mais plusieurs corrections doivent être effectuées :

- certains bénéfices sont exonérés (voir ci-après : réserves exonérées, dividendes immunisés) ;
- des charges qui ont grevé le résultat comptable ne sont pas fiscalement déductibles (voir ci-après : "dépenses non admises") ;

- les provisions pour risques et charges et les amortissements fiscaux ne correspondent pas nécessairement aux provisions pour risques et charges et aux amortissements comptables ;
- des éléments de l'actif peuvent avoir été sous-évalués et des éléments du passif surévalués.

A cette première série de différences s'ajoutent celles provenant de déductions spécifiquement fiscales.

Ces redressements et déductions qui conduisent du bénéfice comptable au montant net du bénéfice fiscal s'effectuent dans l'ordre suivant (ordre modifié dans le cadre de la réforme I.Soc) :

- la sommation des trois éléments constitutifs du bénéfice fiscal : réserves, dépenses non admises et bénéfices distribués ;
- la ventilation des bénéfices selon qu'ils sont d'origine belge ou étrangère ;
- la prise en compte des éléments non imposables ;
- la déduction pour "revenus définitivement taxés" (RDT) de l'exercice concerné et des revenus mobiliers exonérés (RME) ;
- la déduction pour revenus de brevets (régime transitoire) ;
- la déduction pour revenus d'innovation ;
- la déduction pour investissement.

Sur le bénéfice subsistant après la déduction pour investissement, on applique la **corbeille fiscale**, qui consiste dans la **limitation de l'utilisation de certaines déductions**, à savoir la déduction pour capital à risque incrémentale, les RDT reportés, la déduction pour revenus d'innovation reportée, la déduction des pertes antérieures reportées et les reports de déductions pour capital risque. La corbeille est expliquée en détail dans la suite de ce chapitre.

Le bénéfice net ainsi déterminé est imposable globalement.

Schéma général de l'impôt des sociétés
Détermination de la base imposable

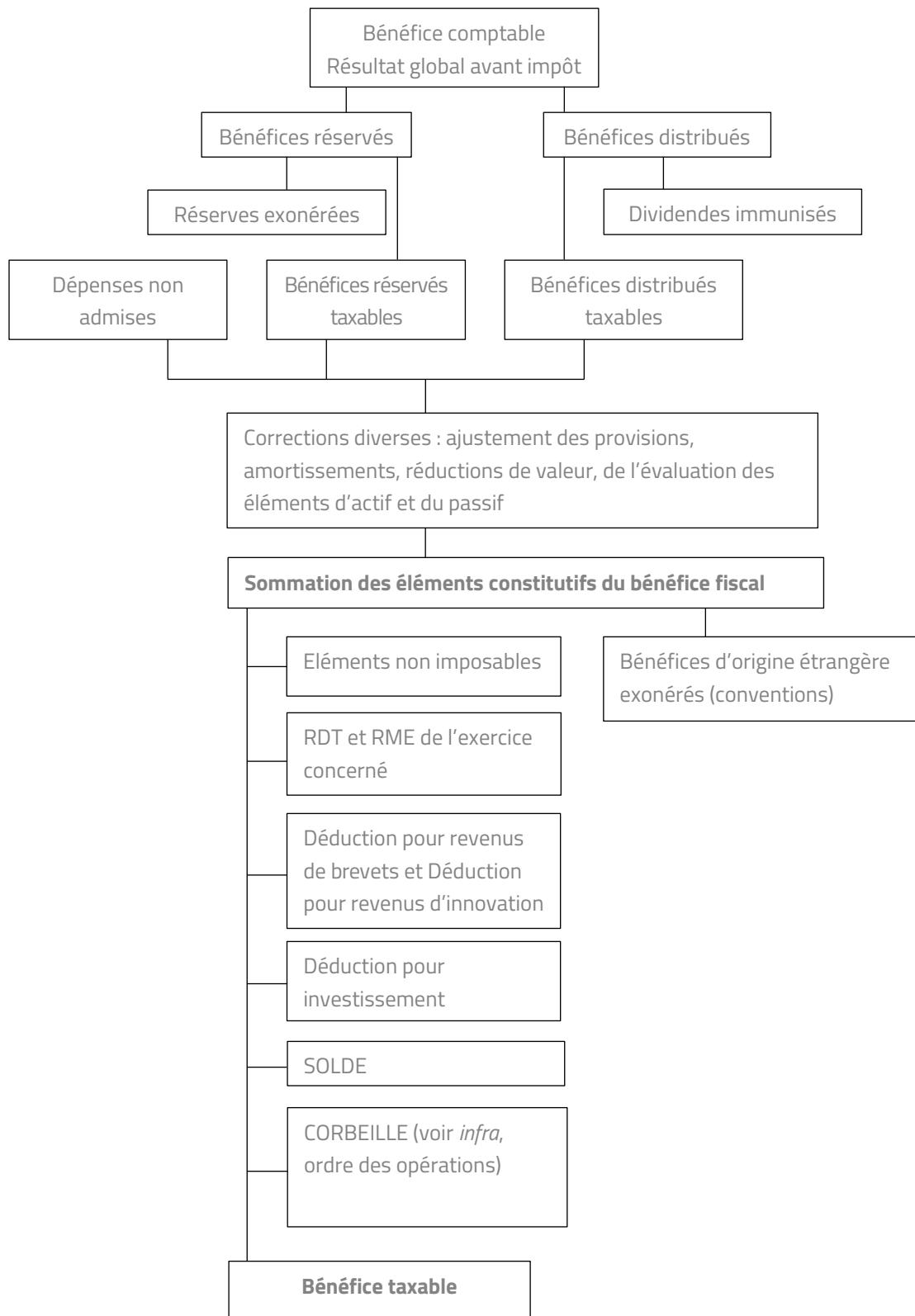


Tableau 2.1
Ordre des opérations
La période imposable débute au plus tôt le 01.01.2018

OPERATIONS DE DEDUCTION	MODIFICATIONS
Eléments non imposables	
RDT de la période imposable et RME	Les RDT reportés sont déplacés vers la corbeille
Déduction pour revenus de brevets	Brevets : régime transitoire jusqu'au 30 juin 2021
Déduction pour revenus d'innovation	
Déduction pour investissement	
SOLDE	La base pour le calcul de la corbeille fiscale correspond par conséquent au bénéfice subsistant après la déduction pour investissement
<i>Déduction pour capital à risque (incrémentale)</i>	-> Ces déductions sont limitées dans la corbeille à un maximum de 1.000.000 euros + 70% de la différence entre le solde restant après la déduction pour investissement et 1.000.000 euros
<i>RDT reportés</i>	
<i>Déduction pour revenus d'innovation (reportée)</i>	
<i>Pertes antérieures reportées (illimité)</i>	
<i>DCR reportées (de manière illimitée)</i>	
<i>DCR reportées (de manière limitée - 7 ans) ⁽⁸⁷⁾</i>	

2.3.1. LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU BÉNÉFICE FISCAL

A. Réserves

En règle générale, tout accroissement net de l'avoir social constitue un bénéfice imposable. Aux réserves apparentes (les réserves comptables) sont ajoutées les réserves occultes : les réserves exonérées sont ensuite isolées pour déterminer le montant des réserves imposables.

RÉSERVES APPARENTES

Tous les bénéfices réservés concourent en principe à la formation du bénéfice imposable quelle que soit l'appellation qui leur est donnée : réserve légale, réserve disponible, réserve indisponible, statutaire, provisions pour risques et charges, report à nouveau, etc.

RÉSERVES OCCULTES

Les sous-estimations d'actif et surestimations de passif forment des réserves occultes qui font également partie du bénéfice imposable.

Ainsi des amortissements comptabilisés en excédent de ceux admis fiscalement ou une sous-estimation d'inventaire constituent des cas de *sous-estimation d'actif*.

Une dette fictive est un cas de *surestimation de passif*.

RÉSERVES IMMUNISÉES

Plus-values

La quotité exonérée des plus-values ⁽⁸⁸⁾ est considérée comme réserve exonérée si la condition d'intangibilité est respectée. L'exonération est en outre subordonnée à la comptabilisation à un compte distinct du passif.

⁸⁷ La DCR ne peut en principe plus être reportée. Cependant, un régime transitoire s'applique : le stock de déductions reportées constitué antérieurement, à savoir le stock de déductions non encore utilisé tel qu'il existait à la fin de l'exercice d'imposition 2012, peut encore être déduit, en principe dans un délai de sept ans, voire sans limite dans le temps dans certaines circonstances.

⁸⁸ Voir ci-après, chapitre 3, section 3.6. Régime fiscal des plus-values.

Provisions pour risques et charges

Certaines provisions peuvent également être exonérées : elles doivent concerner des risques et charges nettement précisés.

Depuis la dernière réforme de l'impôt sur les sociétés, l'exonération des provisions pour risques et charges existe toujours mais uniquement pour les provisions visant à faire face à obligations contractuelles, comme des obligations liées à des garanties, ou à des obligations légales et réglementaires (autres que les obligations découlant uniquement de l'application de la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels qui est applicable à l'entité concernée), comme des allocations de licenciement après la notification du licenciement ou du régime de chômage avec complément d'entreprise (RCC), des obligations environnementales, etc.

Réductions de valeurs actées sur les créances commerciales

Les réductions de valeurs actées sur les créances commerciales sont déductibles intégralement lorsqu'il y a perte certaine et liquide. Lorsque la réduction de valeur actée concerne une perte probable, les créances concernées doivent résulter de l'activité professionnelle et être identifiées et justifiées au cas par cas.

Primes d'émission et réserves d'apport

Les primes d'émission et réserves d'apport sont exonérées si elles sont incorporées au capital ou portées à un compte de réserve de sorte qu'elles satisfassent à la même condition d'indisponibilité que le capital social.

Bénéfices exonérés dans le cadre du tax shelter pour la production d'une œuvre audiovisuelle ou scénique

Les sommes affectées au financement de la production d'une œuvre audiovisuelle ou scénique peuvent être exonérées d'impôt des sociétés dans le cadre du tax shelter.

Ce mécanisme d'exonération repose sur une ou plusieurs conventions-cadres conclue(s) pour le financement d'une œuvre audiovisuelle ou scénique. Cette convention est conclue entre la société qui produit l'œuvre audiovisuelle ou scénique et la(les) société(s) qui finance(nt) cette production.

La société de production éligible doit être une société résidente ou l'établissement belge d'un contribuable visé à l'article 227, 2° CIR92 ⁽⁸⁹⁾, autre qu'une entreprise de télédiffusion ou qu'une entreprise liée à des entreprises de télédiffusion belges ou étrangères. Pour les conventions-cadres signées à partir du 1^{er} juillet 2016, n'est toutefois pas considérée comme entreprise liée à des entreprises de télédiffusion belges ou étrangères, l'entreprise qui est liée à des entreprises de télédiffusion belges ou étrangères, mais qui s'engage à ne pas signer de convention-cadre pour la production d'une œuvre éligible pour laquelle des entreprises de télédiffusion retirent des avantages directement liés à la production ou à l'exploitation de l'œuvre éligible.

Non seulement les investissements dans des œuvres audiovisuelles ou scéniques belges entrent en considération pour le tax shelter, mais aussi dans des œuvres audiovisuelles ou scéniques européennes, avec une utilisation maximale en Belgique. La valeur fiscale de l'attestation tax shelter est déterminée à 70% des dépenses de production et d'exploitation qualifiantes, effectuées dans l'EEE, dans la mesure où ces 70% sont des dépenses directement liées à la production et à l'exploitation, avec un maximum égal à 10/9 des dépenses de production et d'exploitation effectuées en Belgique.

Ces dépenses doivent être effectuées dans un délai maximum de 18 mois à compter du sixième mois précédant la date de signature de la convention-cadre. Pour les films d'animation et pour les séries télévisuelles d'animation, le délai de 18 mois est prolongé de 6 mois.

⁸⁹ 'Les sociétés étrangères ainsi que les associations, établissements ou organismes quelconques sans personnalité juridique qui sont constitués sous une forme juridique analogue à celle d'une société de droit belge et qui n'ont pas en Belgique leur siège social, leur principal établissement ou leur siège de direction ou d'administration'.

Pour les nouvelles conventions-cadres, les dépenses effectuées dans les 6 mois qui précèdent la signature de la convention-cadre de l'œuvre éligible, qui sont en relation avec la production et l'exploitation de cette œuvre, sont admises comme dépenses éligibles pour autant qu'elles ne soient pas supérieures à 50 p.c. du total de ces dépenses de production et d'exploitation.

Par œuvre audiovisuelle, on entend :

- un film de fiction, un film documentaire ou d'animation destiné à une exploitation cinématographique ;
- un téléfilm de fiction longue, le cas échéant en épisodes ⁽⁹⁰⁾ ;
- une série télévisuelle de fiction ou d'animation ;
- un programme télévisuel documentaire ;
- des séries destinées aux enfants et aux jeunes, à savoir des séries de fiction à contenu éducatif, culturel et informatif pour un groupe cible d'enfants et de jeunes de 0 à 16 ans ;
- un film court-métrage, à l'exception des courts-métrages publicitaires.

En outre, les productions internationales dans la catégorie film de fiction, documentaire ou d'animation destinées à une exploitation cinématographique, sont également considérées comme œuvre audiovisuelle éligible, sous conditions.

Ces conventions doivent être notifiées dans le mois de leur signature, au SPF Finances. Une cellule spécifique Tax Shelter est chargée du suivi global de ce régime particulier.

Les bénéficiaires sont exonérés – provisoirement – notamment aux conditions suivantes :

- à hauteur de 421% des sommes que l'investisseur s'est engagé à verser, et a réellement versé, dans les trois mois de la signature de la convention ;
- l'exonération définitive est en tout cas limitée à 203% de la valeur fiscale de l'attestation tax shelter ;
- le montant définitif des sommes affectées à l'exécution de la convention-cadre en exonération des bénéficiaires est limité à maximum 50% du budget des dépenses globales de l'œuvre éligible pour l'ensemble des investisseurs éligibles et la totalité de ces sommes doit effectivement être affectée à l'exécution de ce budget ;
- la valeur fiscale totale des attestations tax shelter par œuvre éligible ne peut plus dépasser 15 millions d'euros ;
- l'exonération ne peut excéder, par période imposable, 50% par œuvre, plafonnés à 1.000.000 euros par investisseur et par an, des bénéfices réservés imposables de la période imposable, déterminés avant la constitution de la réserve exonérée visée ⁽⁹¹⁾ ;
- les bénéficiaires exonérés doivent être portés et maintenus à un compte distinct du passif (condition d'intangibilité) et ne peuvent servir au calcul de rémunérations ou attributions quelconques ;
- au moins 70% des dépenses de production et d'exploitation qualifiantes, dans l'Espace économique européen, sont des dépenses directement liées à la production et à l'exploitation ;
- au moins 70% des dépenses de production et d'exploitation effectuées en Belgique sont des dépenses directement liées à la production et à l'exploitation.

⁹⁰ Les fictions diffusées en épisodes de 52 minutes et moins font partie des œuvres audiovisuelles éligibles dans le cadre du tax shelter pour autant que la fiction dans sa totalité ait une durée de plus de 52 minutes.

⁹¹ La partie des sommes immunisables qui ne peuvent être immunisées en raison de l'absence ou de l'insuffisance de bénéfice, est reportée sur les périodes imposables suivantes.

Cette exonération devient définitive si l'attestation tax shelter est effectivement délivrée par le SPF Finances au plus tard au 31 décembre de la quatrième année suivant celle de la signature de la convention-cadre.

Si le bénéficiaire antérieurement exonéré dans le cadre du tax shelter devient imposable pour l'exercice d'imposition 2019, par exemple dans la mesure où il excède le plafond autorisé, c'est l'ancien taux de 33% (et non 29%) qui s'applique.

Pour la période écoulée entre la date du premier paiement et le moment où l'attestation tax shelter est délivrée, mais avec un maximum de 18 mois, une somme calculée sur base des versements réellement effectués peut être octroyée par la société de production éligible à l'investisseur éligible, au prorata du nombre de jours courus et sur base d'un taux ne dépassant pas la moyenne des taux EURIBOR à 12 mois du dernier jour de chaque mois du semestre civil qui précède le paiement, majoré de 450 points de base.

Le régime précité a été étendu au financement des œuvres scéniques, telles que production théâtrale, de cirque, d'opéra, de musique, de danse, de cabaret, où scénario, texte, régie ou scénographie, est soit original(e) soit réinterprété(e).

Cette extension du régime aux œuvres scéniques est applicable aux conventions-cadres signées à partir du 1^{er} février 2017, et comprend aussi un système d'agrément.

Les dépenses de production et d'exploitation faites en Belgique sont effectuées dans un délai se terminant maximum 24 mois après la date de signature de la convention-cadre pour l'obtention de l'attestation tax shelter pour la production de cette œuvre et au plus tard un mois après la Première de l'œuvre scénique.

Contrairement à ce qui est prévu pour les œuvres audiovisuelles, les dépenses effectuées dans les six mois qui précèdent la signature de la convention-cadre de l'œuvre scénique ne sont jamais éligibles.

La limitation à 50% et le plafond de 1.000.000 euros s'appliquent conjointement aux deux formes du tax shelter (œuvre audiovisuelle et œuvre scénique).

La somme de toutes les valeurs fiscales des attestations tax shelter s'élève par œuvre éligible à 2.500.000 euros maximum.

Le tax shelter pour les œuvres audiovisuelles et les œuvres scéniques a également été étendu aux sociétés qui investissent via une convention-cadre dans un jeu vidéo original. Cette extension n'est cependant pas encore entrée en vigueur.

Certaines règles plus souples ont été prises temporairement dans le cadre de la pandémie du COVID-19. Nous ne les évoquons pas ici.

Réserve d'investissement

La réserve d'investissement a été abrogée pour les nouveaux investissements (relatifs aux périodes imposables qui se clôturent à partir du 31 décembre 2018) et la réserve s'éteint pour les investissements en cours⁽⁹²⁾.

Mesures d'aide régionales exonérées

Par dérogation au régime général de l'inclusion des aides régionales dans la base imposable⁽⁹³⁾, la loi du 23 décembre 2005 exonère fiscalement certaines mesures d'aides octroyées par les Régions à des sociétés. Sont visées :

- les primes de remise au travail et primes de transition professionnelle attribuées à des sociétés par les institutions régionales compétentes ;
- les subsides en capital et en intérêt.

⁹² De plus amples informations concernant la réserve d'investissement sont disponibles dans les éditions antérieures du *Mémento fiscal*.

⁹³ Voir chapitre 3, section 3.5.

Ces subsides sont octroyés par les Régions, dans le respect de la réglementation européenne en matière d'aide d'Etat, en vue de l'installation, du démarrage et/ou de l'acquisition ou de la constitution d'immobilisations incorporelles ou corporelles. Sont également concernés les subsides attribués dans le cadre de l'aide à la recherche et au développement par les institutions régionales compétentes.

En cas d'aliénation d'un actif subsidié, aliénation intervenant dans les trois premières années de l'investissement, le montant des bénéfices antérieurement exonérés est considéré comme un bénéfice de la période imposable au cours de laquelle l'aliénation a eu lieu (sauf en cas de sinistre, expropriation, etc.).

B. Déductibilité des charges et dépenses non admises (DNA)

Le principe général de déductibilité des charges est le même que celui applicable à l'IPP.

Les dépenses faites pour les crèches d'entreprises sont déductibles dans les limites et conditions mentionnées au chapitre 3 ⁽⁹⁴⁾.

Nous nous limiterons à mentionner les cas où des charges comptables ne sont pas déductibles et sont reprises dans la base imposable au titre de "Dépenses Non Admises". Les dépenses non admises comprennent également certaines reprises d'exonérations accordées antérieurement.

Il s'agit principalement :

- des impôts non déductibles ;
- des amendes, pénalités et confiscations de toute nature ;
- de certains intérêts d'emprunt ;
- des avantages anormaux ou bénévoles ;
- des avantages sociaux exonérés d'impôt dans le chef des bénéficiaires ;
- des libéralités ;
- des reprises d'exonération d'impôt pour personnel supplémentaire ;
- de certaines charges professionnelles spécifiques ;
- des moins-values et réductions de valeur sur participations, à l'exception des moins-values en cas de partage total de l'avoir social ⁽⁹⁵⁾ ;
- de certaines pensions et cotisations pour pensions ;
- des sommes attribuées dans le cadre des plans de participation des travailleurs dans le capital des sociétés et dans le cadre de l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs ⁽⁹⁶⁾.

Certains de ces éléments sont explicités ci-après.

Les règles d'amortissement sont décrites au chapitre 3 ⁽⁹⁷⁾. Parmi les différences entre l'amortissement comptable et l'amortissement fiscal, signalons l'obligation d'amortir *pro rata temporis* l'année d'acquisition et l'obligation d'amortir les frais accessoires au même rythme que le principal. Cette dernière limitation n'est pas applicable aux petites sociétés au sens du Code des sociétés et des associations.

⁹⁴ Voir chapitre 3, section 3.7.

⁹⁵ Lorsque la moins-value trouve son origine dans le partage total de l'avoir social de la société émettrice des actions, la déductibilité est maintenue à concurrence du capital social libéré représenté par les actions ou parts de cette société.

⁹⁶ Ce régime est décrit en annexe à ce chapitre.

⁹⁷ Voir chapitre 3, section 3.1. Des changements seront applicables au niveau des règles d'amortissement à partir de l'exercice d'imposition 2021, dans le cadre de la réforme I.Soc.

La petite société au sens du Code des sociétés et des associations

La Directive européenne 2013/34/UE du 26 juin 2013, qui prévoit des régimes différents pour les micro-sociétés, les petites sociétés, les moyennes et les grandes sociétés, a été transposée dans le droit comptable belge. Les *répercussions sur le plan fiscal de la nouvelle définition des petites sociétés* introduite en droit comptable impactent les périodes imposables commençant à partir du 1^{er} janvier 2016.

Selon l'article 1:24 du Code des sociétés et des associations, les "petites sociétés" sont les sociétés dotées de la personnalité juridique qui ne dépassent pas plus d'un des critères suivants, à la date de bilan du dernier exercice clôturé :

- moyenne annuelle des travailleurs : 50
- chiffre d'affaires annuel (HTVA) : 9.000.000 euros
- total du bilan : 4.500.000 euros

L'application consolidée subsiste en matière fiscale, alors qu'en droit comptable, selon la nouvelle définition de la petite société, les critères ne doivent plus être appliqués sur une base consolidée.

Définition de la moyenne entreprise

La définition susmentionnée ne doit pas être confondue avec la définition de la moyenne entreprise. Celle-ci est basée sur la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 (2003/361/CE) concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises.

Il s'agit d'une personne physique ou morale exerçant une activité économique et :

- qui occupe, pour au moins deux des trois dernières périodes imposables clôturées, une moyenne de personnel de moins de 250 personnes en équivalents temps plein, et
- dont le chiffre d'affaires (HTVA) est inférieur à 50 millions euros
- ou dont le total du bilan est inférieur à 43 millions euros.

Les critères en matière de chiffre d'affaires et de total du bilan doivent être appliqués de façon consolidée dans le cas d'entreprises liées. La moyenne de personnel de chacune des sociétés liées au cours de la période imposable est additionnée.

LA DÉDUCTIBILITÉ DES IMPÔTS

L'impôt des sociétés et la contribution complémentaire de crise (CCC) s'y rapportant, les versements anticipés, les précomptes imputables ⁽⁹⁸⁾ retenus ou établis sur des revenus compris dans la base taxable ne sont pas déductibles. Il en est de même des intérêts de retard, amendes et frais de poursuite s'y rapportant.

La cotisation établie sur les commissions secrètes n'est plus déductible à partir de l'exercice d'imposition 2021. Le précompte immobilier dû par les sociétés pour les immeubles dont elles sont propriétaires constitue également une dépense déductible.

⁹⁸ La QFIE est assimilée à un précompte et est donc reprise dans la base imposable au titre de DNA. N'est repris en DNA que le montant imputable limité comme expliqué ci-après (voir page 117).

Sont également non déductibles les impôts, taxes et rétributions régionaux ainsi que les accroissements, majorations, frais et intérêts de retard y afférents. La non-déductibilité concerne la fiscalité propre des Régions⁽⁹⁹⁾, mais non les impôts régionaux (impôts anciennement fédéraux dont les compétences ont été en tout ou en partie attribuées aux Régions, notamment droits d'enregistrement, droits de succession, précompte immobilier, taxes sur les véhicules)⁽¹⁰⁰⁾.

LA DÉDUCTIBILITÉ DES INTÉRÊTS D'EMPRUNTS

Il y a quatre cas où les intérêts d'emprunts ne sont pas déductibles :

- les intérêts attribués à des associés ou dirigeants d'entreprise en raison d'avances qu'ils ont faites à la société : ces intérêts peuvent être requalifiés en dividendes, selon les modalités expliquées ci-après dans le paragraphe relatif aux dividendes taxables⁽¹⁰¹⁾ ;
- les intérêts considérés comme "**exagérés**" ;
- l'application de la règle de l'EBITDA ;
- les conséquences du non-respect de la condition de permanence pour les RDT.

Des intérêts sont considérés comme "**exagérés**", dans la mesure où ils dépassent un montant correspondant au taux d'intérêt pratiqué sur le marché mais adapté compte tenu des éléments particuliers que sont le risque lié à l'opération, la situation financière du débiteur et la durée du prêt⁽¹⁰²⁾.

Cette possibilité de non-déduction concerne les intérêts d'obligations, de prêts, de créances et d'autres titres constitutifs d'emprunts. Elle ne s'applique pas aux intérêts des titres émis publiquement, ni aux sommes payées par les institutions financières ou à celles-ci.

Suite à la transposition de la directive ATAD, une nouvelle règle sur la déductibilité des intérêts a été introduite par la réforme de l'impôt sur les sociétés, souvent appelée en pratique "règle de l'EBITDA". Les charges d'intérêts nettes (les "surcoûts d'emprunt") ne sont pas déductibles dans la mesure où elles dépassent la plus élevée des deux limites suivantes : (i) 30% de l'EBITDA fiscal ou (ii) 3 millions d'euros.

Contrairement aux anciennes règles de sous-capitalisation, la règle de l'EBITDA ne vise pas seulement les intérêts entre sociétés du groupe, mais tous les intérêts et les montants économiquement équivalents, y compris donc aussi les intérêts payés aux banques.

Cette règle se caractérise par le fait qu'elle s'applique à l'ensemble des sociétés et établissements stables belges d'un groupe, ce qui signifie, entre autres, que la limite de 3 millions d'euros doit être répartie entre eux.

Les contrats de prêt conclus avant le 17 juin 2016 et non fondamentalement modifiés par la suite sont exclus de son application. Les modifications fondamentales comprennent entre autres une modification de la durée, du montant ou du taux d'intérêt du prêt, ainsi que son refinancement. Les anciens prêts restent soumis à la législation antérieure sur la sous-capitalisation.

En outre, la règle de l'EBITDA ne s'applique pas à une société qui ne fait pas partie d'un groupe de sociétés, qui n'a pas d'établissements à l'étranger et qui n'a pas :

- de participation directe ou indirecte d'au moins 25 % dans une autre société ;
- pour actionnaire une personne physique ou morale qui détient directement ou indirectement une participation d'au moins 25% dans cette société et dans une autre société.

⁹⁹ Les taxes régionales propres ne sont pas déductibles à l'impôt des sociétés, à l'exception de celles pour l'usage de véhicules ou l'usage de la voie publique, dont le prélèvement kilométrique régional.

¹⁰⁰ C'est-à-dire les impôts visés à l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

¹⁰¹ Voir ci-après page 102.

¹⁰² La charge de la preuve incombe au contribuable.

LES AVANTAGES ANORMAUX OU BÉNÉVOLES

Il s'agit des avantages anormaux ou bénévoles consentis à des entreprises établies à l'étranger avec lesquelles la société a des liens directs ou indirects d'interdépendance ou à une entreprise qui est soumise dans le pays de son siège social à un régime de taxation notablement plus avantageux.

LES LIBÉRALITÉS

Toutes les libéralités sont considérées comme des dépenses non admises. Certaines d'entre elles peuvent toutefois être déduites du bénéfice imposable lorsqu'elles sont éligibles à une réduction d'impôt pour libéralités (voir ci-après au point 2.3.3. "Éléments non imposables").

LES REPRISES D'EXONÉRATIONS ANTERIEURES, NOTAMMENT POUR PERSONNEL SUPPLÉMENTAIRE

L'engagement de personnel supplémentaire peut donner lieu à des immunisations d'impôts (voir ci-après au point 2.3.3. "Éléments non imposables").

Les exonérations ainsi antérieurement accordées sont toutefois reprises, en dépenses non admises, lorsque le personnel concerné diminue.

LES FRAIS DE VOITURE

Les frais afférents à l'utilisation des voitures, voitures mixtes, camionnettes et minibus, autres que ceux exclusivement affectés au transport rémunéré de personnes, sont déductibles à titre de frais professionnels à concurrence d'un pourcentage qui dépend du taux d'émission de CO₂ par kilomètre et du type de carburant (diesel / essence / gaz naturel).

Ne sont pas concernés :

- les véhicules qui sont affectés exclusivement à un service de taxi ou à la location avec chauffeur et qui sont exemptés à ce titre de la taxe de circulation ;
- les véhicules affectés à des cours de conduite par les auto-écoles ;
- les véhicules qui sont donnés exclusivement en location à des tiers ;
- les frais qui sont répercutés à des tiers, à condition que ces frais soient explicitement et séparément mentionnés dans la facture.

A partir de l'exercice d'imposition 2021, la déductibilité des frais de voiture est déterminée en fonction de la formule suivante : $120\% - (0,5\% * \text{coefficient} * \text{émission de CO}_2)$. Le coefficient est égal à '1' pour les véhicules alimentés uniquement au diesel ; à '0,95' pour les autres véhicules ; et est fixé à '0,90' pour les véhicules équipés d'un moteur au gaz naturel et dotés d'une puissance fiscale inférieure à 12 chevaux fiscaux. Le pourcentage de déductibilité ainsi obtenu est au minimum de 50% et au maximum de 100%. Par dérogation, la déductibilité des véhicules dont les émissions de CO₂ sont égales ou supérieures à 200 grammes/km est de 40 % ⁽¹⁰³⁾.

Pour ce qu'on appelle communément les 'faux hybrides' (un véhicule hybride rechargeable qui est équipé d'une batterie électrique avec une capacité énergétique de moins de 0,5 kWh par 100 kilogrammes de poids du véhicule ou émettant plus de 50 grammes de CO₂ par kilomètre), l'émission de CO₂ à prendre en considération pour la formule ci-dessus est égale à celle du véhicule correspondant pourvu d'un moteur utilisant exclusivement le même carburant. S'il n'existe pas de véhicule correspondant pourvu d'un moteur utilisant exclusivement le même carburant, la valeur de l'émission CO₂ est multipliée par 2,5.

¹⁰³ Ces règles sont également applicables à l'impôt des personnes physiques, pour lequel s'applique une déduction minimale de 75% pour les véhicules acquis avant le 1^{er} janvier 2018.

LA NON-DÉDUCTIBILITÉ DE CHARGES PROFESSIONNELLES SPÉCIFIQUES

Sont notamment visées ici :

- les dépenses et charges qui dépassent de manière déraisonnable les besoins professionnels ;
- les frais vestimentaires à l'exception des vêtements de travail spécifiques ;
- 31% des frais de restaurant ;
- 50% des frais de réception et de cadeaux d'affaire.

LE RÉGIME FISCAL DES PENSIONS ET COTISATIONS POUR PENSIONS

Les versements effectués pour constituer des pensions extra-légales ne sont déductibles que dans la mesure où ils se rapportent à des rémunérations payées régulièrement, selon une périodicité similaire à celle des rémunérations allouées au personnel et imputées sur les résultats de la période imposable. Les versements se rapportant à des rémunérations allouées lors de l'assemblée générale ou mises en compte courant ne sont donc pas déductibles.

Ces versements doivent être faits à titre définitif, en dehors de toute obligation légale, à une entreprise d'assurance, à une institution de prévoyance ou à une institution de retraite professionnelle établie dans un Etat membre de l'Espace économique européen.

La déductibilité de ces cotisations n'est toutefois octroyée que dans la mesure où les prestations qu'elles génèrent, ajoutées aux autres prestations à allouer à l'occasion de la mise à la retraite ⁽¹⁰⁴⁾ et exprimées en rentes annuelles, n'excèdent pas 80% de la dernière rémunération annuelle brute d'une carrière "normale" (en général, 40 ans d'activité professionnelle).

LA PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS AU CAPITAL ET LES PRIMES BÉNÉFICIAIRES POUR LES TRAVAILLEURS

Les sommes attribuées par la société sont reprises en DNA. L'annexe 1 de ce chapitre précise comment est calculé le montant imposable.

Aucune déduction de libéralités, de RDT, pour revenus de brevets/ revenus d'innovation, pour capital à risque, de pertes antérieures ou encore aucune déduction pour investissement ne peut être opérée sur le montant ainsi repris en DNA.

LA MISE À DISPOSITION D'UNE VOITURE DE SOCIÉTÉ

Sont repris en DNA les frais de voiture, à concurrence d'un pourcentage ⁽¹⁰⁵⁾ de l'avantage de toute nature résultant de l'utilisation à des fins personnelles d'un véhicule mis à disposition par l'employeur :

- 17% du montant imposable de l'ATN lorsqu'aucun frais de carburant liés à l'utilisation privée du véhicule n'est pris en charge par l'employeur ;
- 40% du montant imposable de l'ATN lorsque les frais de carburant liés à l'utilisation personnelle du véhicule, sont, en tout ou en partie, pris en charge par l'employeur.

LES FRAIS DE L'ALLOCATION DE MOBILITÉ

Sont également repris en DNA les frais de l'allocation de mobilité, à concurrence de 17% du montant imposable de l'ATN. Cette quotité est augmentée à 40% si les frais de carburant liés à l'utilisation personnelle du véhicule remplacé étaient, en tout ou en partie, pris en charge par l'employeur.

¹⁰⁴ A l'exclusion des prestations d'assurance-vie individuelle.

¹⁰⁵ Ce pourcentage s'applique sur le montant brut de l'avantage de toute nature imposable, quelle que soit la contribution personnelle éventuelle de l'employé.

C. Les dividendes distribués

DIVIDENDES

Les dividendes distribués par les sociétés sont compris dans la base imposable.

INTÉRÊTS ASSIMILÉS À DES DIVIDENDES

Les intérêts des avances faites aux sociétés peuvent être assimilés à des dividendes si l'avance est effectuée :

- soit par une personne physique qui détient des actions ou parts de cette société ;
- soit par des personnes ayant dans cette société le statut de dirigeant d'entreprise, ainsi que leurs conjoints ou encore leurs enfants mineurs non émancipés.

L'intérêt attribué est alors requalifié comme dividende dès que et dans la mesure où :

- les intérêts attribués excèdent la limite fixée, sur base de l'article 55 CIR92, en fonction du taux d'intérêt du marché ⁽¹⁰⁶⁾ ;
- le montant total des avances productives d'intérêts excède le total formé par le capital libéré en fin de période imposable et les réserves taxées au début de la période imposable.

L'assimilation aux dividendes et revenus de capitaux investis signifie la non-déductibilité à l'impôt des sociétés ⁽¹⁰⁷⁾.

RACHAT D' ACTIONS, PARTAGE TOTAL OU PARTIEL DE L' AVOIR SOCIAL

Les dividendes distribués comprennent également les attributions faites à l'occasion d'une **acquisition d'actions ou parts propres** ⁽¹⁰⁸⁾. Le taux du précompte mobilier est fixé à 30% des sommes définies comme dividendes par l'article 186, CIR 92, à savoir les boni d'acquisition.

En cas de **partage (total ou partiel) de l'avoir social d'une société** ⁽¹⁰⁹⁾, les sommes réparties sont considérées comme des bénéfices distribués pour la quotité qui excède le capital social réellement libéré restant à rembourser, éventuellement revalorisé. L'excédent est imposable au titre de boni de liquidation et un précompte mobilier est perçu au taux de 30% du montant considéré comme dividende distribué ⁽¹¹⁰⁾.

2.3.2. VENTILATION DES BÉNÉFICES

Des bénéfices imposables constitués par la somme des réserves, des dépenses non admises et des dividendes est alors déduit le résultat réel de la navigation maritime dont le bénéfice est déterminé sur la base du tonnage ⁽¹¹¹⁾, et ensuite les différents éléments auxquels s'applique la limitation de déduction. La limitation de déduction signifie qu'aucune des déductions mentionnées ci-dessous ne peut être prise en compte et qu'aucune compensation avec la perte de la période imposable ne peut être opérée. Ces éléments seront donc inclus dans la base imposable indépendamment du résultat de la société et des déductions éventuelles qui peuvent être imputées sur celui-ci (voir aussi 2.3.11).

¹⁰⁶ Voir ci-dessus ' Dépenses non admises '.

¹⁰⁷ Cette disposition ne s'applique pas aux intérêts attribués par les Coopératives agréées par le Conseil national de la Coopération, ni aux intérêts des obligations émises par un appel public à l'épargne.

¹⁰⁸ Pour les rachats d'actions, les conditions et modalités d'application de cette règle sont décrites à l'article 186 CIR92.

¹⁰⁹ Les dispositions concernant le partage de l'avoir social sont également applicables en cas de transfert à l'étranger du siège social, du siège de direction ou d'administration.

¹¹⁰ Il s'agit des taux de précompte mobilier en vigueur pour l'exercice d'imposition 2021.

¹¹¹ Le bénéfice de la navigation maritime déterminé en fonction du tonnage est ajouté à la base imposable après les différentes déductions.

Si le résultat avant la limitation de déduction est supérieur au montant total des éléments auxquels la limitation de déduction s'applique, les déductions seront imputées sur le résultat restant après l'application de la limitation de déduction.

Si le résultat avant la limitation de déduction est inférieur au montant total des éléments auxquels la limitation de déduction s'applique, la différence sera ajoutée à la perte à reporter sur les périodes imposables suivantes.

Le résultat restant après l'élimination du résultat réel de la navigation maritime pour laquelle le bénéfice est déterminé sur la base du tonnage et après la limitation de déduction est ventilé en deux catégories :

- La première catégorie comprend les bénéfices d'origine belge taxables au taux plein et les bénéfices d'origine étrangère qui ne sont pas exonérés en vertu d'une convention internationale préventive de la double imposition.
- La seconde catégorie comprend les bénéfices d'origine étrangère qui sont exonérés en vertu d'une convention préventive de la double imposition. Cette catégorie n'entre pas en compte pour la détermination de la base imposable.

2.3.3. ELÉMENTS NON IMPOSABLES

Sont ici déduites :

- l'exonération de 16.560 euros accordée par unité de personnel supplémentaire affecté en Belgique à la direction du service des exportations ou à la direction du service "gestion intégrale de la qualité" ⁽¹¹²⁾ ;
- l'exonération à concurrence de 40% des rémunérations payées ou attribuées à des travailleurs pour lesquels l'employeur bénéficie du bonus de tutorat ⁽¹¹³⁾ ;
- l'exonération de 6.160 euros par unité de personnel supplémentaire des PME ⁽¹¹⁴⁾ ;
- l'exonération pour passif social en vertu du statut unique ;
- l'exonération des indemnités compensatoires pour pertes de revenus, reçues à partir du 1^{er} janvier 2018 et attribuées par les Régions en faveur des entreprises victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public ;
- les libéralités : la déduction des libéralités ne peut toutefois excéder ni 5% du bénéfice fiscal déterminé comme mentionné au 2.3.1., ni 500.000 euros ;
- les autres éléments non imposables : remboursement d'amendes non déductibles, ...

Les trois premières exonérations sont abrogées à l'impôt des sociétés à partir de l'exercice d'imposition 2021 lié à une période imposable débutant au plus tôt le 1^{er} janvier 2020.

2.3.4. CORBEILLE ET BASE IMPOSABLE MINIMALE

La loi du 25 décembre 2017 relative à la réforme I.Soc a introduit des règles particulières d'imputation pour un certain nombre de déductions et elle limite globalement la déduction par période imposable à 1.000.000 EUR, majorés de 70 % du solde du résultat fiscal, de sorte que 30 % de ce solde forment une base minimale d'imposition.

¹¹² Voir chapitre 3, page 125.

¹¹³ Voir chapitre 3, page 125.

¹¹⁴ Voir chapitre 3, page 125.

Les différents postes de déduction sont limités à une corbeille annuelle. Il s'agit de la déduction des pertes antérieures, les RDT reportés, la déduction pour revenus d'innovation reportée, les déductions pour capital à risque reportées et la nouvelle déduction pour capital à risque incrémentale.

Le montant des déductions qui n'a pas pu être utilisé du fait de la limitation à la corbeille peut être reporté vers les périodes imposables suivantes. Pour les petites sociétés, les pertes reportées ne sont pas soumises à la limitation pendant les quatre premières périodes imposables.

2.3.5. DÉDUCTION DES REVENUS DÉFINITIVEMENT TAXÉS (RDT) ET DES REVENUS MOBILIERS EXONÉRÉS (RME)

A. Revenus définitivement taxés

REVENUS DÉDUCTIBLES AU TITRE DE RDT

Constituent des "revenus définitivement taxés" :

- (a) les dividendes ;
- (b) les boni d'acquisition ou de liquidation, dans la mesure où ils constituent un dividende auquel les articles 186 (acquisitions d'actions propres), 187 (partage partiel de l'avoir social) ou 209 CIR92 (partage total de l'avoir social) ou des dispositions analogues de droit étranger s'appliquent ;
- (c) afin d'éviter la double imposition, les dividendes et les plus-values non exonérées sur des participations dans des entreprises étrangères contrôlées, dont le bénéfice a déjà été imposé en Belgique conformément à l'article 185/2 CIR92, entrent en considération sans application des limites et conditions exposées ci-dessous.

LES CAS D'EXCLUSION

La loi énumère plusieurs cas d'exclusion, dont voici les principaux :

- 1° Le premier cas d'exclusion est celui des revenus alloués ou attribués par une société qui n'est pas assujettie à l'I.Soc ou à un impôt étranger analogue, ou qui est établie dans un pays dont les dispositions du droit commun sont notablement plus avantageuses qu'en Belgique.
- 2° Le deuxième cas d'exclusion est celui des revenus alloués ou attribués par une société de financement (¹¹⁵), de trésorerie (¹¹⁶) ou d'investissement (¹¹⁷) qui, bien qu'assujettie dans le pays de son domicile fiscal à un impôt visé au 1°, y bénéficie d'un régime fiscal exorbitant du droit commun.
- 2° bis C'est aussi le cas des revenus alloués ou attribués par une société d'investissement à capital fixe en biens immobiliers, une SIR ou une société étrangère similaire qui, bien qu'assujettie dans le pays de son domicile fiscal à un impôt visé au 1°, y bénéficie d'un régime fiscal exorbitant du droit commun, dans la mesure où les revenus de biens immobiliers qu'elle recueille n'ont, entre autres conditions, pas été soumis à l'impôt des sociétés ou à un impôt étranger analogue, ou bénéficient d'un régime d'imposition distinct exorbitant du droit commun.

¹¹⁵ On désigne par ' société de financement ' toute société dont l'activité consiste exclusivement ou principalement en la prestation de services financiers au profit de sociétés qui ne forment pas directement ou indirectement un groupe avec la société prestataire.

¹¹⁶ On désigne par ' société de trésorerie ' toute société dont l'activité exclusive ou principale consiste à effectuer des placements de trésorerie.

¹¹⁷ On désigne par ' société d'investissement ' toute société dont l'objet exclusif consiste dans le placement collectif de capitaux.

- 3° Le troisième cas d'exclusion permet de remonter en amont de la société distributrice : la déduction pour RDT est refusée **dans la mesure** où la société distributrice a elle-même recueilli des revenus autres que des dividendes dans des pays autres que celui de son domicile fiscal et qui y ont bénéficié d'un régime fiscal exorbitant du droit commun.
- 4° Le quatrième cas d'exclusion permet également de remonter en amont de la société distributrice : la déduction pour RDT est refusée dans la mesure où la société distributrice a réalisé des bénéfices par l'intermédiaire d'un ou plusieurs établissements étrangers qui sont d'une manière globale assujettis à un régime de taxation "**notablement plus avantageux**" que celui auquel ces bénéfices auraient été soumis en Belgique.
- 5° Le dernier cas d'exclusion concerne les revenus recueillis de sociétés - autres que des sociétés d'investissement - qui redistribuent à concurrence d'au moins 90% des dividendes concernés par les quatre premiers cas d'exclusion.

Un régime de taxation est jugé notablement plus avantageux lorsque le taux normal de l'impôt des sociétés ou la charge fiscale effective est inférieure à 15%. Les dispositions fiscales de droit commun applicables aux sociétés établies dans un Etat membre de l'Union européenne sont censées ne pas être notablement plus avantageuses qu'en Belgique.

La loi met toutefois certaines limites à ces cinq cas d'exclusion :

- 1° Le premier cas d'exclusion n'est pas applicable aux dividendes alloués ou attribués par des intercommunales, structures de coopération, associations de projets, régies communales autonomes et associations qui exploitent un hôpital ou une institution assistant des victimes de la guerre, personnes handicapées, personnes âgées, etc.
- 2° Le deuxième cas d'exclusion n'est pas applicable aux sociétés d'investissement et aux sociétés immobilières réglementées dont les statuts prévoient respectivement la distribution annuelle d'au moins 90% et 80% des revenus recueillis ou plus-values réalisées, déduction faite des rémunérations, commissions et frais.
- 3° Le deuxième cas d'exclusion n'est pas applicable aux dividendes distribués par des pricaf privées dans la mesure où les revenus proviennent de plus-values réalisées sur des placements en actions RDT ou des actions d'autres pricaf privées, ou de dividendes provenant de ces placements.
- 4° Ni le deuxième, ni le cinquième cas ne sont applicables à une société de financement résidente d'un Etat membre de l'Union européenne, pour autant qu'il s'agisse d'opérations à caractère économique ou financier légitime et que ladite société ne soit pas surcapitalisée.
- 5° Le cinquième cas d'exclusion ne s'applique pas si la société qui redistribue les dividendes est une société cotée dans une bourse européenne et soumise à l'impôt des sociétés dans un pays avec lequel la Belgique a conclu une convention.

SEUIL DE PARTICIPATION

Il est également exigé que la société actionnaire détienne, au moment de l'attribution ou de la mise en paiement des dividendes, une participation dans le capital de la société émettrice des actions qui atteint, soit 10% du capital de celle-ci, soit 2.500.000 euros.

CONDITION DE PERMANENCE

La déduction pour RDT n'est octroyée que pour les actions et parts provenant de participations qui ont été détenues en pleine propriété par la société pendant une période ininterrompue d'au moins un an.

Le seuil de participation et la condition de permanence ne s'appliquent pas aux revenus obtenus, alloués ou attribués par des sociétés d'investissement et des sociétés immobilières réglementées, ni aux revenus alloués ou attribués par des intercommunales, des structures de coopération, des associations de projet, des régies communales autonomes et des associations qui exploitent un hôpital ou une institution qui assiste des victimes de la guerre, des handicapés, des personnes âgées, etc.

MONTANT DÉDUCTIBLE

Le montant déductible était auparavant fixé à 95% du revenu avant retenue du précompte mobilier. Dans le cadre de la réforme de l'impôt des sociétés, la déduction RDT a été portée à 100%, pour les périodes imposables qui débutent au plus tôt le 1^{er} janvier 2018.

La déduction des RDT de l'exercice concerné (¹¹⁸) se fait sur le montant du bénéfice subsistant après la déduction des éléments non imposables, étant entendu que pour calculer cette limite, les DNA suivantes doivent être retirées (¹¹⁹) :

- libéralités "non déductibles",
- amendes et pénalités,
- charges professionnelles spécifiques,
- la quotité non déductible des frais de carburant ;
- les frais de l'allocation de mobilité imposable, à concurrence de 17% ou 40%,
- intérêts exagérés,
- avantages anormaux ou bénévoles,
- avantages sociaux,
- des cotisations pour pensions.

Aucune déduction ne peut non plus être effectuée sur le montant repris en DNA au titre de participation des travailleurs au capital et aux bénéficiaires de leur société (¹²⁰).

Ces dépenses non admises ne doivent pas être retirées de la base sur laquelle la déduction pour RDT est appliquée si le dividende est alloué ou attribué par une société établie dans un Etat membre de l'Espace économique européen, ou dans un pays avec lequel la Belgique a conclu une convention préventive de la double imposition qui prévoit un traitement analogue des dividendes, ou dans un pays dans lequel le principe de libre circulation des capitaux est applicable au capital qui a produit les dividendes concernés. Cet assouplissement s'applique uniquement aux dividendes, pas aux boni d'acquisition et de liquidation.

REPORT DES EXCÉDENTS DE RDT

En cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice imposable subsistant après la déduction des éléments non imposables, le solde de la déduction pour RDT est reportable sur les périodes imposables suivantes.

Avec la mise en œuvre de la réforme I.Soc, l'utilisation des RDT reportés, et d'autres déductions reportées, est cependant limitée en fonction du résultat de la période imposable, voir "Corbeille et base imposable minimale".

¹¹⁸ Les RDT reportés sont déplacés vers la corbeille.

¹¹⁹ Ceci revient à empêcher que des déductions soient faites sur ces DNA et leur enlèvent ainsi leur caractère imposable.

¹²⁰ Loi du 22 mai 2001 relative à la participation des travailleurs au capital des sociétés et à l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs.

Le report des RDT excédentaires concerne les dividendes alloués ou attribués par une société établie au moment de la distribution :

- dans un Etat membre de l'Espace économique européen (¹²¹), y compris la Belgique ;
- dans un Etat tiers avec lequel la Belgique a conclu une convention préventive de double imposition (CPDI) comprenant une clause d'égalité de traitement en matière de dividendes ;
- dans un Etat tiers autre que ceux visés ci-dessus, dès lors que le principe de la libre circulation des capitaux trouve à s'appliquer aux capitaux générateurs des dividendes concernés.

Un régime identique à celui de la limitation proportionnelle des pertes en cas d'apport d'une branche d'activité ou d'une universalité de biens, ou après une fusion, une scission ou une opération y assimilée est désormais applicable à la déduction RDT reportée, pour une opération effectuée à partir du 1^{er} janvier 2018.

B. Revenus mobiliers exonérés

Sont en outre déductibles, au titre de revenus mobiliers exonérés, les revenus d'actions privilégiées de la SNCB et les revenus de fonds publics émis (avant 1962) en exemption de tous impôts.

2.3.6. DÉDUCTION POUR REVENUS DE BREVETS ET DÉDUCTION POUR REVENUS D'INNOVATION

2.3.6.1. Déduction pour revenus de brevets (régime transitoire)

La suppression de la déduction pour revenus de brevets est assortie d'un régime transitoire de cinq ans (30 juin 2021 au plus tard).

Sont concernés les brevets ou certificats complémentaires de protection dont la société est titulaire et qu'elle a développés totalement ou partiellement dans ses centres de recherche, ainsi que les brevets, les droits de licence ou les certificats complémentaires de protection qu'elle a acquis à la condition qu'ils aient fait l'objet d'une amélioration par la société dans ses centres de recherche.

Le régime a cependant été assoupli pour les petites sociétés (au sens de l'article 1 :24 du Code des sociétés et associations) dans la mesure où il n'est plus nécessaire pour ces sociétés d'avoir une branche d'activité de recherche séparée.

Les revenus de brevets comprennent tant les revenus "sensu stricto" obtenus notamment sous forme de licence que les revenus qu'aurait obtenus de tiers la société qui a exploité les brevets pour son propre compte.

Les revenus doivent être évalués sur base de la rémunération qui aurait été convenue entre entreprises indépendantes.

Les revenus déductibles doivent être compris dans les revenus imposables et sont diminués :

- des amortissements actés pendant la période imposable sur la valeur d'investissement ou de revient de ces brevets, dans la mesure où ils sont portés en déduction de la base taxable en Belgique ;
- des rémunérations dues à des tiers pour ces brevets lorsqu'elles sont à charge du résultat imposable en Belgique.

¹²¹ Ou de la Communauté européenne en ce qui concerne les dividendes attribués ou mis en paiement avant le 01.01.1994.

Les revenus ainsi délimités sont déductibles à concurrence de 80% de leur montant.

En cas d'absence ou d'insuffisance de bénéficiaires, le solde de la déduction pour revenus de brevets n'est pas reportable sur les périodes imposables suivantes.

2.3.6.2. Déduction pour revenus d'innovation

2.3.6.2.1. Contexte et régime transitoire

La loi du 3 août 2016 a abrogé la déduction pour revenus de brevets. Celle-ci a été remplacée par la déduction pour revenus d'innovation, d'application depuis le 1^{er} juillet 2016.

Un régime transitoire est cependant introduit jusqu'au 30 juin 2021 pour les brevets et certificats complémentaires de protection octroyés ou demandés avant le 1^{er} juillet 2016.

Le choix de l'application de la déduction pour revenus d'innovation peut s'effectuer par droit de propriété intellectuelle, mais il est irrévocable, de sorte que la société est alors exclue de l'application de la disposition transitoire introduite pour la déduction pour revenus de brevets. Le régime transitoire n'est pas applicable à certains droits de propriété intellectuelle obtenus de sociétés associées à partir du 1^{er} janvier 2016.

L'application de la déduction pour revenus d'innovation n'empêche pas l'application de la déduction pour investissement afférente au même droit de propriété intellectuelle.

Tant l'application de la déduction pour revenus de brevets que de la déduction pour revenus d'innovation s'effectue par droit de propriété intellectuelle.

L'ancienne déduction pour revenus de brevets ne peut plus être appliquée que pour autant qu'il s'agisse de brevets pour lesquels la déduction pour revenus d'innovation n'a pas encore été appliquée (modification du régime transitoire, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2018).

2.3.6.2.2. Régime de la déduction pour revenus d'innovation

Pour les droits de propriété intellectuelle demandés mais non encore octroyés, une exonération temporaire, puis éventuellement définitive, est possible, sous certaines conditions.

a) Montant de la déduction pour revenus d'innovation et report

Le montant de la déduction pour revenus d'innovation équivaut au résultat de l'opération suivante :
[revenus d'innovation nets x facteur correctif (¹²²) x 85%].

En cas d'absence ou d'insuffisance de bénéficiaires de la période imposable pour laquelle la déduction pour revenus d'innovation peut être déduite, la partie qui n'a pas pu être déduite est reportable sur les périodes imposables suivantes. Avec la mise en œuvre de la réforme I.Soc, l'utilisation de la déduction pour revenus d'innovation reportée, et d'autres déductions reportées, est cependant limitée en fonction du résultat de la période imposable, voir "Corbeille et base imposable minimale".

¹²² A savoir le rapport dépenses qualifiantes / dépenses globales. Cette fraction est déterminée séparément pour chaque droit de propriété intellectuelle éligible (ou type/groupe de produits/services), et les dépenses tant qualifiantes que globales sont cumulées au fil des périodes imposables. Les dépenses qualifiantes peuvent être majorées de 30%, mais le quotient est de 1 maximum. On parle également de ' Ratio Nexus '.

b) Droits de propriété intellectuelle éligibles

Il s'agit des droits de propriété intellectuelle visés ci-dessous dont la société est pleine propriétaire, copropriétaire, usufruitière ou titulaire de licences ou de droits :

- les brevets ;
- les certificats complémentaires de protection ;
- les droits d'obtention végétale, dont la demande ou l'acquisition est faite à partir du 1^{er} juillet 2016 ;
- les médicaments orphelins, limités aux 10 premières années de leur inscription auprès du Registre européen des médicaments orphelins, dont la demande ou l'acquisition est faite à partir du 1^{er} juillet 2016 ;
- l'exclusivité des données, ou l'exclusivité commerciale, attribuée par les pouvoirs publics à partir du 1^{er} juillet 2016 ;
- des programmes d'ordinateur protégés par le droit d'auteur, y compris les créations dérivées ou les adaptations provenant des programmes d'ordinateur existants, résultant des projets ou des programmes, de recherches ou de développement, visés à l'article 275³, §3, CIR92, et qui n'ont pas déjà généré de revenus avant le 1^{er} juillet 2016.

c) Revenus d'innovation visés (avec respect du principe "at arm's length")

- les redevances de licences ;
- les redevances qui seraient dues si les biens produits ou services prestés l'étaient par un tiers en vertu d'une licence concédée ;
- les redevances qui seraient dues si le processus de production lié indissociablement aux droits de propriété intellectuelle était suivi par un tiers en vertu d'une licence concédée ;
- les indemnités pour dommage réel dues soit sur base d'une décision judiciaire ou arbitrale, soit sur base d'un accord amiable, soit sur base d'un contrat d'assurance, suite à la violation d'un droit de propriété intellectuelle ;
- le prix de vente total obtenu à l'occasion de l'aliénation d'un droit de propriété intellectuelle, sous certaines conditions.

Quel que soit le pays de protection, les revenus d'innovation mondiaux peuvent entrer en considération pour la déduction pour revenus d'innovation.

d) Détermination des revenus nets

Les revenus nets correspondent aux revenus bruts d'une période imposable diminués des dépenses globales reprises en frais ou supportées pendant la période imposable, et se rattachent exclusivement à un droit de propriété intellectuelle éligible (ou type/groupe de produits/services).

Les dépenses globales comprennent les dépenses qualifiantes liées au droit de propriété intellectuelle, mais aussi :

- les dépenses se rattachant directement à l'acquisition du droit de propriété intellectuelle ;
- les frais d'outsourcing d'activités R&D à des parties liées se rattachant directement au droit de propriété intellectuelle ;
- à l'exclusion de dépenses R&D indirectes, d'intérêts et dépenses afférents aux terrains et bâtiments.

Les *dépenses qualifiantes* sont des dépenses R&D se rattachant directement à un droit de propriété intellectuelle :

- supportées par la société même ;
- résultant d'un outsourcing R&D à des parties non liées ;
- payées à une partie liée qui les reverse sans marge à une partie non liée ;
- payées aux établissements stables étrangers ;
- à l'exclusion de dépenses R&D indirectes, d'intérêts et dépenses afférents aux terrains et bâtiments.

Pour la période imposable au cours de laquelle la déduction pour innovation est déterminée pour la première fois, sont à déduire non seulement les frais de cette période imposable mais aussi ceux des périodes imposables antérieures se clôturant après le 30 juin 2016 ⁽¹²³⁾.

2.3.7. DÉDUCTION POUR CAPITAL À RISQUE

La déduction pour capital à risque (DCR) ou régime des intérêts notionnels ⁽¹²⁴⁾ permet aux entreprises de déduire de leurs bénéfices imposables un intérêt fictif calculé sur leur capital à risque.

Le régime de la déduction pour capital à risque a été réformé et il ne concerne plus que le capital incrémental (supplémentaire) à partir de l'exercice d'imposition 2019 (période imposable qui débute au plus tôt le 1^{er} janvier 2018). La constitution et les corrections de cette DCR incrémentale restent identiques au système précédent, y compris le pourcentage de déduction plus élevé pour les petites sociétés.

La disposition transitoire évoquée *infra* pour la déduction reportée jusqu'à l'exercice d'imposition 2012 compris reste en vigueur. Les stocks accumulés de déduction pour capital à risque sont donc maintenus.

BASE DE CALCUL

L'accroissement est calculé par comparaison des capitaux propres de la période imposable concernée avec les capitaux propres de la cinquième période imposable précédente. La différence positive est divisée par 5, de sorte que la déduction est étalée (lissage) sur une période de cinq ans et que la déduction pour capital à risque est dès lors moins sensible aux abus.

Les capitaux propres éligibles correspondent aux rubriques I à VI du passif du bilan : capital, primes d'émission, plus-values de réévaluation, réserves, bénéfice reporté et subsides en capital.

Cette base de calcul fait l'objet de plusieurs corrections ⁽¹²⁵⁾, dont le but est d'éviter les déductions en cascade, de rejeter les actifs dont les revenus ne sont pas imposables en Belgique en application des conventions préventives de la double imposition, et d'éviter certaines pratiques abusives consistant à loger artificiellement dans une société des actifs corporels afin d'augmenter le bénéfice de la déduction pour capital à risque.

Les actions et parts détenues à titre de placements de trésorerie dont les revenus entrent en ligne de compte pour la déduction RDT sont exclues de la base de calcul des intérêts notionnels.

¹²³ Ces dépenses antérieures à la première période de déduction peuvent être déduites en une fois ou étalées de manière linéaire sur maximum sept périodes imposables consécutives. Dans certains cas, une mesure de 'rattrapage' de cette période de sept ans trouvera à s'appliquer.

¹²⁴ Loi du 22.06.2005, MB du 30.06.2005.

¹²⁵ Cf. article 205ter, CIR92.

Suite à un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne ⁽¹²⁶⁾, les capitaux propres imputables à des établissements stables étrangers dont les revenus sont exonérés en vertu de conventions préventives de double imposition, ne sont plus exclus de la base de calcul des intérêts notionnels.

Quant aux variations des capitaux propres pendant la période imposable, le capital à risque pris en considération est augmenté ou diminué du montant de ces variations (calculées en moyenne pondérée).

TAUX

Le taux de la déduction pour capital à risque est fixé pour chaque exercice d'imposition sur base du taux moyen des obligations linéaires (OLO) à 10 ans des mois de juillet, août et septembre de la pénultième année précédant celle dont le millésime désigne l'exercice d'imposition, soit l'année 2019 pour l'exercice d'imposition 2021 ⁽¹²⁷⁾.

Le taux à appliquer au cours de l'exercice d'imposition ne peut s'écarter de plus d'un point du taux appliqué au cours de l'exercice d'imposition précédent.

Le taux est fixé à **0% (- 0,092%, mais le taux est d'au moins 0%)** pour l'exercice d'imposition 2021. Pour les PME, le taux est fixé à 0,408% (- 0,092% + 0,5%). Le taux de la déduction est en effet majoré de 0,5 point pour les sociétés reconnues comme petite société au sens de l'article 1:24, du Code des sociétés et associations, et ce pour l'exercice d'imposition lié à la période imposable au cours de laquelle elles ont bénéficié de la déduction pour capital à risque.

SOCIÉTÉS EXCLUES

Sont exclus du régime des intérêts notionnels :

- les SICAV, SICAF, SIC ;
- les sociétés coopératives en participation, en application de la loi du 22 mai 2001 relative à la participation des travailleurs dans le capital des sociétés et à l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs ;
- certaines sociétés de navigation maritime.

REPORT EN CAS D'INSUFFISANCE DE BÉNÉFICES

La déduction pour capital à risque ne peut plus être imputée qu'aux bénéfices de la période imposable liée à la déduction et ne peut donc plus être reportée. De plus, la déduction pour capital à risque fait partie de la 'corbeille' (voir 2.3.4).

Cependant, pour les sociétés qui disposent encore d'un solde de déduction pour capital à risque reportable au 31 décembre 2011 (ou à la fin de la période imposable se rattachant à l'exercice d'imposition 2012), la possibilité de report dans les délais antérieurement prévus ⁽¹²⁸⁾ subsiste, mais au-delà d'un million d'euros, le report est limité à 60% des bénéfices restants.

Une prolongation de la durée du report est prévue pour les montants qui n'ont pas pu être déduits en raison de cette limitation à 60%.

Avec la mise en œuvre de la réforme I.Soc, l'utilisation des déductions pour capital à risque reportées, et d'autres déductions reportées, est cependant limitée en fonction du résultat de la période imposable, voir "Corbeille et base imposable minimale".

¹²⁶ Arrêt C-350/11 du 04.07.2013 (arrêt *Argenta*). La Cour de justice de l'Union européenne a jugé cette exclusion des capitaux propres de l'établissement stable étranger contraire au droit européen de la liberté d'établissement car cette restriction ne s'applique pas aux actifs d'un établissement stable belge d'une société belge.

¹²⁷ En outre, un plafond de 3% est fixé pour le taux depuis l'exercice d'imposition 2013.

¹²⁸ En cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices, la déduction non utilisée pouvait être reportée successivement sur les bénéfices des sept périodes imposables suivantes.

2.3.8. DÉDUCTION DES PERTES ANTÉRIEURES

Les pertes des périodes imposables antérieures sont déductibles sans limitation de temps.

Avec la mise en œuvre de la réforme I.Soc, l'utilisation des pertes reportées, et d'autres déductions reportées, est cependant limitée en fonction du résultat de la période imposable, voir "Corbeille et base imposable minimale".

Une disposition particulière est cependant prévue lorsqu'une société reçoit l'apport d'une branche d'activité, ou de l'universalité des biens, ou encore absorbe une autre société ⁽¹²⁹⁾.

Carry back des pertes dans l'agriculture

Un système optionnel de carry back est prévu, dans des conditions très spécifiques, pour la récupération de pertes professionnelles au profit du secteur agricole en cas de dommage subi par les cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables (sécheresse extrême, pluie diluvienne, etc.) qui ont eu lieu à partir du 1^{er} janvier 2018.

Le système de carry back est possible à l'IPP et à l'I.Soc (voir chapitre 3, section 3.7.).

2.3.9. DÉDUCTION POUR INVESTISSEMENT

Les taux applicables ainsi que les modalités de la déduction pour investissement sont décrits plus amplement ci-après au chapitre 3. Signalons simplement ici qu'elle reste notamment en vigueur :

- pour les investissements "Recherche et Développement" respectueux de l'environnement, les investissements économiseurs d'énergie, les investissements de sécurisation et les brevets ;
- pour les investissements destinés à assurer la production de récipients réutilisables et leur processus de recyclage ;
- pour les investissements visant à installer un système d'extraction ou d'épuration d'air dans un établissement horeca ;
- pour les investissements numériques.

Signalons également qu'une augmentation temporaire du pourcentage de base de la DPI de 8% à 20% s'applique, tel que ce pourcentage s'applique à l'IPP et à l'I.Soc mais uniquement dans le chef des petites sociétés. Cette augmentation est applicable aux immobilisations acquises ou constituées entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2019 et elle ne vaut pas pour la déduction pour investissement étalée. Ce pourcentage est augmenté à 25% pour les immobilisations acquises ou constituées entre le 12 mars 2019 et le 31 décembre 2022.

2.3.10. DÉDUCTION POUR CAPITAL À RISQUE : REPORTS DE MANIÈRE ILLIMITÉE ET DE MANIÈRE LIMITÉE

Le montant repris à titre de déduction pour capital à risque ne peut pas dépasser 60% du résultat subsistant avant cette opération. Cette limitation ne s'applique pas sur le premier million d'euros de ce résultat. Le montant n'ayant pu être déduit en raison de cette limitation voit son délai de report prolongé.

Cette limitation à 60% reste d'application dans le cadre de la réforme de l'I.Soc. Elle est cependant alignée sur le nouveau calcul applicable à certaines déductions fiscales. La règle des 60% est désormais appliquée après les déductions prévues articles 199 à 205, mais non plus après la déduction des intérêts notionnels de l'année en cours.

¹²⁹ Voir article 206, CIR 92.

2.3.11. DISPOSITIONS COMMUNES AUX DÉDUCTIONS

Aucune des déductions mentionnées aux points 2.3.3. à 2.3.10. ne peut être opérée :

- a) sur la partie des bénéficiaires imposables qui correspond aux avantages anormaux ou bénévoles reçus ou aux avantages financiers ou de toute nature reçus ⁽¹³⁰⁾ ;
- b) sur le montant repris en DNA au titre de participations des travailleurs au capital et aux bénéficiaires de leur société (loi du 22 mai 2001 relative à la participation des travailleurs dans le capital des sociétés et à l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs) ;
- c) sur l'assiette de la cotisation spéciale établie sur les commissions secrètes ;
- d) sur la partie des bénéficiaires imposables qui provient du non-respect de la condition d'intangibilité pour la réserve d'investissement ⁽¹³¹⁾ ;
- e) sur la partie des bénéficiaires affectés aux dépenses relatives aux frais de voiture à concurrence de 17% / 40% de l'avantage de toute nature résultant de l'utilisation à des fins personnelles d'un véhicule mis à disposition par l'employeur ;
- f) sur la partie des bénéficiaires affectés aux dépenses relatives aux frais de l'allocation de mobilité à concurrence de 17% de l'avantage de toute nature (40% lorsque les frais de carburant liés à l'utilisation personnelle du véhicule remplacé étaient repris totalement ou partiellement à charge de la société) ;
- g) sur les subsides en capital et en intérêts dans le cadre des aides à l'agriculture ;
- h) sur la partie du transfert intra-groupe qui dépasse le résultat négatif déterminé avant l'incorporation de ce transfert intra-groupe ;
- i) la reprise de certaines réserves exonérées à un taux réduit.

2.3.12. BANQUES ET ENTREPRISES D'ASSURANCE

Une taxe bancaire annuelle unique, visée par le Code des droits et taxes divers, a remplacé certaines taxes, limitations et contributions auxquelles les établissements de crédit étaient auparavant soumis, ainsi que les entreprises d'assurance.

A ainsi notamment été supprimée pour les établissements de crédit la mesure concernant la limitation en matière de déduction des RDT, pertes reportées et intérêts notionnels.

Ces limitations de déductions restent toutefois d'application pour les entreprises d'assurance et elles sont maintenues dans le cadre de la réforme de l'I.Soc.

2.4. CALCUL DE L'IMPÔT

2.4.1. TAUX NORMAL

Le taux de l'impôt des sociétés s'élève à 25% à partir de l'exercice d'imposition 2021. La cotisation complémentaire de crise est supprimée.

¹³⁰ Par avantages financiers ou de toute nature reçus, sont visés les avantages obtenus dans le cadre d'une ' corruption ' privée ou publique qui ne sont pas déductibles dans le chef du débiteur.

¹³¹ Le régime de la réserve d'investissement est maintenu pour les réserves constituées à l'expiration d'une période imposable qui se clôturait au plus tard le 30 décembre 2018.

2.4.2. TAUX RÉDUIT

Pour les sociétés considérées comme des "petites sociétés" au sens de l'article 1:24, §§1 à 6, du Code des sociétés et des associations (voir encadré "Les petites sociétés au sens du Code des sociétés et des associations"), le taux s'élève à 20% pour la partie de la base imposable inférieure ou égale à 100.000 euros.

Pour bénéficier du taux réduit, la société doit toutefois également satisfaire à un certain nombre de conditions supplémentaires qui ont trait :

- à l'activité de la société ;
- à l'actionariat de la société ;
- à la rémunération de leurs dirigeants.

L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Pour bénéficier du taux réduit, la société ne peut détenir des actions ou parts dont la valeur d'investissement excède 50%, soit de la valeur réévaluée du capital libéré, soit du capital libéré augmenté des réserves taxées et des plus-values comptabilisées. Les termes de la comparaison sont à envisager à la date de clôture du bilan de la société détentrice des actions ou parts. Il n'est pas tenu compte, pour calculer la limite des 50%, des actions ou parts qui représentent au moins 75% du capital social libéré de la société émettrice.

L'ACTIONNARIAT DE LA SOCIÉTÉ

La possibilité de bénéficier du taux réduit est refusée aux sociétés dont les actions ou parts sont détenues à concurrence d'au moins la moitié par une ou plusieurs autres sociétés.

LA RÉMUNÉRATION MINIMALE DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE

Pour pouvoir bénéficier du taux "petites sociétés", la société est également tenue d'allouer, à charge du résultat de la période imposable, à au moins un des dirigeants/personnes physiques de l'entreprise une rémunération minimale déterminée. Cette rémunération minimale doit être au moins égale à 45.000 euros, mais si elle est inférieure à 45.000 euros, elle doit être au moins égale au résultat de la période imposable.

La condition relative à la rémunération minimale ne s'applique cependant pas pendant les quatre premières périodes imposables à partir de la constitution de la petite société, sauf dans le cas où par exemple la petite société nouvellement constituée poursuit l'activité exercée précédemment depuis plus de quatre ans dans le cadre d'une entreprise unipersonnelle.

LE CAS DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRÉÉES PAR LE CONSEIL NATIONAL DE LA COOPÉRATION

Les sociétés coopératives agréées par le Conseil national de la Coopération peuvent bénéficier du taux réduit même si elles ne satisfont pas :

- à la condition relative à l'actionariat de la société ;
- à la condition relative à la détention d'actions ou parts d'autres sociétés ;
- ou à la condition relative à la rémunération minimale des dirigeants de l'entreprise.

2.4.3. CRÉDIT D'IMPÔT POUR RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Un crédit d'impôt pour recherche et développement est d'application pour les investissements sur les brevets et les investissements respectueux de l'environnement.

INVESTISSEMENTS PRIS EN CONSIDÉRATION

Le crédit d'impôt pour recherche et développement s'applique aux investissements en immobilisations corporelles acquises ou constituées à l'état neuf et incorporelles neuves et qui sont affectées en Belgique à l'exercice de l'objet social.

BASE DE CALCUL

La base de calcul actuelle de la déduction pour investissement, c'est-à-dire la valeur d'investissement ou de revient, est multipliée par le taux de la DPI en faisant la distinction entre la déduction majorée pour investissement et la déduction étalée pour investissement. En effet, le crédit d'impôt peut être appliqué en une fois ou de manière étalée.

La base de calcul ainsi obtenue est multipliée par 25% (taux nominal de l'impôt des sociétés).

Exemple

Investissement R-D de 1.000 euros

Taux DPI de 13,5% (exercice d'imposition 2021, investissement R-D)

Taux DPI étalée de 20,5% (exercice d'imposition 2021, investissement R-D)

Taux nominal d'I.Soc de 25%

Crédit d'impôt appliqué en une fois :

*$1.000 * 13,5% * 25% = 33,75$ euros*

*Crédit d'impôt appliqué de manière étalée (au fur et à mesure des amortissements fiscalement admis, par ex. sur cinq ans) : $1.000 * 20% * 20,5% * 25% = 10,25$ euros*

MODALITÉS

En ce qui concerne les investissements dans la recherche et développement, les actifs doivent rester affectés à cet usage pendant toute la durée de l'amortissement, faute de quoi une quotité du crédit d'impôt accordé devra être remboursée.

INCOMPATIBILITÉS

Les sociétés doivent choisir entre d'une part, l'application du crédit d'impôt pour recherche et développement et d'autre part, le bénéfice de la déduction pour investissement pour brevets ou pour investissements respectueux de l'environnement. Ce choix est irrévocable.

EXCLUSIONS DU BÉNÉFICE DU CRÉDIT D'IMPÔT R-D

Les dispositions d'exclusion de certaines immobilisations du bénéfice de la déduction pour investissement s'appliquent également au crédit d'impôt R-D ⁽¹³²⁾.

IMPUTATION ET REPORT

Le crédit d'impôt est imputable intégralement sur l'impôt des sociétés et, le cas échéant, reportable sur les quatre exercices d'imposition suivants.

Tableau 2.2
Plafond d'imputation du crédit d'impôt R-D

Montant total du crédit d'impôt R-D reporté	Limitation à l'imputation du crédit d'impôt R-D reporté par exercice d'imposition
moins de 174.500 euros	aucune
de 174.500 à 698.000 euros	174.500 euros max.
au-delà de 698.000 euros	25% du report

¹³² Voir chapitre 3, page 125.

2.4.4. MAJORATION POUR ABSENCE OU INSUFFISANCE DE VERSEMENTS ANTICIPÉS

La majoration pour absence ou insuffisance de versements anticipés se calcule en principe comme à l'IPP⁽¹³³⁾, **sauf** que :

- les dates se calculent à partir du premier jour de l'exercice comptable et non sur base de l'année civile ;
- la base ne doit pas être portée à 106% ;
- la majoration n'est pas réduite à 90%.

Pour les sociétés considérées comme des "petites sociétés" au sens de l'article 1:24, §§ 1 à 6, du Code des sociétés et des associations, aucune majoration d'impôt n'est due pour les trois premiers exercices comptables à partir de leur constitution⁽¹³⁴⁾.

En vertu de la loi portant réforme de l'impôt des sociétés, à partir de l'exercice d'imposition 2019 (pour une période imposable débutant au plus tôt le 01.01.2018), le taux de référence pour le calcul de la majoration d'impôt en cas d'absence ou d'insuffisance de VA à l'impôt des sociétés ne peut être inférieur à 3%. Par conséquent, le pourcentage de majoration s'élève à minimum 6,75% (soit 2,25*3).

Les intérêts créditeurs sont égaux à 9%, 7,50%, 6% et 4,50% (cf tableau ci-dessous).

Tableau 2.3
Intérêts créditeurs

Sociétés soumises au taux de référence minimum majoré	
VA1	9%
VA2	7,50%
VA3	6%
VA4	4,50%

2.4.5. IMPUTATION DES PRÉCOMPTE

A. Précomptes remboursables

Sont imputables sur l'I.Soc et remboursables :

- les versements anticipés ;
- le précompte mobilier.

Pour les **dividendes**, l'imputation du précompte mobilier est subordonnée à la condition que le bénéficiaire des revenus ait, à la date à laquelle les ayants droit des dividendes sont identifiés, la pleine propriété des titres.

Une société ne peut en outre imputer le Pr.M. afférent à des dividendes lorsque l'attribution de ces revenus entraîne une moins-value ou une réduction de valeur des actions ou parts.

Pour les **intérêts**, l'imputation du précompte mobilier n'est accordée que, **prorata temporis**, pour la période au cours de laquelle la société a eu la **pleine propriété** des titres.

¹³³ Voir ci-avant page 83.

¹³⁴ Voir ci-dessus, page 98.

B. Précomptes non remboursables

Le précompte immobilier n'est pas imputable sur l'I.Soc mais constitue une dépense déductible.

La **quotité forfaitaire d'impôt étranger** (QFIE) est imputable sur l'I.Soc mais non remboursable. Elle ne concerne plus que les redevances et les intérêts.

Pour les redevances, la QFIE imputable correspond à l'impôt effectivement retenu. Pour les intérêts, elle est déterminée comme suit :

- Le taux n'est plus uniforme mais il dépend de l'impôt réellement retenu à l'étranger. Ce taux s'obtient en divisant l'impôt réellement payé à l'étranger par le "revenu-frontière". Il est limité à 15%.
- Le montant ainsi déterminé est imputable sur l'I.Soc. Le montant effectivement imputé ne peut toutefois excéder l'I.Soc se rapportant proportionnellement à la marge d'intermédiation. Cette marge d'intermédiation correspond à la différence entre le "revenu-frontière" et les charges financières qui s'y rapportent.

L'imputation de la QFIE n'est accordée que pour la période au cours de laquelle la société a eu la pleine propriété des capitaux et biens mobiliers.

2.4.6. RÉGIMES SPÉCIAUX DE TAXATION

A. Cotisation spéciale sur les commissions secrètes

Depuis la réforme en 2014 du régime des commissions secrètes, cette cotisation ne revêt plus de caractère pénalisant mais seulement un caractère compensatoire par rapport à la perte d'impôts sur les revenus. Le taux avait alors sensiblement baissé, de 300% à 100%, voire à 50% si on peut démontrer que le bénéficiaire de l'avantage est une personne morale.

La cotisation sur certains frais et bénéfices dissimulés n'est due que si l'identité du bénéficiaire n'est pas communiquée à l'administration fiscale.

La cotisation distincte est due, en règle générale, sur les frais et bénéfices non déclarés sauf si le contribuable démontre :

- que le montant de ces frais et bénéfices est compris dans une déclaration introduite dans les délais en Belgique ou à l'étranger ou
- que le bénéficiaire a été identifié de manière univoque au plus tard dans un délai de 2 ans et 6 mois à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition concerné.

La cotisation elle-même n'est pas considéré comme frais professionnel déductible à partir de l'exercice d'imposition 2021 (se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 1^{er} janvier 2020).

B. Réserve de liquidation

Moyennant l'application d'une cotisation distincte de 10% (qui s'ajoute à l'I.Soc ordinaire et est due pour la période imposable au cours de laquelle une réserve de liquidation est constituée), les petites sociétés au sens de l'article 1:24 du Code des sociétés et des associations ⁽¹³⁵⁾ peuvent constituer une réserve qui pourra ensuite être distribuée en exemption d'impôt (exemption de Pr.M et d'IPP) à l'occasion de la liquidation de la société (boni de liquidation).

Cette réserve doit être comptabilisée dans un ou plusieurs comptes distincts du passif.

¹³⁵ Et pour les années au cours desquelles une société répond aux critères de la petite société.

En cas de distribution de dividendes par prélèvement sur cette réserve, avant que la société ne soit en liquidation, les dividendes sont soumis au Pr.M au taux réduit de :

- 20% si la distribution a lieu durant les cinq premières années ;
- 5% si la distribution a lieu ultérieurement.

La cotisation distincte de 10% n'est pas déductible au titre de frais professionnels dans le chef de la société concernée.

C. Réserve de liquidation spéciale

La possibilité a été étendue aux bénéficiaires qui se rattachent aux exercices d'imposition 2013 et 2014. La loi-programme du 10 août 2015 permet aux petites sociétés au sens de l'article 1:24 du Code des sociétés et des associations, à titre de mesure transitoire, de constituer une réserve de liquidation à concurrence de tout ou partie du bénéfice comptable après impôt des exercices comptables afférents aux exercices d'imposition 2013 et 2014, moyennant le respect d'un certain nombre de conditions, en particulier le paiement d'une cotisation spéciale de 10%, respectivement pour le 15 décembre 2015 et le 30 novembre 2016 au plus tard.

Le régime de la réserve de liquidation spéciale a été étendu aux réserves taxées de l'exercice d'imposition 2012, pour certaines sociétés qui tiennent leur comptabilité autrement que par année civile.

ANNEXE AU CHAPITRE 2

LES REGIMES SPECIAUX D'IMPOT DES SOCIETES

LE RÉGIME DE DÉCISIONS ANTICIPÉES

Définition et principes généraux

On entend par décision anticipée (ruling) l'acte juridique par lequel le Service public fédéral Finances détermine, conformément aux dispositions en vigueur, comment la loi s'appliquera à une situation ou à une opération particulière qui n'a pas encore produit ses effets sur le plan fiscal.

Il ne s'agit donc pas de créer de nouvelles dispositions par voie contractuelle, mais de préciser comment la loi s'appliquera dans des circonstances données et d'assurer ainsi au contribuable de bonne foi la sécurité juridique nécessaire.

La décision anticipée ne peut avoir pour conséquence d'exempter d'impôt ou de réduire l'imposition par rapport à ce qui résulte de l'application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La décision anticipée doit être motivée. Les décisions prises sont publiées de manière anonyme et un rapport sur l'application du régime des décisions anticipées est communiqué annuellement à la Chambre des Représentants, qui rend ce rapport public.

Les cas d'application

Le régime de décision anticipée est d'application générale. Il couvre donc également les activités des centres de distribution et des centres de services qui bénéficiaient auparavant du régime *ad hoc*. Il diffère donc des régimes antérieurs qui énonçaient les cas d'application de manière limitative : ici, ce sont les cas d'inapplication qui sont énoncés par la loi ou par son arrêté royal d'exécution.

Les cas d'inapplication sont les suivants :

- (a) La demande a trait à des situations ou opérations identiques à des situations ou opérations qui ont déjà produit des effets sur le plan fiscal dans le chef du demandeur.
- (b) La demande a trait à des situations ou opérations identiques à des situations ou opérations pour lesquelles le contribuable et l'administration sont en litige (recours administratif, action judiciaire)..
- (c) La demande a trait à l'application d'une loi fiscale relative au recouvrement et aux poursuites.
- (d) Une décision anticipée ne peut être donnée lorsque, au moment de l'introduction de la demande, des éléments essentiels de l'opération ou de la situation décrite se rattachent à un pays refuge considéré comme non coopératif par l'OCDE (¹³⁶).
- (e) La demande concerne une situation "pour laquelle une décision anticipée serait inappropriée". Ces situations, définies par arrêté royal, sont :
 - le taux d'imposition et le calcul des impôts ;
 - les montants et pourcentages ;

¹³⁶ Plus aucune juridiction n'est reprise dans la liste des paradis fiscaux non coopératifs de l'OCDE, suite aux engagements pris par les dernières juridictions figurant sur cette liste de mettre en œuvre les principes de l'OCDE de transparence et d'échanges effectifs de renseignements en matière fiscale. Depuis le 1^{er} avril 2019, cette formulation change : les éléments ne doivent plus être essentiels. En outre, aucune décision anticipée ne pourra non plus être rendue lorsqu'il s'agit d'un pays qui figure sur la liste des paradis fiscaux visée à l'article 179, AR/CIR 1992, sauf si la Belgique a conclu avec ce pays une convention en matière d'échange de renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la législation nationale des Etats contractants.

- la procédure fiscale ;
- les dispositions pour lesquelles une procédure spécifique d'agrément ou de décision est organisée, en ce compris les procédures collectives ;
- les cas où le SPF Finances n'est pas habilité à se prononcer seul mais doit se prononcer en concertation avec d'autres autorités : par exemple, l'agrément d'une société à finalité sociale, inclure une ASBL dans la liste des institutions auxquelles les libéralités effectuées sont déductibles ;
- les sanctions, amendes, accroissements et majorations d'impôt ;
- les bases forfaitaires de taxation.

La procédure

La demande de décision anticipée doit être adressée par écrit par le demandeur et contenir les éléments d'identification, la description de ses activités, la description complète de la situation ou de l'opération particulière pour laquelle une décision anticipée est demandée ainsi que la référence aux dispositions légales ou réglementaires sur lesquelles devra porter la décision.

Elle doit contenir, le cas échéant, une copie intégrale des demandes qui ont été introduites par le même demandeur auprès des administrations fiscales d'autres Etats membres de l'Union européenne ou d'Etats tiers avec lesquels la Belgique a conclu une convention préventive de la double imposition ainsi que les éventuelles décisions qui s'y rapportent.

De nouveaux éléments peuvent être fournis tant que la décision n'est pas rendue.

En principe, la décision est rendue dans les trois mois mais le SPF Finances et le demandeur peuvent convenir d'un autre délai, plus court ou plus long.

Elle est rendue en principe pour 5 ans, sauf lorsque l'objet de la demande justifie une autre durée.

Lorsque la décision est rendue, elle lie le SPF Finances, sauf dans les circonstances suivantes :

- (a) les conditions auxquelles la décision anticipée est subordonnée ne sont pas remplies ;
- (b) la situation ou les opérations concernées n'ont pas été décrites de manière complète et exacte par le demandeur ;
- (c) des éléments essentiels de l'opération n'ont pas été réalisés de la manière présentée par le demandeur ;
- (d) il y a une modification des dispositions des traités, du droit communautaire ou du droit interne qui est applicable à la situation ou à l'opération visée par la décision anticipée ;
- (e) il s'avère que la décision anticipée n'est pas conforme aux dispositions des traités, du droit communautaire ou du droit interne.

Une décision anticipée rendue cesse également d'avoir ses effets lorsque les effets essentiels de la situation ou de l'opération sur laquelle elle porte sont modifiés par des éléments connexes ou ultérieurs qui sont directement ou indirectement imputables au demandeur ⁽¹³⁷⁾.

LES SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT

Les organismes de placement collectif (OPC) belges regroupent les fonds communs de placement et les sociétés d'investissement.

¹³⁷ Pour davantage d'informations sur les décisions anticipées, le lecteur peut se référer au site du Service autonome du Ruling (www.ruling.be/fr).

A l'inverse des fonds communs de placement qui constituent des indivisions, les sociétés d'investissement (SICAV, SICAF, SIC) constituent des personnes morales soumises à l'I.Soc.

Imposition des sociétés d'investissement

La société d'investissement est soumise à l'I.Soc sur une base limitée aux dépenses non admises (¹³⁸) et aux avantages anormaux ou bénévoles reçus (¹³⁹).

Comme elle n'est pas imposée sur les bénéficiaires distribués et réservés, aucune déduction pour RDT n'est octroyée à la société d'investissement.

Cette base imposable est soumise au taux normal de l'I.Soc.

Elle ne peut pas imputer le précompte mobilier retenu sur les dividendes belges ni la quotité forfaitaire d'impôt étranger.

La société d'investissement est en outre exonérée du droit d'apport.

Attribution des revenus - généralités

- Les produits provenant de SICAV de capitalisation autres que les SICAV dites "obligataires" (voir toutefois ci-dessous "Revenus attribués aux personnes physiques résidentes") ne sont pas soumis au précompte mobilier. Ils supportent cependant la taxe sur les opérations de bourse lors de l'acquisition, de la cession ou d'un changement de compartiment à l'intérieur de la SICAV.
- Les revenus de SICAV de distribution constituent des dividendes et sont soumis à un précompte mobilier de 30%. Les dividendes distribués par les Pricaf (privée) ne sont toutefois pas soumis au précompte mobilier pour la partie qui correspond à des plus-values sur actions réalisées par la Pricaf (privée). De même, le précompte mobilier n'est pas dû sur la partie des dividendes distribués pour laquelle la Pricaf (privée) elle-même n'a pas pu imputer le précompte mobilier.
- Dans le cas d'un fonds commun de placement (FCP), la transparence fiscale est appliquée, les produits obtenus par le fonds commun de placement étant censés avoir été obtenus directement par l'investisseur. Lorsqu'un FCP distribue un dividende, l'investisseur ne sera donc plus taxé sur ce dividende, puisqu'il aura déjà été imposé (via la retenue à la source ou via la déclaration à l'impôt des personnes morales) sur les dividendes, les intérêts, certaines plus-values que le FCP avait reçues (¹⁴⁰).

Revenus attribués aux personnes physiques résidentes

Les produits de SICAV de capitalisation constituent en principe des revenus non imposables pour les épargnants privés (¹⁴¹).

Toutefois, en ce qui concerne les SICAV de capitalisation ayant investi au moins 10% (¹⁴²) de leur portefeuille en créances productives d'intérêts (obligations, certificats de trésorerie notamment) et bénéficiant ou non du passeport européen (¹⁴³), la plus-value obtenue lors du rachat des parts ou du partage total ou partiel de l'avoir social de la SICAV est soumise au précompte mobilier de 30% pour la partie correspondant, d'une part, à des intérêts recueillis par la SICAV et, d'autre part, à des plus-values générées par le portefeuille de créances, déduction faite des moins-values.

¹³⁸ A l'exclusion des réductions de valeur et moins-values sur actions ou parts et des surcoûts d'emprunt.

¹³⁹ Les sociétés immobilières réglementées, qui ne constituent pas des sociétés d'investissement, sont également imposées de cette façon.

¹⁴⁰ Si la « ventilation » des revenus du FCP n'est pas possible et que la base imposable pour l'investisseur ne peut donc être déterminée, les dividendes que le FCP distribue seront dans certains cas toujours soumis au précompte mobilier.

¹⁴¹ On désigne ici par épargnant privé les personnes physiques qui n'ont pas affecté les titres à l'exercice de leur activité professionnelle.

¹⁴² Le seuil d'investissement en créances de 25% est valable pour les opérations réalisées depuis le 20 décembre 2012 (auparavant : 40%).

¹⁴³ Le pourcentage peut s'apprécier par compartiment de la SICAV. La règle ne s'applique alors qu'aux compartiments dépassant le seuil de 25%.

Revenus attribués aux sociétés résidentes

Les produits obtenus de sociétés d'investissement sont imposables, sachant que les dividendes obtenus des SICAV RDT, les boni de rachat et de liquidation de la SICAV RDT (¹⁴⁴) bénéficient, dans une certaine mesure (¹⁴⁵) de la déduction pour RDT.

Taxe sur les acquisitions et cessions

La taxe sur les opérations de bourse est d'application, selon les modalités suivantes :

- les cessions et acquisitions à titre onéreux d'actions de SICAV de capitalisation sont soumises à une taxe au taux de 1,32% ;
- le rachat par une SICAV de capitalisation de ses propres actions est soumis à une taxe au taux de 1,32%..

L'ORGANISME DE FINANCEMENT DE PENSIONS

Dans le cadre de la Directive européenne concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (¹⁴⁶), les fonds de pension, caisses de pension et fonds de sécurité d'existence doivent se convertir en "Organismes de Financement de Pensions" (OFP).

L'OFP est soumis à l'I.Soc, mais est doté d'un statut fiscal particulier. Son régime fiscal est similaire à celui des sociétés d'investissement.

LA PRICAF PRIVÉE

La Pricaf privée est un organisme de placement collectif alternatif privé, c'est-à-dire non coté en bourse. Le but est de favoriser les investissements privés, d'origine belge ou étrangère, dans les sociétés non cotées. Des adaptations au cadre réglementaire et fiscal de la Pricaf privée sont entrées en vigueur depuis l'exercice d'imposition 2019, ceci en vue d'encourager son utilisation.

Les Pricaf privées sont reprises sur une liste tenue et mise à la disposition du public par le SPF Finances.

Le cadre réglementaire de la Pricaf privée

La Pricaf privée est généralement constituée pour une période de douze ans (si les statuts le prévoient, cette période peut être prolongée deux fois, chaque fois avec un maximum de 3 ans).

Elle recueille ses moyens financiers auprès d'investisseurs privés. Le seuil minimum d'investissement dans une Pricaf privée est de 25.000 euros (anciennement 100.000 euros).

La Pricaf investit les fonds recueillis dans des instruments financiers émis par des sociétés non cotées et ne peut détenir, à partir de la troisième année, des liquidités ou des placements à terme que de façon accessoire ou temporaire.

Le régime fiscal de la Pricaf

La Pricaf est soumise à l'impôt des sociétés, mais sur une base imposable limitée (¹⁴⁷) à la somme des éléments suivants : les avantages anormaux ou bénévoles reçus ainsi que les DNA autres que les réductions de valeur et moins-values sur actions ou parts et les surcoûts d'emprunt.

¹⁴⁴ Les statuts de la SICAV RDT prévoient la distribution annuelle d'au moins 90 % de leurs revenus sous forme de dividendes.

Cette condition de distribution peut s'apprécier par compartiment d'actions de distribution. En outre, la coexistence au sein d'un même compartiment d'actions de capitalisation et d'actions de distribution n'est pas un obstacle à l'application du régime RDT, pour autant qu'il y ait distribution annuelle d'au moins 90% des revenus inhérents aux actions de distribution.

¹⁴⁵ Pour autant et dans la mesure où les revenus distribués proviennent de dividendes qui répondent eux-mêmes aux conditions de déduction RDT ou de plus-values sur actions susceptibles d'être exonérées d'I.Soc.

¹⁴⁶ Directive 2003/41/CE du 03.06.2003.

¹⁴⁷ A condition notamment qu'elle respecte les règles statutaires découlant du caractère spécifique de cette société en tant qu'organisme de placement collectif.

L'impôt est établi au taux normal de l'impôt des sociétés. Elle ne peut pas imputer le précompte mobilier retenu sur les dividendes belges, ni la quotité forfaitaire d'impôt étranger.

Le régime fiscal des investisseurs

L'INVESTISSEUR PARTICULIER

Une réduction d'impôt spécifique est prévue pour les personnes physiques qui, sous certaines conditions, souscrivent à des droits dans une Pricaf privée *starter* qui investit à son tour les fonds ainsi récoltés dans de nouvelles actions ou parts émises par des PME débutantes.

Les dividendes distribués par la Pricaf sont soumis à un précompte mobilier de 30% ou, dans certains cas, à un taux réduit (voir *infra*). Ce précompte tient lieu d'impôt final. Toutefois, le précompte mobilier n'est pas dû sur la partie du revenu distribué qui provient de plus-values sur actions réalisées par la Pricaf privée ou de dividendes qui ont été soumis à un précompte mobilier que la Pricaf n'a pas pu imputer. De même, lorsque la Pricaf achète ses propres actions, le boni d'acquisition n'est pas soumis au précompte mobilier. Il en est de même pour le boni de liquidation.

Les plus-values réalisées par l'investisseur particulier sur ses parts dans la Pricaf ne sont pas imposables.

Régime VVPR-bis au niveau de la Pricaf privée

En ce qui concerne la partie des dividendes distribués qui ne bénéficierait pas d'une exonération de précompte mobilier, le régime VVPR-bis s'applique au niveau de la Pricaf privée. Ce régime prévoit un taux de précompte mobilier réduit à 15 % ou 20 % pour les dividendes distribués par la Pricaf privée qui proviennent de dividendes entrant en ligne de compte afin d'être soumis aux taux réduits du régime VVPR-bis.

Réduction d'impôt en cas de moins-value

Une nouvelle réduction d'impôt a été introduite, pour les moins-values actées à l'occasion du partage total de l'avoir social d'une Pricaf privée constituée à partir du 1^{er} janvier 2018. Si toutes les conditions sont respectées, les citoyens qui ont subi une perte sur un investissement en capital dans une Pricaf privée bénéficient de cette réduction d'impôt.

Le taux de la réduction d'impôt est de 25% des moins-values concernées et un plafond annuel de 25.000 euros par contribuable est applicable. La réduction d'impôt n'est pas applicable aux moins-values sur participations dans une Pricaf privée pour lesquelles l'investisseur a déjà bénéficié de la réduction d'impôt pour acquisition de nouvelles actions ou parts d'entreprises débutantes ou de la réduction d'impôt pour acquisition de nouvelles actions ou parts d'entreprises en croissance.

L'INVESTISSEUR SOCIÉTÉ

Le Pr.M est retenu dans les mêmes conditions que pour les revenus attribués à un investisseur particulier. Il ne tient pas lieu ici d'impôt final mais il est imputable et remboursable sur l'impôt des sociétés dû par l'investisseur.

Les dividendes obtenus d'une Pricaf privée bénéficient de la déduction pour RDT dans la mesure où les dividendes distribués proviennent de revenus (dividendes ou plus-values) d'actions ou parts qui satisfont également aux conditions de déductions des RDT (principe de la transparence).

De même, les plus-values réalisées sur une participation dans une Pricaf privée sont exonérées pour autant que la Pricaf ait placé la totalité de ses actifs dans des actions ou parts dont les revenus sont susceptibles d'être déduits au titre de RDT ou des actions ou parts d'autres Pricaf privées.

CHAPITRE 3

DISPOSITIONS COMMUNES A L'IMPOT DES PERSONNES PHYSIQUES ET A L'IMPOT DES SOCIETES

Quoi de neuf ?

- *En matière de DPI : les pourcentages sont variables pour les investissements des exercices d'imposition 2020 et 2021. Le pourcentage de base de la déduction pour investissement (DPI) redevient 8% pour les immobilisations acquises ou constituées entre le 01.01.2020 et le 11.03.2020. Ce taux est temporairement relevé à 25 % pour les immobilisations acquises ou constituées entre le 12 mars 2020 et le 31 décembre 2022. Ce pourcentage de base s'applique à l'IPP et à l'I. Soc mais uniquement dans le chef des petites sociétés.*
- *Abrogation de l'amortissement dégressif pour les investissements à partir de 2020.*
- *En ce qui concerne les frais accessoires d'investissements réalisés à partir de 2020, les petites sociétés peuvent encore choisir entre seulement soit la prise en charge directe, soit l'amortissement au même rythme que le principal.*
- *Alignement des conditions d'exonération des plus-values sur actions ou parts et des conditions RDT. Un régime dérogatoire est cependant prévu pour les entreprises d'assurance.*
- *Possibilité de carry-back des pertes dans l'agriculture.*

3.1. RÉGIME FISCAL DES AMORTISSEMENTS

Le Code des Impôts sur les Revenus 1992 n'autorise plus que le régime d'amortissement linéaire ⁽¹⁴⁸⁾, l'amortissement dégressif étant abrogé à partir de l'exercice d'imposition 2021.

L'**amortissement linéaire** est calculé en appliquant chaque année de la période d'amortissement un taux constant à la valeur d'investissement ou de revient.

La première annuité d'amortissement peut être comptabilisée dès l'année d'acquisition. Son montant est obligatoirement calculé au prorata temporis du nombre de jours écoulés depuis la date d'acquisition pour toutes les sociétés, en ce compris les petites sociétés au sens de l'article 1 :24, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés et associations, pour lesquelles cette obligation est également applicable pour les immobilisations acquises ou constituées à partir de 2020.

L'amortissement des **frais accessoires** est autorisé pour autant que ces frais se rapportent à des actifs pour lesquels l'amortissement du principal est fiscalement admissible.

Deux régimes différents d'amortissement sont en principe admis :

- incorporation à la valeur amortissable du bien et amortissement en même temps que celui-ci ;
- amortissement selon un plan distinct ⁽¹⁴⁹⁾, éventuellement à 100% au cours de l'année ou de l'exercice comptable au cours duquel l'investissement est effectué.

¹⁴⁸ Dans certains cas particuliers, il peut y avoir doublement des amortissements linéaires : voir page 132.

¹⁴⁹ Pour les véhicules, l'amortissement des frais accessoires doit se faire au même rythme que l'amortissement du principal.

Toutefois, pour les sociétés qui ne répondent pas à la définition de petite société du Code des sociétés et associations, seule la première méthode est applicable : les frais accessoires sont donc à amortir au même rythme que le principal. La limitation *pro rata temporis* de l'annuité de l'année d'acquisition s'applique donc également aux frais accessoires. Pour les frais accessoires relatifs aux immobilisations acquises ou constituées à partir de 2020, les petites sociétés ne peuvent choisir qu'entre l'amortissement à 100% et l'amortissement en même temps que le montant en principal.

3.2. CATÉGORIES DE FRAIS BÉNÉFICIAIRE D'UNE DÉDUCTION MAJORÉE

A partir de l'exercice d'imposition se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 1^{er} janvier 2020, cette mesure n'est plus applicable à l'impôt des sociétés.

3.2.1. DÉDUCTION À CONCURRENCE DE 120% DES FRAIS DE SÉCURISATION

Une déduction fiscale à concurrence de 120% est applicable pour certains frais de sécurisation à caractère professionnel supportés par l'employeur ou un groupe d'employeurs, c'est-à-dire les frais d'abonnement pour le raccordement à une centrale d'alarme et les frais exposés en cas de recours (ou recours collectif par un groupe d'entreprises) à une entreprise de gardiennage. Le bénéfice de cette déduction majorée est réservé, en matière de sociétés, aux PME qui soit sont définies comme les sociétés dont la majorité des droits de vote est détenue par des personnes physiques, soit sont des "petites sociétés" au sens du Code des sociétés et associations.

3.2.2. DÉDUCTION À CONCURRENCE DE 120% DE CERTAINS FRAIS EXPOSÉS POUR FAVORISER L'USAGE D'UN CYCLE OU D'UN SPEED PEDELEC PAR LES MEMBRES DU PERSONNEL DANS LEURS DÉPLACEMENTS DOMICILE-LIEU DE TRAVAIL

Il s'agit des frais exposés par l'employeur pour acquérir, construire ou transformer un immeuble destiné à l'entreposage des cycles et des speed pedelecs pendant les heures de travail ou pour mettre un vestiaire ou des sanitaires à la disposition du personnel.

Il s'agit également des frais exposés par l'employeur en vue d'acquérir, d'entretenir et de réparer les cycles et speed pedelecs et leurs accessoires mis à la disposition du personnel.

Cycles et speed pedelecs

Par cycles, on entend les vélos classiques, vélos de course, VTT, vélos de ville, cycles adaptés aux moins valides, cycles pliables et cycles hybrides, avec ou sans propulsion électrique.

Par cycle motorisé, on entend tout véhicule à deux, trois ou quatre roues à pédales, équipé d'un mode de propulsion électrique auxiliaire, dont l'alimentation est interrompue lorsque le véhicule atteint une vitesse maximale de 25 km/h.

Par speed pedelec, on entend tout véhicule à deux roues à pédales, à l'exception des cycles motorisés, équipé d'un mode de propulsion électrique auxiliaire, dont l'alimentation est interrompue lorsque le véhicule atteint une vitesse maximale de 45 km/h.

Les cycles et speed pedelecs ne sont concernés par les avantages fiscaux que s'ils sont propulsés par un moteur électrique.

3.3. INCITANTS AUX INVESTISSEMENTS : LA DÉDUCTION POUR INVESTISSEMENT

3.3.1. PRINCIPE

La déduction pour investissement (¹⁵⁰) permet de déduire de la base imposable une quotité du montant des investissements effectués au cours de la période imposable.

Elle peut être octroyée aux sociétés et, pour les personnes physiques, à celles qui déclarent des bénéfices ou des profits.

3.3.2. INVESTISSEMENTS PRIS EN CONSIDÉRATION

RÈGLE GÉNÉRALE

La déduction pour investissement peut s'appliquer aux investissements en immobilisations **corporelles et incorporelles**, acquises ou constituées à **l'état neuf** pendant la période imposable et qui sont affectées en **Belgique** à l'exercice d'une activité professionnelle.

INVESTISSEMENTS CÉDÉS À DES TIERS

Lorsque l'investissement porte sur un actif cédé à un tiers et amortissable dans le chef du preneur, la déduction pour investissement est refusée au bailleur : tel est le cas en matière de leasing, de convention d'emphytéose ou de superficie.

Lorsque l'investissement porte sur un actif cédé selon des modalités autres que le leasing, la convention d'emphytéose ou de superficie et amortissable dans le chef du bailleur, la déduction pour investissement n'est autorisée que si le cessionnaire est une personne physique ou une société, qui satisfait elle-même aux conditions, critères et limites d'application de la déduction pour investissement à un pourcentage identique ou supérieur, qui affecte ces immobilisations à l'exercice de son activité professionnelle en Belgique et n'en cède pas lui-même l'usage à un tiers, fût-ce partiellement (¹⁵¹).

AUTRES EXCLUSIONS

Sont exclus du bénéfice de la déduction pour investissement :

- les immobilisations qui ne sont pas affectées exclusivement à l'exercice de l'activité professionnelle (¹⁵²);
- les immeubles acquis en vue de la revente ;
- les actifs non amortissables ou amortissables en moins de 3 ans ;
- les frais accessoires, lorsqu'ils ne sont pas amortis en même temps que les immobilisations auxquelles ils se rapportent ;
- les voitures et voitures mixtes (¹⁵³).

3.3.3. BASE DE CALCUL

C'est le montant amortissable qui détermine la base de calcul de la déduction pour investissement.

¹⁵⁰ Articles 68 à 77, CIR92, pour les dispositions communes à l'IPP et l'Isoc et article 201, CIR 92, pour les dispositions spécifiques ou dérogatoires propres à l'Isoc.

¹⁵¹ En cas de cession du droit d'usage, le droit à la déduction pour investissement est maintenu lorsque le droit d'usage est cédé à une société, sous réserve que le cessionnaire remplisse lui-même les conditions de la déduction pour investissement.

¹⁵² La déduction pour investissement s'applique cependant, pour la partie professionnelle, aux immeubles à usage mixte dont les locaux affectés exclusivement à des fins professionnelles sont manifestement séparés des locaux privés de ce même bien immobilier.

¹⁵³ A l'exception des voitures qui sont affectées exclusivement à un service de taxis, de location de voiture avec chauffeur, ou à l'enseignement pratique dans les auto-écoles agréées.

3.3.4. TAUX APPLICABLES

DÉTERMINATION DU TAUX DE BASE

Le **taux de base** est lié au taux d'inflation : pour les investissements de l'année "t", il se base sur la différence entre la moyenne des indices des prix à la consommation des années "t-1" et "t-2". Cette différence est majorée de 1,5 point.

Le taux ainsi obtenu ne peut excéder 10,5% et ne peut être inférieur à 3,5%.

LES INVESTISSEMENTS BÉNÉFICIAIRE DE LA DÉDUCTION AU TAUX DE BASE

La déduction au taux de base s'applique pour les investissements des personnes physiques et elle a été réactivée pour les investissements ordinaires réalisés par une société qui est considérée comme petite société (au sens de l'article 1 :24, §51 à 6, du Code des sociétés et associations) pour l'exercice d'imposition lié à la période imposable au cours de laquelle elle a réalisé ces investissements.

LES TAUX MAJORÉS

De tels taux sont applicables :

- aux brevets (+ 10 points) ;
- aux investissements qui visent à promouvoir la recherche et le développement de produits nouveaux et de technologies avancées n'ayant pas d'effet sur l'environnement ou visant à minimiser les effets négatifs sur l'environnement (+ 10 points) ;
- aux investissements économiseurs d'énergie (+ 10 points) ;
- aux investissements visant à installer un système d'extraction ou d'épuration d'air dans un fumoir d'un établissement horeca (+ 10 points) ;
- aux investissements en actifs numériques visant à intégrer et exploiter des systèmes de paiement et de facturation digitaux et les systèmes qui tendent à la sécurisation de la technologie de l'information et de la communication (+ 10 points) ;
- aux immobilisations corporelles qui tendent à la sécurisation des locaux professionnels et de leur contenu et à la sécurisation des véhicules d'entreprise (+ 17 points).

En cas de déduction étalée (voir ci-après), le taux de base est majoré :

- de 17 points pour les investissements pour la recherche et le développement respectueux de l'environnement ;
- de 7 points pour les autres investissements.

Une augmentation temporaire du pourcentage de base de la DPI de 8% à 20% s'applique, tel que ce pourcentage s'applique à l'IPP et à l'ISoc mais uniquement dans le chef des petites sociétés. Cette augmentation n'est applicable qu'aux immobilisations acquises ou constituées entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2019. Pour les immobilisations acquises ou constituées entre le 1^{er} janvier 2020 et le 11 mars 2020, le taux est de nouveau égal à 8%. Pour les immobilisations acquises ou constituées entre le 12 mars 2020 et le 31 décembre 2022, le taux est augmenté à 25% dans le cadre des mesures COVID-19.

S'il apparaît que le pourcentage de base majoré (25%) est plus élevé que le pourcentage qui est spécifiquement prévu en faveur de certains investissements, le pourcentage temporaire de 25 % peut être appliqué.

La majoration temporaire ne vaut que pour la déduction unique pour investissement, et non pour la déduction pour investissement étalée.

Tableau 3.1
Taux de la déduction pour investissement – Exercice d'imposition 2021 ⁽¹⁵⁴⁾

Nature de l'investissement	Taux de déduction		
	Applicable aux personnes physiques	Applicable aux autres sociétés que les petites	Applicable aux petites sociétés article 1 :24, §§1 à 6, Code des sociétés et associations
Déduction en une fois			
Taux de base applicable aux investissements ordinaires	8% ou 25% (b)	0%	8% ou 25% (a) (b)
Taux majorés			
Brevets (c)	13,5% ou 25%	13,5%	13,5% ou 25%
Investissements "R-D et environnement" (c)	13,5% ou 25%	13,5%	13,5% ou 25%
Investissements économiseurs d'énergie	13,5% ou 25%	13,5%	13,5% ou 25%
Système d'extraction ou d'épuration d'air – secteur Horeca	13,5% ou 25%	13,5%	13,5% ou 25%
Investissements numériques	13,5% (d) ou 25%	n.a.	13,5% ou 25%
Investissements en sécurisation	20,5% ou 25%	n.a.	20,5% ou 25%
Investissements favorisant la réutilisation de récipients pour boissons et produits industriels	n.a.	3%	3%
Déduction étalée			
Investissements "R-D et environnement" (c)	20,5%	20,5%	20,5%
Autres investissements	10,5%	0%	0%

n.a. : non applicable

(a) Applicable uniquement si la société a renoncé de façon irrévocable à la déduction pour capital à risque.

(b) Investissements acquis ou constitués jusqu'au 11 mars 2020 : 8% / Investissements acquis ou constitués entre le 12 mars 2020 et le 31 décembre 2022 : 25%.

(c) Sauf si la société a opté pour le crédit d'impôt pour recherche et développement. Le choix effectué par le contribuable est irrévocable.

(d) Applicable uniquement aux personnes physiques qui satisfont mutatis mutandis aux critères de l'article 1 :24, §§1 à 6, du Code des sociétés et associations pour l'exercice d'imposition 2021.

3.3.5. MODALITÉS

La déduction s'opère **en principe en une fois**.

Les personnes physiques qui occupent moins de 20 travailleurs au premier jour de la période imposable peuvent opter pour un système de déduction étalée simplifiée ⁽¹⁵⁵⁾.

La déduction est alors octroyée au fur et à mesure des amortissements fiscalement admis.

En cas d'insuffisance de bénéfices (ou de profits), les déductions pour investissement qui ne peuvent être octroyées sont reportées sur les périodes imposables suivantes.

¹⁵⁴ Administration générale de la Fiscalité, Avis relatif à la déduction pour investissement, MB du 27.04.2018.

¹⁵⁵ La condition relative au nombre de travailleurs ne doit pas être remplie pour bénéficier de la déduction étalée sur les investissements R-D respectueux de l'environnement ou sur les investissements en moyens de production de produits de haute technologie.

Les déductions pour investissement auxquelles le contribuable a droit en raison d'investissements de périodes imposables antérieures sont déductibles dans les limites suivantes :

Tableau 3.2
Limitation de déductibilité par période imposable de la DPI reportée

Montant total à déduire	Limitation à la déductibilité
moins de 1.026.470 euros	aucune
de 1.026.470 à 4.105.890 euros	1.026.470 euros max.
au-delà de 4.105.890 euros	25% du report

Dans la mesure où la société opte pour le crédit d'impôt pour recherche et développement, les montants mentionnés ci-dessus sont réduits de moitié, soit respectivement 513.240 euros et 2.052.940 euros.

3.4. INCITANTS À L'EMPLOI

A partir de l'exercice d'imposition 2021 se rattachant à une période imposable qui débute le plus tôt le 1^{er} janvier 2020, les incitants à l'emploi expliqués ci-dessous ne sont plus applicables à l'impôt des sociétés.

3.4.1. EXPORTATIONS ET GESTION INTÉGRALE DE LA QUALITÉ

Une immunisation (déduction sur le bénéfice taxable) est accordée à concurrence de 16.560 euros par unité de personnel supplémentaire directement affecté à temps plein en Belgique à un emploi de chef de service des exportations (¹⁵⁶) ou à un emploi de chef de service de la section "Gestion intégrale de la qualité".

Il s'agit d'une mesure permanente et applicable à toutes les entreprises.

Le personnel supplémentaire est déterminé par rapport à la moyenne des travailleurs affectés par l'entreprise aux mêmes fins au cours de la période imposable précédente. L'immunité accordée est reprise en cas de diminution du personnel.

3.4.2. EXONÉRATION D'IMPÔT POUR PERSONNEL SUPPLÉMENTAIRE À BAS SALAIRE

Une exonération des bénéfices ou des profits taxables a également été accordée à concurrence de 6.160 euros par unité de personnel supplémentaire à bas salaire occupé en Belgique par les PME.

On considère ici comme PME les entreprises recueillant des bénéfices ou des profits qui, au 31 décembre 1997 ou à la clôture du premier exercice comptable si celle-ci est postérieure, occupent moins de onze travailleurs.

L'accroissement du personnel est calculé en comparant la moyenne des travailleurs occupés au cours de l'année avec la moyenne correspondante de l'année antérieure.

Ne sont pas pris en considération :

- les travailleurs qui entrent en ligne de compte pour l'exonération d'impôt pour personnel supplémentaire mentionnée ci-dessus au 3.4.1;
- les travailleurs dont le salaire brut excède 90,32 euros par jour ou 11,88 euros par heure ;

¹⁵⁶ Dans ce cas-ci, l'exonération peut également être octroyée si la fonction est conférée à un membre du personnel existant, à condition que dans les trente jours, une nouvelle personne soit engagée à temps plein pour occuper l'emploi ainsi laissé vacant.

- l'accroissement du personnel qui résulte de la reprise de travailleurs qui étaient antérieurement engagés par une entreprise avec laquelle le contribuable se trouve directement dans des liens quelconques d'interdépendance ou par une entreprise dont il a repris l'activité.

Toutefois, si la moyenne des travailleurs occupés est réduite au cours de l'année suivant l'exonération par rapport à l'année de l'exonération, le montant total des bénéficiaires ou des profits antérieurement exonérés est réduit de 6.160 euros par unité de personnel en moins.

L'exonération pour personnel supplémentaire à bas salaire est également une mesure permanente.

3.4.3. STAGE EN ENTREPRISE (BONUS DE TUTORAT)

Les bénéficiaires ou profits d'un employeur qui reçoit un bonus de tutorat sont exonérés d'impôt à concurrence de 40% des rémunérations payées aux travailleurs concernés par ce bonus.

La compétence en matière de bonus de démarrage et de stage a été régionalisée lors de la Sixième Réforme de l'Etat. En Région wallonne, le mécanisme du bonus de tutorat et de démarrage est abrogé depuis le 1^{er} septembre 2016. En Région de Bruxelles-Capitale, le mécanisme est également abrogé depuis le 1^{er} juillet 2018 et il est remplacé par un système de primes en faveur de la formation en alternance (prime "tuteur" et prime "jeune en alternance"). Le système du bonus de stage et de démarrage n'existe donc plus actuellement qu'en Région flamande.

3.5. INCIDENCE FISCALE DES AIDES RÉGIONALES

3.5.1. INCLUSION DES AIDES DANS LA BASE IMPOSABLE

Les primes d'aide régionales et les subsides en capital ou en intérêts font partie de la base imposable de l'entreprise bénéficiaire, pour la période imposable au cours de laquelle l'aide est octroyée.

Les subsides en capital bénéficient néanmoins d'un régime de taxation étalée : ils sont considérés comme des bénéficiaires de la période imposable d'attribution et des périodes imposables suivantes et ce, proportionnellement aux amortissements qui ont été admis à titre de charges professionnelles respectivement à la fin de ladite période imposable et au cours de toute période imposable subséquente et, le cas échéant, à concurrence du solde subsistant lors de l'aliénation ou de la mise hors d'usage des dites immobilisations.

Depuis la loi du 23 décembre 2005, certaines mesures d'aides régionales sont toutefois exonérées à l'impôt des sociétés (voir chapitre 2).

Le régime fiscal antérieur aux modifications introduites par la loi précitée de 2005 reste cependant d'application pour les anciens subsides ainsi que pour toute aide régionale sortant du champ d'application de l'exonération.

En ce qui concerne les mesures d'aide à l'agriculture, sont visés les primes et les subsides en intérêts et en capital payés par les institutions régionales compétentes à des entreprises agricoles imposables à l'IPP ou à l'I.Soc. Sont également visés les primes et les paiements alloués directement aux agriculteurs dans le cadre des régimes de soutien "paiements directs" instaurés par la réglementation européenne dans le secteur agricole. A l'IPP, il s'agit d'une exonération (subsides en intérêts et en capital) ou d'un taux d'imposition distincte de 12,5% (primes et paiements alloués dans le cadre des régimes de soutien "paiements directs" évoqués *supra*), à l'I.Soc d'un taux réduit de 5% qui s'applique sous certaines conditions aux subsides accordés par les Régions.

3.5.2. DOUBLEMENT DES AMORTISSEMENTS LINÉAIRES

Le doublement de l'amortissement ⁽¹⁵⁷⁾ peut s'appliquer à certains investissements en immeubles bâtis, en outillage et matériel qui bénéficient d'aides régionales (ou antérieurement des lois d'expansion économique).

L'amortissement annuel permis est égal au double de l'amortissement linéaire normal pendant un maximum de trois périodes imposables successives convenues dans le contrat d'aide.

Cette disposition n'est plus applicable en Région wallonne.

3.5.3. EXEMPTION DU PRÉCOMPTE IMMOBILIER

L'exemption du précompte immobilier est accordée aux investissements en immeubles pour lesquels l'entreprise bénéficie d'une aide régionale (subside en intérêts ou prime en capital).

Cette exemption est accordée pendant 5 ans au maximum à partir du 1^{er} janvier qui suit l'occupation et porte sur les constructions et terrains formant avec celles-ci une même parcelle cadastrale ainsi que le matériel et l'outillage immeuble par nature ou par destination.

3.6. RÉGIME FISCAL DES PLUS-VALUES

3.6.1. DÉFINITION DE LA PLUS-VALUE RÉALISÉE

L'exonération des plus-values se fait à concurrence de leur montant net (après déduction des frais de réalisation).

3.6.2. PLUS-VALUES RÉALISÉES EN COURS D'EXPLOITATION

A. Plus-values réalisées de plein gré sur les immobilisations corporelles et incorporelles

Le régime fiscal est basé sur le principe du report de taxation. Ce report de taxation s'applique, sous condition de emploi, aux plus-values réalisées sur les immobilisations corporelles et incorporelles affectées depuis **plus de cinq ans** à l'exercice de l'activité professionnelle.

Si la durée de l'affectation est inférieure ou égale à cinq ans, la plus-value constitue un bénéfice taxable au taux plein.

Lorsque le report de taxation est applicable, les plus-values concernées sont considérées comme des bénéfices de la période imposable du emploi et des périodes imposables subséquentes au prorata des amortissements ou du solde non amorti pour la période imposable au cours de laquelle le bien cesse d'être affecté à l'exercice de l'activité professionnelle. Cette taxation étalée se fait au taux plein.

Le emploi doit s'effectuer en actifs corporels ou incorporels amortissables, utilisés dans un Etat membre de l'Espace économique européen (EEE) pour l'exercice de l'activité professionnelle. Le emploi doit en outre être effectué dans un délai de trois ans qui prend cours le premier jour de la période imposable au cours de laquelle il y a eu réalisation de la plus-value.

A défaut de emploi dans ce délai, la plus-value est considérée comme un bénéfice de la période imposable au cours de laquelle le délai de emploi est venu à expiration. La taxation se fait au taux plein.

L'immunisation de la quotité monétaire est maintenue ⁽¹⁵⁸⁾.

¹⁵⁷ Voir l'article 64bis du CIR92.

¹⁵⁸ L'immunisation de la quotité monétaire ne concerne que les plus values réalisées sur des immobilisations acquises ou constitués au plus tard en 1949.

B. Plus-values réalisées de plein gré sur les immobilisations financières

Les plus-values réalisées sur des titres à revenus fixes sont taxables au taux plein.

L'exonération des plus-values réalisées sur actions ou parts à l'impôt des sociétés est, depuis la réforme de l'impôt des sociétés, subordonnée au respect de toutes les conditions d'application de la déduction RDT, y compris la condition relative au seuil de participation.

EXCLUSION DES SOCIÉTÉS DE TRADING

L'exonération des plus-values sur actions et parts ainsi que l'interdiction de déduction des moins-values et des réductions de valeur sur actions et parts ne s'appliquent plus aux titres qui appartiennent au portefeuille commercial des sociétés de trading.

CONDITION DE TAXATION

Il est exigé que les revenus produits par les actions ou parts sur lesquelles la plus-value est réalisée respectent la "condition de taxation" applicable aux revenus définitivement taxés ⁽¹⁵⁹⁾.

CONDITION DE DURÉE DE DÉTENTION D'UN AN

Une autre condition est également requise, à savoir la détention en pleine propriété pendant une période ininterrompue d'au moins un an.

CONDITION DE PARTICIPATION

Une participation d'au moins 10% du capital ou une valeur d'investissement d'au moins 2,5 millions d'euros est désormais exigée pour l'exonération des plus-values sur actions ou parts.

Les exceptions prévues aux articles 202 et 203, CIR 92 relatifs aux RDT, sont d'application ici. En ce qui concerne les plus-values réalisées sur une SICAV RDT par exemple, les conditions de participation et de détention ne valent pas, pas plus qu'elles ne valent pour la déduction RDT sur les dividendes de ce type d'investissement.

A partir de l'exercice d'imposition 2021, lié à la période imposable prenant cours au plus tôt le 1^{er} janvier 2020, le taux nominal de l'impôt des sociétés est réduit à 25%. A partir de ce moment, seules subsistent deux possibilités : soit une exonération des plus-values, soit une taxation au taux nominal, étant 25% ou 20% si la plus-value fait partie de la première tranche de 100.000 euros de la base imposable d'une petite société.

NEUTRALITÉ FISCALE DES OPÉRATIONS D'APPORT, FUSION OU SCISSION

Pour déterminer si la condition de détention minimale d'un an est respectée dans le chef de la société bénéficiaire ou absorbante, les actions ou parts que la société bénéficiaire ou absorbante a reçues à l'occasion d'un apport, d'une fusion ou d'une scission fiscalement neutres, sont considérées comme ayant été acquises par ces sociétés à la date à laquelle elles sont entrées dans le patrimoine de la société apporteuse, absorbée, scindée ou transformée.

C. Plus-values forcées

Les "plus-values forcées" sont celles qui résultent d'indemnités perçues à l'occasion d'un sinistre, d'une expropriation, d'une réquisition en propriété ou d'autres exigences analogues, que la personne physique ou morale concernée n'a pu empêcher ni prévoir. Si cet événement entraîne la cessation définitive de l'activité, c'est le régime des plus-values de cessation qui s'applique.

¹⁵⁹ Voir ci-dessus, page 104.

Dans le cas contraire, c'est-à-dire s'il y a continuation de l'activité, les plus-values sont imposables selon les mêmes modalités que les plus-values réalisées de plein gré :

- taxation étalée, sous condition de emploi pour les plus-values sur immobilisations corporelles et incorporelles ;
- taxation intégrale des plus-values réalisées sur les titres à revenu fixe ;
- immunisation sans condition de emploi mais avec respect de la condition de taxation pour les plus-values réalisées sur actions et parts.

Le délai de emploi expire trois ans après la fin de la période imposable au cours de laquelle l'indemnité a été **perçue**.

D. Plus-values réalisées sur bateaux de navigation intérieure

La plus-value réalisée lors de l'aliénation de bateaux de navigation intérieure destinés à la navigation commerciale est entièrement exonérée, lorsqu'un montant égal à l'indemnité ou à la valeur de réalisation est remployé sous la forme de bateaux de navigation intérieure répondant à certaines normes écologiques.

S'il s'agit d'une plus-value réalisée de plein gré, elle doit concerner un bateau de navigation intérieure ayant la nature d'immobilisation depuis plus de cinq ans.

3.6.3. PLUS-VALUES DE CESSATION

Il s'agit des plus-values qui sont obtenues en raison ou à l'occasion de la cessation de l'activité professionnelle. Il peut s'agir de plus-values réalisées de plein gré ou de plus-values forcées. Le régime particulier s'applique aux plus-values sur les stocks et commandes en cours d'exécution, aux plus-values sur les immobilisations incorporelles, corporelles et financières et autres titres en portefeuille.

La cessation peut être complète ou partielle, mais doit être définitive.

Ces plus-values sont imposables dès qu'elles sont **constatées**, par exemple par une promesse de vente, un contrat de location-vente, une déclaration de succession.

Le régime d'imposition diffère selon les circonstances et la nature des actifs :

- s'il s'agit d'immobilisations corporelles ou financières ou encore d'autres actions et parts : 16,5% ;
- s'il s'agit d'immobilisations incorporelles : 33% pour la partie de la plus-value qui n'excède pas la somme des bénéfices et pertes des quatre périodes imposables antérieures; taxation au taux plein pour le solde. Si la cessation intervient à la suite du décès du contribuable ou d'une cessation définitive forcée, ou encore lorsque le contribuable a plus de 60 ans au moment où la cessation est constatée, le taux de 16,5% s'applique.

A partir de l'exercice d'imposition 2019, un nouveau régime d'imposition distincte s'applique à certaines plus-values de cessation.

En cas d'imposition distincte, le taux de 10 % est applicable aux plus-values de cessation sur :

- a. les immobilisations incorporelles dans la mesure où elles n'excèdent pas une certaine limite ;
- b. les actifs autres que les immobilisations incorporelles.

Le nouveau taux de 10% concerne exclusivement les indépendants personnes physiques ayant des bénéfices ou des profits d'une activité professionnelle antérieure.

Les plus-values de cessation sur les éléments ci-dessus sont imposables distinctement au taux de 10% uniquement si elles sont obtenues ou constatées :

- soit à l'occasion de la cessation d'activité à partir de l'âge de 60 ans ;
- soit à la suite du décès ;
- soit à l'occasion d'une cessation définitive forcée.

3.7. AUTRES

3.7.1. CRÊCHES D'ENTREPRISES

Les sociétés, les commerçants et les titulaires de professions libérales peuvent déduire, à titre de frais professionnels, les sommes versées en vue de participer au financement de crèches d'entreprises. La déduction vaut tant pour les sommes versées pour créer des places que pour celles versées pour maintenir les places existantes.

Les conditions suivantes doivent être respectées :

- le milieu d'accueil doit être agréé, subsidié ou autorisé par l'Office de la naissance et de l'enfance (ONE), Kind en Gezin ou le gouvernement de la Communauté germanophone ;
- les sommes doivent financer des frais de fonctionnement ou des dépenses d'équipement. Elles ne peuvent englober l'intervention financière que les parents payent au milieu d'accueil.

La déduction est limitée à 8.690 euros par place créée ou maintenue.

3.7.2. CARRY-BACK DES PERTES DANS L'AGRICULTURE

Un système optionnel de carry back est prévu, dans des conditions très spécifiques, pour la récupération de pertes professionnelles au profit du secteur agricole en cas de dommage subi par les cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables (sécheresse extrême, pluie diluvienne, etc.) qui ont eu lieu à partir du 1^{er} janvier 2018. Seules des circonstances météorologiques défavorables qui ont été reconnues par une région comme catastrophe agricole entrent en considération.

Les pertes peuvent être déduites des revenus professionnels des trois périodes imposables qui précèdent la période imposable au cours de laquelle le dommage a été établi définitivement. La mesure est réservée aux moyennes entreprises (cfr art.2, § 1^{er}, 4^o /1, CIR 92). Le carry back est possible aussi bien à l'IPP qu'à l'ISoc.

Il est requis, entre autres, que le dommage ait été subi sur le territoire d'une Région avec laquelle le niveau fédéral a conclu un protocole de coopération. Un tel protocole de coopération a été conclu tant avec la Région flamande qu'avec la Région wallonne. Le protocole conclu avec la Région flamande est entré en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2020.

Par ailleurs, il faut notamment que le contribuable ne soit pas une entreprise en difficulté (article 2, §1^{er}, 4^o /2, CIR 92) au moment où le dommage est subi).

Afin de ne pas dépasser le plafond d'aide prévu par l'Europe, une augmentation d'impôt est prévue lorsque l'aide cumulée sur le plan régional et le plan fédéral dépasse le plafond.

CHAPITRE 4

L'IMPOT DES PERSONNES MORALES (IPM)

4.1. QUI EST IMPOSABLE ?

Il y a quatre catégories d'assujettis à l'IPM :

- l'Etat, les Communautés, les Régions, les provinces, les agglomérations, les fédérations de communes, les communes, les CPAS, les établissements culturels publics (fabriques d'église), les zones de secours, les zones de police ainsi que les "polders et wateringues" ;
- certaines institutions nommément désignées : Office National du Dueroire, la Société régionale wallonne du Transport, la Vlaamse Vervoermaatschappij (Société des Transports flamande), la Société des transports intercommunaux de Bruxelles (¹⁶⁰), etc. ;
- les sociétés et associations, notamment les ASBL qui ne se livrent pas à une exploitation ou à des opérations de caractère lucratif, et les intercommunales (¹⁶¹) qui sont automatiquement exclues de l'impôt des sociétés, à savoir les intercommunales exploitant un hôpital ou une institution qui assiste des victimes de la guerre, des personnes handicapées, des personnes âgées, des mineurs d'âge protégés ou des indigents ;
- les associations qui ne sont pas visées par les dispositions précédentes, qui ne sont pas assujetties à l'impôt des sociétés, qui ne recueillent pas de bénéfices ou profits et qui ont choisi pour un délai d'au moins six périodes imposables successives d'être assujetties à l'impôt des personnes morales de la manière déterminée par le Roi.

4.2. BASE IMPOSABLE ET PERCEPTION DE L'IMPÔT

4.2.1. PRINCIPE DE BASE

Les personnes morales soumises à l'IPM ne sont pas imposées sur leur revenu global net annuel mais seulement :

- sur leurs revenus cadastraux de leurs biens immobiliers situés en Belgique, à moins que ces revenus cadastraux soient exonérés de précompte immobilier ;
- sur leurs revenus de capitaux et de biens mobiliers, en ce compris la première tranche de 980 euros des intérêts de dépôts d'épargne, la première tranche de 200 euros des intérêts des sociétés à finalité sociale et la première tranche de 800 euros de dividendes ordinaires exonérés (¹⁶²) ;
- sur certains revenus divers.

L'impôt des personnes morales est perçu par voie de précomptes.

¹⁶⁰ Respectivement SRWT, De Lijn et STIB.

¹⁶¹ Sont visées les intercommunales, mais aussi les structures de coopération, les associations de projet et les régies communales autonomes. Pour rappel, les intercommunales ne sont plus assujetties à l'IPM, mais à l'impôt des sociétés, pour les exercices comptables clôturés au plus tôt le 1^{er} juillet 2015.

¹⁶² A l'exception des dividendes distribués par des constructions juridiques ou perçus par l'intermédiaire de constructions juridiques, des dividendes d'organismes de placement collectif, des dividendes perçus par l'intermédiaire de fonds communs de placement.

4.2.2. IMPOSITION DES REVENUS MOBILIERS

Lorsque des contribuables assujettis à l'IPM perçoivent, sans retenue de Pr.M., des revenus mobiliers ou des revenus divers d'origine mobilière, le précompte mobilier est dû par le bénéficiaire des revenus lui-même.

4.2.3. SIX CAS D'ENRÔLEMENT

Il est cependant établi des enrôlements spécifiques dans six cas particuliers. Dans chacun de ces cas, la contribution complémentaire de crise ⁽¹⁶³⁾ est d'application selon les mêmes modalités qu'à l'impôt des sociétés.

- a) Certains revenus immobiliers, notamment le revenu net de biens immobiliers situés en Belgique qui sont loués à une société ou à une personne physique qui en fait entièrement ou partiellement usage pour l'exercice d'activités professionnelles, sont soumis à un impôt de 20%. Seule la troisième catégorie d'assujettis mentionnés en 4.1. y est soumise.
- b) Les plus-values réalisées à l'occasion de la cession à titre onéreux d'immeubles bâtis et non bâtis sont taxables à 16,5% ou 33% selon les mêmes modalités qu'à l'IPP pour la troisième catégorie d'assujettis.
- c) Les cessions de participations importantes sont taxables à 16,5% selon les mêmes modalités qu'à l'IPP ⁽¹⁶⁴⁾ pour la troisième catégorie d'assujettis.
- d) Les dépenses et avantages de toute nature non justifiés et les avantages financiers ou de toute nature sont taxables selon les mêmes modalités qu'à l'I. Soc (cotisation sur commissions secrètes de 100% sauf si on peut établir que le bénéficiaire de ces frais, ces avantages de toute nature et ces avantages financiers est une personne morale, auxquels cas cette cotisation est égale à 50%). La première catégorie d'assujettis n'est pas soumise à cette cotisation.
- e) Les pensions, capitaux, cotisations et primes de l'employeur, pour autant qu'ils ne satisfont pas aux conditions ou aux limites en vigueur, les avantages financiers ou avantages de toute nature dans le cadre de la corruption, le montant équivalent à, selon le cas, 17% ou 40% de l'avantage de toute nature pour l'utilisation à des fins personnelles d'un véhicule de société, de même que le montant équivalent à, suivant le cas, 17% ou 40% ⁽¹⁶⁵⁾ de l'avantage imposable résultant de l'allocation de mobilité, sont soumis ici à un impôt de 29% ⁽¹⁶⁶⁾. Cet impôt n'est pas dû par la première catégorie d'assujettis.
- f) Les associations intercommunales exploitant un hôpital ou une institution qui assiste des victimes de la guerre, des personnes handicapées, etc. sont imposables sur les dividendes attribués à d'autres personnes morales à l'exclusion des pouvoirs publics. Le taux de cet impôt est de 25% et la majoration pour absence ou insuffisance de versements anticipés est d'application selon les mêmes modalités qu'à l'impôt des sociétés.

¹⁶³ La contribution complémentaire de crise s'élève à 2 centimes additionnels à partir de l'exercice d'imposition 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 1^{er} janvier 2018 et est abrogé à partir de l'exercice d'imposition 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 1^{er} janvier 2020.

¹⁶⁴ Voir page 30.

¹⁶⁵ Le pourcentage de 17% est porté à 40% lorsque les frais de carburant liés à l'utilisation personnelle sont, en tout ou en partie, pris en charge par la personne morale.

¹⁶⁶ A partir de l'exercice d'imposition 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt à partir du 1^{er} janvier 2020, ce taux s'élève à 25%.

CHAPITRE 5

LE PRECOMPTE IMMOBILIER (PR.I)

Quoi de neuf ?

- *L'indexation annuelle des revenus cadastraux.*

Situation le 01.01.2020

- *Région flamande : réduction supplémentaire du taux de Pr.I pour les propriétés louées par un office de location sociale agréé (2,4%).*
- *Région flamande : nouvelles règles concernant l'exonération temporaire de précompte immobilier après transformation d'un fonds de commerce en habitation (dans les cas d'une zone pauvre en commerces ou d'un noyau commercial principal). Nouvelles règles également concernant l'exonération de Pr.I pour les travaux de destruction suivis d'une construction de remplacement.*

Situation le 01.01.2021

- *Région flamande: suppression de la réduction d'impôt de 50 % pendant 5 ans, du précompte immobilier pour des bâtiments dans lesquels une rénovation énergétique importante est exécutée (seulement si le permis d'urbanisme est demandé à partir du 1^{er} janvier 2020).*
- *Région flamande: remplacement de l'exonération de précompte immobilier des bois reconnus par un nouveau régime au champ d'application plus étendu. Il existe désormais une exonération pour toutes les parcelles de nature reconnues pour lesquelles un plan de gestion de la nature de type 4 a été conclu.*

Le "Vlaamse Codex Fiscaliteit" (Code flamand de la Fiscalité), Titre 2, Chapitre 1, contient les dispositions relatives au précompte immobilier en Région flamande.

Les dispositions relatives au précompte immobilier en Région wallonne et en Région de Bruxelles-Capitale se trouvent dans le Code des impôts sur les revenus.

Le précompte immobilier est basé sur le revenu cadastral indexé. Pour les revenus de l'année 2021, le coefficient d'indexation est fixé à 1,8630.

Le taux du précompte immobilier comprend le taux de base et les centimes additionnels provinciaux et communaux ⁽¹⁶⁷⁾. Ainsi, si le taux de base est de 1,25%, 3.000 centimes additionnels généreront un taux complémentaire de 37,5%. Le taux global du précompte immobilier sera donc de 38,75%.

Ce sont les Régions qui sont compétentes pour modifier le taux de base et les exonérations en matière de précompte immobilier.

¹⁶⁷ La différenciation au niveau intracommunal (par exemple, par quartier) des centimes additionnels communaux est possible en Région flamande depuis l'exercice d'imposition 2019.

5.1. LE PRÉCOMPTE IMMOBILIER EN RÉGION FLAMANDE ⁽¹⁶⁸⁾

5.1.1. TAUX

Tableau 5.1
Taux du précompte immobilier en Région flamande

Taux de base	3,97%
Habitations sociales	2,54% (a) (b)
Matériel et outillage	2,58% (c)

(a) Le taux réduit de 2,54% s'applique aux habitations sociales appartenant à certains organismes flamands ou fédéraux, ou à des organismes similaires de l'Espace économique européen. Le taux réduit s'applique également aux habitations sociales des associations ayant comme membres des CPAS.

(b) La suppression de la réduction d'impôt pour rénovation d'habitations données en location via une agence immobilière sociale à l'impôt des personnes physiques est compensée par une réduction supplémentaire du taux du Pr.I pour les propriétés louées par un office de location sociale agréé. Pour ces propriétés qui bénéficiaient jusqu'à présent du taux réduit de 2,54 %, le taux est désormais ramené à 2,4 %.

(c) Le taux s'élève à 3,97% multiplié par un coefficient déterminé en divisant la moyenne des indices de l'année 1996 par la moyenne des indices de l'année précédant l'année d'acquisition des revenus, ce qui donne 2,58 pour les revenus de l'année 2021. L'application de ce coefficient ne peut toutefois pas occasionner un tarif plus élevé que celui de l'année d'imposition précédente, à l'exception de l'année d'imposition durant laquelle le décret du 18 novembre 2016 entre en vigueur, l'application du coefficient ne pouvant pas aboutir à un tarif supérieur à 3,97%.

5.1.2. RÉDUCTIONS ET REMISES (SUR IMMEUBLES BÂTIS)

RÉDUCTION POUR MAISON MODESTE

Une réduction est octroyée pour l'habitation où le contribuable a sa résidence principale suivant le registre de la population lorsque le revenu cadastral **non indexé** de toutes les propriétés situées en Région flamande du contribuable n'excède pas 745 euros. Le taux normal de cette réduction est de 25%.

En cas de construction ou d'acquisition à l'état neuf, la réduction est octroyée au taux de 50% pour les cinq premières années pour lesquelles le Pr.I est dû. Le contribuable ne peut pas bénéficier de cette réduction majorée s'il a reçu une prime à la construction ou à l'acquisition.

CHARGES DE FAMILLE

Les réductions pour charges de famille sont forfaitaires et indépendantes de la notion d'"enfants à charge" à l'impôt des personnes physiques. Pour donner droit à la réduction, les enfants doivent donner droit aux allocations familiales et faire partie du ménage au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition. Les enfants considérés comme handicapés comptent pour deux.

Les réductions sont octroyées, à partir de deux enfants, selon le barème ci-dessous.

¹⁶⁸ De plus amples informations concernant le précompte immobilier tel qu'applicable en Région flamande sont disponibles sur le site <https://belastingen.vlaanderen.be/onroerende-voorheffing>.

Tableau 5.2
Réduction du Pr.I pour charges de famille - Région flamande

Nombre d'enfants pris en considération	Montant global de la réduction (euros)
2	13,22
3	20,93
4	29,30
5	38,41
6	48,17
7	58,67
8	69,91
9	81,81
10	94,50

Avis officiel publié au MB du 25.01.2021.

Ces réductions s'appliquent sur le Pr.I dû à la Région et sont donc multipliées par le taux des additionnels.

Exemple

RC indexé de 1.500 euros

Additionnels : 945

Enfants à charge : 2

Calcul du Pr.I dû à la région : $(1.500 \times 0,0397) - 13,22 =$ 46,33

Calcul du Pr.I dû aux pouvoirs locaux : $46,33 \times 9,45 =$ 440,14

Soit un Pr.I total de 486,47

HANDICAP ET INVALIDITÉ

Il est accordé une réduction de 20% aux grands invalides de guerre.

La réduction pour personnes handicapées (¹⁶⁹) concerne les personnes handicapées autres que les enfants, et est calculée comme s'il s'agissait d'un enfant handicapé. Dès lors, dans une famille qui compte un enfant (non handicapé) et un membre adulte handicapé, une réduction du précompte immobilier intervient pour la personne handicapée, ce qui revient à une réduction pour deux enfants (cf. Tableau 5.2).

La réduction pour grands invalides de guerre n'est pas cumulable avec la réduction pour personnes handicapées.

REMISE POUR IMPRODUCTIVITÉ

La remise pour improductivité est octroyée au prorata de l'inoccupation ou de l'improductivité de l'immeuble. La durée d'improductivité ou d'inoccupation doit être de 90 jours minimum dans le cours de l'année. La remise pour improductivité n'est toutefois plus octroyée s'il n'a pas été fait usage du bien depuis plus de 12 mois compte tenu de l'année d'imposition précédente. L'improductivité doit donc être comprise entre 90 jours et 12 mois pour avoir le droit à une remise proportionnelle.

Cette limitation n'est pas applicable aux immeubles bâtis faisant l'objet d'un plan d'expropriation, à ceux ayant un but social ou culturel et qui sont en voie de rénovation ou de transformation exécutée pour une société de logement social pour le compte de l'autorité publique. Elle ne s'applique pas non plus lorsqu'une calamité ou une circonstance de force majeure empêche le contribuable d'exercer réellement son droit de propriété.

¹⁶⁹ Atteinte d'un handicap d'au moins 66%, du chef d'une ou de plusieurs affections.

RÉDUCTION POUR LES IMMEUBLES ECONOMISEURS D'ENERGIE

Une réduction de précompte immobilier est octroyée en Région flamande pour les immeubles présentant un niveau suffisamment faible de consommation d'énergie, c'est-à-dire les bâtiments dont le niveau d'énergie (niveau E) ne dépasse pas un certain plafond.

Le niveau E est le niveau de consommation d'énergie primaire, tel que calculé en exécution du décret flamand relatif à l'énergie du 8 mai 2009.

Octroyée précédemment seulement aux nouvelles constructions, la réduction est désormais également accessible aux bâtiments (existants) ayant subi une "rénovation énergétique radicale" grâce à laquelle le niveau E passe sous un certain plafond détaillé ci-dessous, à condition que le permis d'urbanisme soit demandé à partir du 1^{er} octobre 2016.

Demande d'autorisation urbanistique introduite à partir du 1^{er} janvier 2013

La réduction du précompte immobilier s'élève à :

- 50% pendant cinq ans pour les biens immobiliers bâtis d'un niveau d'énergie de maximum E30 au 1^{er} janvier de l'année d'imposition (¹⁷⁰) ;
- 100% pendant cinq ans pour les biens immobiliers bâtis d'un niveau d'énergie de maximum E20 au 1^{er} janvier de l'année d'imposition (¹⁷¹).

Demande d'autorisation urbanistique introduite à partir du 1^{er} octobre 2016

Pour les demandes d'autorisation urbanistique introduites à partir du 1^{er} octobre 2016, la réduction est désormais également accessible aux bâtiments (existants) qui ont subi une "rénovation énergétique radicale" grâce à laquelle le niveau E passe sous un certain plafond.

Dans le cadre d'une "rénovation énergétique radicale", la réduction du précompte immobilier s'élève à :

- 50% pendant cinq ans pour les biens immobiliers bâtis d'un niveau d'énergie de maximum E90 au 1^{er} janvier de l'année d'imposition (¹⁷²) ;
- 100% pendant cinq ans pour les biens immobiliers bâtis d'un niveau d'énergie de maximum E60 au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

En cas de cession du bâtiment, la réduction afférente à la partie non encore expirée de la période de cinq ans est transférée au nouvel acquéreur.

5.1.3. EXONÉRATIONS EN RÉGION FLAMANDE

Ci-dessous, une liste des principales exonérations :

- exonération sur base de la destination du bien immobilier : est exonéré de Pr.I le revenu cadastral des biens immobiliers ou parties de biens immobiliers tels que les biens affectés sans but de lucre à l'enseignement, à l'installation d'hôpitaux, de maisons de repos, de maisons de vacances pour des personnes pensionnées ;

¹⁷⁰ Il s'agit du niveau d'énergie maximal valable pour les demandes d'autorisation urbanistique introduites à partir du 1^{er} janvier 2016. Le niveau d'énergie maximal a été progressivement durci : il était de E50 pour les demandes d'autorisation urbanistique introduites entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2013. Pour les demandes introduites entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2015, le niveau d'énergie maximal était de E40.

¹⁷¹ Il s'agit du niveau d'énergie maximal valable pour les demandes d'autorisation urbanistique introduites à partir du 1^{er} janvier 2016. Le niveau d'énergie maximal était de E30 pour les demandes d'autorisation urbanistique introduites entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2015.

¹⁷² La réduction de 50 % est supprimée lorsque la demande de permis d'urbanisme relatif à la rénovation est introduite à partir du 1^{er} janvier 2020.

- exonération pour les organisations de travail de la jeunesse et les centres de séjour des jeunes : une exonération de Pr.I est automatiquement accordée pour les biens immobiliers ou parties de biens immobiliers situés en Région flamande et utilisés pour des activités en faveur de la jeunesse. Une exonération de précompte immobilier est également automatiquement accordée pour les biens immobiliers ou parties de biens immobiliers situés en Région flamande et utilisés dans le cadre du tourisme pour jeunes ;
- exonération pour les parcelles de nature reconnues (immeubles non-bâties) pour lesquelles un plan de gestion de la nature de type 4 a été conclu, sur demande du contribuable (réserves naturelles);
- exonération pour monuments : il s'agit des biens immobiliers considérés comme monuments classés que le Gouvernement flamand a donnés en emphytéose ou a cédés en pleine propriété à une "association des monuments ouverts" ;
- exonération pour les biens de domaines nationaux : il s'agit des biens immobiliers qui ont le caractère de domaines nationaux, sont improductifs par eux-mêmes ⁽¹⁷³⁾ et sont affectés à un service public ou d'intérêt général ;
- exonération pour nouveau matériel et outillage (voir infra);
- exonération après transformation d'un fonds de commerce en habitation (voir infra);
- exonération après rénovation ou construction de remplacement de biens immobiliers laissés à l'abandon, inadaptés ou inhabitables (voir infra);
- exonération pour les Etats étrangers : est exonéré de Pr.I le revenu cadastral des biens immobiliers qu'un Etat étranger a affectés à l'installation de ses missions diplomatiques ou consulaires.

Exonération après transformation d'un fonds de commerce en habitation ⁽¹⁷⁴⁾ : nouvelles règles (2019)

Une exonération temporaire du Pr.I. est accordée dans les cas suivants :

- lorsque des biens immobiliers utilisés pour exercer "une activité de commerce de détail" (qu'il s'agisse d'un magasin actif ou désaffecté) et situés dans une zone pauvre en commerces sont transformés en habitation ;
- lorsque des biens immobiliers dont le rez-de-chaussée est utilisé pour exercer une activité de commerce de détail et qui se situe dans un noyau commercial principal sont transformés en habitation en ce qui concerne les étages supérieurs, ou une partie de ceux-ci.

Si toutes les conditions sont remplies, une exonération du Pr.I. est accordée pour une période de cinq ans. L'exonération applicable dans le deuxième cas (fonds de commerce dans un noyau commercial principal) est toutefois limitée à la partie destinée au logement.

Travaux de destruction suivis d'une construction de remplacement ⁽¹⁷⁵⁾ : nouvelles règles (2019)

L'exonération de précompte immobilier, qui auparavant était accordée pour le surplus de RC (exonération partielle limitée à la portion du RC dépassant le RC établi avant le début des travaux de rénovation), concerne dorénavant en principe l'ensemble du RC.

La limitation est désormais applicable au montant exonéré du Pr.I lui-même. L'exonération est limitée à la première tranche du Pr.I (additionnels provinciaux et communaux inclus), soit 1.000 euros pour une nouvelle habitation et 4.000 euros pour un site d'activité économique.

L'exonération est accordée pour une période de cinq ans.

¹⁷³ Pour l'appréciation de la condition d'improductivité, il n'est pas tenu compte du fait que les biens immobiliers soient utilisés pour installer des technologies d'énergies renouvelables, même si le contribuable reçoit une indemnité d'une tierce partie à cet effet.

¹⁷⁴ Le détail des nouvelles règles relatives à cette exonération, en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2019, est disponible sur le site <https://belastingen.vlaanderen.be/onroerende-voorheffing>.

¹⁷⁵ Cf. également <https://belastingen.vlaanderen.be/onroerende-voorheffing> pour davantage d'informations sur ces nouvelles règles en vigueur à partir de 2019.

Matériel et outillage

Par matériel et outillage, on entend les appareils, machines et autres installations utiles à une exploitation industrielle, commerciale ou artisanale, à l'exclusion des locaux, abris et de leurs accessoires indispensables.

Lorsqu'un immeuble bâti ou non bâti comporte du matériel et outillage, le Cadastre (Administration Générale de la Documentation Patrimoniale du SPF Finances) fixe un revenu cadastral distinct pour cette composante.

En Région flamande, tous les investissements en matériel et outillage neufs pour lesquels un RC (revenu cadastral) est déterminé à partir du 1^{er} janvier 2008 bénéficient d'une exonération totale, qu'il s'agisse d'investissements entièrement neufs ou de remplacement.

Cependant, pour les entreprises appartenant au groupe-cible pour lequel le Gouvernement flamand a prévu une convention énergétique, l'exonération est subordonnée à la condition que les entreprises visées adhèrent et se conforment à cette convention. A défaut de contracter cet engagement, l'exonération antérieure (avec la limitation du seuil du 1^{er} janvier 1998, voir ci-dessous) reste d'application pour leurs investissements de remplacement.

Jusqu'à l'exercice d'imposition 2008 inclus, on distinguait le cas des investissements en matériel et outillage entièrement neufs (c'est-à-dire placés sur des parcelles où il n'y avait au 1^{er} janvier 1998 aucun matériel et outillage) de celui des investissements de remplacement (à savoir les investissements en matériel et outillage neufs, destinés à remplacer du matériel et outillage existant).

Le RC des investissements entièrement neufs bénéficiait d'une exonération totale de précompte immobilier. Par contre, les investissements de remplacement ayant donné lieu avant le 1^{er} janvier 2008 à une augmentation du RC par rapport à sa valeur au 1^{er} janvier 1998 bénéficiaient d'une exonération partielle, limitée à la portion du RC dépassant le RC fixé au 1^{er} janvier 1998.

5.2. LE PRÉCOMPTE IMMOBILIER EN RÉGION WALLONNE

5.2.1. TAUX

Tableau 5.3
Taux du précompte immobilier en Région wallonne

Taux de base	1,25%
Habitations sociales	0,8% / 0% (a)
Matériel et outillage	1,25% (b)
Maisons passives	taux réduits (c)

(a) En Wallonie, le taux réduit de 0,8% s'applique aux habitations appartenant à la Société wallonne du logement et aux sociétés agréées par elle, ainsi qu'aux propriétés du Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie. Ce taux s'applique également aux habitations mises en location ou prises en gestion par un opérateur immobilier en application du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable (par exemple, par une agence immobilière sociale). Par ailleurs, le taux est ramené à 0% pour les habitations dont le redevable est une personne physique et qui sont mises en location ou prises en gestion par un opérateur immobilier en application du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, à la condition qu'une convention écrite soit conclue entre le contribuable et l'opérateur immobilier déterminant la durée de la mise à disposition du bien, le prix du loyer demandé par la personne physique et, le cas échéant, le descriptif des travaux à réaliser.

(b) Le taux de 1,25 s'applique au revenu cadastral indexé afférent au matériel et outillage. Toutefois, l'indexation est gelée à partir du 1^{er} janvier 2003 (soit 1,3391).

(c) Depuis l'exercice d'imposition 2010, un taux réduit est appliqué temporairement pour les biens immobiliers rénovés en vue d'être transformés en maisons passives. Le taux s'élève à 0,25% pour le premier exercice d'imposition suivant l'année au cours de laquelle il est constaté que l'habitation est une maison passive. Pour les deuxième, troisième et quatrième exercices d'imposition, le taux réduit s'élève respectivement à 0,5%, 0,75% et 1%. Apartir du cinquième exercice d'imposition, le taux normal de 1,25% s'applique à nouveau. Cette disposition temporaire n'est plus d'application depuis l'exercice d'imposition 2018 même si elle demeure dans le texte légal.

5.2.2. RÉDUCTIONS ET REMISES (SUR IMMEUBLES BÂTIS)

En Région wallonne, les réductions du précompte immobilier ne sont applicables que pour une seule habitation, à désigner par le contribuable. Seule la **réduction pour maison modeste** est encore exprimée en % du revenu cadastral. Les autres réductions sont des montants forfaitaires qui s'appliquent sur le total du Pr.I, additionnels provinciaux et locaux compris.

RÉDUCTION POUR MAISON MODESTE

Une réduction est octroyée pour l'habitation **unique** du contribuable au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition et que le contribuable occupe personnellement à cette même date, lorsque le revenu cadastral **non indexé** de l'ensemble des biens immobiliers situés en Belgique du contribuable n'excède pas 745 euros.

Pour déterminer le caractère unique de l'habitation, il faut tenir compte du patrimoine immobilier *situé en Belgique ou à l'étranger*, à l'exclusion de certaines habitations (autres habitations détenues seulement en nue-propriété, habitations dont le contribuable a réellement cédé le droit réel lui appartenant au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition en cours, habitation non occupée personnellement en raison d'entraves légales ou contractuelles ou en raison de l'état d'avancement des travaux de construction ou de rénovation).

Le taux ordinaire de la réduction pour maison modeste est de 25%. Elle n'est pas accordée pour la partie de l'habitation qui est affectée à l'exercice d'une activité professionnelle quand cette partie excède le quart du revenu cadastral de l'habitation.

En cas de construction ou d'acquisition à l'état neuf, la réduction est octroyée au taux de 50% pour les cinq premières années pour lesquelles le Pr.I est dû. Le contribuable ne peut pas bénéficier de cette réduction majorée s'il a reçu une prime à la construction ou à l'acquisition.

CHARGES DU MENAGE

Le droit à la réduction du précompte immobilier pour charges du ménage est ouvert lorsque l'habitation est occupée par un ménage comptant au moins deux enfants en vie ou une personne gravement handicapée, au 1^{er} janvier de l'année. Tout enfant placé en famille d'accueil est pris en compte pour déterminer si la condition imposant la présence d'au moins deux enfants en vie au sein du ménage est remplie.

La réduction est de 125 euros par enfant à charge du ménage et de 250 euros pour chaque personne handicapée à charge du ménage, y compris pour le conjoint, cohabitant légal ou cohabitant de fait handicapé. Le montant de la réduction est réduit de moitié pour chaque enfant soumis à un régime d'autorité parentale conjointe et d'hébergement égalitaire entre deux contribuables. Enfin, une réduction de 125 euros est également accordée pour toute autre personne à charge du ménage faisant partie de la famille du contribuable, de son conjoint, de son cohabitant légal ou de son cohabitant de fait.

Le conjoint, le cohabitant légal ou cohabitant de fait ne peut pas bénéficier lui-même de cette réduction.

Exemple

RC indexé de 1.500 euros

Additionnels : 3.000

Enfants à charge : 2

Calcul du Pr.I dû à la Région : 1.500 x 1,25% = 18,75 euros

Additionnels des pouvoirs locaux : 30 x 18,75 = 562,50 euros

Réduction enfants à charge : 2 x 125 euros = -250,00 euros

331,25 euros

HANDICAP ET INVALIDITÉ

Pour l'habitation occupée en tant que propriétaire ou locataire, le grand invalide de guerre bénéficie d'une réduction d'impôt de 250 euros, le contribuable handicapé d'une réduction de 125 euros.

Ces deux réductions ne peuvent pas être cumulées.

REMISE POUR IMPRODUCTIVITÉ

La remise pour improductivité est octroyée au prorata de l'inoccupation ou de l'improductivité de l'immeuble non meublé. La durée d'improductivité et d'inoccupation doit être de 180 jours minimum dans le courant de l'année.

L'improductivité doit revêtir un caractère involontaire dans le chef du redevable. La seule mise simultanée en location et en vente du bien par le contribuable n'établit pas suffisamment l'improductivité.

Le bénéfice de la remise ou réduction pour improductivité est limité à une période totale de 12 mois. Cette limitation n'est pas applicable lorsqu'une calamité, un cas de force majeure, une procédure ou une enquête administrative ou judiciaire empêche la jouissance libre de l'immeuble.

5.2.3. EXONÉRATIONS EN RÉGION WALLONNE

Est exonéré de précompte immobilier le revenu cadastral :

- des biens immobiliers ou parties de biens immobiliers tels que les biens affectés sans but de lucre à l'enseignement, à l'installation d'hôpitaux, de maisons de repos, de homes de vacances pour enfants ou personnes pensionnées ;
- des biens immobiliers qu'un Etat étranger a affectés à l'installation de ses missions diplomatiques ou consulaires ;
- des biens immobiliers qui ont le caractère de domaines nationaux, sont improductifs par eux-mêmes et sont affectés à un service public ou d'intérêt général.
- des résidences-services, des infrastructures d'accueil d'enfants de moins de 3 ans ainsi que des infrastructures d'accueil et d'hébergement pour personnes handicapées ;
- des biens immobiliers situés en Région wallonne et repris dans le périmètre d'un site Natura 2000, d'une réserve naturelle ou d'une réserve forestière ou repris dans le périmètre d'un site candidat au réseau Natura 2000 et soumis au régime de protection primaire ;
- des biens immeubles affectés à l'exécution de services d'intérêt général dans le cadre de l'exploitation des aéroports et aérodromes au sens du décret wallon du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne ;
- des biens de la Société coopérative à responsabilité limitée à finalité sociale Parc d'Aventures scientifiques.

Signalons enfin que les GE (Grandes entreprises) et les PME (à l'exclusion de certains secteurs exclus du système) disposant d'une unité d'établissement (siège d'exploitation, siège d'activité) en Wallonie et dotées d'un programme d'investissement admissible atteignant les seuils prévus (ces derniers varient en fonction de la taille de l'entreprise) peuvent bénéficier d'une exemption de précompte immobilier. La PME qui réalise un programme d'investissement en Région wallonne doit être :

- soit une personne physique ayant la qualité de commerçant ou exerçant une profession indépendante ou une association formée entre ces personnes ;

- soit une des sociétés énumérées à l'article 2, § 2, du Code des Sociétés ou un groupement européen d'intérêt économique ;
- soit un cluster ;
- soit une spin-off.

Une nouvelle exonération de Pr.I est accordée pendant une période de cinq ans au profit des bâtiments intégralement situés dans le périmètre d'un "quartier nouveau" arrêté par le Gouvernement wallon. Sont visés les "immeubles bâtis nouvellement construits à l'état neuf", les "immeubles bâtis concernés par une opération de démolition suivie d'une reconstruction à l'état neuf" et les "immeubles bâtis concernés par une rénovation". Dans les deux derniers cas, les travaux de construction ou de rénovation doivent entraîner une augmentation du revenu cadastral à concurrence de 10 % par rapport au revenu cadastral précédent (avant la démolition) ou au RC existant (avant la rénovation).

Matériel et outillage

Par matériel et outillage, on entend les appareils, machines et autres installations utiles à une exploitation industrielle, commerciale ou artisanale, à l'exclusion des locaux, abris et de leurs accessoires indispensables.

Lorsqu'un immeuble bâti ou non bâti comporte du matériel et outillage, l'Administration Mesures et Evaluations (Administration Générale de la Documentation Patrimoniale du SPF Finances) fixe un revenu cadastral distinct pour cette composante.

Est exonéré de précompte immobilier le RC du matériel et de l'outillage lorsque le RC des actifs existants au 31 décembre 2004 n'atteint pas 795 euros par parcelle cadastrale.

Le RC du matériel et de l'outillage est également exonéré de précompte immobilier pour les nouveaux investissements acquis ou constitués à l'état neuf à partir du 1^{er} janvier 2005. Cette exonération est intégrale ou partielle selon que la parcelle cadastrale (sur laquelle les nouveaux investissements en matériel et outillage sont acquis ou constitués à l'état neuf) comporte déjà ou non du matériel et outillage au 31 décembre 2004. Dans l'affirmative, est uniquement exonérée l'augmentation, après le 1^{er} janvier 2005, du revenu cadastral du matériel et outillage de cette parcelle par rapport à la situation au 1^{er} janvier 2005.

Enfin, une autre exonération de précompte immobilier, inconditionnelle cette fois, s'applique aux nouveaux investissements en matériel et outillage acquis ou constitués à l'état neuf à partir du 1^{er} janvier 2006

5.3. LE PRÉCOMPTE IMMOBILIER EN RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE ⁽¹⁷⁶⁾

5.3.1. TAUX

Tableau 5.4
Taux du précompte immobilier en Région de Bruxelles-Capitale

Taux de base	1,25%
Habitations sociales	0,8% (a)
Immeubles loués par agences immobilières sociales situées en Région de Bruxelles- Capitale	0%
Materieel en outillage	0% (b)

(a) Habitations appartenant à la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale ou aux sociétés agréées par elle, propriétés louées comme habitations sociales et appartenant aux CPAS et aux communes, propriétés du Fonds du Logement des Familles de la Région de Bruxelles-Capitale.

(b) Matériel et outillage : appareils, machines et autres installations qui ne peuvent être déplacés et sont utilisés par des entreprises industrielles, commerciales et artisanales.

5.3.2. RÉDUCTIONS ET REMISES (SUR IMMEUBLES BÂTIS)

RÉDUCTION POUR MAISON MODESTE

Une réduction est octroyée pour l'habitation que le contribuable occupe lui-même entièrement lorsque le revenu cadastral **non indexé** de ce bien n'excède pas 745 euros.

Le taux normal de cette réduction est de **25%** et celle-ci porte sur le Pr.I dû pour la résidence principale. En cas de construction ou d'acquisition à l'état neuf, la réduction est octroyée au taux de **50%** pour les cinq premières années pour lesquelles le Pr.I est dû. Le contribuable ne peut pas bénéficier de cette réduction majorée s'il a reçu une prime à la construction ou à l'acquisition.

La réduction de Pr.I. à concurrence de 25% (voire 50%) est accordée pour l'habitation située en Région bruxelloise dans laquelle le contribuable est domicilié, pour autant que cette habitation :

- soit le seul bien immobilier en Région de Bruxelles-Capitale sur lequel l'intéressé détient un droit réel rendant le Pr.I exigible ;
- ait un revenu cadastral non indexé n'excédant pas 745 euros.

CHARGES DE FAMILLE

Il est octroyé une réduction de 10% par enfant ayant droit aux allocations familiales.

Le pourcentage est porté à 20 % s'il s'agit d'un enfant handicapé

Ces réductions sont applicables dès que le ménage se compose d'au moins deux enfants donnant droit aux allocations familiales, ou d'au moins une personne handicapée (au sens de l'article 135, CIR92).

¹⁷⁶ De plus amples informations concernant le précompte immobilier tel qu'applicable en Région de Bruxelles-Capitale sont disponibles sur le site de Bruxelles Fiscalité : <https://fiscalite.brussels/fr/le-precompte-immobilier>.

Exemple

RC indexé de 1.500 euros

Additionnels : 3.000 (commune) et 989 (Agglomération bruxelloise)

Enfants à charge : 2

Calcul du Pr.I dû à la Région : $1.500 \times 1,25\% =$ 18,75 euros

Calcul du Pr.I dû aux pouvoirs locaux :

à l'Agglomération : $9,89 \times 18,75$ euros 185,44 eurosaux communes : $30 \times 18,75$ euros 562,50 euros

sous-total 766,69 euros

Réduction de 20% pour 2 enfants à charge -153,34 euros613,35 euros**HANDICAP ET INVALIDITÉ**

Il est accordé une réduction de 20% aux grands invalides de guerre et aux personnes handicapées, pour l'habitation où la personne est domiciliée.

PATRIMOINE IMMOBILIER CLASSÉ OU SUR LA LISTE DE SAUVEGARDE

Une réduction de Pr.I est accordée pour un bien immobilier relevant du patrimoine immobilier classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde, en tout ou en partie. Cette réduction s'élève à 25%, 50% ou 100%. L'exonération est accordée dans les cas où le bien immobilier classé totalement ou sur la liste de sauvegarde (et accessible au public) est utilisé comme habitation et qu'il n'est pas loué, ou quand il est exclusivement utilisé pour les écoles, la culture, le sport, etc.

NB La région bruxelloise connaît aussi la "Prime BE HOME" qui est de 132 euros au 1^{er} janvier 2021 (éventuellement majorés avec une prime communale dans certaines communes). Cette prime est attribuée à tout qui est domicilié dans la région bruxelloise, est titulaire d'un droit réel sur un immeuble situé dans la région bruxelloise et est destinataire de l'avis de paiement du précompte immobilier relatif à ce bien. L'objectif est de compenser pour les propriétaires-résidents la pression financière du précompte immobilier majoré. Stricto sensu, la prime est donc en dehors du domaine fiscal même si elle est en principe portée directement en déduction du précompte immobilier dû, via l'avis de paiement.

5.3.3. EXONÉRATIONS EN RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Sont exonérés de précompte immobilier les biens immobiliers ou parties de biens immobiliers destinés exclusivement (ou presque exclusivement) à un but déterminé (non lucratif), notamment :

- un lieu de culte reconnu (ou lieu de l'assistance morale laïque) souvent utilisé et accessible au public et géré par une autorité agréée ;
- ceux utilisés par les mouvements de jeunesse et reconnus par les communautés ;
- ceux utilisés pour l'enseignement, y compris artistique ;
- les salles, terrains et pistes utilisés exclusivement pour la pratique collective du sport dans le cadre d'activités de clubs de sport amateur et seulement si plusieurs sports sont enseignés ;
- les hôpitaux, cliniques, dispensaires, maisons de repos, maisons de vacances pour enfants ou personnes pensionnées ou maisons d'orphelins.

Est en principe exonéré de précompte immobilier le revenu cadastral :

- des biens immobiliers qu'un Etat étranger a affectés à l'installation de ses missions diplomatiques ou consulaires ou d'institutions culturelles ne se livrant pas à des opérations à caractère lucratif ;
- des biens immobiliers qui ont le caractère de domaines nationaux, sont improductifs par eux-mêmes et sont affectés à un service public ou d'intérêt général et qui tombent sous le crédit de la main morte.

Matériel et outillage

Par matériel et outillage, on entend les appareils, machines et autres installations utiles à une exploitation industrielle, commerciale ou artisanale, à l'exclusion des locaux, abris et de leurs accessoires indispensables.

Lorsqu'un immeuble bâti ou non bâti comporte du matériel et outillage, le Cadastre (Administration Générale de la Documentation Patrimoniale du SPF Finances) fixe un revenu cadastral distinct pour cette composante.

Dans le cadre de la réforme fiscale bruxelloise, un tarif zéro a été introduit concernant le précompte immobilier pour matériel et outillage.

CHAPITRE 6

LE PRÉCOMPTE MOBILIER (PR.M)

Quoi de neuf ?

La législation décrite dans ce chapitre intègre les modifications survenues qui concernent les revenus attribués ou mis en paiement en 2019 et 2020 :

- Pour rappel, dans le cadre de la nouvelle LSF, l'autorité fédérale reste exclusivement compétente pour le précompte mobilier.
- Exonération de Pr.M, sous certaines conditions, pour les dividendes payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier 2019 dans le cadre d'opérations de spin off.
- Suppression de l'exigence de capital minimum dans le régime VVPR-bis (voir ci-dessous)

TAUX GENERAL DE PRÉCOMPTE MOBILIER DE 30% POUR LA PLUPART DES REVENUS MOBILIERS ET DES REVENUS DIVERS À CARACTÈRE MOBILIER

Le taux de Pr.M s'élève uniformément à 30%, à l'exception de trois catégories de revenus (voir ci-après : il s'agit des revenus de dépôts d'épargne réglementés, des intérêts des bons d'Etat "Leterme" et d'une quotité des revenus de droits d'auteur) ⁽¹⁷⁷⁾.

Des taux réduits sont également applicables à certains dividendes. Il s'agit notamment des dividendes prélevés sur la réserve de liquidation, des dividendes distribués par des SIR principalement actives dans l'immobilier destiné aux soins résidentiels ou de santé et des dividendes de certaines actions de sociétés PME.

6.1. LES DIVIDENDES

DIVIDENDES EXONÉRÉS

Une exonération d'impôt est prévue en ce qui concerne la première tranche de 800 euros (revenus 2020) de dividendes ordinaires, à l'exception de dividendes distribués par des constructions juridiques ou perçus par l'intermédiaire de constructions juridiques, de dividendes d'organismes de placement collectif et de dividendes perçus par l'intermédiaire de fonds communs de placement.

Sont visés tant les dividendes d'origine belge que d'origine étrangère.

Les revenus en question subissent toutefois une retenue de précompte mobilier selon les règles habituelles et l'exonération est consentie ensuite par le biais de la déclaration à l'impôt des personnes physiques.

INTÉRÊTS D'AVANCES REQUALIFIÉS EN DIVIDENDES

Les intérêts d'avances faites à leur société par des dirigeants d'entreprise ou par toute personne physique actionnaire (ou par leur conjoint ou leurs enfants) sont requalifiés en dividendes, pour autant que et dans la mesure où une des deux limites ci-après est dépassée :

- le taux d'intérêt excède le taux du marché applicable dans le cas d'espèce ;
- le montant total des avances productives d'intérêts excède le total formé par le capital libéré en fin de période imposable augmenté des réserves taxées existantes au début de cette période.

¹⁷⁷ Et hormis les indemnités pour coupon manquant, imposables au taux de Pr.M applicable aux revenus auxquels ces indemnités se rapportent.

Les intérêts d'avances requalifiés en dividendes sont soumis au précompte au taux général de 30%.

Les intérêts ne sont pas requalifiés en dividendes lorsqu'ils se rapportent :

- à des obligations émises par appel public à l'épargne ;
- à des prêts d'argent faits à des sociétés coopératives agréées par le Conseil national de la Coopération ;
- à des prêts d'argent consentis par des personnes morales soumises à l'impôt des sociétés.

BONI DE RACHAT D' ACTIONS OU PARTS PROPRES

Un précompte de 30% est perçu sur les sommes attribuées à l'occasion du rachat par la société de ses propres actions ou parts. Le montant soumis au Pr.M est le montant défini comme dividende distribué à l'occasion de cette opération en matière d'impôt des sociétés.

BONI DE LIQUIDATION

Un précompte de 30% est perçu sur les sommes attribuées à l'occasion du partage total ou partiel de l'avoir social d'une société résidente ou étrangère. Le montant soumis au Pr.M est le montant défini comme dividende distribué à l'occasion de ces opérations en matière d'impôt des sociétés. Toutefois, aucun Pr.M n'est retenu lorsqu'il s'agit d'une société cotée en bourse.

Au cours des années 2013 et 2014, un régime transitoire a prévu un taux réduit de 10% pour les dividendes correspondant à la diminution de réserves taxées, dont le montant était apporté immédiatement au capital de la société distributrice et y était maintenu pendant une période déterminée (4 ans pour les PME et 8 ans pour les autres sociétés). Ainsi, des dividendes correspondant à des réserves taxées approuvées par l'Assemblée Générale au plus tard le 31 mars 2013 pouvaient être distribuées avec application d'un taux de Pr.M de 10%, *à condition que et dans la mesure où le montant reçu était immédiatement apporté au capital et que l'opération d'apport en capital ait eu lieu pendant le dernier exercice comptable qui se clôturait avant le 1^{er} octobre 2014.*

En cas de réduction du capital apporté dans le cadre de cette mesure, un Pr.M de 17, 10 ou 5% sera d'application selon l'année au cours de laquelle survient la diminution de capital (dans les 4, 6 ou 8 ans suivant l'apport au capital dans le cas d'une grande société et dans les 2, 3 ou 4 ans dans le cas une PME) ⁽¹⁷⁸⁾.

RÉSERVE DE LIQUIDATION - PME

Un régime particulier de taxation du boni de liquidation a été mis en place pour les PME (au sens de l'art. 1:24, §§1 à 6, du Code des sociétés et des associations). Depuis l'exercice d'imposition 2015, elles ont la faculté d'affecter tout ou partie de leur bénéfice comptable après impôt à une "réserve de liquidation". Cette réserve doit être portée et maintenue de manière ininterrompue dans un ou plusieurs comptes distincts du passif (elle ne peut pas servir de base pour des rémunérations ou attributions quelconques). Elle est soumise à une cotisation distincte de 10% lors de sa constitution ⁽¹⁷⁹⁾.

Aucun Pr.M ne sera dû sur la quotité de cette réserve qui est conservée jusqu'à la liquidation de la société.

¹⁷⁸ Voir article 537 CIR92 pour plus de précisions.

¹⁷⁹ Voir chapitre 2 (I.Soc), page 118.

En cas de distribution de dividendes par prélèvement sur cette réserve avant que la société ne soit en liquidation, ces dividendes sont soumis au Pr.M au taux réduit de :

- 20% si la distribution a lieu durant les cinq premières années ⁽¹⁸⁰⁾ ;
- 5% si la distribution a lieu ultérieurement.

En cas de diminution d'une partie de la réserve de liquidation, les réserves les plus anciennes sont censées être les premières prélevées.

Ce régime s'applique également aux dividendes provenant de sociétés étrangères établies dans un Etat membre de l'EEE pour autant que leur paiement ou attribution soit la conséquence de dispositions analogues.

RÉSERVE DE LIQUIDATION SPÉCIALE - PME

Il s'agit de l'extension du principe de la constitution d'une réserve de liquidation concernant les bénéficiaires comptables après impôts relatifs aux exercices d'imposition 2013 et 2014, toujours en faveur des sociétés PME au sens du Code des sociétés et associations. Grâce à cette extension, la réserve de liquidation dite "spéciale" pourra également à terme être distribuée en exonération de Pr.M (si la distribution a lieu à l'occasion de la liquidation de la société) ou moyennant un Pr.M réduit (si la distribution survient avant la liquidation).

Parmi les conditions à respecter, il y a le paiement spontané par la société d'une cotisation spéciale de 10% et l'introduction d'une déclaration spécifique à cette cotisation au plus tard pour le 15 décembre 2015 ⁽¹⁸¹⁾ ou pour le 30 novembre 2016 selon qu'il s'agit respectivement de l'exercice d'imposition 2013 ou 2014.

Ce régime a été étendu aux bénéficiaires comptables après impôts relatifs à l'exercice d'imposition 2012, dans le cas de certaines sociétés qui tiennent leur comptabilité autrement que par année civile, moyennant la déclaration et le paiement d'une cotisation spéciale de 10% pour le 31 mars 2018.

SICAFI RÉSIDENTIELLES / SIR

Les dividendes de SICAFI résidentielles belges ou étrangères et des SIR sont soumis au précompte au taux de 30%.

Le précompte est cependant réduit à 15% si la société consacre au moins 60 % de ses investissements dans des bâtiments affectés ou destinés exclusivement ou principalement à des unités de soins et de logement adapté à des soins de santé.

DIVIDENDES DE CERTAINES ACTIONS DE PME

Un Pr.M réduit est d'application sur les dividendes attribués par des PME (définies au sens de l'article 1:24, §§1 à 6, du Code des sociétés et des associations) à de nouvelles actions ou parts nominatives émises à l'occasion d'apports en numéraire effectués à partir du 1^{er} juillet 2013 (régime "VVPR-bis").

Le Pr.M s'élève à :

- 20% pour les dividendes alloués ou attribués lors de la répartition bénéficiaire du deuxième exercice comptable après celui de l'apport ;
- 15% pour les dividendes alloués ou attribués lors de la répartition bénéficiaire du troisième exercice comptable après celui de l'apport et lors des répartitions bénéficiaires suivantes.

¹⁸⁰ Le taux a été porté de 17% à 20% au 1^{er} janvier 2017. Cette augmentation de taux est applicable aux réserves de liquidation constituées pour une période imposable qui se rattache au plus tôt à l'exercice d'imposition 2018. Pour les réserves de liquidation constituées antérieurement, le taux de 17% est maintenu.

¹⁸¹ Tolérance administrative par rapport à la date limite légale du 30 novembre 2015.

Les conditions d'octroi de ces taux réduits de Pr.M sont les suivantes :

- il doit s'agir de nouveaux apports en numéraire effectués à partir du 1^{er} juillet 2013 ;
- la société bénéficiaire de l'apport en capital est une PME au sens de l'article 1:24, §§1 à 6, du Code des sociétés et des associations (¹⁸²) ;
- les nouvelles actions ou parts doivent être nominatives et intégralement libérées ;
- les actionnaires doivent détenir les actions nouvelles en pleine propriété et sans interruption depuis l'apport en capital.

Des mesures anti-abus complètent le cadre de ce dispositif en cas d'augmentations de capital qui sont associées à des réductions de capital.

Suite à la suppression des règles de capital pour les sociétés à responsabilité limitée par le nouveau Code des sociétés et des associations, l'exigence de capital minimum dans le cadre du régime VVPR-bis a également été levée sur les augmentations et réductions de capital effectuées à partir du 1^{er} mai 2019.

DIVIDENDES DE CERTAINES ACTIONS DE PME QUI SONT RECUEILLIS PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UNE PRICAF PRIVÉE

Ces taux réduits sont également applicables aux dividendes distribués par une Pricaf privée à condition et dans la mesure où ces revenus proviennent de dividendes qui entrent en considération pour être soumis respectivement au taux de 20% ou de 15% précité.

DIVIDENDES "MÈRE-FILIALE"

Les dividendes attribués par une filiale à sa société-mère sont exemptés de Pr.M pour autant que la société-mère soit établie dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat avec lequel la Belgique a conclu une convention préventive de double imposition (¹⁸³). Pour bénéficier de cette exemption, la société-mère doit conserver ou avoir conservé, pendant une période ininterrompue d'au moins un an, une participation minimale de 10% dans le capital de sa filiale.

6.2. LES INTÉRÊTS

Le Pr.M est généralement dû au taux de 30%.

Cette règle connaît toutefois des exceptions qui sont liées à la nature de l'actif financier ou encore à la qualité de l'investisseur.

DÉPÔTS D'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉS (15%)

La première tranche de 990 euros (revenus 2020) par an des revenus de dépôts d'épargne réglementés est exonérée de Pr.M lorsque le bénéficiaire est une personne physique.

Chaque conjoint ou cohabitant légal a droit à l'exonération. La double exonération est également applicable lorsqu'un seul compte-épargne a été ouvert au nom des deux conjoints ou cohabitants légaux.

L'exemption vise également la première tranche d'intérêts de dépôts d'épargne reçus par les établissements de crédit établis dans un autre Etat membre de l'EEE, à condition que ces dépôts remplissent des conditions analogues à celles posées pour les dépôts d'épargne réglementés belges.

Le montant imposable des intérêts est soumis au Pr.M au taux de 15%.

¹⁸² Le critère de ' petite société ' au sens du Code des sociétés et des associations doit être apprécié pour l'exercice d'imposition lié à la période imposable au cours de laquelle l'apport en capital a eu lieu.

¹⁸³ Dans ce dernier cas, l'extension du régime est subordonnée à une condition supplémentaire : il ne doit pas y avoir de restriction quant à l'échange de renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la législation nationale des Etats contractants.

Conditions d'exonération des dépôts d'épargne réglementés

L'exonération de la première tranche des intérêts des dépôts d'épargne réglementés est soumise à diverses conditions, telles que détaillées à l'article 2 de l'AR/CIR92, et dont un aperçu suit.

- Conditions de retrait du dépôt d'épargne

Elles doivent prévoir la possibilité pour la banque dépositaire de soumettre le retrait de sommes dépassant 1.250 euros à un préavis de cinq jours calendrier et de limiter les retraits à 2.500 euros par demi-mois.

- Composantes de la rémunération

La rémunération des dépôts d'épargne doit comporter, obligatoirement et exclusivement, un intérêt de base et une prime de fidélité. Il ne peut plus être accordé de prime d'accroissement.

- Niveau de la rémunération des dépôts d'épargne

Le taux de l'intérêt de base ne peut excéder le plus haut des deux taux suivants : soit 3%, soit le taux appliqué par la BCE pour ses opérations principales de refinancement le dix du mois précédant le semestre calendrier en cours (à savoir le taux de la BCE au 10 décembre 2018 pour le premier semestre 2019 et au 10 juin 2019 pour le second semestre 2019).

Le taux de la prime de fidélité ne peut, en principe, pas dépasser 50% du taux maximum de l'intérêt de base et ne peut être inférieur à 25% du taux de l'intérêt de base offert.

- Un seul taux de base peut être octroyé pour un même dépôt à un moment déterminé (et non plusieurs taux de base applicables à différentes tranches du dépôt).

- Mode de calcul de la prime de fidélité et période sur laquelle elle doit être calculée.

Une prime de fidélité est octroyée pour toute somme investie pendant douze mois consécutifs sur le même dépôt d'épargne. La prime de fidélité reste acquise – sous certaines conditions – lorsqu'un épargnant transfère des fonds vers un autre dépôt d'épargne dont il est titulaire auprès de la même banque.

Le calcul de la prime de fidélité s'effectue à partir du lendemain du jour du dépôt.

Les primes de fidélité doivent être portées en compte le premier jour qui suit le trimestre au cours duquel elles sont acquises. Les primes de fidélité acquises au cours des premier, deuxième, troisième et quatrième trimestres produisent un intérêt de base à dater respectivement du 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre et 1^{er} janvier suivant ce trimestre.

- Respect du plafond d'exonération

La banque dépositaire doit examiner si la première tranche exonérée des intérêts est atteinte à chaque fois qu'intérêt de base et prime de fidélité sont portés en compte, en prenant en considération tous les montants alloués pendant la période imposable.

INTÉRÊTS DES BONS D'ETAT SOUSCRITS ENTRE LE 24 NOVEMBRE 2011 ET LE 2 DÉCEMBRE 2011 ET ÉMIS LE 4 DÉCEMBRE 2011

Les intérêts relatifs à ces bons d'Etat (dits bons "Leterme") sont soumis au Pr.M au taux de 15%. Les bons "Leterme" dont la durée était la plus longue (8 ans) sont arrivés à échéance début décembre 2019.

BONS DE CAPITALISATION

Dans le cas d'un actif financier prévoyant la capitalisation des intérêts, il est prévu que toute somme allouée par l'émetteur en sus du prix d'émission, à quelque moment que ce soit, constitue un revenu mobilier imposable.

En outre, il ne peut en règle générale être renoncé à la perception du Pr.M ⁽¹⁸⁴⁾. Celui-ci est dû lors du remboursement ou du rachat du titre par l'émetteur, sur la différence entre le prix de la transaction et le prix d'émission.

SICAV ET FONDS DE CAPITALISATION

Les revenus de SICAV et fonds de capitalisation dont le portefeuille d'actifs comporte plus de 10% de créances productives d'intérêts ⁽¹⁸⁵⁾ (ex. : obligations) sont soumis au Pr.M au taux de 30%. Sont imposables les revenus issus de la partie "créances" des placements opérés par la SICAV ou le fonds (y compris les plus-values et déduction faite des moins-values).

Le cas échéant, un revenu forfaitaire est déterminé.

SOCIÉTÉS ASSOCIÉES : APPLICATION DE LA DIRECTIVE "INTÉRÊTS-REDEVANCES"

Le Pr.M ne doit pas être retenu sur les intérêts attribués par une société résidente à une autre société résidente associée ou à une société associée résidente d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

Deux sociétés sont considérées comme associées si l'une détient une participation directe ou indirecte d'au moins 25% dans le capital de l'autre ou si une société tierce établie dans l'Union européenne détient de manière directe ou indirecte au moins 25% dans le capital de chacune des sociétés. Cette participation doit être ou avoir été conservée pendant une période ininterrompue d'au moins un an.

La renonciation au Pr.M n'est applicable que si les titres ou droits de créance générateurs des revenus d'intérêts n'ont à aucun moment de la période productive de ces revenus, été détenus par un établissement situé en dehors de l'Union européenne.

C'est au débiteur des revenus qu'il appartient de prouver que les conditions prévues pour ne pas retenir le Pr.M sont réunies, moyennant notamment l'obtention d'une attestation relative au statut du bénéficiaire.

ECHANGE AUTOMATIQUE D'INFORMATIONS

Les mesures de coopération prévues par la Directive Epargne, abrogée avec effet au 1^{er} janvier 2016 ⁽¹⁸⁶⁾, ont été remplacées par la mise en œuvre de la directive 2014/107/UE dont le champ d'application est plus large.

La Directive 2014/107/UE met en œuvre un standard global unique développé par l'OCDE pour l'échange automatique d'informations. Il s'agit de la norme de déclaration CRS (ou *Common Reporting Standard*).

6.3. AUTRES REVENUS MOBILIERS

DROITS D'AUTEUR ET DROITS VOISINS

Le régime des droits d'auteur et droits voisins est décrit au chapitre 1.

Un Pr.M de 15% est applicable sur la première tranche de 62.090 euros (montant pour l'année 2020) de revenus bruts de droits d'auteur (la déduction de frais réels ou forfaitaires trouvant par ailleurs à s'appliquer). Les revenus bruts excédant 62.090 euros sont soumis au taux général de précompte de 30%.

Tous les revenus de droits d'auteur doivent être renseignés dans la formule de déclaration à l'impôt des personnes physiques.

¹⁸⁴ Sauf si le débiteur et le bénéficiaire des revenus sont des sociétés associées telles que visées ci-après.

¹⁸⁵ Ce taux est de 25% concernant les parts d'organismes de placement collectifs acquises avant le 01.01.2018.

¹⁸⁶ Voir les éditions antérieures du Mémento fiscal concernant la Directive Epargne.

CHAPITRE 7

LE PRÉCOMPTE PROFESSIONNEL (PR.P) ET LES VERSEMENTS ANTICIPÉS (VA)

Quoi de neuf ?

- **Indexation annuelle.**

Ce chapitre traite du précompte professionnel et des versements anticipés de l'année 2021.

7.1. CALCUL DU PRÉCOMPTE PROFESSIONNEL ⁽¹⁸⁷⁾

Ce chapitre ne concerne que l'application du précompte professionnel aux revenus perçus par des résidents. Seules les formes les plus usuelles de rémunération sont traitées, à savoir celles du régime général des salariés et des dirigeants d'entreprise, ainsi que quelques cas particuliers.

7.1.1. RÉMUNÉRATIONS DES SALARIÉS

Le Pr.P est retenu par l'employeur et se calcule en sept étapes principales ⁽¹⁸⁸⁾ :

- déduction des cotisations sociales,
- déduction des charges professionnelles,
- application d'un barème aligné sur celui de l'IPP,
- prise en compte de la quotité exonérée de base,
- prise en compte de la situation familiale,
- application des réductions d'impôt,
- calcul du montant mensuel.

A. Déduction des cotisations sociales

Le salaire brut est diminué des cotisations personnelles de sécurité sociale et des autres retenues effectuées en exécution d'un statut légal ou réglementaire assimilé. La cotisation spéciale de sécurité sociale n'est cependant pas déductible.

B. Déduction des charges professionnelles forfaitaires

Le revenu annuel brut est ensuite transformé en revenu annuel net imposable en le diminuant des **charges professionnelles forfaitaires**.

¹⁸⁷ Les modalités d'application du précompte professionnel aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2021 sont publiées au MB du 22.12.2020 ().

¹⁸⁸ Les modalités de calcul du Pr.P mentionnées ci-après tiennent compte des 7% d'additionnels locaux.

Tableau 7.1
Charges professionnelles et calcul du Pr.P

Revenu annuel brut	Charges professionnelles	
	sur limite inférieure	% au-delà
0 - 16.400,00	0	30%
au-delà de 16.400,00	4.920,00	0%

C. Le barème

Le **barème de base** repris au Tableau 7. 2 est applicable tel quel :

- lorsque le bénéficiaire des revenus est un isolé ;
- lorsque le conjoint du bénéficiaire des revenus a également des revenus professionnels propres constitués exclusivement de pensions, rentes et revenus y assimilés qui excèdent, en net, 141 euros par mois. Ce montant "net" s'entend après déduction des cotisations sociales, le solde étant réduit de 20%.

Depuis le 1^{er} janvier 2004, les cohabitants légaux sont assimilés aux personnes mariées. Le terme "conjoint" recouvre donc le "cohabitant légal".

Tableau 7.2
Calcul du Pr.P - Barème de base

Revenu annuel net imposable	Impôt de base	
0 - 13.150,00	0,00	26,75%
13.150,01 - 20.070,00	3.517,63	42,80%
20.070,01 - 41.380,00	6.479,39	48,15%
41.380,01 et plus	16.740,16	53,50%

Une disposition particulière s'applique :

- lorsque le conjoint du bénéficiaire des revenus n'a pas de revenus professionnels propres ;
- ou lorsque, au 1^{er} janvier 2021, il ne recueille que des revenus professionnels propres constitués exclusivement de pensions, rentes et revenus y assimilés qui n'excèdent pas, en net, 141 euros par mois. Ce montant "net" s'entend après déduction des cotisations sociales, le solde étant réduit de 20%.

Le Pr.P se calcule alors comme suit :

- on impute tout d'abord au conjoint du bénéficiaire des revenus, 30% du revenu annuel net imposable du bénéficiaire avec un maximum de 11.180 euros. Cette attribution est le "Revenu B" et le solde le "Revenu A" ;
- on applique alors le barème au revenu A et au revenu B ;
- on obtient l'impôt de base en additionnant ces deux résultats.

D. La prise en compte de la quotité exonérée

Lorsque le barème de base repris au Tableau 7. 2 est appliqué tel quel, l'impôt de base calculé à partir de ce barème est diminué de 2.113,25 euros sans que cela puisse ramener l'impôt de base en deçà de zéro.

Lorsque la disposition particulière scindant le revenu imposable en deux composantes est appliquée (cas des couples à un revenu ou assimilés), l'impôt de base obtenu en additionnant les résultats de l'application du barème au "Revenu A" et au "Revenu B" est diminué de 4.226,50 euros sans que cela puisse ramener l'impôt de base en deçà de zéro.

E. La situation familiale

Dans une cinquième étape, il est tenu compte de la situation familiale par l'octroi de réductions d'impôt.

Tableau 7.3
Réductions de Pr.P pour enfants à charge et situations familiales particulières ⁽¹⁸⁹⁾

Nombre d'enfants à charge et situations familiales	Réduction annuelle
1	444
2	1.284
3	3.384
4	5.928
5	8.760
6	11.580
7	14.412
8	17.520
par enfant à charge, au-delà du 8 ^{ème}	3.144
isolé (sauf lorsque le revenu imposable se compose de pensions ou d'allocations de chômage avec complément d'entreprise)	312
veuf(ve) non remarié, avec enfant(s) à charge	444
père ou mère célibataire, avec enfant(s) à charge	444
contribuable handicapé ⁽¹⁹⁰⁾	
pour les ascendants et collatéraux jusqu'au 2 ^e degré qui sont dans une situation de dépendance et qui sont âgés de 65 ans et plus, par personne à charge	1.500
pour les ascendants et collatéraux jusqu'au 2 ^e degré âgés de 65 ans et plus et qui, pour l'exercice d'imposition 2021, étaient à charge du contribuable, par application de l'article 132, alinéa 1 ^{er} , 7 ^o , tel qu'il existait avant d'être modifié par la loi du 20 décembre 2020 : par personne à charge	972
pour chaque autre personne à charge	444

Une réduction d'impôt annuelle de 1.410 euros est octroyée lorsque le **conjoint** du bénéficiaire des revenus a des **revenus professionnels propres, autres que des pensions, rentes ou revenus assimilés**, qui ne dépassent pas 235 euros par mois.

Une réduction d'impôt annuelle de 2.814 euros est octroyée lorsque le **conjoint** du bénéficiaire des revenus a des **revenus professionnels propres qui sont exclusivement constitués de pensions, rentes ou revenus assimilés** et qui n'excèdent pas 469 euros par mois.

¹⁸⁹ Les enfants handicapés et les autres personnes à charge handicapées sont comptés pour deux, à l'exception des ascendants et des collatéraux jusqu'au 2^e degré âgés de 65 ans et plus et en situation de dépendance

¹⁹⁰ Chacun des conjoints.

Les limites de 235 et 469 euros par mois s'apprécient sur 80% du revenu brut diminué des cotisations sociales.

F. Autres réductions d'impôt

- L'impôt de base est, le cas échéant, diminué de 30% des retenues obligatoires effectuées en exécution d'un contrat d'assurance de groupe, d'un règlement de prévoyance extra-légale d'assurance contre la vieillesse et le décès prématuré, des retenues qui ont trait à la continuation à titre individuel d'un engagement de pension et des retenues qui ont trait à la pension libre complémentaire des travailleurs salariés.
- Une réduction d'impôt est octroyée pour la première tranche annuelle de 130 heures de travail supplémentaire prestées par les travailleurs salariés. La réduction est calculée sur base des rémunérations "brutes ONSS" (c'est-à-dire avant déduction des cotisations sociales personnelles) qui ont servi de base de calcul pour établir le sursalaire. Le taux de la réduction est de 57,75% lorsque le sursalaire légal est de 50% ou de 100% et de 66,81% lorsque le sursalaire légal est de 20%.

Le maximum de 130 heures est porté à 180 heures pour les travailleurs employés par les employeurs qui exécutent des travaux immobiliers, à condition que ces derniers utilisent un système électronique d'enregistrement de présence.

Le maximum de 130 heures de travail supplémentaire est porté à 360 heures pour les travailleurs employés par les employeurs qui ressortent de la commission paritaire de l'industrie hôtelière ou de la commission paritaire du travail intérimaire si l'utilisateur ressort de la commission paritaire de l'industrie hôtelière.

La réduction d'impôt visée ci-dessus n'est cependant pas applicable au travail supplémentaire entrant en considération pour l'application de l'article 38, §1, alinéa 1, 30°, CIR92.

- Une réduction d'impôt est octroyée sur les rémunérations des personnes physiques à faibles revenus qui opèrent dans le secteur public autrement que par un contrat de travail et qui perçoivent une rémunération imposable d'au moins 601,50 euros et maximum 2.207,43 euros. La réduction s'élève à 6,67 euros.
- Une réduction d'impôt est octroyée aux travailleurs à bas revenus qui ont droit au bonus à l'emploi ⁽¹⁹¹⁾. Elle est égale à 33,14% du montant du bonus à l'emploi réellement accordé.

G. Calcul du montant mensuel

Le montant d'impôt ainsi obtenu est divisé par 12 pour déterminer le montant du précompte professionnel, à retenir chaque mois sur la rémunération.

7.1.2. PÉCULE DE VACANCES ET AUTRES ALLOCATIONS EXCEPTIONNELLES

Pour le pécule de vacances et les autres allocations exceptionnelles **payées par l'employeur habituel**, le précompte professionnel à retenir est calculé selon un barème spécial, où le taux est fonction du montant brut annuel des rémunérations normales, quel que soit le montant des revenus mis en paiement.

¹⁹¹ Le bonus à l'emploi (ou bonus social) est une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale ciblée sur les bas salaires. Il est également accordé à certains travailleurs victimes d'une restructuration. Il s'agit d'un montant forfaitaire qui décroît progressivement en fonction de l'augmentation du salaire de référence.

Tableau 7.4

Barème du Pr.P applicable au pécule de vacances payé par l'employeur et autres allocations exceptionnelles

Montant annuel brut des rémunérations normales	Taux du Pr.P applicable (%)	
	Pécule de vacances	Autres cas
0,00 - 8.660,00	0,00	0,00
8.660,01 - 10.875,00	19,17	23,22
10.875,01 - 14.090,00	21,20	25,23
14.090,01 - 16.890,00	26,25	30,28
16.890,01 - 19.110,00	31,30	35,33
19.110,01 - 21.350,00	34,33	38,36
21.350,01 - 25.800,00	36,34	40,38
25.800,01 - 28.080,00	39,37	43,41
28.080,01 - 37.180,00	42,39	46,44
37.180,01 - 48.550,00	47,44	51,48
48.550,01 et plus	53,50	53,50

Il est ensuite tenu compte des réductions pour charges de famille.

Lorsque le montant annuel de la rémunération brute normale n'excède pas le montant limite mentionné en regard du nombre d'enfants à charge dans le Tableau 7.5, l'indemnité exceptionnelle est exonérée à concurrence de la différence entre le montant limite mentionné dans ce tableau et le montant annuel de la rémunération brute normale.

Tableau 7.5

Pr.P retenu sur les allocations exceptionnelles Limite pour l'exonération pour enfants à charge

Nombre d'enfants à charge (1)	Montant limite
1	13.643
2	17.060
3	22.320
4	28.190
5	34.060
6	39.930
7	45.800

(1) l'enfant handicapé à charge est compté pour deux.

Ainsi, le pécule de vacances d'un contribuable qui a trois enfants à charge et dont la rémunération brute annuelle est de 13.000 euros, est exonéré jusqu'à concurrence de 22.320 euros - 13.000 euros, soit 9.320 euros.

Lorsque le bénéficiaire d'une allocation exceptionnelle n'a pas plus de cinq enfants à charge et que le montant annuel de sa rémunération brute normale n'excède pas le montant qui - suivant le nombre d'enfants à charge - est mentionné dans la colonne de droite du Tableau 7.6, une réduction est octroyée sur le précompte professionnel qui est dû. Cette réduction est calculée, suivant le nombre d'enfants à charge, à l'aide du pourcentage mentionné dans la colonne centrale du Tableau 7.6.

Tableau 7.6
Pr.P sur allocations exceptionnelles Réductions pour enfants à charge

Nombre d'enfants à charge (1)	Pourcentage de la réduction	Montant annuel rém. brute normale au-delà de laquelle aucune réduction n'est accordée
1	7,5	23.460
2	20	23.460
3	35	25.810
4	55	30.500
5	75	32.850

(1) l'enfant handicapé à charge est compté pour deux.

7.1.3. ARRIÉRÉS DE RÉMUNÉRATION ET INDEMNITÉS DE RECLASSEMENT

Le Pr.P dû sur les arriérés de rémunération et les indemnités de reclassement est calculé en fonction d'une "rémunération de référence".

Celle-ci correspond en principe au montant annuel de la rémunération brute normale allouée aux bénéficiaires des revenus immédiatement avant la révision qui a entraîné le paiement des arriérés.

Tableau 7.7
Barème applicable aux arriérés

Rémunération de référence (euros)		Pourcentage de Pr.P dû
0,00	- 9.615,00	0,00
9.615,01	- 11.540,00	2,68
11.540,01	- 12.820,00	6,57
12.820,01	- 15.390,00	10,77
15.390,01	- 16.675,00	13,55
16.675,01	- 18.590,00	16,55
18.590,01	- 21.795,00	19,17
21.795,01	- 28.205,00	24,92
28.205,01	- 34.610,00	29,93
34.610,01	- 44.875,00	31,30
44.875,01	- 50.640,00	36,90
50.640,01	- 57.690,00	38,96
57.690,01	- 67.300,00	40,93
67.300,01	- 80.770,00	42,92
80.770,01	- 101.275,00	44,99
101.275,01	- 116.660,00	46,47
116.660,01	- 137.170,00	47,48
137.170,01	- et plus	48,00

Il est tenu compte ensuite des charges familiales selon des modalités particulières. Lorsque la rémunération de référence n'excède pas le montant limite mentionné dans le Tableau 7.5 de la rubrique 7.1.2., les arriérés de rémunération sont exonérés à concurrence de la différence entre cette limite et la rémunération de référence.

7.1.4. INDEMNITÉS DE DÉDIT

Le Pr.P dû sur les indemnités de dédit est déterminé suivant les règles applicables aux arriérés.

La rémunération de référence à prendre en considération est celle qui a servi de base à la fixation de l'indemnité ou, à défaut d'une telle référence, la rémunération qui a été perçue par le bénéficiaire pendant sa dernière période d'activité normale au service de l'employeur qui paie l'indemnité.

7.1.5. DIRIGEANTS D'ENTREPRISE

Les rémunérations payées ou attribuées aux dirigeants d'entreprise sont soumises au précompte professionnel. Une distinction est faite selon qu'il s'agit ou non de rémunération périodique.

A. Rémunérations périodiques

Le calcul du précompte professionnel se fait ici sur base des modalités applicables aux salariés, sauf pour deux points particuliers :

*Pour permettre à ces contribuables de tenir compte des **cotisations sociales d'indépendants** et des cotisations d'assurance maladie 'petits risques', il est appliqué sur le revenu brut une réduction calculée comme mentionné ci-dessous :*

Tableau 7.8
Rémunérations périodiques des dirigeants d'entreprise Réduction de la base du Pr.P

Montant brut des rémunérations mensuelles	Réduction	
	sur la limite inférieure	% au-delà
0 - 1.205,00	330,00	
1.205,01 - 5.195,00	330,00	21,5%
5.195,01 - 7.640,00	1.187,85	14,5%
7.640,01 et plus	1.542,38	0,0%

Les charges professionnelles déductibles sont calculées au taux unique de 3% avec un maximum de 2.600 euros.

Les dirigeants d'entreprise qui sont soumis au régime de sécurité sociale des travailleurs salariés et qui ont droit au bonus à l'emploi ont également droit à la réduction de précompte professionnel qui est égale à 33,14% du montant du bonus réellement accordé.

B. Rémunérations non périodiques

Le précompte professionnel dû sur les rémunérations non périodiques est égal à 12 fois la différence entre :

- d'une part, le précompte professionnel dû sur la somme des rémunérations périodiques du mois au cours duquel sont attribuées les rémunérations non périodiques augmentées d'un douzième de la rémunération non-périodique ;
- et d'autre part, le précompte professionnel dû sur les rémunérations périodiques du mois au cours duquel sont attribuées les rémunérations non périodiques.

7.1.6. JETONS DE PRÉSENCE, COMMISSIONS

Les jetons de présence ainsi que les indemnités et allocations octroyés occasionnellement sont soumis à un précompte professionnel calculé comme suit :

Tableau 7.9

Précompte professionnel dû sur les jetons de présence, commissions et autres allocations occasionnelles

Montant des indemnités	Taux du Pr.P en %
0,00 – 500,00	27,25
500,01 – 650,00	32,30
650,01 et plus	37,35

7.1.7. ETUDIANTS

Par dérogation aux règles mentionnées ci-dessus, aucun précompte professionnel n'est dû sur les rémunérations payées ou attribuées aux étudiants engagés, dans le cadre d'un contrat de travail écrit, pour une durée qui n'excède pas 475 heures de travail par année civile.

L'exonération du précompte professionnel n'est applicable qu'à la condition qu'aucune cotisation sociale autre que la cotisation de solidarité ne soit due sur ces rémunérations.

Pour déterminer si le nombre de 475 heures visé à l'alinéa 1^{er} est atteint, les heures prestées en tant que travail étudiant durant le deuxième trimestre de 2020 et les heures prestées durant le quatrième trimestre 2020 et le premier trimestre 2021 toujours en tant que travail étudiant dans l'enseignement et le secteur des soins de santé tel que visé à l'article 10 de la loi du 4 novembre 2020 relative à différentes mesures sociales suite à la pandémie COVID-19 qui ne sont pas soumises aux cotisations de sécurité sociale ne sont pas prises en considération. Aucun précompte professionnel n'est dû sur les rémunérations pour ces heures prestées en tant que travail étudiant non prises en considération.

7.1.8. JEUNES TRAVAILLEURS

Le précompte professionnel n'est pas dû non plus sur les rémunérations payées ou attribuées à de jeunes travailleurs qui satisfont aux conditions d'admission au bénéfice des allocations d'attente (article 36, § 1, alinéa 1, 1^o à 3^o de l'AR du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage), à condition que leur emploi dans le cadre d'un contrat de travail prenne effet au mois d'octobre, novembre ou décembre de l'année antérieure et que le montant brut mensuel des rémunérations n'excède pas 3.450 euros.

7.1.9. TRAVAILLEURS OCCASIONNELS DANS LE SECTEUR HORECA

Le taux de précompte professionnel est fixé uniformément (sans réduction) à 33,31% pour les rémunérations susceptibles de bénéficier de la taxation distincte. Les conditions sont les suivantes :

- il doit s'agir de rémunérations pour des prestations fournies durant au maximum 50 jours par année civile ;
- employeur et travailleur doivent conclure un contrat de travail pour une durée déterminée ou pour un travail nettement défini de 2 jours consécutifs maximum ;
- l'employeur doit ressortir de la commission paritaire de l'industrie hôtelière ou de la commission paritaire pour le travail intérimaire si l'utilisateur relève de la commission paritaire de l'industrie hôtelière ;
- les cotisations sociales doivent être calculées sur base d'un forfait horaire ou journalier.

7.2. DISPENSES DE VERSEMENT

En principe, le précompte professionnel calculé tel qu'exposé au paragraphe 7.1. est retenu par l'employeur et versé au Trésor.

Dans certains cas, dont les plus importants sont commentés ci-après, l'employeur bénéficie d'une dispense partielle de versement. Celle-ci n'affecte pas le montant retenu. La quotité du précompte professionnel retenue mais non versée au Trésor reste à la disposition de l'employeur. Ce mécanisme est donc une aide fiscale à l'employeur. La dispense est sans effet sur le Pr.P imputé sur l'impôt dû par le bénéficiaire des revenus.

7.2.1. RÉDUCTION STRUCTURELLE

Historique

La loi du 17 mai 2007 avait instauré une dispense de versement structurelle, calculée sur base des salaires bruts. Le taux de cette dispense, à l'origine de 0,25%, a subi des augmentations progressives pour atteindre 1% au 1^{er} janvier 2010. Cette augmentation ne concernait de facto pas le secteur non-marchand car à la dispense de versement additionnelle se substitue un versement aux fonds "Maribel social", versement toujours d'actualité.

Des changements importants sont intervenus concernant les taux de la réduction structurelle pour les rémunérations payées ou attribuées à partir du 1^{er} avril 2016 (voir "Situation actuelle" ci-dessous).

Situation actuelle

La réduction structurelle de charges de 1% pour le secteur marchand a été convertie en une diminution du taux de base des cotisations patronales.

Pour les employeurs qui, soit sont considérés comme petites sociétés sur base de l'article 15, §1 à 6, du Code des Sociétés, soit sont des personnes physiques qui répondent mutatis mutandis aux critères de cet article 15, le pourcentage est désormais de 0,12%.

En ce qui concerne le secteur non-marchand, la réduction structurelle de charges est toutefois maintenue à 1%. Quant aux petites entreprises du secteur non-marchand qui répondent aux critères de petite société repris ci-dessus, le pourcentage de dispense est porté à 1,12%. Les employeurs du secteur non-marchand sont toujours tenus de verser trois quarts du précompte professionnel non versé aux fonds "Maribel social".

De même, les entreprises publiques autonomes Proximus et bpost conservent également le bénéfice du taux de 1%.

7.2.2. CHERCHEURS

Depuis le 1^{er} juillet 2013, le pourcentage de la dispense de versement du précompte professionnel s'élève à 80% pour :

- les universités et hautes écoles ainsi que le "Federaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek – le Fonds fédéral de la Recherche scientifique", le FRS-FNRS et le "FWO Vlaanderen" ;
- les institutions scientifiques agréées par arrêté royal ;
- les entreprises privées employant des chercheurs qui participent à des projets ou programmes de recherche ou de développement effectués dans le cadre de conventions de partenariat conclues avec des institutions visées aux deux tirets précédents ;

- les entreprises qui rémunèrent des chercheurs qui ont soit un diplôme de docteur en sciences appliquées, en sciences exactes, en médecine, en médecine vétérinaire ou en sciences pharmaceutiques, ou d'ingénieur civil, soit un diplôme de master ou équivalent dans les disciplines scientifiques, ou d'un diplôme de bachelier dans une filière spécifique ⁽¹⁹²⁾. Ces personnes doivent être engagées dans des programmes de recherche et de développement ;
- les rémunérations attribuées par les "Young Innovative Companies".

Par projets ou programmes de recherche ou de développement, on entend les projets ou programmes qui ont pour but la recherche fondamentale, la recherche industrielle ou le développement expérimental. L'inscription du projet ou programme auprès du Service public de Programmation (SPP) de la Politique scientifique fédérale (BELSPO) est obligatoire afin de bénéficier de la dispense de Pr.P.

En ce qui concerne les bacheliers, le montant total de la dispense de versement calculé ci-dessus est cependant limité à 25 % du montant total de la dispense de versement du précompte professionnel retenu sur les rémunérations à prendre en considération des chercheurs détenteurs d'un diplôme de master ou de docteur dans un domaine d'étude spécifique.

Ce pourcentage est doublé pour les sociétés qui sont considérées comme des petites sociétés sur base de l'article 15, § 1 à 6, du Code des sociétés, pour l'exercice d'imposition rattaché à la période imposable au cours de laquelle les rémunérations sont payées.

7.2.3. PRIMES D'ÉQUIPE OU DE TRAVAIL DE NUIT

La quote-part de précompte professionnel non versée au Trésor par les entreprises où s'exerce un travail en équipe ou de nuit a été fixée forfaitairement à 22,8% de l'ensemble des rémunérations imposables de tous les travailleurs concernés par ce régime de dispense, primes d'équipe comprises, mais à l'exception du pécule de vacances, de la prime de fin d'année et des arriérés de rémunérations ⁽¹⁹³⁾.

Cette dispense de versement a été étendue aux entreprises publiques autonomes (Proximus, bpost et les entreprises du groupe SNCB), ainsi qu'à la société anonyme de droit public HR Rail.

Travail en continu

La dispense est augmentée de 2,2 points (soit 25%) pour les entreprises qui travaillent dans un système de travail en continu. Par travail en continu, on entend un travail effectué par des travailleurs en au moins quatre équipes comprenant deux travailleurs au moins. Ces équipes font le même travail (tant au niveau de l'objet que de l'ampleur), assurent une occupation continue la semaine et le week-end, se succèdent sans interruption et sans chevauchement excédant un quart des tâches journalières. Le temps de fonctionnement dans ces entreprises est d'au moins 160 heures sur base hebdomadaire.

¹⁹² La dispense a été étendue en 2018 aux chercheurs détenteurs d'un diplôme de bachelier. La liste complète des diplômes donnant droit à la dispense de versement du précompte professionnel figure à l'article 275/3 §2, CIR92.

¹⁹³ La dispense partielle de versement du PrP pour travail en équipe ou de nuit est calculée non plus au niveau du travailleur individuel, mais au niveau du groupe de travailleurs admissibles à la dispense.

Equipes dans le secteur des travaux immobiliers

La notion d'entreprises où s'effectue un travail en équipe est étendue aux entreprises qui effectuent en une ou plusieurs équipe(s) des travaux immobiliers ou des travaux assimilés. Dans le cadre de ce régime, un salaire horaire brut d'au moins 14,34 euros ⁽¹⁹⁴⁾ est assimilé à une prime d'équipe. Le pourcentage de dispense est limité à 18%) de l'ensemble des rémunérations imposables de tous les travailleurs concernés. La dispense ne s'applique que si les travailleurs exécutent les travaux immobiliers en équipe sur place (sur chantier).

Secteur de la batellerie

La notion d'entreprises où s'effectue un travail en équipe est également étendue aux entreprises du secteur de la batellerie (à l'exception de leur activité de remorquage), en ce qui concerne les travailleurs travaillant sous le régime de la navigation en système, sous certaines conditions. Cette extension est valable pour les rémunérations payées ou attribuées à partir du 1^{er} janvier 2019.

7.2.4. HEURES SUPPLÉMENTAIRES

L'avantage fiscal consiste d'une part, pour les travailleurs, en une **réduction d'impôt** qui sera déjà prise en compte dans le calcul du précompte professionnel et, d'autre part, pour les employeurs du secteur marchand et du secteur intérimaire, en une **dispense de versement** d'une partie du précompte professionnel. L'avantage fiscal a été étendu aux entreprises publiques autonomes (Proximus, bpost et les entreprises du groupe SNCB), ainsi qu'à la société anonyme de droit public HR Rail.

Le pourcentage du précompte professionnel qui ne doit pas être versé s'élève à :

- 32,19% du montant brut des rémunérations (c'est-à-dire le salaire de base) s'il s'agit d'une heure supplémentaire à laquelle s'applique un sursalaire légal de 20% ;
- 41,25% du montant brut des rémunérations s'il s'agit d'une heure supplémentaire à laquelle s'applique un sursalaire légal de 50 ou 100%.

Cette dispense s'applique pour les 130 premières heures supplémentaires prestées par travailleur et par an.

Le nombre d'heures supplémentaires est porté à 180 heures dans le secteur de la construction. La condition est que les employeurs exécutant des travaux immobiliers utilisent un système électronique d'enregistrement des présences sur les chantiers temporaires ou mobiles.

Le nombre d'heures supplémentaires est porté de 130 à 360 heures pour les employeurs qui relèvent du comité paritaire pour le secteur hôtelier ou du comité paritaire pour le travail intérimaire si l'utilisateur relève du comité paritaire pour le secteur hôtelier.

La réduction d'impôt et la dispense de versement pour heures supplémentaires ne s'appliquent pas au salaire payé pour les heures supplémentaires non récupérables.

7.2.5. SPORTIFS

Il est accordé, depuis 2008, une dispense partielle de versement du précompte professionnel, à hauteur de 80%, sur les rémunérations payées ou attribuées par les clubs à de jeunes sportifs âgés de moins de 26 ans.

¹⁹⁴ Les règles exigeaient un salaire minimum horaire de 17,42 euros pour 2018, soumis à un mécanisme annuel d'indexation. La loi du 8 avril 2019 portant des dispositions fiscales diverses et modifiant l'article 1^{er}, §1^{ter}, de la loi du 5 avril 1955 a réduit le montant avec effet rétroactif à 13,75 (à indexer annuellement). Le montant indexé pour 2019 de 17,73 euros est ramené de ce fait à 14,34 euros pour l'année 2021.

Pour les sportifs âgés d'au moins 26 ans, les clubs peuvent aussi bénéficier de la dispense partielle de versement du précompte professionnel à la condition expresse d'affecter, dans un certain délai, la moitié de cette dispense de versement à la formation de jeunes sportifs. Les fonds affectés à la formation de jeunes sportifs couvrent le paiement de salaires aux formateurs et accompagnateurs d'une part, aux jeunes sportifs d'autre part.

Les rémunérations des jeunes sportifs qui entrent en ligne de compte comme affectation valable ne peuvent être supérieures, *par jeune sportif*, à huit fois la rémunération minimale pour être considéré comme sportif rémunéré, cette dernière étant actuellement fixée à 10.612 euros (¹⁹⁵).

Les rémunérations que le sportif percevrait comme dirigeant d'entreprise sont exclues du régime de dispense partielle de versement du précompte professionnel.

7.2.6. INVESTISSEMENT DANS UNE ZONE D'AIDE ET NOUVEAUX POSTES DE TRAVAIL (¹⁹⁶)

Dans une zone d'aide (voir ci-dessous), les employeurs qui, suite à un investissement, créent de nouveaux postes de travail, bénéficient, sous certaines conditions et pendant deux ans, d'une dispense partielle de versement du précompte professionnel retenu sur les rémunérations des emplois afférents à ces nouveaux postes de travail.

Zones d'aide

Les zones d'aide qui entrent en ligne de compte sont désignées sur proposition des Régions. Ces zones doivent être confrontées à un licenciement collectif de travailleurs dans un ou plusieurs établissements d'une ou plusieurs entreprises situés dans une zone continue de 20 km² comprise dans un cercle d'un rayon de maximum 5 km.

Il y a licenciement collectif lorsqu'un ensemble de licenciements non inhérents à la personne du travailleur affecte au moins 500 travailleurs, au cours d'une période de trois ans, et que la procédure de licenciement collectif est suivie. Dans certains cas, ce seuil de 500 travailleurs est réduit de moitié : degré important de chômage des jeunes ou degré important de chômage des personnes âgées de plus de 50 ans.

En cas de licenciement collectif à grande échelle, les Régions peuvent proposer au gouvernement fédéral une zone d'aide pour un délai maximal de 6 ans (¹⁹⁷). Les zones d'aide désignées doivent se trouver dans un rayon maximal de 40 km des établissements touchés par les licenciements collectifs. Chaque Région peut désigner au maximum quatre zones d'aide confrontées à des licenciements collectifs. Il existe néanmoins la possibilité de déroger à la règle selon laquelle il ne peut y avoir plus de quatre zones d'aide simultanément, à condition d'en réduire la superficie (¹⁹⁸).

A partir du 1^{er} septembre 2018, des licenciements collectifs qui ont lieu dans le cadre d'une procédure de faillite entrent également en considération pour la délimitation par les Régions d'une zone d'aide.

La mise en œuvre de cette dispense nécessite un accord de coopération entre l'Etat fédéral et chacune des trois Régions.

¹⁹⁵ Montant valable du 01.07.2020 au 30.06.2021 (AR du 16.04.2020), 10.824 euros applicables du 01.07.2021 au 30.06.2022 (AR du 11.05.2021)

¹⁹⁶ Pour de plus amples informations concernant cette dispense, voir les FAQ 'Investissement dans une zone d'aide' à l'adresse suivante : http://finances.belgium.be/fr/entreprises/personnel_et_remuneration/precompte_professionnel/exonerations/investissement_zone_aide

¹⁹⁷ Certaines zones d'aide devraient normalement se terminer fin avril 2021. Les employeurs qui investissent dans un établissement situé dans une zone d'aide bénéficient d'un régime fiscal favorable. Suite à l'épidémie de la crise corona, les entreprises n'ont pas pu bénéficier pleinement de cet avantage. Pour cette raison, la loi du 4 mai 2021 modifiant la loi du 15 mai 2014 portant exécution du pacte de compétitivité, d'emploi et de relance a prolongé de manière unique la période d'application des zones d'aide. La période d'agrément pour toutes les zones d'aide actuelle sera prolongée de dix-huit mois.

¹⁹⁸ Les Régions peuvent ainsi délimiter au total huit zones d'aide (avec un rayon maximal de 20 km) via la conversion de chaque zone d'aide avec un rayon maximal de 40 km en deux zones d'aide avec un rayon maximal de 20 km.

Taux de la dispense, exclusions et cumul

La dispense de versement de précompte professionnel s'élève à 25% du précompte professionnel relatif aux rémunérations qui entrent en ligne de compte.

Certains secteurs sont exclus : pêche et aquaculture, secteur de la sidérurgie et de l'acier, secteur des fibres synthétiques, secteur des transports, secteur de l'aviation et de l'exploitation des aéroports, secteur de la production et de la distribution d'énergie et des infrastructures énergétiques, secteur de la construction navale, l'extraction de la houille et du charbon.

Cette mesure ne s'applique pas aux rémunérations de travailleurs pour lesquelles une mesure de dispense de versement est déjà appliquée pour heures supplémentaires (interdiction de cumul uniquement sur la part des rémunérations relatives au travail supplémentaire presté par le travailleur), pour le secteur de la marine marchande, dragage et remorquage, recherche scientifique, secteur de la pêche ou les sportifs. Par contre, la mesure peut être combinée avec la dispense partielle pour travail de nuit ou en équipe, la réduction structurelle ou la dispense pour entreprises débutantes.

La mesure n'est pas applicable à un employeur qui est une entreprise en difficulté (nouvelle définition fiscale insérée à l'article 2, CIR92).

Définition de la PME utilisée et entreprises partenaires

La notion de PME utilisée pour l'application de cette mesure, n'est pas la définition de la PME au sens du Code des sociétés, mais la définition utilisée dans le cadre du régime européen des aides d'Etat. La notion d'entreprise partenaire est instaurée, impliquant que le chiffre d'affaires annuel, le total du bilan et la moyenne annuelle du personnel sont augmentés, dans une certaine mesure, du chiffre d'affaires, du total du bilan et de la moyenne annuelle du personnel de chaque entreprise partenaire.

Parmi les employeurs actifs dans une zone d'aide, seuls ceux qui effectuent un investissement lié à la création d'un ou plusieurs emploi(s) peuvent bénéficier de la dispense partielle de versement du Pr.P. Au sein d'un groupe de sociétés, l'investissement dans la zone d'aide peut toutefois être réalisé par une autre société que celle qui emploie les travailleurs dans les postes de travail supplémentaires créés.

Modalités d'octroi

La dispense de versement du précompte professionnel est conditionnelle. Elle n'est accordée de manière définitive que si le nouvel emploi créé par l'investissement a été maintenu pendant au moins trois ans (cinq ans pour les grandes entreprises). Dans le cas contraire, le précompte professionnel non versé reste dû.

7.2.7. ENTREPRISES DÉBUTANTES

Cette dispense partielle est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 1^{er} août 2015. La dispense s'applique tant aux sociétés (débutantes) qu'aux starters/personnes physiques (entreprises unipersonnelles) et la possibilité existe de combiner cette dispense avec les autres dispenses de versement Pr.P.

L'employeur est considéré comme petite société au sens de l'article 1:24, §§ 1 à 6 du Code des sociétés et des associations ou est une personne physique qui répond aux critères de l'article 1:24, §§ 1 à 6 du Code précité. Dans le cas de la société-employeur, les critères doivent être appliqués sur une base consolidée.

Entreprises visées : les entreprises débutantes du secteur marchand

Il s'agit des employeurs qui sont enregistrés depuis 48 mois au plus dans la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE). Seul le secteur marchand est visé par ce régime de dispense partielle du Pr.P.

Pr.P sur rémunérations des travailleurs

La dispense est uniquement applicable à l'égard du Pr.P retenu sur les rémunérations des travailleurs, et non sur celles des dirigeants d'entreprise.

Taux de la dispense

Le taux de la dispense est de 10%. Il est toutefois porté à 20% lorsque l'employeur, à la fin de la période imposable, est une microsociété au sens de l'article 1 :25 du Code des sociétés et des associations ou une personne physique qui répond aux critères de l'article 1 :25 du Code précité.

Pour être considérée comme microsociété, l'entreprise doit répondre à au moins deux des trois critères suivants :

- le total du bilan n'est pas supérieur à 350.000 euros ;
- le chiffre d'affaires, hors TVA, n'est pas supérieur à 700.000 euros ;
- la moyenne des travailleurs occupés pendant l'année n'est pas supérieure à 10.

7.2.8. JEUNES TRAVAILLEURS

La dispense correspond aux suppléments nets que l'employeur a payés à des jeunes de 18 à 20 ans inclus dans le cadre d'un contrat premier emploi pour compenser la diminution de leur rémunération brute ⁽¹⁹⁹⁾. La dispense vise à ce que l'employeur ne supporte pas le coût de ces suppléments.

7.3. VERSEMENTS ANTICIPÉS (VA)

Les commerçants, dirigeants d'entreprises, titulaires de professions libérales, ainsi que les sociétés, sont tenus de s'acquitter anticipativement de l'impôt en quatre versements trimestriels (12 avril 2021, 12 juillet 2021, 11 octobre 2021 et 21 décembre 2021) ⁽²⁰⁰⁾. Ces versements leur permettent d'éviter une majoration d'impôt.

Une dispense peut être accordée sous certaines conditions à l'occasion du premier établissement dans une profession indépendante principale, et ce pour les trois premières années d'activité.

De plus, tous les contribuables soumis à l'IPP peuvent effectuer des versements anticipés pour s'acquitter préalablement de l'impôt enrôlé non couvert par des précomptes. Les versements effectués sont bonifiables dans la mesure où ils couvrent la différence entre l'impôt enrôlé et les précomptes ⁽²⁰¹⁾.

¹⁹⁹ Depuis le 1^{er} juillet 2018, les employeurs peuvent réduire le salaire brut versé lors de l'engagement d'un jeune âgé de 18 ans à 20 ans inclus. Ce dernier conserve la rémunération nette correspondant au salaire brut complet. L'employeur verse alors un supplément forfaitaire net correspondant à la perte estimée.

²⁰⁰ Ces dates sont valables pour les personnes physiques et les sociétés dont l'exercice comptable coïncide avec l'année civile. Pour les autres sociétés, les dates de versements anticipés sont calculées à partir du 1^{er} jour de l'exercice comptable. Si la date coïncide avec un samedi, un dimanche ou un jour férié, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable qui suit.

²⁰¹ Voir page 83 et suivantes.

Pour les revenus de 2021, le taux de référence est de 1% ⁽²⁰²⁾.

A noter que le taux de référence pour le calcul de la majoration d'impôt en cas d'absence ou d'insuffisance de VA à l'impôt des sociétés ne peut être inférieur à 3%, ceci à partir de l'exercice d'imposition 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 1^{er} janvier 2018.

Le taux de la majoration s'élève à 2,25%. Pour les sociétés, il s'élève toutefois à 6,75% pour l'exercice d'imposition 2022.

Il y a également une modification concernant la base de calcul de la majoration. Pour l'exercice d'imposition 2020, elle est égale à 102% pour les sociétés.

Les taux des majorations et bonifications d'impôt sont donc les suivants :

Tableau 7.10
Majorations et bonifications des versements anticipés de l'année 2021

Majoration		Bonification	
VA1	3%	VA1	1,50%
VA2	2,50%	VA2	1,25%
VA3	2%	VA3	1%
VA4	1,50%	VA4	0,75%

Tableau 7.11
Majorations et bonifications des versements anticipés de l'année 2021 – sociétés

Majoration		Bonification	
VA1	9%	VA1	1,50%
VA2	7,50%	VA2	1,25%
VA3	6%	VA3	1%
VA4	4,50%	VA4	0,75%

²⁰² Un taux d'intérêt de base minimum de 1% a été légalement introduit à partir de l'exercice d'imposition 2018.

CHAPITRE 8

CONVENTIONS PREVENTIVES DE LA DOUBLE IMPOSITION BELGES EN VIGUEUR

Conventions préventives de la double imposition belges en vigueur				
Pays	Convention/ Protocole	Date de signature	Date d'entrée en vigueur	Date publication moniteur belge
Afrique Sud	Convention	01-02-1995	10-10-1998	11-06-1999
Albanie		14-11-2002	01-09-2004	10-11-2004
Algérie	Convention	15-12-1991	10-01-2003	20-02-2003
Allemagne	Convention	11-04-1967	30-07-1969	30-07-1969 07-08-1969
	Protocole	05-11-2002	28-12-2003	11-02-2003
Argentine	Convention	12-06-1996	22-07-1999	27-10-1999
Arménie	Convention	07-06-2001	01-10-2004	18-11-2004
Australie	Convention	13-10-1977	01-11-1979	31-10-1979
	Protocole (a)	20-03-1984	20-09-1986	16-09-1986
	Protocole (b)	24-06-2009	12-05-2014	26-11-2014
Autriche	Convention	29-12-1971	28-06-1973	11-07-1973
	Protocole	10-09-2009	01-03-2016	19-02-2016
Azerbaïdjan	Convention	18-05-2004	12-08-2006	09-10-2006
Bahreïn	Convention	04-11-2007	11-12-2014	23-12-2015
	Protocole	23-11-2009	11-12-2014	23-12-2015
Bangladesh	Convention	18-10-1990	09-12-1997	11-06-1999
Belarus	Convention	07-03-1995	13-10-1998	18-12-1998
Yougoslavie – Bosnie et Herzégovine	Convention	21-11-1980	26-05-1983	20-05-1983
Brésil	Convention	23-06-1972	13-07-1973	11-07-1973
	Protocole	20-11-2002	23-10-2007	27-11-2007
Bulgarie	Convention	25-10-1988	28-11-1991	28-12-1991

Canada	Convention	23-05-2002	06-10-2004	20-09-2004
Chili	Convention	06-12-2007	05-05-2010	27-05-2010
Chine	Convention	07-10-2009	29-12-2013	21-02-2014
Congo (République démocratique)	Convention	23-05-2007	24-12-2011	10-02-2012
Corée (Sud)	Convention	29-08-1977	19-09-1979	23-10-1979
	Protocole (a)	20-04-1994	31-12-1996	11-06-1998 27-10-1998
	Protocole (b)	08-03-2010	01-12-2015	15-01-2016
Côte d'Ivoire	Convention	25-11-1977	30-12-1980	08-01-1981
Croatie	Convention	31-10-2001	01-04-2004	27-04-2004
Chypre	Convention	14-05-1996	08-12-1999	24-12-1999
Danemark	Convention	16-10-1969	31-12-1970	30-01-1971 06-02-1971
	Protocole (a)	27-09-1999	25-04-2003	20-10-2003
	Protocole (b)	07-07-2009	18-07-2013	17-09-2013
Egypte	Convention	03-01-1991	03-03-1997	24-07-1997
Emirats arabes unis	Convention	30-09-1996	06-01-2004	24-12-2003
Equateur	Convention	18-12-1996	18-03-2004	08-03-2004
Espagne	Convention	14-06-1995	25-06-2003	22-09-2003
	Protocole (a)	02-12-2009	23-04-2018	29-08-2018
	Protocole (b)	15-04-2014	24-07-2018	29-08-2018
Estonie	Convention	05-11-1999	15-04-2003	10-07-2003
Etats-Unis	Convention	27-11-2006	28-12-2007	09-01-2008
Finlande	Convention	18-05-1976	27-12-1978	20-12-1978
	Protocole (a)	13-03-1991	16-07-1997	11-08-1998
	Protocole (b)	15-09-2009	18-07-2013	26-07-2013

France	Convention	10-03-1964	17-06-1965	24-06-1965 04-11-1965
	Protocole (a)	15-02-1971	19-07-1973	30-06-1973 27-09-1973
	Protocole (b)	08-02-1999	27-04-2000	23-05-2000 26-09-2000 31-10-2000
	Protocole (c)	12-12-2008	17-12-2009	08-01-2010
	Protocole (d)	07-07-2009	01-07-2013	02-08-2013
Gabon	Convention	14-01-1993	13-05-2005	08-06-2005
Géorgie	Convention	14-12-2000	04-05-2004	18-05-2004
Ghana	Convention	22-06-2005	17-10-2008	11-12-2008
Grèce	Convention	25-05-2004	30-12-2005	02-02-2006
	Protocole	16-03-2010	24-07-2017	18-09-2017
Hong Kong	Convention	10-12-2003	07-10-2004	10-11-2004
Hongrie	Convention	19-07-1982	25-02-1984	16-03-1984 13-06-1984
Inde	Convention	26-04-1993	01-10-1997	26-05-1998
Indonésie	Convention	16-09-1997	07-11-2001	29-03-2002
Irlande	Convention	24-06-1970	31-12-1973	19-02-1974
	Protocole	14-04-2014	14-05-2019	12-06-2019
Islande	Convention	23-05-2000	19-06-2003	01-10-2003
	Protocole	15-09-2009	14-04-2015	13-11-2017
Israël	Convention	13-07-1972	04-11-1975	01-11-1975 19-08-1978
Italie	Convention	29-04-1983	29-07-1989	22-03-1990
	Protocole (a)	19-12-1984	29-07-1989	28-09-1989 22-03-1990
	Protocole (b)	11-10-2004	17-04-2013	18-06-2013
Japon	Convention	12-10-2016	19-01-2019	18-01-2019
Kazakhstan	Convention	16-04-1998	13-04-2000	02-08-2000
USSR -Kirghizstan)	Convention	17-12-1987	08-01-1991	23-03-1991 07-01-1992

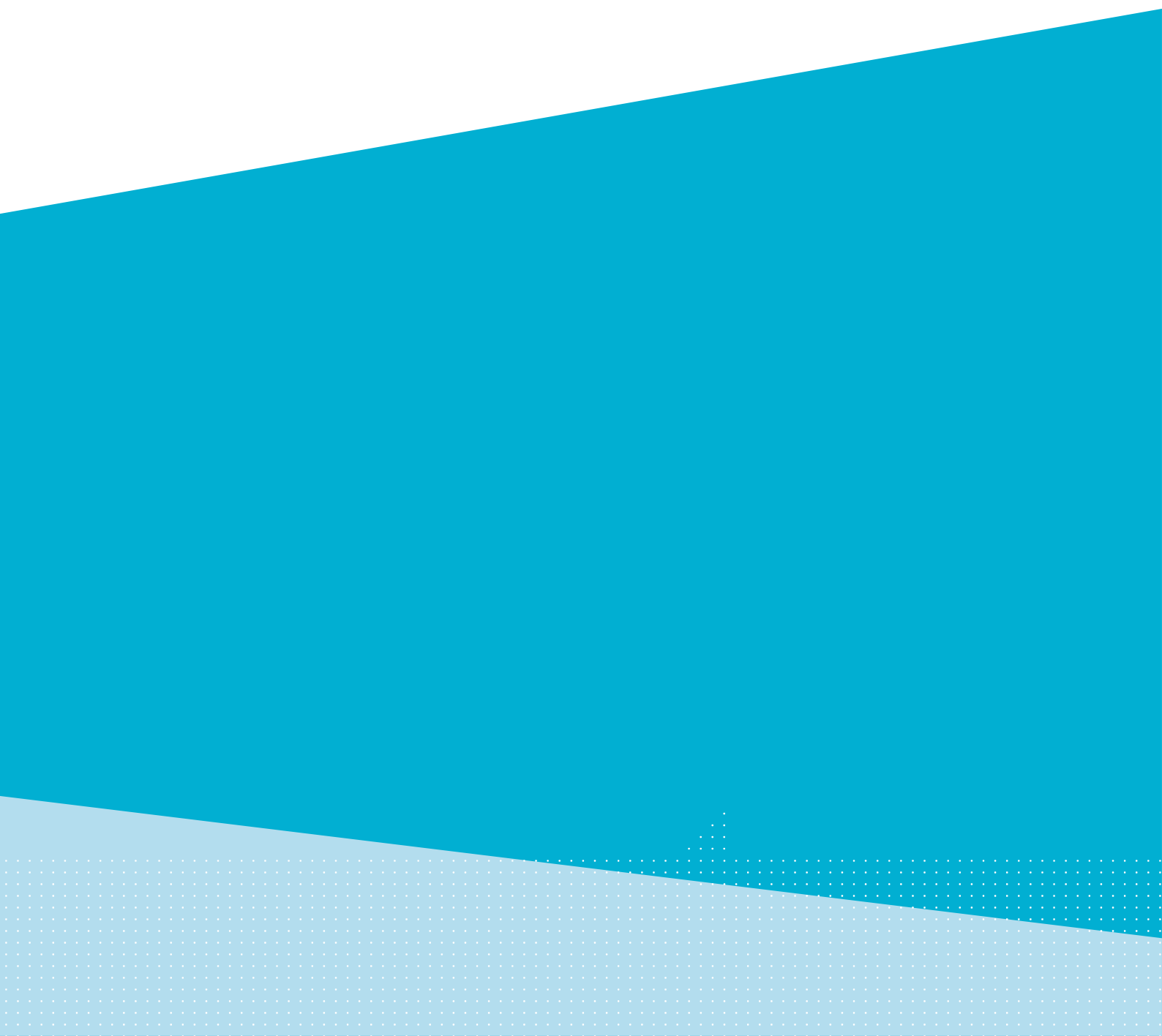
Yougoslavie - Kosovo	Convention	21-11-1980	26-05-1983	20-05-1983
Koweït	Convention	10-03-1990	28-10-2000	06-10-2000 07-09-2001
Lettonie	Convention	21-04-1999	07-05-2003	10-07-2003
Lituanie	Convention	26-11-1998	05-05-2003	10-07-2003
Luxembourg	Convention	17-09-1970	30-12-1972	27-01-1973
	Protocole (a)	11-12-2002	20-12-2004	22-12-2004 23-02-2006
	Protocole (b)	16-07-2009	25-06-2013	26-07-2013
Macédoine	Convention	06-07-2010	17-07-2017	20-05-1983
Malaisie	Convention	24-10-1973	14-08-1975	13-08-1975
	Protocole	25-07-1979	25-07-1979	08-01-1980
Malte	Convention	28-06-1974	03-01-1975	19-12-1975
	Protocole (a)	23-06-1993	17-10-2002	20-02-2003
	Protocole (b)	19-01-2010	31-07-2017	07-04-2020
Maroc	Convention	31-05-2006	30-04-2009	06-05-2009
Maurice	Convention	04-07-1995	28-01-1999	18-08-1999
Mexique	Convention	24-11-1992	01-02-1997	18-12-1897 04-03-1998
	Protocole	26-08-2013	19-08-2017	18-09-2017
USSR - Moldavie	Convention	17-12-1987	08-01-1991	23-03-1991 07-01-1992
Mongolie	Convention	26-09-1995	30-03-2000	30-03-2000
Yougoslavie - Monténégro	Convention	21-11-1980	26-05-1983	20-05-1983
Pays-Bas	Convention	05-06-2001	31-12-2002	20-12-2002 04-09-2003
	Protocole	23-06-2009	01-09-2013	11-06-2014
Nouvelle-Zélande	Convention	15-09-1981	08-12-1983	06-12-1983
Nigéria	Convention	20-11-1989	27-10-1994	27-01-1998
Norvège	Convention	23-04-2014	26-04-2018	10-12-2018

Ouzbékistan	Convention	14-11-1996	08-07-1999	27-10-1999
	Protocole	17-04-1998	08-07-1999	27-10-1999
Pakistan	Convention	17-03-1980	02-09-1983	05-10-1983
Philippines	Convention	02-10-1976	09-07-1980	24-06-1980
	Protocole	11-03-1996	24-12-1999	24/12/1999 04/04/2000
Pologne	Convention	20-08-2001	29-04-2004	27-04-2004
	Protocole	14-04-2014	02-05-2018	05-06-2018
Portugal	Convention	16-07-1969	19-02-1971	02-03-1971
	Protocole	06-03-1995	05-04-2001	05-04-2001
Qatar	Convention	06-11-2007	30-04-2014	18-04-2014
Roumanie	Convention	04-03-1996	17-10-1998	18-12-1998
Royaume-Uni	Convention	01-06-1987	21-10-1989	01-12-1989
	Protocole	24-06-2009	24-12-2012	28-12-2012
Russie	Convention	16-06-1995	26-06-2000	27-10-2000
Rwanda	Convention	16-04-2007	06-07-2010	22-07-2010
Saint Marin	Convention	21-12-2005	25-06-2007	24-07-2007
	Protocole	14-07-2009	18-07-2013	18-09-2013
Sénégal	Convention	29-09-1987	04-02-1993	15-04-1993
Yougoslavie -Serbie	Convention	21-11-1980	26-05-1983	20-05-1983
Seychelles	Convention	27-04-2006	10-09-2015	24-11-2017
	Protocole	14-07-2009	22-06-2016	24-11-2017
Singapour	Convention	06-11-2006	27-11-2008	11-12-2008
	Protocole	16-07-2009	20-09-2013	10-09-2013
République slovaque	Convention	15-01-1997	13-06-2000	15-06-2000
Slovénie	Convention	22-06-1998	02-10-2002	29-11-2002
Sri Lanka	Convention	03-02-1983	12-06-1985	22-06-1985
Suède	Convention	05-02-1991	24-02-1993	27-02-1993
Suisse	Convention	28-08-1978	26-09-1980	14-10-1980
	Protocole	10-04-2014	19-07-2017	18-09-2017

USSR - Tadjikistan	Convention	17-12-1987	08-01-1991	23-03-1991 07-01-1992
Taiwan	Convention	13-10-2004	14-12-2005	23-12-2005
République tchèque	Convention	16-12-1996	24-07-2000	24-10-2000
	Protocole	15-03-2010	13-01-2015	04-02-2015
Thaïlande	Convention	16-10-1978	28-12-1980	14-03-1981
Tunisie	Convention	07-10-2004	05-06-2009	05-06-2009
Turquie	Convention	02-06-1987	08-10-1991	30-11-1991
	Protocole	09-07-2013	03-08-2018	04-09-2018
USSR - Turkménistan	Convention	17-12-1987	08-01-1991	23-03-1991 07-01-1992
Ukraine	Convention	20-05-1996	25-02-1999	19-10-1999
Uruguay	Convention	23-08-2013	04-08-2017	
Venezuela	Convention	22-04-1993	13-11-1998	14-04-1999
Vietnam	Convention	28-02-1996	25-06-1999	10-09-1999

II^{EME} PARTIE

LES IMPOTS INDIRECTS



Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)			
Cadre légal	Code de la taxe sur la valeur ajoutée (Code TVA) et ses arrêtés d'exécution		
Qui détermine	Taux d'imposition	Base d'imposition	Exonérations
	Autorité fédérale	Autorité fédérale	Autorité fédérale
Bénéficiaire(s)	Union européenne Autorité fédérale Communautés Sécurité sociale Autres (*) Titrisation depuis 2006 <i>(*) Depuis 2005, une partie des recettes est destinée à la "Commission pour la régulation de l'électricité et du gaz" (CREG). Depuis 2009, une partie des recettes est destinée à l'APETRA (Agence de Pétrole – Petroleumagentschap).</i>		
Instance perceptrice	Service public fédéral Finances		
Recettes fiscales	Recettes fiscales 2019 en millions d'euros	Recettes fiscales en % du PIB	Recettes fiscales en % des recettes fiscales totales (*)
	31.701,9	6,7%	22,1%
<i>(*) Impôts totaux (selon le concept SEC2010) payés aux pouvoirs publics belges.</i>			
<i>Calculs sur base des données de l'Institut des Comptes Nationaux, Banque nationale de Belgique.</i>			

Droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe ; impôt d'enregistrement			
Cadre légal	Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (C. Enr.), et ses arrêtés d'exécution. En ce qui concerne l'impôt d'enregistrement (Région flamande) : "Vlaamse Codex Fiscaliteit" (VCF) et ses arrêtés d'exécution.		
Qui détermine	Taux d'imposition	Base d'imposition	Exonérations
	Autorité fédérale Autorité régionale	Autorité fédérale Autorité régionale	Autorité fédérale Autorité régionale
Bénéficiaire(s)	Autorités fédérale et régionale. Depuis 2004, une partie des "autres recettes" (voir ci-dessous "recettes fiscales") est destinée aux zones de police. Les autorités régionales déterminent le taux d'imposition, la base d'imposition et les avantages fiscaux, et bénéficient des recettes de la plupart des droits d'enregistrement.		
Instance perceptrice	Généralement, des intermédiaires professionnels (notaires, etc.) perçoivent les droits et transfèrent les recettes à l'administration fiscale fédérale. En ce qui concerne la Région flamande, ces intermédiaires transfèrent depuis 2015 les recettes de l'impôt d'enregistrement à l'administration fiscale flamande.		
Recettes fiscales	Recettes fiscales 2019 en millions d'euros	Recettes fiscales en % du PIB	Recettes fiscales en % des recettes fiscales totales
	Droits d'enregistrement	5.446,9	
	Droits d'hypothèque	95,0	
	Droits de greffe	32,2	
	TOTAL	5.574,1	1,2%
<i>Calculs sur base des données de l'Institut des Comptes Nationaux, Banque nationale de Belgique.</i>			

Droits de succession ; impôt de succession			
Cadre légal	Code des droits de succession (C. Succ.) et ses arrêtés d'exécution. En ce qui concerne l'impôt de succession (Région flamande) : "Vlaamse Codex Fiscaliteit" (VCF) et ses arrêtés d'exécution.		
Qui détermine	Taux d'imposition	Base d'imposition	Exonérations
	Autorité régionale	Autorité régionale	Autorité régionale
Bénéficiaire(s)	Droits de succession (y compris le droit de mutation par décès) et impôt de succession : autorité régionale Taxe compensatoire des droits de succession, taxe sur les organismes de placement collectif, les institutions de crédit et les entreprises d'assurance : autorité fédérale.		
Instance perceptrice	Service public fédéral Finances. L'impôt de succession (Région flamande) est perçu depuis 2015 par l'administration fiscale flamande.		
Recettes fiscales	Recettes fiscales 2019 en millions d'euros	Recettes fiscales en % du PIB	Recettes fiscales en % des recettes fiscales totales
	2.447,2	0,5%	1,7%
<i>Calculs sur base des données de l'Institut des Comptes Nationaux, Banque nationale de Belgique.</i>			

Droits et taxes divers			
Cadre légal	Code des droits et taxes divers (C.D.T.D.) et ses arrêtés d'exécution		
Qui détermine	Taux d'imposition	Base d'imposition	Exonérations
	Autorité fédérale	Autorité fédérale	Autorité fédérale
Bénéficiaire(s)	Autorité fédérale Sécurité sociale (*) Autres (*) <i>(*) L'autorité fédérale est bénéficiaire de la plupart des recettes. Toutefois, depuis 2006, une partie des taxes sur les opérations d'assurance est transférée aux institutions de sécurité sociale et à la Caisse nationale des Calamités.</i>		
Instance perceptrice	Service public fédéral Finances		
Recettes fiscales	Recettes fiscales 2019 en millions d'euros	Recettes fiscales en % du PIB	Recettes fiscales en % des recettes fiscales totales
	3.244,5	0,7%	2,3%
<i>Calculs sur base des données de l'Institut des Comptes Nationaux, Banque nationale de Belgique.</i>			

Procédures douanières à l'importation, à l'exportation et en cas de transit			
Cadre légal	Ces procédures sont basées principalement sur le code des douanes de l'Union, le Règlement délégué, le Règlement d'exécution et le Règlement délégué en ce qui concerne les règles transitoires.		
Qui détermine	Taux d'imposition	Base d'imposition	Exonérations
	Union européenne	Union européenne	Union européenne
Bénéficiaire(s)	Union européenne		
Instance perceptrice	Service public fédéral Finances		
Recettes fiscales	Recettes fiscales 2019 en millions d'euros	Recettes fiscales en % du PIB	Recettes fiscales en % des recettes fiscales totales
	1.672,8	0,4%	1,2%
<i>Calculs sur base des données de l'Institut des Comptes Nationaux, Banque nationale de Belgique.</i>			

Droits d'accise			
Cadre légal	<p>Les droits d'accise sont définis et réglementés par diverses directives européennes et par la législation nationale. Un grand nombre de dispositions figurent notamment dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la loi du 22 décembre 2009 relative au régime général d'accise (MB du 31 décembre 2009) ; - la loi du 21 décembre 2009 relative au régime d'accise des boissons non alcoolisées et du café (MB du 15 janvier 2010) ; - la loi-programme du 27 décembre 2004 (MB du 31 décembre 2004) ; - la loi du 7 janvier 1998 concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées (MB du 4 février 1998) ; - la loi du 3 avril 1997 relative au régime fiscal des tabacs manufacturés (MB du 16 mai 1997) ; <p>leurs modifications et leurs arrêtés d'exécution.</p>		
Qui détermine	Taux d'imposition	Base d'imposition	Exonérations
	Autorité fédérale	Autorité fédérale	Autorité fédérale
Bénéficiaire(s)	<p>Autorité fédérale, mais</p> <ul style="list-style-type: none"> - une partie des droits d'accise sur le tabac est attribuée à la Sécurité sociale depuis 2003. - une partie des droits d'accise sur les produits énergétiques est attribuée à la Commission pour la régulation de l'électricité et du gaz (CREG) depuis 2006. 		
Instance perceptrice	Service public fédéral Finances		
Recettes fiscales	Recettes fiscales 2019 en millions d'euros	Recettes fiscales en % du PIB	Recettes fiscales en % des recettes fiscales totales
	9.079,7	1,9%	6,3%
<i>Calculs sur base des données de l'Institut des Comptes Nationaux, Banque nationale de Belgique.</i>			

Cotisation d'emballage			
Cadre légal	<p>La cotisation d'emballage est traitée aux art. 91-93 et 95, §4 de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (MB du 20 juillet 1993) et dans le Livre III (articles 369-401 <i>bis</i>) de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (MB du 20 juillet 1993), leurs modifications et leurs arrêtés d'exécution.</p>		
Qui détermine	Taux d'imposition	Base d'imposition	Exonérations
	Autorité fédérale	Autorité fédérale	Autorité fédérale
Bénéficiaire(s)	<p>Autorité fédérale, mais une partie de la cotisation d'emballage est attribuée à la Sécurité sociale depuis 2005.</p>		
Instance perceptrice	Service public fédéral Finances		
Recettes fiscales	Recettes fiscales 2019 en millions d'euros	Recettes fiscales en % du PIB	Recettes fiscales en % des recettes fiscales totales
	349,3	0,1%	0,2%
<i>Calculs sur base des données de l'Institut des Comptes Nationaux, Banque nationale de Belgique.</i>			

Taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Cadre légal		<p>Ces taxes sont définies et réglementées par le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (CTA) et par ses arrêtés d'exécution.</p> <p>En ce qui concerne la Région flamande, la taxe de circulation, la taxe de mise en circulation, le prélèvement kilométrique, la taxe sur les jeux et paris et la taxe sur les appareils automatiques de divertissement sont définies et réglementées par le "Vlaamse Codex Fiscaliteit" (VCF) et par ses arrêtés d'exécution.</p> <p><i>Le prélèvement kilométrique est défini par une série de directives et de dispositions européennes, par la législation fédérale, par des accords de coopération entre les trois régions ainsi que par des décrets, des ordonnances et des mesures d'exécution régionaux. En particulier, en ce qui concerne la Région flamande, le prélèvement kilométrique est réglé par le décret du 3 juillet 2015 introduisant le prélèvement kilométrique et annulant le prélèvement de l'Eurovignette et modifiant le Code flamand de la Fiscalité du 13 décembre 2013 en la matière. En ce qui concerne la Région wallonne, le prélèvement est réglé par le décret du 16 juillet 2015 instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes. En ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, le prélèvement est réglé par l'ordonnance du 29 juillet 2015 introduisant un prélèvement kilométrique en Région de Bruxelles-Capitale sur les poids lourds prévus ou utilisés pour le transport par route de marchandises, en remplacement de l'Eurovignette.</i></p>		
Qui détermine		Taux d'imposition	Base d'imposition	Exonérations
	1. Taxe de circulation 2. Taxe de mise en circulation 3. Prélèvement kilométrique 4. Taxe sur les jeux et paris 5. Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	Autorité régionale	Autorité régionale	Autorité régionale
	6. Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfices ou au capital de la société	Autorité fédérale	Autorité fédérale	Autorité fédérale

Bénéficiaire(s)	1. Taxe de circulation	<i>Autorités régionales et locales</i> <i>Remarque : les taxes routières sont des taxes régionales dont la gestion était, jusqu'en 2010, prise en charge par l'autorité fédérale pour l'ensemble des Régions (voir 'Instance perceptrice'). Toutefois, depuis 2002, les autorités régionales bénéficient de l'ensemble des recettes fiscales à l'exception du décime additionnel en faveur des communes.</i>		
	2. Taxe de mise en circulation	Autorité régionale Jusqu'en 2010, l'autorité fédérale assurait pour l'ensemble des régions la gestion de la taxe de mise en circulation (voir "Instance perceptrice"). Toutefois, depuis 2002, les autorités régionales bénéficient de l'ensemble des recettes fiscales. Aucun additionnel ne peut être prélevé par les autorités locales.		
	3. Prélèvement kilométrique	Les recettes du prélèvement kilométrique sont destinées aux autorités régionales.		
	4. Taxe sur les jeux et paris	L'ensemble des recettes fiscales sont destinées aux autorités régionales.		
	5. Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	L'ensemble des recettes fiscales sont destinées aux autorités régionales.		
	6. Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfiques ou au capital de la société	Autorité fédérale et Sécurité sociale Depuis 2004, environ la moitié des recettes prélevées est transférée à l'Office national de Sécurité sociale.		
Instance perceptrice	1. Taxe de circulation	A partir de 2011 : Service public fédéral Finances (pour la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale) et Région flamande.		
	2. Taxe de mise en circulation	A partir de 2014 : Service public fédéral Finances (pour la Région de Bruxelles-Capitale), Région flamande et Région wallonne. A partir de 2020 : autorités régionales.		
	3. Prélèvement kilométrique	Le prélèvement kilométrique est sous-traité à des prestataires de services privés pour le compte des Régions.		
	4. Taxe sur les jeux et paris 5. Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	Depuis 2010 : Service public fédéral Finances (pour la Région flamande (jusqu'à l'année 2018 incluse) et la Région de Bruxelles-Capitale) et Région wallonne. A partir de 2019, la Région flamande perçoit également elle-même ces taxes.		
	6. Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfiques et au capital de la société	Service public fédéral Finances		
	Recettes fiscales	Recettes fiscales 2019 en millions d'euros	Recettes fiscales en % du PIB	Recettes fiscales en % des recettes fiscales totales
2.536,2		0,5%	1,8%	
<i>Calculs sur base des données de l'Institut des Comptes Nationaux, Banque nationale de Belgique.</i>				

CHAPITRE 1

LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA)

Quoi de neuf ?

- *Application d'un taux réduit de 6 p.c. à la fourniture de plantes et de fleurs destinées à l'aménagement et à l'entretien de jardins.*
- *Non-imposition à la TVA de dons de biens alimentaires et de biens non alimentaires à des fins caritatives.*
- *A partir du 1^{er} janvier 2020, dépôt par voie électronique des déclarations de commencement, de changement et de cessation d'activité.*
- *A partir du 1^{er} janvier 2020, restitution accélérée en faveur des assujettis 'starters'.*
- *A partir du 1^{er} janvier 2020, exemption pour des biens exportés dans les bagages personnels des voyageurs à partir de 125 euros.*
- *A partir du 1^{er} janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2022, application d'un taux réduit de 6 p.c. pour la démolition et la reconstruction de bâtiments sur l'ensemble du territoire belge.*

Cette taxe est réglée par le Code de la taxe sur la valeur ajoutée (ci-après "Code de la TVA") et les arrêtés pris en exécution de celui-ci. Vu la complexité de certaines dispositions (par exemple, énumération des opérations imposables et exemptées, lieu de la livraison, acquisitions intra-communautaires de biens, taux de TVA, etc.), on n'approfondit ci-dessous que les cas les plus courants. Les descriptions des dispositions ne prétendent pas être complètes.

1.1. DÉFINITION

La TVA est un impôt sur les biens et services qui est supporté, en définitive, par le consommateur final et qui est perçu par le Trésor de manière fractionnée, à savoir à chaque transaction dans le processus de production et de distribution. A chaque stade du processus de production et de distribution la taxe payée sur les inputs peut en effet être déduite par l'assujetti, ce qui permet à ce dernier de devoir verser au Trésor uniquement la différence entre la TVA perçue et la TVA déduite. La TVA est donc une taxe unique à la consommation dans le chef du consommateur final, qui est acquittée au moyen de paiements fractionnés.

La TVA est un impôt proportionnel sur le prix de vente hors TVA. Les taux appliqués peuvent toutefois varier suivant la nature du bien ou du service taxé.

Les trois grandes catégories d'opérations imposables sont :

- **les livraisons de biens et les prestations de services** effectuées à titre onéreux par un assujetti à la TVA, lorsque ces livraisons et ces prestations ont lieu en Belgique (art. 2 du Code de la TVA) ;
- **l'importation** de biens faite par toute personne quelconque en Belgique. On parle uniquement d'importation lorsque les biens proviennent d'un Etat non-membre de l'UE (Etat membre de l'UE, ci-après "Etat membre") (art. 3) ;
- **les acquisitions intracommunautaires de biens**, qui ont lieu en Belgique et qui sont effectuées à titre onéreux. Il s'agit ici de biens provenant des autres Etats membres (art. 3bis).

1.2. LES ASSUJETTIS À LA TVA

Les assujettis à la TVA constituent un maillon essentiel dans la perception de la TVA. Ils portent en compte une TVA sur les ventes à leurs clients et peuvent, d'autre part, déduire de cette TVA perçue sur leurs ventes, la TVA frappant leurs propres achats et investissements. Ils ne versent donc au Trésor que la différence (= la taxe sur la valeur ajoutée par eux).

Le concept de l'**assujettissement à la TVA** est réglé par les articles 4 à 8*bis* inclus du Code de la TVA.

Est un **assujetti** quiconque effectue, dans l'exercice d'une activité économique, d'une manière habituelle et indépendante, à titre principal ou à titre d'appoint, avec ou sans esprit de lucre, *des livraisons de biens ou des prestations de services visées par le Code de la TVA* (voir point 1.3.) quel que soit le lieu où s'exerce l'activité économique (art. 4).

Les **autorités et les établissements publics** ne sont pas considérés comme des assujettis pour les activités ou opérations qu'ils accomplissent en tant qu'autorités publiques (pour ces activités ou opérations, ils sont appelés *personnes morales non assujetties*, voir ci-dessous). Ils sont toutefois assujettis pour ces activités ou opérations dans la mesure où un non-assujettissement pourrait conduire à des distorsions de concurrence d'une certaine importance (art. 6).

En outre, pour certaines activités ou opérations, et ce dans la mesure où celles-ci ne sont pas négligeables, ils ont en tout état de cause, la qualité d'assujetti. Il s'agit par exemple des services de télécommunications, de la fourniture d'eau, de gaz et d'électricité, du transport de biens et de personnes, de l'exploitation des ports, des voies navigables et des aéroports, ainsi que de quelques autres activités.

Sont en outre assujettis :

- a. ceux qui, *en dehors de l'exercice d'une activité économique*, effectuent, dans un certain délai et à certaines conditions, certaines opérations relatives à des **bâtiments** (par exemple, cession ou acquisition d'un bâtiment et du sol y attaché, constitution ou transfert de droits réels (art. 8) ;
- b. ceux qui effectuent à titre occasionnel et à certaines conditions la livraison à titre onéreux d'un **moyen de transport neuf** (art. 8*bis*).

Sont considérés comme "moyens de transport", certains bateaux et aéronefs, ainsi que les véhicules terrestres à moteur d'une cylindrée de plus de 48 centimètres cube ou d'une puissance de 7,2 kilowatts. Ces moyens de transport sont considérés comme "neufs" :

- pour les véhicules terrestres : lorsque leur livraison est effectuée dans les six mois suivant la première mise en service **ou** qu'ils n'ont pas parcouru plus de 6.000 kilomètres ;
- pour les bateaux : lorsque leur livraison est effectuée dans les trois mois suivant la première mise en service **ou** qu'ils n'ont pas navigué plus de 100 heures ;
- pour les aéronefs : lorsque leur livraison est effectuée dans les trois mois suivant la première mise en service **ou** qu'ils n'ont pas volé plus de 40 heures.

1.3. LES OPÉRATIONS IMPOSABLES

Les opérations imposables comprennent les quatre grandes catégories suivantes :

- les livraisons de biens (art. 9 à 17 et art. 22*ter*) ;
- les prestations de services (art. 18 à 22*bis* et art. 22*ter*) ;
- les importations (art. 23 à 25) ;
- les acquisitions intracommunautaires de biens (art. 25*bis* à 25*sexies*).

1.3.1. LES LIVRAISONS DE BIENS

Biens et opérations visés

Par **biens** (art. 9), il faut entendre les biens corporels, y compris l'électricité, le gaz, la chaleur et le froid, et les droits réels (autres que le droit de propriété) donnant à leur titulaire un pouvoir d'utilisation sur des biens *immeubles*, à l'exclusion de certains droits d'emphytéose.

La **livraison d'un bien** (art. 10) est le transfert du pouvoir de disposer d'un bien corporel comme un propriétaire.

Pour être soumise à la TVA, une livraison doit, entre autres, être effectuée à titre onéreux. Toutefois, certaines opérations sont assimilées à une livraison à titre onéreux et ceci malgré l'absence de transfert de pouvoir de disposer d'un bien comme un propriétaire. Il s'agit de faits matériels qui, s'ils se produisent, rendent la TVA exigible à condition que le bien ou ses éléments qui le composent ont ouvert droit à une déduction complète ou partielle de la taxe (art. 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}).

Ceci s'applique aux cinq cas suivants :

- 1° le **prélèvement** par un assujetti d'un bien meuble de son entreprise pour ses besoins privés ou pour les besoins privés de son personnel et, plus généralement, à des fins étrangères à son activité économique ;
- 2° le **prélèvement** par un assujetti d'un bien de son entreprise pour le transmettre à titre gratuit ;
- 3° l'**utilisation** par un assujetti, comme bien d'investissement, d'un bien qu'il a acquis autrement que comme bien d'investissement ;
- 4° l'**utilisation** par un assujetti d'un bien meuble, autre qu'un bien d'investissement, qu'il a fabriqué ;
- 5° la **détention** d'un bien par un assujetti en cas de cessation de son activité économique.

Dans le deuxième cas précité, à titre d'exception à la règle de base, certains nouveaux prélèvements de biens en vue de les transmettre à titre gratuit, ne sont pas assimilés à une livraison à titre onéreux, de sorte qu'ils ne donnent pas lieu à une imposition à la TVA.

Il s'agit notamment du prélèvement par un assujetti de son entreprise d'aliments destinés à la consommation humaine (à l'exclusion des boissons spiritueuses) ainsi que de biens non alimentaires de première nécessité, autres que les biens pouvant être utilisés de manière durable, en vue de les transmettre à titre gratuit à des fins caritatives. En outre, les biens doivent avoir des caractéristiques intrinsèques ne permettant plus, à quelque stade du circuit économique que ce soit, qu'ils soient vendus dans les conditions initiales de commercialisation.

Lieu des livraisons des biens

Lorsque le bien n'est pas expédié ou transporté, le **lieu de la livraison** se situe à l'endroit où le bien se trouve au moment de la livraison (art. 14, § 1).

Lorsque le bien est expédié ou transporté par le fournisseur, par l'acquéreur ou par un tiers, le lieu de la livraison se situe à l'endroit où le bien se trouve au moment du départ de l'expédition ou du transport à destination de l'acquéreur. Lorsque le lieu de départ de l'expédition ou du transport des biens se trouve sur un territoire tiers ou un pays tiers, le lieu de la livraison se situe en principe dans l'Etat membre où le bien a été importé dans l'Union européenne (art. 14, § 2).

Lorsque le bien est installé ou monté par le fournisseur ou pour son compte, le lieu de la livraison se situe à l'endroit où l'installation ou le montage est effectué (art. 14, § 3).

Lorsque la livraison est effectuée à bord d'un bateau, d'un avion ou d'un train et au cours de la partie d'un transport de passagers effectuée à l'intérieur de la Communauté, le lieu de la livraison se situe au lieu de départ du transport de passagers (art. 14, § 4).

Dans le cas de livraisons de gaz via un système de gaz naturel, de livraisons d'électricité ou de livraisons de chaleur ou de froid, le lieu de la livraison se situe à l'endroit où l'utilisation et la consommation ont effectivement lieu (sauf exceptions, à savoir pour les contribuables qui effectuent eux-mêmes principalement des livraisons de ces biens ; dans ce cas, le lieu de la livraison se situe en principe à l'endroit où l'acquéreur a établi le siège de son activité économique ou un établissement stable) (art. 14 bis).

Toutefois, le lieu de la livraison (art. 15) est toujours situé **en Belgique**, lorsque les biens qui ne sont pas des moyens de transport neufs, ni montés ou installés par le fournisseur ou pour son compte, sont expédiés ou transportés par le fournisseur à destination de la Belgique, à partir d'un autre Etat membre (régime des ventes à distance (art. 15, § 1), et si la livraison de biens est effectuée pour :

- un assujetti qui bénéficie du régime de la franchise de taxe (voir point 1.9.1) ou du régime forfaitaire applicable aux exploitants agricoles (voir point 1.9.2), un assujetti qui ne réalise que des livraisons de biens ou des prestations de services ne lui ouvrant aucun droit à déduction (voir point 1.4.2) ou une personne morale non assujettie, dans le chef desquels l'acquisition intracommunautaire de ces biens en Belgique n'est pas soumise à la taxe (sans dépasser un montant exempté de 11.200 euros, hors TVA, voir ci-dessous) ;
- toute autre personne non assujettie.

En ce qui concerne les livraisons de biens *autres que les produits soumis à accise* (notamment les produits énergétiques (à l'exception du gaz fourni par un système de gaz naturel), l'alcool, les boissons alcoolisées et les tabacs manu- facturés), dont le **montant total par année civile ne dépasse pas 35.000 euros** (hors TVA), le lieu de la livraison est la Belgique uniquement lorsque le fournisseur (par exemple une entreprise de vente par correspondance installée dans un autre Etat membre) **opte pour la taxation en Belgique**.

Fait générateur et exigibilité de la TVA

En principe, le **fait générateur** (art. 16) de la taxe intervient et la taxe devient exigible au moment où s'opère la livraison du bien.

Toutefois, lorsqu'une facture doit être émise, la taxe devient exigible au moment de l'émission de la facture, à condition que cette facture soit émise avant le quinzième jour du mois qui suit le fait générateur. Ce régime s'applique également aux opérations intracommunautaires mais uniquement pour les factures émises après le fait générateur. Dans certains cas, une autre réglementation peut toutefois être applicable (par exemple, exigibilité au moment de l'encaissement de tout ou partie du prix pour des livraisons de biens meubles pour lesquelles une facture n'est pas obligatoire ou pour certaines livraisons à des personnes de droit public, ou encore à l'expiration de chaque période à laquelle se rapporte un décompte ou un paiement, par exemple, pour les livraisons effectuées de manière continue) (art. 16 et 17).

1.3.2. LES PRESTATIONS DE SERVICES

Services visés

Est considérée comme **prestation de services**, toute opération qui ne constitue pas une livraison d'un bien au sens du Code de la TVA (art. 18).

Voici quelques exemples de services mentionnés explicitement :

- un travail matériel ou intellectuel y compris le travail à façon (la fabrication ou l'assemblage d'un bien meuble par un entrepreneur au moyen de matières et d'objets que son cocontractant lui a confiés à cette fin, que l'entrepreneur ait fourni ou non une partie des matériaux utilisés) ;
- la mise à disposition de personnel ;
- la jouissance de biens (sauf certains biens corporels mentionnés à l'art. 9) ;
- la mise à disposition d'emplacements pour véhicules ou d'emplacements pour l'entreposage de biens ;
- la fourniture de logements meublés ou d'un emplacement pour le camping ;
- la fourniture de nourriture et de boissons ;
- l'octroi du droit d'accéder à des installations culturelles, sportives ou de divertissement ;
- les services de radiodiffusion et de télévision et les services de télécommunication ;
- l'octroi du droit d'accéder à des voies de communication et aux ouvrages d'art qui s'y rattachent ;
- les services fournis par voie électronique.

Est assimilée entre autres à une prestation de services effectuée à titre onéreux, l'exécution par un assujetti d'un travail immobilier pour les besoins de son activité économique lorsque l'exécution de tels travaux par un autre assujetti ne lui ouvrirait pas droit à la déduction complète de la taxe, ainsi qu'à titre gratuit, pour ses besoins privés ou pour ceux de son personnel ou, plus généralement, à des fins étrangères à son activité économique (art. 19).

Lieu des prestations de services

En ce qui concerne le lieu d'une prestation de services (art. 21 à 21 *ter*), il y a lieu de faire une distinction en fonction du statut du destinataire de ce service :

- a) Si le destinataire du service est un *assujetti, un assujetti mixte ou une personne morale non assujettie identifiée* à la TVA, le lieu de la prestation de services est celui du siège de l'activité économique du destinataire de service ou celui de son établissement stable auquel la prestation de service est fournie.

Il y a un certain nombre d'exceptions à ce principe (art. 21), par exemple :

- l'endroit où est situé le bien immeuble pour les prestations de services relatives à un bien immeuble par nature ;
- pour le transport de personnes, l'endroit où le transport est effectué en fonction des distances parcourues ;
- l'endroit où la manifestation ou l'activité a effectivement lieu (octroi du droit d'accès à certaines manifestations ou activités et les services y associés) ;
- l'endroit où la prestation de services est matériellement exécutée (les services de restaurant et de restauration, sauf exceptions) ;
- endroit où le moyen de transport est mis effectivement à la disposition du preneur (location de courte durée) ;

- le lieu de départ du transport de passagers (les services de restaurant et de restauration à bord de navires, d'avions ou de trains au cours de la partie du transport effectuée à l'intérieur de l'Union européenne).
- b) Si le destinataire du service est un *non assujetti* autre que ceux visés sous a) ci-dessus, le lieu de la prestation de services est celui où le prestataire de services a établi le siège de son activité économique ou celui de son établissement stable à partir duquel la prestation de services est fournie.

Il existe également toute une série d'exceptions à ce principe (art 21 bis), par exemple :

- l'endroit où est situé le bien immeuble pour les prestations de services relatives à un bien immeuble par nature ;
- pour le transport de personnes, l'endroit où le transport est effectué en fonction des distances parcourues ;
- pour un transport de biens (à l'exception du transport intracommunautaire de biens), l'endroit où le transport est effectué en fonction des distances parcourues ; pour le transport intracommunautaire de biens, le lieu de départ) ;
- l'endroit où la manifestation ou l'activité a effectivement lieu (octroi du droit d'accès à certaines manifestations ou activités et les services y associés) ;
- l'endroit où la prestation de services est matériellement exécutée (les services de restaurant et de restauration, sauf exceptions ; les services accessoires au transport ; les expertises et travaux portant sur des biens meubles) ;
- l'endroit où le moyen de transport est mis effectivement à la disposition du preneur (location de courte durée) ;
- l'endroit où le preneur de services est établi (location d'un moyen de transport autre que de courte durée ; en ce qui concerne les bateaux de plaisance, le lieu de la prestation de services est toutefois, sous certaines conditions, l'endroit où le bateau est effectivement mis à disposition) ;
- le lieu de départ du transport de passagers (les services de restaurant et de restauration à bord de navires, d'avions ou de trains au cours de la partie du transport effectuée à l'intérieur de l'Union européenne) ;
- l'endroit où le preneur de services est établi :
 - pour les services de télécommunication, les services de radiodiffusion et de télévision et les services fournis par voie électronique (à l'exception des services fournis à des non-assujettis établis dans un autre Etat membre, si le montant de ces services, n'excède pas 10.000 euros hors TVA par an, à moins que le prestataire de services ait opté pour la taxation de ces services à l'endroit où le preneur de services est établi) ;
 - pour les services fournis à un preneur établi en dehors de l'Union européenne et qui concernent :
 - la publicité ;
 - les services des conseillers, avocats, experts comptables, etc.
 - les services bancaires, financiers et d'assurances ;
 - la mise à disposition de personnel ;
 - la location de biens meubles (à l'exception des moyens de transport) ;
 - la fourniture d'un accès aux systèmes de gaz naturel situé sur le territoire de l'Union européenne ou aux réseaux connectés à ceux-ci, au système d'électricité ou aux réseaux de chauffage ou de refroidissement, ou le transport ou la distribution via ces systèmes ou réseaux, et la fourniture d'autres services qui y sont directement liés, etc. ;

Fait générateur et exigibilité de la TVA

Le **fait générateur de la taxe** (art. 22) intervient en principe au moment où la prestation de services est effectuée. La taxe devient alors exigible.

Toutefois, lorsqu'une facture doit être émise, la taxe devient exigible au moment de l'émission de la facture à condition que cette facture soit émise avant le quinzième jour du mois qui suit le fait générateur. Dans certains cas (par exemple, encaissement partiel ou non du prix, prestations de services à caractère continu ou prestations de services à des personnes de droit public, transfert de bons), une autre réglementation peut être d'application (art. 22, 22*bis* et 22*ter*).

1.3.3. LES IMPORTATIONS

Par **importation** d'un bien, il faut entendre l'introduction d'un bien dans un Etat membre à partir d'un pays tiers à l'Union. L'importation **est effectuée** (art. 23) dans l'Etat membre sur le territoire duquel le bien se trouve au moment où il entre à l'intérieur de l'Union. Il y a un certain nombre d'exceptions à ce principe, qui ont principalement trait à des régimes douaniers particuliers.

Le **fait générateur de la taxe** a en principe lieu en Belgique et la taxe y devient exigible au moment où l'importation du bien est effectuée en Belgique (art. 24).

1.3.4. LES ACQUISITIONS INTRACOMMUNAUTAIRES DE BIENS

L'**acquisition intracommunautaire d'un bien** est l'obtention du pouvoir de disposer comme un propriétaire d'un bien meuble corporel expédié ou transporté à destination de l'acquéreur, par le vendeur ou par l'acquéreur ou pour leur compte, vers un Etat membre autre que celui du départ de l'expédition ou du transport du bien (art. 25*bis*, § 1^{er}).

Sont soumises à la taxe les acquisitions intracommunautaires de biens effectuées en Belgique à titre onéreux par :

- un assujetti agissant en tant que tel ;
- une personne morale non assujettie qui ne peut pas bénéficier de la franchise (voir ci-dessous), lorsque le vendeur est un assujetti agissant en tant que tel (art. 25*ter*, § 1, alinéa 1^{er}).

Les acquisitions intracommunautaires de biens ne sont toutefois *pas* soumises à la TVA dans les cas suivants :

1° lorsque la livraison de ces biens en Belgique serait de toute façon exemptée (p.ex. acquisitions de navires et bateaux de mer, acquisitions d'avions utilisés essentiellement pour le transport international, acquisitions de biens destinés aux représentations consulaires et diplomatiques, etc.) (art. 25*ter*, § 1, alinéa 2, 1°) ;

2° lorsque l'acquisition est effectuée :

- par un assujetti qui bénéficie du régime de franchise (certaines petites entreprises, voir point 1.9.1.) ;
- par certaines entreprises agricoles qui sont soumises à un régime forfaitaire (voir point 1.9.2.) ;
- par un assujetti qui n'effectue que des livraisons de biens et des prestations de services ne lui ouvrant aucun droit à déduction de la TVA (c'est-à-dire les assujettis exonérés tels que les médecins, les écoles, les hôpitaux, etc.) ;
- par une personne morale non assujettie ;

et ce, dans les limites d'un montant total de **11.200 euros** par année civile (hors TVA). Cette réglementation n'est *pas applicable aux moyens de transport neufs ni aux produits soumis à accise* (qui sont de toute manière soumis à la TVA en Belgique dans ces circonstances, voir plus loin). Les assujettis susvisés et les personnes morales non assujetties susvisées peuvent cependant opter pour la soumission à la taxe en Belgique de toutes leurs acquisitions intracommunautaires de biens ; cette option vaut pour une période d'au moins deux années civiles (art. 25ter, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, alinéa 2) ;

3^o lorsque l'acquisition est effectuée par un assujetti non établi en Belgique, mais identifié à la taxe sur la valeur ajoutée dans un autre Etat membre, pour les besoins d'une livraison subséquente en Belgique par cet assujetti à un assujetti ou à une personne morale non assujettie, identifié(e) à la taxe sur la valeur ajoutée dans le pays et que, de plus, les biens sont expédiés ou transportés directement à partir d'un *autre* Etat membre que celui dans lequel l'acquéreur est identifié à la TVA à destination du preneur identifié à la TVA en Belgique et que, *de plus*, ce dernier est désigné comme redevable de la taxe sur la livraison effectuée en Belgique (mesure dite de "simplification" pour les opérations triangulaires) (art. 25ter, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o) ;

4^o lorsque cela concerne des biens d'occasion, des objets d'art, de collection, d'antiquité et des moyens de transport d'occasion qui sont vendus par un assujetti revendeur agissant en tant que tel et lorsque ces biens ont été soumis, dans l'Etat membre de départ, au régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire (art. 58, § 4) de même que dans un certain nombre d'autres cas (art. 25ter, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o).

Les acquisitions intracommunautaires en Belgique de **moyens de transport neufs** sont toujours soumises à la taxe quelle que soit la qualité de l'acquéreur (assujetti agissant en tant que tel, par exemple un négociant en automobiles, un assujetti exonéré, une personne morale non assujettie et tout particulier).

Le **lieu d'une acquisition intracommunautaire de biens** est en principe l'endroit où les biens se trouvent au moment de *l'arrivée* de l'expédition ou du transport à destination de l'acquéreur (art. 25quinquies, § 2). Si l'acquéreur ne peut toutefois pas établir que la taxe a été prélevée de cette manière, le lieu de la livraison intracommunautaire est réputé se situer dans l'Etat membre qui a attribué le numéro d'identification à la taxe sur la valeur ajoutée, sous lequel l'acquéreur a effectué cette acquisition (art. 25quinquies, § 3, alinéa 1^{er}). Sauf preuve contraire, l'acquisition intracommunautaire est réputée avoir lieu en Belgique si l'acquéreur a un numéro belge d'identification à la taxe sur la valeur ajoutée (art. 25quinquies, § 5).

Le **fait générateur de la taxe** intervient au moment où l'acquisition intracommunautaire des biens est effectuée. Ce moment est déterminé selon les mêmes règles que pour la livraison d'un bien à l'intérieur du pays (art. 25sexies, § 1 et art. 16). La taxe devient exigible le **quinzième** jour du mois suivant celui au cours duquel est intervenu le fait générateur, à moins que la facture pour la livraison-acquisition ait été délivrée à l'acquéreur avant cette date, auquel cas la taxe devient exigible lors de l'émission de la facture (art. 25sexies, § 2).

1.4. LES EXEMPTIONS

Ces exemptions peuvent être subdivisées en deux groupes. D'une part, il y a les activités qui sont exonérées de la TVA, mais qui ne font pas perdre à ceux qui les exercent le droit à déduction de la TVA qu'ils ont payée pour les biens qui leur ont été livrés et pour les prestations de services qui leur ont été fournies (voir 1.4.1).

D'autre part, il y a les activités dont l'exonération repose principalement sur des considérations culturelles et sociales et qui font perdre à ceux qui les exercent le droit de déduire la TVA qu'ils ont payée pour les biens qui leur ont été livrés et pour les prestations de services qui leur ont été fournies (voir 1.4.2).

1.4.1. EXPORTATIONS, IMPORTATIONS, LIVRAISONS ET ACQUISITIONS INTRACOMMUNAUTAIRES ET TRANSPORTS INTERNATIONAUX

Les exemptions qui relèvent de cette partie sont énumérées dans les art. 39 à 42.

Il s'agit ici *entre autres* :

- des exportations (donc à destination d'un lieu *hors* de l'Union) ;
- des livraisons de biens à un voyageur qui n'est pas établi à l'intérieur de la Communauté, qui prend possession de ces biens en Belgique et les exporte dans ses bagages personnels en dehors de la Communauté lorsque l'achat est dépourvu de tout caractère commercial ou professionnel et que la valeur globale des biens, TVA comprise, est supérieure à 125 euros par facture.
- des livraisons et acquisitions intracommunautaires de biens qui sont destinés à être placés sous certains régimes douaniers en Belgique ;
- des livraisons de biens à un assujetti ou à une personne morale non assujettie dans un autre Etat membre, qui sont tenus d'y soumettre à la TVA leurs acquisitions intracommunautaires de biens (cette exemption n'est pas applicable aux biens qui sont soumis au régime particulier d'imposition de la marge, voir art. 58, § 4);
- des livraisons intracommunautaires de moyens de transport neufs ;
- les importations, les acquisitions intracommunautaires et les livraisons de biens qui sont placés en Belgique sous un régime d'entrepôt autre que douanier, ainsi que certaines activités connexes ;
- de certaines importations, acquisitions intracommunautaires, réimportations et importations temporaires et prestations de services connexes (par exemple, des biens placés sous certains régimes douaniers) ;
- livraisons de biens et prestations de services qui ont lieu dans un autre Etat membre et qui, en vertu de dispositions nationales transposant la directive TVA, sont exemptées de la taxe dans cet Etat membre ;
- des transports maritimes de personnes et des transports aériens internationaux de personnes ;
- des prestations de services des agences de voyages en ce qui concerne les voyages extracommunautaires ;
- du transport international de biens à partir d'Etats non-membres et de certaines activités connexes (par exemple, chargement et déchargement) ;
- de certaines livraisons de bateaux affectés à la navigation en haute mer, de bateaux destinés à la navigation commerciale intérieure, d'avions, d'hydravions, d'hélicoptères et d'appareils analogues ainsi que de certaines activités connexes ;
- de certaines livraisons, acquisitions intracommunautaires et importations de biens et de certaines prestations de services dans le cadre des relations diplomatiques et consulaires et pour certains organismes internationaux ;
- des livraisons, acquisitions intracommunautaires et importations d'or aux banques centrales.

1.4.2. AUTRES EXEMPTIONS

L'énumération de ces livraisons et prestations de services exemptées est reprise aux art. 44 et 44*bis*.

Il s'agit *entre autres* :

- des prestations de services effectuées par les professions médicales et certaines professions paramédicales, à l'exclusion des interventions et traitements à vocation esthétique qui ne sont pas repris dans la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire maladie-invalidité ou lorsqu'ils sont repris dans la nomenclature, ne donnent pas droit à un remboursement de l'assurance obligatoire ;

- des prestations de services effectuées par les établissements hospitaliers et établissements connexes ;

Toutefois, l'attention est attirée sur le fait que la Cour constitutionnelle, dans son arrêt n° 194/2019 du 5 décembre 2019, a annulé sous de nombreux aspects les dispositions en ce qui concerne l'exemption des prestations des soins médicaux à la personne.

- des prestations de services en matière d'assistance sociale, de sécurité sociale et de protection de l'enfance et de la jeunesse, effectuées par des organismes de droit public ou par d'autres organismes reconnus à caractère social (par ex. soins aux personnes âgées, accueil d'enfants, soins aux personnes handicapées, aide familiale, mutualités, etc.) ;
- des prestations de services effectuées par certaines installations sportives ;
- de l'enseignement scolaire ou universitaire, de la formation ou du recyclage professionnel par des organismes de droit public ou des organismes y assimilés qui n'ont pas pour but la recherche systématique du profit, ainsi que des leçons données, à titre personnel, par les enseignants et portant sur l'enseignement scolaire ou universitaire ;
- des prestations de services exécutées par certaines institutions sociales et culturelles ; telles que les bibliothèques, théâtres, salles de cinéma (à certaines conditions) ;
- des prestations de services exécutées par les auteurs, les artistes et les interprètes d'œuvres artistiques ;
- des prestations de services effectuées par des groupements autonomes de personnes envers leurs membres, sous certaines conditions (les "associations de frais") ;
- des livraisons de biens immeubles par nature, sauf la livraison d'un bâtiment et du sol y attenant qui est effectuée par certains assujettis au plus tard le 31 décembre de la deuxième année qui suit celle au cours de laquelle a lieu la première occupation ou la première utilisation de ce bâtiment. Une réglementation analogue s'applique aux constitutions et cessions de droits réels ;
- de l'affermage et de la location de biens immeubles (à l'exception de 1° la mise à disposition de parkings, 2° la mise à disposition de certains emplacements pour l'entreposage de biens à des fins privées, 3° les hôtels et campings, 4° la mise à disposition de biens immeubles par nature dans le cadre de l'exploitation des ports, des voies navigables et des aéroports, 5° la mise à disposition d'outillages et de machines fixés à demeure, 6° la location de courte durée, c'est-à-dire la location pour une période de maximum six mois de biens immeubles par nature qui ne sont affectés ni au logement ni à la réalisation de certaines opérations exemptées, 7° la location, sous certaines conditions, par des entreprises pratiquant le leasing immobilier de bâtiments pour l'exercice d'activités économiques, 8° la location de coffre forts et 9° la location, sous certaines conditions, d'un bâtiment ou d'une fraction d'un bâtiment, y compris le cas échéant le sol attenant, que le preneur utilise exclusivement pour une activité économique lui conférant la qualité d'assujetti, pour autant que le bailleur et le preneur aient opté pour la taxation) ;
- des assurances à l'exception de l'expertise en dommage ;
- de la plupart des opérations de dépôt et de crédit, des opérations de paiement et d'encaissement, ainsi que des opérations sur titres ;
- des livraisons de timbres-poste ayant valeur d'affranchissement, de timbres fiscaux et d'autres timbres similaires ;
- des loteries et autres jeux de hasard ou d'argent (sous certaines conditions) ;
- des prestations de services et des livraisons de biens accessoires à ces prestations de services, effectuées dans le cadre des services postaux universels ;
- de la livraison, de l'acquisition intracommunautaire et de l'importation d'or d'investissement aux conditions de l'art. 44bis.

1.5. BASE D'IMPOSITION

La base d'imposition de la TVA est définie dans les art. 26 à 36.

En principe, la base d'imposition de la TVA est le montant que le contractant du fournisseur de biens ou du prestataire de services doit payer à ce fournisseur ou prestataire. Sont également compris dans ce montant, les frais de commission, d'assurance et de transport, ainsi que les taxes (sauf la TVA elle-même), droits et prélèvements (art. 26).

La base d'imposition ne comprend toutefois pas l'escompte, les rabais de prix, les intérêts dus en raison d'un paiement tardif, les consignes pour emballages, la TVA elle-même, etc. (art. 28).

Des régimes particuliers s'appliquent notamment aux prestations des agences de voyage (art. 29, § 2), aux opérations dont le prix n'est pas libellé uniquement en numéraire (où la base d'imposition est en principe *la valeur normale* comme définie à l'art. 32), et à l'importation où la base d'imposition est en principe la valeur en douane (art. 34).

Pour la location taxée d'un bâtiment ou d'une fraction d'un bâtiment entre parties liées (art. 33, § 2 bis), la base d'imposition est également la valeur normale.

Enfin, la valeur normale s'applique comme base minimale d'imposition pour certaines opérations relatives à des nouvelles constructions (art. 36).

1.6. LES TAUX DE TVA

1.6.1. GÉNÉRALITÉS

La TVA est calculée sur la base d'imposition à des taux qui dépendent de l'objet de la transaction. En principe, c'est le taux en vigueur au moment où se situe le fait générateur de la taxe, qui doit être appliqué. Toutefois, dans beaucoup de cas, le taux applicable est celui en vigueur au moment où la taxe devient exigible (l'encaissement) (art. 38).

Le taux normal de TVA est de **21 p.c.** et est applicable aux biens et aux services qui ne sont pas explicitement visés dans un des tableaux A, B ou C de l'annexe à l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la TVA et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.

En plus du taux normal de TVA de 21 p.c., il existe trois taux réduits de TVA de 6 p.c., 12 p.c. et 0 p.c. applicables aux biens et services qui sont respectivement visés dans les tableaux A, B ou C précités.

1.6.2. LE TAUX RÉDUIT DE 6 P.C.

Dans le tableau A de l'annexe à l'arrêté royal n° 20 précité, sont énumérées les différentes rubriques des biens et des services qui sont soumis au taux réduit de 6 p.c.. Ce taux réduit n'est cependant pas applicable si les services visés au tableau A constituent l'accessoire d'une convention complexe qui a principalement pour objet d'autres services.

Il s'agit notamment :

a) des biens suivants :

- les animaux vivants (par exemple, les animaux des espèces bovine, porcine, ovine, caprine, certains chevaux, les volailles, etc.) (rubrique I) ;
- les viandes et abats (rubrique II) ;

- les poissons, crustacés, coquillages et mollusques, à l'exception du caviar et des succédanés de caviar, des langoustes, homards, crabes, écrevisses et huîtres, ainsi que des préparations et plats préparés de langoustes, homards, crabes, écrevisses et huîtres (rubrique III) ;
- le lait et les produits de la laiterie ; les œufs ; le miel (rubrique IV) ;
- les légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires (rubrique V) ;
- les fruits comestibles ; les écorces d'agrumes et de melons (rubrique VI) ;
- les produits végétaux (par exemple, les céréales ; les graines ; les arbres vivants ; les bulbes, oignons, racines et autres plants pour l'horticulture, y compris lorsque les plantes et les fleurs sont livrées lors de l'aménagement ou de l'entretien de jardins; les fleurs coupées fraîches et les feuillages frais coupés pour ornement ; etc.), à l'exception des biens offerts en vente comme aliments pour chiens, chats et quelques autres animaux (rubrique VII) ;
- les produits de la minoterie ; le malt ; les amidons et féculs, à l'exception des biens offerts en vente comme aliments pour chiens, chats et quelques autres animaux (rubrique VIII) ;
- les graisses et huiles (animales et végétales, ainsi que les graisses alimentaires préparées à l'exception de la margarine) (rubrique IX) ;
- les autres produits alimentaires (par exemple, le café, le thé, les épices, les sucres, le chocolat, etc.), à l'exception des bières d'un titre alcoométrique acquis supérieur à 0,5% vol. et des autres boissons d'un titre alcoométrique acquis supérieur à 1,2% vol. (rubrique X) ;
- les aliments pour animaux et déchets ; les engrais ; les produits d'origine animale, à l'exception des biens offerts en vente comme aliments pour chiens, chats et quelques autres animaux (rubrique XII) ;
- la distribution d'eau (rubrique XIII) ;
- les médicaments et dispositifs médicaux (rubrique XVII) ;
- les journaux, publications et livres, à l'exception des ouvrages qui sont édités dans un but de réclame ou qui sont consacrés surtout à la publicité (rubrique XIX). Relèvent également de cette rubrique XIX : les journaux, les périodiques (lorsqu'ils ne sont pas soumis au taux de 0 p.c., voir ci-dessous) et les livres, tant sur support physique que sous forme électronique, à l'exclusion des publications qui sont exclusivement ou principalement consacrées à la publicité ou consistent exclusivement ou principalement en un contenu vidéo ou une musique audible ;
- les objets d'art, de collection et d'antiquité (uniquement pour les importations de certains objets d'art, de collection et d'antiquité déterminés, ainsi que, sous certaines conditions, pour certaines livraisons et acquisitions intracommunautaires des objets d'art déterminés) (rubrique XXI) ;
- les voitures automobiles pour invalides ; les pièces détachées, équipements et accessoires pour ces voitures (rubrique XXII). Sous certaines conditions, la TVA portée en compte sur l'acquisition ou l'importation de voitures automobiles pour invalides, est restituée à ces personnes (art. 77, § 2) ;
- les biens divers (par exemple, les cercueils, les appareils d'orthopédie, les rééducateurs ambulatoires, les fauteuils roulants et véhicules similaires pour invalides et malades, les chiens d'assistance, les serviettes hygiéniques, les tampons, les protège-slips et produits similaires, les défibrillateurs externes, etc.) (rubrique XXIII) ;
- les biens livrés par des organismes à caractère social (rubrique XXIII bis).

b) des services suivants :

- les services agricoles, à l'exception des prestations relatives aux animaux non visés à la rubrique I et à l'exception des entreprises de jardins (rubrique XXIV) ;
- les transports de personnes ainsi que des bagages non enregistrés et des animaux accompagnant les voyageurs (rubrique XXV) ;
- les entretiens et réparations de voitures automobiles pour invalides et de la plupart des biens de la rubrique XXIII (rubrique XXVI) ;
- les installations culturelles, sportives ou de divertissement, à l'exception du droit d'utiliser des appareils automatiques de divertissement et de la mise à disposition de biens meubles (rubrique XXVIII) ;
- les droits d'auteur ; l'exécution de concerts et de spectacles, à l'exception des prestations de services relatives à la publicité (rubrique XXIX) ;
- les hôtels et campings (rubrique XXX) ;
- les travaux immobiliers affectés à des logements privés d'au moins 15 ans (rubrique XXXI) ;
- les logements privés pour handicapés (rubrique XXXII) ;
- les établissements pour handicapés (rubrique XXXIII) ;
- les services divers (location de la plupart des biens de la rubrique XXIII, prestations de services par les entrepreneurs de pompes funèbres, avec un certain nombre d'exceptions, la formation de chiens d'assistance, etc.) (rubrique XXXIV) ;
- les services fournis par des organismes à caractère social (rubrique XXXV) ;
- le logement dans le cadre de la politique sociale par les sociétés régionales de logement, les sociétés de logement social agréées par celles-ci, ainsi que par les fonds reconnus par les Codes du logement régionaux (rubrique XXXVI) ;
- la démolition et la reconstruction de bâtiments dans des zones urbaines (rubrique XXXVII) ;
- la rénovation et réparation de logements privés (d'au moins 5 ans – à partir du 12 février 2016 : d'au moins 10 ans) (rubrique XXXVIII) ;
- les petits services de réparation (réparation de bicyclettes, de chaussures et d'articles en cuir, la réparation et la modification de vêtements et de linge de maison) (rubrique XXXIX) ;
- les travaux immobiliers relatifs à des bâtiments scolaires et à des bâtiments pour les centres psychomédico-sociaux et les centres d'encadrement des élèves, ainsi que la livraison et la location-financement de tels bâtiments (rubrique XL).

Application temporaire du taux réduit de T.V.A. de 6 p.c. (article 1^{er} *quater* de l'AR n° 20)

Le taux réduit de 6 p.c. est temporairement applicable aux opérations suivantes lorsque la taxe due sur ces opérations est devenue exigible conformément aux articles 17, § 1^{er}, 22 et 22 *bis*, § 1^{er}, du Code entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2022 :

- les travaux immobiliers et les autres opérations énumérées à la rubrique XXXI, § 3, 3^o à 6^o, du tableau A de l'annexe à l'arrêté royal n° 20, ayant pour objet :
 - la démolition d'un bâtiment et la reconstruction conjointe d'un bâtiment d'habitation situé sur la même parcelle cadastrale en vue de l'utiliser comme habitation unique et à titre principal comme habitation propre du maître d'ouvrage qui y aura son domicile sans délai et qui a une superficie totale habitable qui n'excède pas 200 m² ;

- la démolition d'un bâtiment et la reconstruction conjointe d'un bâtiment d'habitation situé sur la même parcelle cadastrale, destiné à une location de longue durée dans le cadre de la politique sociale par le maître d'ouvrage.
- la livraison d'un bâtiment d'habitation et le sol y attenant, ainsi que la constitution, la cession ou la rétrocession de droits réels portant sur un bâtiment d'habitation et le sol y attenant par un assujetti qui a effectué la démolition d'un bâtiment et la reconstruction conjointe d'un bâtiment d'habitation situé sur la même parcelle cadastrale que ce bâtiment ; aux mêmes conditions dans le chef de l'acheteur que celles en cas de travaux immobiliers.

Contrairement au taux réduit de 6 p.c. pour la démolition et la reconstruction de bâtiments dans les zones urbaines visé à la rubrique XXXVII du tableau A de l'annexe à l'AR n° 20, cette disposition temporaire s'applique à l'ensemble du territoire belge.

1.6.3. LE TAUX RÉDUIT DE 12 P.C.

Dans le tableau B de l'annexe à l'AR n° 20 précité, sont énumérées les différentes rubriques des biens et des services qui sont soumis au taux réduit de 12 p.c. :

- les services de restaurant et de restauration, à l'exclusion de la fourniture de boissons (rubrique I) ;
- la phytopharmacie (rubrique III) ;
- la margarine (rubrique VI) ;
- les pneumatiques et chambres à air pour les roues de machines ou tracteurs agricoles, à l'exclusion des pneumatiques et des chambres à air pour tracteurs forestiers et motoculteurs (rubrique VII) ;
- certains combustibles solides (notamment, les houilles, les lignites, les cokes, etc.) (rubrique VIII) ;
- le logement dans le cadre de la politique sociale par, notamment, les provinces, les communes, les CPAS et certaines autres personnes de droit public ou privé, telles que les gestionnaires d'établissements d'hébergement pour personnes âgées, d'internats, de homes de la protection de la jeunesse, de maisons d'accueil pour personnes en difficulté, de maisons de soins psychiatriques, de bâtiments d'habitation protégée (rubrique X) ;
- les initiatives privées concernant le logement dans le cadre de la politique sociale (rubrique XI).

1.6.4. LE TAUX RÉDUIT DE 0 P.C.

Le tableau C de l'annexe à l'arrêté royal n° 20 précité soumet au taux réduit de TVA de 0 p.c. :

- les publications périodiques. Il s'agit des journaux ou périodiques imprimés ou sous format numérique qui remplissent un certain nombre de conditions, notamment en ce qui concerne le contenu (articles destinés au grand public qui ne sont pas exclusivement ou principalement consacrés à la publicité, qui sont écrits par des journalistes sous la responsabilité finale d'une rédaction professionnelle) et en ce qui concerne leur périodicité ou leur actualisation (rubrique I).

1.7. LA DÉDUCTION DE LA TVA (OU DÉDUCTION DE LA TAXE EN AMONT)

La déduction de la TVA est établie par les art. 45 à 49.

L'assujetti peut déduire de la TVA dont il est redevable, la TVA ayant grevé les biens qui lui ont été livrés ou les services qui lui ont été fournis, les biens qu'il a importés et les acquisitions intracommunautaires de biens qu'il a effectuées, dans la mesure où il utilise ces biens et services pour entre autres des opérations qui sont taxées à la TVA et des opérations qui sont exonérées pour cause d'exportation, de livraisons intracommunautaires ou de transport international (exonérations mentionnées au point 1.4.1. ci-dessus) (art. 45, § 1^{er}).

En ce qui concerne l'acquisition de moyens de transport neufs, une réglementation est élaborée pour éviter que certains acquéreurs (par exemple des particuliers) de ces véhicules doivent payer une double taxe (art. 45, § 1^{er bis} et art. 39bis). Dans tous les cas, la TVA sur ces moyens de transport neufs doit être payée conformément au taux en vigueur en Belgique.

En ce qui concerne les biens immeubles par nature et autres biens d'investissement et services sujets à révision qui font partie du patrimoine de l'entreprise de l'assujetti et qui sont également employés à d'autres fins que dans le cadre de l'activité économique de l'entreprise, la déduction n'est autorisée qu'à concurrence de l'utilisation pour les besoins de l'activité économique (art. 45, § 1^{er quinquies}).

Cependant, la déduction de la TVA est parfois limitée. C'est ainsi que, dans la plupart des cas, la déduction est limitée à un maximum de 50 p.c. pour l'achat de voitures automobiles ainsi que pour les fournitures (par exemple, carburant, huile, ...) et les services (par exemple entretien, réparation, ...) relatifs à ces véhicules. Aucune déduction de la TVA n'est prévue notamment pour les livraisons et acquisitions intracommunautaires de tabacs fabriqués, de boissons spiritueuses pour la consommation finale et de certains frais de logement, de nourriture et de boissons (art.45, §§ 2 et 3). Il n'y a pas non plus, *en principe*, de déduction de la TVA pour les biens acquis avec application du régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire (art. 45, § 5).

Pour les "assujettis partiels", c'est-à-dire les assujettis qui exercent à la fois des activités professionnelles qui sont soumises à la TVA et des activités qui ne le sont pas, la déduction de la taxe en amont est également limitée, en l'espèce, au rapport existant entre le chiffre d'affaires des opérations qui donnent droit à la déduction et le chiffre d'affaires total (à certaines conditions, sur base de l'affectation réelle des inputs) (art. 46).

Les déclarations TVA périodiques doivent mentionner la TVA due et la TVA déductible. Seule la différence est payée au Trésor. Si la TVA à déduire est supérieure à la TVA due, le solde est reporté à la déclaration suivante (art. 47). Sur demande expresse et sous réserve de remplir certaines conditions, le solde en question est effectivement remboursé (art. 76, § 1^{er}).

A partir du 1^{er} janvier 2020, un régime de restitution accélérée est d'application pour les assujettis qui débutent leur activité économique ('starters'), en particulier les personnes physiques et les P.M.E. qui disposent souvent d'un crédit d'impôt T.V.A. suite à la déduction de la T.V.A. grevant les dépenses et les investissements lors du démarrage de leur activité.

En cas de déduction partielle, le montant de la déduction fait l'objet d'un calcul provisoire. Ce montant est régularisé après l'expiration de l'année au cours de laquelle le droit à déduction a pris naissance. En ce qui concerne la taxe grevant les biens d'investissement, la période de révision dure 5 ans, et pour certains biens immeubles, 15 ans ou 25 ans en cas de location avec application de la TVA de bâtiments ou de fractions de bâtiments, y compris le cas échéant le terrain y attenant, utilisés pour l'exercice d'activités économiques, à la suite de la décision d'opter pour la taxation – voir le point 1.4.2 ci-dessus (art. 48).

1.8. L'INTRODUCTION DES DÉCLARATIONS TVA ET LE PAIEMENT DE LA TAXE

Le bon fonctionnement du système de la TVA implique que les assujettis à la TVA doivent remplir un certain nombre d'obligations. Celles-ci se situent sur le plan de la comptabilité, de l'établissement des factures et des listings clients annuels, du dépôt des déclarations TVA et du paiement de la TVA. Pour certains assujettis, des obligations spéciales (simplifiées) sont applicables.

La base de ces obligations est établie aux art. 50 à 55.

L'administration en charge de la TVA attribue à la plupart des assujettis un numéro d'identification à la TVA comprenant les lettres BE, à l'exception, par exemple, des assujettis effectuant uniquement des opérations qui ne leur ouvrent pas de droit à la déduction de la TVA. Toutefois, ces assujettis auxquels un tel numéro d'identification à la TVA n'est pas attribué ainsi que les personnes morales non assujetties se voient attribuer un tel numéro d'identification à la TVA lorsque leurs acquisitions intracommunautaires de biens dépassent le seuil de 11.200 euros (hors TVA) ou lorsqu'ils déclarent soumettre à la TVA toutes leurs acquisitions intracommunautaires de biens (art. 50).

Outre la déclaration de commencement, de modification ou de cessation d'une activité, les assujettis doivent, en principe, établir tous les mois une déclaration TVA (renseignant la TVA à payer et à déduire) et payer mensuellement le montant dû. Le dépôt de la déclaration et le paiement de la TVA doivent se faire au plus tard le vingtième jour du mois suivant. Au 24 décembre au plus tard, un acompte sur la TVA qui sera due pour ce mois, doit être payé (art. 53).

A partir du 1^{er} janvier 2020, un dépôt par voie électronique est d'application pour les déclarations de commencement, de changement et de cessation d'activité (respectivement connues sous le nom de formulaires 604 A, 604 B et 604 C). Tant que les assujettis ne disposent pas des moyens informatiques nécessaires, ils sont dispensés de cette obligation.

Toutefois, les assujettis à la TVA dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 2.500.000 euros (hors TVA) par an peuvent, lorsqu'ils observent certaines règles particulières, déposer des déclarations trimestrielles.

Cette réglementation n'est toutefois pas applicable lorsque leur chiffre d'affaires annuel *hors TVA* excède 250.000 euros pour l'ensemble de leurs livraisons de produits énergétiques, d'appareils de téléphonie mobile, d'ordinateurs et leurs périphériques, accessoires et composants, et de véhicules terrestres à moteur soumis à la réglementation sur l'immatriculation.

Les assujettis qui déposent des déclarations trimestrielles doivent également verser au plus tard le 24 décembre un acompte égal à la TVA due pour la période du 1^{er} octobre au 20 décembre inclus de l'année en cours.

Ces assujettis peuvent cependant également opter pour le régime de la déclaration mensuelle.

Les assujettis qui sont tenus au dépôt de la déclaration à la TVA doivent déposer cette déclaration ainsi que les deux listings mentionnés ci-dessous, par voie électronique. Ces assujettis sont toutefois dispensés de cette obligation aussi longtemps qu'ils ne disposent pas de moyens informatiques nécessaires pour remplir cette obligation.

Enfin, les assujettis doivent également déposer annuellement un listing des assujettis belges auxquels ils ont fourni des biens ou des services (art. 53*quinquies*). En ce qui concerne les livraisons intracommunautaires et les services pour lesquels la TVA est due par le preneur, un relevé intracommunautaire doit être déposé mensuellement (art. 53*sexies*). Sous certaines conditions, ce relevé intracommunautaire peut être établi par trimestre (art. 53*octies*).

1.9. LES RÉGIMES PARTICULIERS

Etant donné que le régime normal de la TVA entraîne des obligations considérables qui, pour certaines entreprises de petite taille, sont difficiles à remplir, des régimes particuliers leur sont applicables. Il existe également un régime particulier, notamment pour les personnes morales non assujetties.

1.9.1. LE RÉGIME PARTICULIER POUR LES PETITES ENTREPRISES

Le premier groupe de régimes particuliers trouve son origine dans les art. 56 et 56*bis*.

Tout d'abord, il y a un **régime forfaitaire** pour les petites entreprises (art. 56). Il s'applique uniquement aux entreprises qui traitent principalement avec des particuliers, ont un chiffre d'affaires ne dépassant pas 750.000 euros (hors TVA) par an et exercent leurs activités dans certains secteurs (par exemple, boulangers, bouchers, coiffeurs, ...). Pour chaque taux de TVA, le chiffre d'affaires est fixé de manière forfaitaire. La déduction de la taxe en amont est appliquée suivant les règles habituelles. Les entreprises en question peuvent cependant opter pour le régime normal de la TVA. (voir AR n° 2 du 19 décembre 2018 relatif au régime du forfait en matière de taxe sur la valeur ajoutée).

En plus, il existe le régime de la **franchise de la TVA**. Ce régime s'applique aux assujettis dont le chiffre d'affaires annuel réalisé en Belgique ne dépasse pas 25.000 euros (hors TVA) pour les livraisons de biens et les prestations de services qu'ils effectuent (art. 56*bis*). Elles ne peuvent toutefois pas déduire la TVA sur leurs achats. Ce régime de la franchise ne s'applique pas notamment à certaines opérations immobilières ou aux opérations avec des moyens de transport neufs et à un certain nombre d'autres opérations (notamment dans les secteurs de la construction, de l'Horeca et de la récupération). Si ces entreprises le souhaitent, elles peuvent, à certaines conditions, être soumises au régime de la TVA normal ou au régime forfaitaire mentionné ci-dessus (voir AR n° 19 du 29 juin 2014 relatif au régime de la franchise de la taxe sur la valeur ajoutée en faveur des petites entreprises).

En outre, les assujettis personnes physiques qui sont actifs dans l'économie collaborative et qui appliquent le régime d'exonération ci-dessus, ne doivent pas, en principe, être identifiés à la TVA lorsqu'ils prestent des services pour des personnes physiques à des fins privées dans le secteur de l'économie collaborative en Belgique. Ce régime pour l'économie collaborative s'applique uniquement si ces services sont prestés exclusivement par l'intermédiaire d'une plate-forme reconnue ou d'une plate-forme publique, si les paiements sont effectués uniquement par la plate-forme ou par son entremise et si le chiffre d'affaires réalisé par année civile ne dépasse pas 6.250 euros.

1.9.2. LE RÉGIME PARTICULIER POUR CERTAINES ENTREPRISES AGRICOLES

Ce régime particulier trouve son origine dans l'art. 57.

Les entreprises agricoles ne sont pas soumises aux obligations en matière de facturation, de déclaration et de paiement de la taxe, à l'exception des obligations résultant de leurs acquisitions intracommunautaires dépassant le seuil de 11.200 euros (hors TVA).

Si le cocontractant est un assujetti qui dépose des déclarations, celui-ci paie à l'entreprise agricole un montant calculé forfaitairement pour la récupération de la taxe en amont. Ce montant est égal à 2 p.c. du prix d'achat pour les livraisons de bois et 6 p.c. pour les autres livraisons. Le cocontractant peut, à certaines conditions, déduire cette compensation forfaitaire de la TVA dont il est redevable au Trésor.

Les entreprises agricoles peuvent opter pour le régime normal de la TVA. Pour certaines entreprises agricoles (par exemple, celles qui ont la forme d'une société commerciale), le régime normal est toutefois obligatoire (voir AR n°22 du 15 septembre 1970 relatif au régime particulier applicable aux exploitants agricoles en matière de taxe sur la valeur ajoutée).

1.9.3. RÉGIMES PARTICULIERS APPLICABLES AUX SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATION, DE RADIODIFFUSION ET DE TÉLÉVISION ET AUX SERVICES ÉLECTRONIQUES FOURNIS À DES PERSONNES NON-ASSUJETTIES

Ces régimes particuliers trouvent leur origine dans les art. 58*bis*, 58*ter* et 58*quater*.

Les prestations de services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision et les prestations de services électroniques effectuées à des personnes non-assujetties ont lieu en principe (voir point 1.3.2. - Lieu des prestations de services – dernier tiret) à l'endroit où le preneur de services est établi ou à son domicile ou sa résidence habituelle (= Etat membre de consommation).

Le prestataire de ces services, afin d'être plus en mesure de remplir ses obligations TVA et d'éviter qu'il ne doive s'identifier dans chaque Etat membre, peut désigner un seul Etat membre d'identification (pour les assujettis établis dans la Communauté : leur Etat membre d'établissement et pour les assujettis non établis dans la Communauté : dans l'Etat membre choisi) comme point de contact électronique pour l'identification TVA (au moyen d'un numéro spécifique), le dépôt de la déclaration TVA et le paiement de la TVA due dans chaque Etat membre de consommation.

Tant l'assujetti qui n'est pas établi dans la Communauté (art. 58*ter* – le régime MOSS non-UE) que celui qui y est établi mais dans un Etat membre autre que l'Etat membre de consommation (art. 58*quater* – le régime MOSS UE), peut opter pour ce régime particulier.

1.9.4. AUTRES RÉGIMES PARTICULIERS

Le fondement de ces régimes est repris à l'art. 58.

Il existe des régimes spéciaux, par exemple pour les tabacs manufacturés (la TVA est perçue en même temps que l'accise (art. 58, § 1^{er}), pour les importations de poissons, crustacés et mollusques qui sont apportés directement à la minque (perception au moment de la vente à la minque (art.58, § 2) et pour les importations de biens expédiés par petits envois ou contenus dans les bagages des voyageurs (calcul forfaitaire (art. 58, § 3).

En outre, certains assujettis dans certains secteurs peuvent, dans des conditions bien définies, être dispensés d'obligations spécifiques en matière de TVA : comptabilité, dépôt des déclarations et paiement de la TVA au Trésor. Cependant, elles doivent également renoncer au droit à la déduction de la TVA, payée à leurs fournisseurs. Il s'agit ici notamment de certaines entreprises de navigation intérieure, des dépositaires de blanchisseries, teintureries et nettoyeurs à sec et quelques autres entreprises.

Enfin, une dispense de l'immatriculation à la TVA est encore octroyée pour un nombre très limité d'activités, notamment pour certains correspondants de presse indépendants.

1.9.5. LA DÉCLARATION SPÉCIALE À LA TVA

Une **déclaration spéciale à la TVA** doit être déposée par les assujettis qui ne déposent pas de déclarations périodiques à la TVA et qui :

- font certaines acquisitions intracommunautaires (par exemple, acquisitions de moyens de transport neufs, acquisitions d'autres biens pour plus de 11.200 euros (hors TVA) par an ou s'ils choisissent de soumettre à la TVA en Belgique toutes les acquisitions de ces derniers biens) ;
- reçoivent certains services qui sont censés avoir lieu en Belgique et qui sont fournis par des prestataires de services qui ne sont pas établis en Belgique, par exemple la publicité, le travail intellectuel de certains conseillers, la mise à disposition de personnel, la location de biens meubles corporels (sauf les moyens de transport), etc.

Pour les opérations susmentionnées (principalement les acquisitions intracommunautaires de biens), elle doit également être déposée par les personnes morales non assujetties (par exemple, l'Etat, les communes, les autorités publiques).

Avant d'exécuter ces opérations, les intéressés doivent en informer l'administration en charge de la TVA conformément à certaines modalités. Ils reçoivent un numéro d'identification à la TVA et déposent chaque trimestre, pour autant qu'ils aient effectué des opérations visées (acquisitions), la déclaration spéciale à la TVA susmentionnée, au plus tard le vingtième jour du mois suivant le trimestre civil au cours duquel la TVA devient exigible. Cette déclaration spéciale peut également être déposée par voie électronique.

CHAPITRE 2

LES DROITS D'ENREGISTREMENT, D'HYPOTHEQUE ET DE GREFFE ET L'IMPOT D'ENREGISTREMENT

Quoi de neuf ?

Situation le 1^{er} janvier 2020 et en 2020

- *En ce qui concerne la Région flamande : diminution supplémentaire, sous certaines conditions, à 6 ou 5 % du droit de vente sur les habitations servant de résidence principale et diminution du droit de vente de 5.600 ou 4.800 euros si la base imposable totale n'excède pas 200.000 euros (ou, dans certaines communes, 220.000 euros) ; fin de l'application des taux réduits temporaires de l'impôt de donation pour la donation d'un terrain à bâtir (chaque fois à partir du 01.01.2020).*
- *En ce qui concerne la Région wallonne : abrogation, depuis le 01.01.2020, du taux réduit à 6 % pour certaines ventes, moyennant rente viagère, relatives à l'habitation servant de résidence principale.*
- *En ce qui concerne la Région flamande, les conditions du bénéfice et du maintien du tarif réduit de droit de vente, à 6 %, pour l'achat d'une unique et propre habitation familiale qui servira de résidence principale, sont légèrement modifiées. Le délai maximal pour se domicilier dans le bien acheté est porté de deux à trois ans après la date de l'acte d'acquisition authentique (à partir du 01 06 2020).*
- *Sont désormais aussi à l'obligation d'enregistrement (disposition fédérale), les actes notariés passés à l'étranger et faisant titre d'une donation mobilière entre vifs par un habitant du royaume. Cette obligation d'enregistrement ne dit en soi rien quant au caractère imposable de ces transactions car ceci relève de la compétence des régions (entrée en vigueur le 15.12.2020).*

Situation le 1^{er} janvier 2020

- *En ce qui concerne la Région flamande, le champ d'application du tarif réduit à 5 % lors de l'achat d'une unique et propre habitation familiale qui servira de résidence principale et qui est appelée à subir une rénovation énergétique importante, est étendu. Désormais, ce tarif n'est pas seulement applicable rénovation énergétique importante mais aussi en cas de reconstruction partielle ou totale ou après démolition partielle ou totale.*

Ces droits sont établis et régis par le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (C. enreg.), et par les arrêtés d'exécution dudit Code.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la Région flamande assure également le service de certains droits d'enregistrement. La dénomination générique de ceux-ci a été modifiée en 'impôt d'enregistrement' (il s'agit de l'impôt de donation, du droit de vente, du droit de partage et du droit sur la constitution d'hypothèque). L'impôt d'enregistrement est déterminé et réglé dans le Code flamand de la fiscalité (C.F.F.; 'Vlaamse Codex Fiscaliteit'.(VCF).

2.1. LES DROITS D'ENREGISTREMENT ET L'IMPÔT D'ENREGISTREMENT

Les droits d'enregistrement (ainsi que l'impôt d'enregistrement en Région flamande) sont en principe perçus à l'occasion de l'enregistrement d'un acte ou d'un écrit, c'est-à-dire lors de la formalité qui consiste dans la copie, l'analyse ou la mention de cet acte ou de cet écrit dans un registre destiné à cet effet de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale ou sur tout autre support déterminé par AR.

Sont obligatoirement enregistrables, notamment :

- les actes de notaires belges ;
- les exploits et procès-verbaux des huissiers de justice belges autres que les protêts ;
- les arrêts et jugements des cours et tribunaux belges soumis au droit de condamnation ou qui contiennent des dispositions assujetties au droit proportionnel de transmission à titre onéreux ;
- les actes sous seing privé ou les actes notariés passés à l'étranger, translatifs ou déclaratifs de propriété ou d'usufruit d'immeubles situés en Belgique, ou portant bail, sous-bail ou cession de bail de tels biens ;
- les procès-verbaux de vente publique d'objets mobiliers corporels dressés en Belgique ;
- les actes sous seing privé et les actes notariés passés à l'étranger contenant l'apport de biens meubles ou immeubles à des sociétés belges possédant la personnalité juridique ;
- les actes notariés passés à l'étranger et faisant titre d'une donation mobilière entre vifs par un habitant du royaume.

Le Roi peut dispenser de la formalité de l'enregistrement certaines catégories d'actes de notaire ou d'huissier de justice, sans que cette dispense n'entraîne exemption des droits applicables à ces actes. Certains exploits et procès-verbaux des huissiers de justice belges sont ainsi dispensés.

Il y a également obligation de présenter une déclaration à la formalité de l'enregistrement pour un certain nombre de conventions pour lesquelles il n'existe pas d'écrit, notamment pour les conventions translatives ou déclaratives de propriété ou d'usufruit d'immeubles situés en Belgique et pour celles relatives à l'apport de biens dans une société belge possédant la personnalité juridique.

Il y a trois types de droits d'enregistrement : les droits proportionnels, les droits fixes spécifiques et le droit fixe général.

En Région flamande, certains droits portent un autre nom. Il s'agit de l'impôt de donation, du droit de vente, du droit de partage et du droit sur la constitution d'hypothèque. Ces quatre impôts sont regroupés sous l'appellation "impôt d'enregistrement".

Pour certaines opérations (par exemple, certains actes concernant les biens immeubles exclusivement destinés à l'enseignement, les actes portant bail, sous-bail ou cession de bail d'immeubles ou de parties d'immeubles situés en Belgique, affectés exclusivement au logement d'une famille ou d'une personne seule), l'enregistrement est gratuit.

En principe, les droits d'enregistrement sont payés avant l'enregistrement de l'acte au bureau d'enregistrement compétent.

En Région flamande, le redevable doit s'acquitter de l'impôt d'enregistrement immédiatement après la transmission de l'avertissement-extrait de rôle.

2.1.1. LES DROITS D'ENREGISTREMENT PROPORTIONNELS

Ces droits s'élèvent chaque fois à un pourcentage de la base de perception.

A. Vente de biens immeubles

En matière de vente, échange ou toute autre convention à titre onéreux, relatifs à la cession de propriété ou d'usufruit d'immeubles situés en Belgique, un droit d'enregistrement est prélevé, en principe, sur la valeur convenue de l'immeuble et des charges. Toutefois, la base imposable ne peut être inférieure à la valeur vénale du bien au jour de la convention.

Des règles différentes s'appliquent toutefois selon la région ; elles sont décrites ci-dessous.

Région flamande.

En *Région flamande*, un **droit de vente de 10%** est prélevé sur les actes précités.

Ce droit s'élève toutefois à **6%** pour les contrats d'acquisition pure, aux termes desquels une ou plusieurs personnes physiques acquièrent ensemble et simultanément la totalité en pleine propriété d'un immeuble affecté ou destiné à l'habitation en vue d'y établir leur résidence principale. Pour bénéficier de ce tarif, plusieurs conditions doivent être remplies. Certaines de ces conditions stipulent que l'on ne peut pas être plein propriétaire à 100% d'une autre habitation ou d'un autre terrain à bâtir et que l'on s'inscrit dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers à l'adresse de l'habitation acquise dans les trois ans suivant la date de l'acte d'acquisition authentique (cf. art. 2.9.4.2.11 C.F.F.).

Ce droit est réduit à **5%** si l'habitation acquise est appelée à subir à une rénovation énergétique radicale, ou en cas de reconstruction partielle ou totale après démolition de l'habitation. Pour bénéficier de ce tarif, un certain nombre de conditions supplémentaires doivent être remplies. Un certificat de performance énergétique construction doit ainsi être obtenu dans un délai de cinq ans à partir de la date de l'acte d'acquisition authentique, tel que mentionné à l'article 9.2.11 de l'arrêté du 19 novembre 2010 relatif à l'énergie, duquel il ressort que les travaux effectués portent sur une telle rénovation énergétique radicale ou reconstruction (partielle) ou démolition (partielle). Par ailleurs, l'inscription dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers à l'adresse de l'habitation acquise doit se faire dans les cinq ans suivant la date de l'acte d'acquisition authentique (cf. art. 2.9.4.2.12 C.F.F.).

Le droit de vente est aussi fixé à **7 %** pour les contrats d'acquisition pure, par une ou plusieurs personnes physiques, ensemble et simultanément, de la totalité en pleine propriété d'une habitation en vue de la mettre en location à une agence immobilière sociale agréée et moyennant le respect d'une série de conditions (cf. art. 2.9.4.2.13 C.F.F.).

Si le tarif de 6 % ou 5 % est d'application pour l'acquisition d'une habitation comme résidence principale, une réduction des droits de respectivement 5.600 ou 4.800 euros, est accordée, à condition que la base imposable totale n'excède pas 200.000 euros (ou 220.000 euros pour les habitations situées dans les villes noyaux et les communes de la périphérie flamande de Bruxelles ; cf. aussi l'art. 2.9.5.0.5 du C.F.F.).

Il existe aussi en Région flamande, un régime de "reportabilité" des droits de vente payés précédemment. Lorsqu'une personne physique vend ou partage sa précédente résidence principale et achète dans les deux ans une nouvelle habitation ou un terrain à bâtir pour y établir sa nouvelle résidence principale (et ce, dans les deux ans dans le cas d'une habitation ou dans les cinq ans dans le cas d'un terrain à bâtir), elle peut, sous certaines conditions et dans certaines limites, déduire (= imputer sur) les droits de vente qu'elle a payés lors de l'achat de sa précédente habitation principale, de ceux qu'elle doit pour l'achat du bien immeuble destiné à sa nouvelle résidence principale. On parle de reportabilité sous la forme d'imputation (voir e.a. les art. 2.9.5.0.1 à 2.9.5.0.3, C.F.F.).

Par ailleurs, il existe également la reportabilité sous la forme de restitution. Cette forme de reportabilité peut être demandée lorsque la personne physique vend ou partage sa précédente résidence principale seulement après l'achat de l'habitation ou du terrain à bâtir destiné à sa nouvelle résidence principale. Cette vente ou ce partage doit avoir lieu dans les deux ans qui suivent l'achat de l'habitation ou dans les cinq ans de l'achat du terrain à bâtir destiné à la nouvelle résidence principale (voir notamment l'art. 3.6.0.0.6, C.F.F.). Les deux formes de reportabilité procurent le même avantage fiscal (maximum 13.000 euros).

Si un associé acquiert un bien immobilier de sa société, cette acquisition est imposée du droit de vente (art. 2.9.1.0.4. et 2.9.1.0.5, C.F.F.).

Il y a cependant une exception en ce qui concerne l'acquisition résultant d'une société en nom collectif, une société en commandite, une société privée ou une société coopérative. Si la société qualifie pour une des deux situations suivantes, l'acquisition est imposée selon sa nature de droit commun :

- 1° des immeubles apportés à la société, lorsqu'ils sont acquis par la personne qui a effectué l'apport ;
- 2° des immeubles acquis par la société avec paiement du droit de vente, lorsqu'il est établi que l'associé qui devient propriétaire de ces immeubles faisait partie de la société au jour de l'acquisition par ce dernier.

Ceci signifie que soit le droit de vente est dû, s'il s'agit d'un transfert à titre onéreux, soit le droit de partage est dû, s'il s'agit d'un partage ou d'une cession de parts indivises.

L'imposition a lieu en principe immédiatement, c-à-d au moment où l'associé acquiert le bien immobilier.

Pour l'acquisition résultant d'une société en nom collectif, une société en commandite, une société privée ou une société coopérative, une exception est prévue à la perception immédiate (le régime dit provisoire) lorsque l'acquisition de l'immeuble est réalisée par l'ensemble des associés, en lien avec leur participation, dans le cadre de la liquidation totale ou partielle de la société. Le régime transitoire implique donc que tous les associés acquièrent ensemble le bien en indivision. Aucun impôt d'enregistrement n'est alors dû à ce moment-là.

La perception de l'impôt d'enregistrement est reportée jusqu'à ce que les associés parviennent à un accord quant à l'attribution du bien immobilier. A cette occasion, un droit de partage est dû si l'associé acquéreur bénéficie des exceptions susmentionnées. Dans le cas contraire, un droit de vente est exigible.

Région wallonne

En *Région wallonne*, sont exclues de la base imposable, les charges consistant en études relatives aux frais d'investigation sur les terrains pollués ou potentiellement pollués et en actes et travaux d'assainissement du sol.

Le droit d'enregistrement s'élève à **12,5%**.

En ce qui concerne les ventes, la base imposable est réduite de 20.000 euros en cas d'acquisition à titre onéreux, par une ou plusieurs personnes physiques, de la totalité en pleine propriété d'un immeuble affecté ou destiné en tout ou en partie à l'habitation en vue d'y établir leur résidence principale. Cet abattement s'applique également en cas d'acquisition d'un terrain à bâtir ou d'une habitation en construction ou sur plan (cf. art. 46*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, C. enreg., applicable en Région wallonne).

Est ici considérée comme "résidence principale", sauf preuve contraire, l'adresse à laquelle les acquéreurs sont inscrits dans le registre de la population ou le registre des étrangers. Est également considéré comme "terrain à bâtir", le terrain sur lequel est érigée une construction que l'acquéreur prévoit de démolir pour y reconstruire sa résidence principale (cf. art. 46*bis*, § 1^{er}, alinéa 3, C. enreg., applicable en Région wallonne).

Pour les ventes de certaines petites propriétés rurales et d'habitations modestes, il existe un droit réduit de **6%**.

Le droit de 6% pour les habitations modestes et les petites propriétés rurales est toutefois réduit à 5% si, dans le cadre de la vente, un crédit hypothécaire est consenti à l'acquéreur par la Société wallonne du Crédit social, les Guichets du Crédit social ou le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie. Dans les cas où cette réduction à 5% ne s'applique pas, la base imposable qui entre en ligne de compte pour le taux de 6% est limitée à un montant de 174.000,61 euros dans les zones de pression immobilière et de 163.125,56 euros en dehors de ces zones. Le solde de la base imposable est soumis au taux normal.

Région de Bruxelles-Capitale

En **Région de Bruxelles-Capitale**, le tarif du droit d'enregistrement s'élève à **12,5%**. La base imposable est, **sous certaines conditions**, réduite de 175.000 euros pour l'achat par une personne physique d'un bien immeuble destiné à sa résidence principale, et ce pour autant que la base imposable n'excède pas 500.000 euros. Lors de l'achat d'un terrain à bâtir, la base imposable est, **sous certaines conditions**, réduite de maximum 87.500 euros. Cette réduction n'est applicable que si la base imposable ne dépasse pas 250.000 euros.

Dans les trois régions, d'autres tarifs peuvent également être appliqués pour certaines ventes et sous certaines conditions.

B. Vente publique de biens meubles corporels

La vente publique de biens meubles corporels est assujettie à un droit de **5%** calculé sur le prix et les charges.

C. Baux de biens immeubles

En principe, le droit est fixé à **0,2%** pour les baux, sous-baux et cessions de baux de biens immeubles (ou parties d'immeubles) situés en Belgique et quelques autres opérations y assimilées. Ce droit est perçu sur base du montant cumulé des loyers et des charges.

S'il s'agit de baux, sous-baux et cessions de baux d'immeubles (ou parties d'immeubles) situés en Belgique et affectés exclusivement au logement d'une famille ou d'une personne seule, les contrats sont enregistrés gratuitement.

Toutefois, le tarif pour les baux de chasse et de pêche est de 1,5%. Pour les contrats constitutifs de droits d'emphytéose ou de superficie et leurs cessions, le tarif est de 2%, excepté lorsque la constitution ou la cession du droit est consentie à une association sans but lucratif ou une personne morale analogue, auquel cas le tarif est fixé à 0,5%.

D. Constitution d'hypothèque

La constitution d'hypothèque sur un bien immeuble situé en Belgique est assujettie à un droit (en Région flamande : "droit sur la constitution d'hypothèque") de **1%** calculé sur le montant garanti par l'hypothèque.

Pour la constitution d'une hypothèque sur un navire qui **n'est pas destiné** par nature au transport maritime, un droit réduit de **0,5%** est applicable. La constitution d'hypothèque sur un navire destiné au transport maritime n'est pas assujettie à ce droit.

En *Région wallonne*, le droit est réduit à **0%** si l'hypothèque garantit un Eco-prêt consenti par la "Société wallonne du Crédit social", les "Guichets du Crédit social" ou le "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie".

E. Partage de biens immeubles

En *Région wallonne* et en *Région de Bruxelles-Capitale*, un droit de **1%** est prélevé sur 1° les partages, partiels ou totaux, de biens immeubles, 2° les cessions à titre onéreux, entre copropriétaires, de parts indivises dans des biens immeubles et 3° certaines conversions de droits sur des biens immeubles (art. 109 C. enreg., tel qu'applicable en *Région wallonne* et en *Région de Bruxelles-Capitale*).

En *Région flamande*, un droit de partage de **2,5%** est prélevé sur les opérations précitées (voir notamment art. 2.10.1.0.1, et 2.10.4.0.1 C.F.F.) mais ce droit est ramené à **1%** pour les opérations mentionnées sous 1° et 2° de l'alinéa précédent, en cas de partage entre ex-conjoints qui a lieu ou prend effet après divorce ou en cas de partage suite à la cessation de la cohabitation légale, dans un délai de trois ans, à condition que, le jour de la cessation de la cohabitation légale, les personnes aient vécu légalement ensemble pendant minimum une année ininterrompue (voir notamment art. 2.10.4.0.1 C.F.F.).

F. Apport de biens à des sociétés belges et augmentation du capital de sociétés belges

Le droit d'enregistrement sur l'apport de biens à des sociétés belges a été réduit à zéro à partir du 1^{er} janvier 2006 par la loi du 22 juin 2005 instaurant une déduction fiscale pour capital à risque (MB du 30 juin 2005, 1^{ère} éd.).

Cependant, l'apport de biens immeubles situés en Belgique, partiellement ou totalement affectés ou destinés à l'habitation, est soumis au droit de 12,5% (en *Région flamande* : au droit de vente de 10%) lorsque ces apports sont effectués par des personnes physiques et dans la mesure où ces apports sont rémunérés autrement que par l'octroi de droits sociaux.

Le droit d'enregistrement sur l'augmentation de capital statutaire, sans apport nouveau, à une société belge a été réduit à zéro à partir du 1^{er} janvier 2006 par la loi du 22 juin 2005 instaurant une déduction fiscale pour capital à risque (MB du 30 juin 2005, 1^{ère} éd.).

G. Donations

Le droit de donation (en *Région flamande* : l'impôt de donation) s'applique à toutes les donations de biens meubles et immeubles présents, quels que soient leur forme, leur objet ou leurs modalités et la manière dont elles sont effectuées. La donation manuelle (y compris la donation bancaire) constitue une exception à ce principe.

Le droit de donation ou l'impôt de donation est calculé sur la valeur vénale des biens donnés, en principe sans déduction des charges. En *Région wallonne*, on déduit les frais générés par les devoirs d'investigation sur les terrains pollués ou potentiellement pollués et d'assainissement du sol, en ce compris les frais de démolition et de remise en état nécessités par celui-ci.

Le tarif peut différer de Région à Région.

Pour les donations faites par un *habitant du Royaume*, le tarif applicable est celui de la Région dans laquelle le donateur avait, au cours des cinq ans précédant la donation, son domicile fiscal au moment de la donation. Si le domicile fiscal du donateur a été situé dans plus d'une Région au cours de la période de cinq ans précédant la donation, le tarif applicable est celui de la Région où le domicile fiscal a été situé le plus longtemps au cours de cette période. Pour les donations de biens immeubles situés en Belgique faites par un *non-habitant du Royaume*, le tarif applicable est celui de la Région où est situé le bien immeuble.

1. TARIF DE L'IMPOT DE DONATION EN REGION FLAMANDE

En Région flamande, il est fait une distinction entre les donations de biens immeubles, les donations de biens meubles et les donations d'entreprises.

Pour les donations de biens immeubles, il est perçu un impôt de donation sur l'émolument brut de chacun des donataires, d'après le tarif indiqué dans les tableaux I et II ci-après.

TABLEAU I
Donations de biens immeubles en ligne directe et entre partenaires

Tranche de la donation en euros		Tarif en %
De	à (inclus)	En ligne directe et entre partenaires
0,01	150.000	3
150.000,01	250.000	9
250.000,01	450.000	18
450.000,01	et au-delà	27

TABLEAU II
Donations de biens immeubles entre toutes autres personnes

Tranche de la donation en euros		Tarif en %
de	à (inclus)	Entre toutes autres personnes
0,01	150.000	10
150.000,01	250.000	20
250.000,01	450.000	30
450.000,01	et au-delà	40

Le calcul de l'impôt s'effectue par donataire et par tranche.

Toutefois, ce sont les tarifs des tableaux III et IV qui s'appliquent aux donations de biens immeubles situés en Région flamande, à condition que les bénéficiaires, ou l'un d'entre eux, moyennant respect de certaines conditions, fassent effectuer des travaux de rénovation, dans les cinq ans, à concurrence d'un montant total d'au moins 10.000 euros (hors TVA).

Ces tarifs s'appliquent également aux donations de biens immeubles situés en Région flamande si les bénéficiaires, l'un d'entre eux ou le donateur qui s'est réservé l'usufruit, dans un délai de trois ans, présentent tant l'attestation de conformité, visée au livre 3, partie 3 du Code flamand du Logement de 2021, qu'un contrat de location d'une durée minimale de neuf ans, les deux documents datant d'après la date de la donation.

La différence d'impôt de donation résultant de l'application des tableaux III et IV respectifs par rapport aux tableaux I et II respectifs, est remboursée conformément à une certaine procédure.

Le montant est recouvré si, après réception de l'avantage pour raison de location précité, la location effective de neuf années ne peut être démontrée.

TABLEAU III

Donations d'immeubles soumis à une rénovation énergétique ou d'immeubles disposant d'une attestation de conformité qui sont loués – donations en ligne directe et entre partenaires

Tranche de la donation en euros		Tarif en %
de	à (inclus)	En ligne directe et entre partenaires
0,01	150.000	3
150.000,01	250.000	6
250.000,01	450.000	12
450.000,01	et au-delà	18

TABLEAU IV

Donations d'immeubles soumis à une rénovation énergétique ou d'immeubles disposant d'une attestation de conformité qui sont loués - donations entre toutes autres personnes

Tranche de la donation en euros		Tarif en %
de	à (inclus)	Entre toutes autres personnes
0,01	150.000	9
150.000,01	250.000	17
250.000,01	450.000	24
450.000,01	et au-delà	31

Le calcul de l'impôt s'effectue par donataire et par tranche.

Pour les donations d'un *monument protégé*, tel que visé à l'article 2.1, 16° du Décret relatif au patrimoine immobilier situé en Région flamande, les taux fixés aux tableaux III et IV peuvent également être appliqués par voie de restitution.

Pour cette restitution, plusieurs conditions sont d'application :

- la totalité de la pleine ou nue-propriété doit être acquise par un ou plusieurs bénéficiaires ensemble ;
- un montant au moins égal à la différence entre l'impôt de donation calculé au taux normal et celui calculé au taux réduit (c'est-à-dire le montant de la restitution) doit avoir été investi dans des mesures, travaux ou services de gestion nécessaires au maintien ou à la revalorisation du monument protégé ;
- ces mesures, travaux ou services doivent être repris dans un plan de gestion approuvé par l'Agence du Patrimoine Immobilier. Il peut s'agir d'un plan de gestion existant déjà le jour de la donation et qui était encore valable ou d'un plan de gestion établi après la donation ;
- l'investissement doit avoir été réalisé dans un délai de cinq ans. Ce délai commence à courir à la date de l'acte de donation ou, si la donation a été effectuée sous une condition suspensive, à la date de réalisation de la condition.

Il convient également de noter que le monument protégé ne peut être aliéné entre vivants aussi longtemps que l'investissement n'a pas été réalisé, sous peine de perdre le droit de restitution.

En ce qui concerne les donations de biens immeubles, toute donation à une personne handicapée ou un enfant handicapé fait l'objet d'un abattement. Cet abattement est appliqué au taux de la base imposable. Il s'élève à 3.000 euros pour les acquisitions en ligne directe et entre partenaires, multiplié par un facteur 2 à 18 selon l'âge de l'acquéreur. Pour les acquisitions entre toutes autres personnes, il s'élève à 1.000 euros, multiplié par le facteur précité.

Cet abattement n'est appliqué que si, entre le donateur et le bénéficiaire, aucune donation ne s'est encore produite ayant donné lieu au bénéfice de cette réduction de la base imposable.

S'il s'agit du tarif visé à l'article 2.8.4.1.1, §1 C.F.F. (tarif pour les donations de biens immeubles en général), le donataire ayant une charge d'enfants de minimum trois enfants de moins de 21 ans peut demander une réduction.

Cette réduction est calculée sur le montant de l'impôt de donation calculé pour ce bénéficiaire.

La réduction s'élève à 2% par enfant, avec un maximum de 62 euros par enfant. Si le bénéficiaire est le partenaire du donateur, la réduction est doublée : elle s'élève à 4 % avec un maximum de 124 euros par enfant.

Pour les *donations de biens meubles*, il est perçu, sur l'émolument brut de chacun des donataires, un impôt de **3%** pour une acquisition en ligne directe et entre partenaires et de **7%** pour une acquisition entre toutes autres personnes. Les donations de biens meubles faites sous une condition suspensive ou délai qui s'est réalisé par suite du décès du donateur, sont toutefois assimilées à des legs et sont soumises à l'impôt de succession (voir ci-après, chapitre 3).

En matière d'impôt de donation, on entend par "partenaire" :

- 1° la personne qui, à la date de la donation, est mariée avec le donateur ;
- 2° la personne qui, à la date de la donation, se trouve en situation de cohabitation légale avec le donateur, conformément aux dispositions du Livre III, titre *Vbis* du Code civil ;
- 3° les personnes qui, à la date de la donation, cohabitent avec le donateur sans interruption depuis au moins un an (trois ans pour l'application du taux sur les donations d'actifs d'entreprises familiales ou de parts de sociétés familiales, voir ci-dessous) et tiennent un ménage commun avec le donateur. Ces conditions sont censées être remplies également si la cohabitation et la vie en ménage commun avec le donateur consécutivement à la période susvisée d'un an (ou de trois ans) jusqu'au jour de la donation, sont devenues impossibles par force majeure. Une inscription dans le registre de la population constitue une présomption réfutable de cohabitation ininterrompue et de vie en ménage commun.

On entend par "donations en ligne directe" :

1. les donations entre personnes qui descendent l'une de l'autre, conformément à l'article 736 du Code civil, ou entre personnes qui, suite à une adoption plénière conformément à l'article 356-1 du Code civil, bénéficient d'un statut avec les mêmes droits et obligations ;
2. sous certaines conditions, les donations entre une personne et l'enfant de son partenaire ;
3. les donations entre des personnes entre lesquelles il existe ou a existé une relation de parent d'accueil et d'enfant d'accueil. Une telle relation est censée exister ou avoir existé lorsque quelqu'un a, avant d'avoir atteint l'âge de 21 ans et pendant trois années consécutives, cohabité chez une autre personne et a, durant cette période, reçu essentiellement de cette autre personne ou de cette autre personne et de son partenaire les secours et les soins que les enfants reçoivent normalement de leurs parents. L'inscription de l'enfant d'accueil au registre de la population ou au registre des étrangers à l'adresse du parent d'accueil vaut comme une présomption réfutable de cohabitation chez le parent d'accueil ;
4. sous certaines conditions, les donations découlant d'un lien de parenté suite à une adoption simple ;
5. les donations entre ex-partenaires s'il y a des descendants communs.

Certaines donations de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des actifs *d'entreprises* familiales ou des actions de sociétés de famille sont exemptées de l'impôt de donation, pour autant qu'il soit satisfait à toute une série de conditions. Cette exemption ne s'applique pas aux transmissions de biens immeubles affectés ou destinés principalement à l'habitation. Il est renvoyé au Code flamand de la fiscalité pour les conditions et les règles d'application.

Enfin, l'article 2.8.6.0.9 C.F.F. détermine qu'une donation peut être exonérée totalement ou partiellement d'impôt de donation sous certaines conditions, si l'on donne par acte notarié à ses descendants (ou personnes assimilées pour l'application de l'impôt de donation) des biens reçus après héritage et dont l'impôt de donation a été payé en Région flamande selon le tarif en vigueur pour une acquisition en ligne directe ou entre partenaires dans l'année qui suit le décès du testateur.

2. TARIF DES DROITS DE DONATION EN REGION WALLONNE

En Région wallonne, il est fait une distinction entre les donations de biens immobiliers, de biens meubles et d'entreprises.

En ce qui concerne la donation de *biens immobiliers*, il est perçu un droit sur l'émolument brut de chacun des donataires, d'après le tarif indiqué dans le tableau ci-après.

TABLEAU
Donations de biens immobiliers

Tranche de la donation en euros		Tarif en %	
de	à (inclus)	En ligne directe, entre époux et entre cohabitants légaux	Entre toutes autres personnes
0,01	150.000	3	0
150.000,01	250.000	9	20
250.000,01	450.000	18	30
450.000,01	et au-delà	27	40

Le calcul du droit s'effectue par donataire et par tranche.

On entend par :

- époux ou conjoint : la personne qui, au moment de la donation, était dans une relation de mariage avec le donateur conformément aux dispositions du Livre premier, titre V, du Code civil, ainsi que la personne qui, au moment de la donation, était dans une relation de mariage avec le donateur conformément au Chapitre III du Code de droit international privé ;
- cohabitant légal : la personne qui, au moment de la donation, était domiciliée avec le donateur et était avec lui dans une relation de cohabitation légale conformément aux dispositions du Livre III, titre *Vbis*, du Code civil, ainsi que la personne qui, au moment de la donation, était domiciliée ou avait sa résidence habituelle avec le donateur, au sens de l'article 4 du Code de droit international privé, et était avec lui dans une relation de vie commune conformément au Chapitre IV du même Code.

Pour les *donations de biens meubles*, il est perçu sur l'émolument brut de chacun des donataires, le droit suivant :

- 3,3% pour les donations en ligne directe, entre époux et entre cohabitants légaux ;
- 5,5% pour les donations entre autres personnes.

Les taux mentionnés ci-dessus ne s'appliquent toutefois pas aux donations de biens meubles sous condition suspensive qui se réalise à la suite du décès du donateur. Ces donations sont assimilées aux legs et sont soumises aux droits de succession (art. 131 *bis* du C. enreg., tel qu'applicable en Région wallonne).

Il existe un régime spécifique qui s'applique pour certaines donations mentionnées dans une convention soumise aux art. 1100/2 à 1100/6 (pacte successoral) ou 843/1 du Code civil.

Pour certaines donations *d'entreprises* ainsi que de droits réels sur des terres agricoles ou sur des actions ou participations dans et/ou des créances sur certaines sociétés, il est perçu, pour autant qu'il soit satisfait à une série de conditions, un droit de **0%**. Les biens immeubles qui sont totalement ou partiellement affectés ou destinés à l'habitation sont exclus de l'application de ce tarif. Pour les conditions et les règles d'application, il est renvoyé aux articles 140*bis* à 140*octies* du C. enreg., tel qu'il s'applique en Région wallonne.

En Région wallonne, sont, sous certaines conditions, exemptes de droits de donation :

- la valeur des biens immobiliers repris dans le périmètre d'un site Natura 2000 ou repris dans le périmètre d'un site candidat au réseau Natura 2000 ;
- la valeur des arbres sur pied croissant dans les bois et forêts ;
- la valeur des actions et parts d'un groupement forestier en ce qu'elle procède d'arbres sur pied croissant dans les bois et forêts.

3. TARIF DES DROITS DE DONATION EN REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

En Région de Bruxelles-Capitale, il est fait une distinction entre les donations de biens immeubles, les donations de biens meubles et les donations d'entreprises.

Pour les donations de *biens immeubles*, il est perçu un droit sur l'émolument brut de chacun des donataires, d'après le tarif indiqué dans les tableaux I et II ci-après.

TABLEAU I
Donations de biens immeubles en ligne directe, entre époux et entre cohabitants

Tranche de la donation en euros		Tarif en %
de	à (inclus)	En ligne directe, entre époux et entre cohabitants
0,01	150.000	3
150.000,01	250.000	9
250.000,01	450.000	18
au-delà de	450.000	27

Par "cohabitant" on entend la personne qui se trouve en situation de cohabitation légale au sens du titre *Vbis* du Livre III du Code civil.

TABLEAU II
Donations de biens immeubles entre toutes autres personnes

Tranche de la donation en euros		Tarif en %
de	à (inclus)	Entre toutes autres personnes
0,01	150.000	10
150.000,01	250.000	20
250.000,01	450.000	30
au-delà de	450.000	40

Sur les donations de *biens meubles*, il est perçu, sur l'émolument brut des donataires, un droit de 3% pour les donations en ligne directe, entre époux ou cohabitants, et de 7% pour les donations à d'autres personnes. Les donations de biens meubles sous condition suspensive qui se réalise par suite du décès du donateur et qui sont assimilées à des legs, ne sont pas concernées par ces tarifs et sont soumises aux droits de succession.

Le calcul du droit conformément aux tableaux ci-avant, s'effectue par donataire et par tranche.

Les donations de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des actifs investis à titre professionnel par le donateur ou son partenaire dans une entreprise familiale ainsi que les donations d'actions de certaines sociétés familiales, sont exonérées de droits de donation à condition qu'une série de conditions soient respectées. Cette exonération ne s'applique pas aux biens immeubles qui sont totalement ou partiellement affectés ou destinés à l'habitation. Pour les conditions permettant d'obtenir et de conserver l'exonération et pour les modalités d'application, il est renvoyé aux articles 140/1 à 140/6 du C. enreg., tel qu'il s'applique en Région de Bruxelles-Capitale.

4. REDUCTION DES DROITS DE DONATION OU DE L'IMPOT DE DONATION EN RAISON DE L'EXISTENCE D'ENFANTS

En *Région wallonne* et dans la *Région de Bruxelles-Capitale*, les donataires qui, au moment de la donation, ont au moins trois enfants n'ayant pas atteint l'âge de 21 ans au jour de la donation, bénéficient d'une réduction d'impôt. En *Région flamande*, cette réduction d'impôt ne vaut que dans le cas d'une donation de biens immeubles.

H. Autres opérations

D'autres opérations, qui ne sont pas mentionnées ici, sont également soumises à un droit d'enregistrement proportionnel (par exemple : certains jugements et arrêts).

Le montant des droits proportionnels ne peut en aucun cas être inférieur au droit fixe général (voir 2.1.3.).

Pour un certain nombre d'opérations, il existe une exemption du droit d'enregistrement proportionnel ou de l'impôt d'enregistrement (par exemple : pour des opérations relatives à des biens immobiliers qui sont soumises à la TVA).

2.1.2. LES DROITS FIXES SPÉCIFIQUES

Ces droits sont ceux dont le montant est une somme fixe qui peut toutefois varier d'après la nature de l'acte.

Ces actes sont :

- l'autorisation de changement de nom (140 euros) ;
- les mainlevées totales ou partielles d'inscriptions hypothécaires prises en Belgique : 75 euros ;
- les actes ou écrits annexés à des actes de notaires belges et les exploits et procès-verbaux d'huissiers belges : 100 euros pour l'ensemble de ces documents annexés. Si certains de ces documents rendent exigibles d'autres droits d'enregistrement, les droits d'enregistrement applicables à ces derniers documents sont dus et le droit fixe spécifique de 100 euros est dû pour l'ensemble des autres documents ;
- en Région flamande, moyennant le respect de certaines conditions, la résolution ou l'annulation amiable des compromis de vente : 10 euros ;
- en Région wallonne et en Région de Bruxelles-Capitale, à chaque fois sous certaines conditions, certaines conventions de résolution de ventes, partages, donations et un certain nombre d'autres actes, dont les conventions résolues : 10 euros.

2.1.3. LE DROIT FIXE GÉNÉRAL

Le droit fixe général est perçu sur tous les actes qui ne sont pas repris explicitement dans le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe ou dans le Code flamand de la fiscalité comme étant soumis à un droit spécifique, par exemple les testaments.

Ce droit est en outre perçu sur des actes exemptés du droit proportionnel auquel ils sont en principe soumis et qui ne bénéficient pas de la gratuité de l'enregistrement.

Le droit fixe général s'élève à **50 euros**.

2.2. LE DROIT D'HYPOTHÈQUE

Le droit d'hypothèque est perçu sur les inscriptions d'hypothèques et de privilèges sur des biens immeubles. Il s'élève à **0,3%** du montant en principal et accessoires des sommes pour lesquelles l'inscription est prise ou renouvelée (avec un minimum de 5 euros). Certaines inscriptions (notamment à charge de l'Etat) sont exemptées du droit d'hypothèque.

Le droit doit être payé avant l'inscription de l'hypothèque.

2.3. LES DROITS DE GREFFE

Ces droits sont perçus sur certaines opérations effectuées dans les greffes des cours et tribunaux. Il s'agit de droits fixes qui varient d'après le cas et qui sont perçus soit par opération, soit par page du document tarifé. On distingue le *droit de mise au rôle* (inscription au rôle des affaires judiciaires), le *droit de rédaction* (sur les actes des greffiers) et le *droit d'expédition* (sur les expéditions, copies ou extraits qui sont délivrés dans les greffes). Il existe toute une série d'exemptions.

En fonction des cas, différentes règles s'appliquent pour le paiement des droits.

CHAPITRE 3

LES DROITS DE SUCCESSION ET L'IMPÔT DE SUCCESSION

Quoi de neuf ?

- *Insertion dans le Code des droits et taxes divers (voir chapitre 4) d'une taxe annuelle sur les organismes de placement collectif et d'une taxe annuelle sur les entreprises d'assurance, en remplacement de la taxe annuelle sur les organismes de placement collectif et sur les entreprises d'assurance qui était reprise dans le Code des droits de succession (à partir du 01.01.2020).*
- *Quant à la Région flamande : remplacement des exemptions relatives aux parcelles non bâties situées dans le Réseau écologique flamand (REF / VEN) par un nouveau système. Pour tous les immeubles non-bâties pour lesquels un plan de gestion de la nature est conclu (autre que de type 1), une exemption proportionnelle de l'impôt de succession est désormais prévue, selon le type de plan de gestion conclu pour ces parcelles (nouveau système d'application obligatoire à partir du 09.06.2020).*
- *Quant à la Région wallonne : insertion d'une nouvelle réduction de droits. Cette réduction proportionnelle est prévue pour les immeubles non-bâties qui font partie d'un bail à ferme de longue durée ou pour des immeubles qui font partie d'un bail à ferme de carrière (à partir du 01.01.2021).*

Les droits de succession sont établis et réglementés par le Code des droits de succession (C. Succ.) et les arrêtés d'exécution dudit Code.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la Région flamande assure, pour ce qui la concerne, le service de ces droits dont elle a modifié l'appellation en 'impôt de succession'. C'est le Code flamand de la Fiscalité (C.F.F. 'Vlaamse Codex Fiscaliteit') qui y régit cet impôt.

3.1. LES DROITS DE SUCCESSION ET L'IMPÔT DE SUCCESSION

3.1.1. GÉNÉRALITÉS

En Région wallonne et en Région de Bruxelles-Capitale, il faut distinguer, dans les **droits de succession**, le droit de succession et le droit de mutation par décès. En Région flamande, les termes "**impôt de succession**" sont utilisés pour désigner ces droits et comprennent le droit de succession et le droit de mutation.

Le **droit de succession** est un impôt qui est établi sur la valeur nette de la succession d'un habitant du royaume, c'est-à-dire sur la valeur nette de tous les biens appartenant au défunt (meubles et immeubles, situés en Belgique et à l'étranger), déduction faite des dettes et des frais funéraires.

En Région flamande, les dettes du défunt sont fixées forfaitairement à 1.638,30 euros (et 3.276,60 euros si le défunt était marié sous le régime de la communauté de biens, dont la moitié peut être portée en déduction). Les dettes spécialement contractées pour acquérir ou conserver des biens immeubles sont exclues de ces montants forfaitaires. Les frais funéraires sont fixés forfaitairement à 6.553,20 euros, sauf si le défunt a souscrit une assurance obsèques. Il reste toutefois possible de prouver les dettes réelles ou les frais funéraires réels pour la détermination de la déduction.

Le **droit de mutation par décès** (en Région flamande : **droit de mutation**) est un impôt qui est établi sur la valeur des biens immeubles situés en Belgique, recueillis dans la succession d'un non-habitant du royaume, sous déduction de certaines dettes. En Région wallonne, il s'agit des dettes qui se rapportent spécifiquement à ces biens. En Région flamande et en Région de Bruxelles-Capitale, les dettes contractées spécifiquement pour acquérir ou conserver ces biens sont déductibles si le défunt résidait dans l'EEE. Le tarif est le même que celui du droit de succession (voir ci-après).

Ces droits sont calculés sur base d'une déclaration à déposer par les ayants droit dans les 4, 5 ou 6 mois du décès, selon que ce dernier a eu lieu en Belgique, ailleurs en Europe ou en-dehors de l'Europe. En Région flamande, ces délais s'appliquent pour les décès survenus respectivement en Belgique, dans un autre pays de l'Espace économique européen ou en-dehors de l'Espace économique européen.

Les droits sont à payer au plus tard deux mois après l'expiration du délai de dépôt de la déclaration. En Région flamande, le paiement doit toutefois avoir lieu au plus tard dans un délai de deux mois à partir de la date d'envoi, mentionnée sur la feuille d'imposition.

En région wallonne et bruxelloise, les biens dont l'administration établit que le défunt a disposé à titre gratuit dans les trois années précédant son décès, sont considérés comme faisant partie de sa succession si la libéralité n'a pas été assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations, sauf le recours des héritiers ou légataires contre le donataire pour les droits de succession acquittés à raison desdits biens (art. 7, al. 1^{er}, C. succ. RBC et R. wal.).

Les biens dont, selon les preuves fournies par l'administration (en Région flamande : l'entité compétente de l'administration flamande - de Vlaamse Belastingdienst Vlabel), le défunt a disposé à titre gratuit dans les trois années précédant son décès, sont considérés comme faisant partie de sa succession si la libéralité n'a pas été assujettie au droit d'enregistrement sur les donations (ou à l'impôt de donation) (voir 2.1.1.G.). En Région flamande, en ce qui concerne certains actifs d'entreprises familiales ou actions de sociétés de famille, le délai de trois ans est porté à sept ans (sauf pour les dispositions gratuites avant le 1^{er} janvier 2012) et une libéralité faisant l'objet d'une exonération de l'impôt d'enregistrement, est assimilée à une libéralité assujettie à l'impôt de donation ou au droit d'enregistrement sur les donations.

La base imposable est en principe la valeur vénale des biens au jour du décès. Les tarifs fluctuent :

1. suivant le degré de parenté existant entre l'héritier et le défunt ;
2. suivant la part nette recueillie par chaque héritier ⁽²⁰³⁾ et
3. selon la Région attributaire des droits. Si le défunt était un habitant du Royaume, la Région attributaire est celle dans laquelle le défunt a eu son dernier domicile fiscal. Si le domicile fiscal du défunt a été établi dans plus d'une Région au cours de la période de cinq ans précédant son décès, la Région attributaire est celle dans laquelle le domicile fiscal a été établi le plus longtemps durant cette période. Si le défunt n'était pas un habitant du Royaume, la Région attributaire des droits est celle où sont situés les biens immeubles. Le calcul se fait par tranches suivant des tableaux qui peuvent différer selon la Région.

²⁰³ Exceptions : pour les successions ouvertes en Région flamande ou en Région de Bruxelles-Capitale auxquelles ont droit les personnes qui n'appartiennent pas aux catégories ' en ligne directe et entre partenaires ' ou ' entre frères et sœurs ' : le tarif varie selon **la somme** des parts nettes de ces personnes, voir ci-dessous.

3.1.2. TARIFS ET RÉGLEMENTATIONS PARTICULIÈRES DANS LES TROIS RÉGIONS

A. Successions ouvertes en Région flamande

A.1. Tarif général et délimitation des catégories de tarifs

TABLEAU I
Succession en ligne directe et entre partenaires

Tranche de l'acquisition nette en euros		Tarif en %
De	à (inclus)	En ligne directe et entre partenaires
0,01	50.000	3
50.000,01	250.000	9
250.000,01	et au-delà	27

La part nette du partenaire ayant droit dans le logement qui servait de logement familial au moment du décès, n'est plus comprise dans la détermination de l'émolument net ("acquisition nette" dans les traductions de la région flamande) imposable. Cette exemption ne vaut toutefois pas pour le partenaire qui soit est un parent en ligne directe du défunt, soit est assimilé à un ayant droit en ligne directe.

Par "partenaire" il faut entendre :

- 1° la personne qui, à la date de l'ouverture de la succession, était mariée avec le défunt ;
- 2° la personne qui, à la date de l'ouverture de la succession, cohabitait légalement avec le défunt, conformément aux dispositions du Livre III, titre *Vbis* du Code civil ;
- 3° les personnes qui, à la date d'ouverture de la succession, cohabitaient avec le défunt, sans interruption depuis au moins un an (trois ans pour l'exemption de la part nette obtenue dans le logement familial, voir ci-dessus, et en ce qui concerne l'application du tarif pour les acquisitions d'actifs d'entreprises familiales ou d'actions de sociétés de famille, voir ci-dessous) et tenaient un ménage commun avec lui. Ces conditions sont censées également être remplies si la cohabitation et la tenue d'un ménage commun avec le défunt, consécutive à la période d'un an (resp. trois ans) jusqu'au jour du décès, est devenue impossible pour cause de force majeure. Une inscription dans le registre de la population constitue une présomption réfragable de la cohabitation ininterrompue et de la tenue d'un ménage commun.

Par "acquisitions en ligne directe" il faut entendre :

- 1° les acquisitions entre personnes qui descendent l'une de l'autre, conformément à l'article 736 du Code civil, ou entre personnes qui, suite à une adoption plénière conformément à l'article 356-1 du Code civil, bénéficient d'un statut avec les mêmes droits et obligations ;
- 2° les acquisitions entre une personne et l'enfant de son partenaire. Si l'acquisition a lieu après le décès du partenaire, ce dernier doit encore avoir sa qualité de partenaire vis-à-vis de la première personne citée à la date de son décès ;
- 3° les acquisitions entre des personnes entre lesquelles il existe ou a existé une relation de parent d'accueil et d'enfant d'accueil. Une telle relation est censée exister ou avoir existé lorsque quelqu'un a, avant d'avoir atteint l'âge de 21 ans et pendant trois années consécutives, cohabité chez une autre personne et a, durant cette période, reçu essentiellement de cette autre personne ou de cette autre personne et de son partenaire les secours et les soins que les enfants reçoivent normalement de leurs parents. L'inscription de l'enfant d'accueil au registre de la population ou au registre des étrangers à l'adresse du parent d'accueil vaut comme une présomption réfragable de cohabitation chez le parent d'accueil ;

4° sous certaines conditions, les acquisitions découlant d'un lien de parenté suite à une adoption simple ;

5° les acquisitions entre ex-partenaires s'il y a des descendants communs.

TABLEAU II
Succession entre "frères et sœurs" et entre "autres"

Tranche de la base imposable en euros		Tarif en %	
De	à (inclus)	Entre frères et sœurs	Entre autres
0,01	35.000	25	25
35.000,01	75.000	30	45
75.000,01	et au-delà	55	55

Par "base imposable" il faut entendre :

- en ce qui concerne les frères et sœurs : l'acquisition nette de chacun des ayants droit frères et sœurs ;
- en ce qui concerne tous les autres : la **somme** des émoluments nets recueillis ensemble par les ayants droit de ce groupe.

A.2. Régimes particuliers

1. Concernant l'imposition de la succession, la distinction suivante doit être faite :

- s'il s'agit d'héritiers en ligne directe et/ou du partenaire, le tableau I s'applique **éventuellement deux fois pour chacun d'eux** : une première fois sur leur part nette dans les immeubles et une seconde fois sur leur part nette dans les meubles ;
- s'il s'agit de frères et sœurs, le tableau II s'applique sur la part nette globale de **chacun d'eux** ;
- s'il s'agit d'autres personnes, le tableau II s'applique sur la somme des parts nettes globales des ayants droit de ce groupe (²⁰⁴).

2. Les héritiers en ligne directe et le partenaire bénéficient d'une réduction d'impôt. Le montant de cette réduction atteint au maximum 500 euros et est dégressif. Au-delà d'un émolument net (biens immeubles et meubles considérés ensemble) de 50.000 euros, il n'existe plus de réduction. Pour les émoluments nets jusqu'à 50.000 euros, la réduction s'élève à 500 euros x (1 – émolument net/50.000). Pour la détermination de l'émolument net, il n'est pas tenu compte de la part obtenue dans le logement familial.

3. Les frères et les sœurs du défunt bénéficient également d'une réduction d'impôt sur leur émolument net, pour autant qu'il ne dépasse pas 75.000 euros. Si leur émolument net n'est pas supérieur à 18.750 euros, cette réduction s'élève à un montant de 2.000 euros x émolument net/20.000. Si l'émolument net est supérieur à 18.750 euros mais inférieure à 75.000 euros, la réduction s'élève à 2.500 euros x (1 – émolument net/75.000).

4. Tous les héritiers, autres que les héritiers en ligne directe, les partenaires, les frères et sœurs, bénéficient également, pour autant que le **total** de leurs émoluments nets ne dépasse pas 75.000 euros, d'une réduction d'impôt, répartie entre les héritiers en proportion de l'émolument net recueillie par chacun d'eux. La réduction est calculée de la même manière qu'au point 3 ci-dessus, étant entendu que l'"émolument net" doit être comprise comme le total des émoluments nets.

²⁰⁴ Les droits dus individuellement par les ayants droit de ce groupe sont ensuite calculés en répartissant les droits dus globalement par le groupe entre les successibles concernés, proportionnellement aux parts nettes recueillies par chacun d'eux.

5. Pour la détermination des émoluments nets, reprise aux points 2, 3 et 4 ci-dessus, il n'est pas tenu compte de l'exemption pour les personnes handicapées (voir point 10 ci-après). La réduction de l'impôt de succession ne peut, le cas échéant, être supérieure à l'impôt de succession qui est dû après l'octroi de l'exemption pour les personnes handicapées.
6. Il est accordé, en faveur des enfants qui n'ont pas atteint l'âge de 21 ans, une réduction d'impôt de 75 euros, pour chaque année entière restant à courir jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de 21 ans et, en faveur du partenaire survivant, une réduction d'impôt égale à la moitié des réductions supplémentaires dont bénéficient ensemble les enfants communs. Ces réductions sont applicables indépendamment des émoluments nets et en plus de la réduction à laquelle ils ont droit en vertu du point 2 ci-avant.
7. Pour les émoluments en ligne descendante et dans la mesure où l'autre parent de l'enfant concerné est déjà décédé antérieurement, la première tranche de 75.000 euros de l'émolument net de l'enfant ayant droit de moins de 21 ans des biens meubles est exonérée du droit de succession.
8. Dans la mesure où l'autre parent de l'enfant concerné est déjà décédé antérieurement, le tarif de l'impôt de succession pour les biens immeubles recueillis en ligne directe n'est pas appliqué à l'émolument net de l'enfant ayant droit de moins de 21 ans dans l'habitation qui, au moment du décès du parent survivant, était l'habitation où le défunt était domicilié au moment du décès.
9. Pour les émoluments entre partenaires, la première tranche de 50.000 euros dans l'émolument net du partenaire ayant droit des biens meubles, est exonérée du droit de succession. Cette exemption ne vaut cependant pas si le partenaire ayant droit est un parent en ligne directe du défunt ou est assimilé à un ayant droit en ligne directe.
10. Pour les émoluments en ligne directe et entre partenaires, il est accordé sur la base du tarif applicable (Tableau I) de l'impôt de succession, un abattement en faveur des personnes handicapées. Cet abattement s'élève à 3.000 euros, multiplié par un coefficient 2 à 18, suivant l'âge du bénéficiaire. L'abattement doit d'abord être imputé sur la partie de la part immobilière nette non exonérée, ensuite (après épuisement de cette part nette-immeubles) sur la partie de la part mobilière nette non exonérée et enfin (après épuisement de cette part mobilière nette) sur la base imposable à laquelle le taux réduit pour les entreprises familiales et les sociétés de famille s'applique (voir ci-après). Dans le cas d'émoluments entre autres personnes (Tableau II) l'exemption s'élève à 1.000 euros, multiplié par le coefficient mentionné ci-dessus. Lorsque la personne handicapée et d'autres personnes sont, ensemble, soumises au tarif du Tableau II, l'impôt se calcule pour la personne handicapée comme si elle était la seule personne à qui revient sa part nette de la succession. Pour les autres bénéficiaires, l'impôt se calcule comme si la personne handicapée n'avait pas cette qualité.
11. Les actifs d'entreprises familiales ou les actions de sociétés de famille qui font partie d'une succession sont, sous certaines conditions, soumis à un taux de **3%** en ligne directe et entre partenaires, et à un taux de **7%** entre d'autres personnes. Ces conditions sont nombreuses tant pour obtenir cet avantage que pour le conserver. Pour plus de détails, il est renvoyé au Code flamand de la fiscalité. Ces tarifs réduits ne s'appliquent pas pour des biens immeubles affectés ou destinés principalement à l'habitation.
12. Si une série de conditions sont remplies, la valeur nette de l'émolument constitué d'immeubles non bâtis pour lesquels un plan de gestion de la nature de type 2, 3 ou 4 est conclu avec l'administration flamande compétente est partiellement ou totalement exemptée d'impôt de succession. La réduction est de 50 % pour un plan de gestion de la nature de type 2 ; de 75% pour un plan de type 3 ; et de 100 % pour un de type 4 (cette valeur est alors exemptée de l'impôt de succession).

13. Dans le cas où les biens précédemment recueillis dans une succession font l'objet, dans l'année de la mort du défunt, d'une nouvelle transmission par décès, l'impôt de succession dû sur la deuxième transmission est réduit de moitié.
14. Toutes les donations entre vifs de biens meubles que le défunt a faites sous une condition suspensive qui s'est réalisée par suite du décès du donateur, sont assimilées à des legs et sont soumises au droit de succession et non à l'impôt de donation.

B. Successions ouvertes en Région wallonne

B.1. Tarif général et délimitation des catégories de tarifs

TABLEAU I
Succession en ligne directe, entre époux et entre cohabitants légaux

Tranche de la part nette en euros		Tarif en %
De	à (inclus)	En ligne directe, entre époux et entre cohabitants légaux
0,01	12.500	3
12.500,01	25.000	4
25.000,01	50.000	5
50.000,01	100.000	7
100.000,01	150.000	10
150.000,01	200.000	14
200.000,01	250.000	18
250.000,01	500.000	24
au-delà de	500.000	30

On entend par :

- époux ou conjoint : la personne qui, au moment de l'ouverture de la succession, était dans une relation de mariage avec le défunt conformément aux dispositions du Livre premier, titre V, du Code civil, ainsi que la personne qui, au moment de l'ouverture de la succession, était dans une relation de mariage avec le défunt conformément au Chapitre III du Code de droit international privé ;
- cohabitant légal : la personne qui, au moment de l'ouverture de la succession, était domiciliée avec le défunt et était avec lui dans une relation de cohabitation légale conformément aux dispositions du Livre III, titre *Vbis*, du Code civil, ainsi que la personne qui, au moment de l'ouverture de la succession, était domiciliée ou avait sa résidence habituelle avec le défunt, au sens de l'article 4 du Code de droit international privé, et était avec lui dans une relation de vie commune conformément au Chapitre IV du même Code.

Le taux entre époux ou entre cohabitants légaux n'est pas applicable lorsque les conjoints sont divorcés ou séparés de corps ou que les cohabitants légaux ont fait une déclaration de cessation de cohabitation légale, conformément à l'article 1476 du Code civil, et n'ont pas d'enfants ou de descendants communs.

La part nette du conjoint ou du cohabitant légal ayant droit dans l'habitation qui servait de résidence principale au défunt et à son conjoint ou cohabitant légal, depuis au moins cinq ans à la date de son décès, est exemptée des droits de succession et de mutation par décès. La destination de l'habitation en tant que résidence principale du défunt au cours de la période indiquée résulte, sauf preuve contraire, d'un extrait du registre de la population ou du registre des étrangers.

TABLEAU II
Succession en ligne collatérale et entre personnes sans lien de parenté

Tranche de la part nette en euros		Tarif en %		
De	à (inclus)	Entre frères et sœurs	Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces	Entre toutes autres personnes
0,01	12.500	20	25	30
12.500,01	25.000	25	30	35
25.000,01	75.000	35	40	60
75.000,01	175.000	50	55	80
au-delà de	175.000	65	70	80(*)

(*) Dans un arrêt du 22 juin 2005, la Cour d'Arbitrage (à présent dénommée 'Cour constitutionnelle') a annulé l'article 1^{er} du décret de la Région wallonne du 22 octobre 2003, dans la mesure où celui-ci fixe à plus de 80 % le taux d'imposition au-delà de 175.000 euros d'émolument net.

B.2. Régimes particuliers

1. Il n'est pas dû de droit de succession lorsque l'actif net ne dépasse pas 620 euros.
2. Les héritiers en ligne directe et le conjoint ou le cohabitant légal survivant bénéficient chacun d'un abattement de 12.500 euros en matière de droit de succession ou de droit de mutation par décès. Cela signifie qu'ils ne doivent pas payer de droits sur la première tranche de 12.500 euros. Lorsque la part nette recueillie par l'ayant droit n'excède pas 125.000 euros, l'abattement est augmenté à concurrence de la deuxième tranche allant de 12.500 euros à 25.000 euros. Cet abattement est augmenté en faveur des enfants du défunt, qui n'ont pas atteint l'âge de vingt et un ans, de 2.500 euros pour chaque année entière restant à courir jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de vingt et un ans (abattement supplémentaire) et, en faveur du conjoint ou du cohabitant légal survivant, de la moitié des abattements supplémentaires dont bénéficient ensemble les enfants communs. Le montant total exempté est imputé par priorité sur les tranches successives de la part nette dans l'immeuble qui est soumis au tarif préférentiel prévu pour les habitations (voir le point 6 ci-dessous), en commençant par la tranche la plus basse. Le solde éventuel est imputé sur les tranches successives de la part nette dans les autres biens qui sont soumis aux droits, en commençant par la tranche la plus basse du tarif effectivement applicable à ces autres biens.
3. Les frères et sœurs d'un de cujus mineur d'âge bénéficient d'un abattement de 12.500 euros. Par ailleurs, si la part nette recueillie par l'ayant droit n'excède pas 125.000 euros, cet abattement est majoré à concurrence de la deuxième tranche, entre 12.500 euros et 25.000 euros. Le montant total exonéré est imputé sur les tranches successives de la part nette dans les biens soumis aux droits de succession, en commençant par la tranche la plus basse du tarif effectivement applicable à ces biens.

4. Une réduction du droit de succession et du droit de mutation par décès est accordée à chaque héritier, légataire ou donataire qui a au moins trois enfants en vie n'ayant pas atteint l'âge de vingt et un ans au jour de l'ouverture de la succession. Cette réduction s'élève à 2% pour chacun des enfants sans qu'elle puisse dépasser 62 euros par enfant. Au profit du conjoint survivant ou du cohabitant légal, la réduction s'élève à 4% par enfant n'ayant pas encore atteint l'âge de 21 ans au moment de l'ouverture de la succession, sans que cette réduction puisse dépasser 124 euros par enfant.
5. Tant en ce qui concerne le droit de succession que le droit de mutation par décès, les biens ou les titres d'entreprises ou de sociétés déterminées qui font partie de la succession sont, sous certaines conditions, taxés à **0%**. Pour l'octroi et le maintien de cet avantage, il doit être satisfait à différentes conditions, reprises à l'article 60*bis* C. Succ. tel qu'applicable en Région wallonne. Ce tarif n'est pas applicable aux transmissions de droits réels sur des biens immeubles affectés totalement ou partiellement à l'habitation au moment du décès.
6. Dans les successions en ligne directe, qui comprennent au moins une part en pleine propriété dans l'immeuble où le défunt a eu sa résidence principale depuis cinq ans au moins à la date de son décès, le droit de succession applicable sur la valeur nette de cette part est perçu suivant le tarif repris dans le Tableau III ci-dessous, le cas échéant, après déduction de la valeur de la partie professionnelle de cet immeuble qui entre en considération pour l'application du tarif 0% mentionné au point 5 ci-dessus, sous certaines conditions (voir l'art. 60*ter* C. Succ. tel qu'il s'applique en Région wallonne). La destination de l'habitation comme étant la résidence principale du défunt au cours de la période indiquée résulte, sauf preuve contraire, d'un extrait du registre de la population ou du registre des étrangers.

TABLEAU III
Successions d'habitations en ligne directe (tarif préférentiel)

Tranche de la part nette en euros		Taux en %
De	à (inclus)	Héritier, donataire, légataire en ligne directe
0,01	25.000	1
25.000,01	50.000	2
50.000,01	160.000	5
160.000,01	175.000	5
175.000,01	250.000	12
250.000,01	500.000	24
Au-delà de	500.000	30

La base imposable prise en considération pour ce tarif préférentiel est ajoutée à la part du bénéficiaire dans les autres biens, pour déterminer le droit de succession progressif sur la transmission de ces autres biens (voir l'art. 66*ter* C. Succ., tel qu'il s'applique en Région wallonne).

7. Dans le cas où les biens recueillis précédemment dans une succession font l'objet, dans l'année de la mort du défunt, d'une nouvelle transmission par décès, le droit de succession ou le droit de mutation par décès dû sur la deuxième transmission est réduit de moitié.
8. En Région wallonne, sont, sous certaines conditions, exemptées du droit de succession et du droit de mutation par décès :
 - la valeur des arbres sur pied croissant dans les bois et forêts ;
 - la valeur des actions et parts d'un groupement forestier en ce qu'elle procède d'arbres sur pied croissant dans les bois et forêts ;

- la valeur des biens immobiliers repris dans le périmètre d'un site Natura 2000 ou repris dans le périmètre d'un site candidat au réseau Natura 2000. Dans ce dernier cas, après avoir été réduits, les droits redeviennent intégralement exigibles si, dans un certain délai, le site n'est finalement pas pris en considération pour le réseau Natura 2000 (cf. articles 55*bis* et 56*bis* C. Succ. applicable en Région wallonne).
9. Sous certaines conditions, dont l'investissement dans des travaux de maintenance pour un montant (au moins) équivalent à celui de l'exemption de droits, la part nette des immeubles classés comme monument, recueillie par un héritier, un légataire ou un donataire en ligne directe, entre époux, entre cohabitants légaux ou en ligne collatérale jusqu'au troisième degré inclus, peut être exemptée des droits de succession ou de mutation par décès (voir art. 55*sexies* C. Succ. applicable en Région wallonne).
10. Sous certaines conditions, une réduction d'impôt peut être obtenue sur la valeur d'immeubles non-bâties faisant l'objet d'un bail à ferme de longue durée (tel que défini dans le Code civil). La réduction d'impôt est égale à 55 % des droits dus sur les 4 premiers hectares des biens recueillis par un héritier, légataire ou donataire et à 30 % des droits dus sur la superficie restante des biens. La même réduction d'impôt peut être appliquée en cas de bail à ferme de carrière (tel que défini dans le Code civil). La réduction d'impôt est alors égale à 75 % des droits dus sur les 4 premiers hectares des biens en question et à 50 % des droits dus sur la superficie restante des biens. Les pourcentages susmentionnés sont toutefois réduits de 10% dans le cas où le preneur des biens en question a plus de 35 ans au moment de la conclusion du contrat de bail à ferme.

C. Successions ouvertes dans la Région de Bruxelles-Capitale

C.1. Tarif général et délimitation des catégories de tarifs

TABLEAU I
Successions en ligne directe et entre partenaires

Tranches d'imposition en euros		Tarif en %
De	à (inclus)	En ligne directe et entre partenaires
0,01	50.000	3
50.000,01	100.000	8
100.000,01	175.000	9
175.000,01	250.000	18
250.000,01	500.000	24
au-delà de	500.000	30

La part nette du partenaire ayant droit dans l'habitation qui servait de logement familial au moment du décès, est exempte du droit de succession ou du droit de mutation par décès. Cette exemption ne s'applique pas au partenaire cohabitant légal qui est un parent en ligne directe du défunt ou qui est assimilé à un parent en ligne directe, ni au cohabitant ayant droit qui est un frère ou une sœur, un neveu ou une nièce, un oncle ou une tante du défunt.

On entend par "partenaire" la personne qui au jour de l'ouverture de la succession était mariée avec le défunt ou la personne qui, à ce moment-là, se trouve en situation de cohabitation légale avec le défunt au sens du titre *Vbis* du Livre III du Code civil.

Pour l'application du tarif en ligne directe, sont assimilés à un descendant du défunt :

1. l'enfant de son partenaire ;
2. un enfant d'un partenaire prédécédé, si la relation de partenariat existait encore au moment du décès ;
3. une personne qui ne descend pas du défunt mais qui, au moment du décès, a cohabité pendant une année minimum sans interruption avec le défunt et qui, durant cette période, a reçu principalement soit
 - du défunt
 - du partenaire du défunt
 - du défunt et de son partenaire
 - du défunt et d'autres personnes
 - du partenaire du défunt et d'autres personnes

les secours et les soins que les enfants reçoivent normalement de leurs parents.

La cohabitation avec le défunt est présumée, jusqu'à preuve du contraire, lorsque la personne en question est inscrite dans le registre de la population ou des étrangers à la même adresse que le défunt.

Pour l'application du même tarif, est assimilée au père ou à la mère du défunt, la personne qui a donné au défunt, sous les mêmes conditions, les secours et les soins prévus dans ce paragraphe.

Le taux du droit entre partenaires n'est pas applicable, selon le cas, lorsque les conjoints sont divorcés ou séparés de corps ou lorsque la cohabitation légale a pris fin, à moins que les partenaires aient des enfants ou des descendants communs.

TABLEAU II
Successions entre frères et sœurs

Tranches d'imposition en euros		Tarif en %
De	à (inclus)	Entre frères et soeurs
0,01	12.500	20
12.500,01	25.000	25
25.000,01	50.000	30
50.000,01	100.000	40
100.000,01	175.000	55
175.000,01	250.000	60
au-delà de	250.000	65

TABLEAU III
Successions entre oncles ou tantes et neveux ou nièces

Tranches d'imposition en euros		Tarif en %
De	à (inclus)	Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces
0,01	50.000	35
50.000,01	100.000	50
100.000,01	175.000	60
au-delà de	175.000	70

TABLEAU IV
Successions entre toutes les autres personnes

Tranches d'imposition en euros		Tarif en %
De	à (inclus)	Entre toutes les autres personnes
0,01	50.000	40
50.000,01	75.000	55
75.000,01	175.000	65
au-delà de	175.000	80

Pour les successions en ligne directe, entre partenaires et entre frères et sœurs, les tarifs des Tableaux I ou II s'appliquent sur la part des ayants droit dans la base imposable des biens. Pour les autres successions, les tarifs des tableaux III ou IV s'appliquent sur la **somme des parts** des ayants droit dans la valeur imposable des biens.

C.2. Régimes particuliers

1. Aucun droit de succession ou de mutation par décès n'est dû pour toute succession dont l'actif net ne dépasse pas 1.250 euros.
2. En ce qui concerne le droit de succession et le droit de mutation par décès, les héritiers en ligne directe et le partenaire survivant bénéficient chacun d'un abattement de 15.000 euros. Cela signifie qu'ils ne doivent pas payer de droits de succession sur la première tranche de 15.000 euros. Cet abattement est augmenté en faveur des enfants du défunt, qui n'ont pas atteint l'âge de vingt et un ans, de 2.500 euros pour chaque année entière restant à courir jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de vingt et un ans (abattement supplémentaire) et, en faveur du partenaire survivant, de la moitié des abattements supplémentaires dont bénéficient ensemble les enfants communs.
3. Une réduction du droit de succession et du droit de mutation par décès est accordée à chaque héritier, légataire ou donataire qui a au moins trois enfants en vie n'ayant pas atteint l'âge de vingt et un ans au jour de l'ouverture de la succession. Cette réduction s'élève à 2% pour chacun des enfants sans qu'elle puisse dépasser 62 euros par enfant. Au profit du conjoint survivant ou du cohabitant légal, la réduction s'élève à 4% par enfant n'ayant pas encore atteint l'âge de 21 ans au moment de l'ouverture de la succession, sans que cette réduction puisse dépasser 124 euros par enfant.
4. Tant en ce qui concerne le droit de succession que le droit de mutation par décès, les biens ou les titres de certaines entreprises ou sociétés familiales qui font partie de la succession sont, pourvu qu'un certain nombre de conditions soient remplies, taxés à **3%** pour les acquisitions en ligne directe et entre partenaires et à **7%** pour les acquisitions entre d'autres personnes. Pour l'octroi et le maintien de cet avantage, il doit être satisfait à différentes conditions, reprises aux articles 60*bis* à 60*bis*/3 du C. Succ., applicable dans la Région de Bruxelles-Capitale. La base imposable de la succession à prendre en considération pour cet avantage est ajoutée au reste de l'héritage du bénéficiaire pour déterminer le droit de succession progressif applicable à cet héritage (voir article 66*ter* C. Succ. applicable dans la Région de Bruxelles-Capitale).
5. Lorsque la part recueillie par le partenaire ou par un héritier en ligne directe dépasse 250.000 euros et se compose en tout ou en partie d'avoirs investis à titre professionnel par le défunt ou le partenaire dans une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, exploitée personnellement par eux ou conjointement par eux et par un ou plusieurs de leurs descendants, ces avoirs sont, sous certaines conditions, dans la mesure où la part excède 250.000 euros, imposés au droit de succession à 22% (au lieu de 24%) entre 250.000 euros et 500.000 euros et à 25% (au lieu de 30%) au-delà de 500.000 euros (voir art. 48/2 C. Succ. applicable en Région de Bruxelles-Capitale).

6. Pour les successions en ligne directe ou entre cohabitants qui ne bénéficient pas de l'exemption pour l'habitation familiale, lesquelles comprennent au moins une part en pleine propriété dans l'habitation qui a servi de résidence principale au défunt durant cinq ans au moins à la date de son décès, le droit de succession applicable sur la part nette recueillie dans ce bien est, sous certaines conditions (voir l'article 60^{ter} C. Succ. applicable dans la Région de Bruxelles-Capitale), perçu suivant le tarif du Tableau I, sauf en ce qui concerne :

- la tranche de 0,01 euro à 50.000 euros : 2% au lieu de 3% ;
- la tranche de 50.000 euros à 100.000 euros : 5,3% au lieu de 8% ;
- la tranche de 100.000 euros à 175.000 euros : 6% au lieu de 9% ;
- la tranche de 175.000 euros à 250.000 euros : 12% au lieu de 18%.

La base imposable prise en considération pour cet avantage est ajoutée à la part du bénéficiaire dans les autres biens, pour déterminer le droit de succession progressif applicable sur la transmission de ces autres biens (voir l'article 66^{ter} C. Succ. applicable dans la Région de Bruxelles-Capitale).

7. Dans le cas où les biens recueillis dans une succession font l'objet, dans l'année de la mort du défunt, d'une nouvelle transmission par décès, le droit de succession ou le droit de mutation par décès dû sur la deuxième transmission est réduit de moitié.

3.2. TAXE ANNUELLE COMPENSATOIRE DES DROITS DE SUCCESSION

Cette taxe est également appelée "taxe sur les ASBL".

La taxe compensatoire des droits de succession est perçue annuellement sur la masse des biens que les ASBL et les fondations privées possèdent en Belgique.

Le taux de la taxe s'élève à **0,17%**.

Si la valeur de la masse imposable ne dépasse pas 25.000 euros, la taxe n'est pas due.

CHAPITRE 4

LES DROITS ET TAXES DIVERS

Quoi de neuf ?

- ***Insertion dans le Code des droits et taxes divers d'une taxe annuelle sur les organismes de placement collectif et d'une taxe annuelle sur les entreprises d'assurance, en remplacement de la taxe annuelle sur les organismes de placement collectif et sur les entreprises d'assurance qui était reprise dans le Code des droits de succession (à partir du 01.01.2020).***
- ***Insertion dans le Code des droits et taxes divers d'une taxe annuelle sur les comptes-titres, par la loi du 17 février 2021 instaurant une taxe sur les comptes-titres. Attention que cette loi est entrée en vigueur 26 février 2021 sauf la mesure anti-abus qui a produit ses effets à partir du 30 octobre 2020. La Cour constitutionnelle avait annulé la précédente taxe sur les comptes-titres (arrêt du 17 octobre 2019, n° 138/2019).***
- ***La loi du 26 janvier 2021 sur la dématérialisation des relations entre le Service public fédéral Finances, les citoyens, personnes morales et certains tiers, et modifiant différents codes fiscaux et lois fiscales (M.B., 10 février 2021) a abrogé la taxe sur les opérations de reports (art. 138 à 143 du C.D.T.D.), la taxe sur les livraisons au porteur (art. 159 à 166 du C.D.T.D.) et la taxe sur les titres au porteur (art. 167 à 172² du C.D.T.D.) qui étaient devenues sans objet.***

Ces droits et taxes sont établis et réglés par le Code des droits et taxes divers (C.D.T.D.) et par les arrêtés d'exécution dudit Code.

4.1. LE DROIT D'ÉCRITURE

Pour autant qu'ils soient dressés en Belgique, un droit est perçu sur les actes et écrits suivants, au tarif indiqué :

4.1.1. ACTES DES NOTAIRES

Le droit est de (art. 3 à 5 C.D.T.D.) :

- 50 euros : tarif normal ;
- 95 euros : pour les actes passés pour les sociétés ayant la personnalité juridique ;
- 7,50 euros : pour les actes relatifs au régime matrimonial ou au régime patrimonial de la cohabitation légale, aux droits successoraux, actes de décès, aux donations entre vifs, testaments et dons, au divorce et à la filiation et reconnaissance.

4.1.2. ACTES DES HUISSIERS DE JUSTICE

Le droit est de (art. 6 à 7 C.D.T.D.) :

- 50 euros : les procès-verbaux de vente publique d'objets mobiliers corporels ;
- 7,50 euros : les procès-verbaux de vente publique d'objets mobiliers corporels qui résultent d'un amortissement forcé de dettes.

4.1.3. ÉCRITS BANCAIRES

Certains écrits bancaires sont assujettis à un droit de 0,15 euro (art. 8 C.D.T.D.) :

Il s'agit par exemple de certains actes de prêt ou d'ouverture de crédit, d'actes contenant obligation ou reconnaissance de somme ou nantissement au profit des banquiers (art. 8, 1°, C.D.T.D.), les récépissés de remise ou de dépôt de titres, certains extraits de compte, les récépissés concernant le dépôt de titres en vue d'assister à une assemblée d'actionnaires ou d'obligataires, etc. (art. 8, 2° à 4°, C.D.T.D.).

4.1.4. AUTRES ÉCRITS

Pour certains écrits délivrés par l'Administration générale de la Documentation patrimoniale dans le cadre de la publicité hypothécaire, le droit s'élève à 2 euros (art. 10 C.D.T.D.).

4.1.5. MODALITÉS D'APPLICATION

Lorsque les mêmes actes, en application des articles 3 à 7 du C.D.T.D., donnent lieu à des tarifs différents, seul le droit le plus élevé est dû.

Les actes et écrits tarifés par les articles 3 à 7, 8, 1° et 10 du C.D.T.D. sont soumis au droit dès le moment où ils sont dressés et signés par la personne ou par une des personnes qui délivre ces actes et écrits. Les actes et écrits tarifés par l'article 8, 2° à 4° du C.D.T.D. sont soumis au droit dès le moment où ils sont dressés par les personnes qui délivrent ces actes et écrits (art. 11 C.D.T.D.).

En principe, le droit est payé au plus tard le cinquième jour ouvrable suivant la date à laquelle le droit est dû (art. 1^{er}, al. 3, AR C.D.T.D.). En ce qui concerne les écrits bancaires, les banquiers et les personnes qui y sont assimilées peuvent, à certaines conditions, avoir recours aux déclarations périodiques par trimestre civil. Ils doivent déposer ces déclarations dans le mois d'expiration d'un trimestre et payer les droits dans ce même délai (art. 5 AR C.D.T.D.). Les notaires et les huissiers de justice applique une méthode similaire (art. 6 AR C.D.T.D. et A.M. C.D.T.D.).

4.1.6. EXEMPTIONS

Il y a une série d'exemptions. Celles-ci concernent par exemple les actes et écrits pour l'exécution des lois relatives aux impôts et à l'aménagement du territoire, pour la création de la Banque-Carrefour des entreprises, pour les mainlevées d'inscriptions hypothécaires prises en Belgique, etc. (art. 21 C.D.T.D.).

4.2. TAXE SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE

4.2.1. TAXE SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE (TOB)

Sont soumis à la taxe, lorsqu'ils sont exécutés ou conclus en Belgique (art. 120 C.D.T.D.) :

- 1° toute aliénation et acquisition, à titre onéreux, de fonds publics ;
- 2° tout *rachat* de ses propres actions par une société d'investissement, si cette opération concerne des *actions de capitalisation* (cela vaut aussi pour les conversions en actions de capitalisation étant donné qu'une conversion doit s'analyser comme un achat de parts par la société d'investissement d'une part, suivie, d'autres part, d'une souscription à de nouvelles parts de la même société).

Ces opérations sont également considérées comme ayant été réalisées en Belgique lorsque l'ordre a été donné à un intermédiaire établi à l'étranger par une personne physique ayant sa résidence habituelle en Belgique ou par une personne morale qui agit pour compte de son siège ou de son établissement en Belgique.

Il existe différentes exemptions (art. 126¹ C.D.T.D.), **e.a.** pour :

- les opérations dans lesquelles aucun intermédiaire professionnel n'intervient ou ne contracte soit pour le compte de l'une des parties, soit pour son propre compte ;
- les opérations réalisées pour leur propre compte par les intermédiaires financiers, les entreprises d'assurance, les institutions de retraite professionnelle, les organismes de placement collectif, les sociétés immobilières réglementées et les non-résidents ;
- les opérations ayant pour objet les droits de participation d'un organisme de placement collectif réservés aux investisseurs institutionnels ou professionnels, ou les droits de participation des sociétés immobilières réglementées institutionnelles ;
- les opérations ayant pour objet des certificats de trésorerie ou des obligations linéaires émis par l'Etat belge ou ayant pour objet des certificats de trésorerie ou des obligations linéaires analogues aux obligations linéaires belges, émis par un Etat membre de l'Espace économique européen ;
- les opérations ayant pour objet des titres d'emprunts à court terme émis par la Banque nationale de Belgique ;
- les opérations qui, en vue de favoriser la liquidité de ses actions, résultent d'une décision préalable de l'assemblée générale d'un émetteur telle que prévue à l'article 620, § 1^{er}, 1^o, du Code des sociétés (devenu l'article 7:215, § 1^{er}, 1^o, du Code des sociétés et des associations) et qui sont exécutées pour le compte de l'émetteur qui est coté en bourse sur un marché réglementé comme visé à l'article 2, 5^o de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, par un intermédiaire visé à l'article 2, 9^o et 10^o, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, avec lequel l'émetteur a conclu un contrat en vue d'apporter de la liquidité.

La base d'imposition applicable est la suivante (art. 123 C.D.T.D.) :

- pour les *achats ou acquisitions*, le montant à acquitter par l'acquéreur, à l'exclusion du courtage de l'intermédiaire ;
- pour les *ventes ou cessions*, le montant à recevoir par le vendeur ou le cédant, y compris le courtage de l'intermédiaire ;
- pour le *rachat de ses actions de capitalisation par une société d'investissement*, la valeur nette d'inventaire des actions, sans déduction du chargement forfaitaire ;
- pour les *rachats des actions de capitalisation par des organismes de placement collectif avec autorisation européenne ainsi que par des organismes de placement collectif établis en dehors du territoire où le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne est applicable en vertu de son article 355*, la valeur d'inventaire des actions, sans déduction du chargement forfaitaire, mais diminuée du précompte mobilier retenu.

La taxe est perçue aussi bien sur la vente que sur l'achat. En cas de rachat de ses actions de capitalisation par une société d'investissement, la taxe est due uniquement du chef de la cession de l'action à la société d'investissement ou à la société immobilière réglementée (art. 122 C.D.T.D.).

Les taux sont les suivants (art. 121 C.D.T.D.) :

- a. 0,35%** : taux normal ;
- b. 0,12%** : entre autres, titres de la dette publique de Belgique ou d'Etats étrangers ; emprunts émis par les Communautés, les Régions, les provinces et les communes (tant du pays que de l'étranger) ; obligations de sociétés ; actions ou parts émises par un organisme de placement collectif ; actions émises par une société immobilière réglementée, etc.

Toutefois, le taux s'élève à **1,32%** pour les cessions et acquisitions à titre onéreux d'actions de capitalisation d'une société d'investissement et pour le rachat par une société d'investissement de ses propres actions de capitalisation (voir le 2°, ci-avant).

Par opération, le montant de la taxe ne peut excéder 1.300 euros pour les opérations soumises au taux de 0,12%, 1.600 euros pour les opérations soumises au taux de 0,35% et 4.000 euros pour les opérations qui ont pour objet des actions de capitalisation (art. 124 C.D.T.D.).

En principe, l'intermédiaire professionnel est redevable de la taxe. Toutefois, lorsque cet intermédiaire est établi à l'étranger, le donneur d'ordre est redevable de la taxe, sauf s'il peut démontrer que la taxe a déjà été acquittée (art. 126² C.D.T.D.). Eventuellement, un intermédiaire professionnel établi à l'étranger peut, sous certaines conditions, faire agréer un représentant responsable établi en Belgique (art. 126³ C.D.T.D.).

En principe, la taxe est acquittée au plus tard le dernier jour ouvrable du mois suivant celui au cours duquel l'opération a été exécutée. Toutefois, lorsque le donneur d'ordre est redevable de la taxe, la taxe est acquittée au plus tard le dernier jour ouvrable du deuxième mois suivant celui au cours duquel l'opération a été conclue ou exécutée (art. 125, § 1^{er}, C.D.T.D.).

4.2.2. TAXE SUR LES REPORTS

Cette taxe a été abrogée par la loi du 26 janvier 2021. La taxe était devenue sans objet suite à la disparition desdits "reports".

4.3. TAXE ANNUELLE SUR LES OPÉRATIONS D'ASSURANCE

Cette taxe est perçue sur les contrats d'assurance lorsque le risque se situe en Belgique (art. 173 C.D.T.D.).

Le risque de l'opération d'assurance se situe en Belgique lorsqu'il est satisfait à l'une des conditions suivantes :

- le preneur d'assurance a sa résidence habituelle en Belgique ;
- si le preneur d'assurance est une personne morale : l'établissement de cette personne morale auquel le contrat se rapporte, se situe en Belgique ;
- les biens immeubles et certains biens meubles auxquels le contrat se rapporte sont situés en Belgique ;
- les véhicules de toute nature auxquels le contrat se rapporte sont immatriculés en Belgique ;
- le contrat d'assurance relative à des risques encourus au cours d'un voyage ou de vacances est souscrit en Belgique et a une durée de maximum quatre mois.

Divers contrats sont exemptés de cette taxe, notamment (art. 176² C.D.T.D.) :

- les contrats d'assurance-crédit contre les risques commerciaux et/ou les risques-pays ;
- les contrats de réassurance ;
- certaines assurances dans le cadre de la sécurité sociale ;
- certaines assurances soins de santé offrant un niveau de protection élevé ;
- les assurances contre les risques à l'étranger (art. 173 C.D.T.D., a contrario), sous réserve des fictions légales selon lesquelles le risque est considéré comme étant localisé en Belgique (art. 173, al. 2 C.D.T.D.) ;

- les assurances dans le cadre de l'épargne-pension ;
- les assurances dans le cadre de la pension complémentaire des indépendants ;
- la transformation d'une prestation d'assurance-vie en rente ;
- les assurances de corps de navires et de corps de bateaux ;
- certaines assurances d'avions ;
- toutes les autres assurances maritimes et fluviales (excepté celles qui sont taxées au taux de 1,4%, voir plus loin) ;
- les assurances obligatoires en matière de véhicules automobiles et les assurances de dégâts matériels concernant des véhicules automoteurs ou des ensembles de véhicules qui sont destinés exclusivement au transport de marchandises par route et dont la masse maximale autorisée (MMA) est d'au moins 12 tonnes ;
- certains contrats d'assurance protection juridique, etc.

La base d'imposition est le montant des primes, contributions personnelles et contributions patronales, augmentées des charges, à payer au cours de l'année d'imposition soit par les preneurs d'assurance, soit par les affiliés et leurs employeurs (art. 176¹ C.D.T.D.).

Il y a cinq taux (art. 175¹ à 175³ C.D.T.D.) :

- **9,25%** taux normal ;
- **4,40%** taux appliqué notamment aux assurances sur la vie (non conclues à titre individuel), aux assurances en cas de décès, à certains contrats de rentes viagères et temporaires, à certains engagements collectifs complémentaires en cas d'incapacité de travail et aux engagements de pension (sous la condition d'une "accessibilité identique et non-discriminatoire" au règlement, voir art. 175¹ C.D.T.D.) ;
- **2,00%** taux appliqué aux opérations d'assurances sur la vie, même si elles sont liées à un fonds d'investissement, et aux constitutions de rentes viagères ou temporaires, lorsqu'elles sont conclues par des personnes physiques, sauf si le taux de 1,10% s'applique ;
- **1,40%** taux appliqué aux assurances maritimes et fluviales et contre les risques des transports terrestres ou aériens lorsqu'elles concernent des marchandises ; aux assurances obligatoires en matière de véhicules automoteurs et aux assurances de dégâts matériels concernant notamment les taxis, les autobus, les autocars et les véhicules destinés au transport de marchandises et ayant une masse maximale autorisée supérieure à 3,5 tonnes et inférieure à 12 tonnes ;
- **1,10%** taux appliqué aux opérations d'assurances temporaires au décès à capital décroissant qui servent à la garantie d'un emprunt hypothécaire conclu pour acquérir ou conserver un bien immobilier, lorsqu'elles sont conclues par des personnes physiques (les "assurances de solde restant dû"), et aux assurances qui répondent aux critères et conditions de la loi du 26 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de prêts-citoyens thématiques.

Selon les cas, la taxe est payée par (art. 177 C.D.T.D.) :

- 1° l'entreprise d'assurance, l'organisme de pension, etc. ;
- 2° les courtiers et autres intermédiaires résidant en Belgique pour les contrats souscrits avec des assureurs non établis en Belgique qui réalisent des opérations d'assurance pour lesquelles le risque se situe en Belgique, ainsi que par les entreprises d'assurance non établies en Belgique qui n'ont pas de représentant responsable en Belgique et qui font des opérations d'assurance pour lesquelles le risque se situe en Belgique sans faire appel aux intermédiaires résidant en Belgique, ou ;
- 3° les preneurs d'assurance eux-mêmes.

Dans les deux premiers cas, la taxe est payable au plus tard le 20^{ème} jour du mois suivant celui au cours duquel la prime ou la contribution est venue à échéance. Un acompte est payable au plus tard le 15 décembre sur la taxe due au mois de janvier de l'année suivante. Cet acompte est fixé sur la base du montant dû pour le mois de novembre précédent (art. 179¹ C.D.T.D.). Dans le troisième cas, la taxe est payable dans les trois mois à compter de l'échéance de la prime (art. 179² C.D.T.D.).

4.4. TAXE ANNUELLE SUR LES PARTICIPATIONS BÉNÉFICIAIRES

Les sommes réparties à titre de participation bénéficiaire afférente aux contrats d'assurance-vie, aux contrats de rentes viagères ou temporaires ou aux pensions complémentaires constituées autrement que par une assurance-vie, conclu avec un assureur, un organisme de pension ou une institution de retraite professionnelle opérant en Belgique, sont assujetties à la taxe (art. 183^{bis} C.D.T.D.).

Le taux de la taxe est de **9,25%** (art. 183^{ter} C.D.T.D.).

La taxe est calculée sur le montant total des sommes réparties à titre de participations bénéficiaires pour l'année d'imposition (art. 183^{quater} C.D.T.D.).

Les participations bénéficiaires afférentes aux assurances-épargne dans le cadre de l'épargne-pension et afférentes aux contrats d'assurance pour lesquels le preneur d'assurance n'a pas bénéficié de réduction d'impôt (ou exonération, réduction ou déduction en matière d'impôts sur les revenus - ancien système), sont exonérées de la taxe sous certaines conditions (art. 183^{quinquies} C.D.T.D.).

La taxe est payable dans les trois mois à compter de la date de la décision de répartition des participations bénéficiaires (art. 183^{octies} C.D.T.D.).

4.5. TAXE SUR L'ÉPARGNE À LONG TERME

Sont visés par la taxe sur l'épargne à long terme (art. 184 C.D.T.D.) :

- les assurances sur la vie individuelles (ordinaires et assurances-épargne) pour lesquelles l'assuré a bénéficié d'une réduction d'impôt (ou d'une exonération, réduction ou déduction en matière d'impôts sur les revenus - ancien système) ;
- les comptes-épargne collectifs ou individuels pour lesquels le titulaire a bénéficié d'une réduction d'impôt (ou d'une exonération, réduction ou déduction en matière d'impôts sur les revenus - ancien système).

Les contrats d'assurance qui prévoient uniquement des avantages en cas de décès et les contrats d'assurance sur la vie dans la mesure où celles-ci visent à garantir l'amortissement ou la reconstitution d'un emprunt hypothécaire, sont exemptés de la taxe (art. 187² C.D.T.D.).

La taxe est perçue (art. 184 et 186 C.D.T.D.), selon le cas, sur la valeur de rachat théorique, les pensions, rentes, capitaux ou valeurs de rachat (assurances sur la vie) ou l'épargne (comptes-épargne), déterminés :

1. en ce qui concerne les contrats conclus ou les comptes ouverts avant 55 ans : au 60^e anniversaire de l'assuré ou du titulaire du compte ;
2. en ce qui concerne les contrats conclus ou les comptes ouverts à compter de l'âge de 55 ans : au jour du 10^e anniversaire de la date de conclusion du contrat ou de l'ouverture du compte, à moins que la valeur de rachat ou l'épargne ne soit payée ou attribuée avant cette date. Dans ce dernier cas, la taxe est exigible au jour du paiement ou de l'attribution.

Il y a trois taux (art. 185 C.D.T.D.) :

- **10%** taux normal ;
- **8%** pour la valeur de rachat théorique de contrats d'assurance-épargne dans le cadre de l'épargne-pension et pour l'épargne figurant sur des comptes-épargne constitutifs d'une épargne-pension ;
- **33%** paiements ou attributions d'épargnes ou de valeurs de rachat faits anticipativement dans certaines conditions.

La taxe est payable au plus tard le dernier jour ouvrable du mois suivant celui au cours duquel s'est produit le fait générateur de la taxe (art. 187³ C.D.T.D.).

De 2015 à 2019, la taxe de **8%** a été perçue de façon accélérée. Pendant cinq ans, 1% a été perçu chaque année, jusqu'à atteindre un montant total de 5% des réserves constituées jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant de la perception anticipée est déduit de la taxe au moment où le paiement de cette taxe est prévu. La perception anticipée était payable le 30 septembre de chacune des années 2015 à 2019.

4.6. TAXE D'AFFICHAGE

Cette taxe est perçue sur toutes les affiches exposées au regard du public et dont la superficie dépasse 1m², ainsi que sur les affiches lumineuses, etc. (art. 188 et s. C.D.T.D.).

Il est prévu toute une série d'exemptions, notamment pour les enseignes, certains affichages en exécution de la loi ou d'une décision judiciaire, les affiches apposées par les pouvoirs publics et certains établissements publics, certaines affiches relatives au culte, les affiches en matière électorale, etc. (art. 194 et 198 C.D.T.D.).

La taxe s'élève à 0,50 euro par m² ou fraction de m². Le montant de la taxe perçue sur les affiches sur papier ordinaire collées sur panneaux d'affichage sans protection d'aucune nature, n'excèdera pas 5 euros (art. 190 C.D.T.D.).

Pour les affiches lumineuses, etc., la taxe annuelle est de cinq fois le montant mentionné ci-dessus (art. 191 C.D.T.D.).

La taxe est payable avant que l'affichage n'ait lieu (art. 195 C.D.T.D.). S'il s'agit de la taxe annuelle, celle-ci doit en principe être payée au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'année échue (l'année expire le 31 décembre) (voir art. 197 C.D.T.D., également pour les cas particuliers).

4.7. TAXE ANNUELLE SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Sont assujettis à la taxe (art. 201¹⁰ C.D.T.D.) :

- a) les établissements de crédit de droit belge ;
- b) les établissements de crédit ressortissant d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen qui ont une succursale en Belgique ;
- c) les établissements de crédit ressortissant d'un pays tiers qui ont une succursale en Belgique.

La taxe est due par ces établissements de crédit sur le montant moyen de leurs dettes envers la clientèle pour l'année précédant l'année d'imposition (art. 201¹¹ C.D.T.D.).

Le taux de la taxe est de **0,13231%** (art. 201¹² C.D.T.D.).

La taxe est exigible au 1^{er} janvier de chaque année et doit être acquittée au plus tard le 1^{er} juillet de cette même année (art. 201¹³ C.D.T.D.).

4.8. TAXE ANNUELLE SUR LES COMPTES-TITRES

Ci-dessous sont commentées les principales caractéristiques de la taxe annuelle sur les comptes-titres, introduite par la loi du 26 février 2021 instaurant une taxe annuelle sur les comptes-titres, entrée en vigueur le 26 février 2021.

La taxe annuelle sur les comptes-titres ne doit pas être confondue avec la précédente taxe sur les comptes-titres qui a été annulée le 17 octobre 2019 par la Cour constitutionnelle (C. const., arrêt n° 138/2019).

Ce qui suit est donc d'application seulement depuis le 26 février 2021, sauf la disposition anti-abus qui produit ses effets le 30 octobre 2020.

La taxe annuelle sur les comptes-titres est perçue sur :

- les comptes-titres détenus par des résidents, tant auprès d'intermédiaires belges qu'étrangers;
- les comptes-titres détenus par des non-résidents auprès d'intermédiaires belges seulement, sauf les comptes-titres détenus par des établissements belges de non-résidents et qui font partie de de l'actif de ces établissements, tant auprès d'intermédiaires belges qu'étrangers (art. 201/4, al. 1^{er} et 201/3, 3° C.D.T.D.).

Le redevable de la taxe est ou bien l'intermédiaire belge auprès duquel le compte est détenu ou, à défaut, le représentant responsable qui est désigné par un intermédiaire non constitué ou non établi en Belgique et qui est agréé pour accomplir en Belgique les formalités relatives à la taxe, ou à défaut encore, le titulaire lui-même du compte-titres (art. 201/9, § 1^{er} et § 2 C.D.T.D.).

La base imposable est la valeur moyenne, durant la période de référence, des instruments financiers imposables (art. 201/4, al. 2 C.D.T.D.).

Par période de référence, l'on entend en principe une période de 12 mois successifs, commençant le 1^{er} octobre d'une année et se terminant le 30 septembre de l'année suivante (art. 201/3, 5° C.D.T.D.).

Pour déterminer la base imposable, l'on détermine d'abord, en principe aux points de référence que sont le 31 décembre, le 31 mars, le 30 juin et le 30 septembre, la valeur totale des instruments financiers imposables détenus sur le compte-titre.

La somme de ces valeurs est divisée par le nombre de ces points de référence précités correspondant à la période de référence pendant laquelle le compte existait. Le résultat de cette division donne la base imposable. Lorsque le compte n'a pas été détenu pendant toute la période de référence, le nombre de points de référence à prendre en considération est inférieur à 4 (cf. art. 201/5 C.D.T.D.).

La taxe est due seulement si la valeur moyenne est supérieure à 1.000.000 d'euros (art. 201/4, al. 3 C.D.T.D.).

Le taux de la taxe est de 0,15% (art. 201/6, al. 1^{er} C.D.T.D.).

Un tempérament fait qu'il n'y a pas de passage brusque entre les cas qui sont tout juste non-imposables et ceux qui le sont tout juste (art. 201/6, al. 2 C.D.T.D.).

La taxe n'est pas due quant aux comptes-titres, sans qu'un tiers autre qu'une institution, société ou entité visée au présent alinéa dispose d'un droit de créance direct ou indirect lié à la valeur du compte-titres détenu, qui sont détenus par e.a. la Banque nationale de Belgique, la Banque centrale européenne et les banques centrales étrangères exerçant des fonctions similaires (art. 201/4, al. 4 C.D.T.D.).

En cas de paiement d'un montant supérieur à celui dû, la restitution du trop payé peut être demandée (art. 201/9/4, al. 1^{er} C.D.T.D.).

4.9. TAXE ANNUELLE SUR LES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

Sont assujettis à cette taxe 1° les organismes de placement, 2° les sociétés de gestion responsables de la gestion des organismes de placement et 3° les organismes de placement collectif de droit étranger. Ces organismes sont décrits plus en détail dans l'article 201²⁰ du C.D.T.D.

Pour les organismes visés aux 1° et 2° ci-dessus, la taxe est due sur le total, au 31 décembre de l'année précédente, des montants nets placés en Belgique. Pour les organismes visés au 3° ci-dessus, la taxe est due sur le total au 31 décembre de l'année précédente des montants nets placés en Belgique, à partir de leur inscription auprès de l'Autorité des services et marchés financiers (art. 201²¹ C.D.T.D.).

Le taux de la taxe est fixé à **0,0925%** (art. 201²² C.D.T.D.).

Ce n'est que dans la mesure où les moyens financiers d'un organisme de placement belge ou étranger sont recueillis auprès d'investisseurs institutionnels ou professionnels que le taux est fixé à **0,01%** (art. 201²² C.D.T.D.).

La taxe est due le 1^{er} janvier de chaque année et doit être acquittée au plus tard le 31 mars de cette même année (art. 201²³ C.D.T.D.).

4.10. TAXE ANNUELLE SUR LES ENTREPRISES D'ASSURANCE

Sont assujetties à cette taxe, certaines entreprises d'assurance qui attribuent des revenus ou des dividendes ou qui effectuent des opérations d'assurance, telles que définies plus en détail dans l'article 201²⁹ du C.D.T.D.

La taxe est due sur le montant total des provisions mathématiques du bilan et des provisions techniques au 1^{er} janvier de l'année d'imposition afférentes aux assurances-vie et aux assurances liées à un fonds d'investissement. Pour les entreprises d'assurances qui ont adopté la forme d'une société coopérative agréée par le Conseil national de la coopération, la taxe est en outre due sur une quotité du capital social au 1^{er} janvier de l'année d'imposition (art. 201³⁰ C.D.T.D.).

Le taux de la taxe est fixé à **0,0925%** (art. 201³¹ C.D.T.D.).

La taxe est due le 1^{er} janvier de chaque année et doit être acquittée au plus tard le 31 mars de cette même année. Le délai de paiement est prorogé, le cas échéant, en ce qui concerne le paiement de la taxe ou de la partie de la taxe afférente aux dividendes jusqu'au huitième jour ouvrable qui suit la date de l'assemblée générale qui décide de l'attribution des dividendes (art. 201³² C.D.T.D.).

CHAPITRE 5

PROCÉDURES DOUANIÈRES A L'IMPORTATION, A L'EXPORTATION ET EN CAS DE TRANSIT

Ces procédures sont basées principalement sur le code des douanes de l'Union, le Règlement délégué, le Règlement d'exécution et le Règlement délégué en ce qui concerne les règles transitoires.

5.1. DROITS À L'IMPORTATION

Les "droits à l'importation" sont perçus selon un tarif commun à l'Union sur des marchandises importées de pays non-membres de l'Union. Ces "droits à l'importation" se composent :

- des droits de douane et des taxes d'effet équivalent prévus à l'importation des marchandises ;
- des impositions à l'importation instituées dans le cadre de la politique agricole commune ou dans celui des régimes spécifiques applicables à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles.

Ces droits sont en grande partie perçus au profit de l'Union. Les Etats membres en reçoivent un pourcentage au titre de "frais de fonctionnement".

5.1.1. DÉTERMINATION DE LA VALEUR - BASE D'IMPOSITION DES DROITS À L'IMPORTATION

La valeur qui sert de base à la perception du droit de douane sur les marchandises mises en libre pratique, doit répondre à des exigences bien précises qui sont fixées aux articles 69 à 76 inclus du Code des douanes de l'Union (Règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil du 9 octobre 2013).

Ces articles mettent en œuvre, dans les Etats membres de l'Union européenne, l'accord sur l'évaluation en douane résultant des négociations commerciales multilatérales menées au niveau du "General Agreement on Tariffs and Trade" (GATT) de 1973 à 1979. Lesdits articles reposent sur le principe que la détermination de la valeur en douane des marchandises doit être basée autant que possible sur la valeur transactionnelle c'est-à-dire sur le prix effectivement payé ou à payer pour ces marchandises, pour autant que ce dernier réponde à certaines conditions.

A défaut de valeur transactionnelle ou lorsque celle-ci ne satisfait pas à toutes les exigences pour pouvoir être retenue, il convient d'appliquer successivement d'autres méthodes d'évaluation, en suivant un ordre bien déterminé.

La base d'imposition pour le calcul des droits à l'importation est généralement la valeur en douane. Dans certains cas bien spécifiques, le calcul s'effectue sur base de la quantité, du poids, ... des marchandises (droits spécifiques).

Remarque : La base d'imposition des taxes nationales à l'importation (TVA, accises, ...) s'établit sur base de la valeur en douane, augmentée de frais supplémentaires (transport, assurance, ...) jusqu'au lieu de destination.

5.1.2. TARIF DES DROITS À L'IMPORTATION

Le tarif des droits à l'importation est fonction de la nature des marchandises et du pays d'origine d'où elles sont importées. Se basant sur la nomenclature du Système harmonisé, le tarif de l'Union détermine pour chaque catégorie de marchandises le tarif applicable. En outre, dans le cadre d'accords internationaux ou pour des raisons économiques, une série de franchises, suspensions, tarifs réduits (liés ou non à des contingents), etc. sont appliqués. Toutes ces possibilités sont reprises, avec les dispositions légales y afférentes, dans TARBEL – site web de la douane belge (<https://eservices.minfin.fgov.be/extTariffBrowser/>).

5.2. RÉGIMES DOUANIERS ET OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE AGRÉÉ (AEO)

5.2.1. GÉNÉRALITÉS

A. Dépôt temporaire

Les marchandises qui sont introduites sur le territoire douanier de l'Union sont soumises, dès cette introduction, à la surveillance douanière et sont présentées en douane immédiatement après leur arrivée au bureau de douane désigné ou à tout autre lieu désigné ou agréé par les autorités douanières.

Les marchandises non Union sont placées en dépôt temporaire au moment de leur présentation en douane et sont stockées uniquement dans des installations de stockage temporaire ou, lorsque cela se justifie, dans d'autres lieux, désignés ou agréés par les autorités douanières.

Le dépôt temporaire n'est pas un régime douanier. Les marchandises non Union en dépôt temporaire sont placées sous un régime douanier ou réexportées dans un délai de 90 jours.

B. Régimes douaniers

Les marchandises doivent être placées sous l'un des régimes douaniers suivants :

- la mise en libre pratique ;
- les régimes particuliers ;
- l'exportation.

C. Régimes particuliers

Par régime particulier, il y a lieu d'entendre :

- a) le transit, lequel comprend le transit externe et interne ;
- b) le stockage, lequel comprend l'entrepôt douanier et les zones franches ;
- c) l'utilisation spécifique, laquelle comprend l'admission temporaire et la destination particulière ;
- d) la transformation, laquelle comprend le perfectionnement actif et le perfectionnement passif.

5.2.2. LE DOCUMENT UNIQUE

Le placement des marchandises sous un régime douanier s'effectue en principe sous le couvert du formulaire du "Document unique". Le Document unique a été conçu de façon à couvrir tous les mouvements de marchandises, à savoir l'exportation, le transit et l'importation.

Le Document unique a été modifié par le Règlement (CE) n° 2286/2003 de la Commission du 18 décembre 2003 modifiant le code communautaire d'application (JO L 343 du 31 décembre 2003). La nouvelle notice du Document unique, reprise dans ce règlement, était applicable à partir du :

- 1^{er} janvier 2007 pour les déclarations sur papier ;
- 4 février 2008 pour les déclarations électroniques introduites par le biais du système de déclaration "Paperless Douanes et Accises" (PLDA) (obligatoire à l'exportation, mais à l'importation uniquement obligatoire pour les agents en douane).

A partir du 1^{er} mai 2016, la notice du Document unique est reprise aux appendices C1 et D1 de l'annexe 9 du Règlement délégué (UE) 2016/341 de la Commission du 17 décembre 2015 complétant le Règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles transitoires pour certaines dispositions du code des douanes de l'Union lorsque les systèmes informatiques concernés ne sont pas encore opérationnels, et modifiant le Règlement délégué (UE) 2015/2446.

Afin de réduire la charge administrative supportée principalement par les opérateurs économiques, **EORI** (*Economic Operator's Registration and Identification*) a été introduit : un seul enregistrement douanier dans toute l'Union européenne pour une entreprise.

A cet effet, le **numéro EORI** a été créé : un numéro Union unique utilisé pour l'enregistrement et l'identification des opérateurs économiques et d'autres personnes dans leurs relations avec les autorités douanières, et à mentionner sur le Document unique.

Les dispositions EORI s'appliquent à tous les mouvements de marchandises, notamment l'exportation, le transit et l'importation.

Toute information à ce propos est disponible sur le site web de l'Administration des douanes et accises, par le biais des liens suivants :

https://finances.belgium.be/fr/douanes_accises/entreprises/douane/document-unique (Document unique) et https://finances.belgium.be/fr/douanes_accises/entreprises/finances-bu-ek/eori (EORI).

Le Document unique n'est pas utilisé en cas d'emploi de certains documents tels que notamment :

- le carnet TIR (transit) ;
- le carnet ATA (admission temporaire) ;
- la déclaration 136F (franchises diplomatiques) ;
- une quittance 257 (bagage des voyageurs).

Moyennant le respect de certaines conditions, la douane peut accorder des autorisations de simplifications qui permettent d'accélérer l'intervention douanière. Parmi ces simplifications, citons :

- la déclaration simplifiée ;
- le dédouanement centralisé ;
- l'inscription dans les écritures du déclarant ;
- l'autoévaluation.

5.2.3. BUREAU DE DÉDOUANEMENT

La déclaration se fait auprès d'un bureau frontière à l'Union européenne, dans un port maritime, dans un aéroport ou à un bureau à l'intérieur du pays, durant les heures d'ouverture de ceux-ci et pour autant qu'ils soient compétents à cet effet. En cas de déclaration à un bureau à l'intérieur du pays, les marchandises sont acheminées, sous le couvert d'un document de transit depuis le lieu d'introduction dans l'Union européenne jusqu'à ce bureau.

Les droits à l'importation, l'accise, l'accise spéciale ainsi que la TVA (pour cette dernière, si aucun report de paiement de la TVA – autorisation délivrée par l'Administration générale de la Fiscalité (AGFisc) – n'est appliqué) doivent en principe être acquittés au bureau de douane d'importation lors de la validation de la déclaration de mise en libre pratique et/ou de mise à la consommation.

Toutefois, les produits soumis à accise peuvent être enlevés du bureau de douane d'importation en suspension de l'accise en vue de leur placement dans un entrepôt fiscal ou acheminés vers un destinataire enregistré ou un destinataire enregistré temporairement dans un autre Etat membre.

Pour autant qu'une demande soit introduite auprès de l'Administration des Douanes et Accises et après dépôt d'une caution, le déclarant peut obtenir le report du paiement des droits susvisés et de la TVA (à ne pas confondre avec le report de paiement de la TVA pour lequel une autorisation est délivrée par l'AGFisc et pour lequel un paiement par anticipation doit être effectué par le demandeur).

5.2.4. DÉCLARATION POUR LA LIBRE PRATIQUE ET LA MISE À LA CONSOMMATION

A. Principes

Déclarer des marchandises **en libre pratique** est l'acte qui consiste à conférer le statut douanier de marchandises Union à des marchandises non Union en payant les droits à l'importation éventuels et en appliquant les mesures de politique commerciale et les mesures éventuelles de prohibition et restriction applicables lors de l'importation dans l'Union européenne.

Déclarer des marchandises **à la consommation** implique en sus le paiement des impôts nationaux comme la TVA et l'accise et l'application des autres dispositions nationales prescrites lors de l'importation.

Les marchandises des pays tiers destinées au marché belge sont déclarées simultanément en libre pratique et à la consommation. Par contre, les marchandises Union ne sont soumises à aucune formalité douanière en trafic intra-Union : ces mouvements s'effectuent comme livraisons intra-Union sous un régime TVA.

L'acquisition intra-Union de certains (nouveaux) moyens de transport est toutefois toujours soumise à l'accomplissement de formalités auprès de la douane, qui agit, en l'occurrence, pour le compte de l'AGFisc.

Si des marchandises déclarées pour la mise en libre pratique en Belgique sont destinées à un autre Etat membre de l'UE, l'exonération de la TVA peut être octroyée en Belgique et la livraison des biens s'effectue en tant que livraison intra-Union. Si les marchandises ne sont pas acheminées directement vers l'Etat membre de destination après déclaration pour la mise en libre pratique des marchandises, celles-ci doivent être entreposées dans un entrepôt TVA en Belgique.

Les produits soumis à accises acheminés vers un autre Etat membre après leur mise en libre pratique doivent obligatoirement être envoyés en suspension de droits d'accise à un entrepôt fiscal, à un destinataire enregistré ou à un destinataire enregistré temporairement (un entrepôt fiscal est également possible dans le même Etat membre).

B. Franchise définitive

Dans une trentaine de cas, aucun droit à l'importation et éventuellement aucune autre taxe ne doivent être acquittés à l'importation. Pour les particuliers, ce régime s'applique à certains biens personnels (en cas de déménagement, de mariage, d'héritage, etc.), aux bagages personnels des voyageurs (dans certaines limites), etc. Pour le trafic de marchandises, il s'agit par exemple d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, de biens d'équipement importés lors du transfert d'activités d'une entreprise vers l'Union européenne, de marchandises destinées à des œuvres de bienfaisance, etc.

Les marchandises suivantes, dépourvues de tout caractère commercial et contenues dans les bagages personnels des voyageurs, peuvent être importées en franchises :

1) VOYAGEURS EN PROVENANCE DE PAYS NON-MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE (1)

Produits de tabac (2) cigarettes ou cigarillos ou cigares ou tabac à fumer	200 pièces (3) 100 pièces (3) 50 pièces(3) 250 grammes (3)
Alcools et boissons alcoolisées (2) Vins tranquilles <u>ET</u> Bières <u>ET</u> <u>soit</u> : boissons distillées et boissons spiritueuses ayant un titre alcoométrique de plus de 22% vol ; alcool éthylique non dénaturé de 80% vol et plus <u>soit</u> : boissons distillées et boissons spiritueuses, apéritifs à base de vin ou d'alcool, tafia, saké ou boissons similaires ayant un titre alcoométrique de 22% vol ou moins ; vins mousseux, vins de liqueur	4 litres (3) 16 litres (3) 1 litre (3) 2 litres (3)
Marchandises autres que celles visées ci-dessus	Valeur globale maximum : 430 ou 300 ou 175 euros (3) (4) (5)

(1) Les franchises sont accordées aussi bien pour les marchandises achetées toutes taxes comprises dans ces pays que pour celles ayant bénéficié du remboursement ou d'une exonération de ces taxes en raison de leur exportation (exemple : achats dans une boutique hors-taxes d'un aéroport).

(2) Ces franchises pour les 'produits de tabac' et les 'alcools et boissons alcoolisées' ne sont accordées qu'aux voyageurs âgés d'au moins 17 ans.

(3) Pour le personnel d'un moyen de transport utilisé en trafic international pour voyager à partir d'un pays tiers ou d'un territoire tiers, les franchises sont limitées à respectivement 40 pièces, 20 pièces, 10 pièces, 50 grammes, 2 litres, 8 litres, 0,25 litre, 0,50 litre et 175 euros. Si ce personnel apporte la preuve qu'il ne se déplace pas dans le cadre de son activité professionnelle, les franchises ordinaires sont d'application.

(4) 4430 euros pour les voyageurs aériens et les voyageurs maritimes (à l'exception de l'aviation ou de la navigation de tourisme privée), 300 euros pour les autres voyageurs, 175 euros pour les voyageurs de moins de 15 ans et pour les personnes mentionnées dans la note (3).

(5) Ces montants peuvent être revus.

2) VOYAGEURS EN PROVENANCE D'UN ÉTAT MEMBRE DE L'UNION EUROPÉENNE

Marchandises acquises dans le marché intérieur des Etats membres de l'UE (toutes taxes comprises) : les voyageurs en provenance d'un Etat membre de l'UE peuvent introduire en Belgique sans limite de valeur ou de quantité les marchandises achetées dans cet autre Etat membre

Toutefois, en ce qui concerne le trafic de voyageurs lors du retour de certains territoires spécifiques, ce sont les règles relatives à la TVA et/ou aux droits d'accise applicables aux Etats non membres de l'UE qui s'appliquent aux Etats membres.

Toutefois, les accises doivent être acquittées pour les marchandises soumises à accise qui sont introduites en Belgique à des fins commerciales.

Pour établir que ces marchandises introduites en Belgique par un voyageur sont destinées à des fins commerciales, l'Administration peut tenir compte, entre autres, du statut commercial et des motifs de ce dernier, du lieu de détention ou du mode de transport utilisé, de tout document relatif aux marchandises, de la nature de ces marchandises et leurs quantités selon les limites indicatives suivantes.

<u>Produits de tabac</u>	
cigarettes	800 pièces
cigarillos(cigares d'un poids maximal de 3 grammes par pièce)	400 pièces
cigares	200 pièces
tabac à fumer	1 kg
<u>Boissons alcoolisées</u>	
boissons spiritueuses	10 litres
produits intermédiaires (par ex. Porto, Pineau des Charentes, etc.)	20 litres
vins (dont 60 litres au maximum de vin mousseux)	90 litres
bières	110 litres

Il convient de noter que la cession à titre onéreux, sans bénéficiaire, de marchandises soumises à accises entre particuliers, est considérée comme effectuée à des fins commerciales.

C. Franchise définitive à la réimportation de marchandises préalablement exportées

Moyennant certaines conditions (entre autres, marchandises en l'état), le bénéfice de la franchise définitive peut être accordé à la réimportation de marchandises.

5.2.5. RÉGIMES DOUANIERS AVEC SUSPENSION DES DROITS ET TAXES À L'IMPORTATION

A. Transit

a. Carnet TIR

Septante-six pays (dont tous les Etats membres de l'Union européenne) sont parties contractantes à une convention visant à accélérer le transport des marchandises, dans des véhicules routiers, des ensembles de véhicules ou dans des conteneurs, en simplifiant les formalités aux frontières.

Le transport s'effectue sous le couvert du carnet TIR, un document douanier international qui peut être utilisé pour le franchissement successif de plusieurs frontières.

Après vérification du chargement, le véhicule routier ou le conteneur est scellé par la douane du pays de départ. Les véhicules et les conteneurs doivent être agréés par les autorités douanières du pays où le propriétaire ou le transporteur est domicilié ou établi.

Les carnets TIR sont délivrés et garantis, dans les pays qui sont parties contractantes, par les associations garantes agréées par les administrations douanières. Les utilisateurs d'un carnet TIR doivent aussi être reconnus par la douane et les associations garantes.

Les carnets TIR ne peuvent être utilisés pour les transports débutant et se terminant à l'intérieur de l'UE, ni pour les transports d'alcool ou de produits du tabac. Les carnets TIR peuvent cependant être utilisés pour les transports entre Etats membres de l'UE si le territoire d'un pays tiers est traversé.

La prise en charge d'un carnet TIR vaut pour tout le territoire douanier de l'UE. Aucune formalité ne doit être effectuée aux frontières intra-Union.

Depuis le 1^{er} janvier 2009, le NCTS-TIR est obligatoire à l'intérieur de l'UE. Cela veut dire que le renvoi du volet n° 2 est remplacé par un message électronique sur le territoire de l'Union.

Le carnet TIR sur support papier doit, cependant, toujours être utilisé en parallèle avec l'application NCTS-TIR lors du franchissement des frontières de l'UE et aux bureaux de départ et de destination.

b. Transit de l'Union et transit commun

En principe, le transit *externe* de l'Union permet la circulation de marchandises non Union d'un point à un autre du territoire douanier de l'Union sans que celles-ci ne soient soumises aux droits à l'importation ou à d'autres prélèvements, ni aux mesures de politique commerciale.

Le transit *interne* de l'Union permet la circulation de marchandises Union, sans modification de leur statut douanier, d'un point à un autre du territoire douanier de l'Union avec emprunt du territoire d'un pays tiers.

Le transit de l'Union est utilisé par les Etats membres de l'UE, l'Andorre et la République de Saint-Marin.

Le transit commun étend la réglementation du transit de l'Union aux échanges avec les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE), à savoir la Norvège, l'Islande, la Suisse et le Lichtenstein, ainsi qu'avec la Turquie, la Macédoine du Nord, la Serbie et le Royaume-Uni (à l'exception de son territoire en Irlande du Nord où le transit de l'Union demeure applicable).

Depuis le 1^{er} juillet 2003, le New Computerised Transit System (NCTS) est obligatoire et, sauf en cas d'application de la procédure de secours, a remplacé les documents T par des déclarations électroniques de transit. Il s'agit de la déclaration T1 en cas de transit externe de l'Union et de la déclaration T2 en cas de transit interne de l'Union. Les marchandises et la déclaration doivent être présentées au bureau de départ et au bureau de destination. Le transport doit être couvert par une garantie couvrant l'entièreté du parcours.

Les autorités douanières peuvent, sous certaines conditions, octroyer des autorisations de procédures simplifiées en matière de transit.

B. Entrepôt douanier

Un **entrepôt douanier** est un lieu approuvé par les autorités douanières où principalement les marchandises non Union peuvent être mises en dépôt sans que ces marchandises soient soumises aux droits visés au 5.1., à la TVA, aux accises éventuelles et aux mesures de politique commerciale.

Les entrepôts douaniers peuvent être utilisés pour le stockage en douane de marchandises par toute personne ("entrepôt douanier public") ou pour le stockage par le titulaire d'une autorisation d'entrepôt douanier ("entrepôt douanier privé").

Dans le cas d'un entrepôt privé, le titulaire de l'autorisation et le titulaire du régime ne sont qu'une seule et même personne et les responsabilités incombent entièrement au titulaire de l'autorisation d'entrepôt privé.

Le titulaire du régime est la personne qui dépose la déclaration en douane ou pour le compte de laquelle cette déclaration est déposée ou encore la personne à qui les droits et obligations découlant d'un régime douanier sont transférés.

Parmi les entrepôts douaniers publics, on distingue les entrepôts de type I, les entrepôts de type II et les entrepôts de type III.

Pour les entrepôts de type I, les responsabilités incombent au titulaire de l'autorisation et au titulaire du régime. Concernant les entrepôts de type II, les responsabilités incombent essentiellement au titulaire du régime. Les entrepôts de type III sont gérés par la douane.

Une autorisation d'entrepôt douanier tant privé que public de type I et II peut également être octroyée pour des biens qui sont placés sous le régime de l'entrepôt douanier dans différents Etats membres de l'Union.

Lors de la mise à la consommation, les marchandises non Union peuvent également être emmagasinées dans un **entrepôt TVA**. Cet entrepôt permet de mettre des marchandises en libre pratique et de les déclarer avec franchise provisoire de la TVA.

C. Admission temporaire

A condition d'être réexportées ultérieurement sans avoir subi de modifications, certaines marchandises utilisées dans l'Union européenne peuvent bénéficier d'une exonération partielle ou totale des droits à l'importation. A cet égard, un "carnet ATA" peut remplacer le Document unique pour l'admission temporaire.

D. Destination particulière

a. Définition

Le régime de la destination particulière permet la mise en libre pratique de marchandises en exonération totale ou partielle de droits en raison de leur utilisation spécifique.

b. But et portée du régime

Ce régime permet d'octroyer une préférence tarifaire (réduction ou suspension des droits) à un importateur, sous réserve que les marchandises soient affectées à la destination réglementaire finale prévue. Il s'agit principalement d'un processus industriel de montage, d'ouvraison ou de transformation (par ex. : pièces destinées à être montées sur des avions civils, pièces de microélectronique destinées à être installées sur un ordinateur, marchandises destinées à la transformation, etc.).

Le régime de la destination particulière a été mis en place pour favoriser certains secteurs d'activité économique, et ne peut être octroyé que s'il est prévu par le tarif douanier. Les marchandises placées sous le régime font l'objet d'une surveillance douanière afin de s'assurer que le bénéficiaire affecte bien les marchandises à la destination prescrite et que la préférence tarifaire n'est pas octroyée à tort.

E. Perfectionnement actif

a. Définition

Le perfectionnement actif est un régime particulier qui permet, sur le territoire douanier de l'Union européenne, d'ouvrir ou de transformer des marchandises non Union (avec utilisation éventuelle de marchandises Union), sans que les marchandises non Union ne soient soumises aux droits à l'importation ou à d'autres prélèvements, ni aux mesures de politique commerciale.

Le régime peut également être utilisé pour l'ouvraison de marchandises afin de les rendre conformes aux exigences techniques, de sorte qu'elles puissent être mises en libre pratique.

Ce régime s'applique également à l'ouvraison de marchandises ; le mandant reste propriétaire des marchandises importées.

Notons que le régime du perfectionnement actif n'implique pas nécessairement que l'ouvraison doive représenter un changement industriel augmentant la valeur des marchandises ; les marchandises subissant des opérations mineures (manipulations usuelles, réparations, mises au point, etc.) peuvent également être placées sous ce régime.

Une dette douanière à l'importation naît lorsque les marchandises, qui sont placées sous le régime du perfectionnement actif, sont mises en libre pratique. En règle générale, cette dette est calculée sur la base des marchandises importées utilisées dans le produit transformé. Sous certaines conditions, les produits transformés peuvent être mis en libre pratique avec application de leurs propres droits à l'importation.

b. But et portée du régime

L'un des objectifs principaux du régime du perfectionnement actif est de promouvoir les exportations en plaçant les opérateurs de l'Union sur un pied d'égalité par rapport à leurs concurrents établis dans des pays tiers qui produisent les mêmes marchandises, en permettant aux opérateurs de l'Union de transformer les marchandises tierces en produit final sans payer de droits de douane sur les marchandises tierces, les produits finaux étant exportés en-dehors du territoire douanier de l'Union européenne. La franchise des droits à l'importation sur les marchandises tierces transformées en "produits transformés" permet aux opérateurs de l'Union de fabriquer un produit de qualité au prix le plus bas et d'améliorer ainsi leur compétitivité sur les marchés étrangers.

Le régime du perfectionnement actif contribue à équilibrer la balance commerciale en favorisant les exportations ; de ce fait, le perfectionnement actif est suivi d'une réexportation. Le perfectionnement actif contribue ainsi à obtenir une balance positive en générant une plus-value par l'intermédiaire de l'ouvroison ou la transformation de marchandises non Union importées ainsi qu'en créant de l'emploi dans le cadre de ce perfectionnement actif (ouvroison ou transformation dans l'Union européenne).

Par conséquent, le régime du perfectionnement actif contribue à lutter contre le chômage en maintenant ou en créant de l'emploi dans l'Union européenne.

Un autre objectif important du régime du perfectionnement actif est le maintien ou la création d'une activité économique en ouvrant ou en transformant des marchandises dans l'Union, comme discuté ci-après.

Les droits à l'importation visent une juste protection de tous les producteurs de l'ensemble des marchandises (matières premières, produits semi-finis ou finis) au sein de l'Union européenne.

La politique tarifaire prévoit la plupart du temps des droits à l'importation plus élevés pour les produits finis que pour les matières premières ou les produits semi-finis qui sont utilisés pour fabriquer les produits finis (produits transformés).

Parfois, les droits à l'importation sur les matières premières ou les produits semi-finis sont plus élevés que les droits à l'importation sur les produits finis obtenus en transformant ou en ouvrant les matières premières ou les produits semi-finis. Il est alors potentiellement plus avantageux d'importer directement le produit fini (transformé) à partir d'un pays tiers. Dans ce cas, cela décourage la création d'une activité industrielle et comporte un risque de déplacement de l'activité d'ouvroison en dehors de l'Union.

Si le régime du perfectionnement actif est suivi par une mise en libre pratique des produits finis/transformés, cela peut être avantageux, sous certaines conditions, pour l'opérateur dans l'Union. C'est le cas si la charge financière afin de mettre le produit final en libre pratique ou de fabriquer le produit final est inférieure à celle qui serait observée si les matières premières achetées dans un pays tiers étaient mises immédiatement en libre pratique, avec paiement des taxes qui s'y appliquent.

F. Perfectionnement passif

a. Définition

Le régime du perfectionnement passif est un régime particulier qui permet d'exporter temporairement des marchandises Union en dehors du territoire douanier de l'Union européenne en vue de les soumettre à des opérations de perfectionnement et de mettre les produits résultant de ces opérations en libre pratique dans l'Union européenne en exonération totale ou partielle des droits à l'importation.

b. But et portée du régime

Le régime du perfectionnement passif répond à l'organisation internationale actuelle du travail qui tend à confier la fabrication de certaines marchandises à une série d'entreprises spécialisées établies dans des pays différents. Bien qu'il retire du travail à la main-d'œuvre de l'Union au profit de la main-d'œuvre étrangère, le régime du perfectionnement passif a des conséquences économiques positives pour l'Union européenne. En effet, il peut induire une augmentation des exportations de l'Union de marchandises destinées à être incorporées dans des produits tiers à importer dans l'Union européenne et une diminution de l'importation de marchandises non Union.

En outre, ce régime peut se présenter comme une formule de coopération industrielle avec certains pays tiers à coûts salariaux plus bas que ceux de l'Union européenne et, de cette façon, permettre d'éviter des difficultés de production dans l'Union européenne. En l'occurrence, les entreprises de l'Union profitent des bas coûts de la main d'œuvre dans les pays en développement en leur confiant une partie de leur production ; la réduction des coûts sur la partie transformée à l'étranger se répercute ensuite sur le coût de production de l'ensemble des marchandises (principe de la péréquation des coûts) et permet de ne pas interrompre l'activité de production dans l'Union européenne.

Le régime du perfectionnement passif est également utilisé lorsque la technologie requise pour effectuer une partie des opérations de perfectionnement n'est pas disponible dans l'Union européenne ou lorsque, en raison d'une obligation contractuelle ou légale de garantie, des réparations doivent être effectuées dans un pays tiers.

5.2.6. EXPORTATION DE MARCHANDISES

A. Exportation définitive

Le régime de l'exportation règle la sortie hors du territoire douanier de l'Union européenne de marchandises Union.

Conformément aux prescriptions, une déclaration d'exportation doit, en principe, être déposée dans les délais auprès du bureau de douane compétent pour la surveillance du lieu où l'exportateur est établi, ou bien, où les marchandises sont emballées ou chargées pour le transport d'exportation. En Belgique, c'est aussi encore possible aux bureaux de douane de sortie.

L'exportateur est :

- a) un particulier transportant les marchandises à expédier hors du territoire douanier de l'Union lorsque celles-ci sont contenues dans les bagages personnels du particulier ;
- b) dans les autres cas, lorsque le point a) ne s'applique pas :
 - i) une personne établie sur le territoire douanier de l'Union, qui est habilitée à décider et a décidé de l'expédition des marchandises hors dudit territoire douanier ;
 - ii) lorsque le point i) ne s'applique pas, toute personne établie sur le territoire douanier de l'Union qui est partie au contrat à la suite duquel les marchandises doivent être expédiées hors dudit territoire douanier ;

Depuis le 1^{er} juillet 2009, il est obligatoire d'introduire électroniquement la déclaration d'exportation par le biais de PLDA, y compris les données de sécurité (ECS = Export Control System).

Les données de sécurité ne doivent pas être mentionnées pour l'exportation vers la Suisse (Liechtenstein y compris) et la Norvège ni pour l'expédition vers les territoires non fiscaux.

Le document qui tient lieu de support à cette procédure électronique est le Document d'Accompagnement Export (DAE).

Ceci entraîne l'application de l'ECS lors de l'exportation indirecte (2 Etats membres sont impliqués). L'ECS permet de contrôler la sortie du territoire douanier de l'UE par l'échange de messages électroniques entre le bureau d'exportation et le bureau de sortie de l'Union européenne.

Lorsque PLDA envoie le message de mainlevée, le déclarant peut, sur base de ce message de mainlevée, imprimer lui-même un DAE ou demander à la succursale de lui imprimer celui-ci. Une version papier du DAE ne doit plus être présentée au bureau de sortie. Communiquer le MRN (movement reference number) suffit.

L'exportation peut donner droit à divers avantages, par exemple exonération de l'accise et de l'accise spéciale, exemption de la TVA, restitution pour certains produits agricoles (pas applicable pour le moment), etc.

B. Exportation temporaire

Des marchandises peuvent également faire l'objet d'une exportation temporaire, par exemple, aux fins d'exposition ou de livraison à l'essai à l'étranger. Moyennant certaines conditions, une franchise définitive peut être accordée à la réimportation.

Le "Carnet ATA" peut remplacer le "Document unique" pour l'exportation temporaire.

5.2.7. REMBOURSEMENT OU REMISE DES DROITS À L'IMPORTATION, DE L'ACCISE, DE L'ACCISE SPÉCIALE ET DE LA TVA

Le remboursement est la restitution d'un montant de droits à l'importation ou à l'exportation ayant été acquitté, tandis que la remise est la dispense de payer un montant de droits à l'importation ou à l'exportation qui n'a pas été acquitté.

Le remboursement ou la remise est possible pour chacune des raisons suivantes :

- a) perception de montants excessifs de droits à l'importation ou à l'exportation ;
- b) marchandises défectueuses ou non conformes aux dispositions du contrat ;
- c) erreur des autorités compétentes ;
- d) équité.

Le remboursement ou la remise des droits d'accise perçus à l'importation de pays tiers a lieu dans les mêmes cas et sous les mêmes conditions que le remboursement ou la remise des droits à l'importation.

La restitution de la TVA est uniquement possible dans les cas prévus par le Code de la TVA.

5.2.8. OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE AGRÉÉ (AUTHORISED ECONOMIC OPERATOR (AEO))

Dans un environnement international marqué par la recrudescence de la menace terroriste et de la criminalité transfrontalière organisée, qui peuvent porter gravement atteinte à l'économie mondiale dans son ensemble, mais aussi à la sécurité publique, à la santé publique et à l'environnement, l'Union européenne a souhaité renforcer la sécurisation de la chaîne logistique internationale.

Dans ce contexte, l'Union européenne, s'appuyant, entre autres, sur le "Cadre de normes SAFE visant à sécuriser et à faciliter le commerce mondial" adopté le 23 juin 2005 par l'Organisation mondiale des douanes, a développé son propre programme d'opérateurs économiques agréés.

Les AEO sont des opérateurs économiques qui répondent à un certain nombre de critères définis à l'article 39 du code des douanes de l'Union et qui sollicitent sur base volontaire l'obtention du statut AEO. Dans ce cadre, ils travaillent en étroite collaboration avec les autorités douanières pour atteindre l'objectif commun de sécuriser la chaîne logistique et bénéficier ainsi d'avantages au sein de l'UE et à l'échelle internationale.

Pour les opérateurs économiques désireux de rester concurrentiels dans les très complexes chaînes logistiques internationales, il existe deux types d'autorisation AEO (AEOC pour les simplifications douanières et AEOS pour la Sécurité et la Sureté). Les deux types d'autorisations fournissent une reconnaissance qualitative en donnant l'image d'un partenaire commercial fiable.

Ces autorisations AEO constituent un véritable label de qualité tant au niveau national qu'international offrant notamment les avantages suivants :

- Pour l'autorisation AEOC :
 - Facilité d'accès aux simplifications douanières (EIDR, dédouanement centralisé, self-assessment...);
 - Allègement des contrôles physiques et documentaires ;
 - Notification préalable en cas de sélection pour un contrôle documentaire ;
 - Traitement prioritaire lors du contrôle douanier ;
 - Réduction ou dispense de la garantie globale en matière de douane.
- Pour l'autorisation AEOS
 - Allègement des contrôles physiques et documentaires ;
 - Notification préalable en cas de sélection pour un contrôle physique ;
 - Traitement prioritaire en cas de sélection pour un contrôle ;
 - Choix du lieu de contrôle (sous conditions) ;
 - Reconnaissance mutuelle entre l'UE et des pays tiers :

Cette reconnaissance n'est pas uniquement valable dans l'UE mais également dans tous les pays qui ont signé un accord de reconnaissance mutuelle (ARM). Cela signifie que des programmes similaires dans des pays tiers et le programme AEO de l'UE sont considérés comme équivalents. Il existe déjà six (ARM) avec les pays suivants : la Suisse, Andorre, le Japon, la Norvège, les États-Unis et la Chine.

Toutes les informations concernant ce statut sont disponibles sur le site Internet https://finances.belgium.be/fr/douanes_accises/entreprises/douane/aeo

CHAPITRE 6

LES DROITS D'ACCISE

Quoi de neuf ?

Au plus tard le 01.01.2020

- **Augmentation de l'accise minimale sur les cigarettes et le tabac à fumer et adaptation annuelle de la fiscalité minimale pour les cigares (entrée en vigueur : 01.01.2020).**

Au plus tard le 01.01.2021

- **Augmentation du droit d'accise spécial spécifique sur les cigarettes et le tabac à fumer. Augmentation de l'accise minimale sur les cigarettes et le tabac à fumer et adaptation annuelle de la fiscalité minimale pour les cigares (entrée en vigueur : 01.01.2021).**

Ces droits sont établis et réglementés par plusieurs directives de l'Union européenne et par la législation nationale. Un nombre de dispositions importantes est repris entre autres dans :

- *la loi du 22 décembre 2009 relative au régime général d'accise (MB du 31 décembre 2009);*
- *la loi du 21 décembre 2009 relative au régime d'accise des boissons non alcoolisées et du café (MB du 15 janvier 2010);*
- *la loi-programme du 27 décembre 2004 (MB du 31 décembre 2004);*
- *la loi du 7 janvier 1998 concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées (MB du 4 février 1998);*
- *la loi du 3 avril 1997 relative au régime fiscal des tabacs manufacturés (MB du 16 mai 1997);*

leurs modifications et leurs arrêtés d'exécution.

6.1. DÉFINITION

Les droits d'accise sont des impôts indirects frappant la consommation ou l'utilisation de certains produits, qu'ils soient fabriqués à l'intérieur du pays, qu'ils proviennent d'un Etat membre de l'Union européenne ou qu'ils soient importés d'un pays tiers à l'Union européenne. On distingue les droits d'accise (ordinaires), les droits d'accise spéciaux, la cotisation sur l'énergie (pour les produits énergétiques et l'électricité) et la redevance de contrôle (sur le fuel domestique). L'accise totale est la somme de ces catégories.

6.2. CLASSIFICATION DES ACCISES

On distingue :

- a) **les produits soumis à accise** harmonisés au niveau communautaire, qui sont frappés d'un droit d'accise (ordinaire) commun à l'UEBL et d'un droit d'accise spécial (et éventuellement d'une cotisation sur l'énergie et d'une redevance de contrôle), dont le produit est exclusivement destiné à la Belgique ; ces produits communautaires soumis à accise sont les produits énergétiques et l'électricité, les tabacs manufacturés ainsi que l'alcool et les boissons alcoolisées qui comprennent les bières, les vins, les boissons fermentées autres que les bières et les vins, les produits intermédiaires et l'alcool éthylique proprement dit ;

- b) les **produits d'accise** nationaux, qui ne sont pas harmonisés au niveau communautaire et qui sont frappés d'un droit d'accise (ordinaire) dont le fruit est exclusivement destiné à la Belgique ; ces produits d'accise nationaux sont les boissons non alcoolisées et le café.
- c) Les **produits énergétiques et l'électricité, l'alcool et les boissons alcoolisées ainsi que les tabacs manufacturés** font l'objet d'une directive européenne – dite directive horizontale – relative au régime général d'accise. Par ailleurs, des directives concernant les structures et les taux d'accise de ces produits, ainsi que concernant la taxation des produits énergétiques et l'électricité, sont également d'application.

Pour les **boissons non alcoolisées et le café**, un régime particulier national, indépendant des dispositions de la directive horizontale susvisée, est applicable.

6.3. BASE DE TAXATION

Selon le produit, la quantité et/ou la valeur. Voir également la rubrique "taux" reprise ci-dessous.

6.4. RÉGIME GÉNÉRAL D'ACCISE

6.4.1. GÉNÉRALITÉS

La directive 2008/118/CE du Conseil du 16 décembre 2008 relative au régime général d'accise et abrogeant la directive 92/12/CEE, porte sur le régime général d'accise. Cette directive a été transposée en droit belge par la *loi du 22 décembre 2009 relative au régime général d'accise*.

Il est impossible ici de décrire ce système complexe avec précision. Ses lignes directrices apparaissent ci-après ; les détails et les exceptions sont décrits dans la loi susmentionnée et ses arrêtés d'exécution.

Les **produits soumis à accise**, à savoir les **produits énergétiques et l'électricité, l'alcool et les boissons alcoolisées ainsi que les tabacs manufacturés**, sont soumis à l'accise lors de leur production ou extraction ou lors de leur importation.

6.4.2. EXIGIBILITÉ, REMBOURSEMENT ET EXONÉRATION DE L'ACCISE

L'accise est exigible au moment de la *mise à la consommation* dans le pays, à savoir lors de la sortie de produits soumis à accise d'un régime de suspension de droits, lors de la détention de produits soumis à accise en dehors d'un régime de suspension de droits pour lesquels le droit d'accise n'a pas été prélevé, lors de la production de produits soumis à accise en dehors d'un régime de suspension de droits et lors de l'importation, sauf si les produits soumis à accise sont, à l'importation, placés immédiatement sous un régime de suspension de droits. L'accise est également exigible lors de la constatation de manquants qui doivent être soumis à l'accise.

Un *régime de suspension de droits* est un régime fiscal applicable à la production, à la transformation, à la détention et à la circulation des produits soumis à accise non couverts par une procédure douanière suspensive ou par un régime douanier suspensif, les droits d'accise étant suspendus.

En principe, le paiement s'effectue au comptant au moment de la naissance de la dette fiscale. Sous certaines conditions et après cautionnement, un délai de paiement, différent en fonction du produit, peut être accordé.

En ce qui concerne *l'alcool éthylique et les boissons spiritueuses, les bières, vins tranquilles, vins mousseux, autres boissons fermentées mousseuses ou non et produits intermédiaires, ainsi que les produits énergétiques (hors gaz naturel, houille, coke et lignite)*, ce délai de paiement pour les entrepositaires agréés et les importateurs, court jusqu'au jeudi de la semaine suivant celle au cours de laquelle la déclaration de mise à la consommation a été déposée.

En ce qui concerne les *tabacs manufacturés*, les opérateurs économiques (fabricants ou importateurs établis en Belgique, ou représentants de fabricants ou importateurs établis à l'étranger) peuvent bénéficier d'un délai pour le paiement de l'accise et de la TVA jusqu'au jeudi de la semaine suivant celle au cours de laquelle la déclaration de mise à la consommation a été déposée.

Dans certains cas et sous certaines conditions, les droits d'accise applicables aux produits soumis à accise mis à la consommation dans le pays peuvent faire l'objet d'un remboursement ou d'une remise. Il peut s'agir de produits soumis à accise détenus à des fins commerciales dans un autre Etat membre pour y être livrés ou utilisés, de produits soumis à accise qui sont vendus dans un autre Etat membre dans le cadre d'une vente à distance, de produits soumis à accise qui sont exportés, de la rectification de toutes sortes d'irrégularités ou d'erreurs, etc.

Des exonérations sont prévues, sous certaines conditions, pour les diplomates, les fonctionnaires consulaires, les forces armées, un certain nombre d'organismes (internationaux), les comptoirs de vente hors taxes, les produits livrés à bord d'avions ou de navires au cours de traversées vers un pays tiers ou vers un territoire tiers, etc.

En ce qui concerne **l'électricité et le gaz naturel**, l'accise devient exigible dans le chef du distributeur au moment de leur fourniture par ce dernier au consommateur. La fourniture est réputée s'opérer à l'expiration de chaque période à laquelle se rapporte un décompte ou un paiement pour les fournitures de gaz naturel et d'électricité à caractère continu qui donnent lieu à des décomptes ou à des paiements successifs.

Le distributeur est tenu de déposer, au plus tard le 20^{ème} jour de chaque mois, une déclaration de mise à la consommation relative aux factures de consommation et aux factures intermédiaires du mois précédent, et d'acquitter au comptant l'accise exigible. En ce qui concerne les accises exigibles sur les factures intermédiaires, le distributeur peut acquitter celles-ci sous forme d'avances.

Pour ce qui est de **la houille, du coke et du lignite**, l'accise devient exigible au moment de leur fourniture au détaillant par des sociétés qui sont tenues de se faire enregistrer à cette fin suivant les modalités fixées par le Roi, à moins que le producteur, l'importateur, l'introducteur ou éventuellement son représentant fiscal ne se substitue à ces sociétés enregistrées pour les obligations qui leur sont imposées. Par "détaillant", il convient d'entendre toute personne physique ou morale qui livre de la houille, du coke et du lignite à des personnes physiques ou morales qui les consomment.

Par "moment de leur fourniture au détaillant", on entend la date d'établissement de la facture relative à cette fourniture. La société enregistrée est tenue de déposer, au plus tard le jeudi de la semaine suivant celle de l'établissement de la facture, une déclaration de mise à la consommation, et d'acquitter au comptant l'accise exigible. Lors de la mise à la consommation en exonération de l'accise, la déclaration de mise en consommation est déposée au plus tard le 15 du mois suivant celui de l'établissement de la facture.

6.4.3. PRODUCTION, TRANSFORMATION ET DÉTENTION DE PRODUITS SOUMIS À ACCISE

La production et la transformation dans le pays de produits soumis à accise se déroulent dans un *entrepôt fiscal*. La détention de tels produits, lorsque l'accise n'est pas acquittée, doit également avoir lieu dans un *entrepôt fiscal*.

Un *entrepôt fiscal* est un lieu où les produits soumis à accise sont, sous certaines conditions, produits, transformés, détenus, reçus ou expédiés sous un régime de suspension de droits par un *entrepôtaire agréé* dans l'exercice de sa profession.

Un *entrepôtaire agréé* est une personne physique ou morale autorisée, dans l'exercice de sa profession, à produire, transformer, détenir, recevoir ou expédier des produits soumis à accise sous un régime de suspension de droits dans un *entrepôt fiscal*.

6.4.4. MOUVEMENTS EN SUSPENSION DE DROITS DES PRODUITS SOUMIS À ACCISE

Les produits soumis à accise peuvent circuler sous un régime de suspension de droits en Belgique d'un entrepôt fiscal vers :

- un autre entrepôt fiscal ;
- un destinataire enregistré, lorsque les produits soumis à accise sont expédiés au départ d'un autre Etat membre;
- un lieu où les produits soumis à accise quittent le territoire de la Communauté ;
- un certain nombre d'autres destinataires (diplomates, fonctionnaires consulaires, forces armées, certains organismes (internationaux)), lorsque les produits soumis à accise sont expédiés au départ d'un autre Etat membre.

Ils peuvent également être expédiés sous un régime de suspension de droits par un expéditeur enregistré du lieu d'importation vers l'une des destinations visées ci-dessus. Un *expéditeur enregistré* est une personne physique ou morale qui, moyennant le respect d'un certain nombre de conditions, est autorisé à expédier, dans l'exercice de sa profession, des produits soumis à accise sous un régime de suspension de droits à la suite de leur mise en libre pratique.

Un *destinataire enregistré* peut être une entreprise qui n'a pas le statut d'entrepôt agréé. Le destinataire enregistré est autorisé à recevoir, dans l'exercice de sa profession, des produits soumis à accise circulant sous un régime de suspension de droits, en provenance d'un autre Etat membre, mais il ne peut détenir ces produits ou les expédier sous un régime de suspension de droits. Il doit se faire enregistrer préalablement à l'expédition des produits soumis à accise, fournir une garantie et respecter certaines autres conditions. Lors de la réception des produits soumis à accise, les droits d'accise sont exigibles et doivent être acquittés selon les modalités prescrites. Un destinataire enregistré n'est pas habilité à recevoir des tabacs manufacturés qui ne sont pas munis de la marque fiscale belge.

Les mouvements en suspension de droits des produits soumis à accise s'effectuent en principe sous le couvert d'un document administratif électronique et selon une procédure déterminée.

6.4.5. MOUVEMENTS ET IMPOSITION DES PRODUITS SOUMIS À ACCISE APRÈS LA MISE À LA CONSOMMATION

Aucune accise n'est exigible pour les produits soumis à accise acquis par les particuliers pour leurs besoins propres et transportés par eux-mêmes, pour autant que l'accise ait été perçue dans l'Etat membre d'acquisition de ces produits. Il existe toutefois des règles bien précises pour déterminer si les produits ont été ou non acquis pour les besoins propres.

Lorsque des produits soumis à accise ayant déjà été mis à la consommation dans un autre Etat membre sont détenus à des fins commerciales à l'intérieur du pays pour y être livrés ou y être utilisés, l'accise est exigible. Le même principe s'applique aux produits soumis à accise qui ont déjà été mis à la consommation dans un autre Etat membre et qui sont livrés en Belgique dans le cadre de ventes à distance. Une procédure de restitution est toutefois prévue afin d'éviter une double imposition. Cependant, aucune accise n'est exigible en cas de destruction totale ou de perte irrémédiable de ces produits en Belgique.

6.5. RÉGIME D'ACCISE DES BOISSONS NON ALCOOLISÉES ET DU CAFÉ

Par "**produits d'accise**", on entend les boissons non alcoolisées et le café.

Les produits d'accise sont soumis au droit d'accise au moment de leur fabrication dans le pays, de leur importation dans le pays ou de leur introduction (c'est-à-dire en provenance d'un autre Etat membre de l'UE) dans le pays.

Le droit d'accise devient exigible au moment de la mise à la consommation dans le pays. Par "mise à la consommation", on entend la sortie de produits d'accise d'un régime suspensif, la détention ou la fabrication de produits d'accise en dehors d'un régime suspensif ainsi que l'importation et l'introduction de produits d'accise, sauf si ces produits se trouvent sous un régime suspensif au moment de leur introduction. Un régime suspensif est un régime fiscal applicable à la fabrication, à la détention ou à la circulation de produits d'accise, le droit d'accise étant suspendu.

Le paiement a lieu en principe au comptant au moment de la naissance de la dette fiscale. Sous certaines conditions et moyennant le dépôt d'une garantie, un délai de paiement peut être accordé aux titulaires d'une autorisation "établissement d'accise". Ce délai court jusqu'au jeudi de la semaine suivant celle au cours de laquelle la déclaration de mise à la consommation a été déposée.

Il est procédé au remboursement de l'accise perçue sur les produits d'accise qui sont exportés, qui sont expédiés à destination d'un autre Etat membre ou qui sont déclarés impropres à la consommation par une autorité publique et détruits sous surveillance administrative. Un remboursement ou une remise est également prévu(e) dans un certain nombre d'autres cas tels que la rectification d'erreurs.

La fabrication de produits d'accise ainsi que la réception et la détention de tels produits sur lesquels l'accise n'a pas été acquittée, doivent avoir lieu dans un endroit reconnu comme étant un établissement d'accise. L'expédition de tels produits sur lesquels l'accise n'a pas été acquittée doit également s'effectuer depuis un établissement d'accise. Un établissement d'accise est tout lieu où la fabrication, la détention, la réception et l'expédition de produits d'accise se font en régime suspensif. La reconnaissance en tant qu'établissement d'accise est subordonnée à une demande d'autorisation.

Les produits d'accise peuvent circuler sous le régime suspensif d'un établissement d'accise vers un autre établissement d'accise, à destination d'un autre Etat membre ou à destination d'un bureau douanier d'exportation. Sous ce régime, ils peuvent également circuler d'un bureau d'importation situé dans le pays vers un établissement d'accise ou à destination d'un autre Etat membre. Enfin, à l'entrée, ils peuvent circuler sous le régime suspensif vers un établissement d'accise, à destination d'un autre Etat membre en transitant par le territoire belge, à destination d'un bureau douanier d'exportation situé dans le pays ou à destination d'un lieu de livraison directe situé dans le pays, lieu qui a été désigné par le titulaire d'un établissement d'accise.

L'expédition de produits d'accise sous régime suspensif doit être couverte par un document commercial permettant de les identifier.

Aucune accise n'est due pour les produits d'accise acquis par les particuliers pour leurs besoins propres et transportés par eux-mêmes, pour autant qu'ils aient été acquis aux conditions du marché intérieur de l'Etat membre d'acquisition.

Les produits d'accise peuvent être fabriqués en dehors d'un établissement d'accise à partir d'autres produits d'accise pour autant que le montant du droit d'accise afférent au produit d'accise obtenu soit inférieur ou égal au montant total du droit d'accise acquitté préalablement sur chaque produit d'accise mis en œuvre.

La torréfaction du café, la fabrication d'extraits, d'essences et de concentrés de café, solides ou liquides, ainsi que la fabrication de préparations à base de café ou de préparations de ces extraits, essences et concentrés de café, peuvent être effectuées en dehors d'un établissement d'accise pour autant que le droit d'accise ait été acquitté sur le café non torréfié ou le café torréfié mis en œuvre.

6.6. CONTRÔLE

Dans les entrepôts fiscaux et les établissements d'accise, le contrôle s'effectue à l'aide de la comptabilité matières en relation avec la comptabilité commerciale de l'entrepositaire agréé ou du détenteur de l'autorisation "établissement d'accise" et par l'examen des registres et des écrits ainsi que des déclarations (déclarations de mise à la consommation, déclarations d'exportation ...).

En outre, un recensement en entrepôt fiscal ou en établissement d'accise (contrôle physique) est organisé au moins une fois par an.

Dans certains cas, il existe un contrôle permanent de la production exercé par les agents des accises.

Lors de la circulation des produits soumis à accise ou des produits d'accise, le contrôle est effectué sur la base des documents accompagnant le transport (par exemple : en cas de circulation en régime de suspension de droits ou en régime suspensif, l'e-AD ou le document commercial ; en cas de circulation en droits acquittés, selon le cas, le document d'accompagnement simplifié (DAS) ou les documents commerciaux éventuellement accompagnés d'une preuve de cautionnement).

Il est à noter que les tabacs manufacturés mis à la consommation dans le pays doivent être munis d'un signe fiscal.

Il va de soi que le contrôle des documents peut s'accompagner d'un examen physique du chargement.

Tout transport de produits soumis à accise déjà mis à la consommation en Belgique et destinés à être transportés dans un autre lieu situé en Belgique avec emprunt du territoire d'un Etat membre, doit être couvert par un document d'accompagnement simplifié.

Inversement, l'utilisation du document d'accompagnement simplifié est également requise pour les transports intracommunautaires de produits soumis à accise déjà mis à la consommation, d'un Etat membre vers un autre lieu de ce même Etat membre, avec emprunt du territoire belge.

6.7. TAUX

Remarque : Certains de ces taux peuvent être adaptés à très brève échéance.

6.7.1. PRODUITS ÉNERGÉTIQUES ET ÉLECTRICITÉ

La Directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 règle le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité. Au niveau national, cette matière est réglée au Chapitre XVIII du Titre XI - Finances de la loi-programme du 27 décembre 2004.

Pour l'application du Chapitre XVIII de la loi-programme du 27 décembre 2004, on entend par "accises" le droit d'accise, le droit d'accise spécial, la redevance de contrôle sur le fuel domestique et la cotisation sur l'énergie.

En euros par 1.000 litres à 15 °C, sauf mention contraire

Produit	Droit d'accise	Droit d'accise spécial	Cotisation sur l'énergie	Total
A. Essence au plomb	245,4146	393,7887	28,6317	667,8350
B. Essence sans plomb ≥ 98 octane				
1. A haute teneur en soufre et en aromatiques	245,4146	341,8221	28,6317	615,8684
2. A faible teneur en soufre et en aromatiques	245,4146	326,1124	28,6317	600,1587
C. Autre essence sans plomb	245,4146	326,1124	28,6317	600,1587
D. Pétrole lampant				
1. Utilisé comme carburant	294,9933	308,9057	28,6317	632,5307
2. Utilisé comme carburant pour des utilisations industrielles et commerciales (1)	18,5920	4,2925	0	22,8845
3. Utilisé comme combustible				
3.1. Consommation professionnelle	0	0	19,5580	19,5580
3.2. Consommation non professionnelle	0	0	19,5580	19,5580
E. Gasoil d'une teneur en poids de soufre excédant 10 mg/kg				
1. Utilisé comme carburant	198,3148	402,6798	14,8736	615,8682
2. Utilisé comme carburant pour des utilisations industrielles et commerciales (2)	18,5920	4,2925	0	22,8845
3. Utilisé comme combustible				
3.1. Consommation professionnelle	0	0	10,0000 (3) +8,6521 (4)	18,6521
3.2. Consommation non professionnelle	0	0	10,0000 (3) +8,6521 (4)	18,6521

(1) Pétrole lampant utilisé sous contrôle fiscal et destiné à l'alimentation de moteurs stationnaires, d'installations et de machines utilisées dans la construction, le génie civil et les travaux publics et de véhicules destinés à une utilisation hors voie publique ou qui n'ont pas reçu d'autorisation pour être principalement utilisés sur la voie publique.

(2) Gasoil utilisé sous contrôle fiscal et destiné à l'alimentation de moteurs stationnaires, d'installations et de machines utilisées dans la construction, le génie civil et les travaux publics et de véhicules destinés à une utilisation hors voie publique ou qui n'ont pas reçu d'autorisation pour être principalement utilisés sur la voie publique.

(3) Redevance de contrôle.

(4) Cotisation sur l'énergie.

Produit	Droit d'accise	Droit d'accise spécial	Cotisation sur l'énergie	Total
F. Gasoil d'une teneur en poids de soufre n'excédant pas 10 mg/kg				
1. Utilisé comme carburant	198,3148	386,9702 (1)	14,8736	600,1586 (1)
2. Utilisé comme carburant pour des utilisations industrielles et commerciales (2)	18,5920	4,2925	0	22,8845
3. Utilisé comme combustible				
3.1. Consommation professionnelle	0	0	10,0000 (3) +7,2564 (4)	17,2564
3.2. Consommation non professionnelle	0	0	10,0000 (3) + 7,2564 (4)	17,2564
G. Fioul lourd (euros par 1.000 kg)				
1. Consommation professionnelle (5)	13,0000	3,3460	0	16,3460
2. Consommation non professionnelle	13,0000	3,3460	0	16,3460
3. Consommation pour produire de l'électricité	13,0000	3,3460	0	16,3460
H. Gaz de pétrole liquéfié (euros par 1.000 kg)				
1. Utilisé comme carburant	0	0	0	0
2. Utilisé comme carburant pour des utilisations industrielles et commerciales (6)	37,1840	7,4953	0	44,6793
3. Utilisé comme combustible				
3.1. Consommation professionnelle	0	0	18,6397 (7) ou 18,9097 (8)	18,6397 (7) ou 18,9097 (8)
3.2. Consommation non professionnelle	0	0	18,6397 (7) ou 18,9097 (8)	18,6397 (7) ou 18,9097 (8)

(1) Il est prévu un remboursement du droit d'accise spécial de 247,6158 euro par 1.000 litres pour les véhicules décrits dans la loi-programme du 27 décembre 2004, à savoir les taxis, les véhicules à moteur pour le transport des personnes handicapées, les véhicules à moteur de plus de 8 places assises outre celle du conducteur, prévus et construits pour le transport de passagers et les véhicules dont la masse maximale autorisée est égale ou supérieure à 7,5 tonnes et qui sont destinés exclusivement au transport de marchandises par route.

(2) Gasoil utilisé sous contrôle fiscal et destiné à l'alimentation des moteurs stationnaires, d'installations et de machines utilisées dans la construction, le génie civil et les travaux publics et de véhicules destinés à une utilisation hors voie publique ou qui n'ont pas reçu d'autorisation pour être principalement utilisés sur la voie publique.

(3) Redevance de contrôle.

(4) Cotisation sur l'énergie.

(5) A l'exception de la consommation pour produire de l'électricité.

(6) LPG utilisé sous contrôle fiscal et destiné à l'alimentation de moteurs stationnaires, d'installations et de machines utilisées dans la construction, le génie civil et les travaux publics et de véhicules destinés à une utilisation hors voie publique ou qui n'ont pas reçu d'autorisation pour être principalement utilisés sur la voie publique.

(7) Butane.

(8) Propane.

Produit	Droit d'accise	Droit d'accise spécial	Cotisation sur l'énergie	Total
I. Gaz naturel (euros par MWh – pouvoir calorifique supérieur)				
1. Utilisé comme carburant	0	0	0	0
2. Utilisé comme carburant pour des utilisations industrielles et commerciales (1)	0	0	0	0
3. Utilisé comme combustible				
3a. Consommation professionnelle				
3a1. Entreprises titulaires d'un "energiebeleidsovereenkomst", "accord de branche" ou accord similaire	0	0	0,5400	0,5400
3a2. Autres entreprises	0	0	0,9978	0,9978
3b. Consommation non professionnelle	0	0	0,9978	0,9978
J. Houille, coke et lignite (euros par 1.000 kg)	0	8,7577 (2)	3,0000 (2)	11,7577 (2)
K. Electricité (euros par MWh)				
1. Consommation professionnelle				
1a. fournie à un utilisateur final raccordé au réseau de transport ou de distribution dont la tension nominale > 1 kV, y compris à un utilisateur final identifié comme un client assimilé à un client haute tension (3)	0	0	0	0
1b. fournie à un utilisateur final raccordé au réseau de transport ou de distribution dont la tension nominale ≤ 1 kV	0	0	1,9261	1,9261
2. Consommation non professionnelle	0	0	1,9261	1,9261

(1) Gaz naturel utilisé sous contrôle fiscal et destiné à l'alimentation de moteurs stationnaires, d'installations et de machines utilisées dans la construction, le génie civil et les travaux publics et de véhicules destinés à une utilisation hors voie publique ou qui n'ont pas reçu d'autorisation pour être principalement utilisés sur la voie publique.

(2) La houille, le coke, le lignite et les combustibles solides consommés par les ménages sont exemptés (voir ci-dessous, exonérations, point 2, k).

(3) Un client assimilé à un client haute tension est un utilisateur final alimenté par un câble individualisé, financé par lui-même, partant d'une cabine de transformation appartenant au réseau haute tension. Les clients concernés sont identifiés par le gestionnaire du réseau.

Les produits énergétiques (voir art. 415 de la Loi-programme du 27 décembre 2004 pour la définition de ces produits) autres que ceux pour lesquels un taux d'accise est fixé dans le tableau ci-dessus et qui sont destinés à être utilisés, mis en vente ou utilisés comme carburant ou combustible, sont taxés au taux d'accise applicable au carburant ou au combustible équivalent, selon l'utilisation qui en est faite.

Dans un même temps, outre les produits mentionnés ci-dessus, tout produit destiné à être utilisé, mis en vente ou utilisé comme carburant ou comme additif ou en vue d'accroître le volume final des carburants est taxé au taux d'accise applicable au carburant équivalent. Outre les produits imposables visés plus haut, tout autre hydrocarbure, à l'exception de la tourbe, destiné à être utilisé, mis en vente ou utilisé comme combustible, est taxé au taux d'accise applicable au produit énergétique équivalent.

Exonérations :

1. Sauf disposition contraire, l'exonération est accordée pour :
 - a. les produits énergétiques utilisés à des usages autres que ceux de carburant ou de combustible ;
 - b. les produits énergétiques utilisés à double usage (utilisé à la fois comme combustible et pour des usages autres que ceux de carburant ou de combustible. Seule l'utilisation de produits énergétiques pour la réduction chimique et l'électrolyse ainsi que dans les procédés métallurgiques est considérée comme double usage) ;
 - c. l'électricité utilisée principalement pour la réduction chimique et l'électrolyse ainsi que dans les procédés métallurgiques ;
 - d. les produits énergétiques et l'électricité utilisés dans les procédés minéralogiques ;
 - e. les produits énergétiques, à l'exclusion du fioul lourd, de la houille, du coke et du lignite, et l'électricité utilisés pour produire de l'électricité et l'électricité utilisée pour maintenir la capacité de produire de l'électricité ;
 - f. les produits énergétiques fournis en vue d'une utilisation comme carburant ou combustible pour la navigation aérienne autre que l'aviation de tourisme privée ;
 - g. les produits énergétiques fournis en vue d'une utilisation comme carburant ou combustible pour la navigation dans des eaux communautaires (y compris la pêche), autre que la navigation de plaisance privée, et l'électricité produite à bord des bateaux.
2. Sauf disposition contraire, l'exonération est accordée pour les produits suivants utilisés *sous contrôle fiscal* :
 - a. les produits imposables utilisés dans le cadre de projets pilotes visant au développement technologique de produits moins polluants, ou en ce qui concerne les combustibles ou carburants provenant de ressources renouvelables ;
 - b. l'électricité produite par un utilisateur pour son propre usage à partir d'origine solaire, éolienne, houlomotrice, marémotrice ou géothermique, à partir d'origine hydraulique produite dans des installations hydroélectriques, à partir de la biomasse ou de produits issus de la biomasse, au moyen de piles à combustible (exonération limitée à l'électricité qui répond aux prescriptions légales en matière d'octroi de certificats verts ou de production combinée de chaleur et d'énergie) ;
 - c. les produits énergétiques et l'électricité utilisés pour la production combinée de chaleur et d'énergie ;
 - d. l'électricité produite par un utilisateur pour son propre usage dans une installation de production combinée de chaleur et d'électricité, à condition que les générateurs combinés soient respectueux de l'environnement ;
 - e. les carburants utilisés dans le domaine de la fabrication, du développement, des essais et de l'entretien d'aéronefs ou de navires ;
 - f. le gasoil et le pétrole lampant ainsi que l'électricité utilisés pour le transport de personnes et de marchandises par train ;
 - g. le gasoil, le pétrole lampant et le fuel lourd fournis en vue d'une utilisation, comme carburant ou combustible pour la navigation sur des voies navigables intérieures (y compris la pêche), autre que la navigation de plaisance privée, et l'électricité produite à bord des bateaux ;

- h. le gasoil, le pétrole lampant et le fuel lourd utilisés pour les activités de dragage dans les voies navigables et dans les ports ;
- i. le gasoil, le pétrole lampant, le fuel lourd, le GPL, le gaz naturel, l'électricité, la houille, le coke et le lignite, utilisés exclusivement pour des travaux agricoles et horticoles, dans la pisciculture et la sylviculture (sous respect de certaines conditions) ;
- j. (caduc) ;
- k. la houille, le coke, le lignite et les combustibles solides consommés par les ménages ;
- l. le gaz naturel et le GPL utilisés comme carburants ;
- m. (abrogé) ;
- n. (caduc) ;
- o. l'électricité que le distributeur fournit à un "client protégé résidentiel à revenus modestes ou à situation précaire" ;
- p. le gaz naturel que le distributeur fournit à un "client protégé résidentiel à revenus modestes ou à situation précaire".

De plus, sous certaines conditions, les produits énergétiques mis à la consommation dans un autre Etat membre, contenus dans les réservoirs normaux des véhicules automobiles utilitaires et destinés à être utilisés comme carburant par ces mêmes véhicules, ainsi que dans les conteneurs à usages spéciaux et destinés à ces conteneurs et servant à leur fonctionnement en cours de transport, ne sont pas soumis à l'accise dans le pays.

L'essence destinée à être utilisée à d'autres usages que comme carburant ou comme combustible doit être dénaturée.

Au *pétrole lampant* et au *gasoil* destinés à être utilisés :

- comme carburant pour des utilisations industrielles et commerciales ;
- comme combustible ;
- dans les situations d'exonérations prévues ;
- comme carburant pour la navigation dans les eaux non communautaires ;

doit être ajouté le marqueur "Solvent Yellow 124". En ce qui concerne le *gasoil* (et dans certains cas, le *fioul lourd*), un colorant rouge doit également être ajouté.

6.7.2. BOISSONS ALCOOLISÉES

A. Bière

Par "bière", on entend tout produit relevant du code 2203 de la nomenclature combinée du tarif douanier commun des Communautés européennes (en abrégé code NC, voir l'annexe au présent chapitre) ainsi que les mélanges de bière et de boissons non alcoolisées du code NC 2206. Le titre alcoométrique acquis doit être supérieur à 0,5% vol.

Par hectolitre degré Plato de produit fini :

	en euros		
	Droit d'accise	Droit d'accise spécial	Total
Bière	0,7933	1,2110	2,0043

Le nombre de degrés Plato exprime le pourcentage en poids d'extraits contenus dans 100 grammes de bière, cette valeur étant reconstituée sur la base de l'extrait réel et de l'alcool contenus dans le produit fini.

Le volume imposable est exprimé en hectolitres et en litres, les fractions de litre étant négligées. Lorsque le volume imposable est inférieur à un litre, les fractions de décilitre sont négligées.

Le nombre d'hectolitres-degrés Plato est exprimé en nombres entiers, les fractions d'hectolitres-degrés Plato étant négligées.

Le nombre d'hectolitres-degrés Plato est le résultat de la multiplication du volume imposable de bière par le nombre de degrés Plato de celle-ci.

L'accise totale sur 1 litre de pils d'une densité de 12,5 degrés Plato (dans ce cas arrondi à 12 degrés Plato) équivaut alors par exemple à :

$$0,01 \text{ hl} \times 12 = 0,12 \text{ hl}^\circ \text{ Plato}$$

$$0,12 \text{ hl}^\circ \text{ Plato} \times 2,0043 \text{ euros/hl}^\circ \text{ Plato} = 0,24 \text{ euro}$$

Pour la bière produite par de petites brasseries indépendantes, il existe un taux réduit variant selon la production de la brasserie intéressée de l'année précédente. Ces taux réduits sont les suivants :

Par hectolitre degré Plato de produit fini :

	en euros		
Production annuelle	Droit d'accise	Droit d'accise spécial	Total
n'excédant pas 12.500 hl	0,3966	1,3462	1,7428
n'excédant pas 25.000 hl	0,3966	1,4044	1,8010
n'excédant pas 50.000 hl	0,3966	1,4624	1,8590
n'excédant pas 75.000 hl	0,4462	1,4710	1,9172
n'excédant pas 200.000 hl	0,4462	1,5292	1,9754

B. Vins

On distingue les vins tranquilles des vins mousseux.

Par *vin tranquille* on entend tous les produits relevant des codes NC 2204 et 2205 (voir l'annexe au présent chapitre), à l'exception du vin mousseux visé ci-dessous. Ces produits doivent avoir soit un titre alcoométrique acquis excédant 1,2% vol mais n'excédant pas 15% vol, pour autant que l'alcool contenu dans le produit fini résulte entièrement d'une fermentation, soit un titre alcoométrique acquis excédant 15% vol mais n'excédant pas 18% vol et pour autant que l'alcool contenu dans le produit fini résulte entièrement d'une fermentation, et qu'ils aient été obtenus sans aucun enrichissement.

Par *vin mousseux* on entend tous les produits relevant des codes NC 2204 10, 2204 21 10 (remplacé par les codes NC actuels 2204 21 06, 2204 21 07, 2204 21 08 et 2204 21 09), 2204 29 10 et 2205 (voir l'annexe au présent chapitre). Ils sont présentés dans des bouteilles fermées par un bouchon "champignon" maintenu à l'aide d'attaches ou de liens ou ont une surpression égale ou supérieure à 3 bars due à l'anhydride carbonique en solution et ils doivent avoir un titre alcoométrique acquis excédant 1,2% vol mais n'excédant pas 15% vol et l'alcool contenu dans le produit fini doit résulter entièrement d'une fermentation.

Par hectolitre de produit fini :

	en euros		
	Droit d'accise (1)	Droit d'accise spécial (1)	Total
Vin tranquille	0	74,9086	74,9086
Vin mousseux	0	256,3223	256,3223

(1) 0 euro de droit d'accise et 23,9119 euros de droit d'accise spécial pour le vin tranquille et le vin mousseux dont le titre alcoométrique acquis excède 1,2% vol. mais n'excède pas 8,5% vol.

Le volume imposable est exprimé en hectolitres et en litres, les fractions de litre étant négligées. Lorsque le volume imposable est inférieur à un litre, les fractions de décilitre sont négligées.

Exemples

- L'accise totale sur une bouteille de 0,75 l de vin de raisin titrant 12% vol :
 $0,007 \text{ hl} \times 74,9086 \text{ euros/hl} = 0,52 \text{ euro}$
- L'accise totale sur une bouteille de 0,75 l de champagne titrant 11% vol :
 $0,007 \text{ hl} \times 256,3223 \text{ euros/hl} = 1,79 \text{ euro}$

C. Autres boissons fermentées autres que le vin ou la bière

On distingue les "autres boissons fermentées non mousseuses" des "autres boissons fermentées mousseuses".

Par *autres boissons fermentées non mousseuses* on entend tous les produits relevant des codes NC 2204 et 2205 non visés sous B ci-dessus ainsi que tous les produits relevant du code NC 2206 (voir l'annexe au présent chapitre), à l'exception des "autres boissons fermentées mousseuses" et de tous les produits visés sous A ci-dessus. Ils doivent avoir soit un titre alcoométrique acquis excédant 1,2% vol mais n'excédant pas 10% vol soit un titre alcoométrique acquis excédant 10% vol mais n'excédant pas 15% vol pour autant que l'alcool contenu dans le produit résulte entièrement d'une fermentation.

Par *autres boissons fermentées mousseuses* on entend tous les produits relevant du code NC 2206 00 91 ainsi que ceux relevant des codes NC 2204 10, 2204 21 10 (remplacé par les codes NC actuels 2204 21 06, 2204 21 07, 2204 21 08 et 2204 21 09), 2204 29 10 et 2205 (voir l'annexe au présent chapitre) non visés sous B ci-dessus. Ils sont présentés dans des bouteilles fermées par un bouchon "champignon" maintenu à l'aide d'attaches ou de liens ou ont une surpression égale ou supérieure à 3 bars due à l'anhydride carbonique en solution et ils doivent avoir soit un titre alcoométrique acquis excédant 1,2% vol mais n'excédant pas 13% vol soit un titre alcoométrique acquis excédant 13% vol mais n'excédant pas 15% vol pour autant que l'alcool contenu dans le produit résulte entièrement d'une fermentation.

Par hectolitre de produit fini :

	en euros		
	Droit d'accise (1)	Droit d'accise spécial (1)	Total
Vin tranquille	0	74,9086	74,9086
Vin mousseux	0	256,3223	256,3223

(1) 0 euro de droit d'accise et 23,9119 euros de droit d'accise spécial pour les autres boissons fermentées (mousseuses et non mousseuses) autres que le vin ou la bière dont le titre alcoométrique acquis excède 1,2% vol mais n'excède pas 8,5% vol.

Le volume imposable est exprimé en hectolitres et en litres, les fractions de litre étant négligées. Lorsque le volume imposable est inférieur à un litre, les fractions de décilitre sont négligées.

Exemples

- L'accise totale sur une bouteille de 0,75 l de vin de poire non mousseux titrant 9% vol :
 $0,007 \text{ hl} \times 74,9086 \text{ euros/hl} = 0,52 \text{ euro}$;
- L'accise totale sur une bouteille de 0,75 l de vin de pomme mousseux titrant 9% vol :
 $0,007 \text{ hl} \times 256,3223 \text{ euros/hl} = 1,79 \text{ euro}$.

D. Produits intermédiaires

Par *produits intermédiaires* on entend tous les produits qui ont un titre alcoométrique acquis excédant 1,2% vol mais n'excédant pas 22% vol et qui relèvent des codes NC 2204, 2205 et 2206 (voir l'annexe au présent chapitre) mais qui ne sont pas visés sous A, B ou C ci-dessus.

Par hectolitre de produit fini :

	en euros		
	Droit d'accise	Droit d'accise spécial	Total
Produits intermédiaires "non mousseux"			
a) titre alcoométrique excédant 15% vol	66,9313	90,8479	157,7792
b) titre alcoométrique n'excédant pas 15% vol	47,0998	71,4946	118,5944
Produits intermédiaires "mousseux" (1)			
a) titre alcoométrique excédant 15% vol	66,9313	189,1635	256,0948
b) titre alcoométrique n'excédant pas 15% vol	47,0998	208,9950	256,0948

(1) plus précisément : présentés en bouteilles fermées par un bouchon 'champignon' maintenu à l'aide d'attaches ou de liens ou bien ayant une surpression égale ou supérieure à 3 bars due à l'anhydride carbonique en solution.

Le volume imposable est exprimé en hectolitres et en litres, les fractions de litre étant négligées. Lorsque le volume imposable est inférieur à un litre, les fractions de décilitre sont négligées.

Exemple

- L'accise totale sur une bouteille de 0,75 l de Vermouth titrant 17% vol :
 $0,007 \text{ hl} \times 157,7792 \text{ euros/hl} = 1,10 \text{ euro}$.

E. Alcool éthylique

Par alcool éthylique on entend :

- a. tous les produits relevant des codes NC 2207 et 2208 (voir l'annexe au présent chapitre). Ils doivent avoir un titre alcoométrique acquis excédant 1,2% vol. Ils sont également visés même s'ils font partie d'un autre produit relevant d'un autre chapitre de la NC ;
- b. les produits relevant des codes NC 2204, 2205 et 2206 qui ont un titre alcoométrique acquis excédant 22% vol ;
- c. les eaux-de-vie contenant des produits en solution ou non.

Par hectolitre d'alcool pur à la température de 20 degrés C :

	en euros		
	Droit d'accise	Droit d'accise spécial	Total
Alcool éthylique	223,1042	2.769,6886	2.992,7928

Le volume d'alcool pur à la température de 20°C, est exprimé en pourcent et en dixième de pourcent (titre alcoométrique acquis), les fractions de dixième de pourcent étant négligées.

Le volume imposable est exprimé en hectolitres, litres et décilitres, les fractions de décilitre étant négligées. Lorsque le volume imposable est inférieur à un décilitre, les fractions de centilitre sont négligées.

Exemple

- L'accise totale sur une bouteille de 70 cl de whisky ayant un titre alcoométrique effectif de 40% vol :
 $2.992,7928 \text{ euros/hl} \times 0,4 \times 0,007 \text{ hl} = 8,38 \text{ euros}$.

F. Exonérations

Dans certains cas, les produits visés ci-dessus sont exonérés des droits d'accise et des droits d'accise spéciaux : e.a. s'ils sont à la fois dénaturés conformément aux normes belges et utilisés pour la fabrication de produits qui ne sont pas destinés à la consommation humaine, lorsqu'ils sont utilisés pour la production de vinaigre (code NC 2209, voir l'annexe au présent chapitre) ou de médicaments ou d'arômes pour la préparation de certaines denrées alimentaires et de boissons non alcoolisées (sous certaines conditions).

6.7.3. TABACS MANUFACTURÉS

En ce qui concerne les tabacs manufacturés, les droits d'accise et le droit d'accise spécial sont exprimés en un pourcentage du prix de vente au détail (donc toutes taxes incluses – l'accise *ad valorem*, l'accise spéciale *ad valorem*, et la TVA), les cigarettes sont en outre soumises à un droit d'accise spécifique par 1.000 pièces et le tabac à fumer à un droit d'accise spécial spécifique par kilogramme.

	Droit d'accise	Droit d'accise spécial	Total
Cigares (2)	5,00 %	5,00 %	10,00 %
Cigarettes (1) (2)	40,04 %	0,00 %	40,04 %
Tabac à fumer (1) (2)	31,50 %	0,00 %	31,50 %

(1) Sur les **cigarettes**, en outre, il est perçu un droit d'accise spécifique de 6,8914 euros par 1.000 pièces ainsi qu'un droit d'accise spécial spécifique de 74,5777 euros par 1.000 pièces.

Par ailleurs, un droit d'accise spécial spécifique de 63,3083 euros par kg est perçu sur le **tabac à fumer**.

(2) Pour les **cigarettes**, le total des droits d'accise et des droits d'accise spéciaux (*ad valorem* et spécifique) ne peut en aucun cas être inférieur à 105% du total de ces accises appliquées au prix moyen pondéré. Pour 2021, le prix moyen pondéré est 319,8087 euros par 1.000 pièces, ce qui signifie que le total des accises ne peut en aucun cas être inférieur à 219,9965 euros par 1.000 pièces.

Pour le **tabac à fumer** fine coupe destiné à rouler les cigarettes et les autres tabacs à fumer, le montant total des droits d'accise et du droit d'accise spécial ne peut en aucun cas être inférieur à 105% du total de ces accises appliquées au prix moyen pondéré. Pour 2021, le prix moyen pondéré est 183,5666 euros par kg, ce qui signifie que le total des accises ne peut en aucun cas être inférieur à 127,1884 euros par kg.

Pour les **cigares**, le total des droits d'accise, des droits d'accise spéciaux et de la TVA, ne peut en aucun cas être inférieur au total de ces impôts appliqués à la classe de prix la plus demandée (le prix de la classe de prix la plus demandée est fixé, au 1^{er} janvier 2021, à 7,20 euros par 20 pièces, ce qui signifie une fiscalité minimum de 0,0985 euros par pièce. Pour les autres conditionnements, ce montant est déterminé en appliquant la règle proportionnelle).

Le tabac à fumer que les planteurs destinent à leur consommation personnelle à concurrence d'un maximum de 150 plants par an est soumis à un droit d'accise fixé à 20% du prix de vente au détail appliqué aux tabacs à fumer appartenant à la classe de prix la plus demandée.

Dans certains cas (p. ex., dénaturation pour des usages industriels ou horticoles, destruction sous surveillance administrative, tabac destiné à des tests scientifiques, remise en fabrication par le producteur), l'exonération de l'accise est accordée sous certaines conditions.

Exemple

Soit un paquet de cigarettes de 20 pièces au coût de 6,80 euros. La TVA s'élève à 21%/1,21 = 17,36% du prix de vente au détail TVA incluse (la TVA est exprimée en un pourcentage du prix hors TVA). Cela correspond à un montant de 1,1802 euro. L'accise *ad valorem* totale s'élève à 40,04% du prix de vente au détail, soit un montant de 2,7227 euros. L'accise spécifique totale s'élève à 81,4691 euros par 1.000 pièces correspondant à un montant de 81,4691 euros x 20/1000 = 1,6294 euro par 20 pièces (0,1378 euro pour l'accise spécifique et 1,4916 euro pour l'accise spéciale spécifique).

6.7.4. BOISSONS NON ALCOOLISÉES

Les taux d'accise suivants sont applicables :

- a) les eaux, y compris les eaux minérales naturelles ou artificielles et les eaux gazéifiées, sans adjonction de sucre ou d'autres édulcorants ni aromatisées, ainsi que la glace relevant du code NC 2201 : 0 euro par hectolitre ;
- b) les eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, avec adjonction de sucre ou d'autres édulcorants, aromatisées ou non, et les autres boissons non alcoolisées relevant du code NC 2202, à l'exception des boissons à base de lait, de soja ou de riz : 11,9233 euros par hectolitre ;
- c) les eaux aromatisées, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, sans adjonction de sucre ou d'autres édulcorants, relevant du code NC 2202 : 6,8133 euros par hectolitre ;
- d) les bières telles que décrites au point 6.7.2.A ci-dessus, dont le titre alcoométrique n'excède pas 0,5% vol : 3,7519 euros par hectolitre ;
- e) les vins relevant des codes NC 2204 et 2205 dont le titre alcoométrique n'excède pas 1,2% vol : 3,7519 euros par hectolitre ;
- f) d'autres boissons fermentées relevant des codes NC 2204 et 2205, ainsi que celles relevant du code NC 2206, dont le titre alcoométrique n'excède pas 1,2% vol : 3,7519 euros par hectolitre ;
- g) les boissons relevant du code NC 2208 dont le titre alcoométrique n'excède pas 1,2% vol : 3,7519 euros par hectolitre ;
- h) les jus de fruits ou de légumes, non fermentés, sans adjonction d'alcool, avec ou sans adjonction de sucre ou d'autres édulcorants, relevant du code NC 2009, à l'exception des jus de fruits et de légumes fraîchement pressés qui n'ont subi aucune transformation, qui sont produits sur place dans le commerce de détail et qui sont immédiatement proposés à la vente pour la consommation et qui, dès lors, ne sont pas destinés à la revente : 0 euro par hectolitre ;
- i) toute substance, sous quelque forme que ce soit, manifestement destinée à la confection des boissons non alcoolisées soumises au taux b) ci-dessus, conditionnées soit en emballage de vente au détail soit en emballage destiné à la confection de telles boissons prêtes à l'emploi, si cette substance se présente sous forme liquide : 71,5405 euros par hectolitre. Si cette substance se présente sous forme de poudre, de granulés ou sous une autre forme solide : 119,2343 euros par 100 kg poids net ;
- j) toute substance, sous quelque forme que ce soit, manifestement destinée à la confection des boissons non alcoolisées citées au point c) ci-dessus, conditionnées soit en emballage de vente au détail soit en emballage destiné à la confection de telles boissons prêtes à l'emploi, si cette substance se présente sous forme liquide : 40,8803 euros par hectolitre. Si cette substance se présente sous forme de poudre, de granulés ou sous une autre forme solide : 68,1339 euros par 100 kg poids net.

Les eaux de conduites, même débitées après gazéification éventuelle par des fontaines branchées directement sur la conduite d'eau, et non conditionnées pour la vente ou la livraison comme eaux de boissons, ne sont pas considérées, en matière d'accise, comme des boissons non alcoolisées.

Sont exonérées du droit d'accise, les boissons composées de jus de fruits ou de légumes destinées à l'alimentation des nourrissons, les boissons non alcoolisées destinées à être utilisées pour des recherches, des contrôles de qualité et des tests gustatifs, ainsi que les eaux, auxquelles le taux a) mentionné ci-dessus s'applique en principe, destinées à être distribuées gratuitement par des organismes officiels lors de sinistres.

6.7.5. CAFÉ

Les taux d'accise suivants sont applicables :

- a) le café non torréfié relevant du code NC 0901 : 0,2001 euro par kilogramme poids net ;
- b) le café torréfié relevant du code NC 0901 : 0,2502 euro par kilogramme poids net ;
- c) les extraits, essences et concentrés de café, solides ou liquides, ainsi qu'aux préparations à base d'extraits, essences et concentrés de café et aux préparations à base de café, relevant du code NC 2101 : 0,7004 euro par kilogramme poids net.

Le café destiné à des usages industriels autres que la torréfaction ou la préparation d'extraits de café et le café destiné à être utilisé pour des recherches, des contrôles de qualité et des tests gustatifs, sont exonérés du droit d'accise.

ANNEXE AU CHAPITRE 6

Codes de la nomenclature combinée (NC) du tarif douanier commun des Communautés européennes pour les boissons alcoolisées (codes tels qu'établis par l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil des Communautés européennes du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, telle que modifiée par le Règlement (CEE) n° 2587/91 de la Commission des Communautés européennes du 26 juillet 1991).

Code NC	Description
0901	café, même torréfié ou décaféiné; coques et pellicules de café ; succédanés du café contenant du café, quelles que soient les proportions du mélange
2009	jus de fruits (y compris les moûts de raisin) ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants
2101	extraits, essences et concentrés de café, de thé ou de maté et préparations à base de ces produits ou à base de café, thé ou maté ; chicorée torréfiée et autres succédanés torréfiés du café et leurs extraits, essences et concentrés
2201	eaux, y compris les eaux minérales naturelles ou artificielles et les eaux gazéifiées, non additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ni aromatisées; glace et neige
2202	eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées, et autres boissons non alcooliques, à l'exclusion des jus de fruits ou de légumes du n° 2009
2203	bières de malt
2204	vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool ; moûts de raisin, autres que ceux du n° 2009 parmi lesquels :
2204 10	vins mousseux (p.ex. champagne)
2204 21 10 (*)	vins, autres que ceux visés au n° 2204 10, présentés dans des bouteilles fermées par un bouchon "champignon" maintenu à l'aide d'attaches ou de liens ; vins autrement présentés ayant, à la température de 20° C, une surpression due à l'anhydride carbonique en solution, non inférieure à 1 bar et inférieure à 3 bars – en récipients d'une contenance n'excédant pas 2 litres
2204 29 10	comme 2204 21 10, mais en récipients plus grands
2205	vermouths et autres vins de raisins frais préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques

2206	autres boissons fermentées (cidre, poiré, hydromel, par exemple) ; mélanges de boissons fermentées et mélanges de boissons fermentées et de boissons non alcooliques, non dénommés ni compris ailleurs parmi lesquelles :
2206 00 91	mousseuses
2207	alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus ; alcool éthylique et eaux-de-vie dénaturés de tous titres
2208	alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80% vol ; eaux-de-vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses
2209	vinaigres comestibles et succédanés de vinaigres comestibles obtenus à partir d'acide acétique.

(*) remplacé par les codes NC actuels 2204 21 06, 2204 21 07, 2204 21 08 et 2204 21 09

CHAPITRE 7

LA COTISATION D'EMBALLAGE

La cotisation d'emballage est l'objet des articles 91-93 et 95, §4 de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (MB 20 juillet 1993) et du Livre III (articles 369-401bis) de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat (MB du 20 juillet 1993), leurs modifications et leurs arrêtés d'exécution.

7.1. GÉNÉRALITÉS

La *cotisation d'emballage* est une cotisation qui frappe les récipients pour boissons. Sont considérés comme boissons : les eaux, les limonades et autres boissons non alcoolisées, les bières, les vins, vermouths et autres, les autres boissons fermentées, l'alcool éthylique, les boissons spiritueuses et les jus de fruits ou de légumes non fermentés (voir art.370 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat). La cotisation d'emballage est due lors de la mise à la consommation, en matière de droit d'accise, des boissons précitées condition- nées en récipients individuels ou lors de la mise sur le marché belge de ces boissons conditionnées en récipients individuels lorsque ce conditionnement a lieu postérieurement à la mise à la consommation en matière d'accise de ces boissons.

Par "récipient individuel", on entend tout récipient, quel qu'en soit le matériau constitutif, destiné à être livré au consommateur final sans avoir à subir un changement de conditionnement. En outre, il peut s'agir aussi bien de "récipients individuels réutilisables" (voir ci-dessous) que de récipients individuels non réutilisables.

L'exonération de la cotisation d'emballage est accordée à tous les récipients individuels contenant une boisson pour laquelle une exonération en matière d'accises est prévue.

Le paiement ainsi que le remboursement ou la remise s'effectuent sous la même forme et aux mêmes conditions que pour les accises sur les biens emballés.

7.2. MONTANTS DE LA TAXE

La cotisation d'emballage s'élève à 1,41 euro par hectolitre de produit contenu dans des récipients individuels réutilisables et à 9,86 euros par hectolitre de produit contenu dans des récipients individuels non réutilisables. Par "récipient individuel réutilisable", on entend un récipient pour lequel la preuve a été fournie que ce récipient :

- peut être rempli au moins sept fois ;
- est récupéré via un système de consigne (minimum 0,16 euro pour les récipients d'une contenance de plus de 0,5 l et 0,08 euro pour ceux d'une contenance inférieure ou égale à 0,5 l) ;
- est effectivement réutilisé.

CHAPITRE 8

LES TAXES ASSIMILEES AUX IMPOTS SUR LES REVENUS

Quoi de neuf ?

- **Indexation, le 1^{er} juillet de chaque année, de certains taux des taxes automobiles.**
- **Indexation des taux de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement.**
- **Indexation des taux du prélèvement kilométrique.**

Au plus tard le 01.01.2020

- **A partir du 1^{er} janvier 2020, Bruxelles Fiscalité assure elle-même le service de la taxe de circulation et de la taxe de mise en circulation**

Au plus tard le 01.01.2021

- **En ce qui concerne la Région flamande pour les véhicules inscrits pour la première fois après le 31 décembre 2020 : adaptation des taux de la taxe de circulation et de la taxe de mise en circulation à l'émission de CO₂ mesurée selon la procédure WLTP, fin de l'exonération de la taxe de circulation et de la taxe de mise en circulation pour les véhicules alimentés au gaz naturel et pour les véhicules hybrides rechargeables dont l'émission de CO₂ n'excède pas 50 g/km.**
- **En Région flamande, à partir du 1^{er} janvier 2021, la taxe sur les appareils de divertissement automatiques est due par trimestre.**

Mis à part le prélèvement kilométrique institué par un décret en Région wallonne et par une ordonnance en Région de Bruxelles-Capitale, ces taxes sont établies et réglementées par le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (C.T.A.) et par les arrêtés d'exécution en question. D'un point de vue juridique, ces taxes sont considérées comme des impôts directs. Toutefois, comme elles sont, dans la plupart des cas, plutôt des 'impôts sur les biens et services' que des 'impôts sur les revenus' (traités dans la partie I), elles sont traitées dans la partie II de ce mémento.

En ce qui concerne la taxe de circulation, la taxe de mise en circulation, le prélèvement kilométrique, la taxe sur les jeux et paris et la taxe sur les appareils automatiques de divertissement, qui relèvent de la compétence de la Région flamande, ce sont les dispositions du 'Vlaamse Codex Fiscaliteit' (Code flamand de la Fiscalité) du 13 décembre 2013 qui s'appliquent.

8.1. LA TAXE DE CIRCULATION (TC)

Remarque préalable :

Depuis le 1^{er} janvier 2011, la Région flamande est seule compétente pour assurer le service de la taxe de circulation pour les personnes physiques qui y sont domiciliées ou les personnes morales qui y ont établi leur siège social.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, la Région wallonne est seule compétente pour assurer le service de la taxe de circulation pour les personnes physiques qui y sont domiciliées ou les personnes morales qui y ont établi leur siège social.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la Région de Bruxelles-Capitale est seule compétente pour assurer le service de la taxe de circulation pour les personnes physiques qui y sont domiciliées ou les personnes morales qui y ont établi leur siège social.

8.1.1. RÉGION WALLONNE ET RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

A. Véhicules imposables

La taxe de circulation (TC) est établie sur les véhicules à vapeur ou à moteur et sur leurs remorques et semi-remorques, utilisés pour le transport de personnes, ainsi que sur tous les véhicules semblables servant au transport sur route de marchandises (art. 3 et 4 C.T.A.).

Les véhicules à moteur sont en principe répertoriés conformément à la réglementation concernant leur immatriculation à la DIV (art. 4 C.T.A.). Mais pour les véhicules à moteur destinés au transport de marchandises d'une masse maximale autorisée ne dépassant pas 3.500 kg et qui sont immatriculés à la DIV comme "camionnettes", il existe une dérogation puisqu'une *définition fiscale des camionnettes a été introduite à partir de l'exercice d'imposition 2006*.

En matière de taxes assimilées aux impôts sur les revenus, les véhicules "conçus et construits pour le transport de choses dont la masse maximale autorisée n'excède pas 3.500 kg" ne sont considérés et traités fiscalement comme camionnettes que s'ils rentrent dans l'une des quatre catégories suivantes :

1. *les pick-ups avec cabine simple,*

c'est-à-dire les véhicules composés d'une cabine unique complètement séparée de l'espace de chargement et comportant deux places au maximum, celle du conducteur non comprise, ainsi que d'un plateau de chargement ouvert. Ce plateau de chargement peut être fermé par une bâche, un couvercle plat et horizontal ou une structure de protection du chargement.

2. *les pick-ups avec cabine double,*

c'est-à-dire les véhicules composés d'une cabine double complètement séparée de l'espace de chargement et comportant six places au maximum, celle du conducteur non comprise, ainsi que d'un plateau de chargement ouvert. Ce plateau de chargement peut être fermé par une bâche, un couvercle plat et horizontal ou une structure de protection du chargement.

Les véhicules de type "pick-up" seront toujours traités fiscalement comme des camionnettes.

3. *les camionnettes à rangée unique de sièges,*

ces véhicules doivent être composés simultanément, d'un côté, d'un espace réservé aux passagers avec deux places au maximum, celle du conducteur non comprise, et, d'un autre côté, d'un espace de chargement séparé de celui réservé aux passagers par une cloison d'une hauteur minimale de 20 cm ou, à défaut, par le dossier de l'unique rangée de siège. L'espace de chargement doit atteindre au moins 50% de la longueur de l'empattement. En outre, l'espace de chargement doit être pourvu, sur toute sa surface, d'un plancher horizontal fixe faisant partie intégrante de la carrosserie ou y fixé de manière durable et exempt de tout point d'attache pour des banquettes, sièges ou ceintures de sécurité complémentaires.

4. *les camionnettes avec deux rangées de sièges,*

ces véhicules doivent être composés simultanément, d'un côté, d'un espace réservé aux passagers avec six places au maximum, celle du conducteur non comprise, et, d'un autre côté, d'un espace de chargement séparé de celui réservé aux passagers. Les espaces passagers et chargement doivent être totalement séparés l'un de l'autre, sur toute la largeur et hauteur de l'espace intérieur, au moyen d'une paroi rigide, inamovible et indivisible. L'espace de chargement doit atteindre au moins 50% de la longueur de l'empattement. En outre, l'espace de chargement doit être pourvu, sur toute sa surface, d'un plancher horizontal fixe faisant partie intégrante de la carrosserie ou y fixé de manière durable et exempt de tout point d'attache pour des banquettes, sièges ou ceintures de sécurité complémentaires.

Les véhicules immatriculés comme camionnette dans la réglementation de la DIV et qui, selon leur type, ne répondent pas aux conditions précitées, seront dès lors considérés et imposés fiscalement, selon leur construction, comme une voiture, une voiture mixte ou un minibus.

B. Exemptions

Les véhicules exemptés sont énumérés à l'art. 5 C.T.A.

En ce qui concerne les véhicules à moteur et les ensembles de véhicules affectés au transport sur route de marchandises, d'une masse maximale autorisée d'au moins 12 tonnes, sont notamment exemptés de la taxe les véhicules à moteur et les ensembles de véhicules affectés exclusivement à la défense nationale, à la protection civile, aux services de lutte contre les incendies et aux autres services d'urgence, au maintien de l'ordre et à l'entretien des routes, ainsi que quelques autres véhicules à moteur et ensembles de véhicules (art. 5 § 2 C.T.A.).

En ce qui concerne les autres véhicules taxables, sont notamment exemptés de la taxe les véhicules affectés exclusivement à un service public des différentes autorités, les véhicules employés exclusivement pour les transports publics, les auto-ambulances, les véhicules utilisés comme moyens de locomotion personnelle par de grands invalides de guerre ou par des infirmes, certains véhicules agricoles et assimilés, les véhicules utilisés exclusivement comme taxi, les cyclomoteurs et les motocyclettes pourvus d'un moteur d'une cylindrée de maximum 250 cm³ et quelques autres véhicules (art. 5 § 1 C.T.A.).

Est redevable de la taxe, quiconque emploie le véhicule pour son propre usage ou l'exploite, soit qu'il en ait la propriété ou la possession personnelle, soit qu'il en ait la disposition permanente ou habituelle par louage ou autre convention (art. 6 C.T.A.).

C. Base imposable

L'assiette est déterminée, selon le cas, en fonction de la puissance du moteur, de sa cylindrée ou de la masse maximale autorisée du véhicule (art. 7 et 8 C.T.A.). Pour les voitures automobiles, les voitures mixtes et les minibus non équipés d'électromoteurs et qui sont imposables à la TC, la taxe dépend du nombre de CV, lequel est déterminé au moyen d'une formule dont tous les éléments dépendent de la cylindrée en litres.

Exemple

Une auto a un moteur de 4 cylindres dont l'alésage est de 76 mm et la course du piston de 80 mm. La cylindrée est donc égale à 1,5 litre. La puissance taxable est exprimée en CV, où :

$$CV = 4 \times \frac{\text{cylindrée (en litre)} + \text{poids (en 100 kg)}}{4}$$

Pour cette auto, le deuxième terme de la formule est remplacé par un coefficient qui dépend de la cylindrée. Pour une cylindrée de 1,5 l, ce coefficient est égal à 2,00. La puissance fiscale en CV pour cette auto s'élève donc à :

$$4 \times 1,5 + 2,00 = 8,00, \text{ soit } \underline{8 \text{ CV}}.$$

D. Indexation des taux

Un certain nombre de taux est adapté au **1^{er} juillet** de chaque année selon une méthode de calcul déterminée, sur base des fluctuations de l'indice général des prix à la consommation (art. 11 C.T.A.).

Il s'agit, plus spécialement, des taux de la taxe sur les véhicules suivants :

1° voitures automobiles, voitures mixtes et minibus ;

2° motocyclettes ;

3° autobus et autocars (**uniquement** la taxe minimale) ;

4° les remorques et semi-remorques dont la masse maximale autorisée ne dépasse pas 3.500 kg ;

5° les voitures automobiles, les voitures mixtes et les minibus mis en circulation depuis plus de 30 ans (Région wallonne) ou depuis plus de 25 ans (Région de Bruxelles-Capitale, cette période est progressivement relevée à 30 ans, voir plus bas point E-7), les remorques de camping et les remorques pour le transport d'un seul bateau, les véhicules militaires de collection de plus de 30 ans, ainsi que la taxe minimale d'application générale.

E. Taux

Les taux de la TC sont fixés aux art. 9 et 10 C.T.A.

Dans le cas où il s'agit des taux indexés, les montants mentionnés ci-après sont valables du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 inclus, **sous réserve d'éventuelles modifications législatives intervenant entre-temps**.

1. Voitures, voitures mixtes et minibus

CV	Taxe en euros (sans décime additionnel, cf. 8.1.1-H)
4 et moins	76,32
5	95,52
6	138,12
7	180,36
8	223,08
9	265,80
10	307,92
11	399,60
12	491,28
13	582,72
14	674,40
15	766,08
16	1.003,44
17	1.240,92
18	1.478,52
19	1.715,40
20	1.953,00
par CV supplémentaire au-dessus de 20 CV	106,56

1bis. Autocaravanes (uniquement dans la Région de Bruxelles-Capitale)

19,32 euros (plus décime additionnel, voir 8.1.1-H) par 500 kg de masse maximale autorisée, en appliquant la taxe minimale de **34,62 euros** (38,08 euros, décime additionnel inclus) pour la première tranche de 0-500 kg. Si la masse maximale autorisée est supérieure à 3.500 kg : forfait de **154,56 euros** (170,01 euros, décime additionnel inclus).

Ces taux ne s'appliquent que si le contribuable n'est pas une société, une entreprise publique autonome ou une association sans but lucratif à activités de leasing.

2. Véhicules à moteur destinés au transport de marchandises, d'une masse maximale autorisée ne dépassant pas 3.500 kilogrammes

19,32 euros (plus décime additionnel, voir 8.1.1-H) par 500 kg de masse maximale autorisée, avec application d'une taxe minimale de **34,62 euros** (38,08 euros, décime additionnel inclus) pour la première tranche de 0-500 kg.

3. Motocyclettes

Taxe uniforme de **54,12 euros** (plus décime additionnel, voir 8.1.1-H, soit 59,53 euros au total). Si la cylindrée s'élève à maximum 250 cm³, il y a exonération de la TC.

4. Autobus et autocars

- si ≤ 10 CV : **4,44 euros** par CV, avec un minimum de **76,60 euros** (plus décime additionnel, voir 8.1.1-H, donc 84,26 euros au total) ;
- si > 10 CV : **4,44 euros** par CV + **0,24 euro** par CV au-delà de 10 CV, avec un maximum de **12,48 euros** par CV (plus décime additionnel, voir 8.1.1-H).

5. Véhicules à moteur ou ensembles de véhicules destinés au transport de marchandises

Lorsque la masse maximale autorisée (MMA) de ces véhicules dépasse 3.500 kg, la taxe est fixée sur base des barèmes qui tiennent compte de la MMA, du nombre d'essieux et de la nature de la suspension (suspension pneumatique ou reconnue équivalente des essieux moteurs d'une part, et autres systèmes de suspension d'autre part).

Dans le cas d'un véhicule à moteur solo, la MMA à prendre en considération est égale à sa MMA propre ; dans le cas d'un ensemble de véhicules, la MMA à prendre en considération est égale à la somme des MMA propres des véhicules qui font partie de l'ensemble.

Tarifs en Région wallonne

En Région wallonne, il existe au total 200 catégories de tarifs, répartis en 10 tableaux (les tarifs doivent être augmentés du décime additionnel - voir 8.1.1-H.) :

a. Véhicules à moteur solos

- I. Véhicule à moteur comportant au plus deux essieux : 12 catégories dont les tarifs vont de 0 euro à 274 euros ;
- II. Véhicule à moteur comportant trois essieux : 14 catégories dont les tarifs vont de 0 euro à 345 euros ;
- III. Véhicule à moteur comportant quatre essieux : 12 catégories dont les tarifs vont de 0 euro à 537 euros ;
- IV. Véhicule à moteur comportant plus de quatre essieux : 42 catégories dont les tarifs vont de 0 euro à 307 euros ;

b. Ensemble de véhicules

- V. Véhicule à moteur comportant deux essieux au plus et remorque ou semi-remorque comportant un seul essieu : 16 catégories dont les tarifs vont de 0 euro à 307 euros ;
- VI. Véhicule à moteur comportant deux essieux et remorque ou semi-remorque comportant deux essieux : 18 catégories dont les tarifs vont de 0 euro à 706 euros ;
- VII. Véhicule à moteur comportant deux essieux et remorque ou semi-remorque comportant trois essieux : 8 catégories dont les tarifs vont de 0 euro à 700 euros ;
- VIII. Véhicule à moteur comportant trois essieux et remorque ou semi-remorque comportant deux essieux au plus : 10 catégories dont les tarifs vont de 0 euro à 929 euros ;
- IX. Véhicule à moteur comportant trois essieux et remorque ou semi-remorque comportant trois essieux : 10 catégories dont les tarifs vont de 0 euro à 535 euros ;
- X. Ensemble de véhicules présentant une configuration autre que celles spécifiées aux tableaux V à IX : 58 catégories dont les tarifs vont de 0 euro à 706 euros.

Exemples (sans décime additionnel)

1. Camion comportant deux essieux et une MMA de 13.000 kg : 31 euros en cas de suspension pneumatique et 86 euros dans le cas d'une autre suspension ;
2. Camion comportant trois essieux et une MMA de 20.000 kg : 111 euros en cas de suspension pneumatique et 144 euros dans le cas d'une autre suspension ;
3. Camion comportant quatre essieux et une MMA de 25.000 kg : 146 euros en cas de suspension pneumatique et 228 euros dans le cas d'une autre suspension ;
4. Camion comportant cinq essieux et une MMA de 30.000 kg : 175 euros en cas de suspension pneumatique et 307 euros dans le cas d'une autre suspension ;
5. Tracteur comportant deux essieux et semi-remorque comportant un seul essieu et une MMA de 20.000 kg : 32 euros en cas de suspension pneumatique et 75 euros dans le cas d'une autre suspension ;
6. Camion comportant deux essieux et remorque comportant deux essieux et une MMA de 30.000 kg : 204 euros en cas de suspension pneumatique et 335 euros dans le cas d'une autre suspension ;
7. Tracteur comportant trois essieux et semi-remorque comportant deux essieux et une MMA de 43.000 kg : 628 euros en cas de suspension pneumatique et 929 euros dans le cas d'une autre suspension ;
8. Tracteur comportant trois essieux et semi-remorque comportant trois essieux et une MMA de 43.000 kg : 336 euros en cas de suspension pneumatique et 535 euros dans le cas d'une autre suspension.

Le tarif est de 0 euro pour les véhicules à moteur ou les ensembles de véhicules dont la masse maximale autorisée dépasse 3,5 tonnes mais est inférieure à 12 tonnes. Pour ces véhicules, la taxe minimale ne s'applique pas non plus (cf. point 7 ci-dessous).

Tarifs en Région de Bruxelles-Capitale

S'ils sont **effectivement soumis** au prélèvement kilométrique (cf. point 8.3), le tarif de la taxe de circulation est de 0 euro pour les véhicules à moteur ou les ensembles de véhicules dont la masse maximale autorisée dépasse 3,5 tonnes mais est inférieure à 12 tonnes. Pour ces véhicules, la taxe minimale ne s'applique pas non plus (cf. point 7 ci-dessous).

S'ils ne sont **pas soumis** au prélèvement kilométrique (cf. point 8.3), les véhicules à moteur ou les ensembles de véhicules dont la masse maximale autorisée dépasse 3,5 tonnes mais est inférieure à 12 tonnes, sont taxés selon les 84 catégories de tarifs mentionnées ci-dessous.

a. Véhicules à moteur solos

- I. Véhicule à moteur comportant deux essieux au plus: 18 catégories dont les tarifs vont de 59,97 euros à 224,59 euros ;
- II. Véhicule à moteur comportant trois essieux : 2 catégories dont les tarifs vont de 209,67 euros à 299,55 euros ;
- III. Véhicule à moteur comportant quatre essieux : 2 catégories dont les tarifs vont de 248,44 euros à 414,08 euros ;
- IV. Véhicule à moteur comportant plus de quatre essieux : 18 catégories dont les tarifs vont de 59,97 euros à 224,59 euros ;

b. Ensemble de véhicules

- V. Véhicule à moteur comportant deux essieux au plus et remorque ou semi-remorque comportant un seul essieu : 18 catégories dont les tarifs vont de 59,97 euros à 224,59 euros ;
- VI. Véhicule à moteur comportant deux essieux et remorque ou semi-remorque comportant deux essieux : 2 catégories dont les tarifs vont de 260,29 euros à 449,48 euros ;

- VII. Véhicule à moteur comportant deux essieux et remorque ou semi-remorque comportant trois essieux : 2 catégories dont les tarifs vont de 471,00 euros à 648,79 euros ;
- VIII. Véhicule à moteur comportant trois essieux et remorque ou semi-remorque comportant deux essieux au plus : 2 catégories dont les tarifs vont de 429,20 euros à 648,79 euros ;
- IX. Véhicule à moteur comportant trois essieux et remorque ou semi-remorque comportant trois essieux : 2 catégories dont les tarifs vont de 286,07 euros à 648,79 euros ;
- X. Autres combinaisons : 18 catégories dont les tarifs vont de 59,97 euros à 224,59 euros.

Pour les véhicules à moteur dont la masse maximale autorisée s'élève à au moins 12 tonnes, la taxe est prélevée selon 80 catégories de tarifs au total (les tarifs doivent être augmentés du décime additionnel - voir 8.1.1-H.) :

a. Véhicules à moteur solos

- I. Véhicule à moteur comportant au plus deux essieux : 8 catégories dont les tarifs vont de 0 euro à 274 euros ;
- II. Véhicule à moteur comportant trois essieux : 10 catégories dont les tarifs vont de 31 euros à 345 euros ;
- III. Véhicule à moteur comportant quatre essieux : 8 catégories dont les tarifs vont de 144 euros à 537 euros ;
- IV. Véhicule à moteur comportant plus de quatre essieux : 8 catégories dont les tarifs vont de 144 euros à 537 euros ;

b. Ensemble de véhicules

- V. Véhicule à moteur comportant deux essieux au plus et remorque ou semi-remorque comportant un seul essieu : 16 catégories dont les tarifs vont de 0 euro à 307 euros ;
- VI. Véhicule à moteur comportant deux essieux et remorque ou semi-remorque comportant deux essieux : 14 catégories dont les tarifs vont de 30 euros à 706 euros ;
- VII. Véhicule à moteur comportant deux essieux et remorque ou semi-remorque comportant trois essieux : 4 catégories dont les tarifs vont de 370 euros à 700 euros ;
- VIII. Véhicule à moteur comportant trois essieux et remorque ou semi-remorque comportant deux essieux au plus : 6 catégories dont les tarifs vont de 327 euros à 929 euros ;
- IX. Véhicule à moteur comportant trois essieux et remorque ou semi-remorque comportant trois essieux et autres combinaisons : 6 catégories dont les tarifs vont de 186 euros à 535 euros.

Exemples (sans décime additionnel)

1. *Camion comportant deux essieux et une MMA de 13.000 kg : 31 euros en cas de suspension pneumatique et 86 euros dans le cas d'une autre suspension ;*
2. *Camion comportant trois essieux et une MMA de 20.000 kg : 111 euros en cas de suspension pneumatique et 144 euros dans le cas d'une autre suspension ;*
3. *Camion comportant quatre essieux et une MMA de 25.000 kg : 146 euros en cas de suspension pneumatique et 228 euros dans le cas d'une autre suspension ;*
4. *Camion comportant cinq essieux et une MMA de 30.000 kg : 362 euros en cas de suspension pneumatique et 537 euros dans le cas d'une autre suspension ;*
5. *Tracteur comportant deux essieux et semi-remorque comportant un seul essieu et une MMA de 20.000 kg : 32 euros en cas de suspension pneumatique et 75 euros dans le cas d'une autre suspension ;*

6. *Camion comportant deux essieux et remorque comportant deux essieux et une MMA de 30.000 kg : 204 euros en cas de suspension pneumatique et 335 euros dans le cas d'une autre suspension ;*
7. *Tracteur comportant trois essieux et semi-remorque comportant deux essieux et une MMA de 43.000 kg : 628 euros en cas de suspension pneumatique et 929 euros dans le cas d'une autre suspension ;*
8. *Tracteur comportant trois essieux et semi-remorque comportant trois essieux et une MMA de 43.000 kg : 336 euros en cas de suspension pneumatique et 535 euros dans le cas d'une autre suspension.*

6. Remorques et semi-remorques dont la masse maximale autorisée (MMA) ne dépasse pas 3.500 kg

- **35,76 euros** (plus décime additionnel, soit 39,34 euros au total) lorsque la MMA ne dépasse pas 500 kg ;
- **74,16 euros** (plus décime additionnel, soit 81,58 euros au total) lorsque la MMA atteint 501 kg sans dépasser 3.500 kg.

En Région de Bruxelles-Capitale, les remorques et semi-remorques dont la masse maximale autorisée ne dépasse pas 750 kg et qui sont exclusivement tirées par une voiture particulière, une voiture mixte, un minibus, une ambulance, une motocyclette, une camionnette, une autocaravane, un autobus ou un autocar sont exonérées de TC. Toutefois, cette exonération ne s'applique pas si le contribuable est une société, une entreprise publique autonome ou une association sans but lucratif à activités de leasing.

7. Véhicules soumis à une taxe forfaitaire

Cette taxe s'élève à **34,62 euros** (plus décime additionnel, soit 38,08 euros au total) et est perçue sur :

- les voitures, les voitures mixtes, les minibus et les motocyclettes mis en circulation depuis plus de 30 ans (Région wallonne) ou depuis plus de 25 ans (Région de Bruxelles-Capitale) ;

Dans la Région de Bruxelles-Capitale, une règle transitoire s'applique à ces véhicules pour les exercices d'imposition 2020 à 2024 s'ils ont été mis en circulation depuis plus de 25 ans mais pas depuis plus de 30 ans. Cette règle ne s'applique pas si le contribuable est une société, une entreprise publique autonome ou une association sans but lucratif à activités de leasing.

- les remorques de camping et les remorques pour le transport d'un seul bateau ;
- les véhicules militaires de collection de plus de 30 ans (pas dans la Région de Bruxelles-Capitale, sauf si le contribuable est une société, une entreprise publique autonome ou une association sans but lucratif à activités de leasing).

La **taxe minimale** sur tous les véhicules soumis à la TC s'élève à **34,62 euros** (plus décime additionnel, soit 38,08 euros au total).

La taxe minimale ne s'applique pas aux véhicules à moteur ou aux ensembles de véhicules dont la masse maximale autorisée dépasse 3,5 tonnes mais est inférieure à 12 tonnes (Région wallonne) ou aux véhicules à moteur ou aux ensembles de véhicules dont la masse maximale autorisée dépasse 3,5 tonnes mais est inférieure à 12 tonnes et qui sont soumis au prélèvement kilométrique (Région de Bruxelles-Capitale).

F. Réductions

Dans certains cas (art. 14-16 C.T.A.) et à condition qu'un certain nombre de conditions soient remplies, les réductions suivantes peuvent être d'application :

- a. la réduction selon le nombre d'années d'utilisation du véhicule (uniquement pour certains véhicules employés exclusivement pour le transport rémunéré de personnes) ;

- b. la réduction pour l'usage exclusif dans l'enceinte des ports (uniquement pour certains véhicules servant exclusivement au transport de marchandises ou d'objets quelconques) ;
- c. la réduction pour parc de véhicules (uniquement pour certains véhicules employés exclusivement pour le transport rémunéré de personnes).

En Région de Bruxelles-Capitale, ces réductions ne s'appliquent que si le contribuable est une société, une entreprise publique autonome ou une association sans but lucratif à activités de leasing.

G. La taxe de circulation complémentaire (TCC)

La taxe de circulation complémentaire est régie par les articles 12-13 C.T.A.

Cette taxe est prélevée sur les voitures, les voitures mixtes et les minibus équipés d'une installation LPG. Le montant dépend de la puissance fiscale du véhicule (CV).

- max. 7 CV : 89,16 euros
- de 8 à 13 CV : 148,68 euros
- plus de 13 CV : 208,20 euros

Tout véhicule exempté de TC l'est aussi de TCC, **sauf** dans un certain nombre de cas (p.ex. auto-ambulances, véhicules utilisés comme moyen de transport personnel par de grands invalides de guerre ou par des infirmes, véhicules utilisés exclusivement comme taxi, certaines plaques commerciales comme les plaques essais ou les plaques professionnelles ...). L'indexation annuelle (voir 8.1.1-D) **ne** s'applique **pas** à la TCC. Il ne s'y ajoute **pas** non plus de décime additionnel en faveur des communes (voir 8.1.1-H).

H. Décime additionnel en faveur des communes

Ce décime additionnel s'applique à tous les véhicules soumis à la TC (art. 42 C.T.A.), à l'exclusion :

- a. des véhicules employés exclusivement pour le *transport rémunéré de personnes* en vertu d'une autorisation délivrée en vue de l'exploitation des services occasionnels (services d'autocar) ;
- b. des véhicules qui bénéficient de la réduction de TC pour usage exclusif dans *l'enceinte des ports* (en Région wallonne, en Région de Bruxelles-Capitale, uniquement pour les contribuables qui sont une société, une entreprise publique autonome ou une association sans but lucratif à activités de leasing).

Dans le cas de la voiture décrite dans l'exemple figurant au point 8.1.1-C., la TC atteint, après ajout du décime :

$$223,08 \text{ euros} + 22,31 \text{ euros} = 245,39 \text{ euros}$$

La TCC (voir 8.1.1-G) doit éventuellement être ajoutée.

I. Aperçu de la taxe de circulation

Les taux mentionnés ci-dessous relatifs à la TC pour les voitures, les voitures mixtes et les minibus, y compris les décimes additionnels, sont valables du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 inclus, **sous réserve d'éventuelles modifications législatives intervenant entre-temps**. A titre d'exemple, sont repris dans le présent tableau les véhicules dont la cylindrée est inférieure ou égale à 4,1 litres.

Montants de la taxe en euros					
Cylindrées en litre	CV	Taxe	Cylindrées en litre	CV	Taxe
0,7 et moins	4	83,95	2,4 – 2,5	13	640,99
0,8 – 0,9	5	105,07	2,6 – 2,7	14	741,84
			2,8 – 3,0	15	842,69
1,0 – 1,1	6	151,93	3,1 – 3,2	16	1.103,78
1,2 – 1,3	7	198,40			
1,4 – 1,5	8	245,39	3,3 – 3,4	17	1.365,01
1,6 – 1,7	9	292,38	3,5 – 3,6	18	1.626,37
1,8 – 1,9	10	338,71	3,7 – 3,9	19	1.886,94
			4,0 – 4,1	20	2.148,30
2,0 – 2,1	11	439,56			
2,2 – 2,3	12	540,41			

8.1.2. RÉGION FLAMANDE

A. Véhicules imposables

La taxe de circulation (TC) est établie sur les véhicules à vapeur ou à moteur et sur leurs remorques et semi-remorques, utilisés pour le transport de personnes, ainsi que sur tous les véhicules semblables servant au transport de marchandises ou d'objets quelconques sur les routes (art. 1.1.0.0.2 et 2.2.1.0.1 C.F.F.).

Les véhicules à moteur sont en principe répertoriés conformément à la réglementation concernant leur immatriculation à la DIV. Mais pour les véhicules à moteur destinés au transport de marchandises d'un poids total autorisé en charge ne dépassant pas 3.500 kg et qui sont immatriculés à la DIV comme "camionnettes", il existe une dérogation puisque la *définition fiscale des camionnettes* s'applique à ces véhicules (art. 1.1.0.0.2 C.F.F.).

En matière de taxe de circulation, les véhicules conçus et construits pour le transport de choses dont le poids total autorisé en charge n'excède pas 3.500 kg ne sont considérés et traités fiscalement comme camionnettes que s'ils rentrent dans l'une des quatre catégories suivantes :

1. *les pick-ups avec cabine simple,*

c'est-à-dire les véhicules composés d'une cabine unique complètement séparée de l'espace de chargement et comportant deux places au maximum, celle du conducteur non comprise, ainsi que d'un plateau de chargement ouvert. Ce plateau de chargement peut être fermé par une bâche, un couvercle plat et horizontal ou une structure de protection du chargement.

2. *les pick-ups avec cabine double,*

c'est-à-dire les véhicules composés d'une cabine double complètement séparée de l'espace de chargement et comportant six places au maximum, celle du conducteur non comprise, ainsi que d'un plateau de chargement ouvert. Ce plateau de chargement peut être fermé par une bâche, un couvercle plat et horizontal ou une structure de protection du chargement.

Les véhicules de type pick-up seront toujours traités fiscalement comme des camionnettes.

3. *les camionnettes à rangée unique de sièges,*

ces véhicules doivent être composés "simultanément", d'une part, d'un espace réservé aux passagers avec deux places au maximum, celle du conducteur non comprise, et, d'autre part, d'un espace de chargement séparé de celui réservé aux passagers par une cloison. L'espace de chargement doit atteindre au moins 50% de la longueur de l'empattement. En outre, l'espace de chargement doit être pourvu, sur toute sa surface, d'un plancher horizontal fixe faisant partie intégrante de la carrosserie ou y fixé de manière durable et exempt de tout point d'attache pour des banquettes, sièges ou ceintures de sécurité complémentaires.

4. *les camionnettes avec deux rangées de sièges,*

ces véhicules doivent être composés simultanément, d'un côté, d'un espace réservé aux passagers avec six places au maximum, celle du conducteur non comprise, et, d'un autre côté, d'un espace de chargement séparé de celui réservé aux passagers. Les espaces passagers et chargement doivent être totalement séparés l'un de l'autre, sur toute la largeur et hauteur de l'espace intérieur, au moyen d'une paroi rigide, inamovible et indivisible. L'espace de chargement doit atteindre au moins 50% de la longueur de l'empattement. En outre, l'espace de chargement doit être pourvu, sur toute sa surface, d'un plancher horizontal fixe faisant partie intégrante de la carrosserie ou y fixé de manière durable et exempt de tout point d'attache pour des banquettes, sièges ou ceintures de sécurité complémentaires.

Les véhicules immatriculés comme camionnette dans la réglementation de la DIV et qui, selon leur type, ne répondent pas aux conditions précitées, seront dès lors considérés et imposés fiscalement, selon leur construction, comme une voiture, une voiture mixte ou un minibus.

B. Exemptions

Les véhicules exemptés sont énumérés à l'art. 2.2.6.0.1 et suivants du C.F.F..

En ce qui concerne les véhicules à moteur et les ensembles de véhicules affectés au transport sur route de marchandises, d'un poids total autorisé en charge d'au moins 12 tonnes, sont notamment exemptés de la taxe les véhicules à moteur et les ensembles de véhicules affectés exclusivement à la défense nationale, à la protection civile, aux services de lutte contre les incendies et aux autres services d'urgence, au maintien de l'ordre et à l'entretien des routes, ainsi que quelques autres véhicules à moteur et ensembles de véhicules (art. 2.2.6.0.1 § 2 C.F.F.).

En ce qui concerne les autres véhicules taxables, sont notamment exemptés de la taxe les véhicules affectés exclusivement à un service public des différentes autorités, les véhicules employés exclusivement pour les transports publics, les auto-ambulances, les véhicules utilisés comme moyens de locomotion personnelle par de grands invalides de guerre ou par des personnes handicapées, certains véhicules agricoles et assimilés, les véhicules utilisés exclusivement comme taxi, les cyclomoteurs et les motocyclettes jusqu'à 250 cm³ au maximum et quelques autres véhicules. Une exemption est également prévue pour les véhicules déployés par des transporteurs subventionnés par le Gouvernement flamand, et affectés exclusivement au transport de personnes handicapées ou à mobilité gravement réduite (art. 2.2.6.0.1 § 1 C.F.F.).

Les véhicules fonctionnant exclusivement avec un moteur électrique ou à l'hydrogène sont exonérés de la taxe. Toutefois, cette exonération ne s'applique qu'aux véhicules routiers, camionnettes, corbillards et tracteurs à moteur solos (lorsque ces véhicules ne relèvent pas du point E-5 ci-dessous), de personnes physiques et de personnes morales autres que les sociétés, les entreprises publiques autonomes et les associations sans but lucratif, qui exercent des activités de leasing (art. 2.2.6.0.6 C.F.F.).

S'ils sont inscrits au répertoire de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière au plus tard le 31 décembre 2020 (et sous certaines conditions aussi après cette date, voir art. 2.2.6.0.7 C.F.F.), les véhicules suivants sont exonérés de la taxe :

- Les véhicules dont le moteur est alimenté, même partiellement ou temporairement, au gaz naturel ;
- Les véhicules hybrides rechargeables dont l'émission de CO₂ n'excède pas 50 g/km. Un véhicule hybride rechargeable est un véhicule à moteur électrique et à moteur à combustion, dont l'énergie est fournie au moteur électrique par des batteries pouvant être chargées complètement par un raccordement à une source d'énergie externe.

Cette exonération ne s'applique qu'aux véhicules routiers, camionnettes, corbillards et tracteurs à moteur solos (lorsque ces véhicules ne relèvent pas du point E-5 ci-dessous), de personnes physiques et de personnes morales autres que les sociétés, les entreprises publiques autonomes et les associations sans but lucratif, qui exercent des activités de leasing. En ce qui concerne les **véhicules routiers** alimentés au **gaz naturel**, inscrits après le 30 juin 2017 au répertoire de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière, la puissance imposable ne peut **en outre** être supérieure à 11 chevaux fiscaux (art. 2.2.6.0.7 C.F.F.).

Enfin, pour les camions, les tracteurs, les remorques et les semi-remorques, un remboursement de la taxe de circulation annuelle est prévu lorsqu'ils effectuent des parcours dans le cadre du transport combiné. Les conditions d'application de ce système de remboursement ont été assouplies à partir de l'exercice d'imposition 2017 :

- le nombre de transbordements requis a été ramené à 100 (au lieu de 220), et
- la condition d'un transbordement en Belgique a été supprimée.

Une exonération de la taxe est accordée pour les voitures particulières, les voitures mixtes, les minibus, y compris les remorques de ces véhicules, et les motocyclettes qui sont importés en Belgique temporairement par une personne physique qui les affecte comme importateur sur le territoire belge à son usage personnel ou professionnel et qui a sa résidence habituelle (art. 2.2.6.0.5., §1, C.F.F.) :

- dans un autre Etat de l'Espace économique européen ;
- dans un pays ne faisant pas partie de l'Espace économique européen, lorsque ce pays accorde la même exonération aux résidents belges.

Est redevable de la taxe, quiconque emploie le véhicule pour son propre usage ou l'exploite, soit qu'il en ait la propriété ou la possession personnelle, soit qu'il en ait la disposition permanente ou habituelle par louage ou autre convention (art. 2.2.2.0.1 C.F.F.).

C. Base imposable

L'assiette est déterminée, selon le cas, en fonction de la puissance du moteur, de sa cylindrée ou du poids total autorisé en charge du véhicule. Pour les véhicules pourvus de moteurs à pistons rotatifs et qui sont imposables à la TC, la taxe dépend du nombre de CV, lequel est déterminé au moyen d'une formule dont tous les éléments dépendent de la cylindrée en litres (art. 2.2.3.0.1 et suivants C.F.F.).

Exemple

Une auto a un moteur de 4 cylindres dont l'alésage est de 76 mm et la course du piston de 80 mm. La cylindrée est donc égale à 1,5 litre. La puissance taxable est exprimée en CV, où :

$$CV = \frac{4 \times \text{cylindrée (en litre)} + \text{poids (en 100 kg)}}{4}$$

Pour cette auto, le deuxième terme de la formule est remplacé par un coefficient qui dépend de la cylindrée. Pour une cylindrée de 1,5 l, ce coefficient est égal à 2,00. La puissance fiscale en CV pour cette auto s'élève donc à :

$$4 \times 1,5 + 2,00 = 8,00, \text{ soit } 8 \text{ CV.}$$

En ce qui concerne l'écologisation (depuis 2016) de la taxe de circulation pour les voitures, les voitures mixtes et les minibus, les caractéristiques écologiques du véhicule routier sont également prises en considération en plus de la puissance du moteur. Un écobonus ou un écomalus est pris en compte en fonction du type de carburant, des émissions de CO₂ et de la norme Euro. La présence d'un filtre à particules est également prise en considération (voir également 8.1.2-E.1.b).

D. Indexation des tarifs

Un certain nombre de tarifs sont adaptés **au 1^{er} juillet** de chaque année selon une méthode de calcul déterminée, sur base des fluctuations de l'indice général des prix à la consommation (art. 2.2.4.0.3 C.F.F.).

Il s'agit, plus spécialement, des tarifs de la taxe sur les véhicules suivants :

- 1° voitures automobiles, voitures mixtes, minibus, certains véhicules à moteur destinés au transport de marchandises et dont le poids total autorisé en charge ne dépasse pas 3.500 kg, corbillards, tracteurs agricoles à moteur solos et tracteurs à moteur solos, dans la mesure où il s'agit de véhicules de personnes physiques et d'autres personnes morales que les sociétés, les entreprises publiques autonomes et les associations sans but lucratif, qui exercent des activités de leasing (cf. également 8.1.2-E.2 ci-après), ainsi que la taxe minimale spécifique qui s'applique à ces véhicules (voir également 8.1.2-E.1.b ci-dessous) ;
- 2° motocyclettes ;
- 3° autobus et autocars (**uniquement** la taxe minimale) ;
- 4° les remorques et semi-remorques dont le poids total autorisé en charge ne dépasse pas 3.500 kg ;
- 5° les véhicules mis en circulation depuis plus de 30 ans (pour les exercices d'imposition 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021, ils doivent être mis en circulation depuis respectivement plus de 25, 26, 27, 28 et 29 ans), les remorques de camping et les remorques pour le transport d'un seul bateau, les véhicules militaires de collection de plus de 30 ans, ainsi que la taxe minimale d'application générale ;
- 6° les véhicules dont le moteur est alimenté au LPG ou aux autres hydrocarbures gazeux liquéfiés : montant de la réduction fiscale (voir également 8.1.2-F ci-dessous).

E. Tarifs

Dans le cas où il s'agit des tarifs indexés, les montants mentionnés ci-après sont valables du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 inclus, **sous réserve d'éventuelles modifications législatives intervenant entre-temps.**

1. Voitures, voitures mixtes et minibus

a. Véhicules inscrits au plus tard le 31 décembre 2015 au répertoire de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière

La taxe est reprise dans le tableau ci-dessous.

CV	Taxe en euro (sans décime additionnel, cf. 8.1.2-H)
4 et moins	76,32
5	95,52
6	138,00
7	180,36
8	223,08
9	265,68
10	307,80
11	399,60
12	491,16
13	582,60
14	674,40
15	765,96
16	1.003,32
17	1.240,92
18	1.478,28
19	1.715,28
20	1.952,76
par CV supplémentaire au-dessus de 20 CV	106,44

b. Véhicules inscrits après le 31 décembre 2015 au répertoire de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière (sauf ceux qui sont mentionnés au point c ci-dessous)

La taxe est calculée sur la base du tableau mentionné au point a ci-dessus mais, dans le cadre de l'écologisation de la taxe de circulation, elle est modulée sur la base des éléments suivants (art. 2.2.4.0.1 § 2/1) :

1° les émissions de CO₂ du véhicule Le tarif est :

- majoré de 0,30% pour chaque gramme de CO₂ émis par kilomètre au-dessus de 122 grammes et inférieur ou égal à 500 grammes ;
- diminué de 0,30% pour chaque gramme de CO₂ émis par kilomètre en-dessous de 122 grammes mais supérieur à 24 grammes;

Les émissions CO₂ qui sont prises en compte sont celles mesurées lors de l'homologation du véhicule selon la réglementation européenne en vigueur au moment de la première immatriculation.

2° la norme Euro, le type de carburant et, le cas échéant, la présence d'un filtre à particules. Le tarif est ainsi majoré ou diminué selon le tableau ci-dessous :

Norme Euro	Essence et autres combustibles	Diesel
Euro 0	+30%	+50%
Euro 1	+10%	+40%
Euro 2	+5%	+35%
Euro 3	0%	+30%
Euro 3 + filtre à particules	non applicable	+25%
Euro 4	-12,5%	+25%
Euro 4 + filtre à particules	non applicable	+17,5%
Euro 5 ou EEV	-15%	+17,5%
Euro 6	-15%	+15%

En outre, si cette réglementation modulée de la taxe de circulation s'applique, la taxe minimum généralement applicable ne s'applique plus (voir point 7 ci-dessous). On applique alors une taxe minimale forfaitaire spécifique de **43,40 euros** (= montant sans décime additionnel) (art. 2.2.4.0.1, §2/1, alinéa 2, C.F.F.).

La réglementation écologisée décrite dans ce point b s'applique uniquement aux véhicules routiers de personnes physiques et de personnes morales autres que des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif, qui exercent des activités de leasing.

c. Véhicules inscrits pour la première fois au répertoire de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière après le 31 décembre 2020

La taxe est calculée sur la base du tableau mentionné au point a ci-dessus mais, dans le cadre de l'écologisation de la taxe de circulation, elle est modulée sur la base des éléments mentionnés au point b ci-dessus, sauf en ce qui concerne les émissions de CO₂ (art. 2.2.4.0.1 § 2/2) :

En ce qui concerne les émissions de CO₂, le tarif est :

- majoré de 0,30% pour chaque gramme de CO₂ émis par kilomètre au-dessus de 149 grammes et inférieur ou égal à 500 grammes ;
- diminué de 0,30% pour chaque gramme de CO₂ émis par kilomètre en-dessous de 149 grammes mais supérieur à 24 grammes;

Les émissions de CO₂ qui sont prises en compte sont celles mesurées lors de l'homologation du véhicule selon la réglementation européenne en vigueur.

En outre, si cette réglementation modulée de la taxe de circulation s'applique, la taxe minimale généralement applicable ne s'applique plus (voir point 7 ci-dessous). On applique alors une taxe minimale forfaitaire spécifique de **43,40 euros** (= montant sans décime additionnel) (art. 2.2.4.0.1, §2/1, alinéa 2, C.F.F.).

La réglementation écologisée décrite dans ce point c s'applique uniquement aux véhicules routiers de personnes physiques et de personnes morales autres que des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif, qui exercent des activités de leasing.

2. Véhicules à moteur destinés au transport de marchandises, d'un poids total autorisé en charge ne dépassant pas 3.500 kilogrammes, corbillards, tracteurs agricoles à moteur solos et tracteurs à moteur solos, autres que ceux mentionnés au point 5

19,32 euros (plus décime additionnel, voir 8.1.2-H) par 500 kg de poids total autorisé en charge, avec application d'une taxe minimale de **34,62 euros** (37,90 euros, décime additionnel inclus) pour la première tranche de 0-500 kg).

En ce qui concerne les véhicules à moteur destinés au transport de marchandises, les corbillards, les tracteurs agricoles à moteur solos et les tracteurs à moteur solos (lorsque ces véhicules ne relèvent pas du point 5 ci-après), inscrits après le 30 juin 2017 au répertoire de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière et dont le PTAC ne dépasse pas 2.500 kg, la taxe s'élève à **20,04** euros par 500 kg PTAC (montant hors décime additionnel), la modulation suivante étant appliquée :

Le tarif est :

1° en fonction des émissions de CO₂

- majoré de 0,30% par gramme d'émission de CO₂ par kilomètre au-dessus de 122 grammes et inférieur ou égal à 500 grammes ;
- réduit de 0,30% par gramme d'émission de CO₂ par kilomètre en dessous de 122 grammes mais au-dessus de 24 grammes;

Les émissions de CO₂ qui sont prises en compte sont celles mesurées lors de l'homologation du véhicule selon la réglementation européenne en vigueur au moment de la première immatriculation.

2° adapté en fonction de la norme Euro, du type de carburant et, le cas échéant, de la présence d'un filtre à particules. Le tarif est ainsi majoré ou réduit selon le tableau ci-dessous :

Norme Euro	Essence et autres carburants	Diesel
Euro 0	+30%	+50%
Euro 1	+10%	+40%
Euro 2	+5%	+35%
Euro 3	0%	+30%
Euro 3 + filtre à particules	Pas d'application	+25%
Euro 4	-12,5%	+25%
Euro 4 + filtre à particules	Pas d'application	+17,5%
Euro 5 ou EEV	-15%	+17,5%
Euro 6	-15%	+15%

Une taxe spécifique forfaitaire minimale de **41,70 euros** (montant hors décime additionnel, 45,87 euros décime additionnel compris) s'applique également (art. 2.2.4.0.1, § 3/1, alinéa 2, C.F.F.).

Si ces véhicules sont inscrits pour la première fois au répertoire de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière après le 31 décembre 2020, la modulation en fonction des émissions de CO₂ est appliquée comme suit (art.2.2.4.0.1, § 3/3, alinéa premier, C.F.F.).

Le tarif est alors :

- majoré de 0,30% pour chaque gramme de CO₂ émis par kilomètre au-dessus de 149 grammes et inférieur ou égal à 500 grammes ;
- diminué de 0,30% pour chaque gramme de CO₂ émis par kilomètre en-dessous de 149 grammes mais supérieur à 24 grammes;

Les émissions de CO₂ prises en compte sont celles mesurées lors de l'homologation du véhicule selon la réglementation européenne en vigueur au moment de la première immatriculation.

En ce qui concerne les véhicules à moteur destinés au transport de marchandises, les corbillards, les tracteurs agricoles à moteur solos et les tracteurs à moteur solos (lorsque ces véhicules ne relèvent pas du point 5 ci-après), inscrits après le 30 juin 2017 au répertoire de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière et dont le PTAC est supérieur à 2.500 kg sans dépasser 3.500 kg, la taxe s'élève à **20,04** euros par 500 kg PTAC (montant hors décime additionnel), la modulation suivante étant appliquée.

En fonction de la norme Euro du véhicule et, le cas échéant, de la présence d'un filtre à particules, le tarif est majoré du pourcentage mentionné dans le tableau ci-dessous :

Norme Euro	Pourcentage
Euro 0	+35%
Euro 1	+25%
Euro 2	+20%
Euro 3	+15%
Euro 3 + filtre à particules	+10%
Euro 4	+10%
Euro 4 + filtre à particules	+2,5%
Euro 5 ou EEV	+2,5%
Euro 6	0%

Une taxe spécifique forfaitaire minimale de **41,70 euros** (montant hors décime additionnel, 45,87 euros décime additionnel compris) s'applique également dans ce cas (art. 2.2.4.0.1, § 3/2, alinéa 3, C.F.F.).

Les tarifs plus favorables à l'environnement décrits ci-dessus s'appliquent uniquement aux véhicules de personnes physiques et de personnes morales autres que les sociétés, les entreprises publiques autonomes et les associations sans but lucratif, qui exercent des activités de leasing.

3. Motocyclettes

Taxe uniforme de **54,12 euros** (plus décime additionnel, voir 8.1.2-H, soit 59,53 euros au total). Si la cylindrée s'élève à 250 cm³ au maximum, il y a exonération de la TC.

4. Autobus et autocars

- si ≤ 10 CV : **4,44 euros** par CV, avec un minimum de **76,59 euros** (plus décime additionnel, voir 8.1.2-H, soit 84,25 euros au total) ;
- si > 10 CV : **4,44 euros** par CV + **0,24 euro** par CV au-delà de 10 CV, avec un maximum de **12,48 euros** par CV (plus décime additionnel, voir 8.1.2-H).

5. Véhicules à moteur ou ensembles de véhicules destinés au transport de marchandises

La taxe sur les véhicules à moteur et l'ensemble des véhicules destinés au transport de marchandises, dont le poids total autorisé en charge (PTAC) dépasse 3,5 tonnes mais est inférieur à 12 tonnes, est égale à 0 euro (et la taxe minimale ne s'applique pas ici) (art.2.2.4.0.1 § 6 et art. 2.2.4.0.2 § 2, C.F.F.).

Lorsque le poids total autorisé en charge (PTAC) de ces véhicules dépasse 12 tonnes, la taxe est fixée sur base des barèmes qui tiennent compte du PTAC, du nombre d'essieux et de la nature de la suspension (suspension pneumatique ou reconnue équivalente des essieux moteurs d'une part, et autres systèmes de suspension d'autre part).

Dans le cas d'un véhicule à moteur solo, le PTAC à prendre en considération est égal à son PTAC propre ; dans le cas d'un ensemble de véhicules, le PTAC à prendre en considération est égal à la somme des PTAC propres des véhicules qui font partie de l'ensemble.

Il y a au total 78 catégories de tarifs (les tarifs incluent déjà le décime additionnel - voir 8.1.2-H) :

a. Véhicules à moteur solos

- I. Véhicule à moteur comportant deux essieux au plus (8 catégories – tarifs allant de 0 euro à 274 euros) ;
- II. Véhicule à moteur comportant trois essieux (12 catégories – tarifs allant de 31 euros à 345 euros) ;
- III. Véhicule à moteur comportant quatre essieux (10 catégories – tarifs allant de 144 euros à 537 euros) ;

b. Ensemble de véhicules

- IV. Véhicule à moteur comportant deux essieux au plus et remorque ou semi-remorque comportant un seul essieu (16 catégories – tarifs allant de 0 euro à 307 euros) ;
- V. Véhicule à moteur comportant deux essieux et remorque ou semi-remorque comportant deux essieux (16 catégories – tarifs allant de 30 euros à 706 euros) ;
- VI. Véhicule à moteur comportant deux essieux et remorque ou semi-remorque comportant trois essieux (4 catégories – taux allant de 370 euros à 700 euros) ;
- VII. Véhicule à moteur comportant trois essieux et remorque ou semi-remorque comportant deux essieux au plus (6 catégories – tarifs allant de 327 euros à 929 euros) ;
- VIII. Véhicule à moteur comportant trois essieux et remorque ou semi-remorque comportant trois essieux (6 catégories – tarifs allant de 186 euros à 535 euros).

Exemples (décime additionnel déjà inclus)

1. *Camion comportant deux essieux et un PTAC de 13.000 kg : 31 euros en cas de suspension pneumatique et 86 euros dans le cas d'une autre suspension ;*
 2. *Camion comportant trois essieux et un PTAC de 20.000 kg : 111 euros en cas de suspension pneumatique et 144 euros dans le cas d'une autre suspension ;*
 3. *Camion comportant quatre essieux et un PTAC de 25.000 kg : 146 euros en cas de suspension pneumatique et 228 euros dans le cas d'une autre suspension ;*
 4. *Camion comportant cinq essieux et un PTAC de 30.000 kg : 0 euro étant donné qu'aucun tarif spécifique n'a été fixé pour les véhicules à moteur solos comportant plus de quatre essieux ;*
 5. *Tracteur comportant deux essieux et semi-remorque comportant un seul essieu et un PTAC de 20.000 kg : 32 euros en cas de suspension pneumatique et 75 euros dans le cas d'une autre suspension ;*
 6. *Camion comportant deux essieux et remorque comportant deux essieux et un PTAC de 30.000 kg : 204 euros en cas de suspension pneumatique et 335 euros dans le cas d'une autre suspension ;*
 7. *Tracteur comportant trois essieux et semi-remorque comportant deux essieux et un PTAC de 43.000 kg : 628 euros en cas de suspension pneumatique et 929 euros dans le cas d'une autre suspension ;*
 8. *Tracteur comportant trois essieux et semi-remorque comportant trois essieux et un PTAC de 43.000 kg : 336 euros en cas de suspension pneumatique et 535 euros dans le cas d'une autre suspension.*
6. Remorques et semi-remorques dont le poids total autorisé en charge (PTAC) ne dépasse pas 3.500 kg
- **35,64 euros** (plus décime additionnel, soit 39,20 euros au total) lorsque le PTAC ne dépasse pas 500 kg ;
 - **74,16 euros** (plus décime additionnel, soit 81,58 euros au total) lorsque le PTAC atteint 501 kg sans dépasser 3.500 kg.

Il existe une exemption de taxe de circulation pour les remorques et semi-remorques ayant un poids total autorisé en charge de 750 kg ou moins qui sont exclusivement tirées par une voiture, une voiture mixte, un minibus, une ambulance, une motocyclette, un camion léger, un motorhome, un autobus ou un autocar.

Cette exemption s'applique uniquement aux contribuables qui sont des personnes physiques ou des personnes morales autres qu'une société, entreprise publique autonome et association sans but lucratif, qui exerce des activités de leasing.

Attention : Les remorques de camping et les remorques spécialement conçues pour le transport d'un seul bateau restent soumises à la taxe de circulation forfaitaire (voir point 7 ci-dessous).

7. Véhicules soumis à une taxe forfaitaire

Cette taxe s'élève à **34,62 euros** (plus décime additionnel, soit 38,08 euros au total) et est perçue sur :

- les véhicules mis en circulation depuis plus de 30 ans ;

Pour ces véhicules, le régime transitoire suivant s'applique : pour les exercices d'imposition 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021, ils doivent être mis en circulation depuis respectivement plus de 25, 26, 27, 28 et 29 ans pour entrer en ligne de compte pour l'application de ce tarif.

- les remorques de camping et les remorques pour le transport d'un seul bateau.

La **taxe minimale** sur tous les véhicules soumis à la TC s'élève à **34,62 euros** (plus décime additionnel, soit 38,08 euros au total).

Toutefois, la **taxe minimale** est de **43,40 euros** (à augmenter du décime additionnel, donc 47,74 euros au total) pour les voitures, les voitures mixtes et les minibus inscrits après le 31 décembre 2015 et **41,70 euros** (à augmenter du décime additionnel, donc 45,87 euros au total) pour les véhicules à moteur destinés au transport de marchandises, les corbillards, les tracteurs agricoles à moteur solos et les tracteurs à moteur solos (lorsque ces véhicules ne relèvent pas du point 5 ci-avant), inscrits après le 30 juin 2017 au registre de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière par des personnes physiques et des personnes morales autres que des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif, qui exercent des activités de leasing.

Cette taxe minimale ne s'applique pas aux véhicules à moteur ou aux ensembles de véhicules, dont le PTAC est supérieur à 3,5 tonnes, destinés au transport de marchandises.

8. Motorhomes

Poids total autorisé en charge (PTAC) en kg		Taxe en euros (sans décime additionnel)
van	tot	
0	1.500	84
1.501	3.500	120
3.501	7.999	132
8.000	10.999	168
11.000	et plus	264

Ces tarifs doivent encore être **augmentés du décime additionnel**. Ils s'appliquent uniquement aux personnes physiques ainsi qu'aux personnes morales autres que les sociétés, les entreprises publiques autonomes et les associations sans but lucratif, qui exercent des activités de leasing. Ces véhicules n'entrent pas en considération pour une exonération.

F. Réductions fiscales

Dans certains cas (art. 2.2.5.0.1 et suivants C.F.F.) et à condition qu'un certain nombre de conditions soient remplies, les réductions suivantes peuvent être d'application :

- a. la réduction selon le nombre d'années d'utilisation du véhicule (uniquement pour certains véhicules employés exclusivement pour le transport rémunéré de personnes) ;
- b. la réduction pour parc de véhicules (uniquement pour certains véhicules employés exclusivement pour le transport rémunéré de personnes) ;

- c. la réduction pour les véhicules dont le moteur est alimenté, même partiellement ou temporairement, par du gaz de pétrole liquéfié (LPG) ou d'autres hydrocarbures gazeux liquéfiés. Lorsque cette réduction, qui s'élève à **108,48 euros** (montant indexé), s'applique, aucune taxe minimale ne s'applique et la taxe de circulation peut de ce fait être ramenée à 0 euro.

La réglementation décrite au point c ci-dessus ne s'applique qu'aux véhicules routiers, camionnettes, corbillards et tracteurs à moteur solos (lorsque ces véhicules ne relèvent pas du point E-5 ci-avant) de personnes physiques et de personnes morales autres que des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif, qui exercent des activités de leasing.

G. La taxe de circulation complémentaire (TCC)

La taxe de circulation complémentaire est régie par l'art. 2.2.4.0.4 C.F.F..

Cette taxe est prélevée sur les voitures, les voitures mixtes et les minibus, y compris les camionnettes, équipés d'une installation LPG. Le montant dépend de la puissance fiscale du véhicule (CV).

- max. 7 CV : 89,16 euros
- de 8 à 13 CV : 148,68 euros
- plus de 13 CV : 208,20 euros

Tout véhicule exempté de TC l'est aussi de TCC, **sauf** dans un certain nombre de cas (p.ex. auto-ambulances, véhicules utilisés comme moyen de transport personnel par de grands invalides de guerre ou par des personnes handicapées, véhicules utilisés exclusivement comme taxi, ...). L'indexation annuelle (voir 8.1.2-D) **ne** s'applique **pas** à la TCC. Il ne s'y ajoute **pas** non plus de décime additionnel en faveur des communes (voir 8.1.2-H).

Une exonération totale ou partielle de **taxe de circulation complémentaire** est accordée :

- 1° aux non-résidents lorsque, dans l'état où ils résident, il n'existe pas de taxe analogue ou lorsque les résidents belges en sont exonérés, et dans la mesure de cette exonération ;
- 2° aux organisations internationales et leurs représentants, fonctionnaires et membres, dans la mesure où ils bénéficient de l'exonération de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, en vertu des privilèges et immunités qui leur sont accordés conformément au droit international (art. 2.2.6.0.2 C.F.F.).

H. Décime additionnel en faveur des communes

Ce décime additionnel s'applique à tous les véhicules soumis à la TC (art. 2.2.4.0.5 C.F.F.), à l'exclusion des véhicules employés exclusivement pour le *transport rémunéré de personnes* en vertu d'une autorisation délivrée en vue de l'exploitation des services occasionnels (services d'autocar).

Contrairement aux autres tarifs repris dans le C.F.F., les montants applicables aux véhicules à moteur ou aux ensembles de véhicules, dont la masse maximale autorisée est de 12 tonnes ou plus et destinés au transport de marchandises, repris à l'art. 2.2.4.0.1, §6, alinéa 2, C.F.F, incluent déjà le décime additionnel.

Exemples

Dans le cas de la voiture décrite dans l'exemple figurant au point 8.1.2-C, la TC, après addition du décime additionnel et en supposant que la voiture ait été inscrite au plus tard le 31 décembre 2015 au registre de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière, s'élève à :

$$223,08 \text{ euro} + 22,31 \text{ euro} = 245,39 \text{ euro}$$

Si cette voiture a été inscrite pour la première fois après le 31 décembre 2020 et qu'il s'agit d'une voiture diesel qui appartient à la catégorie Euro 6 et qui émet 100 grammes de CO₂ par km selon la procédure WLTP, une correction CO₂ de -14,7%, soit $[0,3\% * (100 - 149)]$, et une correction composante air de 15% s'appliquent. Les deux corrections sont comptabilisées en une correction totale de 0,3%. La TC, décime additionnel inclus, s'élève donc, après application des arrondis, à 246,13 euros.

Si cette voiture a été inscrite pour la première fois après le 31 décembre 2020 et qu'il s'agit d'une voiture essence qui appartient à la catégorie Euro 6 et qui émet 120 grammes de CO₂ par km selon la procédure WLTP, une correction CO₂ de -8,7%, soit $[0,3\% * (120 - 149)]$, et une correction composante air de -15% s'appliquent. Les deux corrections sont comptabilisées en une correction totale de -23,7%. La TC, décime additionnel inclus, s'élève donc, après application des arrondis, à 187,23 euros.

Dans tous ces cas, la TCC (voir 8.1.2-G) doit éventuellement être ajoutée.

8.2. LA TAXE DE MISE EN CIRCULATION (TMC)

Remarque préalable :

Depuis le 1^{er} janvier 2011, la Région flamande est seule compétente pour assurer le service de la taxe de mise en circulation pour les personnes physiques qui y sont domiciliées ou les personnes morales qui y ont établi leur siège social.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, la Région wallonne est seule compétente pour assurer le service de la taxe de mise en circulation pour les personnes physiques qui y sont domiciliées ou les personnes morales qui y ont établi leur siège social.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la Région de Bruxelles-Capitale est seule compétente pour assurer le service de la taxe de mise en circulation pour les personnes physiques qui y sont domiciliées ou les personnes morales qui y ont établi leur siège social.

8.2.1. RÉGION WALLONNE ET RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

A. Véhicules imposables

La taxe de mise en circulation est perçue sur :

- a. les voitures, voitures mixtes, minibus et motocyclettes (y compris les véhicules à moteur qui sont décrits comme/ qualifiés de "camionnettes" dans la réglementation concernant l'immatriculation des véhicules à moteur, mais qui ne satisfont pas à la définition fiscale des camionnettes, voir 8.1.1-A ci-dessus) ;
- b. les avions, hydravions, hélicoptères, planeurs, ballons sphériques et certains autres aéronefs ;
- c. les yachts et bateaux de plaisance d'une longueur supérieure à 7,5 m, lorsque ces bateaux doivent être pourvus d'une lettre de pavillon ;

lorsque ces véhicules routiers, aéronefs ou bateaux sont mis en usage sur la voie publique ou utilisés en Belgique (voir art. 94 C.T.A.). La dette fiscale naît au moment de la mise en circulation, qui est déterminée d'une façon différente selon qu'il s'agit d'un véhicule routier, d'un aéronef ou d'un bateau (respectivement inscription au répertoire de l'Office de la circulation routière, immatriculation par l'Administration de l'Aéronautique et délivrance de la lettre de pavillon par l'Administration des Affaires maritimes et de la Navigation).

La taxe est due par la personne physique ou morale qui est reprise, selon le cas, au certificat d'immatriculation ou à la lettre de pavillon, lors de la première mise en usage sur la voie publique du véhicule routier ou lors de la première utilisation de l'aéronef ou du bateau par les soins de ladite personne physique ou morale (art. 100 C.T.A.).

La taxe n'est due qu'une seule fois au moment de la première mise en circulation du véhicule sur la voie publique ou de la première utilisation de l'aéronef ou du bateau par une personne déterminée. Lorsque ce même véhicule est remis en circulation au nom d'une autre personne, la TMC est due à nouveau.

La taxe n'est cependant pas due lors du transfert entre époux ou cohabitants légaux ou du transfert entre personnes séparées en raison du divorce ou de la cessation de cohabitation légale, à condition que le cédant ait déjà payé la taxe de mise en circulation pour ce même véhicule, aéronef ou bateau.

B. Exemptions

Les exemptions sont énumérées à l'art. 96 C.T.A. Il s'agit **notamment** :

- a. des aéronefs et bateaux affectés exclusivement à un service public de l'Etat ou d'autres pouvoirs publics ;
- b. des véhicules affectés exclusivement au transport de personnes malades ou blessées et, s'il s'agit de véhicules routiers, immatriculés comme ambulances ;
- c. des véhicules utilisés comme moyen de locomotion personnelle par de grands invalides de la guerre et certaines personnes présentant un handicap.

C. Base imposable

Pour les véhicules routiers, la taxe est fixée sur base de la puissance de leur moteur, exprimée soit en CV fiscaux, soit en kilowatts (kW).

Pour les aéronefs et les bateaux, la taxe est un montant forfaitaire.

Pour tous ces moyens de transport, la taxe dépend également de la période écoulée depuis la première mise en circulation.

D. Taux

Remarque

Pour chaque véhicule imposable, une seule invitation à payer sera envoyée ; celle-ci reprendra tant le montant à payer de la taxe de circulation que, le cas échéant, celui de la taxe de circulation complémentaire et celui de la taxe de mise en circulation.

1. Voitures, voitures mixtes, minibus et motocyclettes

Nombre de CV	Nombre kW	Taxe en euros
de 0 à 8	de 0 à 70	61,50
9 et 10	de 71 à 85	123,00
11	de 86 à 100	495,00
de 12 à 14	de 101 à 110	867,00
15	de 111 à 120	1.239,00
16 et 17	de 121 à 155	2.478,00
plus de 17	plus de 155	4.957,00

Lorsque la puissance d'un même moteur exprimée en CV fiscaux et en kW donne lieu à la perception d'une TMC d'un montant différent, la TMC est fixée au montant **le plus élevé**.

Pour les véhicules qui ont déjà été immatriculés soit dans le pays, soit à l'étranger avant leur importation définitive, la TMC est réduite sur une période de 15 ans en fonction du nombre d'années complètes d'immatriculation à compter de la première date d'immatriculation.

Période écoulée depuis la première immatriculation	La taxe est réduite au pourcentage suivant du montant
1 an jusqu'à < 2 ans	90%
2 ans jusqu'à < 3 ans	80%
3 ans jusqu'à < 4 ans	70%
4 ans jusqu'à < 5 ans	60%
5 ans jusqu'à < 6 ans	55%
6 ans jusqu'à < 7 ans	50%
7 ans jusqu'à < 8 ans	45%
8 ans jusqu'à < 9 ans	40%
9 ans jusqu'à < 10 ans	35%
10 ans jusqu'à < 11 ans	30%
11 ans jusqu'à < 12 ans	25%
12 ans jusqu'à < 13 ans	20%
13 ans jusqu'à < 14 ans	15%
14 ans jusqu'à < 15 ans	10%
15 ans et plus	61,50 euros (montant uniforme)

Toutefois, la taxe **ne peut**, après application de la diminution mentionnée ci-dessus, **être inférieure à 61,50 euros**.

Pour les véhicules dont les **émissions de CO₂** sont de **0 g/km**, la taxe est **uniformément de 61,50 euros**, quel que soit leur âge.

Réduction

Pour les véhicules dont le moteur est alimenté, même partiellement ou temporairement, au gaz de pétrole liquéfié (LPG), la TMC fixée est diminuée de 298 euros, le cas échéant limité au montant de la taxe.

Exemple

Une auto a un moteur de 11 CV et d'une puissance de 110 kW. Lors d'une première mise en circulation, la TMC sur cette voiture s'élève à 867,00 euros (la puissance en kW donne lieu à un montant plus élevé que la puissance en chevaux fiscaux). Lors d'une immatriculation 15 mois après la première immatriculation (donc entre un an et moins de 2 ans), la TMC s'élève à 867,00 euros x 90% = 780,30 euros. Lors d'une immatriculation 7 ans après la première immatriculation, la TMC s'élève à 867,00 euros x 45% = 390,15 euros.

Par contre, si cette auto fonctionne au LPG, la TMC s'élève à 867,00 euros - 298,00 euros = 569,00 euros lors d'une première mise en circulation. Dans le cas d'une immatriculation intervenant 15 mois après la première immatriculation, la TMC s'élève à (867,00 euros - 298,00 euros) x 90% = 512,10 euros.

2. Aéronefs

Montant forfaitaire de 619 euros pour les aéronefs ultralégers motorisés et de 2.478 euros pour les autres.

Lorsque ces aéronefs ont déjà été normalement immatriculés précédemment pendant au moins un an, soit à l'intérieur du pays soit à l'étranger avant leur importation définitive, les montants sont réduits selon le schéma suivant :

Période écoulée depuis la première immatriculation	La taxe est réduite au pourcentage suivant du montant
1 an jusqu'à < 2 ans	90%
2 ans jusqu'à < 3 ans	80%
3 ans jusqu'à < 4 ans	70%
4 ans jusqu'à < 5 ans	60%
5 ans jusqu'à < 6 ans	50%
6 ans jusqu'à < 7 ans	40%
7 ans jusqu'à < 8 ans	30%
8 ans jusqu'à < 9 ans	20%
9 ans jusqu'à < 10 ans	10%
10 ans et plus	61,50 euros (montant uniforme) (1) (2)

(1) En Région de Bruxelles-Capitale, s'ils ne sont pas considérés comme étant mis en circulation par des sociétés, des entreprises publiques autonomes ou des associations sans but lucratif, pratiquant des activités de leasing, ce tarif s'applique également aux paramoteurs et aux aéronefs télépilotes, quelle que soit leur ancienneté.

(2) En Région wallonne, ce tarif s'applique également aux paramoteurs, quelle que soit leur ancienneté. S'ils ne sont pas considérés comme étant mis en circulation par des sociétés, des entreprises publiques autonomes ou des associations sans but lucratif, pratiquant des activités de leasing, le tarif de 0 euro s'applique en Région wallonne aux aéronefs télépilotes, quelle que soit leur ancienneté.

Exemple

Un aéronef ultraléger motorisé est immatriculé une première fois. La TMC s'élève à 619 euros. Si une immatriculation ultérieure a lieu 7,5 ans après la première, la TMC s'élève à 619 euros x 30% = 185,70 euros. Lors d'une immatriculation ultérieure intervenant 10 ans au moins après la première, la TMC s'élève à 61,50 euros (montant uniforme).

3. Bateaux

Montant forfaitaire de 2.478 euros.

Lorsque ces bateaux ont été pourvus d'une lettre de pavillon pendant au moins un an, soit à l'intérieur du pays, soit à l'étranger avant leur importation définitive, le montant est réduit selon le même schéma que pour les aéronefs (voir point 2 ci-dessus).

Exemple

Un bateau est pourvu une première fois d'une lettre de pavillon. La TMC s'élève à 2.478 euros. Lorsque la délivrance ultérieure d'une lettre de pavillon a lieu 9,5 ans après la première, la TMC s'élève à 2.478 euros x 10% = 247,80 euros. Lors de la délivrance d'une lettre de pavillon au moins 10 ans après la première, la TMC s'élève à 61,50 euros (montant uniforme).

E. L'éco-malus en Région wallonne

Ce régime s'applique exclusivement aux voitures et aux voitures mixtes (neuves ou usagées) mises en usage en Région wallonne, à l'exception de celles mises en usage dans la même Région par des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif, qui exercent des activités de leasing. L'éco-malus est une seconde composante de la TMC qui s'ajoute à la première composante basée sur la puissance du moteur, exprimée soit en CV fiscaux, soit en kilowatts (kW). L'éco-malus est réglementé par les articles 97 à 97 *quinquies* du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, applicable en Région wallonne.

La catégorie d'émissions du véhicule mis en usage détermine le montant de l'écomalus. Elle est fixée au moyen de l'émission de CO₂ en g/km déterminée selon la Directive 80/1268/CEE et est reprise au Tableau I ci-dessous.

TABLEAU I
CATEGORIES D'EMISSIONS POUR L'ECO-MALUS

Emissions de CO ₂ en g/km	Catégorie d'émissions
0 – 98	1
99 – 104	2
105 – 115	3
116 – 125	4
126 – 135	5
136 – 145	6
146 – 155	7
156 – 165	8
166 – 175	9
176 – 185	10
186 – 195	11
196 – 205	12
206 – 215	13
216 – 225	14
226 – 235	15
236 – 245	16
246 – 255	17
A partir de 256	18

En ce qui concerne les familles nombreuses, à savoir les familles comprenant au moins trois enfants à charge, le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule mis en usage est diminué de 1 pour les familles comprenant trois enfants à charge, et de 2 pour les familles comprenant au moins quatre enfants à charge. Ces diminutions ne s'appliquent qu'aux véhicules appartenant à une catégorie d'émissions inférieure à 15.

Pour ce qui est des véhicules LPG, le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule mis en usage est diminué de 1.

Le montant de l'éco-malus figure dans le Tableau II ci-dessous.

TABLEAU II
MONTANT DE L'ECO-MALUS

Chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile récemment mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, après éventuelle réduction	Eco-malus en euros
7	100
8	175
9	250
10	375
11	500
12	600
13	700
14	1.000
15	1.200
16	1.500
17	2.000
18	2.500

Remarque

L'éco-malus est égal à 0 euro pour les voitures et voitures mixtes qui sont mises en usage depuis plus de 30 ans sous une marque d'immatriculation appropriée.

L'éco-malus est également égal à 0 euro pour les véhicules dont le moteur est totalement ou partiellement alimenté au gaz naturel comprimé (GNC).

Exemples

1. Un véhicule automobile dont les émissions sont de 169 g/km (catégorie d'émissions 9) est mis en usage. L'éco-malus est de 250 euros.
2. Un véhicule LPG dont les émissions sont de 210 g/km est mis en usage par une famille nombreuse comprenant quatre enfants à charge. La catégorie d'émissions est égale à 13, diminué à la catégorie 10 dans le cas présent (= 13-2 (famille nombreuse comprenant plus de trois enfants à charge) -1 (véhicule LPG)). L'éco-malus est de 375 euros.

8.2.2. RÉGION FLAMANDE

A. Véhicules imposables

La taxe de mise en circulation est perçue sur :

- a. les voitures, voitures mixtes, minibus et motocyclettes (y compris les véhicules à moteur qui sont décrits comme/ qualifiés de "camionnettes" dans la réglementation concernant l'immatriculation des véhicules à moteur, mais qui ne satisfont pas à la définition fiscale des camionnettes, voir 8.1.2-A ci-dessus) ;
- b. les avions, hydravions, hélicoptères, planeurs, ballons sphériques et certains autres aéronefs ;
- c. les yachts et bateaux de plaisance d'une longueur supérieure à 7,5 m, lorsque ces bateaux doivent être pourvus d'une lettre de pavillon.

lorsque ces véhicules routiers, aéronefs ou bateaux sont mis en usage sur la voie publique ou utilisés en Belgique (voir art. 2.3.1.0.1 C.F.F.). La dette fiscale naît au moment de la mise en circulation, qui est déterminée d'une façon différente selon qu'il s'agit d'un véhicule routier, d'un aéronef ou d'un bateau (respectivement inscription au répertoire de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière, immatriculation par la Direction générale Transport aérien et délivrance de la lettre de pavillon par le Service public fédéral Mobilité).

La taxe est due par la personne physique ou morale qui est reprise, selon le cas, au certificat d'immatriculation ou à la lettre de pavillon, lors de la première mise en usage sur la voie publique du véhicule routier ou lors de la première utilisation de l'aéronef ou du bateau par les soins de ladite personne physique ou morale.

La taxe n'est due qu'une seule fois au moment de la première mise en circulation du véhicule sur la voie publique ou de la première utilisation de l'aéronef ou du bateau par une personne déterminée. Lorsque ce même véhicule est remis en circulation au nom d'une autre personne, la TMC est due à nouveau.

La taxe n'est cependant pas due lors du transfert entre époux ou cohabitants légaux ou du transfert entre personnes séparées en raison du divorce ou entre ex-cohabitants légaux par cessation de la cohabitation légale, à condition que le cédant ait déjà payé la taxe de mise en circulation pour ce même véhicule, aéronef ou bateau.

B. Exemptions

Les exemptions sont énumérées aux art. 2.3.6.0.1 à 2.3.6.0.3. inclus C.F.F.. Il s'agit notamment :

- a. des aéronefs et bateaux affectés exclusivement à un service public de l'Etat ou d'autres pouvoirs publics ;
- b. des véhicules affectés exclusivement au transport de personnes malades ou blessées et, s'il s'agit de véhicules routiers, immatriculés comme ambulances ;
- c. des véhicules utilisés comme moyen de locomotion personnelle par de grands invalides de la guerre et certaines personnes présentant un handicap ;
- d. des véhicules routiers, aéronefs et bateaux qui, dans un délai de six mois suivant l'immatriculation ou après la délivrance d'une lettre de pavillon, sont transférés à un autre état de l'Espace économique européen et y sont immatriculés ou munis d'une lettre de pavillon en régime définitif ;
- e. des véhicules propulsés exclusivement par un moteur électrique ou à l'hydrogène ;
- f. s'ils ont été inscrits au répertoire de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière au plus tard le 31 décembre 2020 (et sous certaines conditions aussi après cette date) : les véhicules dont le moteur est alimenté, même partiellement ou temporairement, au gaz naturel, pour autant que la puissance imposable du véhicule n'excède pas 11 CV, ainsi que les véhicules hybrides rechargeables avec une émission de CO₂ jusqu'à 50 g/km. Un véhicule hybride rechargeable est un véhicule propulsé par un moteur électrique et un moteur à combustion, dont l'énergie est fournie au moteur électrique par des batteries pouvant être chargées complètement par un raccordement à une source d'énergie externe ;
- g. des aéronefs télépilotés (RPAS).

Les exemptions visées aux points e et f ne s'appliquent qu'aux véhicules routiers de personnes physiques et de personnes morales autres que des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif, qui exercent des activités de leasing.

C. Base imposable

Pour les **voitures, voitures mixtes et minibus** qui sont censés avoir été mis en circulation en Région flamande, **à l'exception** des voitures, voitures mixtes et minibus qui sont censés avoir été mis en circulation par des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif, qui exercent des activités de leasing, la taxe est calculée sur la base de caractéristiques environnementales.

Ces caractéristiques environnementales sont les émissions de CO₂, le type de carburant et les classes environnementales selon les normes Euro 0 à 6. Il est également tenu compte de la présence d'un filtre à particules.

Pour les **autres véhicules routiers imposables** (y compris les motocyclettes), la taxe est due sur la base de la puissance de leur moteur, exprimée soit en CV fiscaux, soit en kilowatt (kW).

Pour les **aéronefs** et les **bateaux**, la taxe correspond à un montant forfaitaire.

Toutefois, pour l'ensemble de ces moyens de transport, la taxe dépend également de la période écoulée après la première mise en circulation.

D. Taux

Remarque

Pour chaque véhicule imposable, une seule feuille d'imposition sera envoyée ; celle-ci reprendra tant le montant à payer de la taxe de circulation que, le cas échéant, celui de la taxe de circulation complémentaire et celui de la taxe de mise en circulation.

1. Voitures, voitures mixtes et minibus, à l'exception des sociétés de leasing

Pour les **voitures, voitures mixtes et minibus** qui sont censés avoir été mis en circulation en Région flamande, **à l'exception** des voitures, voitures mixtes et minibus qui sont censés avoir été mis en circulation par des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif, qui exercent des activités de leasing, les taux sont les suivants (art. 2.3.4.1.2 C.F.F.):

$$\text{TMC en euros} = (((\text{CO}_2 * f + x) / 246)^6 * 4500 + c) * \text{CA où:}$$

CO₂ = émissions de CO₂ du véhicule en g/km, telles que mesurées pendant son homologation selon la réglementation européenne en vigueur au moment de la première immatriculation ;

f = 0,88 pour les véhicules alimentés au LPG, 0,93 pour les véhicules alimentés au gaz naturel, 0,744 pour les véhicules alimentés tant au gaz naturel qu'à l'essence et dans la mesure où ils sont homologués comme des voitures à essence, et 1 pour les autres véhicules ;

x = terme de correction CO₂ en fonction de l'évolution technologique. Pour 2021, la valeur x est égale à 40,5 g CO₂/ km. Cette valeur est annuellement augmentée de 4,5 g CO₂/km ;

CA = correction d'âge, déterminée sur la base de l'ancienneté du véhicule. L'ancienneté est fixée sur la base de la date de la première immatriculation du véhicule en Belgique ou à l'étranger, tel que mentionnée sur le certificat d'immatriculation. La valeur CA est déterminée à l'aide du tableau ci-dessous :

Ancienneté du véhicule	Valeur CA
Moins de 12 mois entiers	100%
De 12 à 23 mois entiers	90%
De 24 à 35 mois entiers	80%
De 36 à 47 mois entiers	70%
De 48 à 59 mois entiers	60%
De 60 à 71 mois entiers	50%
De 72 à 83 mois entiers	40%
De 84 à 95 mois entiers	30%
De 96 à 107 mois entiers	20%
Au-delà de 107 mois entiers	10%

c = constante (composante air) en fonction de la norme Euro (indication de la nocivité des gaz d'échappement) et du type de combustible du véhicule, conformément aux tableaux suivants :

Diesel	Norme Euro	Montants en euros
	Euro 0	3.106,80
	Euro 1	911,48
	Euro 2	675,55
	Euro 3	535,34
	Euro 3 + + filtre à particules	506,81
	Euro 4	506,81
	Euro 4 + + filtre à particules	498,44
	Euro 5	498,44
	Euro 6	492,71

Essence et autres combustibles	Norme Euro	Montants en euros
	Euro 0	1.235,69
	Euro 1	552,62
	Euro 2	165,25
	Euro 3	103,66
	Euro 4	24,88
	Euro 5	22,36
	Euro 6	22,36

Pour les **voitures, voitures mixtes et minibus** qui sont censés avoir été mis en circulation en Région flamande et qui sont inscrits **pour la première fois** au répertoire de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière **après le 31 décembre 2020, à l'exception** des voitures, voitures mixtes et minibus qui sont censés avoir été mis en circulation par des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif, qui exercent des activités de leasing, les taux sont les suivants (art. 2.3.4.1.2/1 C.F.F.):

$$\text{TMC en euros} = (((\text{CO}_2 * f * q) / 246)^6 * 4500 + c) * \text{CA} \text{ où:}$$

CO₂ = émissions de CO₂ du véhicule en g/km, telles que mesurées pendant son homologation selon la réglementation européenne en vigueur ;

f = 0,88 pour les véhicules alimentés au LPG, 0,93 pour les véhicules alimentés au gaz naturel, 0,744 pour les véhicules alimentés tant au gaz naturel qu'à l'essence et dans la mesure où ils sont homologués comme des voitures à essence, et 1 pour les autres véhicules ;

q = un facteur en fonction des normes d'émission européennes pour 2025 et 2030. Pour 2021, la valeur q est égale à 1,07. Cette valeur est annuellement augmentée de 0,035 à partir de 2022 ;

CA = correction d'âge, déterminée sur la base de l'ancienneté du véhicule. L'ancienneté est fixée sur la base de la date de la première immatriculation du véhicule en Belgique ou à l'étranger, telle que mentionnée sur le certificat d'immatriculation. La valeur CA est déterminée à l'aide du tableau ci-dessous :

Ancienneté du véhicule	Valeur CA
Moins de 12 mois entiers	100%
De 12 à 23 mois entiers	90%
De 24 à 35 mois entiers	80%
De 36 à 47 mois entiers	70%
De 48 à 59 mois entiers	60%
De 60 à 71 mois entiers	50%
De 72 à 83 mois entiers	40%
De 84 à 95 mois entiers	30%
De 96 à 107 mois entiers	20%
Au-delà de 107 mois entiers	10%

c = constante (composante air) en fonction de la norme Euro (indication de la nocivité des gaz d'échappement) et du type de combustible du véhicule, conformément aux tableaux suivants :

Diesel	Norme Euro	Montants en euros
	Euro 0	3.106,80
	Euro 1	911,48
	Euro 2	675,55
	Euro 3	535,34
	Euro 3 + + filtre à particules	506,81
	Euro 4	506,81
	Euro 4 + + filtre à particules	498,44
	Euro 5	498,44
	Euro 6	492,71

Essence et autres combustibles	Norme Euro	Montants en euros
	Euro 0	1.235,69
	Euro 1	552,62
	Euro 2	165,25
	Euro 3	103,66
	Euro 4	24,88
	Euro 5	22,36
	Euro 6	22,36

La TMC n'est jamais inférieure à 45,56 euros et est plafonnée à 11.391,05 euros. La TMC des véhicules routiers dont la première mise en circulation date d'il y a 30 ans ou plus, est fixée forfaitairement à 45,56 euros. Pour ces véhicules, une période transitoire est d'application. Le tarif de 45,56 euros s'applique aux exercices d'imposition 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021 si les véhicules en question ont été mis en circulation depuis respectivement plus de 25, 26, 27, 28 et 29 ans.

Pour les voitures, voitures mixtes et minibus qui sont mis en circulation par des personnes physiques et des personnes morales autres que des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif, qui exercent des activités de leasing, dont la puissance imposable est supérieure à 11 chevaux fiscaux et dont le moteur est alimenté, même partiellement ou temporairement, au gaz naturel, la TMC est réduite de 4.000 euros, le cas échéant limité au montant de la TMC elle-même, mais sans application de la taxe minimale. Cette réduction ne s'applique toutefois qu'à la condition que ces véhicules soient inscrits au répertoire de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière au plus tard le 31 décembre 2020 (et sous certaines conditions aussi après cette date) (art. 2.3.5.0.1 C.F.F.).

Les montants de la composante "c" (composante air) et les montants minimaux et maximaux de la TMC sont ajustés annuellement au 1^{er} juillet sur la base des fluctuations de l'indice général des prix à la consommation.

Exemples

1. Un véhicule diesel qui répond à la norme Euro 6 et dont les émissions de CO₂ (WLTP) sont de 109 g/km, est mis en circulation pour la première fois le 4 janvier 2021. La TMC s'élève à 543,82 euros.
2. Un véhicule diesel est remis en circulation le 4 janvier 2021. Il présente les caractéristiques suivantes : la première mise en circulation a eu lieu le 12 juillet 2017, le véhicule répond à la norme Euro 6 et ses émissions de CO₂ (NEDC) sont de 104 g/km. La TMC est de 474,29 euros.
3. Un véhicule essence qui répond à la norme Euro 6 et dont les émissions de CO₂ (WLTP) sont de 127 g/km, est mis en circulation pour la première fois le 4 janvier 2021. La TMC s'élève à 150,22 euros.
4. Un véhicule essence est remis en circulation le 4 janvier 2021. Il présente les caractéristiques suivantes : la première mise en circulation a eu lieu le 12 juillet 2017, le véhicule répond à la norme Euro 6 et ses émissions de CO₂ (NEDC) sont de 134 g/km. La TMC est de 416,96 euros.

2. Autres véhicules routiers imposables (y compris les motocyclettes)

Nombre de CV	Nombre kW	Taxe en euros
de 0 à 8	de 0 à 70	61,50
9 et 10	de 71 à 85	123,00
11	de 86 à 100	495,00
de 12 à 14	de 101 à 110	867,00
15	de 111 à 120	1.239,00
16 et 17	de 121 à 155	2.478,00
plus de 17	plus de 155	4.957,00

Lorsque la puissance d'un même moteur exprimée en CV et en kW donne lieu à la perception d'une TMC d'un montant différent, la TMC est fixée au montant **le plus élevé**.

Pour les véhicules qui ont déjà été immatriculés soit dans le pays, soit à l'étranger avant leur importation définitive, la TMC est réduite sur une période de 15 ans en fonction du nombre d'années complètes d'immatriculation à compter de la première date d'immatriculation

Période écoulée depuis la première immatriculation	La taxe est réduite au pourcentage suivant du montant
1 an jusqu'à < 2 ans	90%
2 ans jusqu'à < 3 ans	80%
3 ans jusqu'à < 4 ans	70%
4 ans jusqu'à < 5 ans	60%
5 ans jusqu'à < 6 ans	55%
6 ans jusqu'à < 7 ans	50%
7 ans jusqu'à < 8 ans	45%
8 ans jusqu'à < 9 ans	40%
9 ans jusqu'à < 10 ans	35%
10 ans jusqu'à < 11 ans	30%
11 ans jusqu'à < 12 ans	25%
12 ans jusqu'à < 13 ans	20%
13 ans jusqu'à < 14 ans	15%
14 ans jusqu'à < 15 ans	10%
15 ans et plus	61,50 euros (montant uniforme)

Toutefois, la taxe **ne peut**, après application de la diminution mentionnée ci-dessus, **être inférieure à 61,50 euros**.

Réduction

Pour les véhicules dont le moteur est alimenté, même partiellement ou temporairement, au gaz de pétrole liquéfié (LPG), la TMC fixée est diminuée de 298,00 euros, le cas échéant limité au montant de la taxe.

Exemple

Une auto a un moteur de 11 CV et d'une puissance de 110 kW. Lors d'une première mise en circulation, la TMC sur cette voiture s'élève à 867,00 euros (la puissance en kW donne lieu à un montant plus élevé que la puissance en chevaux fiscaux). Lors d'une immatriculation 15 mois après la première immatriculation (donc entre un an et moins de 2 ans), la TMC s'élève à $867,00 \text{ euros} \times 90\% = 780,30 \text{ euros}$. Lors d'une immatriculation 7 ans après la première immatriculation, la TMC s'élève à $867,00 \text{ euros} \times 45\% = 390,15 \text{ euros}$.

Par contre, si cette auto fonctionne au LPG, la TMC s'élève à $867,00 \text{ euros} - 298,00 \text{ euros} = 569,00 \text{ euros}$ lors d'une première mise en circulation. Dans le cas d'une immatriculation intervenant 15 mois après la première immatriculation, la TMC s'élève à $(867,00 \text{ euros} - 298,00 \text{ euros}) \times 90\% = 512,10 \text{ euros}$.

3. Aéronefs

Montant forfaitaire de 619 euros pour les aéronefs ultralégers motorisés et de 2.478 euros pour les autres.

Lorsque ces aéronefs ont déjà été normalement immatriculés précédemment pendant au moins un an, soit à l'intérieur du pays soit à l'étranger avant leur importation définitive, les montants sont réduits selon le schéma suivant:

Période écoulée depuis la première immatriculation	La taxe est réduite au pourcentage suivant du montant
1 an jusqu'à < 2 ans	90%
2 ans jusqu'à < 3 ans	80%
3 ans jusqu'à < 4 ans	70%
4 ans jusqu'à < 5 ans	60%
5 ans jusqu'à < 6 ans	50%
6 ans jusqu'à < 7 ans	40%
7 ans jusqu'à < 8 ans	30%
8 ans jusqu'à < 9 ans	20%
9 ans jusqu'à < 10 ans	10%
10 ans et plus	61,50 euros (montant uniforme) (1)

(1) S'ils ne sont pas considérés comme étant mis en circulation par des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif, qui exercent des activités de leasing, ce tarif s'applique également aux avions de construction amateur et aux paramoteurs, quelle que soit l'ancienneté de ces aéronefs.

Exemple

Un aéronef ultraléger motorisé est immatriculé une première fois. La TMC s'élève à 619 euros. Si une immatriculation ultérieure a lieu 7,5 ans après la première, la TMC s'élève à 619 euros x 30% = 185,70 euros. Lors d'une immatriculation ultérieure intervenant 10 ans au moins après la première, la TMC s'élève à 61,50 euros (montant uniforme).

4. Bateaux

Montant forfaitaire de 2.478 euros.

Lorsque ces bateaux ont été pourvus d'une lettre de pavillon pendant au moins un an, soit à l'intérieur du pays, soit à l'étranger avant leur importation définitive, le montant est réduit selon le même schéma que pour les aéronefs (voir 3 ci-dessus).

Exemple

Un bateau est pourvu une première fois d'une lettre de pavillon. La TMC s'élève à 2.478 euros. Lorsque la délivrance ultérieure d'une lettre de pavillon a lieu 9,5 ans après la première, la TMC s'élève à 2.478 euros x 10% = 247,80 euros. Lors de la délivrance d'une lettre de pavillon au moins 10 ans après la première, la TMC s'élève à 61,50 euros (montant uniforme).

8.3. LE PRÉLÈVEMENT KILOMÉTRIQUE

Le prélèvement kilométrique est défini par une série de directives et de dispositions européennes, par la législation fédérale, par des accords de coopération entre les trois régions ainsi que par des décrets, des ordonnances et des mesures d'exécution régionaux.

En particulier, en ce qui concerne la Région flamande, le prélèvement kilométrique est réglé par le décret du 3 juillet 2015 introduisant le prélèvement kilométrique et annulant le prélèvement de l'Eurovignette et modifiant le Code flamand de la Fiscalité du 13 décembre 2013 en la matière.

En ce qui concerne la Région wallonne, le prélèvement est réglé par le décret du 16 juillet 2015 instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes.

En ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, le prélèvement est réglé par l'ordonnance du 29 juillet 2015 introduisant un prélèvement kilométrique en Région de Bruxelles-Capitale sur les poids lourds prévus ou utilisés pour le transport par route de marchandises, en remplacement de l'Eurovignette.

Remarque préalable :

Chaque région est individuellement responsable de la levée du prélèvement kilométrique sur les véhicules-kilomètres parcourus imposables dans cette région. Un certain nombre de tâches publiques relatives au prélèvement kilométrique ont été confiées par les trois régions à l'autorité interrégionale Viapass. Un contrat DBFMO a été conclu avec un partenaire privé pour la mise en place du système et la perception du prélèvement kilométrique a également été sous-traitée à un prestataire de services privé.

8.3.1. DÉFINITION

Le prélèvement kilométrique est prélevé sur l'utilisation faite par un véhicule d'une route sur laquelle le prélèvement est applicable.

Ces routes sont énumérées :

- en ce qui concerne la Région flamande, dans l'annexe du décret du 3 juillet 2015 introduisant le prélèvement kilométrique et annulant le prélèvement de l'Eurovignette et modifiant le Code flamand de la Fiscalité du 13 décembre 2013 en la matière;
- en ce qui concerne la Région wallonne, dans l'annexe de la décision du 17 décembre 2015 portant approbation de la décision du conseil d'administration de la SOFICO du 10 juin 2015 déterminant les zones tarifaires, la valeur du tarif de base, des variables et des coefficients de pondération utilisés dans la formule tarifaire du prélèvement kilométrique instauré par le décret du 16 juillet 2015 instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes ;
- en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, dans l'annexe de l'ordonnance du 29 juillet 2015 introduisant un prélèvement kilométrique en Région de Bruxelles-Capitale sur les poids lourds prévus ou utilisés pour le transport par route de marchandises, en remplacement de l'Eurovignette.

8.3.2. VÉHICULES ET ROUTES IMPOSABLES

Par "véhicule" on entend un véhicule à moteur ou un ensemble de véhicules prévu ou utilisé, exclusivement ou non, pour le transport par route de marchandises et dont la masse maximale autorisée est **supérieure à 3,5 tonnes**. La circulaire en la matière précise qu'à partir du 1^{er} janvier 2018, les tracteurs de semi-remorques de catégorie N1 avec le code carrosserie BC, dont la masse maximale autorisée (MMA) est, en soi, égale ou inférieure à 3,5 tonnes mais dont la MMA de la combinaison avec un semi-remorque est supérieure à 3,5 tonnes, à savoir les mini-trailers, tombent également dans le champ d'application matériel du prélèvement kilométrique. Pour ces véhicules, une On Board Unit (OBU) devra donc obligatoirement être demandée auprès d'un prestataire de services avant de pouvoir utiliser les routes belges.

L'ensemble des routes sur le territoire sont soumises au prélèvement, mais certaines d'entre elles bénéficient d'un tarif de 0.

8.3.3. BASE IMPOSABLE

Le prélèvement est déterminé sur la base du nombre de kilomètres parcourus par un véhicule et enregistrés au moyen d'un dispositif d'enregistrement électronique à bord du véhicule.

8.3.4. TARIFS

Le montant total du prélèvement kilométrique est calculé en multipliant le tarif, exprimé en centime d'euro par kilomètre, qui s'applique dans une région déterminée, dans une zone tarifaire déterminée, par les kilomètres qui y sont parcourus par les véhicules redevables du prélèvement. Les sous-montants ainsi obtenus sont ensuite additionnés par zone tarifaire.

Le tarif, exprimé en centime d'euro par kilomètre, est obtenu en additionnant les sous-composantes suivantes :

- le tarif de base du prélèvement kilométrique ;
- la réduction ou majoration tarifaire en fonction de la catégorie de poids du véhicule (voir tableau ci-dessous). Dans la Région de Bruxelles-Capitale, cette majoration ou réduction est différente selon qu'il s'agisse d'autoroutes, de rings ou d'autres routes ;
- une majoration tarifaire en fonction des coûts externes causés par le véhicule (en fonction de la norme d'émission Euro du véhicule et, dans ce cas également, elle diffère dans la Région de Bruxelles-Capitale selon qu'il s'agisse ou non d'autoroutes ou de rings).

Le nombre de kilomètres parcourus est calculé en réduisant le nombre de kilomètres enregistrés de 1,5% pour corriger un enregistrement éventuellement imprécis.

Le tableau ci-dessous illustre les tarifs indexés (valables du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021 inclus), en euro par kilomètre, pour les trois régions et pour toutes les combinaisons possibles de paramètres :

euro/km	Flandre			Wallonie (hors TVA)		
	>3,5 t - <12 t	≥12 t - ≤32 t	> 32 t	>3,5 t - <12 t	≥12 t - ≤32 t	> 32 t
Euro 0	0,122	0,208	0,234	0,157	0,210	0,214
Euro 1	0,122	0,208	0,234	0,157	0,210	0,214
Euro 2	0,122	0,208	0,234	0,157	0,210	0,214
Euro 3	0,101	0,187	0,213	0,135	0,188	0,192
Euro 4	0,068	0,154	0,180	0,102	0,155	0,159
Euro 5 (2)	0,056	0,142	0,168	0,080	0,133	0,137
Euro 6 (3)	0,046	0,132	0,157	0,080	0,133	0,137

euro/km	Bruxelles autoroute			Territoire intra-urbain bruxellois (1)		
	>3,5 t - <12 t	≥12 t - ≤32 t	> 32 t	>3,5 t - <12 t	≥12 t - ≤32 t	> 32 t
Euro 0	0,155	0,208	0,213	0,200	0,279	0,310
Euro 1	0,155	0,208	0,213	0,200	0,279	0,310
Euro 2	0,155	0,208	0,213	0,200	0,279	0,310
Euro 3	0,134	0,187	0,191	0,173	0,253	0,284
Euro 4	0,101	0,154	0,158	0,140	0,220	0,251
Euro 5 (2)	0,089	0,142	0,147	0,126	0,206	0,237
Euro 6 (3)	0,079	0,132	0,136	0,105	0,185	0,216

(1) Territoire intra-urbain : toutes les routes locales et régionales qui ne sont pas des autoroutes

(2) ou EEV

(3) ou au-delà

Source : Viapass

8.3.5. EXONÉRATIONS

Sont, dans chaque région, exonérés du prélèvement kilométrique :

- les véhicules qui sont exonérés dans une autre région ;
- les véhicules qui sont exclusivement utilisés pour et par la défense, la protection civile, le service incendie et la police et qui sont reconnaissables en tant que tel ;
- les véhicules qui sont équipés spécialement et exclusivement à des fins médicales et qui sont reconnaissables en tant que tel ;
- les véhicules qui sont de nature agricole, horticole ou sylvicole et qui ne sont utilisés que de manière limitée sur la voie publique belge et exclusivement pour l'agriculture, l'horticulture, la pisciculture et la sylviculture.

8.3.6. AMENDES ADMINISTRATIVES

Jusqu'au 31 décembre 2017, le montant des amendes administratives était de 1.000 euros. A partir du 1^{er} janvier 2018, des tarifs réduits et différenciés sont introduits pour les amendes administratives en fonction de la gravité et de la catégorie de l'infraction et il est également possible de diminuer les amendes en cas de première infraction ou de bonne foi.

8.4. LA TAXE SUR LES JEUX ET PARIS (JP)

8.4.1. RÉGION FLAMANDE

Depuis le 1^{er} janvier 2019, la Région flamande est seule compétente pour assurer le service de la taxe sur les jeux et paris ayant lieu sur son territoire.

La taxe sur les jeux et paris frappe les gains des jeux et paris (art. 2.12.3.0.1 C.F.F.).

Par "gain" il faut entendre le montant des sommes ou mises engagées, diminué des bénéfices effectivement distribués.

Pour les jeux de casino, le gain (par établissement de jeux de hasard) est toutefois la différence entre le montant des encaisses constatées à la fin des parties et le montant cumulé des avances initiales et des avances complémentaires, diminuée des retraits opérés pendant les parties.

Pour les appareils automatiques de divertissement assimilés aux jeux de casino, le gain (par établissement de jeux de hasard) est la différence des sommes engagées par appareil, diminuée des bénéfices effectivement distribués pour cet appareil.

Pour les jeux média (jeux de hasard dont l'exploitation se déroule via un média), la taxe est levée sur les sommes ou mises engagées (à l'exception des jeux média via les instruments de la société de l'information).

Le taux de la taxe est de **15%** (art. 2.1.4.0.1 C.F.F.).

Le taux est cependant de **11%** si les sommes ou mises sont engagées via des instruments de la société de l'information.

Pour les jeux de casino, la taxe est levée par tranche, comme mentionné dans le tableau ci-dessous.

Tranche (du gain par année calendrier) en euros		Tarif applicable à cette tranche, en %
de	jusqu'à et y compris	
0,01	865.000	33
865.000,01	-	44

Pour les appareils automatiques de divertissement assimilés aux jeux de casino, la taxe est levée par tranche, comme mentionné dans le tableau ci-dessous.

Tranche (du gain par année calendrier) en euros		Tarif applicable à cette tranche, en %
à partir de	jusqu'à et y compris	
0,01	1.200.000	20
1.200.000,01	2.450.000	25
2.450.000,01	3.700.000	30
3.700.000,01	6.150.000	35
6.150.000,01	8.650.000	40
8.650.000,01	12.350.000	45
12.350.000,01	-	50

Il existe des exonérations, comme par exemple les loteries exonérées, les concours colombophiles où les enjeux sont risqués exclusivement par les propriétaires des pigeons engagés, etc. (art. 2.12.6.0.1 C.F.F.).

8.4.2. RÉGION WALLONNE

Depuis le 1^{er} janvier 2010, la Région wallonne est seule compétente pour assurer le service de la taxe sur les jeux et paris ayant lieu sur son territoire.

La taxe sur les jeux et paris frappe le montant brut des sommes et/ou mises engagées, ou le produit brut des jeux et paris revenant à l'organisateur (art. 43 C.T.A.).

En Région wallonne, les tarifs et bases d'imposition de cette taxe sont les suivants (art. 44 à 47 C.T.A.) :

Nature des jeux et paris	Base d'imposition (en euros)	Taux
Jeux et paris dont les sommes ou mises sont engagées par le biais d'équipements électroniques de traitement et de stockage de données, qui sont entièrement transmises, acheminées et reçues par fils, par radio, par des moyens optiques ou par d'autres moyens électromagnétiques	Marge brute réelle réalisée à l'occasion du jeu ou du pari	11%
Paris sur les courses de chevaux disputées tant en Belgique qu'à l'étranger	Marge brute réelle réalisée à l'occasion du pari	15%
Paris sur les courses de chiens disputées tant en Belgique qu'à l'étranger	Marge brute réelle réalisée à l'occasion du pari	15%
Paris sur les événements sportifs disputés tant en Belgique qu'à l'étranger	Marge brute réelle réalisée à l'occasion du pari	15%
Jeux de table exploités dans les casinos - jeux de cartes, à l'exception du black-jack et du texas hold'em poker, et des jeux qui utilisent des dés ou des dominos, même de manière occasionnelle	Marge brute (différence entre la somme des enjeux financiers au cours de la journée et les gains perçus par les joueurs)	11%
- roulette sans zéro	Gains des pontes	2,75%
Appareils automatiques de jeux de hasard se trouvant dans les établissements de jeux de hasard de classe I au sens de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard	Produit brut des jeux : de € 0,01 à € 1.200.000,00 de € 1.200.000,01 à € 2.450.000,00 de € 2.450.000,01 à € 3.700.000,00 de € 3.700.000,01 à € 6.150.000,00 de € 6.150.000,01 à € 8.650.000,00 de € 8.650.000,01 à € 12.350.000,00 à partir de € 12.350.000,01	 20% 25% 30% 35% 40% 45% 50%
Jeux de poker	Produit brut des jeux, lorsque le casino est partie au jeu, ou différence entre la somme des enjeux financiers au cours de la journée et les gains perçus par les joueurs, lorsque le casino n'est pas partie au jeu : jusque € 1.360.000,00 à partir de € 1.360.000,01	 33% 44%
Autres jeux de casino	Produit brut des jeux : jusque € 1.360.000,00 à partir de € 1.360.000,01	 33% 44%
Autres jeux et paris	Sommes ou mises engagées	11%

Il existe des exonérations comme par exemple les loteries exonérées, les concours colombophiles où les enjeux sont risqués exclusivement par les propriétaires des pigeons engagés, etc.

8.4.3. RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

En ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, le SPF Finances continue à assurer le service de cette taxe.

La taxe sur les jeux et paris frappe le montant brut des sommes et/ou mises engagées, ou la marge brute réalisée à l'occasion du jeu ou du pari.

En Région de Bruxelles-Capitale, les tarifs et bases d'imposition de cette taxe sont les suivants :

Nature des jeux et paris	Base d'imposition	Taux
Paris sur les courses de chevaux, les courses de chiens et les événements sportifs qui ont lieu à l'étranger	Marge brute réelle réalisée à l'occasion du jeu ou du pari	15%
Paris sur les courses de chevaux, les courses de chiens et les événements sportifs qui ont lieu en Belgique	Marge brute réelle réalisée à l'occasion du jeu ou du pari	15%
Jeux et paris en ligne (y compris sur les courses de chevaux, les courses de chiens et les événements sportifs)	Marge brute réelle réalisée à l'occasion du jeu ou du pari	11%
Jeux et paris via les lignes 0900, messages SMS, etc., à l'exception des paris sur les courses de chevaux, les courses de chiens et les événements sportifs	Montant brut des sommes engagées	15%
Jeux de casinos :		
1. Jeux de carte (à l'exception du black jack et du texas hold'em poker) et des jeux qui utilisent des dés ou des dominos	Marge brute réelle réalisée à l'occasion du jeu ou du pari	11%
2. Roulette sans zéro	Gains des pontes	2,75 %
3. Autres jeux de casino, black jack et texas hold'em poker compris	Produit brut jusqu'à 1.360.000 euros	33%
	Produit brut au-delà de 1.360.000 euros	44%
4. Appareils automatiques de divertissement assimilés à des jeux de casino	Bénéfice brut des appareils automatiques de divertissement assimilés à des jeux de casino	
	De 0,00 à 1.200.000,00 euros	20%
	De 1.200.001,00 à 2.450.000,00 euros	25%
	De 2.450.001,00 à 3.700.000,00 euros	30%
	De 3.700.001,00 à 6.150.000,00 euros	35%
	De 6.150.001,00 à 8.650.000,00 euros	40%
	De 8.650.001,00 à 12.350.000,00 euros	45%
	12.350.001,00 euros et plus	50%
Divers	Mises engagées dans les concours de pigeons	15%
	Mises engagées dans les concours de chant d'oiseaux	
	Mises engagées dans les tirs aux pigeons	
	Mises engagées dans les divertissements populaires	
	Montant brut des sommes engagées dans d'autres jeux et paris non spécifiés, y compris roulette Saturne, roulette Opta, petits coureurs, etc.	

Il existe des exonérations comme par exemple les loteries exonérées, les concours colombophiles où les enjeux sont risqués exclusivement par les propriétaires des pigeons engagés, etc.

8.5. LA TAXE SUR LES APPAREILS AUTOMATIQUES DE DIVERTISSEMENT (AAD)

Depuis le 1^{er} janvier 2010, la Région wallonne est seule compétente pour assurer le service de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement placés sur son territoire.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, la Région flamande est seule compétente pour assurer le service de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement placés sur son territoire.

En ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, le SPF Finances continue à assurer le service de cette taxe.

La taxe annuelle forfaitaire sur les appareils automatiques de divertissement frappe les appareils automatiques placés sur la voie publique, dans les endroits accessibles au public et dans les cercles privés, que l'accès à ces derniers soit ou non soumis à certaines formalités (art. 76 C.T.A. pour la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale).

Les exonérations diffèrent en fonction des Régions.

Le montant de la taxe varie selon la catégorie de l'appareil et selon la Région où l'appareil est installé.

Il existe cinq catégories, de A à E. En théorie, la classification des appareils dans ces catégories peut différer selon la Région, bien que pour l'instant, le répertoire soit toujours identique dans les trois régions. Depuis le 1^{er} janvier 2021 la Région flamande (Vlabel) est elle-même responsable du classement fiscal des appareils automatiques de divertissement installés en Région flamande et de la tenue à jour du répertoire de ces appareils.

Les montants de la taxe s'élevaient à :

Catégorie	en euros		
	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale
A	4.049,20	3.334,24	5.068,80
B	1.306,00	1.327,91	1.466,10
C	0	422,53	397,80
D	0	301,81	284,10
E	152,00	181,07	170,50

En Région flamande, à partir du 1^{er} janvier 2021, la taxe est perçue par trimestre, à raison chaque fois d'un quart du montant mentionné dans le tableau ci-dessus.

8.6. LA TAXE SUR LA PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ ET SUR LA PRIME BÉNÉFICIAIRE POUR LES TRAVAILLEURS

Cette taxe est perçue à charge des travailleurs sur la participation au capital de la société ou sur la prime bénéficiaire pour les travailleurs attribuée en vertu de la loi du 22 mai 2001 relative à la participation des travailleurs au capital des sociétés et à l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs. S'il n'est pas satisfait à certaines conditions d'indisponibilité (en principe au moins deux ans, sans dépasser cinq ans), une taxe additionnelle est en outre perçue (art. 112 C.T.A.).

La base de la **taxe** ("taxe de base") est déterminée comme suit (art. 113 C.T.A.) :

- 1° en cas de prime bénéficiaire pour les travailleurs : le montant en espèces, moyennant déduction des cotisations de sécurité sociale, attribué conformément aux dispositions de la loi du 22 mai 2001 précitée ;
- 2° en cas de participation au capital : le montant (avec certains minima en matière de valorisation) à affecter à la participation au capital attribuée conformément au plan de participation annuel de la société ;
- 3° en cas de participation aux bénéfices qui fait l'objet d'un plan d'épargne d'investissement (les travailleurs mettent la participation aux bénéfices à la disposition de la société sous la forme d'un prêt non subordonné) : le montant en espèces attribué conformément au plan de participation annuel de la société ;
- 4° la taxe éventuellement supportée par le débiteur de la participation, à la décharge du bénéficiaire, est ajoutée au montant de cette participation.

La base de la **taxe additionnelle** est identique à celle mentionnée au 2° ci-dessus lorsqu'il s'agit d'une participation au capital et à celle mentionnée au 3° ci-dessus lorsqu'il s'agit d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs dans le cadre d'un plan d'épargne d'investissement, dans les deux cas après déduction de la "taxe de base" (art. 114 C.T.A.).

Le taux de la **taxe** ("taxe de base") est de (art. 117 C.T.A.) :

- 15% pour les participations au capital ;
- 15% pour les primes bénéficiaires pour les travailleurs attribuées dans le cadre d'un plan d'épargne d'investissement et qui font l'objet d'un prêt non subordonné ;
- 7% pour les primes bénéficiaires pour les travailleurs, à l'exception de celles visées par le taux de 15%. Le taux de la **taxe additionnelle** est de 23,29%.



Editeur responsable :

SPF Finances Tom JANSEN North Galaxy

Boulevard du Roi Albert II, 33 bte 22 - 1030 Bruxelles Belgique

